Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20240409-250409-01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/01

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

ÉLECTION DU SIXIÈME VICE-PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ À LA FORÊT, AUX LACS ET AUX ESPACES NATURELS

Par délibération n°200711-02 du 11 juillet 2020, le conseil communautaire a fixé à huit, le nombre de postes de Vice-Présidents. L'assemblée a ensuite élu, par délibération n°200711-08 du 11 juillet 2020, Michel FÉLIX en tant que 6e Vice-Président délégué à la forêt, aux lacs et aux espaces naturels.
Suite à son décès, survenu le 2 mars 2025, il convient d'élire un nouveau 6e Vice-Président.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 5211-1 et L 2122-7,
VU la délibération n°200711/02 du 11 juillet 2020 portant création de huit postes de Vice-présidents,
VU la délibération n°200711-08 du 11 juillet 2020 désignant Michel FELIX en tant que 6ème Vice-Président délégué à la forêt, aux lacs et aux espaces naturels,
VU le décès de Michel FÉLIX intervenu le 2 mars 2025,
CONSIDÉRANT qu'il convient de procéder à une nouvelle élection pour pourvoir cette vacance,
CONSIDÉRANT que les Vice-présidents sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3e tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu,

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :
1er tour de scrutin :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	**0**
Nombre de votants	**27**
A déduire (bulletins blancs ou nuls)	**0**
Reste, pour le nombre de suffrages exprimés	**27**
Majorité absolue	**14**

Ont obtenu :
- M. Julien AUGIER : 27 voix (vingt-sept voix)

M. Julien AUGIER ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé sixième Vice-Président délégué à la forêt, aux lacs et espaces naturels, et a été immédiatement installé.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-02-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
DCC n° 250409/02
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE « AGRICULTURE »

Par délibération n°201027-05 du 27 octobre 2020, le conseil communautaire a désigné les membres composant les différentes commissions communautaires.

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement au sein de la commission « agriculture » en tant que représentant de la commune de Tanneron.

En préambule de cette élection, le Président propose à l'assemblée de ne pas recourir au scrutin secret pour cette désignation, comme l'y autorise l'article L.2121-21 du C.G.C.T.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-22 et L. 5211-1,
VU la délibération du conseil communautaire du 27 octobre 2020 créant dix commissions thématiques intercommunales,
VU la délibération n°201027-05 du 27 octobre 2020 désignant les membres de la commission « Agriculture »,
CONSIDERANT que le décès de M. Michel Félix nécessite son remplacement au sein de ladite commission où il représentait la commune de Tanneron,
CONSIDÉRANT que ces désignations ont lieu à bulletin secret et à la majorité absolue des suffrages sauf si le conseil communautaire décide, à l'unanimité d'y renoncer,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER** membre de la commission communautaire « Agriculture ».

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-03-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
DCC n° 250409/03
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE « FORÊTS, LACS, ESPACES NATURELS »

Par délibération n°201027-05 du 27 octobre 2020 modifiée par délibération n°230531-01 du 31 mai 2022, le conseil communautaire a désigné les membres composant les différentes commissions communautaires.

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement au sein de la commission « Forêts, lacs, espaces naturels » en tant que représentant de la commune de Tanneron.

En préambule de cette élection, le Président propose à l'assemblée de ne pas recourir au scrutin secret pour cette désignation, comme l'y autorise l'article L.2121-21 du C.G.C.T.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-22 et L. 5211-1,
VU la délibération du conseil communautaire du 27 octobre 2020 créant dix commissions thématiques intercommunales,
VU la délibération n°201027-05 du 27 octobre 2020 modifiée par délibération n°230531-01 du 31 mai 2022 désignant les membres de la commission « Forêts, lacs, espaces naturels »,
CONSIDERANT que le décès de M. Michel Félix nécessite son remplacement au sein de ladite commission où il représentait la commune de Tanneron,
CONSIDÉRANT que ces désignations ont lieu à bulletin secret et à la majorité absolue des suffrages sauf si le conseil communautaire décide, à l'unanimité d'y renoncer,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER** membre de la commission communautaire « Forêts, lacs, espaces naturels ».

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250402-250409-04-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 13/05/2025
Publication : 23/05/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice	30
Présents	21
Pouvoirs	6
Absents	3
Suffrages exprimés	27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

DCC n° 250409/04-1
annule et remplace la DCC n°250409-04 du 15/04/2025 suite erreur matérielle

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

ÉLECTION D'UN MEMBRE TITULAIRE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Par délibération n°200723-24 en date du 23 juillet 2020, le conseil communautaire avait désigné les membres titulaires et suppléants de la Commission d'Appel d'Offres comme suit :

	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
1	Christian COULON	Jean-Yves HUET
2	Ophélie LEFEBVRE	François CAVALLIER
3	René BOUCHARD	Patrick de CLARENS
4	Myriam ROBBE	Bernard HENRY
5	Michel FELIX	Camille BOUGE

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement au sein de cette commission.
En préambule de cette élection, le Président propose à l'assemblée de ne pas recourir au scrutin secret pour cette désignation, comme l'y autorise l'article L.2121-21 du C.G.C.T.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération du conseil communautaire n°200723-24 du 23 juillet 2020 désignant lesdits délégués,
CONSIDERANT le décès de M. Michel Félix, membre titulaire, nécessitant son remplacement au sein de cette commission,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :
- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER** membre de la Commission d'Appel d'Offres.

Tourrettes, le 29 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

DCC n° 250409/05

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (C.L.E.C.T.)

Par délibération n°201208-13 en date du 08/12/2020, le conseil communautaire avait désigné un représentant titulaire et un représentant suppléant par commune membre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) comme suit :

Communes	Membres titulaires	Membres suppléants
BAGNOLS-EN-FORÊT	Mme Marie-Paule GALL	M. Jérôme ZORZUT
CALLIAN	M. Jean-Luc ANTONINI	M. Jacques BERENGER
FAYENCE	Mme Ophélie LEFEBVRE	M. Bernard HENRY
MONS	M. Patrick de CLARENS	Mme Claudette MARIET
MONTAUROUX	M. Jean-Yves HUET	Mme Aurore STURM
SAINT-PAUL-EN-FORÊT	M. Nicolas MARTEL	Mme Myriam ROBBE
SEILLANS	M. René UGO	Mme Francette ANDRIEU
TANNERON	M. Jean-Denis GASTAUD	M. Michel FELIX
TOURRETTES	Mme Roseline MARTEL-TRIGANCE	M. Arnaud RASKIN

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement au sein de cette commission.
En préambule de cette élection, le Président propose à l'assemblée de ne pas recourir au scrutin secret pour cette désignation, comme l'y autorise l'article L.2121-21 du C.G.C.T.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Impôts, notamment les articles 1609 nonies C IV,
VU la délibération n°161213-06 du 13 décembre 2016 approuvant la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant par commune membre au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT),
VU la délibération du conseil communautaire n°201208-13 du 8 décembre 2020 désignant les membres de ladite commission,
CONSIDERANT le décès de M. Michel Félix, membre suppléant, représentant la commune de Tanneron au sein de la CLECT,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-05-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER** membre suppléant représentant la commune de Tanneron au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-06-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/06

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

DÉSIGNATION D'UN REPRESENTANT AU SEIN DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU (C.L.E.) CHARGÉE DU SUIVI DU SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (S.A.G.E.) DE LA SIAGNE

Par délibération n°200723-18 en date du 23 juillet 2020, le conseil communautaire avait désigné M. Michel Félix et Jean-Yves Huet en tant que représentants de la Communauté de Communes à la Commission Locale de l'Eau (C.L.E.) Chargée du Suivi du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) de la Siagne

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement dans les différentes commissions et syndicats où il représentait la Communauté de Communes. Il convient donc de désigner un nouveau représentant.

En préambule de cette élection, le Président propose à l'assemblée de ne pas recourir au scrutin secret pour cette désignation, comme l'y autorise l'article L.2121-21 du C.G.C.T.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération du conseil communautaire n°200723-18 du 23 juillet 2020 désignant lesdits délégués,
CONSIDERANT le décès de M. Michel Félix nécessitant son remplacement dans les différentes commissions et syndicats où il représentait la Communauté de Communes,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER** représentant au sein de la commission locale de l'eau (C.L.E.) chargée du suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (S.A.G.E.) de la Siagne.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-07-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/06/2025
Publication : 19/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

DCC n° 250409/07-1
Annule et remplace la DCC n°250409-07
du 15/04/2025 à la suite d'une erreur matérielle

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA RÉGIE D'EAU POTABLE

Par délibération n°200723-22 en date du 23 juillet 2020, modifiée par délibérations n°201027-01 du 27 octobre 2020 et n°230628-03 du 28 juin 2023, le conseil communautaire avait désigné les membres destinés à siéger au Conseil d'exploitation de la régie d'eau potable comme suit :

Membres titulaires et suppléants au sein du conseil d'exploitation de la régie d'eau potable :

	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
1	René BOUCHARD	Claudette MARIET
2	François CAVALLIER	Brigitte CAUVY
3	Bernard HENRY	Michel REZK
4	Patrick de CLARENS	Jean-Yves HUET
5	Philippe DURAND-TERRASSON	Myriam ROBBE
6	Nicolas MARTEL	Maryvonne BLANC
7	René UGO	Coraline ALEXANDRE
8	Michel FELIX	Camille BOUGE
9	Michel RAYNAUD	Daniel MARIN

Membres extérieurs au conseil communautaire pour siéger au sein du conseil d'exploitation de la régie d'eau potable :

1- Benjamin ILIC, issu du personnel
2- Patrice TALLENT, personne qualifiée
3- André MAITREJEAN, personne qualifiée

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-07-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/06/2025
Publication : 19/06/2025

4- Ivan STALENQ, association d'usagers
5- Jean FLORIMOND, association d'usagers
6- Julien AUGIER, association d'usagers

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, membre titulaire du conseil d'exploitation de la régie d'eau potable, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération du conseil communautaire n°200723-22 du 23 juillet 2020, modifiée par délibérations n°201027-01 du 27 octobre 2010 et n°230628-03 du 28 juin 2023, désignant les membres du conseil d'exploitation de la régie d'eau potable,
CONSIDÉRANT qu'il convient de désigner un membre titulaire au sein de l'instance précitée en remplacement de Michel Félix décédé le 2 mars 2025,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER** membre titulaire du conseil d'exploitation de la régie d'eau potable.
- **DESIGNE Monsieur Michel LOVERA** est élu membre extérieur au conseil d'exploitation de la régie d'assainissement (en tant que représentant l'association des usagers) pour siéger au sein de cette assemblée.

Tourrettes, le 13 juin 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-08-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/06/2025
Publication : 19/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

DCC n° 250409/08-1
annule et remplace la DCCn°250409-08
du 15/04/2025 à la suite d'une erreur matérielle

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA RÉGIE D'ASSAINISSEMENT

Par délibération n°200723-22 en date du 23 juillet 2020, modifiée par délibérations n°201027-01 du 27 octobre 2010, n°221026-02 du 26 octobre 2022 et n°230628-03 du 28 juin 2023, le conseil communautaire avait désigné les membres destinés à siéger au Conseil d'exploitation de la régie d'assainissement comme suit :

Membres titulaires et suppléants au sein du conseil d'exploitation de la régie d'assainissement :

	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
1	René BOUCHARD	Claudette MARIET
2	François CAVALLIER	Brigitte CAUVY
3	Bernard HENRY	Michel REZK
4	Patrick de CLARENS	Jean-Yves HUET
5	Philippe DURAND-TERRASSON	Myriam ROBBE
6	Nicolas MARTEL	Maryvonne BLANC
7	René UGO	Coraline ALEXANDRE
8	Michel FELIX	Camille BOUGE
9	Michel RAYNAUD	Daniel MARIN

Membres extérieurs au conseil communautaire pour siéger au sein du conseil d'exploitation de la régie d'assainissement :

1- Benjamin ILIC, issu du personnel

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-08-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/06/2025
Publication : 19/06/2025

2- Patrice TALLENT, personne qualifiée
3- André MAITREJEAN, personne qualifiée
4- Ivan STALENQ, association d'usagers
5- Jean FLORIMOND, association d'usagers
6- Julien AUGIER, association d'usagers

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, membre titulaire du conseil d'exploitation de la régie d'eau potable, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération du conseil communautaire n°200723-22 du 23 juillet 2020, modifiée par délibérations n°201027-01 du 27 octobre 20120, n°221026-02 du 26 octobre 2022 et n°230628-03 du 28 juin 2023, désignant les membres du conseil d'exploitation de la régie d'assainissement,
CONSIDÉRANT qu'il convient de désigner un membre titulaire au sein de l'instance précitée en remplacement de Michel Félix décédé le 2 mars 2025,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER** membre titulaire du conseil d'exploitation de la régie d'assainissement.
- **DESIGNE Monsieur Michel LOVERA** est élu membre extérieur au conseil d'exploitation de la régie d'assainissement (en tant que représentant l'association des usagers) pour siéger au sein de cette assemblée.

Tourrettes, le 13 juin 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-09-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
DCC n° 250409/09
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

DÉSIGNATION D'UN DÉLÉGUÉ SUPPLÉANT POUR SIÉGER AU SYNDICAT MIXTE INONDATIONS, AMENAGEMENT ET GESTION DE L'EAU MARALPIN (SMIAGE MARALPIN)

Par délibération n°200723-08 en date du 23 juillet 2020, le conseil communautaire avait désigné les délégués destinés à siéger au Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau maralpin (SMIAGE MARALPIN) comme suit :

TITULAIRES	*SUPPLEANTS*
M. René UGO	M. Michel FELIX

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, 6ème Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement dans les différentes commissions et syndicats où il représentait la Communauté de Communes. Il convient donc de désigner un nouveau délégué suppléant.

En préambule de cette élection, le Président propose à l'assemblée de ne pas recourir au scrutin secret pour cette désignation, comme l'y autorise l'article L.2121-21 du C.G.C.T.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU les statuts du Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau Maralpin (SMIAGE MARALPIN) fixant la représentation de la Communauté de Communes du Pays de Fayence à 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant pour siéger au sein de l'assemblée délibérante,
VU la délibération du conseil communautaire n°200723-08 du 23 juillet 2020 désignant lesdits délégués,
CONSIDERANT le décès de M. Michel Félix nécessitant son remplacement dans les différentes commissions et syndicats où il représentait la Communauté de Communes,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER** délégué suppléant destiné à siéger au Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau maralpin (SMIAGE MARALPIN)

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-10-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/10

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

DÉSIGNATION D'UN DÉLÉGUÉ TITULAIRE POUR SIÉGER AU SYNDICAT MIXTE DU GRAND SITE DE L'ESTÉREL (SMGSE)

Par délibération n°200723-09 en date du 23 juillet 2020, le conseil communautaire avait désigné les délégués destinés à siéger au Syndicat Mixte du Grand Site de l'Estérel (SMGSE)

TITULAIRES	*SUPPLEANTS*
M. Michel FLEURY	M. Jérôme ZORZUT
M. Michel FELIX	M. Michel REZK

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement dans les différentes commissions et syndicats où il représentait la Communauté de Communes. Il convient donc de désigner un nouveau délégué titulaire.
En préambule de cette élection, le Président propose à l'assemblée de ne pas recourir au scrutin secret pour cette désignation, comme l'y autorise l'article L.2121-21 du C.G.C.T.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU les statuts du Syndicat Mixte du Grand Site de l'Estérel (SMGSE) fixant la représentation de la Communauté de Communes du Pays de Fayence à 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants pour siéger au sein de l'assemblée délibérante,
VU la délibération du conseil communautaire n°200723-09 du 23 juillet 2020 désignant lesdits délégués,
VU la délibération du conseil communautaire n°220531-02 du 31 mai 2022 concernant la modification des statuts du SIPME et le changement de nom du syndicat,
CONSIDERANT le décès de M. Michel Félix nécessitant son remplacement dans les différentes commissions et syndicats où il représentait la Communauté de Communes,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :
- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER** délégué titulaire au Syndicat Mixte du Grand Site de l'Estérel (SMGSE)

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-11-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/11

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

DÉSIGNATION D'UN(E) DELEGUE(E) POUR SIÉGER AU SEIN DE L'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES DU VAR (COFOR)

Par délibération n°200723-13 en date du 23 juillet 2020, le conseil communautaire avait désigné les représentants destinés à siéger au sein de l'association des Communes Forestières du Var (COFOR) comme suit :

TITULAIRES	*SUPPLEANTS*
M. Michel FELIX	M. Michel REZK

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement dans les différentes commissions et syndicats où il représentait la Communauté de Communes. Il convient donc de désigner un nouveau délégué titulaire.

En préambule de cette élection, le Président propose à l'assemblée de ne pas recourir au scrutin secret pour cette désignation, comme l'y autorise l'article L.2121-21 du C.G.C.T.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'adhésion de la CCPF à l'Association des Communes Forestières du Var (COFOR) par délibération du 27 juin 2017,
VU la délibération du conseil communautaire n°200723-13 du 23 juillet 2020 désignant lesdits délégués,
CONSIDERANT le décès de M. Michel Félix, délégué titulaire, nécessitant son remplacement au sein de cette association,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER** représentant de la CCPF au sein de l'association des Communes Forestières du Var (COFOR).

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-12-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/12

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

DÉSIGNATION D'UN(E) ELU(E) CHARGE(E) DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN INTERCOMMUNAL DE SAUVEGARDE (PICS)

Par délibération n°240702-06 en date du 2 juillet 2024, le conseil communautaire avait acté l'élaboration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) pour le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) et désigné M. Michel FELIX en tant qu'élu chargé de la mise en œuvre du PICS.

Suite au décès de M. Félix, Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement dans ladite instance.

En préambule de cette élection, le Président propose à l'assemblée de ne pas recourir au scrutin secret pour cette désignation, comme l'y autorise l'article L.2121-21 du C.G.C.T.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération du conseil communautaire n°240702-06 en date du 02 juillet 2024 désignant l'élu en charge de la mise en œuvre du PICS,
CONSIDERANT le décès de M. Michel Félix nécessitant son remplacement au sein de cette instance,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER,** élu de la CCPF en charge de la mise en œuvre du PICS.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-13-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/13

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

ÉLECTION D'UN MEMBRE TITULAIRE DE LA COMMISSION DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Par délibération n°240702/05 en date du 08 juillet 2024, le conseil communautaire avait désigné les membres titulaires et suppléants de la Commission Délégation de Service Public comme suit :

	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
1	Christian COULON	Jean-Yves HUET
2	Ophélie LEFEBVRE	François CAVALLIER
3	René BOUCHARD	Patrick de CLARENS
4	Myriam ROBBE	Bernard HENRY
5	Michel FELIX	Camille BOUGE

Suite au décès de Monsieur Michel Félix, Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, survenu le 2 mars 2025, il convient de procéder à son remplacement au sein de cette commission.
En préambule de cette élection, le Président propose à l'assemblée de ne pas recourir au scrutin secret pour cette désignation, comme l'y autorise l'article L.2121-21 du C.G.C.T.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération de conseil communautaire n°240702/05 en date du 08 juillet 2024 désignant lesdits délégués,
CONSIDERANT le décès de M. Michel Félix, membre titulaire, nécessitant son remplacement au sein de cette commission,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :
- DÉCIDE de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE Monsieur Julien AUGIER,** élu membre titulaire au sein de la Commission d'Appel d'Offres.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

DCC n° 250409/14

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

BUDGET PRINCIPAL :

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025

L'instruction budgétaire et comptable M57 permet à l'assemblée délibérante d'autoriser l'exécutif, si les crédits budgétaires sont insuffisants en cours d'année, à transférer des crédits depuis un autre chapitre de la section par le mécanisme de fongibilité des crédits dans les limites autorisées par l'assemblée. En effet, si l'assemblée délibérante l'autorise à l'occasion du vote du budget, dans les limites qu'elle fixe, l'exécutif peut procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein des deux sections, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Il est demandé au conseil communautaire de se prononcer sur le budget principal primitif 2025, arrêté comme suit :

- Recettes de fonctionnement : 14 820 000€
- Dépenses de fonctionnement : 14 820 000€
- Recettes d'investissement : 8 570 000€
- Dépenses d'investissement : 8 570 000€

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'instruction budgétaire et comptable M57,
VU le débat d'orientation budgétaire du 19 mars 2025,
VU le projet de budget principal primitif 2025,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ (2 ABSTENTIONS : M. ORFEO- J. SAILLET)

- **APPROUVE** le Budget principal Primitif pour l'exercice 2025 comme suit :
  - Recettes de fonctionnement : 14 820 000€
  - Dépenses de fonctionnement : 14 820 000€
  - Recettes d'investissement : 8 570 000€
  - Dépenses d'investissement : 8 570 000€
- **VOTE** ce budget comme suit :
  - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
  - au niveau des opérations pour la section d'investissement,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- **AUTORISE** le Président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre en section de fonctionnement et de chapitre opération à chapitre opération en section d'investissement, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des dépenses de personnel.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Communauté de communes Pays de Fayence

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Présentation brève et synthétique des Budgets Primitifs 2025

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a prévu qu'une « présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte financier unique (ancien compte administratif) afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux ».

Le cadre général du budget

Le Budget Primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues par la Communauté de Communes pour l'année. Il respecte les principes budgétaires de l'annualité, l'universalité, l'unité, l'équilibre et l'antériorité.

Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'Etat dans les 15 jours qui suivent son approbation.

Par cet acte le Président, l'ordonnateur, est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Depuis le 1er janvier 2020 et la prise des compétences eau et assainissement, la Communauté de Communes a un budget principal et 4 budgets annexes (Déchets Ménagers et Assimilés ; ZA de Brovès ; Eau ; Assainissement).

Depuis le 1er janvier 2020, la Communauté de Communes applique la nomenclature comptable M57 à la place de la M14, pour son budget principal et les budgets annexes DMA et ZA de Brovès. Les budgets annexes eau et assainissement sont quant à eux soumis à la nomenclature M49.

Depuis le 1er janvier 2025, le budget annexe assainissement est assujetti à la TVA, comme les budgets annexes de la ZA de BROVES et de l'eau.

1. La section de fonctionnement

Le budget de fonctionnement permet à la collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services intercommunaux.

a. **Les dépenses de fonctionnement** sont constituées par les chapitres suivants :

Le chapitre 011 « Charges à caractère général » comprend l'ensemble des charges de fonctionnement des structures et des services : eau, électricité, téléphone, chauffage, carburants, fournitures administratives et autres, entretien des bâtiments et équipements, frais d'affranchissement, les primes d'assurances, les contrats de maintenance ...

Le chapitre 012 « Charges de personnel » comprend les salaires et l'ensemble des charges (cotisations sociales, retraite, médecine du travail …).

Le chapitre 014 « Atténuations de produits » correspond :

- Pour les budgets en M57 : aux attributions de compensation versées aux communes, aux contributions obligatoires (Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales FPIC et Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources FNGIR) ainsi qu'au reversement de la taxe de séjour à l'Office de Tourisme Intercommunal.
- Pour le budget eau en M49 : au reversement à l'Agence de l'eau de la redevance sur la consommation d'eau potable encaissée au préalable sur les factures payées par les usagers.

Accusé de réception en préfecture
013-200048303-20250409-250409-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Le chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » englobe les frais liés aux élus (indemnités, frais de mission et cotisations), la contribution au SDIS, les subventions aux associations ainsi que les contributions aux organismes de regroupement.
Le chapitre 66 « Charges financières » englobe les intérêts de la dette.
Le chapitre 042 « Opérations d'ordre » correspond aux dotations aux amortissements.
Le chapitre 023 « Virement à la section d'investissement » contribue à l'autofinancement de la section d'investissement.

b. **Les recettes de fonctionnement** :

Le chapitre 013 « Atténuations de charges » comprend notamment les remboursements de rémunérations et charges de personnel suite aux arrêts maladie.
Le chapitre 70 « Produits de services et ventes » englobe les paiements effectués par les usagers des services proposés (téléalarme, transports scolaires, déchetteries, rachats liés à la collecte sélective (papier, verre, emballages …), eau, assainissement.
Le chapitre 73 « Impôts et taxes » comprend la fraction de TVA compensatoire de la TH des résidences principales et de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des entreprises).
Le chapitre 731 « Fiscalité locale » englobe les impositions directes (taxes foncières sur le bâti et non bâti, taxe d'habitation sur les résidences secondaires, cotisation foncière des entreprises) ainsi que l'ensemble des impôts économiques (TASCOM, IFER), la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe de séjour.
Le chapitre 74 « Dotations et participations » concerne essentiellement les dotations de l'Etat, des subventions (Département, CAF …), les financements apportés par les éco-organismes en lien avec la collecte sélective.
Le chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » correspond à la redevance de concession d'ERDF et désormais, en M57, aux différents remboursements effectués par les assurances dans le cadre de sinistres, auparavant affectés au chapitre 77, « recettes exceptionnelles », chapitre qui n'existe plus en M57.

2. La section d'investissement

La section d'investissement, contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, est liée aux projets de la Communauté de Communes à moyen ou long terme.

a. **Les dépenses d'investissement :**

Il s'agit de dépenses liées à l'acquisition de mobilier, de matériel informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux sur des structures déjà existantes ou de nouvelles structures.

b. **Les recettes d'investissement :**

Les recettes comprennent des subventions, des emprunts et le Fonds de Compensation de la TVA.

Le budget principal

---

1. Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Budget 2024	Budget 2025	Evolution
011 – Charges à caractère général	1 543 956.40	1 773 139.60	14.84%
012 – Charges de personnel	2 523 973.00	2 741 100.00	8.60%
014 – Atténuation de produits	3 828 239.83	3 829 728.83	0.04%
65 – Charges de gestion courante	3 033 961.00	3 092 660.72	1.93%
66 – Charges financières	23 107.77	50 403.88	118.13%
67 – Charges exceptionnelles	8 000.00	8 608.52	7.61%
042 – Opérations d'ordre	554 000.00	554 358.45	0.06%
023 – Virement à l'investissement	1 963 535.00	2 770 000.00	41.07%
Total des dépenses de fonctionnement	**13 478 773.00€**	**14 820 000.00€**	**9.95%**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2. Recettes de fonctionnement

Chapitre	Budget 2024	Budget 2025	Evolution
002 – Excédent antérieur reporté	1 201 353.81	2 655 877.16	121.07%
013 – Atténuation de charges	131 118.20	63 620.88	- 51.48%
70 – Produit des services	1 048 034.32	661 076.00	- 36.92%
73 – Impôts et taxes	2 490 987.75	2 449 643.56	- 1.66%
731 – Fiscalité locale	7 103 072.00	7 366 013.00	3.70%
74 – Dotations et subventions	1 359 403.01	1 543 677.40	13.56%
75 – Autres produits gestion courante	35 151.00	36 690.00	4.38%
76 – Autres produits financiers (CAT)	1 282.00		
78 – Récupération de provisions	53 969.91		
042 – Opérations d'ordre	54 401.00	43 402.00	- 20.22%
Total des recettes de fonctionnement	**13 478 773.00€**	**14 820 000.00€**	**9.95%**

3. Dépenses et recettes d'investissement

La section d'investissement du budget principal est votée par opérations.

Opération	Dépenses	Recettes
Non affecté – Déficit d'investissement reporté	342 236.63	
Non affecté – Excédent de fonctionnement capitalisé		409 463.43
Non affecté – Virement de la section de fonctionnement		2 770 000.00
Non affecté - FCTVA		635 406.55
Non affecté – Opérations d'ordre – Amortissements / Travaux en régie	43 402.00	554 358.45
Non affecté – Remboursement du capital des emprunts	334 594.09	
Non affecté – Intégration de frais d'études et d'insertions	100 000.00	100 000.00
Non affecté – Reprises avances forfaitaires	35 000.00	35 000.00
Non affecté – Intégration dans l'actif des prises THD	332 700.00	332 700.00
Non affecté – Remboursement du budget annexe ZA Brovès suite ventes		123 774.00
Non affecté – Var Très Haut Débit	32 700.00	
Non affecté – Interventions foncières (parcelle agricole) remboursable	240 000.00	240 000.00
Opération 15 – Maison de Pays / Frances Services	25 180.00	113 084.71
Opération 17 – Domaine de Tassy	371 000.00	9 708.43
Opération 75 - Agriculture	494 200.00	
Opération 76 - PIDAF	450 435.52	191 115.03
Opération 77 – Réseau radioélectrique	10 000.00	
Opération 84 – Gymnases intercommunaux	772 528.05	496 000.00
Opération 85 – Stade d'Athlétisme de Tourrettes	27 640.00	52 536.38
Opération 86 – Stade de Foot de Fayence	53 040.00	
Opération 87 – Maison Du Lac	20 592.75	
Opération 89 – Lac de Saint Cassien / Tourisme	190 000.00	18 546.00
Opération 90 – SCOT / PCAET	44 895.00	
Opération 91 – Opérations diverses	262 000.00	
Opération 92 – Mobilité	2 865 439.98	1 530 500.00
Opération 95 – Maison Intercommunale Petite Enfance et Famille	855 824.41	766 000.00
Opération 98 – Base d'aviron	59 292.00	
Opération 99 – Développement économique	412 328.04	
Opération 101 – Pôles intermodaux	7 910.00	91 807.02
Opération 102 – Gens du voyage	100 000.00	100 000.00
Opération 104 - Médiathèques	59 461.53	
Opération 105 - Santé	27 600.00	
Total des dépenses et recettes d'investissement	**8 570 000.00€**	**8 570 000.00€**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1. Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Budget 2024	Budget 2025	Evolution
011 – Charges à caractère général	5 778 769.36	5 863 520.33	1.47%
012 – Charges de personnel	2 668 309.00	2 652 010.00	- 0.61%
65 – Charges de gestion courante	67 200.00	57 600.00	- 14.29%
66 – Charges financières	59 892.64	76 425.70	27.60%
67 – Charges exceptionnelles	10 000.00	8 000.00	- 20.00%
68 - Provisions	65 000.00		
042 – Opérations d'ordre	694 000.00	829 443.97	19.52%
023 – Virement à l'investissement	250 000.00		
Total des dépenses de fonctionnement	**9 593 171.00€**	**9 487 000.00€**	**- 1.11%**

2. Recettes de fonctionnement

Chapitre	Budget 2024	Budget 2025	Evolution
002 – Excédent antérieur reporté	714 068.90	443 610.91	- 37.88%
70 – Produit des services	456 363.00	566 103.00	24.05%
731 – Fiscalité locale	7 522 737.00	7 763 314.00	3.20%
74 – Dotations et subventions	679 182.00	596 654.76	- 12.15%
75 – Autres produits de gestion courante	49 469.05	15 000.00	- 69.68%
78 – Reprises de provisions	124 953.00	65 072.00	- 47.92%
013 – Atténuation de charges	20 973.05	10 140.33	- 51.65%
042 – Opérations d'ordre	25 425.00	27 105.00	6.61%
Total des recettes de fonctionnement	**9 593 171.00€**	**9 487 000.00€**	**- 1.11%**

3. Dépenses d'investissement : 2 706 000.00€

- 040 – Opérations d'ordre : 27 105.00€
  (Amortissements + travaux en régie)
- 041 – Opérations d'ordre (Intégrations) : 30 000.00€
- 001 – Déficit d'investissement reporté : 411 900.55€
- 16 – Remboursement capital emprunt : 308 784.37€
- 20 – Frais d'annonces : 32 635.64€
- 21 – Acquisitions diverses : 1 662 051.78€
- 23 – Travaux : 233 522.66€

4. Recettes d'investissement : 2 706 000.00€

- 040 – Opérations d'ordre (Amortissements) : 829 443.97€
- 041 – Opérations d'ordre (Intégrations) : 30 000.00€
- 10 - Fonds de Compensation de la TVA : 401 501.71€
- 13 – Subventions d'investissement : 895 054.32€
- 16 – Emprunts (Bennes et matériel RI) : 550 000.00€

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Le budget annexe « ZA de Brovès »

Il s'agit d'une simple comptabilité de stocks de terrains aménagés en attente de vente.

1. **Dépenses de fonctionnement : 316 464.63€**
2. **Recettes de fonctionnement : 316 464.63€**
3. **Dépenses d'investissement : 302 312.00€**
4. **Recettes d'investissement : 302 312.00€**

Le budget annexe « Eau »

1. Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Budget 2024	Budget 2025	Evolution
011 – Charges à caractère général	3 046 071.65	2 667 758.00	- 12.42%
012 – Charges de personnel	2 970 035.00	2 970 035.00	0.00%
014 – Atténuation de produits	1 150 000.00	1 410 000.00	22.61%
65 – Charges de gestion courante	131 240.00	153 000.00	16.58%
66 – Charges financières	166 040.59	164 113.96	- 1.16%
67 – Charges exceptionnelles	173 000.00	60 000.00	- 65.32%
68 - Provisions	9 397.00	13 898.00	47.90%
022 - Dépenses imprévues		282 128.82	
042 – Opérations d'ordre	1 729 514.90	1 766 066.22	2.11%
023 – Virement à l'investissement	4 741 883.00	5 500 000.00	15.99%
Total des dépenses de fonctionnement	**14 117 182.14€**	**14 987 000.00€**	**6.16%**

2. Recettes de fonctionnement

Chapitre	Budget 2024	Budget 2025	Evolution
002 – Excédent antérieur reporté	3 484 699.70	4 654 833.63	33.58%
70 – Produit des services	9 558 704.44	9 626 076.00	0.70%
74 – Dotations, subventions		25 030.87	
77 – Produits exceptionnels	410 035.00		
013 – Atténuations de charges	7 743.00	1 620.29	- 79.07%
042 – Opérations d'ordre	656 000.00	679 439.21	3.57%
Total des recettes de fonctionnement	**14 117 182.14€**	**14 987 000.00€**	**6.16%**

3. Dépenses d'investissement : 15 072 759.76€

- 040 – Opérations d'ordre : 679 439.21 €
- 041 – Opérations d'ordre : 1 145 000.00€
- 16 – Remboursement capital emprunt : 434 261.14€
- 20 – Frais d'études : 729 303.01€
- 21 – Acquisitions diverses : 759 329.51€
- 23 – Travaux : 11 325 426.89€

4. Recettes d'investissement : 15 072 759.76€

- 001 – Excédent d'investissement reporté : 792 258.35€
- 021 – Virement du fonctionnement : 5 500 000.00€
- 040 – Opérations d'ordre (Amortissements) : 1 766 066.22€
- 041 – Opérations d'ordre (Avances forfaitaires) : 1 145 000.00 €
- 10 – Excédent de fonctionnement capitalisé : 1 497 471.04€
- 13 – Subventions d'investissement : 3 871 964.15€
- 16 – Emprunt : 500 000.00€

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1. Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Budget 2024	Budget 2025	Evolution
011 – Charges à caractère général	1 239 470.00	1 195 150.00	- 3.58%
012 – Charges de personnel	905 029.00	1 045 580.00	15.53%
014 – Atténuation de produits	250 082.00		
65 – Charges de gestion courante	40 100.00	32 000.00	- 20.20%
66 – Charges financières	76 592.52	86 411.67	12.82%
67 – Charges exceptionnelles	61 500.00	37 000.00	- 39.84%
68 - Provisions	4 463.00		
022 - Dépenses imprévues	125 013.12	169 979.26	35.97%
023 – Virement à l'investissement	1 325 342.00	1 600 000.00	20.72%
042 – Opérations d'ordre (Amortissements)	1 016 235.29	1 043 879.07	2.72%
Total des dépenses de fonctionnement	**5 043 826.93**	**5 210 000.00**	**3.29%**

2. Recettes de fonctionnement

Chapitre	Budget 2024	Budget 2025	Evolution
002 – Excédent de fonctionnement reporté	936 474.32	1 750 489.46	86.92%
70 – Produit des services	3 383 402.01	2 881 134.00	- 14.85%
74 – Dotations et subventions	66 777.00	14 479.26	- 78.32%
75 – Autres produits de gestion courante	3 115.00		
77 – Produits exceptionnels	218 490.00	11 000.00	
78 – Reprises sur provisions		2 770.00	
013 – Atténuation de charges	35 947.60	8 351.38	
042 – Opérations d'ordre (Régie, Subv.)	399 621.00	541 775.90	35.57%
Total des recettes de fonctionnement	**5 043 826.93**	**5 210 000.00**	**3.29%**

3. Dépenses d'investissement : 5 968 138.37€

- 040 – Opérations d'ordre : 541 775.90€
- 041 – Opérations d'ordre : 330 000.00€
- 16 – Remboursement capital emprunt : 290 000.00€
- 20 – Frais d'études : 38 883.60€
- 21 – Acquisitions diverses : 369 360.92€
- 23 – Travaux : 4 398 117.95€

4. Recettes d'investissement : 5 968 138.37€

- 001 – Excédent d'investissement reporté : 2 294 366.13€
- 021 – Virement du fonctionnement : 1 600 000.00€
- 040 – Opérations d'ordre : 1 043 879.07€
- 041 – Opérations d'ordre : 330 000.00€
- 10 – FCTVA : 228 098.36€
- 13 - Subventions d'investissement : 471 794.81€

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Les budgets consolidés

	BP 2025		
	Section de fonctionnement	**Section d'investissement**	**Total des sections**
Budget Principal	**14 820 000.00€**	**8 570 000.00€**	**23 390 000.00€**
Annexe DMA	**9 487 000.00€**	**2 706 000.00€**	**12 193 000.00€**
Annexe ZA Brovès	**316 464.63€**	**302 312.00€**	**618 776.63€**
Annexe Eau	**14 987 000.00€**	**15 072 759.76€**	**30 059 759.76€**
Annexe Assainissement	**5 210 000.00€**	**5 968 138.37€**	**11 178 138.37€**
Total des budgets	**44 820 464.63€**	**32 619 210.13€**	**77 439 674.76€**

Les données financières

1. Les ratios légaux

	BP	Moyenne nationale 2022
Dépenses Réelles de Fonctionnement / Population	316.44€	373€
Recettes Réelles de Fonctionnement / population	353.51€	454€
Dépenses d'équipement brut / population	46.53€	95€
Encours de dette / population	85.18€	204€
DGF / population	24.07€	49€
Dépenses de personnel / Dépenses Réelles de Fonctionnement	23.07%	42%
DRF et remboursement dette en capital / RRF	90.14%	87%
Marge d'autofinancement courant : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée.		
Dépenses d'équipement brut / RRF = Taux d'équipement	13.16%	21%
Encours de la dette / RRF = Taux d'endettement	24.10%	45%

2. L'endettement

Années	Capital restant dû au 01.01					
	BP	DMA	Brovès	EAU	Assainissement	TOTAL
2020	3 148 970.34	2 166 101.32	245 000.00	4 679 573.17	5 981 601.19	16 221 246.02
2021	3 379 974.58	2 135 768.04	0.00	4 355 570.94	5 811 060.52	15 682 374.08
2022	3 368 172.86	1 969 824.50	0.00	5 461 351.17	5 541 516.72	16 340 865.25
2023	3 005 951.96	1 649 700.45	0.00	5 056 262.59	5 269 118.75	14 981 033.75
2024	2 693 001.50	1 449 087.03	0.00	4 666 684.97	4 993 823.47	13 802 596.97
2025	2 945 168.71	2 536 772.46	0.00	6 294 304.84	5 515 586.82	17 291 832.83

3. La fiscalité

Taxes	Taux 2024	Taux 2025	Evolution %
Taxe d'habitation des résidences secondaires	3.24%	3.69%	13.89%
Foncier Bâti	2.53%	2.53%	0.00%
Foncier Non Bâti	11.94%	11.94%	0.00%
Cotisation Foncière des Entreprises	27.16%	27.16%	0.00%
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	11.80%	11.80%	0.00%
Produit de taxe GEMAPI	254 942€	220 116€	- 13.66%

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20000480200019

POSTE COMPTABLE : SCG DE L'ESTEREL

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 56
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 59
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 62
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 67

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 70
A1.01 - Opérations non ventilables 73
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 74
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 77
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 78
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 79
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 82
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 86
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 89
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 90
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 93
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 95
A1.908 - Fonction 8 - Transports 98
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 102
A2.01 - Opérations non ventilables 104
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 105
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 111
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 112
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 113
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 116
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 119
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 122
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 123
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 124
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 127
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 129
A2.938 - Fonction 8 - Transports 132

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 136
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 137
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 141
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 142

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 143
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 145
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 146
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 147
B3.1 - Etat des provisions constituées 149
B3.2 - Etalement des provisions 151
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis 152
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 153
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées Sans Objet
B9 - Etat du personnel 154
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 158
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 159

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 160
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 161
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 162

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 164
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux 165
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 166

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	34576

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	295.42

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	316.44
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	353.51
3	Dépenses d'équipement brut / population	46.53
4	Encours de dette / population (2) (3)	85.18
5	DGF / population	24.07
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	23.07
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	90.14
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	13.16
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	24.10
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	10.49

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

I

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	15 726 564,81	17 687 283,04	762 385,73	A1	2 723 103,96
Investissement	5 044 156,76	5 140 888,21	(3) -438 968,08	A2	-342 236,63
Fonctionnement	10 682 408,05	12 546 394,83	(4) 1 201 353,81	A3	3 065 340,59

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	1 462 765,69	III + IV	1 395 538,89	B1	-67 226,80
Investissement	I	1 462 765,69	III	1 395 538,89	B2	-67 226,80
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	2 655 877,16
Investissement	**A2 + B2**	-409 463,43
Fonctionnement	**A3 + B3**	3 065 340,59

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES — C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	**1 462 765,69**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
101	**Opération d'équipement n° 101**	**5 910,00**
104	**Opération d'équipement n° 104**	**25 741,52**
15	**Opération d'équipement n° 15**	**5 030,62**
17	**Opération d'équipement n° 17**	**71 067,40**
75	**Opération d'équipement n° 75**	**70 200,00**
76	**Opération d'équipement n° 76**	**126 635,52**
84	**Opération d'équipement n° 84**	**40 388,45**
85	**Opération d'équipement n° 85**	**240,00**
87	**Opération d'équipement n° 87**	**592,75**
90	**Opération d'équipement n° 90**	**44 895,00**
92	**Opération d'équipement n° 92**	**118 439,98**
95	**Opération d'équipement n° 95**	**757 244,41**
98	**Opération d'équipement n° 98**	**1 092,00**
99	**Opération d'équipement n° 99**	**195 288,04**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES — C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**1 395 538,89**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**139 888,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**1 255 650,89**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	6 764 997,68	7 174 461,11
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	1 462 765,69	1 395 538,89
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 342 236,63	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	8 570 000,00	8 570 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	14 820 000,00	12 164 122,84
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 2 655 877,16
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	14 820 000,00	14 820 000,00

TOTAL DU BUDGET (4)	23 390 000,00	23 390 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
09/04/2025	TRAVAUX EV8		3 000 000,00
09/04/2025	TRAVAUX PIDAF		1 554 000,00
TOTAL			**4 554 000,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**4 554 000,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	209 940,00	147 946,60	91 000,00	91 000,00	238 946,60
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	177 566,22	0,00	508 000,00	508 000,00	508 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	1 314 778,44	323 334,90	1 308 389,39	1 308 389,39	1 631 724,29
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	2 480 272,94	991 484,19	3 739 212,20	3 739 212,20	4 730 696,39
Total des dépenses d'équipement		**4 182 557,60**	**1 462 765,69**	**5 646 601,59**	**5 646 601,59**	**7 109 367,28**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	305 000,00	0,00	334 594,09	334 594,09	334 594,09
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	272 651,83	0,00	272 700,00	272 700,00	272 700,00
Total des dépenses financières		**577 651,83**	**0,00**	**607 294,09**	**607 294,09**	**607 294,09**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**4 760 209,43**	**1 462 765,69**	**6 253 895,68**	**6 253 895,68**	**7 716 661,37**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*39 401,00*		*43 402,00*	*43 402,00*	*43 402,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*804 841,97*		*467 700,00*	*467 700,00*	*467 700,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***844 242,97***		***511 102,00***	***511 102,00***	***511 102,00***
TOTAL		**5 604 452,40**	**1 462 765,69**	**6 764 997,68**	**6 764 997,68**	**8 227 763,37**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**342 236,63**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 570 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	418 225,60	1 255 650,89	813 646,68	813 646,68	2 069 297,57
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	1 074 000,00	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00	1 300 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 492 225,60**	**1 255 650,89**	**2 113 646,68**	**2 113 646,68**	**3 369 297,57**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	507 739,61	139 888,00	495 518,55	495 518,55	635 406,55
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	2 342 647,52	0,00	409 463,43	409 463,43	409 463,43
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	401 913,00	0,00	363 774,00	363 774,00	363 774,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 255 300,13**	**139 888,00**	**1 268 755,98**	**1 268 755,98**	**1 408 643,98**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	732,22	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 748 257,95**	**1 395 538,89**	**3 382 402,66**	**3 382 402,66**	**4 777 941,55**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*1 900 000,00*		*2 770 000,00*	*2 770 000,00*	*2 770 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*494 000,00*		*554 358,45*	*554 358,45*	*554 358,45*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*804 841,97*		*467 700,00*	*467 700,00*	*467 700,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 198 841,97***		***3 792 058,45***	***3 792 058,45***	***3 792 058,45***
TOTAL		**7 947 099,92**	**1 395 538,89**	**7 174 461,11**	**7 174 461,11**	**8 570 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 570 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**3 280 956,45**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	1 541 210,40	0,00	1 773 139,60	1 773 139,60	1 773 139,60
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 523 973,00	0,00	2 741 100,00	2 741 100,00	2 741 100,00
014	Atténuations de produits	3 821 502,83	0,00	3 829 728,83	3 829 728,83	3 829 728,83
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	2 989 279,00	0,00	3 092 660,72	3 092 660,72	3 092 660,72
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**10 875 965,23**	**0,00**	**11 436 629,15**	**11 436 629,15**	**11 436 629,15**
66	Charges financières	23 107,77	0,00	50 403,88	50 403,88	50 403,88
67	Charges spécifiques (3)	8 000,00	0,00	8 608,52	8 608,52	8 608,52
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**10 907 073,00**	**0,00**	**11 495 641,55**	**11 495 641,55**	**11 495 641,55**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*1 900 000,00*		*2 770 000,00*	*2 770 000,00*	*2 770 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*494 000,00*		*554 358,45*	*554 358,45*	*554 358,45*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 394 000,00***		***3 324 358,45***	***3 324 358,45***	***3 324 358,45***

TOTAL	**13 301 073,00**	**0,00**	**14 820 000,00**	**14 820 000,00**	**14 820 000,00**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**14 820 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	95 004,22	0,00	63 620,88	63 620,88	63 620,88
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 047 432,32	0,00	661 076,00	661 076,00	661 076,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	2 550 100,56	0,00	2 449 643,56	2 449 643,56	2 449 643,56
731	Fiscalité locale	7 072 060,00	0,00	7 366 013,00	7 366 013,00	7 366 013,00
74	Dotations et participations (3)	1 244 161,09	0,00	1 543 677,40	1 543 677,40	1 543 677,40
75	Autres produits de gestion courante (3)	20 000,00	0,00	36 690,00	36 690,00	36 690,00
Total des recettes de gestion courante		**12 028 758,19**	**0,00**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	31 560,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**12 060 318,19**	**0,00**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*39 401,00*		*43 402,00*	*43 402,00*	*43 402,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***39 401,00***		***43 402,00***	***43 402,00***	***43 402,00***
TOTAL		**12 099 719,19**	**0,00**	**12 164 122,84**	**12 164 122,84**	**12 164 122,84**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**2 655 877,16**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**14 820 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**3 280 956,45**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*23 402,00*	23 402,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		334 594,09	*0,00*	334 594,09
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		7 109 367,28		7 109 367,28
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*432 700,00*	432 700,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*55 000,00*	*55 000,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		272 700,00	*0,00*	272 700,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**7 716 661,37**	***511 102,00***	**8 227 763,37**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**342 236,63**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 570 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	1 773 139,60		1 773 139,60
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	2 741 100,00		2 741 100,00
014	Atténuations de produits	3 829 728,83		3 829 728,83
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	3 092 660,72	*0,00*	3 092 660,72
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	50 403,88	*0,00*	50 403,88
67	Charges spécifiques (9)	8 608,52	*0,00*	8 608,52
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*554 358,45*	554 358,45
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*2 770 000,00*	2 770 000,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**11 495 641,55**	***3 324 358,45***	**14 820 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**14 820 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	635 406,55	*0,00*	635 406,55
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	2 069 297,57	*300 000,00*	2 369 297,57
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 300 000,00	*0,00*	1 300 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*100 000,00*	100 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*35 000,00*	*35 000,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	363 774,00	*32 700,00*	396 474,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*554 358,45*	554 358,45
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*2 770 000,00*	2 770 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**4 368 478,12**	***3 792 058,45***	**8 160 536,57**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**409 463,43**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 570 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	63 620,88		63 620,88
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	661 076,00		661 076,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*20 000,00*	20 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 449 643,56		2 449 643,56
731	Fiscalité locale	7 366 013,00		7 366 013,00
74	Dotations et participations (8)	1 543 677,40		1 543 677,40
75	Autres produits de gestion courante (8)	36 690,00	*0,00*	36 690,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*23 402,00*	23 402,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**12 120 720,84**	***43 402,00***	**12 164 122,84**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-259409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			2 655 877,16
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			14 820 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 604 452,40**	**1 462 765,69**	**0,00**	**6 764 997,68**	**6 764 997,68**	**0,00**	**6 764 997,68**	**8 227 763,37**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	732,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	4 181 825,38	1 462 765,69	0,00	5 646 601,59	5 646 601,59	0,00	5 646 601,59	7 109 367,28
Total des dépenses d'équipement		**4 182 557,60**	**1 462 765,69**	**0,00**	**5 646 601,59**	**5 646 601,59**	**0,00**	**5 646 601,59**	**7 109 367,28**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	305 000,00	0,00		334 594,09	334 594,09		334 594,09	334 594,09
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	272 651,83	0,00	0,00	272 700,00	272 700,00	0,00	272 700,00	272 700,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**577 651,83**	**0,00**	**0,00**	**607 294,09**	**607 294,09**	**0,00**	**607 294,09**	**607 294,09**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**4 760 209,43**	**1 462 765,69**	**0,00**	**6 253 895,68**	**6 253 895,68**	**0,00**	**6 253 895,68**	**7 716 661,37**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*39 401,00*			*43 402,00*	*43 402,00*		*43 402,00*	*43 402,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*804 841,97*			*467 700,00*	*467 700,00*		*467 700,00*	*467 700,00*
Total des dépenses d'ordre		**844 242,97**			**511 102,00**	**511 102,00**		**511 102,00**	**511 102,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**342 236,63**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**8 570 000,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 604 452,40**	**1 395 538,89**	**6 764 997,68**	**6 764 997,68**	**8 160 536,57**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	418 225,60	1 255 650,89	813 646,68	813 646,68	2 069 297,57
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 074 000,00	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00	1 300 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 492 225,60**	**1 255 650,89**	**2 113 646,68**	**2 113 646,68**	**3 369 297,57**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	507 739,61	139 888,00	495 518,55	495 518,55	635 406,55
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	401 913,00	0,00	363 774,00	363 774,00	363 774,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**912 652,61**	**139 888,00**	**859 292,55**	**859 292,55**	**999 180,55**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	732,22	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 405 610,43**	**1 395 538,89**	**2 972 939,23**	**2 972 939,23**	**4 368 478,12**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 900 000,00*		*2 770 000,00*	*2 770 000,00*	*2 770 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*494 000,00*		*554 358,45*	*554 358,45*	*554 358,45*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*804 841,97*		*467 700,00*	*467 700,00*	*467 700,00*
Total des recettes d'ordre		***3 198 841,97***		***3 792 058,45***	***3 792 058,45***	***3 792 058,45***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**409 463,43**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	8 570 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 604 452,40**	**1 462 765,69**	**0,00**	**6 764 997,68**	**6 764 997,68**	**0,00**	**6 764 997,68**	**8 227 763,37**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	732,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	732,22	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	4 181 825,38	1 462 765,69	0,00	5 646 601,59	5 646 601,59	0,00	5 646 601,59	7 109 367,28
Total des dépenses d'équipement		**4 182 557,60**	**1 462 765,69**	**0,00**	**5 646 601,59**	**5 646 601,59**	**0,00**	**5 646 601,59**	**7 109 367,28**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	305 000,00	0,00		334 594,09	334 594,09		334 594,09	334 594,09
1641	Emprunts en euros	305 000,00	0,00		334 594,09	334 594,09		334 594,09	334 594,09
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	272 651,83	0,00	0,00	272 700,00	272 700,00	0,00	272 700,00	272 700,00
2745	Avances remboursables	240 000,00	0,00		240 000,00	240 000,00	0,00	240 000,00	240 000,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	32 651,83	0,00		32 700,00	32 700,00	0,00	32 700,00	32 700,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publié le : 14/04/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses financières		**577 651,83**	**0,00**	**0,00**	**607 294,09**	**607 294,09**	**0,00**	**607 294,09**	**607 294,09**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**4 760 209,43**	**1 462 765,69**	**0,00**	**6 253 895,68**	**6 253 895,68**	**0,00**	**6 253 895,68**	**7 716 661,37**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*39 401,00*			*43 402,00*	*43 402,00*		*43 402,00*	*43 402,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*19 401,00*			*23 402,00*	*23 402,00*		*23 402,00*	*23 402,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*19 401,00*			*23 402,00*	*23 402,00*		*23 402,00*	*23 402,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139172	*Subv. transf. FEDER*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*20 000,00*			*20 000,00*	*20 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*
2313	*Constructions*	*20 000,00*			*20 000,00*	*20 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*804 841,97*			*467 700,00*	*467 700,00*		*467 700,00*	*467 700,00*
204411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*60 000,00*			*100 000,00*	*100 000,00*		*100 000,00*	*100 000,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21538	*Autres réseaux*	*678 441,97*			*332 700,00*	*332 700,00*		*332 700,00*	*332 700,00*
2313	*Constructions*	*66 400,00*			*35 000,00*	*35 000,00*		*35 000,00*	*35 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**844 242,97**			**511 102,00**	**511 102,00**		**511 102,00**	**511 102,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004002-20250409-250409-14-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III

A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
101	PÔLES INTERMODAUX		1 397 536,53	5 910,00	2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00
102	GENS DU VOYAGE		14 664,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00
103	GEMAPI		1 322 885,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104	MEDIATHEQUES		42 378,18	25 741,52	33 720,01	33 720,01	0,00	33 720,01
105	SANTE		20 634,96	0,00	27 600,00	27 600,00	0,00	27 600,00
15	MAISON DE PAYS		2 339 877,16	5 030,62	20 149,38	20 149,38	0,00	20 149,38
17	DOMAINE DE TASSY		732 929,67	71 067,40	299 932,60	299 932,60	0,00	299 932,60
75	AGRICULTURE		0,00	70 200,00	424 000,00	424 000,00	0,00	424 000,00
76	PIDAF		659 609,81	126 635,52	323 800,00	323 800,00	0,00	323 800,00
77	RÉSEAU RADIOÉLECTRIQUE		21 492,15	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
84	GYMNASE INTERCOMMUNAL		123 783,58	40 388,45	732 139,60	732 139,60	0,00	732 139,60
85	STADE ATHLÉTISME TOURRETTES		578 381,98	240,00	27 400,00	27 400,00	0,00	27 400,00
86	STADE DE FOOT DE FAYENCE		155 171,64	0,00	53 040,00	53 040,00	0,00	53 040,00
87	MAISON DU LAC		1 139 127,91	592,75	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
88	OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL		127 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
89	TOURISME		113 624,12	0,00	190 000,00	190 000,00	0,00	190 000,00
90	S.C.O.T. - PCAET		98 602,50	44 895,00	0,00	0,00	0,00	0,00
91	OPÉRATIONS DIVERSES		415 224,22	0,00	262 000,00	262 000,00	0,00	262 000,00
92	MOBILITE		72 112,80	118 439,98	2 747 000,00	2 747 000,00	0,00	2 747 000,00
94	MAISON FRANCE SERVICES		29 666,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	MAISON INTERCOMMUNALE PETITE ENFANCE ET FAMILLE		1 434 377,58	757 244,41	98 580,00	98 580,00	0,00	98 580,00
96	VAR TRÈS HAUT DÉBIT		94 113,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
97	GITE D'ETAPE DE MONS		75 586,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
98	BASE D'AVIRON		2 689 695,56	1 092,00	58 200,00	58 200,00	0,00	58 200,00
99	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE		482 965,44	195 288,04	217 040,00	217 040,00	0,00	217 040,00
TOTAL			**14 181 441,61**	**1 462 765,69**	**5 646 601,59**	**5 646 601,59**	**0,00**	**5 646 601,59**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 100
LIBELLE : SERVICES EAU ET ASSAINISSEMENT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		15 197,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	15 197,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	15 197,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 101
LIBELLE : PÔLES INTERMODAUX
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 397 536,53**	**a 5 910,00**	**2 000,00**	**b 2 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**27 289,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	26 425,54	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**275 366,51**	**0,00**	**2 000,00**	**2 000,00**
21351	Bâtiments publics	1 476,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	40 818,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	1 729,01	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	11 428,80	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	219 914,70	0,00	2 000,00	2 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 094 880,48**	**5 910,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	1 064 163,02	5 910,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	30 717,46	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**255 628,89**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**255 628,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	255 628,89	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-7 910,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 102
LIBELLE : GENS DU VOYAGE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**14 664,00**	**a 0,00**	**100 000,00**	**b 100 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**14 664,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	14 664,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-100 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 103
LIBELLE : GEMAPI
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 322 885,34**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**29 880,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	29 880,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**1 293 005,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	17 286,34	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	1 275 719,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 104
LIBELLE : MEDIATHEQUES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**42 378,18**	**a 25 741,52**	**33 720,01**	**b 33 720,01**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**30 365,78**	**15 145,52**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	30 365,78	15 145,52	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**12 012,40**	**10 596,00**	**33 720,01**	**33 720,01**
21838	Autre matériel informatique	12 012,40	10 596,00	20 760,01	20 760,01
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	12 960,00	12 960,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-59 461,53**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 105
LIBELLE : SANTE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**20 634,96**	**a 0,00**	**27 600,00**	**b 27 600,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**8 474,40**	**0,00**	**15 600,00**	**15 600,00**
21351	Bâtiments publics	8 474,40	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	3 600,00	3 600,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**12 160,56**	**0,00**	**12 000,00**	**12 000,00**
2313	Constructions	12 160,56	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-27 600,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 15
LIBELLE : MAISON DE PAYS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**2 339 877,16**	**a 5 030,62**	**20 149,38**	**b 20 149,38**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**25 827,30**	**3 617,02**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	24 099,30	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 728,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	3 617,02	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**120 240,46**	**142,80**	**8 149,38**	**8 149,38**
21351	Bâtiments publics	596,93	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	4 637,26	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	66 514,09	142,80	500,00	500,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	47 546,40	0,00	7 649,38	7 649,38
2188	Autres immobilisations corporelles	945,78	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**2 193 809,40**	**1 270,80**	**12 000,00**	**12 000,00**
2313	Constructions	2 193 809,40	1 270,80	12 000,00	12 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**625 715,29**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**625 715,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	97 511,69	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	141 903,60	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	386 300,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-25 180,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 17
LIBELLE : DOMAINE DE TASSY
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**732 929,67**	**a 71 067,40**	**299 932,60**	**b 299 932,60**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**57 718,02**	**31 768,20**	**7 000,00**	**7 000,00**
2031	Frais d'études	4 000,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 342,80	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	52 375,22	31 768,20	7 000,00	7 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**344 799,27**	**2 910,40**	**53 500,00**	**53 500,00**
21351	Bâtiments publics	3 864,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	2 566,93	632,04	8 000,00	8 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	33 350,89	0,00	15 500,00	15 500,00
21828	Autres matériels de transport	67 454,34	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	196 786,63	2 278,36	20 000,00	20 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	35 014,28	0,00	10 000,00	10 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 762,20	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**330 412,38**	**36 388,80**	**239 432,60**	**239 432,60**
2313	Constructions	250 709,58	36 388,80	199 432,60	199 432,60
2315	Install., matériel et outill. technique	79 702,80	0,00	40 000,00	40 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**7 600,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**7 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	7 600,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-371 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 75
LIBELLE : AGRICULTURE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 70 200,00**	**424 000,00**	**b 424 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**70 200,00**	**424 000,00**	**424 000,00**
2111	Terrains nus	0,00	70 200,00	400 000,00	400 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	24 000,00	24 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-494 200,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 76
LIBELLE : PIDAF
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**659 609,81**	**a 126 635,52**	**323 800,00**	**b 323 800,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**33 027,74**	**50 517,60**	**1 000,00**	**1 000,00**
2031	Frais d'études	33 027,74	50 517,60	1 000,00	1 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**618 842,07**	**36 217,92**	**260 800,00**	**260 800,00**
2128	Autres agencements et aménagements	550 802,83	36 217,92	234 800,00	234 800,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	68 039,24	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	26 000,00	26 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**7 740,00**	**39 900,00**	**62 000,00**	**62 000,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	7 740,00	39 900,00	62 000,00	62 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**190 708,11**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**190 708,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	13 762,93	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	105 553,30	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	43 834,55	0,00	0,00	0,00
13273	Subv. non transf. FEADER	27 557,33	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-450 435,52**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 77
LIBELLE : RÉSEAU RADIOÉLECTRIQUE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**21 492,15**	**a 0,00**	**10 000,00**	**b 10 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**21 492,15**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	21 492,15	0,00	10 000,00	10 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-10 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 84
LIBELLE : GYMNASE INTERCOMMUNAL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**123 783,58**	**a 40 388,45**	**732 139,60**	**b 732 139,60**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**4 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	4 000,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**57 400,94**	**3 828,05**	**32 000,00**	**32 000,00**
21351	Bâtiments publics	8 621,85	0,00	700,00	700,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	2 946,60	0,00	4 700,00	4 700,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	26 566,62	3 828,05	5 000,00	5 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	19 265,87	0,00	15 600,00	15 600,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**62 382,64**	**36 560,40**	**700 139,60**	**700 139,60**
2313	Constructions	62 382,64	36 560,40	700 139,60	700 139,60

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-772 528,05**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 85
LIBELLE : STADE ATHLÉTISME TOURRETTES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**578 381,98**	**a 240,00**	**27 400,00**	**b 27 400,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**1 728,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	1 728,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**69 903,94**	**0,00**	**6 600,00**	**6 600,00**
2128	Autres agencements et aménagements	31 011,10	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	2 922,00	0,00	0,00	0,00
21352	Bâtiments privés	5 960,40	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	594,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	5 841,88	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	4 636,07	0,00	2 200,00	2 200,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	18 938,49	0,00	400,00	400,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**506 750,04**	**240,00**	**20 800,00**	**20 800,00**
2313	Constructions	500 858,04	240,00	10 800,00	10 800,00
2315	Install., matériel et outill. technique	5 892,00	0,00	10 000,00	10 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**22 515,62**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**22 515,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	22 515,62	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-27 640,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 86
LIBELLE : STADE DE FOOT DE FAYENCE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**155 171,64**	**a 0,00**	**53 040,00**	**b 53 040,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**51 932,04**	**0,00**	**24 040,00**	**24 040,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	17 640,00	17 640,00
21351	Bâtiments publics	14 550,96	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	1 588,80	0,00	1 900,00	1 900,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	8 741,76	0,00	3 500,00	3 500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	27 050,52	0,00	1 000,00	1 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**103 239,60**	**0,00**	**29 000,00**	**29 000,00**
2313	Constructions	5 703,60	0,00	29 000,00	29 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	97 536,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**44 000,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**44 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	44 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-53 040,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 87
LIBELLE : MAISON DU LAC
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 139 127,91**	**a 592,75**	**20 000,00**	**b 20 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	2 400,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**145 467,40**	**0,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	40 279,20	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	2 010,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	8 664,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	94 514,20	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**991 260,51**	**592,75**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	3 531,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	948 564,37	592,75	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	39 165,14	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**267 562,50**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**267 562,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	136 562,50	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	131 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-20 592,75**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 88
LIBELLE : OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**127 000,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**127 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20415341	IC : Bien mobilier, matériel	77 000,00	0,00	0,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	50 000,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 89
LIBELLE : TOURISME
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**113 624,12**	**a 0,00**	**190 000,00**	**b 190 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	30 000,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**42 555,92**	**0,00**	**154 000,00**	**154 000,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	85 000,00	85 000,00
2152	Installations de voirie	17 273,98	0,00	24 000,00	24 000,00
21534	Réseaux d'électrification	8 719,20	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	45 000,00	45 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	16 562,74	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**41 068,20**	**0,00**	**36 000,00**	**36 000,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	41 068,20	0,00	36 000,00	36 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**70 125,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**70 125,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	56 100,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	14 025,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-190 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 90
LIBELLE : S.C.O.T. - PCAET
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**98 602,50**	**a 44 895,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**98 602,50**	**44 895,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	78 028,50	31 080,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	19 710,00	13 815,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-44 895,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 91
LIBELLE : OPÉRATIONS DIVERSES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**415 224,22**	**a 0,00**	**262 000,00**	**b 262 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**21 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	21 600,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**20 000,00**	**0,00**	**220 000,00**	**220 000,00**
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	20 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**339 466,22**	**0,00**	**42 000,00**	**42 000,00**
2115	Terrains bâtis	307 000,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	8 154,19	0,00	10 000,00	10 000,00
2152	Installations de voirie	12 609,22	0,00	5 000,00	5 000,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	1 243,80	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	7 680,81	0,00	10 000,00	10 000,00
21838	Autre matériel informatique	2 778,20	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**34 158,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	34 158,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**319 500,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**19 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	19 500,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	300 000,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-262 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 92
LIBELLE : MOBILITE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**72 112,80**	**a 118 439,98**	**2 747 000,00**	**b 2 747 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**36 384,00**	**0,00**	**83 000,00**	**83 000,00**
2031	Frais d'études	35 304,00	0,00	78 000,00	78 000,00
2033	Frais d'insertion	1 080,00	0,00	5 000,00	5 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**264 000,00**	**264 000,00**
20423	Privé : Projet infrastructure	0,00	0,00	264 000,00	264 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**17 904,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	17 904,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**17 824,80**	**118 439,98**	**2 400 000,00**	**2 400 000,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	17 824,80	118 439,98	2 400 000,00	2 400 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**42 000,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**42 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	42 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-2 865 439,98**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 94
LIBELLE : MAISON FRANCE SERVICES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**29 666,18**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**29 666,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	12 399,96	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	235,20	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	15 831,02	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 200,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**1 482,20**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**1 482,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	1 482,20	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 95
LIBELLE : MAISON INTERCOMMUNALE PETITE ENFANCE ET FAMILLE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 434 377,58**	**a 757 244,41**	**98 580,00**	**b 98 580,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**3 450,00**	**2 003,26**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	1 728,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	1 722,00	2 003,26	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**10 768,71**	**104 490,53**	**48 580,00**	**48 580,00**
2111	Terrains nus	264,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	7 700,00	7 700,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	40 480,00	40 480,00
21838	Autre matériel informatique	10 124,72	14 152,32	400,00	400,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	90 338,21	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	379,99	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 420 158,87**	**650 750,62**	**50 000,00**	**50 000,00**
2313	Constructions	1 389 858,87	552 036,18	50 000,00	50 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	98 714,44	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	30 300,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**250 000,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	250 000,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-855 824,41**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 96
LIBELLE : VAR TRÈS HAUT DÉBIT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**94 113,56**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**94 113,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	94 113,56	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**84 882,48**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**28 907,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	28 907,92	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**55 974,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	55 974,56	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 97
LIBELLE : GITE D'ETAPE DE MONS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**75 586,74**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**22 660,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	550,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	6 347,38	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	14 369,38	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 394,21	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**52 925,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	52 925,77	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**28 128,84**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**28 128,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	28 128,84	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 98
LIBELLE : BASE D'AVIRON
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**2 689 695,56**	**a 1 092,00**	**58 200,00**	**b 58 200,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**5 184,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	5 184,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**24 000,00**	**24 000,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	24 000,00	24 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**269 599,27**	**1 092,00**	**1 400,00**	**1 400,00**
2128	Autres agencements et aménagements	9 113,75	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	9 725,28	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	61 731,30	1 092,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	37 837,22	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	3 320,69	0,00	1 000,00	1 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	147 871,03	0,00	400,00	400,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**2 414 912,29**	**0,00**	**32 800,00**	**32 800,00**
2313	Constructions	2 188 813,46	0,00	14 300,00	14 300,00
2315	Install., matériel et outill. technique	18 019,68	0,00	18 500,00	18 500,00
238	Avances commandes immo corporelles	208 079,15	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**2 441 865,93**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**1 241 865,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	459 892,95	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	781 972,98	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**1 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-59 292,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 99
LIBELLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**482 965,44**	**a 195 288,04**	**217 040,00**	**b 217 040,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**30 564,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	5 400,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	24 300,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**88 171,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	56 000,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	32 171,50	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**58 360,60**	**93 857,20**	**72 000,00**	**72 000,00**
2112	Terrains de voirie	0,00	52 990,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	22 541,72	40 867,20	72 000,00	72 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	35 818,88	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**305 869,34**	**101 430,84**	**145 040,00**	**145 040,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	305 869,34	101 430,84	145 040,00	145 040,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**99 496,91**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**51 017,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Départements	51 017,25	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**48 479,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	48 479,66	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-412 328,04**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 604 452,40**	**1 395 538,89**	**6 764 997,68**	**6 764 997,68**	**8 160 536,57**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	418 225,60	1 255 650,89	813 646,68	813 646,68	2 069 297,57
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	9 708,43	9 708,43	9 708,43
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	340 000,00	153 974,38	222 635,87	222 635,87	376 610,25
1322	Subv. non transf. Régions	29 400,00	389 897,15	-21 067,72	-21 067,72	368 829,43
1323	Subv. non transf. Départements	48 825,60	337 514,82	-11 818,48	-11 818,48	325 696,34
13273	Subv. non transf. FEADER	0,00	14 264,54	-4 357,42	-4 357,42	9 907,12
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	360 000,00	618 546,00	618 546,00	978 546,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	1 074 000,00	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00	1 300 000,00
1641	Emprunts en euros	1 074 000,00	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00	1 300 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 492 225,60**	**1 255 650,89**	**2 113 646,68**	**2 113 646,68**	**3 369 297,57**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	507 739,61	139 888,00	495 518,55	495 518,55	635 406,55
10222	FCTVA	507 739,61	139 888,00	495 518,55	495 518,55	635 406,55
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	401 913,00	0,00	363 774,00	363 774,00	363 774,00
2745	Avances remboursables	240 000,00	0,00	240 000,00	240 000,00	240 000,00
27638	Créance Autres établissements publics	123 774,00	0,00	123 774,00	123 774,00	123 774,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	38 139,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**912 652,61**	**139 888,00**	**859 292,55**	**859 292,55**	**999 180,55**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	732,22	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 405 610,43**	**1 395 538,89**	**2 972 939,23**	**2 972 939,23**	**4 368 478,12**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 900 000,00*		*2 770 000,00*	*2 770 000,00*	*2 770 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*494 000,00*		*554 358,45*	*554 358,45*	*554 358,45*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041413	*Subv.Cne GFP : Projet infrastructure*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*494 000,00*		*554 358,45*	*554 358,45*	*554 358,45*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*804 841,97*		*467 700,00*	*467 700,00*	*467 700,00*
1318	*Autres subventions d'équipement transf.*	*613 138,31*		*300 000,00*	*300 000,00*	*300 000,00*
2031	*Frais d'études*	*60 000,00*		*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*66 400,00*		*35 000,00*	*35 000,00*	*35 000,00*
2764	*Créances/particuliers, pers. droit privé*	*65 303,66*		*32 700,00*	*32 700,00*	*32 700,00*
Total des recettes d'ordre		***3 198 841,97***		***3 792 058,45***	***3 792 058,45***	***3 792 058,45***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**13 301 073,00**	**0,00**	**0,00**	**14 820 000,00**	**14 820 000,00**	**0,00**	**14 820 000,00**	**14 820 000,00**
011	Charges à caractère général (3)	1 541 210,40	0,00	0,00	1 773 139,60	1 773 139,60	0,00	1 773 139,60	1 773 139,60
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 523 973,00	0,00		2 741 100,00	2 741 100,00		2 741 100,00	2 741 100,00
014	Atténuations de produits	3 821 502,83	0,00		3 829 728,83	3 829 728,83		3 829 728,83	3 829 728,83
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	2 989 279,00	0,00	0,00	3 092 660,72	3 092 660,72	0,00	3 092 660,72	3 092 660,72
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**10 875 965,23**	**0,00**	**0,00**	**11 436 629,15**	**11 436 629,15**	**0,00**	**11 436 629,15**	**11 436 629,15**
66	Charges financières	23 107,77	0,00		50 403,88	50 403,88		50 403,88	50 403,88
67	Charges spécifiques (3)	8 000,00	0,00		8 608,52	8 608,52		8 608,52	8 608,52
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**31 107,77**	**0,00**	**0,00**	**59 012,40**	**59 012,40**		**59 012,40**	**59 012,40**
Total des dépenses réelles		**10 907 073,00**	**0,00**	**0,00**	**11 495 641,55**	**11 495 641,55**	**0,00**	**11 495 641,55**	**11 495 641,55**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 900 000,00*			*2 770 000,00*	*2 770 000,00*		*2 770 000,00*	*2 770 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*494 000,00*			*554 358,45*	*554 358,45*		*554 358,45*	*554 358,45*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 394 000,00**			**3 324 358,45**	**3 324 358,45**		**3 324 358,45**	**3 324 358,45**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**14 820 000,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 099 719,19**	**0,00**	**12 164 122,84**	**12 164 122,84**	**12 164 122,84**
013	Atténuations de charges (2)	95 004,22	0,00	63 620,88	63 620,88	63 620,88
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 047 432,32	0,00	661 076,00	661 076,00	661 076,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 550 100,56	0,00	2 449 643,56	2 449 643,56	2 449 643,56
731	Fiscalité locale	7 072 060,00	0,00	7 366 013,00	7 366 013,00	7 366 013,00
74	Dotations et participations (2)	1 244 161,09	0,00	1 543 677,40	1 543 677,40	1 543 677,40
75	Autres produits de gestion courante (2)	20 000,00	0,00	36 690,00	36 690,00	36 690,00
Total des recettes de gestion des services		**12 028 758,19**	**0,00**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	31 560,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**31 560,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**12 060 318,19**	**0,00**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*39 401,00*		*43 402,00*	*43 402,00*	*43 402,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**39 401,00**		**43 402,00**	**43 402,00**	**43 402,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**2 655 877,16**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**14 820 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**13 301 073,00**	**0,00**	**0,00**	**14 820 000,00**	**14 820 000,00**	**0,00**	**14 820 000,00**	**14 820 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	1 541 210,40	0,00	0,00	1 773 139,60	1 773 139,60	0,00	1 773 139,60	1 773 139,60
60611	Eau et assainissement	12 000,00	0,00		16 000,00	16 000,00	0,00	16 000,00	16 000,00
60612	Energie - Electricité	195 500,00	0,00		146 600,00	146 600,00	0,00	146 600,00	146 600,00
60621	Combustibles	10 000,00	0,00		11 000,00	11 000,00	0,00	11 000,00	11 000,00
60622	Carburants	30 480,00	0,00		32 000,00	32 000,00	0,00	32 000,00	32 000,00
60623	Alimentation	0,00	0,00		6 300,00	6 300,00	0,00	6 300,00	6 300,00
60624	Produits de traitement	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
60628	Autres fournitures non stockées	200,00	0,00		200,00	200,00	0,00	200,00	200,00
60631	Fournitures d'entretien	7 000,00	0,00		10 310,00	10 310,00	0,00	10 310,00	10 310,00
60632	Fournitures de petit équipement	21 200,00	0,00		27 800,00	27 800,00	0,00	27 800,00	27 800,00
60633	Fournitures de voirie	1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	5 800,00	0,00		5 800,00	5 800,00	0,00	5 800,00	5 800,00
6064	Fournitures administratives	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6067	Fournitures scolaires	1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6068	Autres matières et fournitures	18 800,00	0,00		16 000,00	16 000,00	0,00	16 000,00	16 000,00
611	Contrats de prestations de services	262 741,00	0,00		245 110,00	245 110,00	0,00	245 110,00	245 110,00
61351	Matériel roulant	9 000,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
61358	Autres	15 500,00	0,00		10 100,00	10 100,00	0,00	10 100,00	10 100,00
61521	Entretien terrains	52 000,00	0,00		54 000,00	54 000,00	0,00	54 000,00	54 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	37 000,00	0,00		33 000,00	33 000,00	0,00	33 000,00	33 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	66 000,00	0,00		58 000,00	58 000,00	0,00	58 000,00	58 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
61551	Entretien matériel roulant	7 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	23 552,00	0,00		23 000,00	23 000,00	0,00	23 000,00	23 000,00
6156	Maintenance	40 910,00	0,00		52 000,00	52 000,00	0,00	52 000,00	52 000,00
6161	Multirisques	20 000,00	0,00		23 930,00	23 930,00	0,00	23 930,00	23 930,00
617	Etudes et recherches	22 200,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
6182	Documentation générale et technique	23 500,00	0,00		23 500,00	23 500,00	0,00	23 500,00	23 500,00
6184	Versements à des organismes de formation	32 500,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
62268	Autres honoraires, conseils	157 528,20	0,00		279 777,60	279 777,60	0,00	279 777,60	279 777,60
6227	Frais d'actes et de contentieux	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6228	Divers	1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6231	Annonces et insertions	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	17 800,00	0,00		32 600,00	32 600,00	0,00	32 600,00	32 600,00
6233	Foires et expositions	12 600,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6234	Réceptions	12 500,00	0,00		12 500,00	12 500,00	0,00	12 500,00	12 500,00
6238	Divers	63 700,00	0,00		121 450,00	121 450,00	0,00	121 450,00	121 450,00
6245	Transports de personnes extérieures	58 400,00	0,00		78 000,00	78 000,00	0,00	78 000,00	78 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	10 300,00	0,00		11 000,00	11 000,00	0,00	11 000,00	11 000,00
6261	Frais d'affranchissement	8 300,00	0,00		6 800,00	6 800,00	0,00	6 800,00	6 800,00
6262	Frais de télécommunications	30 000,00	0,00		34 250,00	34 250,00	0,00	34 250,00	34 250,00
627	Services bancaires et assimilés	1 500,00	0,00		1 200,00	1 200,00	0,00	1 200,00	1 200,00
6281	Concours divers (cotisations)	39 867,00	0,00		56 800,00	56 800,00	0,00	56 800,00	56 800,00
6282	Frais de gardiennage	1 620,00	0,00		1 680,00	1 680,00	0,00	1 680,00	1 680,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	87 846,20	0,00		90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	9 300,00	0,00		8 700,00	8 700,00	0,00	8 700,00	8 700,00
62878	Remb. frais à des tiers	56 000,00	0,00		26 600,00	26 600,00	0,00	26 600,00	26 600,00
6288	Autres services extérieurs	12 200,00	0,00		11 200,00	11 200,00	0,00	11 200,00	11 200,00
63512	Taxes foncières	100,00	0,00		150,00	150,00	0,00	150,00	150,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	500,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6358	Autres droits	2 266,00	0,00		2 782,00	2 782,00	0,00	2 782,00	2 782,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	0,00	0,00		73 500,00	73 500,00	0,00	73 500,00	73 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	2 523 973,00	0,00		2 741 100,00	2 741 100,00		2 741 100,00	2 741 100,00
62121	Personnel aff. BA/régies sans ps.morale	0,00	0,00		46 000,00	46 000,00		46 000,00	46 000,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	3 173,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	6 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	26 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 303 000,00	0,00		2 654 700,00	2 654 700,00		2 654 700,00	2 654 700,00
64112	SFT, indemnité de résidence	9 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64113	NBI	13 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	350 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	190 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	45 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6415	Congés payés	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	210 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	320 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	18 000,00	0,00		23 400,00	23 400,00		23 400,00	23 400,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	12 800,00	0,00		12 000,00	12 000,00		12 000,00	12 000,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
014	Atténuations de produits	3 821 502,83	0,00		3 829 728,83	3 829 728,83		3 829 728,83	3 829 728,83
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	7 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00
739211	Attribution de compensation	2 506 985,83	0,00		2 506 985,83	2 506 985,83		2 506 985,83	2 506 985,83
739221	FNGIR	250 472,00	0,00		250 472,00	250 472,00		250 472,00	250 472,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	335 972,00	0,00		307 271,00	307 271,00		307 271,00	307 271,00
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	13 305,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	7 768,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	700 000,00	0,00		750 000,00	750 000,00		750 000,00	750 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	2 989 279,00	0,00	0,00	3 092 660,72	3 092 660,72	0,00	3 092 660,72	3 092 660,72
65131	Bourses	18 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
65311	Indemnités de fonction	105 500,00	0,00		107 000,00	107 000,00	0,00	107 000,00	107 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	2 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
65313	Cotisations de retraite	8 700,00	0,00		8 900,00	8 900,00	0,00	8 900,00	8 900,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	33 600,00	0,00		33 600,00	33 600,00	0,00	33 600,00	33 600,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	**500,00**	**0,00**		**500,00**	**500,00**	**0,00**	**500,00**	**500,00**
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6542	Créances éteintes	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6553	Service d'incendie	1 299 958,00	0,00		1 325 460,00	1 325 460,00	0,00	1 325 460,00	1 325 460,00
65568	Autres contributions	222 221,00	0,00		364 586,00	364 586,00	0,00	364 586,00	364 586,00
65731	Subv. fonct. état	2 200,00	0,00		2 200,00	2 200,00	0,00	2 200,00	2 200,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	355 600,00	0,00		402 000,00	402 000,00	0,00	402 000,00	402 000,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	0,00	0,00		72 000,00	72 000,00	0,00	72 000,00	72 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	598 000,00	0,00		603 000,00	603 000,00	0,00	603 000,00	603 000,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	15 000,00	0,00		18 500,00	18 500,00	0,00	18 500,00	18 500,00
65818	Autres	70 000,00	0,00		80 932,00	80 932,00	0,00	80 932,00	80 932,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	0,00	0,00		9 322,72	9 322,72	0,00	9 322,72	9 322,72
65823	Déficit BA à caract. indust. et commerc.	208 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	20 000,00	0,00		34 660,00	34 660,00	0,00	34 660,00	34 660,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**10 875 965,23**	**0,00**	**0,00**	**11 436 629,15**	**11 436 629,15**	**0,00**	**11 436 629,15**	**11 436 629,15**
66	Charges financières	23 107,77	0,00		50 403,88	50 403,88		50 403,88	50 403,88
66111	Intérêts réglés à l'échéance	20 400,00	0,00		38 403,88	38 403,88		38 403,88	38 403,88
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-478,92	0,00		7 000,00	7 000,00		7 000,00	7 000,00
6688	Autres	3 186,69	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
67	Charges spécifiques (4)	8 000,00	0,00		8 608,52	8 608,52		8 608,52	8 608,52
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	8 000,00	0,00		8 608,52	8 608,52		8 608,52	8 608,52
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**31 107,77**	**0,00**	**0,00**	**59 012,40**	**59 012,40**		**59 012,40**	**59 012,40**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**10 907 073,00**	**0,00**	**0,00**	**11 495 641,55**	**11 495 641,55**	**0,00**	**11 495 641,55**	**11 495 641,55**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 900 000,00*			*2 770 000,00*	*2 770 000,00*		*2 770 000,00*	*2 770 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*494 000,00*			*554 358,45*	*554 358,45*		*554 358,45*	*554 358,45*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*494 000,00*			*554 358,45*	*554 358,45*		*554 358,45*	*554 358,45*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 394 000,00**			**3 324 358,45**	**3 324 358,45**		**3 324 358,45**	**3 324 358,45**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	11 139,28
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-4 719,23
= Différence ICNE N – ICNE N-1	7 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 099 719,19**	**0,00**	**12 164 122,84**	**12 164 122,84**	**12 164 122,84**
013	Atténuations de charges (3)	95 004,22	0,00	63 620,88	63 620,88	63 620,88
6419	Remboursements rémunérations personnel	95 004,22	0,00	63 620,88	63 620,88	63 620,88
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 047 432,32	0,00	661 076,00	661 076,00	661 076,00
70321	Stationnement et location voie publique	12 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	93 256,00	0,00	110 442,00	110 442,00	110 442,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	24 922,00	0,00	25 222,00	25 222,00	25 222,00
7066	Redevances services à caractère social	33 988,00	0,00	8 317,00	8 317,00	8 317,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	261 416,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	0,00	0,00	245 000,00	245 000,00	245 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	203 800,00	0,00	202 907,00	202 907,00	202 907,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	382 587,32	0,00	25 720,00	25 720,00	25 720,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	34 222,00	0,00	34 668,00	34 668,00	34 668,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	8 800,00	8 800,00	8 800,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	641,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 550 100,56	0,00	2 449 643,56	2 449 643,56	2 449 643,56
73211	Attribution de compensation	18 516,56	0,00	18 516,56	18 516,56	18 516,56
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	1 572 734,81	0,00	1 530 578,00	1 530 578,00	1 530 578,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	958 849,19	0,00	894 050,00	894 050,00	894 050,00
7358	Autres	0,00	0,00	6 499,00	6 499,00	6 499,00
731	Fiscalité locale	7 072 060,00	0,00	7 366 013,00	7 366 013,00	7 366 013,00
73111	Impôts directs locaux	5 367 580,00	0,00	5 605 803,00	5 605 803,00	5 605 803,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	377 049,00	0,00	400 589,00	400 589,00	400 589,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	422 489,00	0,00	433 505,00	433 505,00	433 505,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	254 942,00	0,00	220 116,00	220 116,00	220 116,00
731721	Taxe de séjour	650 000,00	0,00	706 000,00	706 000,00	706 000,00
74	Dotations et participations (3)	1 244 161,09	0,00	1 543 677,40	1 543 677,40	1 543 677,40
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	569 225,00	0,00	692 946,00	692 946,00	692 946,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	193 544,00	0,00	186 534,00	186 534,00	186 534,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
744	FCTVA	10 000,00	0,00	9 990,00	9 990,00	9 990,00
74611	DGD des communes et EPCI	10 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
74718	Autres participations Etat	64 544,41	0,00	216 466,04	216 466,04	216 466,04
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	67 221,68	0,00	82 165,36	82 165,36	82 165,36
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	318 951,00	0,00	335 595,00	335 595,00	335 595,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	10 675,00	0,00	10 981,00	10 981,00	10 981,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	20 000,00	0,00	36 690,00	36 690,00	36 690,00
752	Revenus des immeubles	5 176,68	0,00	10 690,00	10 690,00	10 690,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
75888	Autres	8 823,32	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
Total des recettes de gestion des services		**12 028 758,19**	**0,00**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	31 560,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	1 560,00		0,00	0,00	0,00
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	30 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**12 060 318,19**	**0,00**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**	**12 120 720,84**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*39 401,00*		*43 402,00*	*43 402,00*	*43 402,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*20 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*19 401,00*		*23 402,00*	*23 402,00*	*23 402,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**39 401,00**		**43 402,00**	**43 402,00**	**43 402,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 16/04/2025

Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**334 594,09**	**321 932,60**	**0,00**	**350 800,00**	**0,00**	**1 004 499,61**	**126 180,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	334 594,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	7 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	63 500,00	0,00	287 800,00	0,00	97 760,01	64 180,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	251 432,60	0,00	62 000,00	0,00	782 739,60	62 000,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 028 755,98**	**1 540 208,43**	**0,00**	**-41 107,75**	**0,00**	**496 000,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	904 981,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	740 208,43	0,00	-41 107,75	0,00	96 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	123 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**144 700,00**	**3 971 189,38**	**0,00**	**0,00**		**6 253 895,68**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		334 594,09
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	83 000,00	0,00	0,00		91 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	384 000,00	0,00	0,00		508 000,00
21	Immobilisations corporelles	112 000,00	683 149,38	0,00	0,00		1 308 389,39
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	2 581 040,00	0,00	0,00		3 739 212,20
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	32 700,00	240 000,00	0,00	0,00		272 700,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**100 000,00**	**258 546,00**	**0,00**	**0,00**		**3 382 402,66**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		904 981,98
13	Subventions d'investissement	0,00	18 546,00	0,00	0,00		813 646,68
16	Emprunts et dettes assimilées	100 000,00	0,00	0,00	0,00		1 300 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	240 000,00	0,00	0,00		363 774,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**334 594,09**
164	Emprunts auprès des éts financiers	334 594,09
	RECETTES	**1 028 755,98**
102	Dotations et fonds d'investissement	495 518,55
106	Réserves	409 463,43
276	Autres créances immobilisées	123 774,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**321 932,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
205	Licences, procédés, droits similaires	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	33 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	251 432,60	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 540 208,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	9 708,43	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	730 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**321 932,60**
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 432,60
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 540 208,43**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 708,43
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	730 500,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**27 000,00**	**0,00**	**0,00**	**323 800,00**	**350 800,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	234 800,00	234 800,00
213	Constructions	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	26 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00	62 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-41 107,75**	**-41 107,75**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	-41 107,75	-41 107,75

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 720,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	33 720,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**732 139,60**	**80 440,00**	**0,00**	**0,00**	**158 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	17 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	15 700,00	7 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	15 600,00	5 400,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	700 139,60	49 800,00	0,00	0,00	32 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**496 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 004 499,61**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 640,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 300,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 120,01
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	782 739,60
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**496 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**27 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	15 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 580,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 180,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**126 180,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 780,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**42 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**144 700,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	32 700,00	0,00	0,00	0,00	32 700,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**217 040,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**664 000,00**	**0,00**	**664 000,00**	**330 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	24 000,00	105 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	145 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00	240 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**0,00**	**240 000,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00	240 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**2 752 000,00**	**0,00**	**8 149,38**	**0,00**	**0,00**	**3 971 189,38**
203	Frais d'études, recherche, développement	83 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00
204	Subventions d'équipement versées	264 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	8 149,38	0,00	0,00	8 149,38
231	Immobilisations corporelles en cours	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 581 040,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
RECETTES		**18 546,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**258 546,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	18 546,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 546,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**3 134 391,23**	**3 497 424,72**	**0,00**	**1 382 050,00**	**1 000,00**	**391 520,00**	**827 834,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	150,00	503 732,00	0,00	25 990,00	1 000,00	363 210,00	273 634,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 741 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	3 064 728,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 500,00	252 592,72	0,00	1 356 060,00	0,00	28 310,00	554 200,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	50 403,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	8 608,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**10 154 586,56**	**395 406,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**207 055,36**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	33 620,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	330 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 050,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 449 643,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 439 897,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 245 046,00	20 486,04	0,00	0,00	0,00	0,00	203 005,36	0,00
75	Autres produits de gestion courante	20 000,00	10 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**11 000,00**	**1 802 235,60**	**345 586,00**	**102 600,00**		**11 495 641,55**
011	Charges à caractère général	0,00	9 500,00	564 323,60	1 000,00	30 600,00		1 773 139,60
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 741 100,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	750 000,00	15 000,00	0,00		3 829 728,83
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 500,00	487 912,00	329 586,00	72 000,00		3 092 660,72
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		50 403,88
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		8 608,52
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**6 000,00**	**1 137 556,00**	**220 116,00**	**0,00**		**12 120 720,84**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00		63 620,88
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	326 416,00	0,00	0,00		661 076,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 449 643,56
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	706 000,00	220 116,00	0,00		7 366 013,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	75 140,00	0,00	0,00		1 543 677,40
75	Autres produits de gestion courante	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00		36 690,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**3 134 391,23**
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	150,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	10 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	500,00
661	Charges d'intérêts	45 403,88
668	Autres charges financières	5 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	8 608,52
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	3 064 728,83
	RECETTES	**10 154 586,56**
731	Fiscalité locale	6 439 897,00
732	Fiscalité reversée	18 516,56
735	Fraction de TVA	2 431 127,00
741	D.G.F.	879 480,00
744	FCTVA	9 990,00
746	Dotation générale de décentralisation	9 000,00
748	Autres attributions et participations	346 576,00
758	Produits divers de gestion courante	20 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**3 345 424,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	71 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	22 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	10 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	40 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	13 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	43 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	88 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	6 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	22 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	3 782,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	73 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 654 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	35 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	2 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	97 692,72	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**395 406,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	33 620,88	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	25 222,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	305 388,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	20 486,04	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
752	Revenus des immeubles	10 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**152 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	152 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 497 424,72**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 550,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 100,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 740,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 690,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 820,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 100,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 750,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 782,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 654 700,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 400,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 900,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 692,72
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**395 406,92**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 620,88
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 222,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305 388,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,internt					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 486,04
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 690,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**5 400,00**	**1 327 260,00**	**0,00**	**49 390,00**	**1 382 050,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	500,00	1 800,00	0,00	800,00	3 100,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	8 790,00	8 790,00
615	Entretien et réparations	0,00	4 900,00	0,00	0,00	0,00	4 900,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 900,00	4 900,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	1 300,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	100,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00	900,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	1 325 460,00	0,00	30 600,00	1 356 060,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 820,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	8 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	15 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	410,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	28 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**139 100,00**	**117 900,00**	**0,00**	**0,00**	**44 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	74 900,00	62 100,00	0,00	0,00	17 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	300,00	400,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	25 500,00	31 200,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	2 900,00	1 100,00	0,00	0,00	2 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 200,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	31 800,00	21 200,00	0,00	0,00	16 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**391 520,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 550,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 200,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 700,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 310,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 100,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 950,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 400,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 310,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**64 320,00**	**0,00**	**0,00**	**228 264,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	8 300,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	11 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	148 714,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	2 400,00	0,00	0,00	66 850,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	32 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127 984,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	127 984,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**502 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 850,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 300,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	502 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 021,36**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 021,36

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**2 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**827 834,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 600,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 120,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 400,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 714,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 250,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 650,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		**0,00**	**4 050,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**207 055,36**
706	Prestations de services	0,00	4 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 050,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 005,36

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**5 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
655	Contributions obligatoires	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
RECETTES		**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**215 112,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**157 800,00**	**0,00**	**0,00**	**1 288 220,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00
611	Contrats de prestations de services	9 000,00	0,00	0,00	0,00	133 200,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	51 250,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	4 300,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 520,00
623	Pub., publications, relations publiques	15 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
625	Déplacements et missions	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	62 100,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	1 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	3 612,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 700,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**907 396,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 252,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	706 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 144,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**97 743,60**	**0,00**	**43 360,00**	**0,00**	**0,00**	**1 802 235,60**
606	Achats non stockés de matières et fourni	4 800,00	0,00	12 060,00	0,00	0,00	19 210,00
611	Contrats de prestations de services	36 000,00	0,00	1 700,00	0,00	0,00	179 900,00
613	Locations	6 960,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	7 960,00
615	Entretien et réparations	17 560,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	99 310,00
616	Primes d'assurances	400,00	0,00	900,00	0,00	0,00	2 400,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	15 643,60	0,00	0,00	0,00	0,00	65 163,60
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	17 400,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
625	Déplacements et missions	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	2 200,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	100,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 600,00
628	Divers	12 180,00	0,00	21 100,00	0,00	0,00	97 180,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	472 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	4 000,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	15 912,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00
RECETTES		**155 893,00**	**0,00**	**74 267,00**	**0,00**	**0,00**	**1 137 556,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	110 442,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 442,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	4 267,00	0,00	0,00	4 267,00
708	Autres produits	17 455,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 707,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	706 000,00
747	Participations	27 996,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	75 140,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**344 586,00**	**0,00**
628	Divers	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	329 586,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**220 116,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	220 116,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**345 586,00**
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	329 586,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**220 116,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 116,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**5 000,00**	**96 000,00**	**1 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 600,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV

B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**4 660 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 660 000,00									
1089 (PRINC-2019-1)	Agence France Locale	26/07/2019	03/09/2019	20/12/2019	80 000,00	F	FIXE	0,480	0,488		T	C	O	A-1
1090 (PRINC-2019-2)	Agence France Locale	26/07/2019	03/09/2019	20/12/2019	180 000,00	F	FIXE	0,480	0,488		T	C	O	A-1
1092 (PRINC-2019-4)	Agence France Locale	26/07/2019	15/11/2019	20/03/2020	450 000,00	F	FIXE	0,500	0,508		T	C	O	A-1
1420 (PRINC-2020-1)	Agence France Locale	25/05/2020	05/11/2020	22/03/2021	700 000,00	F	FIXE	0,620	0,630		T	C	O	A-1
1864 (PRINC-2021-1)	Agence France Locale	07/09/2021	20/09/2021	20/12/2021	500 000,00	F	FIXE	0,620	0,631		T	C	O	A-1
3788 (PRINC-2024-1)	Agence France Locale	04/10/2024	04/11/2024	20/02/2025	250 000,00	F	FIXE	3,160	3,245		T	C	O	A-1
3892 (PRINC-2024-2)	Agence France Locale	12/11/2024	25/11/2024	20/01/2025	300 000,00	F	FIXE	3,360	3,453		T	C	O	A-1
5140537 (PRINC-2017-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	01/06/2017	01/08/2016	01/08/2017	1 000 000,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	O	A-1
956 (PRINC-2019-3)	Agence France Locale	17/04/2019	16/08/2019	20/09/2019	300 000,00	F	FIXE	0,860	0,875		T	C	O	A-1
MON281303EUR (PRINC-2013-1)	SFIL	20/11/2013	31/12/2013	01/04/2014	700 000,00	F	FIXE	3,410	3,478		T	P	O	A-1
MON515345EUR (PRINC-2017-2)	SFIL	12/05/2017	01/06/2017	01/09/2017	200 000,00	F	FIXE	1,390	1,419		T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 11/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**4 660 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 945 168,71**					**328 594,09**	**34 403,88**	**0,00**	**4 614,37**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 945 168,71					328 594,09	34 403,88	0,00	4 614,37
1089 (PRINC-2019-1)	N	0,00	A-1	44 999,93	6,73	F	FIXE	0,480	6 666,68	207,91	0,00	5,11
1090 (PRINC-2019-2)	N	0,00	A-1	101 250,00	6,73	F	FIXE	0,480	15 000,00	467,80	0,00	11,50
1092 (PRINC-2019-4)	N	0,00	A-1	262 500,00	6,98	F	FIXE	0,500	37 500,00	1 266,02	0,00	31,25
1420 (PRINC-2020-1)	N	0,00	A-1	466 666,72	7,98	F	FIXE	0,620	58 333,32	2 810,69	0,00	68,76
1864 (PRINC-2021-1)	N	0,00	A-1	418 750,00	16,72	F	FIXE	0,620	25 000,00	2 587,20	0,00	79,57
3788 (PRINC-2024-1)	N	0,00	A-1	250 000,00	11,89	F	FIXE	3,160	20 833,32	8 109,85	0,00	844,86
3892 (PRINC-2024-2)	N	0,00	A-1	300 000,00	11,80	F	FIXE	3,360	25 000,00	8 894,08	0,00	1 873,66
5140537 (PRINC-2017-1)	N	0,00	A-1	600 000,00	11,58	F	FIXE	0,000	50 000,00	0,00	0,00	0,00
956 (PRINC-2019-3)	N	0,00	A-1	165 306,10	6,73	F	FIXE	0,860	24 489,80	1 368,40	0,00	33,64
MON281303EUR (PRINC-2013-1)	N	0,00	A-1	235 695,86	4,00	F	FIXE	3,410	52 437,65	7 371,43	0,00	1 562,28
MON515345EUR (PRINC-2017-2)	N	0,00	A-1	100 000,10	7,42	F	FIXE	1,390	13 333,32	1 320,50	0,00	103,74
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)				
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		**0,00**		**0,00**					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 945 168,71**					**328 594,09**	**34 403,88**	**0,00**	**4 614,37**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	11	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 945 168,71	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2019-12-20
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Subv d'équipement versées pour mobiliers, matériels, études	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour projets d'infrastructures intérêt national	20	20/12/2019
L	Logiciel	2	20/12/2019
L	Voiture	5	20/12/2019
L	Camion et véhicule industriel	7	20/12/2019
L	Mobilier	10	20/12/2019
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	20/12/2019
L	Matériel informatique	4	20/12/2019
L	Matériel classique	10	20/12/2019
L	Coffre-fort	20	20/12/2019
L	Installation et appareil de chauffage	10	20/12/2019
L	Appareil de levage, ascenseur	20	20/12/2019
L	Equipement garages et ateliers	10	20/12/2019
L	Equipement des cuisines	10	20/12/2019
L	Equipement sportif	10	20/12/2019
L	Installation de voirie	20	20/12/2019
L	Plantation	15	20/12/2019
L	Autre agencement et aménagement de terrain	15	20/12/2019
L	Appareils de laboratoire, matériel de bureau (sauf informatique), outillages	5	20/12/2019
L	Réseaux d'assainissement	60	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages lourds	40	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages courants (Bassins de décantation)	30	20/12/2019
L	Ouvrages génie civil captage, transport, traitement eau potable, cana adduction eau, gros équip méca	60	20/12/2019
L	Poste de relevage des eaux usées	30	20/12/2019
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	20/12/2019
L	Pompes, surpresseurs, appareils électroméca, instal chauffage (yc chaudières), instal ventilation	15	20/12/2019
L	Organes de régulation (électronique, capteurs)	10	20/12/2019
L	Bâtiments durables	50	20/12/2019
L	Bâtiments légers, abris	15	20/12/2019
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Biens de faible valeur inférieure à 500	1	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

IV
B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**1 015,00**	**1 015,00**	**0,00**	**1 015,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**1 015,00**	**1 015,00**	**0,00**	**1 015,00**
Créances douteuses	0,00	26/10/2022	940,00	940,00	0,00	940,00
Créances douteuses	0,00	11/04/2023	75,00	75,00	0,00	75,00
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**0,00**		**1 015,00**	**1 015,00**	**0,00**	**1 015,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publié le : 15/04/2025

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		1 015,00	1 015,00	0,00	1 015,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe de Sejour	0,00	706 000,00	706 000,00	0,00
Total	**0,00**	**706 000,00**	**706 000,00**	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de Sejour

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de Sejour	706 000,00
	Total	**706 000,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de Sejour	706 000,00
	Total	**706 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**55,00**	**1,00**	**56,00**	**25,00**	**6,00**	**31,00**
Adjoint Administratif	C	12,00	0,00	12,00	6,00	0,00	6,00
Adjoint Administratif principal de 1ere classe	C	14,00	0,00	14,00	9,00	0,00	9,00
Adjoint Administratif principal de 2eme classe	C	15,00	1,00	16,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint administratif	C	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Attache	A	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Attache principal	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Redacteur	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Redacteur principal 1ère classe	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Redacteur principal 2eme classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**23,00**	**1,00**	**24,00**	**12,00**	**2,00**	**14,00**
Adjoint Technique	C	5,00	1,00	6,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint Technique principal de 1er classe	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint Technique principal de 2eme classe	C	4,00	0,00	4,00	2,00	1,00	3,00
Agent de Maitrise	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Agent de Maitrise Principal	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Ingenieur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien principal 1ere classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal 2eme classe	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**2,00**	**2,00**	**4,00**
Auxiliaire de puériculture	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Educateur de Jeunes Enfants	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Educateur de Jeunes Enfants Classe Exceptionnelle	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**82,00**	**2,00**	**84,00**	**39,00**	**10,00**	**49,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**495 600,00**		
Adjoint Technique principal de 2eme classe	C	TECH		55 480,00	327-5 Informaticien	CDD
Adjoint administratif	C	ADM		47 880,00	327-5 Conseiller Numérique France Services	CDD
Adjoint administratif	C	ADM		25 850,00	327-5 Conseil Numérique MEDIATEM	CDD
Auxiliaire de puériculture	C	MS		40 820,00	327-5 Auxiliaire de puériculture	CDD
Educateur de Jeunes Enfants	A	MS		55 920,00	327-5 Charge de Cooperation territorial	CDD
Redacteur	B	ADM		96 950,00	327-5 Communication et juriste	CDD
Redacteur principal 1ère classe	B	ADM		53 070,00	327-5 Chargé de mission Economie	CDD
Redacteur principal 2eme classe	B	ADM		63 800,00	327-5 Chargé de mission Projet Alimentaire Territorial	CDD
Technicien	B	TECH		55 830,00	327-5 Responsable technique	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**495 600,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat Mixte du Grand Site de l'Estérel	01/01/2014	Sans fiscalité propre	30 600,00
Syndicat Mixte Electricite du Var SYMIELEC	01/01/2014	Sans fiscalité propre	1 500,00
Syndicat Mixte Argens	20/10/2014	Sans fiscalité propre	186 491,00
Syndicat Mixte Vol Voile du Pas de Fayence	01/01/2015	Sans fiscalité propre	2 900,00
SMIAGE Syndicat Mixte Inondations Amenagement Gestion Eau	01/01/2018	Sans fiscalité propre	143 095,00
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
EPA	Dechets Menagers et Assimiles	01/01/2016	20/10/2015	20000480200027	SPA	non
EPA	ZA de BROVES	01/01/2017	25/10/2016	20000480200043	SPA	oui
EPIC	Assainissement	01/01/2020	27/11/2019	20000480200050	SPIC	oui
EPIC	Eau	01/01/2020	27/11/2019	20000480200068	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-342 236,63**	**-342 236,63**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-67 226,80**	**-67 226,80**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-409 463,43**	**-409 463,43**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**409 463,43**	**409 463,43**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-409 463,43**	**-409 463,43**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**357 996,09**	**357 996,09**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**4 183 651,00**	**4 183 651,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**3 825 654,91**	**3 825 654,91**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004002-20250409-250409-14-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**357 996,09**	**I** **357 996,09**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**334 594,09**	**334 594,09**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	334 594,09	334 594,09
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**23 402,00**	**23 402,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*23 402,00*	*23 402,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**4 183 651,00**	**III**	**4 183 651,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**859 292,55**		**859 292,55**
10222	FCTVA	495 518,55		495 518,55
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
266	Autres formes de participation	0,00		0,00
27…	Autres immobilisations financières			
2745	Avances remboursables	240 000,00		240 000,00
27638	Créance Autres établissements publics	123 774,00		123 774,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**3 324 358,45**		**3 324 358,45**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*		*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*
28041413	*Subv.Cne GFP : Projet infrastructure*	*0,00*		*0,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*0,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*0,00*		*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*		*0,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*0,00*		*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*		*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*		*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*554 358,45*		*554 358,45*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*		*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*		*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 770 000,00*	*2 770 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

IV

D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		64 408 000,00	3,14	2,53 %	0,00	1 629 522,00	3,14
TFPNB		629 200,00	3,69	11,94 %	0,00	75 126,00	3,69
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		26 474 000,00	-1,44	3,69 %	13,89	976 891,00	12,24
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250408-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V

A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

ALEXANDRE Coraline	
AUGIER Sylvain	
BERNARD Laurence	
BLANC Maryvonne	
BOUCHARD Rene	
BOUGE Camille	
CAUVY Brigitte	
CAVALLIER Francois	
COULON Christian	
COURANT Aurelie	
DE CLARENS Patrick	
DUMESNY Patrice	
DURAND-TERRASSON Philippe	
FAUR Lois	
HENRY Bernard	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophelie	
MANKAI Marie-Josee	
MARIET Claudette	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V

A

MARIN Daniel	
MARTEL Nicolas	
MENUT Elisabeth	
ORFEO Marco	
PERRET Michele	
RAYNAUD Michel	
REZK Michel	
ROBBE Myriam	
SAILLET Jerome	
THEODOSE Christian	
UGO Rene	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE
CFU - RESTES A REALISER 2024
DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Opé	Intitulé des programmes	Total Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
000	Amortissement des subventions transférables	34 401,00	18 401,00		16 000,00		1391	01	040
000	Travaux en régie	20 000,00	18 836,87		1 163,13		2313	01	040
000	Cession eau alarme intrusion moins-value	0,00	790,32		-790,32		192	01	040
001	Déficit d'investissement reporté	438 968,08	438 968,08		0,00		001	01	001
000	Remboursement du capital des emprunts	305 000,00	297 832,79		7 167,21		1641	01	16
000	Avance remboursable via SCIC ADONIS - Parcelle agricole	40 000,00			40 000,00		2745	6312	27
000	Fonds revolving d'intervention foncière (achat de parcelles) - CAR	200 000,00			200 000,00		2745	6312	27
000	Solde compte 458 - Subvention d'équilibre	732,22	732,22		0,00		204411	732	204
000	VAR Très Haut Débit de 2023 à 2028	32 651,83	32 651,83		0,00		2764	57	27
000	Reprise avance forfaitaire MIPEF	66 400,00	25 371,20		41 028,80		2313	4228	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2023 (Régularisation)	328 441,97	328 441,97		0,00		21538	57	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2024 (Estimation)	350 000,00	317 507,44		32 492,56		21538	57	041
000	Intégration frais d'études et insertions pour récupération TVA	60 000,00	33 884,00		26 116,00		21/23	01	041
	Total Opération 000 - Non affecté	**1 876 595,10**	**1 513 417,72**	**0,00**	**363 177,38**	**0,00**			
15	Sonorisation + équipement vidéo salle de réunion	43 625,08	42 697,74		927,34		21838	020	21
15	Matériel informatique	26 100,00	23 816,35	142,80	2 140,85	142,80	21838	66	21
15	France 2030	0,00		3 617,02	-3 617,02	3 617,02	2051	66	20
15	Avis de publication marchés	1 000,00	864,00		136,00		2033	020	20
15	Signalétique interne au bâtiment	443,00	442,49		0,51		21351	66	21
15	Panneaux DIBOND	480,00			480,00		2158	020	21
15	Vidéoprotection	4 050,00	4 022,26		27,74		21568	020	21
15	Mobilier salle du Conseil	21 776,14	21 776,14		0,00		21848	020	21
15	Mobilier France Service	26 000,00	25 599,90		400,10		21848	66	21
15	Réfrigérateur salle du conseil	1 000,00	945,78		54,22		2188	020	21
15	Travaux de réhabilitation + MO, SPS, CT ...	584 906,72	586 241,11	1 270,80	-2 605,19	1 270,80	2313	020	23
15	Remise en état du parking	102 807,00			102 807,00		2315	020	23
	Total Opération 15 - Maison de Pays / France Services	**812 187,94**	**706 405,77**	**5 030,62**	**100 751,55**	**5 030,62**			
17	Etude France 2030	3 300,00			3 300,00		2031	020	20
17	France 2030	0,00		21 666,55	-21 666,55	21 666,55	2051	020	20
17	France 2030 OTI	0,00		10 101,65	-10 101,65	10 101,65	2051	633	20
17	Logiciel RH CIRIL (Démat + Signature + Licence VEEAM)	11 883,00	2 044,60		9 838,40		2051	020	20
17	Licences Urbanisme (Cart. ADS), SRCI	10 000,00	630,00		9 370,00		2051	020	20
17	Matériel Services Techniques + Panneau DIBOND	10 960,00	672,73		10 287,27		2158	020	21
17	Borne de charge électrique pour les voitures	0,00	1 143,60		-1 143,60		2158	020	21
17	Vidéosurveillance du site	9 929,39	1 459,33	632,04	7 838,02	632,04	21568	020	21
17	Matériel informatique	33 304,05	28 284,56	2 278,36	2 741,13	2 278,36	21838	020	21
17	Mobilier	6 000,00	6 116,74		-116,74		21848	020	21
17	Barnum	0,00	2 065,50		-2 065,50		2188	020	21
17	GTB (économies d'énergie, commande centrale des clims)	32 000,00		31 018,80	981,20	31 018,80	2313	020	23
17	Travaux d'extension des bureaux (informatique) + économies d'énergie (LED)	88 098,94	39 958,60	3 480,00	44 660,34	3 480,00	2313	020	23
17	Centrale solaire photovoltaïque sur toiture	118 000,00	93 040,16	1 890,00	23 069,84	1 890,00	2313	752	23
17	Installation du carport véhicules électriques	3 600,00	3 600,00		0,00		2313	020	23
	Total Opération 17 - Domaine de Tassy	**327 075,38**	**179 015,82**	**71 067,40**	**76 992,16**	**71 067,40**			
75	Acquisition de parcelles agricoles pour maraîchage	150 000,00		70 200,00	79 800,00	70 200,00	2111	6312	21
75	Remise en culture et équipement de parcelles	12 000,00			12 000,00		2128	6312	21
	Total Opération 75 - Agriculture	**162 000,00**	**0,00**	**70 200,00**	**91 800,00**	**70 200,00**			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Opé	Intitulé des programmes	Total Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
76	Maîtrise d'œuvre pour la réécriture du PIDAF	83 580,00	33 027,74	50 517,60	34,66	50 517,60	2031	18	20
76	Caméras autonomes pour surveillance barrières DFCI	600,00			600,00		2158	18	21
76	Travaux d'urgence sur les pistes DFCI en attente de la réécriture du PIDAF	80 216,80	70 460,80	36 217,92	-26 461,92	36 217,92	2128	18	21
76	Servitudes de passage DFCI : Etude + géomètre	87 420,00	7 740,00	39 900,00	39 780,00	39 900,00	2315	18	23
76	Travaux d'urgence de remise en conditions opérationnelles des citernes DFCI	17 002,98	17 002,98		0,00		2158	18	21
	Total Opération 76 - PIDAF	**268 819,78**	**128 231,52**	**126 635,52**	**13 952,74**	**126 635,52**			
77	Enveloppe annuelle	7 138,00	2 814,00		4 324,00	0,00	2188	57	21
	Total Opération 77 - Réseau radioélectrique	**7 138,00**	**2 814,00**	**0,00**	**4 324,00**	**0,00**			
84	Prises mur d'escalade GOM / Montauroux	4 080,00	4 075,50	3 828,05	-3 823,55	3 828,05	2158	321	21
84	Travaux de mise en conformité électrique GOM + clapet anti retour eau	4 884,40	4 291,20	560,40	32,80	560,40	2313	321	23
84	Eclairage de sécurité GOM	2 420,00	2 419,20		0,80		2313	321	23
84	Exctincteurs Gymnase de Montauroux	684,00	684,00		0,00		21568	321	21
84	Bacs acier tri sélectif GOM / Montauroux	4 000,00	3 603,14		396,86		2158	321	21
84	Mises en conformité électrique + robinetterie GOM / Montauroux	6 096,00	3 567,60		2 528,40		2313	321	23
84	Etude structure toiture GOF / Fayence	5 040,00			5 040,00		2031	321	20
84	Parafoudre GOF / Fayence	1 200,00	1 166,40		33,60		21351	321	21
84	Afficheur de score GOF / Fayence	6 300,00	1 488,00		4 812,00		2158	321	21
84	Eclairage en LED GOF Fayence pour économie d'énergie	28 500,00			28 500,00		2313	321	23
84	Réfection toiture GOF / Fayence + Travaux électricité conformité	6 440,00	8 575,50		-2 135,50		2313	321	23
84	Bureau d'étude travaux GOF (Toiture + panneaux photovoltaïque + Led)	0,00		36 000,00	-36 000,00	36 000,00	2313	321	23
84	Bacs acier tri sélectif GOF / Fayence	3 500,00	3 218,28		281,72		2158	321	21
84	Imprévus GOF / Fayence	9 400,00			9 400,00		2313	321	23
	Total Opération 84 - Gymnases Intercommunaux	**82 544,40**	**33 088,82**	**40 388,45**	**9 067,13**	**40 388,45**			
85	Frais de publication marché éclairage LED	90,00			90,00		2033	322	20
85	Installation filet pare marteau	19 250,00	19 250,00		0,00		2128	322	21
85	Alarme intrusion bâtiment modulaire	6 900,00	5 594,68		1 305,32		21568	322	21
85	Cylindres nouveau bâtiment + installation électrique	2 400,00	2 328,89		71,11		2158	322	21
85	Extincteurs bâtiment modulaire	1 200,00	82,80		1 117,20		21568	322	21
85	Mobilier bâtiment modulaire	600,00			600,00		2188	322	21
85	Bâtiment modulaire + MO	464 069,88	463 781,64	240,00	48,24	240,00	2313	322	23
85	Electrovanne bassin tampon arrosage + pompe de bouclage	1 910,00	2 571,60		-661,60		2313	322	23
85	Réfection aire de lancer marteau (Ferronerie + dalle béton)	10 812,00	5 892,00		4 920,00		2315	322	23
85	Réfection du tartan	9 540,00			9 540,00		2315	322	23
85	Bacs acier tri sélectif	2 100,00	1 866,18		233,82		2158	322	21
	Total Opération 85 - Stade d'Athlétisme Tourrettes	**518 871,88**	**501 367,79**	**240,00**	**17 264,09**	**240,00**			
86	Regarnissage du terrain	12 711,00			12 711,00		2128	322	21
86	Panneau d'affichage du score + installation électrique	12 120,00	5 704,43		6 415,57		2158	322	21
86	Remplacement des commandes de désenfumage + extincteurs	1 353,80	1 353,60		0,20		21568	322	21
86	Eclairage petit terrain	2 900,00	2 895,36		4,64		21351	322	21
86	Eclairage en LED du stade pour économie d'énergie	97 536,00	97 536,00		0,00		2315	322	23
86	Bacs acier tri sélectif	3 400,00	3 037,33		362,67		2158	322	21
	Total Opération 86 - Stade de foot de Fayence	**130 020,80**	**110 526,72**	**0,00**	**19 494,08**	**0,00**			
87	Reprise système d'alarme / Vidéosurveillance	1 400,00	984,00		416,00		21568	633	21
87	Panneau Dibond	360,00			360,00		2158	633	21
87	Extérieurs de la MDL	30 000,00	16 135,25	592,75	13 272,00	592,75	2315	322	23
	Total Opération 87 - Maison du Lac	**31 760,00**	**17 119,25**	**592,75**	**14 048,00**	**592,75**			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Opé	Intitulé des programmes	Total Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
89	Signalétique et mobilier Lac et entrées du territoire	30 000,00	3 648,00		26 352,00		2152	63	21
89	Installation toilettes publiques autonomes Rocher de l'américain	90 000,00			90 000,00		2128	63	21
	Total Opération 89 - Tourisme / Lac de St Cassien	**120 000,00**	**3 648,00**	**0,00**	**116 352,00**	**0,00**			
90	Plan Climat Air Energie (Réactualisation)	25 060,00	10 965,00	13 815,00	280,00	13 815,00	2031	020	20
90	Révision partielle SCOT + AUDAT	59 502,50	22 114,50	31 080,00	6 308,00	31 080,00	202	020	20
	Total Opération 90 - SCOT / PCAET	**84 562,50**	**33 079,50**	**44 895,00**	**6 588,00**	**44 895,00**			
91	Dispositif EBOO (HIS) pour la pose d'hélico de nuit à l'aérodrome	12 000,00			12 000,00		2158	410	21
91	Matériel informatique recyclé psychologue scolaire	400,00	291,10		108,90		21838	213	21
91	Syndicat Mixte Vol à Voile - Subvention toiture bâtiment Relais Solidarité	20 000,00	20 000,00		0,00		2041582	420	204
91	Acquisition maison jouxtant la Maison de Pays + Terrain	325 300,00	307 000,00		18 300,00		2115	410	21
91	Signalétique des sentiers labellisés (PR et GR)	5 000,00	2 332,67		2 667,33		2152	64	21
91	Divers pour la Gendarmerie (Luminaires, chauffe-eau ...)	14 000,00	3 766,09		10 233,91		21351	11	21
	Total Opération 91 - Opérations diverses	**376 700,00**	**333 389,86**	**0,00**	**43 310,14**	**0,00**			
92	AMO EV8	26 478,00	26 478,00		0,00		2031	64	20
92	Maîtrise d'œuvre globale pour les tronçons EV8 sur MONTAUROUX	144 000,00	5 872,80	98 453,26	39 673,94	98 453,26	2315	64	23
92	Frais de publication des marchés EV8	5 000,00	972,00		4 028,00		2033	64	20
92	Tronçons EV8 sur Montauroux - Relevés Topo	35 952,00	11 952,00	19 986,72	4 013,28	19 986,72	2315	64	23
92	Réalisation section EV8 (2 tranches)	3 600 000,00			3 600 000,00		2315	64	23
	Total Opération 92 - Mobilité	**3 811 430,00**	**45 274,80**	**118 439,98**	**3 647 715,22**	**118 439,98**			
95	Frais de publication	2 000,00			2 000,00		2033	4228	20
95	France 2030	0,00		2 003,26	-2 003,26	2 003,26	2051	4228	20
95	Matériel informatique	28 493,13	4 908,08	14 152,32	9 432,73	14 152,32	21838	4228	21
95	Mobilier	80 000,00		90 338,21	-10 338,21	90 338,21	21848	4228	21
95	Machines / Entretien + Structure extérieure enfants + cabane bois vélos	40 480,00			40 480,00		2158	4228	21
95	Vidéoprotection	7 700,00			7 700,00		21568	42280	21
95	Travaux, MO, CSPS, CT, Etudes	1 907 717,98	1 301 600,16	552 036,18	54 081,64	552 036,18	2313	4228	23
95	Avances marché de travaux	30 300,00	30 300,00		0,00		238	4228	23
95	Jardin Public	120 000,00		98 714,44	21 285,56	98 714,44	2315	4228	23
	Total Opé 95 - Maison Interco Petite Enfance et Famille	**2 216 691,11**	**1 336 808,24**	**757 244,41**	**122 638,46**	**757 244,41**			
96	Régularisation soulte versée en 2023 suite dissolution SMO PACA	38 139,00	38 139,00		0,00		2041583	57	204
	Total Opération 96 - VAR Très Haut Débit	**38 139,00**	**38 139,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**			
97	Travaux divers (Volets, portes tableaux électriques, peinture ...)	3 000,00			3 000,00	0,00	2313	64	23
	Total Opé 97 - Gîte d'étape de Mons	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**			
98	Porte de garage / Lampe UV	5 400,00	5 214,00	1 092,00	-906,00	1 092,00	2158	325	21
98	Clôture du parking - Phase 1	9 114,00	9 113,75		0,25		2128	325	21
98	Clôture du parking - Phase 2 (Sécurisation du site)	7 997,00			7 997,00	0,00	2128	325	21
98	Bacs acier tri sélectif	5 400,00	4 915,74		484,26		2158	325	21
98	Bateau de compétition	21 600,00	21 600,00		0,00		21828	325	21
98	Travaux d'électricité pour mise en conformité	1 586,40	1 586,40		0,00		2313	325	23
98	Terrassement caniveaux devant garage 1 - Phase 1	5 358,00	5 358,00		0,00		2315	325	23
98	Terrassement zone de manœuvre - Phase 2	11 300,00			11 300,00	0,00	2315	325	23
	Total Opération 98 - Base d'aviron	**67 755,40**	**47 787,89**	**1 092,00**	**18 875,51**	**1 092,00**			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Opé	Intitulé des programmes	Total Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
99	Signalétique des ZAE	34 536,00	4 536,00	40 867,20	-10 867,20	40 867,20	2152	60	21
99	Signalisation routière des voiries de ZAE	12 000,00			12 000,00		2152	60	21
99	Documents d'arpentage pour les acquisitions foncières (Divisions parcellaires)	7 000,00		3 900,00	3 100,00	3 900,00	2315	60	23
99	Contre allée Barrière-Fondurane **DUP** et achats de foncier	52 990,00		52 990,00	0,00	52 990,00	2112	60	21
99	Contre allée Barrière-Fondurane MO	103 340,40	6 741,50	97 530,84	-931,94	97 530,84	2315	60	23
99	Travaux de renouvellement des voiries et des fossés des ZAE	152 893,20	53 732,40		99 160,80		2315	60	23
	Total Opération 99 - Développement économique	**362 759,60**	**65 009,90**	**195 288,04**	**102 461,66**	**195 288,04**			
101	Réalisation de dalle béton et réseau pour abri vélo à Montauroux + Fayence	29 834,00	10 209,60	5 910,00	13 714,40	5 910,00	2315	515	23
101	Finalisation des équipements des pôles de Fayence et Montauroux	219 914,70	219 914,70		0,00		2188	515	21
	Total Opération 101 - Pôles intermodaux	**249 748,70**	**230 124,30**	**5 910,00**	**13 714,40**	**5 910,00**			
102	Achat d'un terrain pour les Gens du Voyage	200 000,00			200 000,00		2113	554	21
102	Etude pour la réalisation d'une aire de grand passage	14 664,00	14 664,00		0,00		2031	554	20
	Total Opération 102 - Gens du Voyage	**214 664,00**	**14 664,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**			
103	Subvention SMIAGE - travaux du barrage de Banégon et gué Siagne	104 048,00	104 048,00		0,00		2041582	735	204
	Total Opération 103 - GEMAPI	**104 048,00**	**104 048,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**			
104	Logiciel de réseau des médiathèques	30 547,01	16 718,88	10 828,15	2 999,98	10 828,15	2051	313	20
104	France 2030	0,00		4 317,37	-4 317,37	4 317,37	2051	313	20
104	Informatique Médiathèques	13 900,00	1 810,10	10 596,00	1 493,90	10 596,00	21838	313	21
	Total Opération 104 - MEDIATHEQUES	**44 447,01**	**18 528,98**	**25 741,52**	**176,51**	**25 741,52**			
105	Totems pour les 5 sites des Maisons de Santé en Pays de Fayence	8 474,40	8 474,40		0,00		21351	410	21
105	Travaux aménagement RDJ MDP pour le GAPS	13 400,00	12 160,56		1 239,44		2313	410	23
105	Création socles béton pour TOTEM 5 sites MSP	12 000,00			12 000,00		2315	410	23
105	Plaques signalétiques sites individuels MSP	3 600,00			3 600,00		2152	410	21
	Total Opération 105 - SANTE	**37 474,40**	**20 634,96**	**0,00**	**16 839,44**	**0,00**			
	Total des dépenses d'investissement	**11 948 433,00**	**5 483 124,84**	**1 462 765,69**	**5 002 542,47**	**1 462 765,69**			

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget principal, en dépenses d'investissement, est arrêté à la somme de 1 462 765,69€ (Un million quatre-cent-soixante-deux mille sept-cent-soixante-cinq euros et soixante-neuf centimes).

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

SGC de l'Estérel
083110

Par délégation
Nathalie MARANDON
Inspectrice Divisionnaire
des Finances Publiques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

CFU - RESTES A REALISER 2024

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Opé	Intitulé des programmes	Total budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
000	Excédent de fonctionnement capitalisé	2 342 647,52	2 342 647,52		0,00		1068	01	10
000	Virement de la section de fonctionnement	1 963 535,00			1 963 535,00		021	01	021
000	Rachat de l'alarme intrusion de la MDP par le budget annexe de l'eau	3 000,00			3 000,00		024	01	024
000	FCTVA	653 927,82	514 038,85	139 888,00	0,97	139 888,00	10222	01	10
000	Amortissement des immobilisations	554 000,00	512 387,19		41 612,81		28	01	040
000	Sortie d'actif suite cession	0,00	3 790,32		-3 790,32		21318	01	040
000	Vente de parts sociales SEM d'E2S - Solde	17 258,45	17 258,45		0,00		266	01	26
000	Avance remboursable via SCIC ADONIS - Parcelle agricole	40 000,00			40 000,00		2745	6312	27
000	Fonds revolving d'intervention foncière (achat de parcelles) - CAR	200 000,00			200 000,00		2745	6312	27
000	Remboursement du budget annexe ZA Brovès suite vente lots	123 774,00			123 774,00		27638	01	27
000	Opérations pour compte de tiers - Solde	732,22	732,22		0,00		458205	732	45
000	Régularisation soulte versée en 2023 suite dissolution SMO PACA	38 139,00	38 139,00		0,00		2764	57	27
000	Reprise avance forfaitaire MIPEF	66 400,00	25 371,20		41 028,80		238	4228	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2023 (Régularisation)	32 651,83	32 651,83		0,00		2764	57	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2023 (Régularisation)	295 790,14	295 790,14		0,00		1318	57	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2024 (Estimation)	32 651,83	32 651,83		0,00		2764	57	041
000	Intégration dans l'actif des prises THD 2024 (Estimation)	317 348,17	284 855,61		32 492,56		1318	57	041
000	Intégration frais d'études et insertions pour récupération TVA	60 000,00	33 884,00		26 116,00		2031/2033	01	041
	Total Opération 000 - Non affecté	**6 741 855,98**	**4 134 198,16**	**139 888,00**	**2 467 769,82**	**139 888,00**			
15	Subvention Etat - DETR	130 410,00	41 621,69	88 788,31	0,00	88 788,31	1321	020	13
15	Subvention CRET	24 296,40		24 296,40	0,00	24 296,40	1322	020	13
	Total Opération 15 - Maison de Pays	**154 706,40**	**41 621,69**	**113 084,71**	**0,00**	**113 084,71**			
17	Subvention France 2030 Cybersécurité	9 708,43			9 708,43		1311	020	13
	Total Opération 17 - Domaine de Tassy	**9 708,43**	**0,00**	**0,00**	**9 708,43**	**0,00**			
76	Subvention Etat PIDAF 2015 à 2019 (reste 2016/2017 + 2017/2018 + 2020/2021)	27 767,91	12 195,96	12 649,69	2 922,26	12 649,69	1321	18	13
76	Subvention FEADER PIDAF 2015 à 2019	31 312,73	13 752,86	14 264,54	3 295,33	14 264,54	13273	18	13
76	Subvention Département PIDAF 2015 à 2019	84 569,01	35 828,49	38 689,22	10 051,30	38 689,22	1323	18	13
76	Subvention Région PIDAF 2015 à 2019	158 264,71	94 648,22	68 967,73	-5 351,24	68 967,73	1322	18	13
76	Subvention Département - Etude révision PIDAF	19 065,60		19 065,60	0,00	19 065,60	1323	18	13
76	Subvention Département - Travaux programme 2023 (G32, G56, G527, H97 et I47)	29 760,00		29 760,00	0,00	29 760,00	1323	18	13
76	Subvention Région - Réactualisation PIDAF	19 066,00		19 066,00	0,00	19 066,00	1322	18	13
76	Subvention Région - Servitudes de passage	29 760,00		29 760,00	0,00	29 760,00	1322	18	13
	Total Opération 76 - PIDAF	**399 565,96**	**156 425,53**	**232 222,78**	**10 917,65**	**232 222,78**			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025
Accusé certifié exécutoire

Communauté de communes Pays de Fayence

Opé	Intitulé des programmes	Total Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction	Chap
85	DETR 2021 pour le bâtiment modulaire	75 052,00	22 515,62	52 536,38	0,00	52 536,38	1321	322	13
	Total Opération 85 - Stade d'Athlétisme Tourrettes	**75 052,00**	**22 515,62**	**52 536,38**	**0,00**	**52 536,38**			
86	Subvention FAFA pour les Leds du Stade		20 000,00		-20 000,00		1328	322	13
	Total Opération 86 - Stade de foot de Fayence	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**-20 000,00**	**0,00**			
89	Participation des concessionnaires pour l'électrification	128 530,00	14 025,00		114 505,00		1318	64	13
	Total Opération 89 - Lac de Saint Cassien	**128 530,00**	**14 025,00**	**0,00**	**114 505,00**	**0,00**			
91	Emprunt pour l'acquisition de la maison jouxtant la Maison de Pays	300 000,00	300 000,00		0,00		1641	410	16
	Total Opération 91 - Opérations diverses	**300 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**			
92	DSIL - Aménagement EV8	340 000,00	35 000,00		305 000,00		1321	020	13
92	Emprunt pour l'EV8	2 324 000,00			2 324 000,00		1641	020	16
	Total Opération 92 - Mobilité	**2 664 000,00**	**35 000,00**	**0,00**	**2 629 000,00**	**0,00**			
95	Subvention Région (CRET)	156 000,00		156 000,00	0,00	156 000,00	1322	4228	13
95	Subvention CAF "Lieu ressources"	360 000,00		360 000,00	0,00	360 000,00	1328	4228	13
95	Département du Var	250 000,00		250 000,00	0,00	250 000,00	1323	4228	13
95	Emprunt	250 000,00	250 000,00		0,00		1641	4228	16
	Total Opération 95 - MIPEF	**1 016 000,00**	**250 000,00**	**766 000,00**	**0,00**	**766 000,00**			
98	DSIL Etat Base d'aviron	63 390,60	63 390,60		0,00		1321	325	13
98	Subvention Agence Nationale du Sport	50 000,00	50 000,00		0,00		1321	325	13
	Total Opération 98 - Base d'aviron	**113 390,60**	**113 390,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**			
101	Subvention Etat - DSIL (Solde 95%)	53 816,61	53 816,61		0,00		1321	515	13
101	Subvention CRET - Création des pôles intermodaux	91 807,02		91 807,02	0,00	91 807,02	1322	515	13
	Total Opération 101 - Pôles Intermodaux	**145 623,63**	**53 816,61**	**91 807,02**	**0,00**	**91 807,02**			
102	Emprunt	200 000,00			200 000,00		1641	554	16
	Total Opération 102 - Gens du Voyage	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**			
	Total recettes d'investissement	**11 948 433,00**	**5 140 993,21**	**1 395 538,89**	**5 411 900,90**	**1 395 538,89**			

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget principal, en recettes d'investissement, est arrêté à la somme de 1 395 538,89€ (Un million trois-cent-quatre-vingt-quinze mille cinq-cent-trente-huit euros et quatre-vingt-neuf centimes).

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

SGC de l'Estérel 083110

Par délégation
Nathalie MARANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 30
Nombre de membres présents : 21
Nombre de suffrages exprimés : 27
VOTES :
Pour : 25
Contre : 0
Abstentions : 2
+6 procurations
Date de convocation : 02/04/2025

Le Président
René UGO

Présenté par (1), le Président
A , le Tourrettes, le 09/04/2025

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A , le Tourrettes, le 09/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

ALEXANDRE Coraline	
AUGIER ~~Sylvain~~ Jalten	
BERNARD Laurence	
BLANC Maryvonne	
BOUCHARD Rene	
BOUGE Camille	
CAUVY Brigitte	
CAVALLIER Francois	
COULON Christian	
COURANT Aurelie	
DE CLARENS Patrick	
DUMESNY Patrice	
DURAND-TERRASSON Philippe	
FAUR Lois	
HENRY Bernard	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophelie	
MANKAI Marie-Josee	
MARIET Claudette	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V
A

MARIN Daniel	
MARTEL Nicolas	
MENUT Elisabeth	
ORFEO Marco	
PERRET Michele	
RAYNAUD Michel	
REZK Michel	
ROBBE Myriam	
SAILLET Jerome	
THEODOSE Christian	
UGO Rene	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

DCC n° 250409/15

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

BUDGET ANNEXE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025

L'instruction budgétaire et comptable M57 permet à l'assemblée délibérante d'autoriser l'exécutif, si les crédits budgétaires sont insuffisants en cours d'année, à transférer des crédits depuis un autre chapitre de la section par le mécanisme de fongibilité des crédits dans les limites autorisées par l'assemblée. En effet, si l'assemblée délibérante l'autorise à l'occasion du vote du budget, dans les limites qu'elle fixe, l'exécutif peut procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein des deux sections, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Il est demandé au conseil communautaire de se prononcer sur le budget primitif 2025 du budget annexe DMA, arrêté comme suit :

- Recettes de fonctionnement : 9 487 000€
- Dépenses de fonctionnement : 9 487 000€
- Recettes d'investissement : 2 706 000€
- Dépenses d'investissement : 2 706 000€

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'instruction budgétaire et comptable M57,
VU le débat d'orientation budgétaire du 19 mars 2025,
VU le projet de budget primitif 2025 du budget annexe DMA,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A LA MAJORITÉ (2 VOIX CONTRE : M. ORFEO – J. SAILLET) :

- **APPROUVE** le Budget Primitif du budget annexe des Déchets Ménagers et Assimilés pour l'exercice 2025 comme suit :
  - Recettes de fonctionnement : 9 487 000€
  - Dépenses de fonctionnement : 9 487 000€
  - Recettes d'investissement : 2 706 000€
  - Dépenses d'investissement : 2 706 000€
- **VOTE** ce budget comme suit :
  - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
  - au niveau du chapitre pour la section d'investissement,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- **AUTORISE** le Président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des dépenses de personnel.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20000480200027

POSTE COMPTABLE : SCG DE L'ESTEREL

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 40

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 42
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 45
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 48
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 50
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 56
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 57
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 61
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 62
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 63

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	65
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	66
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	67
B3.1 - Etat des provisions constituées	69
B3.2 - Etalement des provisions	71
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	72
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	73
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	74
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	75
B9 - Etat du personnel	76
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	80
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	81
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	82
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	83
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	85
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	86

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	34576

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	295.42

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	249.86
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	256.06
3	Dépenses d'équipement brut / population	20.77
4	Encours de dette / population (2) (3)	73.37
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	30.89
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	98.17
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	8.11
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	28.65
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	2.42

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I

B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5% %
- Investissement : 7.5%%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

I

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	12 088 496,19	11 208 685,15	911 521,40	A1	31 710,36
Investissement	2 899 825,05	2 290 472,00	(3) 197 452,50	A2	-411 900,55
Fonctionnement	9 188 671,14	8 918 213,15	(4) 714 068,90	A3	443 610,91

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	303 840,96	III + IV	760 692,32	B1	456 851,36
Investissement	I	303 840,96	III	760 692,32	B2	456 851,36
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	488 561,72
Investissement	**A2 + B2**	44 950,81
Fonctionnement	**A3 + B3**	443 610,91

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES — C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**303 840,96**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**18 635,64**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**186 247,78**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**98 957,54**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES — C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**760 692,32**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**154 010,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**606 682,32**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	1 990 258,49	1 945 307,68
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	303 840,96	760 692,32
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 411 900,55	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	2 706 000,00	2 706 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	9 487 000,00	9 043 389,09
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 443 610,91
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	9 487 000,00	9 487 000,00

TOTAL DU BUDGET (4)	12 193 000,00	12 193 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AP VOTEES

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	36 200,00	18 635,64	14 000,00	14 000,00	32 635,64
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	2 321 670,00	186 247,78	1 475 804,00	1 475 804,00	1 662 051,78
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	484 900,00	98 957,54	134 565,12	134 565,12	233 522,66
Total des dépenses d'équipement		**2 842 770,00**	**303 840,96**	**1 624 369,12**	**1 624 369,12**	**1 928 210,08**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	209 117,65	0,00	308 784,37	308 784,37	308 784,37
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**209 117,65**	**0,00**	**308 784,37**	**308 784,37**	**308 784,37**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 051 887,65**	**303 840,96**	**1 933 153,49**	**1 933 153,49**	**2 236 994,45**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*15 425,00*		*27 105,00*	*27 105,00*	*27 105,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*20 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***35 425,00***		***57 105,00***	***57 105,00***	***57 105,00***
TOTAL		**3 087 312,65**	**303 840,96**	**1 990 258,49**	**1 990 258,49**	**2 294 099,45**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**411 900,55**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 706 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	220 000,00	606 682,32	288 372,00	288 372,00	895 054,32
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	1 400 000,00	0,00	550 000,00	550 000,00	550 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 620 000,00**	**606 682,32**	**838 372,00**	**838 372,00**	**1 445 054,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	399 975,50	154 010,00	247 491,71	247 491,71	401 501,71
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**409 975,50**	**154 010,00**	**247 491,71**	**247 491,71**	**401 501,71**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**2 029 975,50**	**760 692,32**	**1 085 863,71**	**1 085 863,71**	**1 846 556,03**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*694 000,00*		*829 443,97*	*829 443,97*	*829 443,97*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*20 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***964 000,00***		***859 443,97***	***859 443,97***	***859 443,97***
TOTAL		**2 993 975,50**	**760 692,32**	**1 945 307,68**	**1 945 307,68**	**2 706 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 706 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**802 338,97**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	5 728 498,36	0,00	5 863 520,33	5 863 520,33	5 863 520,33
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 668 309,00	0,00	2 652 010,00	2 652 010,00	2 652 010,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	40 900,00	0,00	57 600,00	57 600,00	57 600,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**8 437 707,36**	**0,00**	**8 573 130,33**	**8 573 130,33**	**8 573 130,33**
66	Charges financières	59 892,64	0,00	76 425,70	76 425,70	76 425,70
67	Charges spécifiques (3)	10 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	65 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**8 572 600,00**	**0,00**	**8 657 556,03**	**8 657 556,03**	**8 657 556,03**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*694 000,00*		*829 443,97*	*829 443,97*	*829 443,97*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***944 000,00***		***829 443,97***	***829 443,97***	***829 443,97***
TOTAL		**9 516 600,00**	**0,00**	**9 487 000,00**	**9 487 000,00**	**9 487 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**9 487 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	1 665,05	0,00	10 140,33	10 140,33	10 140,33
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	456 363,00	0,00	566 103,00	566 103,00	566 103,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	7 518 841,00	0,00	7 763 314,00	7 763 314,00	7 763 314,00
74	Dotations et participations (3)	670 362,00	0,00	596 654,76	596 654,76	596 654,76
75	Autres produits de gestion courante (3)	39 679,05	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
Total des recettes de gestion courante		**8 686 910,10**	**0,00**	**8 951 212,09**	**8 951 212,09**	**8 951 212,09**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	100 196,00		65 072,00	65 072,00	65 072,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**8 787 106,10**	**0,00**	**9 016 284,09**	**9 016 284,09**	**9 016 284,09**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*15 425,00*		*27 105,00*	*27 105,00*	*27 105,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***15 425,00***		***27 105,00***	***27 105,00***	***27 105,00***
TOTAL		**8 802 531,10**	**0,00**	**9 043 389,09**	**9 043 389,09**	**9 043 389,09**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**443 610,91**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**9 487 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**802 338,97**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*17 105,00*	17 105,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		308 784,37	*0,00*	308 784,37
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		32 635,64	*0,00*	32 635,64
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		1 662 051,78	*30 000,00*	1 692 051,78
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		233 522,66	*10 000,00*	*243 522,66*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**2 236 994,45**	***57 105,00***	**2 294 099,45**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**411 900,55**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 706 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	5 863 520,33		5 863 520,33
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	2 652 010,00		2 652 010,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	57 600,00	*0,00*	57 600,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	76 425,70	*0,00*	76 425,70
67	Charges spécifiques (9)	8 000,00	*0,00*	8 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*829 443,97*	829 443,97
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**8 657 556,03**	***829 443,97***	**9 487 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**9 487 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		401 501,71	*0,00*	401 501,71
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		895 054,32	*0,00*	895 054,32
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		550 000,00	*0,00*	550 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*30 000,00*	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*829 443,97*	829 443,97
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**1 846 556,03**	***859 443,97***	**2 706 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 706 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	10 140,33		10 140,33
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	566 103,00		566 103,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*10 000,00*	10 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	7 763 314,00		7 763 314,00
74	Dotations et participations (8)	596 654,76		596 654,76
75	Autres produits de gestion courante (8)	15 000,00	*0,00*	15 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*17 105,00*	17 105,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	65 072,00	*0,00*	65 072,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**9 016 284,09**	***27 105,00***	**9 043 389,09**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-259409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			443 610,91
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			9 487 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 087 312,65**	**303 840,96**	**0,00**	**1 990 258,49**	**1 990 258,49**	**0,00**	**1 990 258,49**	**2 294 099,45**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	36 200,00	18 635,64	0,00	14 000,00	14 000,00	0,00	14 000,00	32 635,64
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 321 670,00	186 247,78	0,00	1 475 804,00	1 475 804,00	0,00	1 475 804,00	1 662 051,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	484 900,00	98 957,54	0,00	134 565,12	134 565,12	0,00	134 565,12	233 522,66
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**2 842 770,00**	**303 840,96**	**0,00**	**1 624 369,12**	**1 624 369,12**	**0,00**	**1 624 369,12**	**1 928 210,08**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	209 117,65	0,00		308 784,37	308 784,37		308 784,37	308 784,37
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**209 117,65**	**0,00**	**0,00**	**308 784,37**	**308 784,37**	**0,00**	**308 784,37**	**308 784,37**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**3 051 887,65**	**303 840,96**	**0,00**	**1 933 153,49**	**1 933 153,49**	**0,00**	**1 933 153,49**	**2 236 994,45**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*15 425,00*			*27 105,00*	*27 105,00*		*27 105,00*	*27 105,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*20 000,00*			*30 000,00*	*30 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**35 425,00**			**57 105,00**	**57 105,00**		**57 105,00**	**57 105,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**411 900,55**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**2 706 000,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III

A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 993 975,50**	**760 692,32**	**1 945 307,68**	**1 945 307,68**	**2 706 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	220 000,00	606 682,32	288 372,00	288 372,00	895 054,32
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 400 000,00	0,00	550 000,00	550 000,00	550 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 620 000,00**	**606 682,32**	**838 372,00**	**838 372,00**	**1 445 054,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	399 975,50	154 010,00	247 491,71	247 491,71	401 501,71
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**409 975,50**	**154 010,00**	**247 491,71**	**247 491,71**	**401 501,71**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 029 975,50**	**760 692,32**	**1 085 863,71**	**1 085 863,71**	**1 846 556,03**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*694 000,00*		*829 443,97*	*829 443,97*	*829 443,97*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*20 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
Total des recettes d'ordre		***964 000,00***		***859 443,97***	***859 443,97***	***859 443,97***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	2 706 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 087 312,65**	**303 840,96**	**0,00**	**1 990 258,49**	**1 990 258,49**	**0,00**	**1 990 258,49**	**2 294 099,45**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	36 200,00	18 635,64	0,00	14 000,00	14 000,00	0,00	14 000,00	32 635,64
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
2051	Concessions, droits similaires	31 200,00	18 635,64		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	25 635,64
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 321 670,00	186 247,78	0,00	1 475 804,00	1 475 804,00	0,00	1 475 804,00	1 662 051,78
2111	Terrains nus	0,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		2 800,00	2 800,00	0,00	2 800,00	2 800,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	10 710,00	7 651,16		0,00	0,00	0,00	0,00	7 651,16
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 816 600,00	178 044,62		569 100,00	569 100,00	0,00	569 100,00	747 144,62
21828	Autres matériels de transport	448 360,00	0,00		797 404,00	797 404,00	0,00	797 404,00	797 404,00
21838	Autre matériel informatique	34 600,00	552,00		17 000,00	17 000,00	0,00	17 000,00	17 552,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 000,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	9 400,00	0,00		37 000,00	37 000,00	0,00	37 000,00	37 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	484 900,00	98 957,54	0,00	134 565,12	134 565,12	0,00	134 565,12	233 522,66
2313	Constructions	22 900,00	0,00		57 065,12	57 065,12	0,00	57 065,12	57 065,12
2315	Install., matériel et outill. technique	462 000,00	98 957,54		77 500,00	77 500,00	0,00	77 500,00	176 457,54
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**2 842 770,00**	**303 840,96**	**0,00**	**1 624 369,12**	**1 624 369,12**	**0,00**	**1 624 369,12**	**1 928 210,08**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publié le : 14/04/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	209 117,65	0,00		308 784,37	308 784,37		308 784,37	308 784,37
1641	Emprunts en euros	209 117,65	0,00		308 784,37	308 784,37		308 784,37	308 784,37
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**209 117,65**	**0,00**	**0,00**	**308 784,37**	**308 784,37**	**0,00**	**308 784,37**	**308 784,37**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**3 051 887,65**	**303 840,96**	**0,00**	**1 933 153,49**	**1 933 153,49**	**0,00**	**1 933 153,49**	**2 236 994,45**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*15 425,00*			*27 105,00*	*27 105,00*		*27 105,00*	*27 105,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*5 425,00*			*17 105,00*	*17 105,00*		*17 105,00*	*17 105,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*5 425,00*			*17 105,00*	*17 105,00*		*17 105,00*	*17 105,00*
139172	*Subv. transf. FEDER*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139178	*Autres fonds européens*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*10 000,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
2313	*Constructions*	*10 000,00*			*10 000,00*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*20 000,00*			*30 000,00*	*30 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*20 000,00*			*30 000,00*	*30 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**35 425,00**			**57 105,00**	**57 105,00**		**57 105,00**	**57 105,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III

A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
80	ORDURES MENAGERES		213 851,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**213 851,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III

A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 80
LIBELLE : ORDURES MENAGERES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**213 851,39**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**6 755,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	2 160,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	4 595,28	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**205 290,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	42 711,71	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	162 000,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	578,40	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 806,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	1 806,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**175 235,62**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**175 235,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13178	Autres fonds européens	175 235,62	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 993 975,50**	**760 692,32**	**1 945 307,68**	**1 945 307,68**	**2 706 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	220 000,00	606 682,32	288 372,00	288 372,00	895 054,32
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	348 598,82	-11 628,00	-11 628,00	336 970,82
1312	Subv. transf. Régions	100 000,00	102 083,50	300 000,00	300 000,00	402 083,50
13178	Autres fonds européens	120 000,00	156 000,00	0,00	0,00	156 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	1 400 000,00	0,00	550 000,00	550 000,00	550 000,00
1641	Emprunts en euros	1 400 000,00	0,00	550 000,00	550 000,00	550 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 620 000,00**	**606 682,32**	**838 372,00**	**838 372,00**	**1 445 054,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	399 975,50	154 010,00	247 491,71	247 491,71	401 501,71
10222	FCTVA	399 975,50	154 010,00	247 491,71	247 491,71	401 501,71
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**409 975,50**	**154 010,00**	**247 491,71**	**247 491,71**	**401 501,71**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 029 975,50**	**760 692,32**	**1 085 863,71**	**1 085 863,71**	**1 846 556,03**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*694 000,00*		*829 443,97*	*829 443,97*	*829 443,97*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*400 000,00*		*429 443,97*	*429 443,97*	*429 443,97*
281828	*Autres matériels de transport*	*294 000,00*		*400 000,00*	*400 000,00*	*400 000,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*20 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*20 000,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
Total des recettes d'ordre		***964 000,00***		***859 443,97***	***859 443,97***	***859 443,97***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 516 600,00**	**0,00**	**0,00**	**9 487 000,00**	**9 487 000,00**	**0,00**	**9 487 000,00**	**9 487 000,00**
011	Charges à caractère général (3)	5 728 498,36	0,00	0,00	5 863 520,33	5 863 520,33	0,00	5 863 520,33	5 863 520,33
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 668 309,00	0,00		2 652 010,00	2 652 010,00		2 652 010,00	2 652 010,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	40 900,00	0,00	0,00	57 600,00	57 600,00	0,00	57 600,00	57 600,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**8 437 707,36**	**0,00**	**0,00**	**8 573 130,33**	**8 573 130,33**	**0,00**	**8 573 130,33**	**8 573 130,33**
66	Charges financières	59 892,64	0,00		76 425,70	76 425,70		76 425,70	76 425,70
67	Charges spécifiques (3)	10 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00		8 000,00	8 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	65 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**134 892,64**	**0,00**	**0,00**	**84 425,70**	**84 425,70**		**84 425,70**	**84 425,70**
Total des dépenses réelles		**8 572 600,00**	**0,00**	**0,00**	**8 657 556,03**	**8 657 556,03**	**0,00**	**8 657 556,03**	**8 657 556,03**
023	*Virement à la section d'investissement*	*250 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*694 000,00*			*829 443,97*	*829 443,97*		*829 443,97*	*829 443,97*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**944 000,00**			**829 443,97**	**829 443,97**		**829 443,97**	**829 443,97**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**9 487 000,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 802 531,10**	**0,00**	**9 043 389,09**	**9 043 389,09**	**9 043 389,09**
013	Atténuations de charges (2)	1 665,05	0,00	10 140,33	10 140,33	10 140,33
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	456 363,00	0,00	566 103,00	566 103,00	566 103,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	7 518 841,00	0,00	7 763 314,00	7 763 314,00	7 763 314,00
74	Dotations et participations (2)	670 362,00	0,00	596 654,76	596 654,76	596 654,76
75	Autres produits de gestion courante (2)	39 679,05	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
Total des recettes de gestion des services		**8 686 910,10**	**0,00**	**8 951 212,09**	**8 951 212,09**	**8 951 212,09**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	100 196,00		65 072,00	65 072,00	65 072,00
Total des recettes financières		**100 196,00**	**0,00**	**65 072,00**	**65 072,00**	**65 072,00**
Total des recettes réelles		**8 787 106,10**	**0,00**	**9 016 284,09**	**9 016 284,09**	**9 016 284,09**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*15 425,00*		*27 105,00*	*27 105,00*	*27 105,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**15 425,00**		**27 105,00**	**27 105,00**	**27 105,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**443 610,91**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**9 487 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**9 516 600,00**	**0,00**	**0,00**	**9 487 000,00**	**9 487 000,00**	**0,00**	**9 487 000,00**	**9 487 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	5 728 498,36	0,00	0,00	5 863 520,33	5 863 520,33	0,00	5 863 520,33	5 863 520,33
60611	Eau et assainissement	6 000,00	0,00		7 300,00	7 300,00	0,00	7 300,00	7 300,00
60612	Energie - Electricité	45 000,00	0,00		31 000,00	31 000,00	0,00	31 000,00	31 000,00
60622	Carburants	205 000,00	0,00		174 000,00	174 000,00	0,00	174 000,00	174 000,00
60628	Autres fournitures non stockées	250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	5 000,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	84 500,00	0,00		67 045,33	67 045,33	0,00	67 045,33	67 045,33
60636	Habillement et vêtements de travail	19 000,00	0,00		7 500,00	7 500,00	0,00	7 500,00	7 500,00
6064	Fournitures administratives	3 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00		250,00	250,00	0,00	250,00	250,00
6068	Autres matières et fournitures	5 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
611	Contrats de prestations de services	4 252 500,00	0,00		4 825 000,00	4 825 000,00	0,00	4 825 000,00	4 825 000,00
61351	Matériel roulant	2 835,00	0,00		5 623,00	5 623,00	0,00	5 623,00	5 623,00
61358	Autres	15 000,00	0,00		22 000,00	22 000,00	0,00	22 000,00	22 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	190 000,00	0,00		260 000,00	260 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	42 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
6156	Maintenance	34 280,00	0,00		38 000,00	38 000,00	0,00	38 000,00	38 000,00
6161	Multirisques	44 000,00	0,00		47 500,00	47 500,00	0,00	47 500,00	47 500,00
617	Etudes et recherches	107 767,20	0,00		60 500,00	60 500,00	0,00	60 500,00	60 500,00
6182	Documentation générale et technique	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6184	Versements à des organismes de formation	11 200,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	12 472,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6228	Divers	400,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6231	Annonces et insertions	8 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	10 000,00	0,00		17 000,00	17 000,00	0,00	17 000,00	17 000,00
6234	Réceptions	2 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6238	Divers	109 000,00	0,00		69 000,00	69 000,00	0,00	69 000,00	69 000,00
6247	Transports collectifs	1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	3 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6261	Frais d'affranchissement	6 400,00	0,00		6 100,00	6 100,00	0,00	6 100,00	6 100,00
6262	Frais de télécommunications	7 000,00	0,00		4 400,00	4 400,00	0,00	4 400,00	4 400,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	2 800,00	0,00		2 800,00	2 800,00	0,00	2 800,00	2 800,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	13 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	369 742,16	0,00		12 860,00	12 860,00	0,00	12 860,00	12 860,00
62878	Remb. frais à des tiers	75 302,00	0,00		79 342,00	79 342,00	0,00	79 342,00	79 342,00
6288	Autres services extérieurs	4 500,00	0,00		4 400,00	4 400,00	0,00	4 400,00	4 400,00
63512	Taxes foncières	350,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 500,00	0,00		2 800,00	2 800,00	0,00	2 800,00	2 800,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	0,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	2 668 309,00	0,00		2 652 010,00	2 652 010,00		2 652 010,00	2 652 010,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	226 709,00	0,00		141 000,00	141 000,00		141 000,00	141 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	6 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	27 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 261 000,00	0,00		2 464 310,00	2 464 310,00		2 464 310,00	2 464 310,00
64112	SFT, indemnité de résidence	13 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	7 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	282 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	217 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	38 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6415	Congés payés	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	223 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	312 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	11 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	20 000,00	0,00		24 700,00	24 700,00		24 700,00	24 700,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00		4 000,00	4 000,00		4 000,00	4 000,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	15 600,00	0,00		13 000,00	13 000,00		13 000,00	13 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	6 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	40 900,00	0,00	0,00	57 600,00	57 600,00	0,00	57 600,00	57 600,00
6541	Créances admises en non-valeur	2 500,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6542	Créances éteintes	2 500,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	7 900,00	0,00		8 400,00	8 400,00	0,00	8 400,00	8 400,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	7 000,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
65818	Autres	20 000,00	0,00		43 200,00	43 200,00	0,00	43 200,00	43 200,00
65888	Autres	1 000,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**8 437 707,36**	**0,00**	**0,00**	**8 573 130,33**	**8 573 130,33**	**0,00**	**8 573 130,33**	**8 573 130,33**
66	Charges financières	59 892,64	0,00		76 425,70	76 425,70		76 425,70	76 425,70
66111	Intérêts réglés à l'échéance	55 200,00	0,00		71 725,70	71 725,70		71 725,70	71 725,70
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-381,99	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00		2 700,00	2 700,00		2 700,00	2 700,00
6688	Autres	5 074,63	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
67	Charges spécifiques (4)	10 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00		8 000,00	8 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00		8 000,00	8 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	65 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	65 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**134 892,64**	**0,00**	**0,00**	**84 425,70**	**84 425,70**		**84 425,70**	**84 425,70**
Total des dépenses réelles		**8 572 600,00**	**0,00**	**0,00**	**8 657 556,03**	**8 657 556,03**	**0,00**	**8 657 556,03**	**8 657 556,03**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*250 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*694 000,00*			*829 443,97*	*829 443,97*		*829 443,97*	*829 443,97*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*694 000,00*			*829 443,97*	*829 443,97*		*829 443,97*	*829 443,97*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**944 000,00**			**829 443,97**	**829 443,97**		**829 443,97**	**829 443,97**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	9 773,60
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-13 954,85
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 802 531,10**	**0,00**	**9 043 389,09**	**9 043 389,09**	**9 043 389,09**
013	Atténuations de charges (3)	1 665,05	0,00	10 140,33	10 140,33	10 140,33
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 665,05	0,00	10 140,33	10 140,33	10 140,33
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	456 363,00	0,00	566 103,00	566 103,00	566 103,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	103 480,00	0,00	108 600,00	108 600,00	108 600,00
706888	Autres	189 756,00	0,00	215 967,00	215 967,00	215 967,00
7078	Autres marchandises	163 127,00	0,00	208 536,00	208 536,00	208 536,00
70871	Remb.frais par collectivité rattachement	0,00	0,00	33 000,00	33 000,00	33 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	7 518 841,00	0,00	7 763 314,00	7 763 314,00	7 763 314,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	7 518 841,00	0,00	7 763 314,00	7 763 314,00	7 763 314,00
74	Dotations et participations (3)	670 362,00	0,00	596 654,76	596 654,76	596 654,76
744	FCTVA	1 325,00	0,00	2 851,00	2 851,00	2 851,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	10 800,03	10 800,03	10 800,03
747888	Autres	669 037,00	0,00	583 003,73	583 003,73	583 003,73
75	Autres produits de gestion courante (3)	39 679,05	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
75888	Autres	39 679,05	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
Total des recettes de gestion des services		**8 686 910,10**	**0,00**	**8 951 212,09**	**8 951 212,09**	**8 951 212,09**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	100 196,00		65 072,00	65 072,00	65 072,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	70 196,00		65 072,00	65 072,00	65 072,00
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	30 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**8 787 106,10**	**0,00**	**9 016 284,09**	**9 016 284,09**	**9 016 284,09**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*15 425,00*		*27 105,00*	*27 105,00*	*27 105,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*10 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*5 425,00*		*17 105,00*	*17 105,00*	*17 105,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**15 425,00**		**27 105,00**	**27 105,00**	**27 105,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 933 153,49**	**0,00**		**1 933 153,49**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	308 784,37	0,00		308 784,37
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	14 000,00	0,00		14 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 475 804,00	0,00		1 475 804,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	134 565,12	0,00		134 565,12
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 085 863,71**	**0,00**		**1 085 863,71**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	247 491,71	0,00		247 491,71
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	288 372,00	0,00		288 372,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	550 000,00	0,00		550 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 933 153,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	308 784,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	569 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	853 904,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	134 565,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 085 863,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	247 491,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	288 372,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 933 153,49**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	308 784,37
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	569 100,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	853 904,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 565,12
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 085 863,71**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	247 491,71
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288 372,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 657 556,03**	**0,00**		**8 657 556,03**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	5 863 520,33	0,00		5 863 520,33
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	2 652 010,00	0,00		2 652 010,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	57 600,00	0,00		57 600,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	76 425,70	0,00		76 425,70
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00		8 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 016 284,09**	**0,00**		**9 016 284,09**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	10 140,33	0,00		10 140,33
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	566 103,00	0,00		566 103,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	7 763 314,00	0,00		7 763 314,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	596 654,76	0,00		596 654,76
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00		15 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	65 072,00	0,00		65 072,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**8 657 556,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	295 595,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	4 825 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	27 623,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	332 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	47 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	60 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	141 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	114 402,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	2 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	2 464 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	41 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	47 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	74 425,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publié le : 14/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**9 016 284,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	10 140,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	324 567,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	208 536,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	7 763 314,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	2 851,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	593 803,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	65 072,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	Politique de l'air
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 657 556,03**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295 595,33
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 825 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 623,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	332 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 500,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 402,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 900,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 464 310,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 700,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 400,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 200,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 425,70
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 016 284,09**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 140,33
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 567,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 536,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 763 314,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 851,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	593 803,76
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 072,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
4124	12/12/2024	600 000,00	600 000,00	812,46	0,00	600 000,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**600 000,00**	**600 000,00**	**812,46**	**0,00**	**600 000,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**3 785 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 785 000,00									
00601818717 (OM-2018-1)	Crédit Agricole	18/09/2018	15/10/2018	15/12/2018	120 000,00	F	FIXE	0,600	0,616		T	C	O	A-1
1091 (OM-2019-1)	Agence France Locale	23/07/2019	03/09/2019	20/12/2019	100 000,00	F	FIXE	0,480	0,488		T	C	O	A-1
1520 (OM-2020-1)	Agence France Locale	04/11/2020	20/11/2020	20/02/2021	243 000,00	F	FIXE	0,100	0,100		T	P	O	A-1
3466 (OM-2024-1)	Agence France Locale	21/05/2024	23/05/2024	20/09/2024	480 000,00	F	FIXE	3,500	3,597		T	C	O	A-1
3755 (OM-2024-2)	Agence France Locale	17/09/2024	01/10/2024	20/01/2025	800 000,00	F	FIXE	3,180	3,265		T	C	O	A-1
5083015 (OM-2015-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	09/03/2015	01/05/2015	01/07/2015	1 000 000,00	V	LIVRETA	2,000	1,824		T	C	O	A-1
5140536 (OM-2016-2)	Caisse des Dépôts et Consignation	22/06/2016	30/08/2016	01/11/2016	275 000,00	V	LIVRETA	1,750	2,283		T	C	O	A-1
LG2191 (OM-2021-1)	Crédit Agricole	03/12/2021	03/12/2021	25/02/2022	142 000,00	F	FIXE	0,450	0,454		T	C	N	A-1
MON508987EUR (OM-2016-3)	SFIL	18/11/2020	06/06/2016	01/08/2016	425 000,00	F	FIXE	1,890	1,924		M	C	O	A-1
MON511294EUR (OM-2016-1)	SFIL	10/11/2016	27/12/2016	01/02/2017	200 000,00	F	FIXE	0,790	0,793		M	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 11/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 785 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 536 772,46**					**307 324,66**	**71 725,70**	**0,00**	**9 773,60**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 536 772,46					307 324,66	71 725,70	0,00	9 773,60
00601818717 (OM-2018-1)	N	0,00	A-1	12 857,25	0,71	F	FIXE	0,600	12 857,25	38,58	0,00	0,00
1091 (OM-2019-1)	N	0,00	A-1	56 250,07	6,73	F	FIXE	0,480	8 333,32	259,89	0,00	6,39
1520 (OM-2020-1)	N	0,00	A-1	104 351,10	2,89	F	FIXE	0,100	34 748,95	91,33	0,00	7,94
3466 (OM-2024-1)	N	0,00	A-1	445 714,28	6,47	F	FIXE	3,500	68 571,44	14 981,66	0,00	366,67
3755 (OM-2024-2)	N	0,00	A-1	800 000,00	9,80	F	FIXE	3,180	80 000,00	26 171,40	0,00	4 642,80
5083015 (OM-2015-1)	N	0,00	A-1	572 556,46	12,25	V	LIVRETA	3,800	32 383,72	19 402,51	0,00	3 477,40
5140536 (OM-2016-2)	N	0,00	A-1	176 087,94	13,58	V	LIVRETA	3,800	8 894,26	5 724,59	0,00	876,40
LG2191 (OM-2021-1)	N	0,00	A-1	81 142,84	3,90	F	FIXE	0,450	20 285,72	330,91	0,00	27,53
MON508987EUR (OM-2016-3)	N	0,00	A-1	246 146,17	11,50	F	FIXE	1,890	21 249,96	4 468,08	0,00	354,21
MON511294EUR (OM-2016-1)	N	0,00	A-1	41 666,35	2,00	F	FIXE	0,790	20 000,04	256,75	0,00	14,26
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)				
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		**0,00**		**0,00**					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 536 772,46**					**307 324,66**	**71 725,70**	**0,00**	**9 773,60**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	10	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 536 772,46	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2019-12-20
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Subv d'équipement versées pour mobiliers, matériels, études	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour projets d'infrastructures intérêt national	20	20/12/2019
L	Logiciel	2	20/12/2019
L	Voiture	5	20/12/2019
L	Camion et véhicule industriel	7	20/12/2019
L	Mobilier	10	20/12/2019
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	20/12/2019
L	Matériel informatique	4	20/12/2019
L	Matériel classique	10	20/12/2019
L	Coffre-fort	20	20/12/2019
L	Installation et appareil de chauffage	10	20/12/2019
L	Appareil de levage, ascenseur	20	20/12/2019
L	Equipement garages et ateliers	10	20/12/2019
L	Equipement des cuisines	10	20/12/2019
L	Equipement sportif	10	20/12/2019
L	Installation de voirie	20	20/12/2019
L	Plantation	15	20/12/2019
L	Autre agencement et aménagement de terrain	15	20/12/2019
L	Appareils de laboratoire, matériel de bureau (sauf informatique), outillages	5	20/12/2019
L	Réseaux d'assainissement	60	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages lourds	40	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages courants (Bassins de décantation)	30	20/12/2019
L	Ouvrages génie civil captage, transport, traitement eau potable, cana adduction eau, gros équip méca	60	20/12/2019
L	Poste de relevage des eaux usées	30	20/12/2019
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	20/12/2019
L	Pompes, surpresseurs, appareils électroméca, instal chauffage (yc chaudières), instal ventilation	15	20/12/2019
L	Organes de régulation (électronique, capteurs)	10	20/12/2019
L	Bâtiments durables	50	20/12/2019
L	Bâtiments légers, abris	15	20/12/2019
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Biens de faible valeur inférieure à 500	1	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

IV
B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**65 000,00**	**65 000,00**	**0,00**	**65 000,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**65 000,00**	**65 000,00**	**0,00**	**65 000,00**
Risques et charges	0,00	15/04/2024	65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**3 107,00**	**3 107,00**	**72,00**	**3 035,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**3 107,00**	**3 107,00**	**72,00**	**3 035,00**
Créances douteuses	0,00	26/10/2022	1 800,00	1 800,00	0,00	1 800,00
Créances douteuses	0,00	11/04/2023	1 307,00	1 307,00	72,00	1 235,00
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**0,00**		**68 107,00**	**68 107,00**	**72,00**	**68 035,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publié le : 15/04/2025

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		68 107,00	68 107,00	72,00	68 035,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	15 000 000,00	13 939 250,99	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**15 000 000,00**	**13 939 250,99**											**197 129,36**	**635 944,70**
SPL VALLON DES PINS				Banque Postale	5 000 000,00	4 565 217,40	0,00	A	F	1.27	1,270	F		0,000	-		57 978,26	217 391,30
SPL VALLON DES PINS				Caisse d'Epargne	5 000 000,00	4 610 877,50	0,00	A	F	1.52	1,520	F		0,000	-		70 085,34	199 008,40
SPL VALLON DES PINS				Crédit Agricole	5 000 000,00	4 763 156,09	0,00	A	F	1.45	1,450	F		0,000	-		69 065,76	219 545,00
TOTAL GENERAL					**15 000 000,00**	**13 939 250,99**											**197 129,36**	**635 944,70**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	47 068,69
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	379 050,36
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**426 119,05**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**9 016 284,09**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**4,73**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**0,00**
FONCTIONNEMENT (total)					**8 400,00**
65748		Subvention de fonctionnement	COM'COLLECTE	Association	3 000,00
65748		Subvention de fonctionnement	MONTAGN'HABITS	Association	2 000,00
65748		Subvention de fonctionnement	RECYCLERIE LA SOURCE	Association	3 000,00
65748		Subvention de fonctionnement	COMPOST TRI	Association	400,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**2,00**	**4,00**	**6,00**
Adjoint administratif	C	3,00	0,00	3,00	0,00	3,00	3,00
Adjoint administratif territorial	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attache	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**67,00**	**0,00**	**67,00**	**42,00**	**10,00**	**52,00**
Adjoint Technique	C	30,00	0,00	30,00	22,00	0,00	22,00
Adjoint technique principal 1ere classe	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Adjoint technique principal 2eme classe	C	11,00	0,00	11,00	11,00	0,00	11,00
Agent atelier mécanique	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Agent de collecte des OM	C	5,00	0,00	5,00	0,00	5,00	5,00
Agent de déchetterie	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Agent de maitrise principal	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Agent de maitrise territorial	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Agent de maîtrise	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ambassadeur de tri	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Saisonnier collecte des OM	C	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Saisonnier déchetterie	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien principal 2eme classe	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Technicien territorial	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		73,00	0,00	73,00	44,00	14,00	58,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**602 060,00**		
Adjoint administratif	C	ADM		31 070,00	332-13	CDD
Adjoint administratif	C	ADM		67 830,00	327-5	CDD
Agent atelier mécanique	C	TECH		39 640,00	327-5	CDD
Agent de collecte des OM	C	TECH		108 560,00	332-23-1°	CDD
Agent de collecte des OM	C	TECH		70 550,00	332-13	CDD
Agent de déchetterie	C	TECH		36 020,00	332-23-1°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH		55 460,00	327-5	CDD
Ambassadeur de tri	C	TECH		41 880,00	332-24	CDD
Attache	A	ADM		78 650,00	327-5	CDD
Saisonnier collecte des OM	C	TECH		18 000,00	332-23-2°	CDD
Saisonnier déchetterie	C	TECH		6 000,00	332-23-2°	CDD
Technicien	B	TECH		48 400,00	327-5	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**602 060,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une présentation (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
11/04/2017 -	SPL du Vallon des Pins	SPL	Societe francaise	91 440,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-411 900,55**	**-411 900,55**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**456 851,36**	**456 851,36**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**44 950,81**	**44 950,81**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**44 950,81**	**44 950,81**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**44 950,81**	**44 950,81**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**325 889,37**	**325 889,37**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**1 076 935,68**	**1 076 935,68**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**751 046,31**	**751 046,31**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

IV

C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**325 889,37**	**I** **325 889,37**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**308 784,37**	**308 784,37**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	308 784,37	308 784,37
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**17 105,00**	**17 105,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*17 105,00*	*17 105,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 076 935,68**	**III**	**1 076 935,68**
Ressources propres externes de l'année (a)		**247 491,71**		**247 491,71**
10222	FCTVA	247 491,71		247 491,71
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**829 443,97**		**829 443,97**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*		*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*429 443,97*		*429 443,97*
281828	*Autres matériels de transport*	*400 000,00*		*400 000,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*		*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*		*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

IV

D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250408-250408-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V

A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

ALEXANDRE Coraline	
AUGIER Sylvain	
BERNARD Laurence	
BLANC Maryvonne	
BOUCHARD Rene	
BOUGE Camille	
CAUVY Brigitte	
CAVALLIER Francois	
COULON Christian	
COURANT Aurelie	
DE CLARENS Patrick	
DUMESNY Patrice	
DURAND-TERRASSON Philippe	
FAUR Lois	
HENRY Bernard	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophelie	
MANKAI Marie-Josee	
MARIET Claudette	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V
A

MARIN Daniel	
MARTEL Nicolas	
MENUT Elisabeth	
ORFEO Marco	
PERRET Michele	
RAYNAUD Michel	
REZK Michel	
ROBBE Myriam	
SAILLET Jerome	
THEODOSE Christian	
UGO Rene	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

CFU - RESTES A REALISER 2024

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Intitulé des programmes	Total budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction
Amortissement des subventions transférables	15 425,00	9 201,00		6 224,00		13913	720
Travaux en régie	10 000,00	8 237,69		1 762,31		2313	720
Total Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre section	**25 425,00**	**17 438,69**	**0,00**	**7 986,31**	**0,00**		
Intégration frais d'études et insertions pour récupération TVA	20 000,00	5 832,00		14 168,00		21318	720
Total Chap 041 - Opération à l'intérieur de la section	**20 000,00**	**5 832,00**	**0,00**	**14 168,00**	**0,00**		
Remboursement du capital des emprunts	209 117,65	192 314,57		16 803,08		1641	720
Total Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées	**209 117,65**	**192 314,57**	**0,00**	**16 803,08**	**0,00**		
Frais d'étude CYBERSECURITE	3 300,00			3 300,00	0,00	2031	720
Frais d'étude CYBERSECURITE	4 300,00		7 835,64	-3 535,64	7 835,64	2051	720
Frais d'annonces et d'insertions OM	5 000,00	2 592,00		2 408,00	0,00	2033	720
Logiciels informatiques	22 736,40	11 884,59	10 800,00	51,81	10 800,00	2051	720
Total Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles	**35 336,40**	**14 476,59**	**18 635,64**	**2 224,17**	**18 635,64**		
Colonnes, bacs et abri-bacs	2 049 338,54	1 858 087,53	176 883,60	14 367,41	176 883,60	2158	720
Pompe BOM + filtres FMA	5 267,34	5 267,34		0,00		2158	720
Caisson maritime déchetterie de Tourrettes	6 996,00	6 996,00		0,00		2158	720
Enveloppe pour vidéoprotection	12 864,18	4 193,28	7 651,16	1 019,74	7 651,16	21568	720
Panneaux	8 870,01	8 809,33		60,68		2158	720
Matériel pour les déchetteries	5 199,26	5 111,78		87,48		2158	720
Organigramme cylindre service déchets	1 200,00		1 161,02	38,98	1 161,02	2158	720
Matériel pour l'atelier	3 200,00	3 133,30		66,70		2158	720
Benne 12m3 pour la RI équipée basculeur et pré-équipée lecteur puces	463 265,42	228 265,42		235 000,00		21828	720
Benne 8m3	342 530,00	170 940,00		171 590,00		21828	720
Benne 6m3	142 056,00	142 056,00		0,00		21828	720
SIMPLICITI - Lecteurs de puces, géolocalisation	37 026,00	37 026,00		0,00		21828	720
Achat d'un VL - Duster	27 000,00	27 000,00		0,00		21828	720
Informatique + copieur	25 527,72	17 103,94	552,00	7 871,78	552,00	21838	720
Mobilier	3 000,00	2 720,04		279,96		21848	720
Composteurs collectifs	29 400,00	28 566,42		833,58		2188	720
21 - Immobilisations corporelles	**3 162 740,47**	**2 545 276,38**	**186 247,78**	**431 216,31**	**186 247,78**		
Enveloppe de travaux pour le QT	31 126,48	31 039,68		86,80		2313	720
Enveloppe de travaux pour les déchetteries	6 600,00			6 600,00		2313	720
Réfection mur local poubelle MONTAUROUX	4 920,00	4 920,00		0,00		2313	720
Travaux aménagement Tassy pour RI	75 000,00	70 888,76		4 111,24		2313	720
Travaux pour conteneurs enterrés	185 045,00		30 065,54	154 979,46	30 065,54	2315	720
Pose d'abri-bacs	80 000,00		68 892,00	11 108,00	68 892,00	2315	720
Modulaire supplémentaire pour Cédric	3 360,00	3 360,00		0,00		2315	720
Parking motos + parking entrée pour le personnel	14 279,00	14 278,38		0,62		2315	720
Terrassement pour plate-forme recyclerie Quai de transfert	63 360,00			63 360,00		2315	720
Plateforme végétaux déchetterie Bagnols	1 440,00			1 440,00		2315	720
Total Opération Chapitre 23 - Immobilisations en cours	**465 130,48**	**124 486,82**	**98 957,54**	**241 686,12**	**98 957,54**		
Total des dépenses d'investissement	**3 917 750,00**	**2 899 825,05**	**303 840,96**	**714 083,99**	**303 840,96**		

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Déchets Ménagers et Assimilés, en dépenses d'investissement, est arrêté à la somme de 303 840,96€ (Trois-cent trois mille huit-cent quarante euros et quatre-vingt-seize centimes).

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de communes du Pays de Fayence

SGC de l'Estérel 083110

Par délégation
Nathalie MARANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

CFU - RESTES A REALISER 2024

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Intitulé des programmes	Total budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation	Fonction
Virement de la section de fonctionnement	**250 000,00**			**250 000,00**		**021**	**720**
Rachat ancienne station lavage du QT par le budget annexe de l'eau	**10 000,00**			**10 000,00**		**024**	**720**
Excédent d'investissement reporté	**197 452,50**	**197 452,50**		**0,00**		**001**	**720**
Intégration frais d'études et insertions pour récupération TVA	20 000,00	5 832,00		14 168,00		2033	720
Total Chap 041 - Opération à l'intérieur de la section	**20 000,00**	**5 832,00**	**0,00**	**14 168,00**	**0,00**		
FCTVA	406 727,50	252 716,89	154 010,00	0,61	154 010,00	10222	720
Total Chap. 10 - Dotations, fonds divers et réserves	**406 727,50**	**252 716,89**	**154 010,00**	**0,61**	**154 010,00**		
Amortissements	694 000,00	644 145,63		49 854,37		28	720
Sortie de l'actif armoire de lavage	0,00	7 372,00		-7 372,00		2188	720
Plus-value armoire de lavage	0,00	2 628,00		-2 628,00		192	720
Total Chap. 040 - Opé d'ordre de transfert entre sections	**694 000,00**	**654 145,63**	**0,00**	**39 854,37**	**0,00**		
Programme Life - Bacs pucés pour la collecte en porte-à-porte des OM	84 000,00		84 000,00	0,00	84 000,00	13178	720
Programme Life - Bacs pour la collecte en porte-à-porte multimatériaux	54 000,00		54 000,00	0,00	54 000,00	13178	720
Programme Life - Colonnes aériennes pour le collectif	18 000,00		18 000,00	0,00	18 000,00	13178	720
Programme Life - Abri-bacs	120 000,00			120 000,00	0,00	13178	720
Subvention CITEO pour les conteneurs et colonnes de tri	38 009,00		27 602,80	10 406,20	27 602,80	1311	720
Subvention ADEME pour les cache-bacs et colonnes RI	256 510,00	87 203,98	169 306,02	0,00	169 306,02	1311	720
Subvention ADEME pour le système de comptage	133 870,00		133 870,00	0,00	133 870,00	1311	720
Subvention Etat France 2030 CYBERSECURITE	4 704,00			4 704,00	0,00	1311	720
Subvention Région pour broyeur + véhicule	15 164,34		15 164,34	0,00	15 164,34	1312	720
Subvention Région pour composteurs collectifs	18 100,41	10 573,50	7 526,91	0,00	7 526,91	1312	720
Subvention ADEME - Gestion proximité des déchets organiques (broyeur + compo	17 820,00		17 820,00	0,00	17 820,00	1311	720
Subvention Région - Activité d'animation - Equipements / Investissement	787,25		787,25	0,00	787,25	1312	720
Subvention Région Lecteurs puces BOM	78 605,00		78 605,00	0,00	78 605,00	1312	720
Subvention Région - CRET - pour les travaux pour les semi-enterrés	100 000,00			100 000,00		1312	720
Total Chap. 13 - Subventions d'investissement	**939 570,00**	**97 777,48**	**606 682,32**	**235 110,20**	**606 682,32**		
Emprunt pour l'acquisition de bennes (3 bennes de début 2024)	480 000,00	480 000,00		0,00		1641	720
Emprunt pour bennes 2024/2025	120 000,00			120 000,00		1641	720
Emprunt pour l'acquisition de colonnes, bacs et abri-bacs pour la RI	800 000,00	800 000,00		0,00		1641	720
Total Chap. 16 - Emprunts et dettes assimilées	**1 400 000,00**	**1 280 000,00**	**0,00**	**120 000,00**	**0,00**		
Total recettes d'investissement	***3 917 750,00***	***2 487 924,50***	***760 692,32***	***669 133,18***	***760 692,32***		

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Déchets Ménagers et Assimilés, en recettes d'investissement, est arrêté à la somme de 760 692,32€ (Sept-cent-soixante mille six-cent-quatre-vingt-douze euros et trente-deux centimes).

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

SGC de l'Estérel 083110

Par délégation
Nathalie MARANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-15-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-5-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nombre de membres en exercice : 30
Nombre de membres présents : 21
Nombre de suffrages exprimés : 27
VOTES :
Pour : 25
Contre : 2
Abstentions : 0
+6 procurations
Date de convocation : 02/04/2025

Le Président
René UGO

Présenté par (1), le Président
A , le Tourrettes, le 09/04/2025

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A , le Tourrettes , le 09/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

ALEXANDRE Coraline	
AUGIER ~~Sylvain~~ Julien	
BERNARD Laurence	
BLANC Maryvonne	
BOUCHARD Rene	
BOUGE Camille	
CAUVY Brigitte	
CAVALLIER Francois	
COULON Christian	
COURANT Aurelie	
DE CLARENS Patrick	
DUMESNY Patrice	
DURAND-TERRASSON Philippe	
FAUR Lois	
HENRY Bernard	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophelie	
MANKAI Marie-Josee	
MARIET Claudette	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-14-5-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

MARIN Daniel	
MARTEL Nicolas	
MENUT Elisabeth	
ORFEO Marco	
PERRET Michele	
RAYNAUD Michel	
REZK Michel	
ROBBE Myriam	
SAILLET Jerome	
THEODOSE Christian	
UGO Rene	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice	30
Présents	21
Pouvoirs	6
Absents	3
Suffrages exprimés	27

DCC n° 250409/16

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

BUDGET ANNEXE ZA DE BROVES :

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025

L'instruction budgétaire et comptable M57 permet à l'assemblée délibérante d'autoriser l'exécutif, si les crédits budgétaires sont insuffisants en cours d'année, à transférer des crédits depuis un autre chapitre de la section par le mécanisme de fongibilité des crédits dans les limites autorisées par l'assemblée. En effet, si l'assemblée délibérante l'autorise à l'occasion du vote du budget, dans les limites qu'elle fixe, l'exécutif peut procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein des deux sections, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.
Il est demandé au conseil communautaire de se prononcer sur le budget primitif 2025 du budget annexe ZA DE BROVES, arrêté comme suit :

- Recettes de fonctionnement : 316 464.63€
- Dépenses de fonctionnement : 316 464.63€
- Recettes d'investissement : 302 312.00€
- Dépenses d'investissement : 302 312.00€

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'instruction budgétaire et comptable M57,
VU le débat d'orientation budgétaire du 19 mars 2025,
VU le projet de budget primitif 2025 du budget annexe ZA DE BROVES,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le Budget Primitif du budget annexe ZA DE BROVES pour l'exercice 2025 comme suit :
  - Recettes de fonctionnement : 316 464.63€
  - Dépenses de fonctionnement : 316 464.63€
  - Recettes d'investissement : 302 312.00€
  - Dépenses d'investissement : 302 312.00€
- **VOTE** ce budget comme suit :
  - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
  - au niveau du chapitre pour la section d'investissement,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- **AUTORISE** le Président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des dépenses de personnel.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20000480200043

POSTE COMPTABLE : SCG DE L'ESTEREL

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : Zone d'Activités de BROVES (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 46
A2.01 - Opérations non ventilables 48
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 49
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 52
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 53
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 57
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 58
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 59

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	61
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	62
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	63
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	65
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	66
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	67
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	68

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	34576

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	295.42

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.05
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	9.11
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	39.82
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.00
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	99.46

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I

B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Date de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	1 381,00	0,00	-189 609,63 A1	-190 990,63
Investissement	0,00	0,00	(3) -178 538,00 A2	-178 538,00
Fonctionnement	1 381,00	0,00	(4) -11 071,63 A3	-12 452,63

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	-190 990,63
Investissement	**A2 + B2**	-178 538,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	-12 452,63

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-10-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES — C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**0,00**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-10-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES — C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**0,00**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	123 774,00	302 312,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 178 538,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	302 312,00	302 312,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	304 012,00	316 464,63
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 12 452,63	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	316 464,63	316 464,63

TOTAL DU BUDGET (4)	618 776,63	618 776,63

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AP VOTEES

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	123 774,00	0,00	123 774,00	123 774,00	123 774,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**	**123 774,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**	**123 774,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*38 955,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***38 955,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**162 729,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**	**123 774,00**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**178 538,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**302 312,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*38 955,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*302 312,00*		*302 312,00*	*302 312,00*	*302 312,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***341 267,00***		***302 312,00***	***302 312,00***	***302 312,00***

TOTAL	**341 267,00**	**0,00**	**302 312,00**	**302 312,00**	**302 312,00**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**302 312,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**302 312,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	1 700,00	0,00	1 700,00	1 700,00	1 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 700,00**	**0,00**	**1 700,00**	**1 700,00**	**1 700,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**1 700,00**	**0,00**	**1 700,00**	**1 700,00**	**1 700,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*38 955,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*302 312,00*		*302 312,00*	*302 312,00*	*302 312,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***341 267,00***		***302 312,00***	***302 312,00***	***302 312,00***
TOTAL		**342 967,00**	**0,00**	**304 012,00**	**304 012,00**	**304 012,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**12 452,63**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**316 464,63**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	307 141,91	0,00	307 141,91	307 141,91	307 141,91
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	7 941,72	0,00	9 322,72	9 322,72	9 322,72
Total des recettes de gestion courante		**315 083,63**	**0,00**	**316 464,63**	**316 464,63**	**316 464,63**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**315 083,63**	**0,00**	**316 464,63**	**316 464,63**	**316 464,63**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*38 955,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***38 955,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**354 038,63**	**0,00**	**316 464,63**	**316 464,63**	**316 464,63**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**316 464,63**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**302 312,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-10-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		123 774,00	*0,00*	123 774,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**123 774,00**	***0,00***	**123 774,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**178 538,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**302 312,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	1 700,00		1 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*302 312,00*	302 312,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**1 700,00**	***302 312,00***	**304 012,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**12 452,63**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**316 464,63**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*302 312,00*	302 312,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***302 312,00***	**302 312,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**302 312,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	307 141,91		307 141,91
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	9 322,72	*0,00*	9 322,72
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**316 464,63**	***0,00***	**316 464,63**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-259409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			316 464,63

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**162 729,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	123 774,00	0,00		123 774,00	123 774,00		123 774,00	123 774,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*38 955,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**38 955,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**178 538,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**302 312,00**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**341 267,00**	**0,00**	**302 312,00**	**302 312,00**	**302 312,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*38 955,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*302 312,00*		*302 312,00*	*302 312,00*	*302 312,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***341 267,00***		***302 312,00***	***302 312,00***	***302 312,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	302 312,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**162 729,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	123 774,00	0,00		123 774,00	123 774,00		123 774,00	123 774,00
168748	Dettes - Autres communes	123 774,00	0,00		123 774,00	123 774,00		123 774,00	123 774,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**123 774,00**	**0,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**	**0,00**	**123 774,00**	**123 774,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publié le : 14/04/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	***38 955,00***			***0,00***	***0,00***		***0,00***	***0,00***
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*38 955,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*38 955,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**38 955,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004002-20250409-250409-16-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III

A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**341 267,00**	**0,00**	**302 312,00**	**302 312,00**	**302 312,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*38 955,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*302 312,00*		*302 312,00*	*302 312,00*	*302 312,00*
3555	*Terrains aménagés*	*302 312,00*		*302 312,00*	*302 312,00*	*302 312,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***341 267,00***		***302 312,00***	***302 312,00***	***302 312,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**342 967,00**	**0,00**	**0,00**	**304 012,00**	**304 012,00**	**0,00**	**304 012,00**	**304 012,00**
011	Charges à caractère général (3)	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00	1 700,00	0,00	1 700,00	1 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 700,00**	**0,00**	**0,00**	**1 700,00**	**1 700,00**	**0,00**	**1 700,00**	**1 700,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**1 700,00**	**0,00**	**0,00**	**1 700,00**	**1 700,00**	**0,00**	**1 700,00**	**1 700,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*38 955,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*302 312,00*			*302 312,00*	*302 312,00*		*302 312,00*	*302 312,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**341 267,00**			**302 312,00**	**302 312,00**		**302 312,00**	**302 312,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**12 452,63**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**316 464,63**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**354 038,63**	**0,00**	**316 464,63**	**316 464,63**	**316 464,63**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	307 141,91	0,00	307 141,91	307 141,91	307 141,91
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	7 941,72	0,00	9 322,72	9 322,72	9 322,72
Total des recettes de gestion des services		**315 083,63**	**0,00**	**316 464,63**	**316 464,63**	**316 464,63**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**315 083,63**	**0,00**	**316 464,63**	**316 464,63**	**316 464,63**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*38 955,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**38 955,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**316 464,63**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**342 967,00**	**0,00**	**0,00**	**304 012,00**	**304 012,00**	**0,00**	**304 012,00**	**304 012,00**
011	Charges à caractère général (4)	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00	1 700,00	0,00	1 700,00	1 700,00
63512	Taxes foncières	1 700,00	0,00		1 700,00	1 700,00	0,00	1 700,00	1 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 700,00**	**0,00**	**0,00**	**1 700,00**	**1 700,00**	**0,00**	**1 700,00**	**1 700,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**1 700,00**	**0,00**	**0,00**	**1 700,00**	**1 700,00**	**0,00**	**1 700,00**	**1 700,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*38 955,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*302 312,00*			*302 312,00*	*302 312,00*		*302 312,00*	*302 312,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*302 312,00*			*302 312,00*	*302 312,00*		*302 312,00*	*302 312,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**341 267,00**			**302 312,00**	**302 312,00**		**302 312,00**	**302 312,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**354 038,63**	**0,00**	**316 464,63**	**316 464,63**	**316 464,63**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	307 141,91	0,00	307 141,91	307 141,91	307 141,91
7015	Ventes de terrains aménagés	307 141,91	0,00	307 141,91	307 141,91	307 141,91
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	7 941,72	0,00	9 322,72	9 322,72	9 322,72
75822	Prise en charge déficit budget annexe	7 941,72	0,00	9 322,72	9 322,72	9 322,72
Total des recettes de gestion des services		**315 083,63**	**0,00**	**316 464,63**	**316 464,63**	**316 464,63**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**315 083,63**	**0,00**	**316 464,63**	**316 464,63**	**316 464,63**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*38 955,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*38 955,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**38 955,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 11/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total) (9)					**0,00**									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-178 538,00**	**-178 538,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-178 538,00**	**-178 538,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-178 538,00**	**-178 538,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-178 538,00**	**-178 538,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**123 774,00**	**123 774,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**-123 774,00**	**-123 774,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**123 774,00**	**I** **123 774,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**123 774,00**	**123 774,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	123 774,00	123 774,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250408-250408-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V

A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

ALEXANDRE Coraline	
AUGIER Sylvain	
BERNARD Laurence	
BLANC Maryvonne	
BOUCHARD Rene	
BOUGE Camille	
CAUVY Brigitte	
CAVALLIER Francois	
COULON Christian	
COURANT Aurelie	
DE CLARENS Patrick	
DUMESNY Patrice	
DURAND-TERRASSON Philippe	
FAUR Lois	
HENRY Bernard	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophelie	
MANKAI Marie-Josee	
MARIET Claudette	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V
A

MARIN Daniel	
MARTEL Nicolas	
MENUT Elisabeth	
ORFEO Marco	
PERRET Michele	
RAYNAUD Michel	
REZK Michel	
ROBBE Myriam	
SAILLET Jerome	
THEODOSE Christian	
UGO Rene	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V
A

Nombre de membres en exercice : 30
Nombre de membres présents : 21
Nombre de suffrages exprimés : 27
VOTES :
Pour : 27
Contre : 0
Abstentions : 0
+6 procurations
Date de convocation : 02/04/2025

Présenté par (1), le Président
A , le Tourrettes, le 09/04/2025

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Le Président

René UGO

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A , le Tourrettes, le 09/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

ALEXANDRE Coraline	
AUGIER ~~Sylvain~~ Julien	
BERNARD Laurence	
BLANC Maryvonne	
BOUCHARD Rene	
BOUGE Camille	
CAUVY Brigitte	
CAVALLIER Francois	
COULON Christian	
COURANT Aurelie	
DE CLARENS Patrick	
DUMESNY Patrice	
DURAND-TERRASSON Philippe	
FAUR Lois	
HENRY Bernard	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophelie	
MANKAI Marie-Josee	
MARIET Claudette	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-16-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

V
A

MARIN Daniel	
MARTEL Nicolas	
MENUT Elisabeth	
ORFEO Marco	
PERRET Michele	
RAYNAUD Michel	
REZK Michel	
ROBBE Myriam	
SAILLET Jerome	
THEODOSE Christian	
UGO Rene	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
DCC n° 250409/17
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

BUDGET ANNEXE DE L'EAU : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025

Il est demandé au conseil communautaire de se prononcer sur le budget primitif 2025 du budget annexe de l'eau, arrêté comme suit :

- Recettes de fonctionnement : 14 987 000.00€
- Dépenses de fonctionnement : 14 987 000.00€
- Recettes d'investissement : 15 072 759.76€
- Dépenses d'investissement : 15 072 759.76€

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'instruction budgétaire et comptable M49,
VU le débat d'orientation budgétaire du 19 mars 2025,
VU le projet de budget primitif 2025 du budget annexe de l'eau,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ (2 ABSTENTIONS : M. ORFEO – J. SAILLET) :

- **APPROUVE** le Budget Primitif du budget annexe de l'eau pour l'exercice 2025 comme suit :
  - Recettes de fonctionnement : 14 987 000.00€
  - Dépenses de fonctionnement : 14 987 000.00€
  - Recettes d'investissement : 15 072 759.76€
  - Dépenses d'investissement : 15 072 759.76€
- **VOTE** ce budget comme suit :
  - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
  - au niveau du chapitre pour la section d'investissement.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20000480200068	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE

POSTE COMPTABLE DE : SCG DE L'ESTEREL

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : EAU (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 20
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 26
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 27
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 28
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 30
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 31
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 32
A3.2 - Etalement des provisions 33
A4.1 - Equilibre des opérations financières 34
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 35
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 36
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 37
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 38
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 42
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 43

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	14 987 000,00	10 332 166,37
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 4 654 833,63
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	14 987 000,00	14 987 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	10 932 622,27	12 430 093,31
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	4 140 137,49	1 850 408,10
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 792 258,35
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	15 072 759,76	15 072 759,76

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	30 059 759,76	30 059 759,76

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 897 045,16	0,00	2 667 758,00	2 667 758,00	2 667 758,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 970 035,00	0,00	2 970 035,00	2 970 035,00	2 970 035,00
014	Atténuations de produits	1 592 500,00	0,00	1 410 000,00	1 410 000,00	1 410 000,00
65	Autres charges de gestion courante	128 000,00	0,00	153 000,00	153 000,00	153 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**6 587 580,16**	**0,00**	**7 200 793,00**	**7 200 793,00**	**7 200 793,00**
66	Charges financières	166 040,59	0,00	164 113,96	164 113,96	164 113,96
67	Charges exceptionnelles	173 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	9 397,00		13 898,00	13 898,00	13 898,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	200 426,49		282 128,82	282 128,82	282 128,82
Total des dépenses réelles d'exploitation		**7 136 444,24**	**0,00**	**7 720 933,78**	**7 720 933,78**	**7 720 933,78**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*3 335 000,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 669 514,90*		*1 766 066,22*	*1 766 066,22*	*1 766 066,22*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 004 514,90***		***7 266 066,22***	***7 266 066,22***	***7 266 066,22***
TOTAL		**12 140 959,14**	**0,00**	**14 987 000,00**	**14 987 000,00**	**14 987 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 987 000,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	1 620,29	1 620,29	1 620,29
70	Ventes produits fabriqués, prestations	7 999 759,44	0,00	9 626 076,00	9 626 076,00	9 626 076,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	25 030,87	25 030,87	25 030,87
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**7 999 759,44**	**0,00**	**9 652 727,16**	**9 652 727,16**	**9 652 727,16**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**8 000 259,44**	**0,00**	**9 652 727,16**	**9 652 727,16**	**9 652 727,16**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*656 000,00*		*679 439,21*	*679 439,21*	*679 439,21*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***656 000,00***		***679 439,21***	***679 439,21***	***679 439,21***
TOTAL		**8 656 259,44**	**0,00**	**10 332 166,37**	**10 332 166,37**	**10 332 166,37**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**4 654 833,63**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 987 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**6 586 627,01**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	729 000,00	143 803,01	585 500,00	585 500,00	729 303,01
21	Immobilisations corporelles	1 179 637,00	36 329,51	703 000,00	703 000,00	739 329,51
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 063 116,40	3 960 004,97	7 385 421,92	7 385 421,92	11 345 426,89
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**11 971 753,40**	**4 140 137,49**	**8 673 921,92**	**8 673 921,92**	**12 814 059,41**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	391 500,00	0,00	434 261,14	434 261,14	434 261,14
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	6 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**398 400,00**	**0,00**	**434 261,14**	**434 261,14**	**434 261,14**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**12 370 153,40**	**4 140 137,49**	**9 108 183,06**	**9 108 183,06**	**13 248 320,55**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*656 000,00*		*679 439,21*	*679 439,21*	*679 439,21*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*200 000,00*		*1 145 000,00*	*1 145 000,00*	*1 145 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***856 000,00***		***1 824 439,21***	***1 824 439,21***	***1 824 439,21***
TOTAL		**13 226 153,40**	**4 140 137,49**	**10 932 622,27**	**10 932 622,27**	**15 072 759,76**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 072 759,76**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	4 961 638,50	1 850 408,10	2 021 556,05	2 021 556,05	3 871 964,15
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	3 060 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**8 021 638,50**	**1 850 408,10**	**2 521 556,05**	**2 521 556,05**	**4 371 964,15**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	827 399,76	0,00	1 497 471,04	1 497 471,04	1 497 471,04
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**827 399,76**	**0,00**	**1 497 471,04**	**1 497 471,04**	**1 497 471,04**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041093-20250409-250406172-BE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Total des recettes réelles d'investissement		**8 849 038,26**	**1 850 408,10**	**4 019 027,09**	**4 019 027,09**	**5 869 435,19**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*3 335 000,00*		*5 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 669 514,90*		*1 766 066,22*	*1 766 066,22*	*1 766 066,22*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*200 000,00*		*1 145 000,00*	*1 145 000,00*	*1 145 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 204 514,90***		***8 411 066,22***	***8 411 066,22***	***8 411 066,22***
TOTAL		**14 053 553,16**	**1 850 408,10**	**12 430 093,31**	**12 430 093,31**	**14 280 501,41**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**792 258,35**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 072 759,76**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**6 586 627,01**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 667 758,00		2 667 758,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 970 035,00		2 970 035,00
014	Atténuations de produits	1 410 000,00		1 410 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	153 000,00		153 000,00
66	Charges financières	164 113,96	*0,00*	164 113,96
67	Charges exceptionnelles	60 000,00	*0,00*	60 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	13 898,00	*1 766 066,22*	1 779 964,22
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	282 128,82		282 128,82
023	*Virement à la section d'investissement*		*5 500 000,00*	5 500 000,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**7 720 933,78**	***7 266 066,22***	**14 987 000,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 987 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*299 439,21*	299 439,21
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	434 261,14	*0,00*	434 261,14
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	729 303,01	0,00	729 303,01
21	Immobilisations corporelles (6)	739 329,51	530 000,00	1 269 329,51
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	11 345 426,89	995 000,00	12 340 426,89
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**13 248 320,55**	***1 824 439,21***	**15 072 759,76**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 072 759,76**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	1 620,29		1 620,29
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	9 626 076,00		9 626 076,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*380 000,00*	380 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	25 030,87		25 030,87
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*299 439,21*	299 439,21
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**9 652 727,16**	***679 439,21***	**10 332 166,37**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**4 654 833,63**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 987 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	3 871 964,15	*0,00*	3 871 964,15
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	500 000,00	*0,00*	500 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*150 000,00*	150 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*995 000,00*	995 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 763 551,32*	1 763 551,32
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*2 514,90*	2 514,90
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*5 500 000,00*	5 500 000,00
Recettes d'investissement – Total		**4 371 964,15**	***8 411 066,22***	**12 783 030,37**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**792 258,35**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**1 497 471,04**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 072 759,76**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 897 045,16**	**2 667 758,00**	**2 667 758,00**
605	Achats d'eau	300 000,00	333 000,00	333 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	171 000,00	171 000,00	171 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	148 100,00	148 100,00	148 100,00
6064	Fournitures administratives	9 300,00	6 000,00	6 000,00
6066	Carburants	77 100,00	64 000,00	64 000,00
6068	Autres matières et fournitures	251 200,00	282 000,00	282 000,00
611	Sous-traitance générale	61 800,00	52 000,00	52 000,00
6135	Locations mobilières	46 800,00	30 000,00	30 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	1 500,00	1 500,00
61523	Entretien, réparations réseaux	240 000,00	315 000,00	315 000,00
61551	Entretien matériel roulant	100 000,00	70 000,00	70 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	25 000,00	25 000,00	25 000,00
6156	Maintenance	13 000,00	16 000,00	16 000,00
6161	Multirisques	21 500,00	21 500,00	21 500,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	0,00	30 000,00	30 000,00
618	Divers	44 400,00	44 400,00	44 400,00
6226	Honoraires	88 300,00	108 300,00	108 300,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	25 000,00	25 000,00	25 000,00
6228	Divers	1 000,00	26 000,00	26 000,00
6231	Annonces et insertions	2 100,00	8 100,00	8 100,00
6238	Divers	40 000,00	40 000,00	40 000,00
6241	Transports sur achats	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6251	Voyages et déplacements	2 500,00	2 500,00	2 500,00
6257	Réceptions	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6261	Frais d'affranchissement	50 200,00	50 200,00	50 200,00
6262	Frais de télécommunications	84 000,00	78 200,00	78 200,00
627	Services bancaires et assimilés	3 200,00	4 000,00	4 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	3 500,00	3 500,00	3 500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	15 000,00	17 000,00	17 000,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	57 845,16	54 000,00	54 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	4 000,00	4 000,00	4 000,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	0,00	600 258,00	600 258,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	0,00	33 000,00	33 000,00
6378	Autres taxes et redevances	9 200,00	2 200,00	2 200,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 970 035,00**	**2 970 035,00**	**2 970 035,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	116 435,00	118 000,00	118 000,00
6312	Taxe d'apprentissage	7 700,00	0,00	0,00
6313	Participat° employeurs format° continue	7 600,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 100,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	15 000,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	1 892 400,00	2 821 935,00	2 821 935,00
6413	Primes et gratifications	210 000,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	2 000,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	348 000,00	0,00	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	5 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	265 000,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	39 000,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	31 200,00	0,00	0,00
6472	Versements aux comités d'entreprise	12 000,00	13 000,00	13 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	5 400,00	5 400,00	5 400,00
648	Autres charges de personnel	12 200,00	11 700,00	11 700,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**1 592 500,00**	**1 410 000,00**	**1 410 000,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	1 150 000,00	0,00	0,00
701259	Reversement - redevance agence de l'eau	442 500,00	0,00	0,00
701269	Reversement à l'agence de l'eau - Redeva	0,00	1 410 000,00	1 410 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**128 000,00**	**153 000,00**	**153 000,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	15 000,00	12 000,00	12 000,00
6518	Autres	30 000,00	53 000,00	53 000,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6532	Frais de mission élus	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	9 500,00	21 000,00	21 000,00
6542	Créances éteintes	9 500,00	1 000,00	1 000,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	63 000,00	65 000,00	65 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**6 587 580,16**	**7 200 793,00**	**7 200 793,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**166 040,59**	**164 113,96**	**164 113,96**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	159 100,00	154 113,96	154 113,96
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 059,41	0,00	0,00
6688	Autre	10 000,00	10 000,00	10 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**173 000,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
6712	Amendes fiscales et pénales	5 000,00	10 000,00	10 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	72 000,00	20 000,00	20 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	6 000,00	10 000,00	10 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	90 000,00	20 000,00	20 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**9 397,00**	**13 898,00**	**13 898,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	9 397,00	13 898,00	13 898,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**200 426,49**	**282 128,82**	**282 128,82**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**7 136 444,24**	**7 720 933,78**	**7 720 933,78**
023	***Virement à la section d'investissement***	***3 335 000,00***	***5 500 000,00***	***5 500 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 669 514,90***	***1 766 066,22***	***1 766 066,22***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 667 000,00*	*1 763 551,32*	*1 763 551,32*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*2 514,90*	*2 514,90*	*2 514,90*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***5 004 514,90***	***7 266 066,22***	***7 266 066,22***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***5 004 514,90***	***7 266 066,22***	***7 266 066,22***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**12 140 959,14**	**14 987 000,00**	**14 987 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 987 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	32 675,55
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	44 161,80
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

III
A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**1 620,29**	**1 620,29**
64198	Autres remboursements	0,00	1 620,29	1 620,29
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**7 999 759,44**	**9 626 076,00**	**9 626 076,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	6 162 072,44	7 759 258,00	7 759 258,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	792 053,00	0,00	0,00
701251	Redevance prélèvement ressource en eau	480 814,00	0,00	0,00
701261	Redevance sur la consommation d'eau pota	0,00	1 410 000,00	1 410 000,00
704	Travaux	324 730,00	309 165,00	309 165,00
7064	Locations de compteurs	98 279,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	13 986,00	34 736,00	34 736,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	71 660,00	75 000,00	75 000,00
70871	Remb. frais par coll. de rattachement	56 165,00	37 917,00	37 917,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**25 030,87**	**25 030,87**
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	25 030,87	25 030,87
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**7 999 759,44**	**9 652 727,16**	**9 652 727,16**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
778	Autres produits exceptionnels	500,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**8 000 259,44**	**9 652 727,16**	**9 652 727,16**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***656 000,00***	***679 439,21***	***679 439,21***
722	*Immobilisations corporelles*	*350 000,00*	*380 000,00*	*380 000,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*306 000,00*	*299 439,21*	*299 439,21*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***656 000,00***	***679 439,21***	***679 439,21***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**8 656 259,44**	**10 332 166,37**	**10 332 166,37**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**4 654 833,63**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 987 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004002-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**729 000,00**	**585 500,00**	**585 500,00**
2031	Frais d'études	707 000,00	558 500,00	558 500,00
2033	Frais d'insertion	0,00	7 000,00	7 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	22 000,00	20 000,00	20 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 179 637,00**	**703 000,00**	**703 000,00**
21561	Service de distribution d'eau	894 637,00	563 600,00	563 600,00
2182	Matériel de transport	190 000,00	53 000,00	53 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	53 000,00	60 000,00	60 000,00
2184	Mobilier	0,00	5 000,00	5 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	42 000,00	21 400,00	21 400,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**10 063 116,40**	**7 385 421,92**	**7 385 421,92**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	10 063 116,40	7 372 821,92	7 372 821,92
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	12 600,00	12 600,00
	Total des dépenses d'équipement	**11 971 753,40**	**8 673 921,92**	**8 673 921,92**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**391 500,00**	**434 261,14**	**434 261,14**
1641	Emprunts en euros	391 500,00	434 261,14	434 261,14
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**6 900,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	6 900,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**398 400,00**	**434 261,14**	**434 261,14**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**12 370 153,40**	**9 108 183,06**	**9 108 183,06**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***656 000,00***	***679 439,21***	***679 439,21***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***306 000,00***	***299 439,21***	***299 439,21***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*306 000,00*	*299 439,21*	*299 439,21*
	Charges transférées	***350 000,00***	***380 000,00***	***380 000,00***
21561	*Service de distribution d'eau*	*350 000,00*	*380 000,00*	*380 000,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***200 000,00***	***1 145 000,00***	***1 145 000,00***
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
21561	*Service de distribution d'eau*	*0,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
2182	*Matériel de transport*	*0,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*100 000,00*	*995 000,00*	*995 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***856 000,00***	***1 824 439,21***	***1 824 439,21***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**13 226 153,40**	**10 932 622,27**	**10 932 622,27**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**4 140 137,49**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 072 759,76**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004002-20250409-250409-17-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III
B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**4 961 638,50**	**2 021 556,05**	**2 021 556,05**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	2 228 844,00	350 000,00	350 000,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	856 900,50	13 556,05	13 556,05
1314	Subv. équipt Communes	1 875 894,00	1 658 000,00	1 658 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**3 060 000,00**	**500 000,00**	**500 000,00**
1641	Emprunts en euros	3 060 000,00	500 000,00	500 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**8 021 638,50**	**2 521 556,05**	**2 521 556,05**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**827 399,76**	**1 497 471,04**	**1 497 471,04**
1068	Autres réserves	827 399,76	1 497 471,04	1 497 471,04
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**827 399,76**	**1 497 471,04**	**1 497 471,04**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**8 849 038,26**	**4 019 027,09**	**4 019 027,09**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***3 335 000,00***	***5 500 000,00***	***5 500 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 669 514,90***	***1 766 066,22***	***1 766 066,22***
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 667 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*1 713 551,32*	*1 713 551,32*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*2 514,90*	*2 514,90*	*2 514,90*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***5 004 514,90***	***7 266 066,22***	***7 266 066,22***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***200 000,00***	***1 145 000,00***	***1 145 000,00***
2031	*Frais d'études*	*100 000,00*	*140 000,00*	*140 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*100 000,00*	*995 000,00*	*995 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***5 204 514,90***	***8 411 066,22***	***8 411 066,22***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**14 053 553,16**	**12 430 093,31**	**12 430 093,31**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**1 850 408,10**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**792 258,35**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 072 759,76**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**9 708 766,64**									
1641 Emprunts en euros (total)					9 708 766,64									
00600485120 (EAU-2010-2)	Crédit Agricole	12/10/2010	05/11/2010	05/08/2011	339 000,00	F	FIXE	2,850	2,866		A	C	O	A-1
00601357275 (EAU-2017-1)	Crédit Agricole	13/06/2017	19/06/2017	19/06/2018	200 000,00	F	FIXE	1,680	1,695		A	P	O	A-1
00601757054 (EAU-2018-1)	Crédit Agricole	28/08/2018	30/08/2018	30/11/2018	100 000,00	F	FIXE	1,330	1,351		T	P	O	A-1
00601909539 (EAU-2018-2)	Crédit Agricole	04/10/2018	16/02/2019	06/05/2019	67 000,00	F	FIXE	0,670	0,676		A	P	O	A-1
00602024507 (EAU-2019-1)	Crédit Agricole	01/04/2019	15/05/2019	15/08/2019	78 000,00	F	FIXE	1,850	1,862		T	P	O	A-1
00602237591 (EAU-2019-2)	Crédit Agricole	24/09/2019	05/11/2019	05/05/2020	320 000,00	F	FIXE	0,890	0,899		S	P	O	A-1
00602676340 (EAU-2020-2)	Crédit Agricole	15/09/2020	30/09/2020	30/09/2021	1 186 739,32	F	FIXE	1,020	1,033		A	P	O	A-1
1241332 (EAU-2020-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	01/01/2020	31/03/2013	01/02/2014	160 000,00	F	FIXE	3,920	3,917		A	P	O	A-1
1356335 (EAU-2016-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	23/05/2016	01/07/2016	01/07/2017	240 000,00	V	LIVRETA	1,500	1,621		A	C	O	A-1
1783 (EAU-2021-2)	Agence France Locale	21/09/2021	20/09/2021	20/12/2021	750 000,00	F	FIXE	1,370	1,397		T	C	O	A-1
2003 082 (EAU-2003-1)	Caisse d'Epargne	18/06/2003	27/07/2003	25/01/2004	225 000,00	F	FIXE	4,720	4,720		A	P	O	A-1
2004-179 (EAU-2004-1)	Caisse d'Epargne	09/12/2004	25/01/2005	25/04/2005	500 000,00	F	FIXE	4,640	4,652		A	P	O	A-1
2006.085 (EAU-2006-1)	Caisse d'Epargne	09/05/2006	25/05/2006	25/11/2006	100 000,00	F	FIXE	4,100	4,141		S	C	O	A-1
2007.083 (EAU-2007-1)	Caisse d'Epargne	18/05/2007	25/10/2007	25/07/2008	100 000,00	F	FIXE	4,590	4,593		A	C	O	A-1
2011.123/A1011658 (EAU-2011-1)	Caisse d'Epargne	06/12/2011	15/01/2012	25/04/2012	380 000,00	F	FIXE	4,740	4,804		T	C	O	A-1
43519825326 (EAU-2005-1)	Crédit Agricole	01/03/2005	03/03/2005	28/06/2005	500 000,00	V	TEC5	3,510	2,092		T	P	O	A-1
5440951 (EAU-2021-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	16/07/2021	01/09/2021	01/11/2021	750 000,00	V	LIVRETA	1,100	1,588		T	C	O	A-1
5598907 (EAU-2024-2)	Caisse des Dépôts et Consignation	21/06/2024	01/07/2024	01/10/2024	1 100 000,00	V	LIVRETA	3,400	3,383		T	C	O	A-1
5598926 (EAU-2024-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	18/06/2024	01/07/2024	01/10/2024	900 000,00	V	LIVRETA	3,400	3,377		T	C	O	A-1
A1009093 (EAU-2006-3)	Caisse d'Epargne	23/06/2006	23/06/2006	25/06/2009	300 000,00	F	FIXE	4,930	3,948		T	P	O	A-1
A1016989 (EAU-2016-2)	Caisse d'Epargne	15/11/2016	25/02/2017	25/05/2017	250 000,00	F	FIXE	1,670	1,681		T	P	O	A-1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
MON532652EUR/02 (EAU-2006-4)	SFIL	03/05/2006	01/06/2006	01/09/2006	369 548,96	F	FIXE	4,550	4,628		T	P	O	A-1
MON532653EUR (EAU-2010-1)	SFIL	05/10/2010	15/11/2010	01/03/2011	81 000,00	F	FIXE	2,270	2,290		T	P	O	A-1
MON532740EUR (EAU-2014-1)	SFIL	18/04/2014	13/06/2014	01/10/2014	500 000,00	F	FIXE	3,310	3,380		T	P	O	A-1
MON533320EUR (EAU-2003-2)	SFIL	18/12/2003	20/01/2004	01/04/2004	212 478,36	F	FIXE	5,300	5,407		T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**9 708 766,64**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**6 294 304,84**					**431 261,14**	**154 113,96**	**0,00**	**32 675,55**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		6 294 304,84					431 261,14	154 113,96	0,00	32 675,55
00600485120 (EAU-2010-2)	N	0,00	A-1	22 600,00	0,59	F	FIXE	2,850	22 600,00	644,10	0,00	0,00
00601357275 (EAU-2017-1)	N	0,00	A-1	152 117,20	17,47	F	FIXE	1,680	7 307,73	2 555,57	0,00	1 306,38
00601757054 (EAU-2018-1)	N	0,00	A-1	60 738,49	8,66	F	FIXE	1,330	6 589,74	775,06	0,00	64,01
00601909539 (EAU-2018-2)	N	0,00	A-1	9 713,91	0,35	F	FIXE	0,670	9 713,91	65,08	0,00	0,00
00602024507 (EAU-2019-1)	N	0,00	A-1	63 786,46	19,37	F	FIXE	1,850	2 742,91	1 161,09	0,00	144,23
00602237591 (EAU-2019-2)	N	0,00	A-1	272 407,01	24,84	F	FIXE	0,890	9 774,82	2 402,72	0,00	368,05
00602676340 (EAU-2020-2)	N	0,00	A-1	887 723,52	10,75	F	FIXE	1,020	76 669,85	9 054,78	0,00	2 107,85
1241332 (EAU-2020-1)	N	0,00	A-1	52 042,61	3,08	F	FIXE	3,920	12 270,12	2 040,07	0,00	1 426,66
1356335 (EAU-2016-1)	N	0,00	A-1	185 695,85	23,50	V	LIVRETA	3,750	2 766,07	6 963,59	0,00	2 904,83
1783 (EAU-2021-2)	N	0,00	A-1	689 062,50	36,72	F	FIXE	1,370	18 750,00	9 525,06	0,00	299,31
2003 082 (EAU-2003-1)	N	0,00	A-1	99 680,18	8,07	F	FIXE	4,720	9 144,77	4 704,90	0,00	3 992,29
2004-179 (EAU-2004-1)	N	0,00	A-1	144 581,41	4,32	F	FIXE	4,640	26 354,48	6 708,58	0,00	3 772,38
2006.085 (EAU-2006-1)	N	0,00	A-1	38 333,21	11,40	F	FIXE	4,100	3 333,34	1 537,49	0,00	146,67
2007.083 (EAU-2007-1)	N	0,00	A-1	14 835,48	2,57	F	FIXE	4,590	4 945,14	680,95	0,00	199,00
2011.123/A1011658 (EAU-2011-1)	N	0,00	A-1	57 000,17	2,07	F	FIXE	4,740	25 333,32	2 251,50	0,00	277,36
43519825326 (EAU-2005-1)	N	0,00	A-1	199 705,14	10,24	V	TEC5	0,000	19 483,44	0,00	0,00	0,00
5440951 (EAU-2021-1)	N	0,00	A-1	729 563,90	37,33	V	LIVRETA	3,600	3 781,05	22 363,30	0,00	2 861,72
5598907 (EAU-2024-2)	N	0,00	A-1	1 093 125,00	39,50	V	LIVRETA	3,400	27 500,00	33 200,56	0,00	5 813,20
5598926 (EAU-2024-1)	N	0,00	A-1	891 000,00	24,50	V	LIVRETA	3,400	36 000,00	26 915,45	0,00	4 664,19
A1009093 (EAU-2006-3)	N	0,00	A-1	154 806,99	9,23	F	FIXE	4,930	13 558,23	7 383,89	0,00	135,40
A1016989 (EAU-2016-2)	N	0,00	A-1	162 868,61	12,15	F	FIXE	1,670	12 084,84	2 644,48	0,00	253,18

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
						Taux d'intérêt						
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
MON532652EUR/02 (EAU-2006-4)	N	0,00	A-1	40 723,84	1,42	F	FIXE	4,550	26 841,26	1 399,26	0,00	54,39
MON532653EUR (EAU-2010-1)	N	0,00	A-1	28 252,25	5,92	F	FIXE	2,270	4 446,30	603,66	0,00	46,53
MON532740EUR (EAU-2014-1)	N	0,00	A-1	185 767,67	4,50	F	FIXE	3,310	36 729,10	5 696,14	0,00	1 233,29
MON533320EUR (EAU-2003-2)	N	0,00	A-1	58 173,44	4,00	F	FIXE	5,300	12 540,72	2 836,68	0,00	604,63
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**6 294 304,84**					**431 261,14**	**154 113,96**	**0,00**	**32 675,55**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	25	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	6 294 304,84	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2019-12-20

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Subv d'équipement versées pour mobiliers, matériels, études	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour projets d'infrastructures intérêt national	20	20/12/2019
L	Logiciel	2	20/12/2019
L	Voiture	5	20/12/2019
L	Camion et véhicule industriel	7	20/12/2019
L	Mobilier	10	20/12/2019
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	20/12/2019
L	Matériel informatique	4	20/12/2019
L	Matériel classique	10	20/12/2019
L	Coffre-fort	20	20/12/2019
L	Installation et appareil de chauffage	10	20/12/2019
L	Appareil de levage, ascenseur	20	20/12/2019
L	Equipement garages et ateliers	10	20/12/2019
L	Equipement des cuisines	10	20/12/2019
L	Equipement sportif	10	20/12/2019
L	Installation de voirie	20	20/12/2019
L	Plantation	15	20/12/2019
L	Autre agencement et aménagement de terrain	15	20/12/2019
L	Appareils de laboratoire, matériel de bureau (sauf informatique), outillages	5	20/12/2019
L	Réseaux d'assainissement	60	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages lourds	40	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages courants (Bassins de décantation)	30	20/12/2019
L	Ouvrages génie civil captage, transport, traitement eau potable, cana adduction eau, gros équip méca	60	20/12/2019
L	Poste de relevage des eaux usées	30	20/12/2019
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	20/12/2019
L	Pompes, surpresseurs, appareils électroméca, instal chauffage (yc chaudières), instal ventilation	15	20/12/2019
L	Organes de régulation (électronique, capteurs)	10	20/12/2019
L	Bâtiments durables	50	20/12/2019
L	Bâtiments légers, abris	15	20/12/2019
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	20/12/2019
L	Biens de faible valeur inférieure à 500	1	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**48 031,00**	**48 031,00**	**0,00**	**48 031,00**
Creances douteuses	0,00	26/10/2022	12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00
Creances douteuses	0,00	11/04/2023	26 634,00	26 634,00	0,00	26 634,00
Creances douteuses	0,00	15/04/2024	9 397,00	9 397,00	0,00	9 397,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**48 031,00**	**48 031,00**	**0,00**	**48 031,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée(année)	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
Creances douteuses	Creances douteuses	13 898,00	0	0,00	13 898,00	0,00

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**792 258,35**	**792 258,35**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-2 289 729,39**	**-2 289 729,39**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 497 471,04**	**-1 497 471,04**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**1 497 471,04**	**1 497 471,04**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 497 471,04**	**-1 497 471,04**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**733 700,35**	**733 700,35**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**7 266 066,22**	**7 266 066,22**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**6 532 365,87**	**6 532 365,87**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**733 700,35**	**I**	**733 700,35**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**434 261,14**		**434 261,14**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	434 261,14		434 261,14
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**299 439,21**		**299 439,21**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*299 439,21*		*299 439,21*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**7 266 066,22**	**III** **7 266 066,22**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**7 266 066,22**	**7 266 066,22**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 713 551,32*	*1 713 551,32*
28182	*Matériel de transport*	*50 000,00*	*50 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*2 514,90*	*2 514,90*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
09/04/2025 EAU AGRICOLE ET SECURISATION EST OUEST	0,00	7 600 000,00	7 600 000,00	0,00	600 000,00	7 000 000,00
09/04/2025 SECURISATION DE LA SIAGNOLE	0,00	18 650 000,00	18 650 000,00	0,00	150 000,00	18 500 000,00
06/04/2025 STATION DE POMPAGE ET BASSIN DE L'OLIVIER TANNERON	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00	500 000,00	2 000 000,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**20,00**	**0,00**	**20,00**	**9,00**	**7,00**	**16,00**
Acheteur public	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint administratif	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Agent administratif	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Agent d'accueil	C	3,00	0,00	3,00	0,00	3,00	3,00
Responsable clientèle	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Responsable des Ressources Humaines	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Rédacteur principal 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur territorial	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**42,00**	**0,00**	**42,00**	**9,00**	**20,00**	**29,00**
Adjoint technique principal 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint technique principal 2ème classe	C	5,00	0,00	5,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint technique territorial	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Agent de distribution de l'eau	C	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
Agent de maîtrise	C	6,00	0,00	6,00	2,00	2,00	4,00
Agent de maîtrise principal	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Agent de relève	C	4,00	0,00	4,00	0,00	4,00	4,00
Agent réseau	C	5,00	0,00	5,00	0,00	5,00	5,00
Apprenti	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Electromécanicien	B	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
Géomètre	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Référent maintenance	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Technicien BE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien principal 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Technicien territorial	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**62,00**	**0,00**	**62,00**	**18,00**	**27,00**	**45,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**1 434 690,00**		
Acheteur public	A	ADM		94 310,00	A CDI	CDI CDI
Adjoint technique principal 1ère classe	C	TECH		68 220,00	A CDI	CDI CDI
Agent administratif	C	ADM		41 510,00	A CDI	CDI CDI
Agent d'accueil	C	ADM		108 910,00	A CDI	CDI CDI
Agent de distribution de l'eau	C	TECH		107 330,00	A CDI	CDI CDI
Agent de maîtrise	C	TECH		177 150,00	A CDI	CDI CDI
Agent de relève	C	TECH		58 420,00	A CDI	CDI CDI
Agent de relève	C	TECH		79 260,00	332-23-1° CDD	CDD CDD
Agent réseau	C	TECH		204 750,00	A CDI	CDI CDI
Apprenti	C	TECH		9 410,00	332-24 CDI	CDI CDI
Electromécanicien	B	TECH		58 170,00	A CDI	CDI CDI
Electromécanicien	B	TECH		48 860,00	332-23-1° CDD	CDD CDD
Géomètre	B	TECH		48 690,00	A CDI	CDI CDI
Responsable clientèle	B	ADM		52 330,00	A CDI	CDI CDI
Responsable des Ressources Humaines	A	ADM		81 400,00	A CDI	CDI CDI
Référent maintenance	C	TECH		0,00	A CDI	CDI CDI
Technicien BE	A	TECH		79 300,00	A CDI	CDI CDI
Technicien principal 2ème classe	B	TECH		116 670,00	A CDI	CDI CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**1 434 690,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Acte certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004002-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
Administratifs		4	98 000,00
Technicien		1	20 000,00
TOTAL GENERAL		5	118 000,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250408-250408-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

IV D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

ALEXANDRE Coraline	
AUGIER Sylvain	
BERNARD Laurence	
BLANC Maryvonne	
BOUCHARD Rene	
BOUGE Camille	
CAUVY Brigitte	
CAVALLIER Francois	
COULON Christian	
COURANT Aurelie	
DE CLARENS Patrick	
DUMESNY Patrice	
DURAND-TERRASSON Philippe	
FAUR Lois	
HENRY Bernard	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophelie	
MANKAI Marie-Josee	
MARIET Claudette	
MARIN Daniel	
MARTEL Nicolas	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

MENUT Elisabeth	
ORFEO Marco	
PERRET Michele	
RAYNAUD Michel	
REZK Michel	
ROBBE Myriam	
SAILLET Jerome	
THEODOSE Christian	
UGO Rene	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DE L'EAU
CFU - RESTES A REALISER 2024
DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature des dépenses	Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation
Déficit d'investissement reporté	168 490,52	168 490,52		0,00		001
Déficit d'investissement reporté	114 485,22	114 485,22		0,00		001
Chapitre 001 - Déficit d'investissement reporté	**282 975,74**	**282 975,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Amortissement des subventions	306 000,00	295 267,92		10 732,08		139
Travaux en régie	350 000,00	344 691,54		5 308,46		21561
Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre sections	**656 000,00**	**639 959,46**	**0,00**	**16 040,54**	**0,00**	
Remboursement avances forfaitaires (SEILLANS)	330 000,00	6 224,05		323 775,95		2315
Remboursement avances forfaitaires SIAGNOLE	60 000,00	26 062,50		33 937,50		2315
Intégration frais d'études et insertions	150 000,00	38 111,00		111 889,00		21531/2182/2315
Chap. 041 - Opérations patrimoniales	**540 000,00**	**70 397,55**	**0,00**	**469 602,45**	**0,00**	
Remboursement du capital des emprunts	391 500,00	372 380,12		19 119,88		1641
Chap. 16 - Emprunts et dettes assimilées	**391 500,00**	**372 380,12**	**0,00**	**19 119,88**	**0,00**	
Schéma directeur de production	82 206,25	69 333,25	12 873,00	0,00	12 873,00	2031
Recherche de fuites	6 000,00	5 492,00		508,00		2031
Frais de publication pour les marchés publics	8 720,00	5 431,41		3 288,59		2033
Logiciels métiers + France 2030 CYBERSECURITE	25 019,17	3 565,40	24 250,98	-2 797,21	24 250,98	2051
Programme d'études de la gestion active de l'aquifère	50 000,00			50 000,00		2031
Etude canalisation des Jaumillots / La Péjade FAYENCE	10 500,00	9 300,00	1 200,00	0,00	1 200,00	2031
Travaux de sécurisation - Bassin de la Péjade + DECI - Etudes	16 600,00	8 475,00	8 125,00	0,00	8 125,00	2031
Frais d'études et de topographie Tournon **MONTAUROUX**	19 323,00			19 323,00		2031
Etude d'optimisation source du Neisson SEILLANS - Gestion active de l'aquifère	8 000,00		3 000,00	5 000,00	3 000,00	2031
Etude des ressources stratégiques	602 100,00			602 100,00		2031
Dossier de déclaration du forage Le Jas Neuf MONTAUROUX	50 000,00		5 500,00	44 500,00	5 500,00	2031
Relevés Canal Romain et Jourdan	55 279,00		55 279,00	0,00	55 279,00	2031
Etudes environnementales SIAGNOLE	40 000,00		31 685,00	8 315,00	31 685,00	2031
Recherche de fuite sur réseau Siagnole	1 028,00	1 028,00		0,00		2031
AMO pour le Schéma directeur de la Siagnole	11 500,00	9 985,42	1 890,03	-375,45	1 890,03	2031
Chap. 20 - Immobilisations incorporelles	**986 275,42**	**112 610,48**	**143 803,01**	**729 861,93**	**143 803,01**	
Matériel CALLIAN	11 000,00	10 638,72		361,28		21561
Matériel FAYENCE (Amélioration chloration Maracabre)	9 494,36	2 377,57	6 419,03	697,76	6 419,03	21561
Matériel MONS (Sonde mesure turbidité)	6 000,00	5 238,80		761,20		21561
Matériel MONTAUROUX (Chambres pour détendeurs, bassin Villaron, chambre de comptage)	21 600,00	21 593,59		6,41		21561
Matériel SAINT-PAUL (turbidimètre, bassin)	10 000,00	9 845,81		154,19		21561
Matériel SEILLANS (Réseau Jonquier, turbidimètre, bouches à clés)	12 000,00	11 844,91		155,09		21561
Matériel TANNERON (Chambres pour détendeurs, turbidimètre, détendeur pression...)	90 000,00	63 962,33	24 347,48	1 690,19	24 347,48	21561
Matériel TOURRETTES (Maillage bassin Peyrasset et chemin Turquière, vanne bassin Acates)	7 183,30	7 139,67		43,63		21561

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

Nature des dépenses	Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation
Matériel et outillage Pôle RESEAU / TRAVAUX	25 000,00	2 598,40	1 320,00	21 081,60	1 320,00	21561
Matériel et outillage PÔLE MAINTENANCE	27 275,85	12 792,14		14 483,71		21561
Matériel pour gestion des pressions	6 450,00	6 450,00		0,00		21561
Matériel qualité de l'eau	40 000,00			40 000,00		21561
Rachat station de lavage Quai de transfert	**10 000,00**	**10 000,00**		**0,00**		**21561**
Rachat Alarme intrusion Maison de Pays pour la Maison de l'Eau	**3 000,00**	**3 000,00**		**0,00**		**21561**
Travaux de sécurisation - Télégestion	50 000,00	17 687,22		32 312,78		21561
Fourniture et pose de compteurs communicants pour les économies d'eau	280 243,00	233 570,52	136,00	46 536,48	136,00	21561
Matériel SIAGNOLE + sécurisation des sources	102 062,66	88 164,10	1 757,00	12 141,56	1 757,00	21561
Sécurisation des sources plan VIGIPIRATE	9 060,47	8 009,87		1 050,60		2183
Véhicules : 4 + 3 VL	160 000,00	150 850,85		9 149,15		2182
Agencement de véhicules	30 000,00	19 945,30	1 400,00	8 654,70	1 400,00	2182
Matériel informatique + téléphonie	96 584,20	53 448,17	950,00	42 186,03	950,00	2183
Equipement atelier Maison de l'eau + local atelier pour les véhicules + consommables 1er équipement	71 002,10	41 711,09		29 291,01		2188
21 - Immobilisations corporelles	**1 077 955,94**	**780 869,06**	**36 329,51**	**260 757,37**	**36 329,51**	
Travaux réseaux divers - Chemin de l'Abreuvage BAGNOLS	11 598,50	4 479,60		7 118,90		2315
Travaux AEP/DECI Impasse Maupas BAGNOLS	113 000,00		112 781,70	218,30	112 781,70	2315
Travaux AEP/DECI Impasse Bruel CALLIAN	85 000,00		84 215,00	785,00	84 215,00	2315
Renouvellement des canalisations Jaumillots (dont DECI) FAYENCE	600 000,00	4 000,00	480 715,00	115 285,00	480 715,00	2315
Renouvellement des canalisations Le Béal du Nègre FAYENCE	100 000,00			100 000,00		2315
Réfection local pompage MONS	7 000,00	6 730,00		270,00		2315
Travaux AEP/DECI Impasse Tennis ESTERETS MONTAUROUX	82 000,00		81 796,50	203,50	81 796,50	2315
Avance forfaitaire Travaux AEP/DECI Impasse Tennis ESTERETS MONTAUROUX			9 088,50	-9 088,50	9 088,50	238
Compresseur aux Esterets du Lac MONTAUROUX	5 296,00	5 296,00		0,00		2315
Extension réseau AEP Impasse de la Barrière MONTAUROUX	9 120,00	9 120,00		0,00		2315
Pompe bassin Ste Brigitte SEILLANS	100 000,00	62 316,45		37 683,55		2315
Réhabilitation canalisations quartier le CUINIER à SEILLANS	304 021,40	257 924,10		46 097,30		2315
Sécurisation de l'alimentation de la partie Nord-Ouest de SEILLANS + renouvellement canalisations + DECI	**4 730 758,93**	**1 372 859,90**	**2 945 884,25**	**412 014,78**	**2 945 884,25**	**2315**
Avances forfaitaires Travaux de sécurisation SEILLANS	**297 131,45**	**297 131,45**	**179 530,42**	-179 530,42	179 530,42	**238**
Réhabilitation de la Station de Pompage de TANNERON	**186 720,00**	**13 447,45**		173 272,55		**2315**
Programme réseaux divers TANNERON (Détendeurs de pression)	72 878,00	2 971,68	32 878,00	37 028,32	32 878,00	2315
Extension Chemin du Terme et giratoire Vol à Voile TOURRETTES	252 806,55	126 810,59		125 995,96		2315
Travaux DECI pour les communes (convention)	193 637,00			193 637,00		2315
Raccordement au Lac de Saint Cassien	1 300 000,00	44 841,31		1 255 158,69		2315
Maison de l'Eau (Solde MOE)	2 400,01	1 400,00	868,00	132,01	868,00	2313
Programme de réseaux divers	529 210,67	48 000,00		481 210,67		2315
Grosses réparations Canal Romain et Jourdan	164 843,00	103 242,38	11 600,00	50 000,62	11 600,00	2315
Réparations d'urgence Canalisation Font Freye	97 000,00	27 158,00		69 842,00		2315
Sécurisation des sources - Tiroirs optiques	3 000,00	2 900,00		100,00		2315
Rénovation du forage de TASSY (Partie SMIAGE pour la foration + partie équipements)	873 937,50	271 424,88	20 647,60	581 865,02	20 647,60	2315
Rénovation forage de TASSY - Avance forfaitaire	26 062,50	26 062,50		0,00		238
Forage Barrière MONTAUROUX	11 400,00	11 384,05		15,95		2315
Chapitre 23 - Immobilisations en cours	**10 158 821,51**	**2 699 500,34**	**3 960 004,97**	**3 499 316,20**	**3 960 004,97**	
Participation Agence France Locale	6 900,00	6 900,00				261
Chapitre 26 - Participations et créances rattachées à des participations	**6 900,00**	**6 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Total des dépenses d'investissement	**14 100 428,61**	**4 965 592,75**	**4 140 137,49**	**4 994 698,37**	**4 140 137,49**	

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Eau, en dépenses d'investissement, est arrêté à la somme de 4 140 137,49€ (Quatre millions cent-quarante mille cent-trente-sept euros et quarante-neuf centimes TTC)

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

SGC de l'Estérel 083110

Par délégation
Nathalie MIRANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DE L'EAU
CFU - RESTES A REALISER 2024
RECETTES D'INVESTISSEMENT

Intitulé des programmes	Budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation
Virement de la section de fonctionnement	4 741 883,00			4 741 883,00		021
Chap. 021 - Virement de la section de fonctionnement	**4 741 883,00**	**0,00**	**0,00**	**4 741 883,00**	**0,00**	
Etalement des frais de réaménagement de Callian et Seillans	2 514,90	2 514,90		0,00		4817
Amortissement des immobilisations	1 707 000,00	1 638 516,51		68 483,49		28
Amortissement des immobilisations SIAGNOLE	20 000,00	35 078,87		-15 078,87		28
Total Chap. 040 - Opé d'ordre de transfert entre sections	**1 729 514,90**	**1 676 110,28**	**0,00**	**53 404,62**	**0,00**	
Remboursement avances forfaitaires (SEILLANS)	330 000,00	6 224,05		323 775,95		238
Remboursement avances forfaitaires SIAGNOLE	60 000,00	26 062,50		33 937,50		238
Intégration frais d'études et insertions	150 000,00	38 111,00		111 889,00		2031/2033
Total Chap. 041 - Opérations patrimoniales	**540 000,00**	**70 397,55**	**0,00**	**469 602,45**	**0,00**	
Excédent de fonctionnement capitalisé	579 750,11	579 750,11		0,00		1068
Excédent de fonctionnement capitalisé SIAGNOLE	247 649,65	247 649,65		0,00		1068
Chap. 10 - Dotations, fonds et réserves	**827 399,76**	**827 399,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Sécurisation de l'alimentation de la partie Nord-Ouest de SEILLANS	**1 100 000,00**	**1 100 000,00**		0,00		**1641**
Forage de Tassy - Foration + équipements	900 000,00	900 000,00		0,00		1641
Chap. 16 - Emprunts et dette assimilée	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Agence de l'eau - Sécurisation alimentation partie Nord-Ouest SEILLANS	**1 422 300,00**	**711 150,00**	**711 150,00**	0,00	**711 150,00**	**13111**
FNADT - MOE et études travaux de sécurisation Sainte Brigitte SEILLANS	**49 605,33**		**49 605,33**	0,00	**49 605,33**	**13118**
DETR Sécurisation Nord Ouest SEILLANS TRANCHE 1	**492 611,70**	**147 783,51**	**344 828,19**	0,00	**344 828,19**	**13118**
DETR Sécurisation Nord Ouest SEILLANS TRANCHE 2	**364 288,80**		**364 288,02**	0,78	**364 288,02**	**13118**
Fonds de concours SEILLANS - Sécurisation alimentation partie Nord-Ouest	**300 000,00**			300 000,00		**1314**
Agence de l'eau - Renouvellement des canalisations SEILLANS	442 337,00	221 168,00	221 169,00	0,00	221 169,00	13111
Agence de l'eau - Renouvellement RD53 Route de Mons SEILLANS - CUINIER	93 390,00	46 695,00	46 695,00	0,00	46 695,00	13111
Remboursement DECI par SEILLANS	220 000,00			220 000,00		1314
Remboursements Communes DECI	391 637,00			391 637,00		1314
Solde subvention études structuration service eau	34 670,00	36 190,00		-1 520,00		13111
Solde subvention Agence de l'Eau pour l'ambassadeur de l'eau	60 905,56		60 905,56	0,00	60 905,56	13111
Agence de l'Eau - Schéma directeur de production d'eau	41 914,00	20 957,00	20 957,00	0,00	20 957,00	13111
Agence de l'Eau - Extension Chemin du Terme et giratoire Vol à Voile TOURRETTES	30 810,00		30 810,00	0,00	30 810,00	13111
Remboursement DECI par FAYENCE pour les Jaumillots	256 257,00			256 257,00		1314
Agence de l'Eau - Participation poste Ambassadeur de l'Eau	60 904,56			60 904,56		13111
Total Chap. 13 - Subventions d'investissement	**4 261 630,95**	**1 183 943,51**	**1 850 408,10**	**1 227 279,34**	**1 850 408,10**	
Total des recettes d'investissement	***14 100 428,61***	***5 757 851,10***	***1 850 408,10***	***6 492 169,41***	***1 850 408,10***	

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Eau, en recettes d'investissement, est arrêté à la somme de 1 850 408,10€ (Un million huit-cent-cinquante mille quatre-cent-huit euros et dix centimes)

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

Par délégation
Nathalie MIRANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

SGC de l'Estéral 083110

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

IV D

Nombre de membres en exercice : 30
Nombre de membres présents : 21
Nombre de suffrages exprimés : 27
VOTES :
Pour : 25
Contre : 0
Abstentions : 2
+6 procurations
Date de convocation : 02/04/2025

Présenté par (1), le Président
A le Tourrettes, le 09/04/2025
(1),

Le Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A, le Tourrettes, le 09/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

ALEXANDRE Coraline	
AUGIER Sylvain ~~——~~ Julien	
BERNARD Laurence	
BLANC Maryvonne	
BOUCHARD Rene	
BOUGE Camille	
CAUVY Brigitte	
CAVALLIER Francois	
COULON Christian	
COURANT Aurelie	
DE CLARENS Patrick	
DUMESNY Patrice	
DURAND-TERRASSON Philippe	
FAUR Lois	
HENRY Bernard	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophelie	
MANKAI Marie-Josee	
MARIET Claudette	
MARIN Daniel	
MARTEL Nicolas	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-17-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	

MENUT Elisabeth	
ORFEO Marco	
PERRET Michele	
RAYNAUD Michel	
REZK Michel	
ROBBE Myriam	
SAILLET Jerome	
THEODOSE Christian	
UGO Rene	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
DCC n° 250409/18
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025

Il est demandé au conseil communautaire de se prononcer sur le budget primitif 2025 du budget annexe de l'assainissement, arrêté comme suit :

- Recettes de fonctionnement : 5 210 000.00€
- Dépenses de fonctionnement : 5 210 000.00€
- Recettes d'investissement : 5 968 138.37€
- Dépenses d'investissement : 5 968 138.37€

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'instruction budgétaire et comptable M49,
VU le débat d'orientation budgétaire du 19 mars 2025,
VU le projet de budget primitif 2025 du budget annexe de l'assainissement,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le Budget Primitif du budget annexe de l'assainissement pour l'exercice 2025 comme suit :
  - Recettes de fonctionnement : 5 210 000.00€
  - Dépenses de fonctionnement : 5 210 000.00€
  - Recettes d'investissement : 5 968 138.37€
  - Dépenses d'investissement : 5 968 138.37€
- **VOTE** ce budget comme suit :
  - au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
  - au niveau du chapitre pour la section d'investissement.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20000480200050	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE

POSTE COMPTABLE DE : SCG DE L'ESTEREL

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : ASSAINISSEMENT (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 20
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 25
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 26
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 27
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 29
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 30
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 31
A3.2 - Etalement des provisions 32
A4.1 - Equilibre des opérations financières 33
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 34
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 35
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 36
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 37
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 41
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 42

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	5 210 000,00	3 459 510,54
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 750 489,46
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	5 210 000,00	5 210 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	3 536 167,30	3 207 838,24
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	2 431 971,07	465 934,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 2 294 366,13
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	5 968 138,37	5 968 138,37

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	11 178 138,37	11 178 138,37

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 162 470,00	0,00	1 195 150,00	1 195 150,00	1 195 150,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	905 029,00	0,00	1 045 580,00	1 045 580,00	1 045 580,00
014	Atténuations de produits	250 082,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	40 100,00	0,00	32 000,00	32 000,00	32 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 357 681,00**	**0,00**	**2 272 730,00**	**2 272 730,00**	**2 272 730,00**
66	Charges financières	76 592,52	0,00	86 411,67	86 411,67	86 411,67
67	Charges exceptionnelles	61 500,00	0,00	37 000,00	37 000,00	37 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	4 463,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	155 463,12		169 979,26	169 979,26	169 979,26
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 655 699,64**	**0,00**	**2 566 120,93**	**2 566 120,93**	**2 566 120,93**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 050 000,00*		*1 600 000,00*	*1 600 000,00*	*1 600 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 006 235,29*		*1 043 879,07*	*1 043 879,07*	*1 043 879,07*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 056 235,29***		***2 643 879,07***	***2 643 879,07***	***2 643 879,07***
TOTAL		**4 711 934,93**	**0,00**	**5 210 000,00**	**5 210 000,00**	**5 210 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 210 000,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	8 243,60	0,00	8 351,38	8 351,38	8 351,38
70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 095 817,01	0,00	2 881 134,00	2 881 134,00	2 881 134,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	66 777,00	0,00	14 479,26	14 479,26	14 479,26
75	Autres produits de gestion courante	1 002,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**3 171 839,61**	**0,00**	**2 903 964,64**	**2 903 964,64**	**2 903 964,64**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	204 000,00	0,00	11 000,00	11 000,00	11 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		2 770,00	2 770,00	2 770,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 375 839,61**	**0,00**	**2 917 734,64**	**2 917 734,64**	**2 917 734,64**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*399 621,00*		*541 775,90*	*541 775,90*	*541 775,90*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***399 621,00***		***541 775,90***	***541 775,90***	***541 775,90***
TOTAL		**3 775 460,61**	**0,00**	**3 459 510,54**	**3 459 510,54**	**3 459 510,54**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 750 489,46**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 210 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**2 102 103,17**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	76 000,00	7 883,60	31 000,00	31 000,00	38 883,60
21	Immobilisations corporelles	460 447,82	75 860,92	293 500,00	293 500,00	369 360,92
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 026 363,41	2 348 226,55	2 049 891,40	2 049 891,40	4 398 117,95
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 562 811,23**	**2 431 971,07**	**2 374 391,40**	**2 374 391,40**	**4 806 362,47**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	288 300,00	0,00	290 000,00	290 000,00	290 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**297 500,00**	**0,00**	**290 000,00**	**290 000,00**	**290 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**5 860 311,23**	**2 431 971,07**	**2 664 391,40**	**2 664 391,40**	**5 096 362,47**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*399 621,00*		*541 775,90*	*541 775,90*	*541 775,90*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*150 000,00*		*330 000,00*	*330 000,00*	*330 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***549 621,00***		***871 775,90***	***871 775,90***	***871 775,90***
TOTAL		**6 409 932,23**	**2 431 971,07**	**3 536 167,30**	**3 536 167,30**	**5 968 138,37**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 968 138,37**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	1 545 966,48	465 934,00	5 860,81	5 860,81	471 794,81
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 181 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 727 216,48**	**465 934,00**	**5 860,81**	**5 860,81**	**471 794,81**
10	Dotations, fonds divers et réserves	100 147,82	0,00	70 033,20	70 033,20	70 033,20
106	Réserves (7)	0,00	0,00	158 065,16	158 065,16	158 065,16
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**100 147,82**	**0,00**	**228 098,36**	**228 098,36**	**228 098,36**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004808-20250409-250409018-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Total des recettes réelles d'investissement		**2 827 364,30**	**465 934,00**	**233 959,17**	**233 959,17**	**699 893,17**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 050 000,00*		*1 600 000,00*	*1 600 000,00*	*1 600 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 006 235,29*		*1 043 879,07*	*1 043 879,07*	*1 043 879,07*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*150 000,00*		*330 000,00*	*330 000,00*	*330 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 206 235,29***		***2 973 879,07***	***2 973 879,07***	***2 973 879,07***
TOTAL		**5 033 599,59**	**465 934,00**	**3 207 838,24**	**3 207 838,24**	**3 673 772,24**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 294 366,13**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 968 138,37**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 102 103,17**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 195 150,00		1 195 150,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 045 580,00		1 045 580,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	32 000,00		32 000,00
66	Charges financières	86 411,67	*0,00*	86 411,67
67	Charges exceptionnelles	37 000,00	*0,00*	37 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*1 043 879,07*	1 043 879,07
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	169 979,26		169 979,26
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 600 000,00*	1 600 000,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**2 566 120,93**	***2 643 879,07***	**5 210 000,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 210 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*391 775,90*	391 775,90
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	290 000,00	*0,00*	290 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	38 883,60	0,00	38 883,60
21	Immobilisations corporelles (6)	369 360,92	180 000,00	549 360,92
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	4 398 117,95	300 000,00	4 698 117,95
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**5 096 362,47**	***871 775,90***	**5 968 138,37**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 968 138,37**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	8 351,38		8 351,38
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 881 134,00		2 881 134,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*150 000,00*	150 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	14 479,26		14 479,26
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	11 000,00	*391 775,90*	402 775,90
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	2 770,00	*0,00*	2 770,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**2 917 734,64**	***541 775,90***	**3 459 510,54**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 750 489,46**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 210 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	70 033,20	*0,00*	70 033,20
13	Subventions d'investissement reçues	471 794,81	*0,00*	471 794,81
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*30 000,00*	30 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*300 000,00*	300 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 042 643,78*	1 042 643,78
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*1 235,29*	1 235,29
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*1 600 000,00*	1 600 000,00
	Recettes d'investissement – Total	**541 828,01**	***2 973 879,07***	**3 515 707,08**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**2 294 366,13**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**158 065,16**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 968 138,37**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200084882-20250408-250408-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 162 470,00**	**1 195 150,00**	**1 195 150,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	416 000,00	300 000,00	300 000,00
6062	Produits de traitement	88 000,00	60 000,00	60 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	45 700,00	37 000,00	37 000,00
6064	Fournitures administratives	4 400,00	3 500,00	3 500,00
6066	Carburants	10 800,00	7 400,00	7 400,00
6068	Autres matières et fournitures	14 150,00	85 300,00	85 300,00
611	Sous-traitance générale	206 600,00	212 100,00	212 100,00
6135	Locations mobilières	10 000,00	6 000,00	6 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	2 000,00	1 600,00	1 600,00
61523	Entretien, réparations réseaux	140 000,00	140 000,00	140 000,00
61551	Entretien matériel roulant	20 000,00	16 600,00	16 600,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 400,00	37 500,00	37 500,00
6156	Maintenance	24 620,00	27 900,00	27 900,00
6161	Multirisques	10 800,00	11 300,00	11 300,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	0,00	45 000,00	45 000,00
618	Divers	21 500,00	21 500,00	21 500,00
6226	Honoraires	8 700,00	15 000,00	15 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 100,00	38 000,00	38 000,00
6228	Divers	65 000,00	62 000,00	62 000,00
6231	Annonces et insertions	1 750,00	1 450,00	1 450,00
6238	Divers	3 400,00	4 200,00	4 200,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	1 400,00	1 400,00
6261	Frais d'affranchissement	23 300,00	17 800,00	17 800,00
6262	Frais de télécommunications	14 750,00	19 100,00	19 100,00
627	Services bancaires et assimilés	2 000,00	1 300,00	1 300,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	700,00	700,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	8 500,00	7 000,00	7 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 000,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	1 200,00	1 200,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	0,00	13 000,00	13 000,00
6378	Autres taxes et redevances	500,00	300,00	300,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**905 029,00**	**1 045 580,00**	**1 045 580,00**
6211	Personnel intérimaire	0,00	20 000,00	20 000,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	46 759,00	81 000,00	81 000,00
6312	Taxe d'apprentissage	2 000,00	0,00	0,00
6313	Participat° employeurs format° continue	2 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	300,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 200,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	555 800,00	933 300,00	933 300,00
6413	Primes et gratifications	66 600,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	2 700,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	106 000,00	0,00	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	1 700,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	83 000,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	11 300,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	9 400,00	0,00	0,00
6472	Versements aux comités d'entreprise	6 120,00	4 980,00	4 980,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 700,00	2 700,00	2 700,00
648	Autres charges de personnel	4 450,00	3 600,00	3 600,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**250 082,00**	**0,00**	**0,00**
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	250 082,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**40 100,00**	**32 000,00**	**32 000,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	9 000,00	5 700,00	5 700,00
6518	Autres	22 000,00	17 700,00	17 700,00
6541	Créances admises en non-valeur	6 000,00	7 500,00	7 500,00
6542	Créances éteintes	3 000,00	1 000,00	1 000,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	100,00	100,00	100,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**2 357 681,00**	**2 272 730,00**	**2 272 730,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**76 592,52**	**86 411,67**	**86 411,67**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	72 500,00	81 411,67	81 411,67
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-907,48	0,00	0,00
6688	Autre	5 000,00	5 000,00	5 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**61 500,00**	**37 000,00**	**37 000,00**
6712	Amendes fiscales et pénales	1 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	22 000,00	15 000,00	15 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	3 500,00	2 000,00	2 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	35 000,00	20 000,00	20 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**4 463,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	4 463,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**155 463,12**	**169 979,26**	**169 979,26**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**2 655 699,64**	**2 566 120,93**	**2 566 120,93**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 050 000,00***	***1 600 000,00***	***1 600 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 006 235,29***	***1 043 879,07***	***1 043 879,07***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 005 000,00*	*1 042 643,78*	*1 042 643,78*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*1 235,29*	*1 235,29*	*1 235,29*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 056 235,29***	***2 643 879,07***	***2 643 879,07***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 056 235,29***	***2 643 879,07***	***2 643 879,07***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 711 934,93**	**5 210 000,00**	**5 210 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 210 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	15 958,09
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	18 016,02
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004002-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

III
A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**8 243,60**	**8 351,38**	**8 351,38**
64198	Autres remboursements	8 243,60	8 351,38	8 351,38
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**3 095 817,01**	**2 881 134,00**	**2 881 134,00**
704	Travaux	446 334,00	377 134,00	377 134,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	2 058 652,01	2 200 000,00	2 200 000,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	179 473,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	351 358,00	271 000,00	271 000,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	60 000,00	33 000,00	33 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**66 777,00**	**14 479,26**	**14 479,26**
741	Primes d'épuration	66 777,00	0,00	0,00
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	14 479,26	14 479,26
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 002,00**	**0,00**	**0,00**
7581	FCTVA	1 000,00	0,00	0,00
7588	Autres	2,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**3 171 839,61**	**2 903 964,64**	**2 903 964,64**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**204 000,00**	**11 000,00**	**11 000,00**
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	200 000,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	4 000,00	11 000,00	11 000,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**2 770,00**	**2 770,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	2 770,00	2 770,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**3 375 839,61**	**2 917 734,64**	**2 917 734,64**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***399 621,00***	***541 775,90***	***541 775,90***
722	*Immobilisations corporelles*	*80 000,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*319 621,00*	*391 775,90*	*391 775,90*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***399 621,00***	***541 775,90***	***541 775,90***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**3 775 460,61**	**3 459 510,54**	**3 459 510,54**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**1 750 489,46**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 210 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004002-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**76 000,00**	**31 000,00**	**31 000,00**
2031	Frais d'études	55 000,00	20 000,00	20 000,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	5 000,00	5 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	16 000,00	6 000,00	6 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**460 447,82**	**293 500,00**	**293 500,00**
21562	Service d'assainissement	226 147,82	228 500,00	228 500,00
2182	Matériel de transport	203 300,00	42 000,00	42 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	31 000,00	23 000,00	23 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**5 026 363,41**	**2 049 891,40**	**2 049 891,40**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 026 363,41	2 042 891,40	2 042 891,40
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	7 000,00	7 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**5 562 811,23**	**2 374 391,40**	**2 374 391,40**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**288 300,00**	**290 000,00**	**290 000,00**
1641	Emprunts en euros	288 300,00	290 000,00	290 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**9 200,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	9 200,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**297 500,00**	**290 000,00**	**290 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**5 860 311,23**	**2 664 391,40**	**2 664 391,40**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***399 621,00***	***541 775,90***	***541 775,90***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***319 621,00***	***391 775,90***	***391 775,90***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*319 621,00*	*391 775,90*	*391 775,90*
	Charges transférées	***80 000,00***	***150 000,00***	***150 000,00***
21562	*Service d'assainissement*	*80 000,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***150 000,00***	***330 000,00***	***330 000,00***
21532	*Réseaux d'assainissement*	*50 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*100 000,00*	*300 000,00*	*300 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***549 621,00***	***871 775,90***	***871 775,90***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**6 409 932,23**	**3 536 167,30**	**3 536 167,30**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**2 431 971,07**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 968 138,37**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004002-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III
B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**1 545 966,48**	**5 860,81**	**5 860,81**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	-35 283,52	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	5 860,81	5 860,81
1314	Subv. équipt Communes	1 581 250,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 181 250,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 181 250,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 727 216,48**	**5 860,81**	**5 860,81**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**100 147,82**	**228 098,36**	**228 098,36**
10222	FCTVA	100 147,82	70 033,20	70 033,20
1068	Autres réserves	0,00	158 065,16	158 065,16
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**100 147,82**	**228 098,36**	**228 098,36**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**2 827 364,30**	**233 959,17**	**233 959,17**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 050 000,00***	***1 600 000,00***	***1 600 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 006 235,29***	***1 043 879,07***	***1 043 879,07***
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*8 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*997 000,00*	*992 643,78*	*992 643,78*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*1 235,29*	*1 235,29*	*1 235,29*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***2 056 235,29***	***2 643 879,07***	***2 643 879,07***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***150 000,00***	***330 000,00***	***330 000,00***
2031	*Frais d'études*	*50 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*100 000,00*	*300 000,00*	*300 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***2 206 235,29***	***2 973 879,07***	***2 973 879,07***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**5 033 599,59**	**3 207 838,24**	**3 207 838,24**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**465 934,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**2 294 366,13**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 968 138,37**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV

A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**6 979 234,37**									
1641 Emprunts en euros (total)					6 979 234,37									
00601357301 (ASS-2017-2)	Crédit Agricole	13/06/2017	19/06/2017	19/06/2018	300 000,00	F	FIXE	1,680	1,695		A	P	O	A-1
00601629533 (ASS-2018-1)	Crédit Agricole	10/03/2018	15/05/2018	15/06/2018	250 000,00	F	FIXE	1,590	1,630		A	P	O	A-1
00601757049 (ASS-2018-2)	Crédit Agricole	13/07/2018	18/07/2018	18/10/2018	350 000,00	F	FIXE	1,330	1,350		T	P	O	A-1
00602024512 (ASS-2019-2)	Crédit Agricole	01/04/2019	15/05/2019	15/08/2019	60 000,00	F	FIXE	1,850	1,875		T	P	O	A-1
00602237590 (ASS-2019-1)	Crédit Agricole	24/09/2019	05/11/2019	05/05/2020	1 100 000,00	F	FIXE	0,890	0,899		S	P	O	A-1
00602267377 (ASS-2019-4)	Crédit Agricole	02/10/2019	08/10/2019	08/01/2020	750 000,00	F	FIXE	0,890	0,900		T	P	O	A-1
00602306520 (ASS-2019-3)	Crédit Agricole	17/11/2020	30/11/2019	29/02/2020	200 000,00	F	FIXE	0,800	0,813		T	P	N	A-1
00602676343 (ASS-2020-2)	Crédit Agricole	15/09/2020	06/10/2020	06/10/2021	316 412,82	F	FIXE	0,840	0,846		A	P	O	A-1
00602676345 (ASS-2020-1)	Crédit Agricole	15/09/2020	23/09/2020	06/10/2021	2 132 821,55	F	FIXE	1,140	1,151		A	P	O	A-1
2006.086 (ASS-2006-1)	Caisse d'Epargne	09/05/2006	25/05/2006	25/11/2006	70 000,00	F	FIXE	4,100	4,141		S	C	O	A-1
2008.029 (ASS-2008-1)	Caisse d'Epargne	13/03/2008	25/03/2008	25/05/2008	200 000,00	F	FIXE	4,930	4,932		A	P	O	A-1
3972 (ASS-2024-1)	Agence France Locale	29/11/2024	05/12/2024	21/12/2026	800 000,00	F	FIXE	2,880	2,952		X	F	O	A-1
MON510250EUR/0510810/001 (ASS-	SFIL	22/08/2016	22/09/2016	01/01/2017	200 000,00	F	FIXE	1,500	1,531		T	C	O	A-1
MON515839EUR (ASS-2017-1)	SFIL	30/05/2017	24/07/2017	01/09/2017	250 000,00	F	FIXE	1,400	1,410		M	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 11/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**6 979 234,37**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**5 515 586,82**					**281 223,24**	**81 411,67**	**0,00**	**15 958,09**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 515 586,82					281 223,24	81 411,67	0,00	15 958,09
00601357301 (ASS-2017-2)	N	0,00	A-1	228 175,81	17,47	F	FIXE	1,680	10 961,60	3 833,35	0,00	1 959,57
00601629533 (ASS-2018-1)	N	0,00	A-1	169 288,06	12,46	F	FIXE	1,590	11 826,82	2 691,68	0,00	1 371,85
00601757049 (ASS-2018-2)	N	0,00	A-1	212 584,71	8,55	F	FIXE	1,330	23 064,14	2 712,66	0,00	513,72
00602024512 (ASS-2019-2)	N	0,00	A-1	49 066,45	19,37	F	FIXE	1,850	2 109,93	893,15	0,00	110,95
00602237590 (ASS-2019-1)	N	0,00	A-1	936 399,16	24,84	F	FIXE	0,890	33 600,92	8 259,36	0,00	1 265,16
00602267377 (ASS-2019-4)	N	0,00	A-1	638 468,44	24,77	F	FIXE	0,890	22 907,43	5 606,05	0,00	1 265,41
00602306520 (ASS-2019-3)	N	0,00	A-1	152 956,04	14,91	F	FIXE	0,800	9 636,50	1 194,78	0,00	101,92
00602676343 (ASS-2020-2)	N	0,00	A-1	193 014,51	5,76	F	FIXE	0,840	31 500,13	1 621,32	0,00	323,38
00602676345 (ASS-2020-1)	N	0,00	A-1	1 744 037,49	15,76	F	FIXE	1,140	99 981,80	19 882,03	0,00	4 467,33
2006.086 (ASS-2006-1)	N	0,00	A-1	26 833,21	11,40	F	FIXE	4,100	2 333,34	1 076,24	0,00	102,67
2008.029 (ASS-2008-1)	N	0,00	A-1	116 985,26	12,40	F	FIXE	4,930	6 633,95	5 767,37	0,00	3 294,00
3972 (ASS-2024-1)	N	0,00	A-1	800 000,00	1,97	F	FIXE	2,880	0,00	24 448,00	0,00	640,00
MON510250EUR/0510810/001 (ASS-	N	0,00	A-1	120 000,00	11,75	F	FIXE	1,500	10 000,00	1 743,76	0,00	412,50
MON515839EUR (ASS-2017-1)	N	0,00	A-1	127 777,68	7,58	F	FIXE	1,400	16 666,68	1 681,92	0,00	129,63
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**5 515 586,82**					**281 223,24**	**81 411,67**	**0,00**	**15 958,09**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	14	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 515 586,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2019-12-20

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Subv d'équipement versées pour mobiliers, matériels, études	5	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour biens immobiliers ou installations	15	20/12/2019
L	Subv d'équipement versées pour projets d'infrastructures intérêt national	20	20/12/2019
L	Logiciel	2	20/12/2019
L	Voiture	5	20/12/2019
L	Camion et véhicule industriel	7	20/12/2019
L	Mobilier	10	20/12/2019
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	20/12/2019
L	Matériel informatique	4	20/12/2019
L	Matériel classique	10	20/12/2019
L	Coffre-fort	20	20/12/2019
L	Installation et appareil de chauffage	10	20/12/2019
L	Appareil de levage, ascenseur	20	20/12/2019
L	Equipement garages et ateliers	10	20/12/2019
L	Equipement des cuisines	10	20/12/2019
L	Equipement sportif	10	20/12/2019
L	Installation de voirie	20	20/12/2019
L	Plantation	15	20/12/2019
L	Autre agencement et aménagement de terrain	15	20/12/2019
L	Appareils de laboratoire, matériel de bureau (sauf informatique), outillages	5	20/12/2019
L	Réseaux d'assainissement	60	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages lourds	40	20/12/2019
L	Stations d'épuration (ouvrages de génie civil) - Ouvrages courants (Bassins de décantation)	30	20/12/2019
L	Ouvrages génie civil captage, transport, traitement eau potable, cana adduction eau, gros équip méca	60	20/12/2019
L	Poste de relevage des eaux usées	30	20/12/2019
L	Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10	20/12/2019
L	Pompes, surpresseurs, appareils électroméca, instal chauffage (yc chaudières), instal ventilation	15	20/12/2019
L	Organes de régulation (électronique, capteurs)	10	20/12/2019
L	Bâtiments durables	50	20/12/2019
L	Bâtiments légers, abris	15	20/12/2019
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et électroniques	15	20/12/2019
L	Biens de faible valeur inférieure à 500	1	20/12/2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**4 463,00**		**19 167,00**	**23 630,00**	**2 770,00**	**20 860,00**
Creances douteuses	0,00	26/10/2022	4 900,00	4 900,00	2 770,00	2 130,00
Creances douteuses	0,00	22/03/2023	9 804,00	9 804,00	0,00	9 804,00
Creances douteuses	4 463,00	15/04/2024	4 463,00	8 926,00	0,00	8 926,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**4 463,00**		**19 167,00**	**23 630,00**	**2 770,00**	**20 860,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES

A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**2 294 366,13**	**2 294 366,13**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-1 966 037,07**	**-1 966 037,07**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**328 329,06**	**328 329,06**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**158 065,16**	**158 065,16**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**328 329,06**	**328 329,06**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**486 394,22**	**486 394,22**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**681 775,90**	**681 775,90**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**2 713 912,27**	**2 713 912,27**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**2 032 136,37**	**2 032 136,37**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**681 775,90**	**I**	**681 775,90**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**290 000,00**		**290 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	290 000,00		290 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**391 775,90**		**391 775,90**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*391 775,90*		*391 775,90*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 713 912,27**	**III**	**2 713 912,27**
Ressources propres externes de l'année (a)		**70 033,20**		**70 033,20**
10222	FCTVA	70 033,20		70 033,20
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 643 879,07**		**2 643 879,07**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*992 643,78*		*992 643,78*
28182	*Matériel de transport*	*50 000,00*		*50 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*1 235,29*		*1 235,29*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 600 000,00*		*1 600 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004002-20250409-250409-10-DF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
avr-25 REHABILITATION DE LA STEP DE TANNERON	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	400 000,00	600 000,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**1,00**	**3,00**	**4,00**
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Facturation et secrétariat	C	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
Régisseur	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**20,00**	**0,00**	**20,00**	**5,00**	**8,00**	**13,00**
Adjoint technique principal 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint technique principal 2ème classe	C	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique territorial	C	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Agent de maîtrise principal	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Agent de maîtrise territorial	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Contrôleur	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Electromecanicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Referent maintenance	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Responsable assainissement	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Responsable de pôle	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Technicien STEP	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		25,00	0,00	25,00	6,00	11,00	17,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**500 150,00**		
Contrôleur	B	TECH		89 750,00	A	CDI
Electromecanicien	B	TECH		59 020,00	A	CDI
Facturation et secrétariat	C	ADM		70 840,00	A	CDI
Referent maintenance	B	TECH		81 670,00	A	CDI
Responsable assainissement	B	TECH		54 270,00	A	CDI
Responsable de pôle	A	TECH		3 860,00	A	CDI
Régisseur	C	ADM		43 450,00	A	CDI
Technicien STEP	B	TECH		97 290,00	A	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**500 150,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
Administratif		6	66 000,00
Technicien		1	10 500,00
Technicien		1	4 500,00
TOTAL GENERAL		8	81 000,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

IV D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

ALEXANDRE Coraline	
AUGIER Sylvain	
BERNARD Laurence	
BLANC Maryvonne	
BOUCHARD Rene	
BOUGE Camille	
CAUVY Brigitte	
CAVALLIER Francois	
COULON Christian	
COURANT Aurelie	
DE CLARENS Patrick	
DUMESNY Patrice	
DURAND-TERRASSON Philippe	
FAUR Lois	
HENRY Bernard	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophelie	
MANKAI Marie-Josee	
MARIET Claudette	
MARIN Daniel	
MARTEL Nicolas	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

MENUT Elisabeth	
ORFEO Marco	
PERRET Michele	
RAYNAUD Michel	
REZK Michel	
ROBBE Myriam	
SAILLET Jerome	
THEODOSE Christian	
UGO Rene	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

CFU - RESTES A REALISER 2024

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature des dépenses	Total budget 2024	Réalisations TTC 31/12/2024	Engagements TTC	Disponible TTC	RAR 2024 TTC	RAR 2024 HT	Imputation
Amortissement des subventions	319 621,00	309 719,00		9 902,00			139
Travaux en régie	80 000,00	79 963,36		36,64			21562
Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre sections	**399 621,00**	**389 682,36**	**0,00**	**9 938,64**	**0,00**	**0,00**	
Remboursement avances forfaitaires	300 000,00	30 207,60		269 792,40			2313/2315
Intégration frais d'études et insertions	50 000,00	17 997,00		32 003,00			21/23
Total Chap. 041 - Opérations patrimoniales	**350 000,00**	**48 204,60**	**0,00**	**301 795,40**	**0,00**	**0,00**	
Remboursement acompte subvention Agence de l'eau eaux claires parasites MONTAUROUX	30 450,00	30 450,00		0,00			13111
Total Chap. 13 - Subventions d'investissement	**30 450,00**	**30 450,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Remboursement du capital des emprunts	278 300,00	278 236,66		63,34			1641
Remboursement du capital des nouveaux emprunts	10 000,00			10 000,00			1641
Chap. 16 - Emprunts et dettes assimilées	**288 300,00**	**278 236,66**	**0,00**	**10 063,34**	**0,00**	**0,00**	
Frais d'insertion pour les marchés publics	5 000,00	1 944,00		3 056,00			2033
Logiciel RH CIRIL + Intranet + Licences anti-virus ...	17 620,00	6 224,73	5 477,57	5 917,70	5 477,57	4 564,64	2051
Licence Trend ANC - France 2030	100,00	85,64	1 477,75	-1 463,39	1 477,75	1 231,46	2051
Analyse des risques défaillance STEP FAYENCE	2 505,00		2 505,00	0,00	2 505,00	2 087,50	2031
Etude SAINT-PAUL quartier Charlon - Création réseau eaux usées	4 920,00	4 920,00		0,00			2031
Frais d'études diverses	50 080,00			50 080,00			2031
Chap. 20 - Immobilisations incorporelles	**80 225,00**	**13 174,37**	**9 460,32**	**57 590,31**	**9 460,32**	**7 883,60**	
Matériel STEP BAGNOLS : pompe doseuse, électrovanne, préleveurs, extracteur d'air, armoire chlorure ferrique, skid eau industrielle	56 327,72	28 198,40	27 428,40	700,92	27 428,40	22 857,00	21562
STEP SIVU CAL/MTX (matériel de production d'eau, sonde oxygène)	6 847,82	6 771,49		76,33			21562
STEP FAYENCE : pompe doseuse, caillebotis canal de comptage	16 211,52	1 211,52	14 154,00	846,00	14 154,00	11 795,00	21562
STEP SAINT-PAUL : caillebotis dégrilleur	3 216,00		3 216,00	0,00	3 216,00	2 680,00	21562
STEP de SEILLANS : comptage débit	9 600,00	9 507,52		92,48			21562
STEP de TOURRETTES : compresseur d'air presse à boues, comptage débit, clapets et vannes entrée, pompe submersible	29 051,48	13 868,40	14 365,24	817,84	14 365,24	11 971,03	21562
Gerbeur atelier	24 000,00	11 100,00		12 900,00			21562
Véhicules : 1 VL + 1 camion grue Camion grue d'occasion CABRIS	187 000,00	24 912,83	25 200,00	136 887,17	25 200,00	21 000,00	2182
Kangoo SPANC	16 300,00	15 980,00		320,00			2182
Informatique AC (Serveur, Télégestion)	43 697,28	33 076,82	191,87	10 428,59	191,87	159,89	2183
Informatique ANC	9 000,00			9 000,00			2183
Electroménager STEP	2 300,00	2 264,88		35,12			2188
Matériel et outillage Pôle STEP	43 980,00	31 511,95	6 477,60	5 990,45	6 477,60	5 398,00	21562
Matériel électromécanique et génie civil	50 400,00			50 400,00			21562
21 - Immobilisations corporelles	**497 931,82**	**178 403,81**	**91 033,11**	**228 494,90**	**91 033,11**	**75 860,92**	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nature des dépenses	Total budget 2024	Réalisations 31/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	RAR 2024 HT	Imputation
Travaux Bagnols (Tests d'étanchéité)	5 000,00	2 865,46		2 134,54			2315
Extension du réseau ch. Puits Plan Ouest FAYENCE	92 895,00	80 380,94		12 514,06			2315
Réhabilitation de la STEP des Estérêts du Lac MONTAUROUX T1	1 042 925,76	235 134,07	807 710,16	81,53	807 710,16	673 091,80	**2315**
Avance forfaitaire Lot 1 - T1	82 481,40	23 230,80	20 563,80	38 686,80	20 563,80	17 136,50	**238**
Réhabilitation de la STEP des Estérêts du Lac MONTAUROUX T2	1 680 999,40		1 680 588,00	411,40	1 680 588,00	1 400 490,00	**2315**
Avance forfaitaire Lot 1 - T2	176 046,60	63 166,80	7 036,20	105 843,60	7 036,20	5 863,50	**238**
Réseaux Impasse Barrière MONTAUROUX	50 483,40	37 083,84		13 399,56			2315
Grosses réparations électromécaniques et génie civil STEP	200 000,00			200 000,00			2315
STEP SIVU - Réparations électromécaniques	18 302,33	18 302,33		0,00			2315
STEP de Brovès SEILLANS (Soldes CT, AMO, études, audit)	11 715,00	1 455,00	1 950,00	8 310,00	1 950,00	1 625,00	2315
Programme de sécurisation des réseaux SEILLANS	398 921,18	83 807,92	196 466,00	118 647,26	196 466,00	163 721,67	2315
Travaux Tourrettes (Tests d'étanchéité)	50 000,00	3 602,18		46 397,82			2315
Presse à vis + armoire de commande presse boues + serre STEP de TOURRETTES	361 999,24	259 749,03	97 334,17	4 916,04	97 334,17	81 111,80	2315
Avance forfaitaire presse à vis STEP TOURRETTES	**30 208,00**	**30 207,60**		**0,40**			**238**
Réseaux Chemin du Béal TOURRETTES	61 023,86	56 484,41		4 539,45			2315
Extension Chemin du Terme TOURRETTES	53 983,90	15 000,02		38 983,88			2315
Bâtiment pour la régie (AMO, MO et travaux) AC + TRAVAUX	3 993,10	840,00	3 153,11	-0,01	3 153,11	2 627,59	2313
Programme de réseaux divers	812 576,01		3 070,42	809 505,59	3 070,42	2 558,69	2315
Chapitre 23 - Immobilisations en cours	**5 133 554,18**	**911 310,40**	**2 817 871,86**	**1 404 371,92**	**2 817 871,86**	**2 348 226,55**	
Participation Agence France Locale	9 200,00	9 200,00					261
Chapitre 26 - Participations et créances rattachées à des participations	**9 200,00**	**9 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Total des dépenses d'investissement	**6 789 282,00**	**1 858 662,20**	**2 918 365,29**	**2 012 254,51**	**2 918 365,29**	**2 431 971,07**	

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Assainissement, en dépenses d'investissement, est arrêté à la somme de 2 918 365,29€ TTC (Deux millions neuf-cent-dix-huit mille trois-cent-soixante-cinq euros et vingt-neuf centimes TTC)
Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Assainissement, en dépenses d'investissement, est arrêté à la somme de 2 431 971,07€ HT (Deux millions quatre-cent-trente-et-un mille neuf-cent-soixante-et-onze euros et sept centimes HT)

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

Par délégation
Nathalie MARANDON
Inspectrice Divisionnaire
des Finances Publiques

SGC de l'Estérel
083110

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Communauté de communes Pays de Fayence

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

CFU - RESTES A REALISER 2024

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Intitulé des programmes	Total budget 2024	Réalisations 06/12/2024	Engagements	Disponible	RAR 2024	Imputation
Excédent d'investissement 2021 reporté	1 677 130,72	1 677 130,72		0,00		001
Excédent d'investissement 2021 reporté ANC	12 872,17	12 872,17		0,00		001
Total Chap. 001 - Excédent d'investissement reporté	**1 690 002,89**	**1 690 002,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Virement de la section de fonctionnement	1 325 342,00			1 325 342,00		021
Total Chap. 021 - Virement de la section de fonctionnement	**1 325 342,00**	**0,00**	**0,00**	**1 325 342,00**	**0,00**	
Remboursement avances forfaitaires	300 000,00	30 207,60		269 792,40		238
Intégration frais d'études et insertions	50 000,00	17 997,00		32 003,00		2031/2033
Total Chap. 041 - Opérations patrimoniales	**350 000,00**	**48 204,60**	**0,00**	**301 795,40**	**0,00**	
FCTVA	108 648,82	108 410,52		238,30		10222
ANC	0,00			0,00		
Total Chap. 10 - Dotations, fonds divers et réserves	**108 648,82**	**108 410,52**	**0,00**	**238,30**	**0,00**	
Prêt relais 24 mois STEP des Estérets MONTAUROUX (DSIL+FC)	**800 000,00**	**800 000,00**		0,00		**1641**
Total Chap. 16 - Emprunts	**800 000,00**	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Amortissement des immobilisations	1 007 000,00	971 512,03		35 487,97		28
ANC	8 000,00			8 000,00		
Etalement des frais de réaménagement de Saint-Paul	1 235,29	1 235,29		0,00		4817
Total Chap. 040 - Opé d'ordre de transfert entre sections	**1 016 235,29**	**972 747,32**	**0,00**	**43 487,97**	**0,00**	
DSIL - Réhab. STEP Estérêts Tranche 1	**465 934,00**		465 934,00	0,00	465 934,00	**13118**
Fonds de concours MONTAUROUX STEP ESTERETS Tranche 1	**350 000,00**	**350 000,00**		0,00		**1314**
DSIL + Fonds de concours MONTAUROUX - Réhab. STEP Estérêts T2	**500 000,00**			500 000,00		**1314**
Agence de l'Eau Etudes restructuration service assainissement	12 410,00	12 954,00		-544,00		13111
Agence de l'eau Travaux eaux usés TOURRETTES	36 673,00	36 673,00		0,00		13111
Agence de l'eau Travaux suite SDA BAGNOLS	62 318,00	62 318,00		0,00		13111
Agence de l'Eau Chemisage rues et Ch. Des Rouvières BAGNOLS	66 885,00	66 885,00		0,00		13111
Agence de l'Eau - Solde STEP les Estérets - Autosurveillance	4 833,00	4 833,00		0,00		13111
Total Chap. 13 - Subventions d'investissement	**1 499 053,00**	**533 663,00**	**465 934,00**	**499 456,00**	**465 934,00**	
Total des recettes d'investissement	**6 789 282,00**	**4 153 028,33**	**465 934,00**	**2 170 319,67**	**465 934,00**	

Le montant des restes à réaliser 2024 du budget annexe Assainissement, en recettes d'investissement, est arrêté à la somme de 465 934€ TTC (Quatre-cent-soixante-cinq mille neuf-cent-trente-quatre euros)

Fait à Tourrettes le 02 janvier 2025

Le Président,
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Fréjus le 07/03/25
Husson Corine

Par délégation
Nathalie MIRANDON
Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

SGC de l'Estérel 083110

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-18-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

IV D

Nombre de membres en exercice : 30
Nombre de membres présents : 21
Nombre de suffrages exprimés : 27
VOTES :
Pour : 27
Contre : 0
Abstentions : 0
+6 procurations
Date de convocation : 02/04/2025

Le Président

René UGO

Présenté par (1) , le Président
A le Tourrettes, le 09/04/2025
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A , le Tourrettes, le 09/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

ALEXANDRE Coraline	
AUGIER ~~Sylvain~~ Julien	
BERNARD Laurence	
BLANC Maryvonne	
BOUCHARD Rene	
BOUGE Camille	
CAUVY Brigitte	
CAVALLIER Francois	
COULON Christian	
COURANT Aurelie	
DE CLARENS Patrick	
DUMESNY Patrice	
DURAND-TERRASSON Philippe	
FAUR Lois	
HENRY Bernard	
HUET Jean-Yves	
LEFEBVRE Ophelie	
MANKAI Marie-Josee	
MARIET Claudette	
MARIN Daniel	
MARTEL Nicolas	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-IV-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

MENUT Elisabeth	
ORFEO Marco	
PERRET Michele	
RAYNAUD Michel	
REZK Michel	
ROBBE Myriam	
SAILLET Jerome	
THEODOSE Christian	
UGO Rene	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-19-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/07/2025
Publication : 03/07/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice	30
Présents	21
Pouvoirs	6
Absents	3
Suffrages exprimés	27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

DCC n° 250409/19-1
annule et remplace la DCC n°250409-19 du 15/04/2025 suite erreur matérielle

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

ACTUALISATION DE LA GRILLE TARIFAIRE REDEVANCE EAU ET ASSAINISSEMENT

Le Président rappelle que le « plan Marshall » adopté par le Conseil communautaire en janvier 2023 définit une stratégie globale pour répondre à l'objectif de sécurisation de l'alimentation en eau du territoire.
Parmi les actions à mettre en place figurent notamment des travaux pour la modernisation du réseau de distribution et la réparation des fuites, la sécurisation des ressources existantes, la modernisation du réseau de production et des études pour mobiliser de nouvelles ressources.

En début d'année 2025, la société KPMG a été missionnée pour définir une trajectoire financière qui permettra de dégager les recettes nécessaires au financement du plan pluriannuel d'investissement (PPI) jusqu'en 2029.

Les conclusions de la société KPMG montrent que les tarifs actuels de l'eau permettent de financer les travaux du PPI jusqu'en 2029 sous réserve de leur actualisation annuelle au niveau de l'inflation.

Le Conseil d'exploitation a étudié les conclusions de l'étude KPMG et propose ainsi :

- Une hausse des tarifs de l'eau de 2% afin de prendre en compte l'inflation constatée en 2024
- De ne pas appliquer de hausse de tarif sur l'assainissement compte tenu de l'assujettissement à la TVA du budget de l'assainissement au 1er janvier 2025 qui aura un impact de 10% sur les factures des abonnés

Le Président présente la grille tarifaire annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2224-12-2 et L 2224-12-4 relatifs à la tarification de l'eau potable ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1331-1 à L 1331-10 ;
VU la délibération n°230131/04 du 31 janvier 2023 approuvant le bilan besoins-ressources en eau et décidant la mise en place d'actions d'envergure pour la sécurisation en eau du Pays de Fayence ;
VU la délibération n°230131/05 adoptant le « Plan Marshall » pour la sécurisation de l'alimentation en eau du Pays de Fayence ;
VU le débat d'orientation budgétaire du 19 mars 2025 ;

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-19-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/07/2025
Publication : 03/07/2025

VU les travaux du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux du Pays de Fayence du 04 avril 2025.

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ (3 ABSTENTIONS : M. REZK - M. ORFEO – J. SAILLET) :

- **ABROGE** la délibération n° 240409/18 du 09 avril 2024 relative aux tarifs 2024,
- **COMPLETE** la délibération n°241211/8 du 11 décembre 2024 relatif à la modification des grilles tarifaires des redevances eau et assainissement au 01.01.2025,
- **APPROUVE** la nouvelle tarification,
- **FIXE** au 01/05/2025 la date d'entrée en vigueur de la grille tarifaire redevance d'eau potable et d'assainissement 2025 ci-annexée.

Tourrettes, le 02 juillet 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur

Eau et Assainissement

GRILLE TARIFAIRE 2025

REDEVANCES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Argens

TITRE III - REDEVANCES

CHAPITRE I – EAU POTABLE

N° DES PRIX	DESIGNATION DES TRAVAUX	PRIX € HT (7)	UNITE
	Section 1 - Abonnement		
I.1.1	Redevance d'abonnement compteur (partie fixe) par unité logement		
I.1.1.1	Commune de Bagnols en Forêt	40,80	AN
I.1.1.2	Commune de Callian	40,80	AN
I.1.1.3	Commune de Fayence	61,20	AN
I.1.1.4	Commune de Mons	71,40	AN
I.1.1.5	Commune de Montauroux	40,80	AN
I.1.1.6	Quartier les Estérêt du lac	40,80	AN
I.1.1.7	Commune de Saint Paul en Forêt	40,80	AN
I.1.1.8	Commune de Seillans	102,00	AN
I.1.1.9	Commune de Tanneron	91,80	AN
I.1.1.10	Commune de Tourrettes	40,80	AN
	Section 2 - Distribution d'eau potable		
I.2.1	Fourniture d'eau potable		
I.2.1.1	Commune de Bagnols en Forêt hiver - 7 mois	1,95	M3
I.2.1.2	Commune de Bagnols en Forêt été - 5 mois (5)		
I.2.1.2.1	Tranche 1 à 300	1,95	M3
I.2.1.2.2	Tranche 301 à 450	5,36	M3
I.2.1.2.3	Tranche > 450	8,56	M3
I.2.1.3	Commune de Callian hiver - 8 mois	1,17	M3
I.2.1.4	Commune de Callian été - 4 mois (5)		
I.2.1.4.1	Tranche 0 à 240	2,01	M3
I.2.1.4.2	Tranche 241 à 360	5,36	M3
I.2.1.4.3	Tranche > 360	8,56	M3
I.2.1.5	Commune de Fayence domestique hiver - 8 mois		
I.2.1.5.1	Tranche 0 à 240 m3	1,13	M3
I.2.1.5.2	Tranche > 240	1,31	M3
I.2.1.6	Commune de Fayence domestique été - 4 mois (5)		
I.2.1.6.1	Tranche 0 à 240 m3	1,88	M3
I.2.1.6.2	Tranche 241 à 360	5,36	M3
I.2.1.6.3	Tranche > 360	8,56	M3
I.2.1.7	Commune de Mons hiver - 8 mois		
I.2.1.7.1	Tranche 0 à 200	1,44	M3
I.2.1.7.2	Tranche 201 à 360	2,71	M3
I.2.1.7.3	Tranche 361 à 540	3,99	M3
I.2.1.7.4	Tranche >540	5,26	M3
I.2.1.8	Commune de Mons été - 4 mois (5)		
I.2.1.8.1	Tranche 0 à 100	1,44	M3
I.2.1.8.2	Tranche 101 à 240	2,71	M3
I.2.1.8.3	Tranche 241 à 360	5,36	M3
I.2.1.8.4	Tranche >360	8,56	M3
I.2.1.9	Commune de Montauroux hiver - 8 mois	1,11	M3
I.2.1.10	Commune de Montauroux été - 4 mois (5)		
I.2.1.10.1	Tranche 0 à 240	2,26	M3
I.2.1.10.2	Tranche 241 à 360	5,36	M3
I.2.1.10.3	Tranche >360	8,56	M3
I.2.1.11	Quartier les Estérêt du lac hiver - 8 mois	1,58	M3
I.2.1.12	Quartier les Estérêt du lac été - 4 mois (5)		
I.2.1.12.1	Tranche 0 à 240	1,58	M3
I.2.1.12.2	Tranche 241 à 360	5,36	M3
I.2.1.12.3	Tranche >360	8,56	M3
I.2.1.13	Commune de Saint Paul en Forêt hiver - 9 mois		
I.2.1.13.1	Tranche 0 à 112	1,19	M3
I.2.1.13.2	Tranche >112	1,63	M3
I.2.1.14.1	Commune de Saint Paul en Forêt été - 3 mois (5)		
I.2.1.14.1	Tranche 0 à 38	1,19	M3
I.2.1.14.2	Tranche 39 à 180	1,63	M3
I.2.1.14.3	Tranche 181 à 270	5,36	M3
I.2.1.14.4	Tranche >270	8,56	M3
I.2.1.15	Commune de Seillans hiver - 9 mois	1,23	M3
I.2.1.16	Commune de Seillans été - 3 mois (5)		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/04/2025
Publication : 15/04/2025

I.2.1.16.1	Tranche 0 à 180	2,35	M3
I.2.1.16.2	Tranche 181 à 270	5,36	M3
I.2.1.16.3	Tranche > 270	8,56	M3
I.2.1.17	Commune de Tanneron hiver - 8 mois		
I.2.1.17.1	Tranche 0 à 253	1,17	M3
I.2.1.17.2	Tranche > 253	2,20	M3
I.2.1.18	Commune de Tanneron été - 4 mois [5]		
I.2.1.18.1	Tranche 0 à 112	1,17	M3
I.2.1.18.2	Tranche 113 à 240	2,20	M3
I.2.1.18.3	Tranche 241 à 360	5,36	M3
I.2.1.18.4	Tranche > 360	8,56	M3
I.2.1.19	Commune de Tourrettes hiver - 7 mois	1,56	M3
I.2.1.20	Commune de Tourrettes été - 5 mois [5]		
I.2.1.20.1	Tranche 0 à 300	1,56	M3
I.2.1.20.2	Tranche 301 à 450	5,36	M3
I.2.1.20.3	Tranche > 450	8,56	M3
I.2.1.21	Participation abonnés pour travaux d'investissement		
I.2.1.21.1	Commune de Seillans	0,16	M3
I.2.1.21.2	Commune de Tanneron	0,22	M3
I.2.1.22	Vente d'eau contrat temporaire	5,25	M3
	Section 3 - Organisme tiers		
I.3.1	Redevance pour consommation d'eau	0,43	M3
I.3.2	Redevance pour performance des réseaux d'eau potable	0,01	M3
I.3.3	Redevance prélèvement		
I.3.3.1	Usage domestique	0,10700	M3
I.3.3.2	Vente en gros	0,09300	M3
I.3.3.3	Agriculteurs	0,00800	M3
I.3.3.4	Autre usages économiques	0,01754	M3

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CHAPITRE II – ASSAINISSEMENT COLLECTIF			
Section 1 - Abonnement			
II.1.1	Redevance d'abonnement (partie fixe) par unité logement		
II.1.1.1	pour collecte des eaux usées domestiques	49,30	AN
II.1.1.2	pour collecte des eaux usées assimilées domestiques	98,61	AN
II.1.1.4	pour collecte des eaux usées non domestiques ou assimilées domestiques	49,303 X CP	AN
Section 2 - Assainissement collectif domestique / assimilé domestique			
II.2.1	Collecte des eaux usées		
II.2.1.1	Commune de Bagnols en Forêt	1,94	M3
II.2.1.2	Commune de Callian	1,85	M3
II.2.1.3	Commune de Fayence	1,46	M3
II.2.1.4	Commune de Mons	1,94	M3
II.2.1.5	Commune de Montauroux	1,49	M3
II.2.1.6	Commune de Saint Paul en Forêt	1,69	M3
II.2.1.7	Commune de Seillans	1,98	M3
II.2.1.8	Commune de Tanneron	1,74	M3
II.2.1.9	Commune de Tourrettes	1,11	M3
II.2.1.10	Participation abonnés pour travaux d'investissement		
II.2.1.10.1	Commune de Montauroux	0,14	M3
II.2.1.10.2	Commune de Seillans	0,08	M3
Section 3 - Assainissement collectif non domestique			
II.3.1	Collecte des eaux usées (2)		
II.3.1.1	Commune de Bagnols en Forêt	1,94065 x CP	M3
II.3.1.2	Commune de Callian	1,84624 x CP	M3
II.3.1.3	Commune de Fayence	1,45811 x CP	M3
II.3.1.4	Commune de Mons	1,94065 x CP	M3
II.3.1.5	Commune de Montauroux	1,48958 x CP	M3
II.3.1.6	Commune de Saint Paul en Forêt	1,68889 x CP	M3
II.3.1.7	Commune de Seillans	1,98261 x CP	M3
II.3.1.8	Commune de Tanneron	1,74134 x CP	M3
II.3.1.9	Commune de Tourrettes	1,11194 x CP	M3
Section 4 - Organisme tiers			
II.4.1	Redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif	0,01	M3
Section 5 - Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)			
II.5.1	Forfait PFAC (voir délibération spécifique)		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CHAPITRE III – EAU AGRICOLE			
Section 1 - Abonnement			
III.1.1	Redevance d'abonnement (partie fixe) par compteur		
III.1.1.1	Commune de Bagnols en Forêt	40,80	AN
III.1.1.2	Commune de Callian	40,80	AN
III.1.1.3	Commune de Fayence	61,20	AN
III.1.1.4	Commune de Mons	71,40	AN
III.1.1.5	Commune de Montauroux	40,80	AN
III.1.1.6	Commune de Saint Paul en Forêt	40,80	AN
III.1.1.7	Commune de Seillans	102,00	AN
III.1.1.8	Commune de Tanneron [1]	17,44	AN
III.1.1.9	Commune de Tourrettes	40,80	AN
Section 2 - Approvisionnement agricole			
III.2.1	Fourniture d'eau agricole		
III.2.1.1	Commune de Bagnols en Forêt	0,785	M3
III.2.1.2	Commune de Callian	0,306	M3
III.2.1.3	Commune de Fayence	0,408	M3
III.2.1.4	Commune de Mons	1,193	M3
III.2.1.5	Commune de Montauroux	0,449	M3
III.2.1.6	Commune de Saint Paul en Forêt	0,204	M3
III.2.1.7	Commune de Seillans hiver	0,581	M3
III.2.1.8	Commune de Seillans été	1,051	M3
III.2.1.9	Commune de Tanneron Tranche [1]	0,530	M3
III.2.1.10	Commune de Tanneron hors Tranche [1]	0,928	M3
III.2.1.11	Commune de Tourrettes	0,775	M3
III.2.1.12	Participation abonnés pour travaux d'investissement		
III.2.1.12.1	Commune de Seillans	0,16	M3
III.2.1.12.2	Commune de Tanneron	0,05	M3

Remarque:

[1]: La partie fixe "agricole" de la commune de Tanneron s'applique en fonction du contrat souscrit. Par exemple pour une souscrition de 2m3/j (tranche de 730 m3/an) la partie fixe est multipliée par le volume souscrit , soit 16,30 € X 2 = 32,60 €

[2] CP: Le Coéfficiant de Pollution permet de tenir compte des dépenses supplémentaires engendrées pour l'assainissement de l'effluent de l'établissement, comparativement à l'effluent moyen domestique. Il est calculé en fonction des caractéristiques de l'effluent de l'établissement et réévalué chaque année dans le cadre de l'application de la convention de déversement.

[3]: Montant plafond de la PFAC = 80% x (15 000 – 2 000) = 10 400 €

[4] CA: Le Coefficient d'activité permet de tenir compte de la nature de l'activité impliquant des utilisations de l'eau assimilables aux utilisations à des fins domestiques

[5]: Les tranches de consommation des tarifs "été" s'appliquent en fonction du nombre de logement desservis. Par exemple pour une souscription pour 2 logements et pour une période d'été de 4 mois (tranche à 240 m3) les seuils seront doublés, soit 240 € X 2 = 480 m3. Pour les hotêls, EHPAD et campings la règle s'applique au nombre de lit ou emplacement. Pour les établissements d'enseignement, la règle s'applique par classe. La dernière tranche "été" ne s'applique qu'aux points de comptage destinés à des abonnés domestiques ou des locaux à usage d'habitation.

[6]: Les redevances mixtes (domestique/agricole) seront substituées par les redevances domestiques et agricoles distinctes dès la pose d'un compteur spécifique pour l'usage agricole.

[7] TVA pour prestations d'eau potable et d'assainissement au taux en vigueur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-19-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CHAPITRE IV – EAU BRUTE SIAGNOLE			
Section 1 - Fourniture de l'eau à la jauge [10]			
IV.1.1	PAEC à la jauge: Prime Fixe	98,05	AN
IV.1.2	PAEC à la jauge: Redevance de consommation	0,0476	M3
IV.1.3	PNAEC à la jauge: Redevance de consommation	0,4172	M3
IV.1.4	PAEP à la jauge: Prime Fixe	17,94	AN
IV.1.5	PAEP à la jauge: Redevance de consommation	0,0228	M3
Section 2 - Fourniture de l'eau au compteur [10]			
IV.2.1	PNAEC au compteur: Prime Fixe	90,30	SEMESTRE
IV.2.2	PNAEC au compteur: Redevance de consommation	0,5992	M3
IV.2.3	Tarif GOLF: Redevance de consommation	0,7480	M3
Section 3 - Fourniture de l'eau au collectivité			
IV.3.1	VEG gravitaire: Redevance de débit	1568,76	L/S/AN
IV.3.2	VEG gravitaire: Redevance de consommation [8]	0,1397	M3
IV.3.3	VEG gravitaire: Prime d'utilisation régulière [9]	247,55	L/S/AN
IV.3.4	VEG forage: Redevance de consommation	0,3408	M3

[8]: La redevance de débit est proportionnelle au "Débit de Pointe annuel" définit comme suit:
Le « Débit de Pointe annuel », Dp, est égal par définition à la moyenne des cinq (5) « Débits de pointe Journalier », Dj, les plus élevés entre le 1er juillet et le 31 aout.

Dj = V2 x 1000 / (120 x 60)

Où V2 est égal au volume prélevé pendant les 120 minutes consécutives de plus fortes consommation exprimé en m3. Dj est exprimé en l/s.
Ce débit, exprimé en l/s, constitue l'assiette de la redevance annuelle de débit.

[9]: La prime d'utilisation régulière est proprotionnelle au "Débit estival Moyen" constaté pour la période estivale définit comme suit:
Le « Débit estival moyen », Dm, est égal au débit moyen prélevé sur l'ensemble des points de livraison de la Commune entre le 1er juillet et le 31 aout.

Dm = Ve x 1000 / (62 x 86400)

Où Ve est égal au volume prélevé entre le 1er juillet et le 31 aout inclus exprimé en m3
Ce débit exprimé en litre/seconde constitue l'assiette de la prime d'utilisation régulière qui vient en soustraction de la redevance annuelle de débit.
Compte tenu que la variation du débit total livré au SEVE au niveau des quartiers de Font Freye, Fustière et du Gargalon ne dépend pas de la demande de celui-ci mais du débit disponible après livraison aux communes de la CCPF; Dp sera considéré comme égal à Dm.

[10]: Les tarifs de vente d'eau gravitaire aux particuliers et agriculteurs (PAEC, PAEP, PNAEC) provenant des sources de la Siagnole sont indexés suivant le taux d'inflation fixé par l'INSEE de l'année n-1

Les formules d'actualisation seront calculées annuellement au premier mars en prenant pour valeurs des paramètres celles connues à ces dates. Chaque révision déterminera les prix applicables au titre de l'année débutant à cette date.

Remarque: La période des arrosages dit "périodiques" commence le 15 mars et finit le 15 octobre de chaque année.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
DCC n° 250409/20
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

VOTE DES TAUX DES IMPÔTS DIRECTS LOCAUX POUR 2025

Monsieur le Président présente l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.
Bien qu'une revalorisation des bases de 1.7% soit effective pour 2025, les bases de taxe d'habitation additionnelle (Taxe d'Habitation des Résidences Secondaires) baissent de 4,78%, soit une baisse réelle de 6.48% hors revalorisation, ce qui se traduit par une perte de 1 328 703€ de bases et une perte de produit attendu de plus de 43 000€ à taux constant.

En outre, le budget principal, dont la situation financière est structurellement correcte et saine, comme en témoigne l'analyse financière réalisée par KPMG, est en capacité de financer son Plan Pluriannuel d'Investissement plutôt sereinement, en respectant les ratios prudentiels proposés.
Pour autant, afin de soutenir financièrement le budget annexe des Déchets Ménagers et Assimilés lors du passage en Redevance Incitative dès 2026, il est important qu'il dégage des marges de manœuvre supplémentaires afin de limiter le recours à l'emprunt tout en conservant des marges pour les investissements à venir.
A cet égard, et pour répondre à cette problématique, le recours au levier fiscal, dans des proportions très raisonnables et ciblé uniquement sur les Résidences Secondaires, bénéficiaires du passage en redevance incitative, est indispensable.

Monsieur le Président propose ainsi :

- De maintenir les taux suivants :
  - Foncier Bâti : 2.53%
  - Foncier Non Bâti : 11.94%
  - Cotisation Foncière des Entreprise : 27.16%
- D'augmenter le taux de Taxe d'Habitation des Résidences Secondaires de 3.24% à 3.69% (Pour information, taux moyen national pour 2024 : 8.97%)

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU les articles 1636 B sexies à 1636 B undecies et 1639 A du Code Général des Impôts,
Conformément au débat d'orientation budgétaire du 19 mars 2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de fixer les taux intercommunaux pour l'année 2025 comme suit :
  - **Taxe d'Habitation : 3,69%**
  - **Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties : 2,53%**
  - **Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties : 11,94%**
  - **Cotisation Foncière des Entreprises : 27,16%**
- **CHARGE** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux ;

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

N° 1259 EPCI (2)

FINANCES PUBLIQUES

EPCI : 055 PAYS DE FAYENCE

DEPARTEMENT : 83

TRÉSORERIE OU SGC : SGC DE L ESTEREL

TAUX FDL 2025

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2025

IV – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES ET DOTATIONS

Taxe foncière bâtie :	
a. Personnes de condition modeste	0
b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte	0
c. Locaux industriels	10 854
d. Logements sociaux	127
Taxe foncière non bâtie	0
Taxe d'habitation :	
a. Dotation pour perte de THLV	0
b. Mayotte	>>>
Cotisation foncière des entreprises :	
a. Exonérations en zone d'aménagem. du territoire	0
b. Base minimum	134 819
c. Locaux industriels	200 121
d. Autres allocations	655

2. BASES EXONÉRÉES

Taxe foncière bâtie :	
a. Par le conseil communautaire	0
b. Par la loi	569 853
Taxe foncière non bâtie :	
a. Par le conseil communautaire	0
b. Par la loi (terres agricoles)	44 694
c. Par la loi (autres)	0
Cotisation foncière des entreprises :	
a. Par le conseil communautaire	0
b. Par la loi	1 268 279

3. BASES DE TAXE D'HABITATION

a. Résidences secondaires et assimilées	26 474 000
b. Logements vacants soumis à la THLV	0
c. Bases dégrevées hors locaux vacants	1 770 897
d. Bases dégrevées locaux vacants	0

4. PRODUITS PRÉVISIONNELS DE L'IFER

a. Éoliennes et hydroliennes	0
b. Centrales électriques	0
c. Centrales photovoltaïques	32 702
d. Centrales hydrauliques	29 209
e. Transformateurs électriques	258 373
f. Stations radioélectriques	107 115
g. Installations gazières et autres	6 106

5. RÉFORMES FISCALES

a. TVA prév. (compensation TH)	1 530 577
b. TVA prév. (comp. CVAE)	894 051
c. DTCE (Métropole de Lyon)	>>>

6. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE TH

a. 75% moyenne nationale	6,73
b. Taux maximum	3,69

7. ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES

7.1. TAUX MAXIMUM ET TAUX MOYENS PONDÉRÉS

	CFE unique ou de zone	CFE éolienne
Taux maximum :		
a. De droit commun	27,49	>>>
b. Dérogatoire	27,49	>>>
c. Avec rattrapage		>>>
d. Avec capitalisation	27,49	>>>
e. Avec majoration spéciale	>>>	>>>
Taux moyens pondérés :		
a. 75 % de la moyenne nationale de la catégorie	19,13	>>>
b. En cas de changement de périmètre		>>>

7.2. COEFFICIENTS DE VARIATION DES TAUX MOYENS DES TAXES FONCIÈRES

a. Taxe foncière bâtie	1,012377	>>>
b. Taxes foncières bâtie et non bâtie	1,012199	>>>

7.3. PLAFONNEMENT DU TAUX DE CFE

a. Taux moyen communal de 2024 au niveau national	26,86
b. Taux plafond de 2025	53,72

7.4. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE

Taux moyens des taxes foncières de 2024 :	CFE unique/de zone	CFE éolienne
a. au niveau national		
b. au niveau de l'EPCI		
Taux maximum de la majoration spéciale	>>>	

8. DIMINUTION SANS LIEN

Année antérieure à 2025 au titre de laquelle… :	
a. ...la diminution sans lien a été appliquée	
b. ...les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés	
Taux moyens de référence au niveau national :	
a. Taxe foncière bâtie	39,74
b. Taxe foncière non bâtie	51,08

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

FINANCES PUBLIQUES

EPCI : **055 PAYS DE FAYENCE**

DEPARTEMENT : **83**

TRÉSORERIE OU SGC : **SGC DE L ESTEREL**

N° 1259 EPCI (1)

TAUX FDL 2025

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2025

I – RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2025

Taxes	Bases d'imposition effectives de 2024 1	Taux de référence pour 2025 2	Tx moyens pondérés des com. si fusion 3	Bases d'imposition prévisionnelles 2025 4	Produits référence (col.4 x col.2a ou 2b) 5	Taux votés 6	Produits attendus (col. 4 x col. 6) 7
Taxe foncière bâtie additionnelle	**62 842 344**	**2,53**		**64 408 000**	**1 629 522**	2.53%	1 629 522
Taxe foncière non bâtie additionnelle	**623 032**	**11,94**		**629 200**	**75 126**	11.94%	75 126
Taxe d'habitation additionnelle	**27 802 703**	**3,24**		**26 474 000**	**857 758**	3.69%	976 891
CFE additionnelle	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>		
CFE unique ou de zone	**9 916 413**	**27,16**		**10 183 000**	**2 765 703**	27.16%	2 765 703
CFE éolienne	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>		

Taux CFE plafonné pour 2025	>>>	Total de la fiscalité additionnelle	**2 562 406**	Total 5 447 242
		Total des CFE unique, de zone et éolienne	**2 765 703**	

Aide au calcul des taux additionnels par variation proportionnelle : il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas de reconduction des taux de référence ou de variation différenciée.

Taxes additionnelles	Calcul du coefficient de variation proportionnelle (6 décimales) 8 9	Taux proportionnels (col. 2 x col. 9) 10
Taxe foncière bâtie additionnelle	Produits attendus 2 681 539 / **2 562 406** = 1,04 64 93	2,65
Taxe foncière non bâtie additionnelle		12,50
Taxe d'habitation additionnelle		3,39
CFE additionnelle	Produits référence de la fiscalité additionnelle (sous-total col. 5)	

Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2025, cochez la case ☐

Éléments relatifs au vote du taux de CFE unique, de zone ou éolienne	Réserve de taux capitalisée utilisable en 2025 (11)	Réserve de taux utilisée pour le taux voté en 2025 (12)	Fraction de taux mis en réserve sur délibération (13)	(14) Durée retenue en cas d'intégration progressive des taux
CFE unique ou de zone				
CFE éolienne	>>>			

II – RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2025

TVA	IFER	TASCOM	TAFNB	Alloc. compensatrices	DCRTP	FNGIR	Total
2 424 628	**433 505**	**400 589**	**158 561**	**346 576**	**0**	**- 250 472**	**3 513 387**

III – TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2025

Produits attendus des taxes à taux voté (col. 7)	+	Ressources fiscales indépendantes des taux votés (cadre II)	=	Montant prévisionnel de la fiscalité directe locale pour 2025
5 447 242		**3 513 387**		8 960 629

À TOULON
Le 24 MARS 2025
Pour la Direction des Finances publiques,
JEAN-MICHEL BLANCHARD

À Tourrettes
Le 09 avril 2025
Pour le Groupement,
Le Président
René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

À
Le
Pour la Préfecture,

Réception par le préfet 14/04/2025
Publication 15/04/2025

Accusé certifié exécutoire
083-200004802-20250409-250409-20-DE

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Feuillet à compléter et à retourner systématiquement à la Préfecture et au service de fiscalité directe locale accompagné d'une copie de la délibération de vote des taux.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/21

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

VOTE DU TAUX DE TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) POUR 2025

Le Président présente l'état 1259 comportant la base prévisionnelle de la TEOM et propose de maintenir le taux de TEOM à son niveau de 2024.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU les articles 1636 B sexies à 1636 B undecies et 1639 A du Code Général des Impôts,
Conformément au débat d'orientation budgétaire du 19 mars 2025 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **DÉCIDE** de fixer le taux de TEOM pour l'année 2025 à **11,80%** ;
- **CHARGE** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

III- COMMUNES DONT LES TAUX TEOM NE SONT PAS EN COURS D'HARMONISATION PROGRESSIVE

COMMUNAUTE DE COMMUNES : 055 PAYS DE FAYENCE 1259 TEOM - I

Zone Intercommunale de Perception	COMMUNES	Zone Infra Communale	BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES
ZONE UNIQUE	008 BAGNOLS EN FORET	P	6 519 220
	029 CALLIAN	P	7 917 006
	055 FAYENCE	P	12 500 859
	080 MONS	P	2 418 064
	081 MONTAUROUX	P	14 058 665
	117 SAINT-PAUL-EN FORET	P	3 694 208
	124 SEILLANS	P	7 101 882
	133 TANNERON	P	3 008 627
	138 TOURRETTES	P	8 572 263

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

ETAT DE NOTIFICATION DES BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES 1259 TEOM - I

A LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

TAXE INSTITUEE PAR L'EPCI

COMMUNAUTE DE COMMUNES : 055 PAYS DE FAYENCE

Bases exonérées sur délibération : 0

Pas de plafonnement institué : >>>>>>>

Coefficient : >>>>>>>

Bases définitives de l'année précédente : 64 106 747

Bases prévisionnelles d'imposition : 65 790 794

I-COMMUNES DONT LES TAUX TEOM NE SONT PAS EN COURS D'HARMONISATION PROGRESSIVE

ZIP	BASES PREVISIONNELLES	TAUX	PRODUITS ATTENDUS
ZONE UNIQUE	65 790 794	11,80%	7 763 314

A TOULON, le 19 mars 2025

Le Directeur Départemental des Finances Publiques,

JEAN-MICHEL BLANCHARD

A , le

Le Préfet,

A Tourrettes , le 09 avril 2025

Le Président,

René UGO

Communauté de Communes du Pays de Fayence

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-21-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-22-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
DCC n° 250409/22
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS FIXATION DU PRODUIT DE LA TAXE POUR 2025

Le Président rappelle à l'Assemblée que la Communauté de communes du Pays de Fayence est compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations depuis le 1er janvier 2018. Conformément aux articles 1530 *bis* du code général des impôts (CGI) et 1639 A *bis* du CGI, le Conseil communautaire, réuni le 28 septembre 2021, a institué la taxe GEMAPI en vue de financer cette compétence.

Le SMIAGE, pour le bassin versant de la Siagne, et le SMA, pour le bassin versant de l'Argens, ont fait parvenir leurs appels de cotisations pour l'année 2025 à hauteur de 220 116€ au regard de leurs frais de structure et des travaux qu'ils prévoient de réaliser.
Il est proposé d'arrêter le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 220 116€.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU les articles 1530 *bis* et 1639 A *bis* du Code Général des Impôts,
VU le débat d'orientation budgétaire du 19 mars 2025 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **DECIDE** d'arrêter le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) pour l'année 2025 à 220 116€ ;
- **CHARGE** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
DCC n° 250409/23
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

CREATION DE DEUX AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP/CP) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025
BUDGET PRINCIPAL
M57

Monsieur le Président informe les membres du Conseil communautaire que la Communauté de Communes a la possibilité de créer des Autorisations de Programme en section d'investissement du budget lorsque les dépenses d'une opération s'étalent sur plusieurs exercices budgétaires.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements de la Collectivité à moyen terme.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elles correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Communauté de Communes, ou des subventions d'équipements versées à des tiers (articles L2221-5, L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre de l'AP. À tout moment, la somme des CP doit être égale au montant de l'AP (Article L2311-3 du CGCT).

Des nouvelles Autorisations de Programme peuvent être votées par délibération avec la présentation d'échéancier pluriannuel de crédits de paiement en dépenses ainsi qu'un montant global de recettes.

En matière de pluriannualité, la collectivité peut assurer un suivi globalisé d'un projet d'investissement au moyen d'un chapitre unique "opération". En effet, l'article D.5217-4 du CGCT définissant les chapitres par nature mentionne la possibilité d'avoir en section d'investissement des chapitres "opération" pour chaque opération votée par l'assemblée délibérante." L'opération correspond à un ensemble d'acquisitions d'immobilisations, de travaux sur immobilisations et de frais d'études y afférents, aboutissant à la réalisation d'un ouvrage ou de plusieurs ouvrages de même nature. Cette opération peut également comporter des subventions d'équipement versées.".

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-23-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Ainsi, les autorisations de programme mentionnées ci-après sont gérées dans le cadre d'un chapitre "opération d'équipement".

Toute modification de ces AP/CP se fera par délibération du Conseil communautaire.

Il est proposé au Conseil communautaire de se prononcer, au titre de l'année 2025, sur la création de 2 nouveaux programmes présentés ci-dessous.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2221-5, L.2311-3 et R.2311-9,
VU l'instruction budgétaire et comptable M57,
VU le Règlement Budgétaire et Financier approuvé par le Conseil communautaire,
Considérant que l'opération d'aménagement de l'EV8 est inscrite au budget primitif 2025 de la Communauté de Communes et que sa mise en œuvre s'étale sur plusieurs années,
Considérant que les travaux du PIDAF, suite à sa réécriture qui se termine cette année, sont inscrits au budget primitif 2025 de la Communauté de Communes et s'étalent sur plusieurs années,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **DECIDE** la création de deux Autorisations de Programme libellées :
  - **EV8** pour 3 000 000€ HT
  - **PIDAF** pour 1 554 000€ HT
- **DECIDE** de répartir les crédits de paiement de ces Autorisations de Programme, de la façon suivante :
  - **Travaux EV8 – Opération 92**

Total AP	CP année 2025	CP année 2026
3 000 000€	2 000 000€	1 000 000€

  - **Travaux PIDAF – Opération 76**

Total AP	CP année 2025	CP année 2026	CP année 2027	CP année 2028	CP année 2029
1 554 000€	154 000€	350 000€	350 000€	350 000€	350 000€

- **PRECISE** que les crédits de paiement seront inscrits automatiquement dans les budgets des années considérées. Leur suivi sera retracé dans les annexes budgétaires prévues à cet effet.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-24-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/24

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

CREATION DE 3 AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP/CP) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025
BUDGET ANNEXE EAU
M49

Monsieur le Président informe les membres du Conseil communautaire que la Communauté de Communes a la possibilité de créer des Autorisations de Programme en section d'investissement du budget lorsque les dépenses d'une opération s'étalent sur plusieurs exercices budgétaires.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements de la Collectivité à moyen terme.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elles correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Communauté de Communes, à l'exception, pour les SPIC, des subventions d'équipements versées à des tiers (articles L2221-5, L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre de l'AP. À tout moment, la somme des CP doit être égale au montant de l'AP (Article L2311-3 du CGCT).

Des nouvelles Autorisations de Programme peuvent être votées par délibération avec la présentation d'échéancier pluriannuel de crédits de paiement en dépenses ainsi qu'un montant global de recettes.

En matière de pluriannualité, la collectivité peut assurer un suivi globalisé d'un projet d'investissement au moyen d'un chapitre unique "opération". En effet, l'article D.5217-4 du CGCT définissant les chapitres par nature mentionne la possibilité d'avoir en section d'investissement des chapitres "opération" pour chaque opération votée par l'assemblée délibérante." L'opération correspond à un ensemble d'acquisitions d'immobilisations, de travaux sur immobilisations et de frais d'études y afférents, aboutissant à la réalisation d'un ouvrage ou de plusieurs ouvrages de même nature. Cette opération ne peut pas comporter, pour les SPIC, des subventions d'équipement versées.".

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-24-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Ainsi, les autorisations de programme mentionnées ci-après sont gérées dans le cadre d'un chapitre "opération d'équipement".

Toute modification de ces AP/CP se fera par délibération du Conseil communautaire.

Il est proposé au Conseil communautaire de se prononcer, au titre de l'année 2025, sur la création de 2 nouveaux programmes présentés ci-dessous.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2221-5, L.2311-3 et R.2311-9,
VU l'instruction budgétaire et comptable M57,
VU le Règlement Budgétaire et Financier approuvé par le Conseil communautaire,
CONSIDERANT que l'opération de sécurisation de la Siagnole, qui comprend des acquisitions foncières, la construction d'un bassin, d'un bassin source, d'une usine et des canalisations, est inscrite au budget primitif 2025 de la Communauté de Communes et que sa mise en œuvre s'étale sur plusieurs années,
CONSIDERANT que les travaux d'eau agricole et les travaux de sécurisation est-ouest sont inscrits au budget primitif 2025 de la Communauté de Communes et s'étalent sur plusieurs années,
CONSIDERANT que les travaux sur la station de pompage et le bassin de l'Olivier de TANNERON sont inscrits au budget primitif 2025 de la Communauté de Communes et s'étalent sur plusieurs années,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **DECIDE** la création de trois Autorisations de Programme libellées :
  - **Sécurisation de la Siagnole** pour 18 650 000€ HT
  - **Eau agricole et sécurisation est-ouest** pour 7 600 000€ HT
  - **Station de pompage et bassin de l'olivier TANNERON** pour 2 500 000€ HT
- **DECIDE** de répartir les crédits de paiement de ces Autorisations de Programme, de la façon suivante :
  - **Sécurisation de la Siagnole**

Total AP	CP année 2025	CP année 2026	CP année 2027	CP année 2028	CP année 2029
18 650 000€	150 000€	4 500 000€	4 000 000€	5 000 000€	5 000 000€

  - **Eau agricole et sécurisation est-ouest**

Total AP	CP année 2025	CP année 2026	CP année 2027
7 600 000€	600 000€	4 600 000€	2 400 000€

  - **Station de pompage et bassin de l'olivier TANNERON**

Total AP	CP année 2025	CP année 2026
2 500 000€	500 000€	2 000 000€

- **PRECISE** que les crédits de paiement seront inscrits automatiquement dans les budgets des années considérées. Leur suivi sera retracé dans les annexes budgétaires prévues à cet effet.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/25

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME (AP/CP) AU TITRE DE L'EXERCICE 2025
BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT
M49

Monsieur le Président informe les membres du Conseil communautaire que la Communauté de Communes a la possibilité de créer des Autorisations de Programme en section d'investissement du budget lorsque les dépenses d'une opération s'étalent sur plusieurs exercices budgétaires.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements de la Collectivité à moyen terme.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elles correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Communauté de Communes, à l'exception, pour les SPIC, des subventions d'équipements versées à des tiers (articles L2221-5, L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre de l'AP. À tout moment, la somme des CP doit être égale au montant de l'AP (Article L2311-3 du CGCT).

Des nouvelles Autorisations de Programme peuvent être votées par délibération avec la présentation d'échéancier pluriannuel de crédits de paiement en dépenses ainsi qu'un montant global de recettes.

En matière de pluriannualité, la collectivité peut assurer un suivi globalisé d'un projet d'investissement au moyen d'un chapitre unique "opération". En effet, l'article D.5217-4 du CGCT définissant les chapitres par nature mentionne la possibilité d'avoir en section d'investissement des chapitres "opération" pour chaque opération votée par l'assemblée délibérante." L'opération correspond à un ensemble d'acquisitions d'immobilisations, de travaux sur immobilisations et de frais d'études y afférents, aboutissant à la réalisation d'un ouvrage ou de plusieurs ouvrages de même nature. Cette opération ne peut pas comporter, pour les SPIC, des subventions d'équipement versées.".

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-25-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Ainsi, les autorisations de programme mentionnées ci-après sont gérées dans le cadre d'un chapitre "opération d'équipement".

Toute modification de ces AP/CP se fera par délibération du Conseil communautaire.

Il est proposé au Conseil communautaire de se prononcer, au titre de l'année 2025, sur la création d'un nouveau programme présenté ci-dessous.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2221-5, L.2311-3 et R.2311-9,
VU l'instruction budgétaire et comptable M57,
VU le Règlement Budgétaire et Financier approuvé par le Conseil communautaire,
Considérant que la réhabilitation de la STEP de TANNERON est inscrite au budget primitif 2025 de la Communauté de Communes et que sa mise en œuvre s'étale sur plusieurs années,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **DECIDE** la création d'une Autorisation de Programme libellée :
  - **Réhabilitation de la STEP de TANNERON** pour 1 000 000€ HT
- **DECIDE** de répartir les crédits de paiement de cette Autorisation de Programme, de la façon suivante :
  - **Réhabilitation de la STEP de TANNERON**

Total AP	CP année 2025	CP année 2026
1 000 000€	400 000€	600 000€

- **PRECISE** que les crédits de paiement seront inscrits automatiquement dans les budgets des années considérées. Leur suivi sera retracé dans les annexes budgétaires prévues à cet effet.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
DCC n° 250409/26
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

MODIFICATION DE LA PARTICIPATION ANNUELLE DU BUDGET ANNEXE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES AU BUDGET PRINCIPAL

Par délibération n° 180410/09 du 10/04/2018, le Conseil communautaire approuvait la participation annuelle du budget annexe DMA au budget principal :

- Dès 2018, pour la prise en charge d'une partie de la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP) pour un montant fixé à 356 897€ ;
- Dès 2019, pour la prise en charge des indemnités de fonction de l'élu en charge de la gestion et de la valorisation des déchets, soit un montant annuel estimé à 14 000€, à préciser au moment du mandatement selon le montant exact des frais de mission de l'année.

La CRFP, calculée sur les recettes 2014 à 2017 et pérennisée par la loi de Finances 2018, était prélevée chaque année sur la dotation d'intercommunalité et pesait lourdement sur cette dernière.
Suite à une nouvelle réforme du calcul de la dotation d'intercommunalité, cette dernière a progressé à nouveau annuellement pour atteindre son montant cible en 2024, suffisant pour l'équilibre du budget principal.
Afin de ne pas surcharger le budget annexe DMA et alléger ainsi la tarification incitative dès 2026, il est proposé :

- De maintenir la prise en charge des indemnités de fonction de l'élu en charge de la gestion et de la valorisation des déchets, soit un montant annuel estimé à 14 000€, à préciser au moment du mandatement selon le montant exact des frais de mission de l'année ;
- De supprimer, à compter de 2025, la prise en charge des 356 897€ de Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP).

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le maintien de la prise en charge des indemnités de fonction de l'élu en charge de la gestion et de la valorisation des déchets, soit un montant annuel estimé à 14 000€, à préciser au moment du mandatement selon le montant exact des frais de mission de l'année ;
- **PRECISE** que cette prise en charge continuera de s'appliquer annuellement sur les futurs budgets, sauf décision contraire ;
- **SUPPRIME**, à compter de 2025, la prise en charge, par le budget annexe DMA, des 356 897€ de Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP) en faveur du budget principal ;
-

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-26-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- **PRECISE** que les crédits nécessaires seront prévus chaque année aux budgets primitifs, aux articles 70872 pour le budget principal et 62871 pour le budget annexe DMA.
- **AUTORISE** le Président à signer tout document nécessaire à la mise en application de ces deux participations.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-27-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNÉE 2025

Dans le cadre du budget primitif 2025 du budget principal, il est prévu l'attribution des subventions suivantes pour l'année 2025 :

ASSOCIATIONS	2025
Alpha Bad	800,00
Aviron Saint Cassien	16 000,00
Basket Club	8 000,00
Athlétisme Entente Pays de Fayence	24 000,00
Etoile pongiste du Pays de Fayence	16 000,00
Football Club du Pays de Fayence	38 000,00
Handball Club	12 000,00
Judo Club	2 500,00
Rugby Club Pays de Fayence	13 000,00
Ski Club du Canton de Fayence	5 000,00
Volleyball Pays de Fayence	6 000,00
UNSS Collège Fayence	1 500,00
UNSS Collège Montauroux	2 500,00
La Cantonale 83 Sport Boule	5 000,00
Trampoline MTR	3 000,00
Escalade Quand on grimpe	4 000,00
Vélo Club VCPF	2 500,00
Les Archers du Pays de Fayence	3 600,00
Pickleball	1 000,00
Sport Santé Mons - Centre de Développement Gymnique de Mons	3 000,00
Twirling	3 000,00
Team VTT COT Tanneron – Mimosa Bike	5 000,00
Relais solidarité	18 000,00
Croix rouge Antenne Fayence	12 000,00
CLIC (Association des Libéraux du Canton de Fayence)	16 000,00
ADIL	3 755,00
Conférence St Vincent de Paul	2 500,00

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-27-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Groupement Associatif des Professionnels de Santé	9 000,00
GAPS – Permanences des soins ambulatoires	32 400,00
Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Var	3 000,00
Fédération bi départementale des Foyers Ruraux	2 000,00
Pays de Fayence Solidaire	1 000,00
Solidarité Couturières Pays de Fayence	2 000,00
Ciné Festival	20 000,00
Ciné Festival Label	2 000,00
Fédération Bi départementale Foyers ruraux	3 000,00
Fédération Bi départementale Foyers ruraux Label	2 000,00
Cello Fan	20 000,00
Cello Fan Label	2 000,00
Cello Fan – Festival du Quatuor à Cordes	10 000,00
Musique Cordiale	23 000,00
Musique Cordiale Label	2 000,00
Arts cœur village	1 500,00
Arts cœur village Label	2 000,00
Cap sur la vie	1 000,00
Cap sur la vie Label	1 000,00
Comité d'Actions Culturelles de BAGNOLS	1 000,00
Comité d'Actions Culturelles de BAGNOLS Label	2 000,00
Association Aéronautique Old planeurs de collection	1 000,00
Association Aéronautique Old planeurs de collection – Subvention exceptionnelle pour les 90 ans	4 000,00
Bravades et traditions	1 500,00
Jazz à Tourrettes	4 000,00
Jazz à Tourrettes Label	2 000,00
Four du Mitan – Subvention exceptionnelle pour la Fête du pain	2 000,00
Comité des fêtes de Montauroux - Festival de Guitares	4 000,00
Comité des fêtes de Montauroux - Festival de Guitares Label	2 000,00
Arkeodidacte	3 300,00
ANEVIP (Les Anciennes des Neuf Villages Perchés)	2 000,00
FLIP (Fantastique Ligue d'Improvisation et de Performance)	700,00
Maison pour Tous Montauroux (Cinéma Itinérant)	30 000,00
Foyer Rural de Fayence – Tourrettes (Théâtre ambulant)	23 000,00
Collège de Fayence – Séjours FSE	1 000,00
Collège de Fayence – Séjour Saint-Etienne de Tinée	1 700,00
A.A.P.C.A (Ecole de Vol à Voile)	4 200,00
Oléiculture du Pays de Fayence	2 000,00
Association des éleveurs de Canjuers	2 000,00
GDS du Var (Groupement de Défense Sanitaire)	3 000,00
Goût et Culture en Provence	1 000,00
Acampadou – Tiers Lieu Nourricier	3 500,00
Mission locale	70 000,00
CEZAR (Collectif des Entrepreneurs des Zones d'Activités Réunies du Pays de Fayence)	5 000,00
CIP HAUT / CENTRE VAR	1 000,00

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-27-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Var Initiative	11 048,12
ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique)	5 000,00
CEN-PACA pour Fondurane	2 000,00
VELOPISTES (Mobilité)	500,00
ARPAF	3 000,00
Enveloppe d'imprévus	36 996.88
Montant total des subventions aux associations	603 000,00
Com'Collecte - Budget annexe DMA	3 000,00
Montagn'Habits - Budget annexe DMA	2 000,00
Recyclerie La Source - Budget annexe DMA	3 000,00
Compost Tri	400,00

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **VALIDE** les subventions ci-dessus détaillées pour l'année 2025,
- **PRÉCISE** que les subventions seront versées en une seule fois suite au vote du conseil communautaire, sauf cas exceptionnels ci-après :
  - Les subventions exceptionnelles liées à la réalisation d'un évènement seront versées à proximité immédiate de la date de l'évènement ;
  - Pour le Football Club (cf. convention d'objectifs inscrite à l'ordre du jour) : un 1er acompte de 33 000€ à la signature de la convention et un solde de 5 000€ après analyse du bilan comptable N-1 ;
  - Pour l'Entente en Pays de Fayence Athlétisme (cf. convention d'objectifs inscrite à l'ordre du jour) : versement de la subvention en une seule fois après la signature de la convention ;
  - Pour l'association CELLO FAN (cf. convention d'objectifs inscrite à l'ordre du jour) : versement de 22 000€ après la signature de la convention et 10 000€, au plus tard le 1er septembre 2025, pour le Festival du Quatuor à Cordes ;
  - Pour l'association Musique Cordiale (cf. convention d'objectifs inscrite à l'ordre du jour) : versement de la subvention en une seule fois après la signature de la convention ;
  - Pour l'association MAISON POUR TOUS (cf. convention d'objectifs inscrite à l'ordre du jour) : versement de la subvention en une seule fois après la signature de la convention ;
  - Pour l'association Foyer Rural Fayence-Tourrettes (cf. convention d'objectifs inscrite à l'ordre du jour) : versement de la subvention en une seule fois après la signature de la convention ;
  - Pour le Groupements des Acteurs et Professionnels de Santé (cf. convention d'objectifs inscrite à l'ordre du jour) : versement de la subvention en une seule fois après la signature de la convention.
- **PRÉCISE** que les crédits correspondants sont prévus aux Budgets Primitifs 2025 du Budget Principal et du Budget Annexe D.M.A. à l'article 65748.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-27-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-28-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/28

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LE FOOTBALL CLUB DU PAYS DE FAYENCE POUR 2025

Dans le cadre de sa politique de soutien aux initiatives locales en matière d'animation sociale, et plus particulièrement en faveur du développement des activités physiques et sportives des jeunes, il est proposé au Conseil communautaire d'attribuer, pour 2025, une subvention de fonctionnement d'un montant de 38 000 € à l'association sportive « Football club du Pays de Fayence ».

La loi n°2000---321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations organise dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au---delà du seuil défini par le décret n°2001---945 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels. Les liens tissés doivent donc être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.

En application de cette loi, le projet de convention d'objectifs à intervenir avec l'association définit la nature de l'aide financière attribuée et ses conditions de versement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** l'attribution, pour 2025, d'une subvention de 38 000€ à l'association « Football club du Pays de Fayence »
- **APPROUVE** le projet de convention d'objectifs ci---annexé ;
- **AUTORISE** le président à signer ladite convention avec l'association.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-28-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025

Entre les soussignées :

La Communauté de communes du Pays de Fayence,

Représentée par son président, Monsieur René UGO, habilité par délibération du Conseil Communautaire du 09 avril 2025, sise Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES,

Dénommée ci-après « la Communauté »
D'une part,

et

L'association « FOOTBALL CLUB DU PAYS DE FAYENCE »,

Représentée par son président, Monsieur Thierry PEDRAZZOLI, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association (SIRET 43529264400026) régie par la loi du 1er juillet 1901, sise au stade intercommunal du Pays de Fayence – 690 Chemin de Garelle, 83440 FAYENCE,

Dénommée ci-après « l'Association »
D'autre part,

Exposé préalable :

Dans le cadre de leurs compétences, les collectivités et établissements publics sont amenés à mettre en œuvre des politiques d'intérêt général.

Dans ce contexte, la Communauté de Communes soutient des projets et des actions d'utilité sociale réalisés par des associations en faveur de la population du territoire du Pays de Fayence.

Dans un but de transparence, et en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, laquelle loi réglemente dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au-delà d'un seuil défini par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels, les liens tissés avec les administrations doivent être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.

C'est dans ces conditions qu'il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-28-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les moyens accordés à l'Association, au regard de son activité prise en compte :

- La mise à disposition du stade de football intercommunal, qui fait par ailleurs l'objet d'une convention précaire de droit public ;
- L'attribution d'une subvention pour l'année en cours, objet de la présente.

Article 2 : Activités de l'Association prises en compte

Avec la construction d'un stade intercommunal, la Communauté de Communes a souhaité encourager la pratique des sports de plein air et conduire le plus grand nombre possible de jeunes vers le goût de l'effort et du dépassement.
La création d'un équipement de qualité, correspondant à l'attente des associations, a répondu à cet objectif.

Les activités de l'Association prises en compte correspondent aussi à cet objectif ; elles sont bien sûr conformes à ses statuts et à son objet social, à savoir la pratique et l'enseignement de l'éducation physique et sportive et du football, en particulier.

2-1 **Valeurs morales**

Une attention toute particulière est demandée aux dirigeants de l'association, à ses membres dans le cadre des activités de l'Association, à ses préposés ou salariés dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'à tous les auxiliaires à titre quelconque (aides bénévoles) concernant leur responsabilité morale envers les adhérents.

La contrepartie de l'attribution des aides publiques ne se résume pas au rôle sportif des personnes précitées, mais porte au moins autant sur l'enseignement des valeurs morales, notamment, dans le respect d'autrui par tout adhérent, ainsi que des installations mises à disposition et règles élémentaires d'hygiène.

Le jugement de la Communauté portera aussi sur le comportement des membres de l'Association à cet égard.

Comme tous les autres clubs sportifs, lorsqu'elle y sera invitée, l'Association participera aux réunions et manifestations organisées par la Communauté de Communes.

2-2 **L 'Association s'engage à réaliser l'ensemble des activités qu'elle a déclarées pour l'année en cours dans les conditions suivantes :**

2-2-1 Communication

L 'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités qui la concernent le concours apporté par la Communauté.

2-2-2 Evaluation

Les projets ou actions auxquels la Communauté a apporté son concours sont évalués qualitativement et quantitativement dans les conditions définies d'un commun accord.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs, sur l'impact des actions au regard de leur utilité sociale et de leur intérêt général. Il sera pris en considération d'éventuels prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ou d'un avenant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-28-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 3 : Aides attribuées

3-1 Mise à disposition de personnel intercommunal

La Communauté de Communes met à disposition du Football Club un agent intercommunal, chargé de l'encadrement des jeunes, à raison de 3h30 par semaine (le mercredi après-midi) toute l'année, hormis les vacances de juillet et août, soit 44 semaines par an.
Cette mise à disposition de personnel, toutes charges comprises, s'élève 4 040.96€ par an.

3-2 Aide en nature

La Communauté met à disposition les locaux, matériels et équipements décrits dans la convention de mise à disposition du Stade de Football Intercommunal.

3-3 Subvention

Pour l'année en cours, une subvention de fonctionnement de 38 000€ est attribuée à l'Association par délibération du conseil communautaire du 09/04/2025.

3-3-1 Affectation prévisionnelle

- Frais d'arbitrage..... 5 000€
- Frais engagés pour les tournois ..... 5 000€
- Frais de déplacements ..... 28 000€
- Total..... 38 000€

3-3-2 Modalités de versement

Le versement de la subvention s'effectuera en deux acomptes : un 1er acompte de 33 000€ versé à la signature de la présente convention d'objectifs et le solde de 5 000€ versé, après analyse du bilan comptable N-1 (du 01.06.2024 au 31.05.2025), impérativement détaillé par article comptable et certifié.

3-4 Obligations comptables

L'Association s'engage :

3-4-1 à remettre à la Communauté au plus tard le 15 juin de l'année en cours, une copie certifiée de son budget, de ses comptes au titre de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

3-4-2 à remettre à la Communauté le bilan comptable attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce document devra être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

3-4-3 à soumettre à la Communauté au plus tard le 5 février de l'année suivante son budget prévisionnel global et à formuler sa demande annuelle de subvention.

Le budget prévisionnel détaillera les autres financements attendus et les ressources propres. Un rapport de présentation faisant apparaître tous les nouveaux projets envisagés par l'Association y sera également joint.

3-5 Autres obligations

L'Association s'engage :

3-5-1 à communiquer sans délai à la Communauté toute modification relative aux statuts et tout changement intervenu dans l'administration et la direction de l'Association.

3-5-2 à informer la Communauté en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-28-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 4 : Contrôle

4-1 **Contrôle général de la Communauté**

L'Association facilitera le contrôle aussi bien quantitatif que qualitatif de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente.

Sur simple demande de la Communauté, l'Association devra lui communiquer tous documents utiles de nature juridique, administrative, sociale, comptable ou autre.

4-2 Contrôle des actions

L'Association s'engage à remettre à la Communauté au plus tard le 15 juin de l'année en cours un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année précédente.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté des conditions d'exécution de la présente convention par l'Association, et en cas d'irrespect notable des principes définies à l'article 2-2, la Communauté pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 6 : Assurances

L'Association exerce sous sa responsabilité exclusive les activités prises en compte à l'article 2. Elle s'engage à souscrire pour un montant suffisant toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que celle de la Communauté ne puisse être ni recherchée, ni engagée.

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Prise d'effet – Durée

La présente convention conclue pour une durée ferme d'un an prendra effet à sa date de signature. Elle pourra éventuellement être renouvelée expressément par le conseil communautaire.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association de ses engagements contractuels, ou en cas de faute grave considérée comme telle, la Communauté de Communes pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

9-1 La convention sera par ailleurs résiliée de plein droit dès réception par la Communauté de l'acte portant dissolution de l'Association.

9-2 En cas de résiliation, aucune indemnité ne sera due par la Communauté qui obtiendra, en revanche, la restitution des subventions déjà versées.

Fait à Tourrettes, en double exemplaire, le

Pour l'Association

Le Président,
Thierry PEDRAZZOLI

Pour la Communauté de Communes,

Le Président,
René UGO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-29-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/29

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'ENTENTE EN PAYS DE FAYENCE ATHLETISME POUR 2025

Dans le cadre de sa politique de soutien aux initiatives locales en matière d'animation sociale, et plus particulièrement en faveur du développement des activités physiques et sportives des jeunes, il est proposé au Conseil communautaire d'attribuer, pour 2025, une subvention de fonctionnement d'un montant de 24 000€ à l'association sportive « Entente en Pays de Fayence Athlétisme ».

La loi n°2000---321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations organise dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au---delà du seuil défini par le décret n°2001---945 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels. Les liens tissés doivent donc être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.

En application de cette loi, le projet de convention d'objectifs à intervenir avec l'association définit la nature de l'aide financière attribuée et ses conditions de versement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ:

- **APPROUVE** l'attribution, pour 2025, d'une subvention de 24 000€ à l'association « Entente en Pays de Fayence Athlétisme »
- **APPROUVE** le projet de convention d'objectifs ci---annexé ;
- **AUTORISE** le président à signer ladite convention avec l'association.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-29-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025

Entre les soussignées :

La Communauté de communes du Pays de Fayence,

Représentée par son président, Monsieur René UGO, habilité par délibération du Conseil Communautaire du 09 avril 2025, sise Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES,

Dénommée ci-après « la Communauté »
D'une part,

et

L'association « Entente du Pays de Fayence Athlétisme »,

Représentée par son président, Monsieur Eric CHIABRANDO, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association (SIRET 483 793 089 00010) régie par la loi du 1er juillet 1901, sise au stade intercommunal du Pays de Fayence – Quartier les Terrassonnes, 83440 TOURRETTES,

Dénommée ci-après « l'Association »
D'autre part,

Exposé préalable :

Dans le cadre de leurs compétences, les collectivités et établissements publics sont amenés à mettre en œuvre des politiques d'intérêt général.

Dans ce contexte, la Communauté de Communes soutient des projets et des actions d'utilité sociale réalisés par des associations en faveur de la population du territoire du Pays de Fayence.

Dans un but de transparence, et en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, laquelle loi réglemente dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au-delà d'un seuil défini par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels, les liens tissés avec les administrations doivent être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.

C'est dans ces conditions qu'il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-29-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les moyens accordés à l'Association, au regard de son activité prise en compte :

- La mise à disposition du stade intercommunal, qui fait par ailleurs l'objet d'une convention précaire de droit public ;
- L'attribution d'une subvention pour l'année en cours, objet de la présente.

Article 2 : Activités de l'Association prises en compte

Avec la construction d'un stade intercommunal, la Communauté de Communes a souhaité encourager la pratique des sports de plein air et conduire le plus grand nombre possible de jeunes vers le goût de l'effort et du dépassement.
La création d'un équipement de qualité, correspondant à l'attente des associations, a répondu à cet objectif.

Les activités de l'Association prises en compte correspondent aussi à cet objectif ; elles sont bien sûr conformes à ses statuts et à son objet social, à savoir la pratique et la promotion de l'athlétisme de loisir et de compétition.

2-1 **Valeurs morales**

Une attention toute particulière est demandée aux dirigeants de l'association, à ses membres dans le cadre des activités de l'Association, à ses préposés ou salariés dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'à tous les auxiliaires à titre quelconque (aides bénévoles) concernant leur responsabilité morale envers les adhérents.

La contrepartie de l'attribution des aides publiques ne se résume pas au rôle sportif des personnes précitées, mais porte au moins autant sur l'enseignement des valeurs morales, notamment, dans le respect d'autrui par tout adhérent, ainsi que des installations mises à disposition et règles élémentaires d'hygiène.

Le jugement de la Communauté portera aussi sur le comportement des membres de l'Association à cet égard.

Comme tous les autres clubs sportifs, lorsqu'elle y sera invitée, l'Association participera aux réunions et manifestations organisées par la Communauté de Communes.

2-2 **L 'Association s'engage à réaliser l'ensemble des activités qu'elle a déclarées pour l'année en cours dans les conditions suivantes :**

2-2-1 Communication

L 'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités qui la concernent le concours apporté par la Communauté.

2-2-2 Evaluation

Les projets ou actions auxquels la Communauté a apporté son concours sont évalués qualitativement et quantitativement dans les conditions définies d'un commun accord.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs, sur l'impact des actions au regard de leur utilité sociale et de leur intérêt général. Il sera pris en considération d'éventuels prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ou d'un avenant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-29-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 3 : Aides attribuées

3-1 Aide en nature

La Communauté met à disposition les locaux, matériels et équipements décrits dans la convention de mise à disposition du Stade intercommunal.

3-2 Subvention

Pour l'année en cours, une subvention de fonctionnement de 24 000€ est attribuée à l'Association par délibération du conseil communautaire du 09/04/2025.

3-2-1 Affectation prévisionnelle

- Frais déplacements, missions et réceptions ..... 24 000€

3-2-2 Modalités de versement

Le versement de la subvention s'effectuera en une seule fois après la signature de la présente convention.

3-3 Obligations comptables

L'Association s'engage :

3-3-1 à remettre à la Communauté au plus tard le 15 juin de l'année en cours, une copie certifiée de son budget, de ses comptes au titre de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

3-3-2 à remettre à la Communauté le bilan comptable attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce document devra être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

3-3-3 à soumettre à la Communauté au plus tard le 5 février de l'année suivante son budget prévisionnel global et à formuler sa demande annuelle de subvention.

Le budget prévisionnel détaillera les autres financements attendus et les ressources propres. Un rapport de présentation faisant apparaître tous les nouveaux projets envisagés par l'Association y sera également joint.

3-4 Autres obligations

L'Association s'engage :

3-4-1 à communiquer sans délai à la Communauté toute modification relative aux statuts et tout changement intervenu dans l'administration et la direction de l'Association.

3-4-2 à informer la Communauté en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

Article 4 : Contrôle

4-1 Contrôle général de la Communauté

L'Association facilitera le contrôle aussi bien quantitatif que qualitatif de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente.

Sur simple demande de la Communauté, l'Association devra lui communiquer tous documents utiles de nature juridique, administrative, sociale, comptable ou autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-29-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

4-2 Contrôle des actions

L'Association s'engage à remettre à la Communauté au plus tard le 15 juin de l'année en cours un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année précédente.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté des conditions d'exécution de la présente convention par l'Association, et en cas d'irrespect notable des principes définies à l'article 2-2, la Communauté pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 6 : Assurances

L'Association exerce sous sa responsabilité exclusive les activités prises en compte à l'article 2. Elle s'engage à souscrire pour un montant suffisant toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que celle de la Communauté ne puisse être ni recherchée, ni engagée.

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Prise d'effet – Durée

La présente convention conclue pour une durée ferme d'un an prendra effet à sa date de signature. Elle pourra éventuellement être renouvelée expressément par le conseil communautaire.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association de ses engagements contractuels, ou en cas de faute grave considérée comme telle, la Communauté de Communes pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

9-1 La convention sera par ailleurs résiliée de plein droit dès réception par la Communauté de l'acte portant dissolution de l'Association.

9-2 En cas de résiliation, aucune indemnité ne sera due par la Communauté qui obtiendra, en revanche, la restitution des subventions déjà versées.

Fait à Tourrettes, en double exemplaire, le

Pour l'Association

Le Président,
Eric CHIABRANDO

Pour la Communauté de Communes,

Le Président,
René UGO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-30-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

DCC n° 250409/30

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION CELLO FAN POUR 2025

Dans le cadre de sa politique de soutien aux initiatives locales en matière d'animation culturelle, et plus particulièrement en faveur de la promotion de la musique classique et l'organisation du Festival du Quatuor à Cordes, il est proposé au Conseil communautaire d'attribuer une subvention d'un montant de 32 000€ à l'association « Cello Fan » : 20 000€ de subvention de fonctionnement pour le programme annuel des activités 2025, 2 000€ de labellisation 2025 et 10 000€ pour l'organisation de la 37ème édition du Festival du Quatuor à Cordes programmé du 11 au 14 septembre 2025.

La loi n°2000---321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations organise dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au---delà du seuil défini par le décret n°2001---945 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels. Les liens tissés doivent donc être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.

En application de cette loi, le projet de convention d'objectifs à intervenir avec l'association définit la nature de l'aide financière attribuée et ses conditions de versement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** l'attribution, pour 2025, d'une subvention de 32 000€ à l'association « Cello Fan » (20 000€ de subvention pour le programme annuel des activités 2025, 2 000€ de labellisation 2025 et 10 000€ pour l'organisation de la 37ème édition du Festival du Quatuor à Cordes qui aura lieu du 11 au 14 septembre 2025) ;
- **APPROUVE** le projet de convention d'objectifs ci---annexé ;
- **AUTORISE** le président à signer ladite convention avec l'association.

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

Tourrettes, le 14 avril 2025
René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-30-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025

Entre les soussignées :

La Communauté de communes du Pays de Fayence,

Représentée par son président, Monsieur René UGO, habilité par délibération du Conseil Communautaire du 09 avril 2025, sise Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES,

Dénommée ci-après « la Communauté »
D'une part,

et

L'association « CELLO FAN »,

Représentée par sa Présidente, Madame Claudine IPPERTI, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association (SIRET 420 428 641 00021) régie par la loi du 1er juillet 1901, sise 8 avenue Le Mesnil, 06200 NICE,

Dénommée ci-après « l'Association »
D'autre part,

Exposé préalable :

L'association Cello Fan a pour objet de promouvoir la musique classique, baroque et contemporaine par la voix du violoncelle.

L'association organise des festivals et propose des concerts dans le cadre ou non de manifestations existantes avec toutes les formations possibles, du récital en passant par la musique de chambre et les concertos avec orchestres.

Elle se donne aussi la possibilité de travailler à la création d'œuvres originales qu'elle monte elle-même ou qu'elle propose à des partenaires extérieurs. L'association se donne aussi pour objet de promouvoir des artistes auprès des différents acteurs de la vie culturelle, festivals, saison de musique, programmation culturelle diverse et variée.

Elle promeut des artistes confirmés mais souvent également depuis sa création les jeunes talents en les encourageant à occuper la scène avec leurs pairs. Ces derniers encouragent et conseillent les jeunes musiciens en devenir.

En 2025, l'association organisera, en plus de ses activités habituelles, la 37ème édition du Festival du Quatuor à Cordes qui aura lieu du 11 au 14 septembre 2025.

C'est dans ces conditions qu'il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-30-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les moyens accordés à l'Association, au regard de ses activités qu'elle mène tout au long de l'année ainsi que l'organisation du Festival du Quatuor à Cordes et l'attribution d'une subvention pour l'année en cours, objet de la présente.

Article 2 : Activités de l'Association prises en compte

La Communauté et l'Association agissent de concert depuis plusieurs années pour œuvrer principalement en faveur de la promotion de la musique classique, baroque et contemporaine par la voix du violoncelle.

A ce titre, l'Association organise chaque année des festivals, des concerts et la 36ème édition du Festival du Quatuor à Cordes.

Ces événements constituent une plus-value indiscutable pour l'image de notre territoire.

L 'Association s'engage à réaliser l'ensemble des activités qu'elle a déclarées pour l'année en cours dans les conditions suivantes :

2.1 Communication

L 'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités qui la concernent le concours apporté par la Communauté.

2.2 Evaluation

Les projets ou actions auxquels la Communauté a apporté son concours sont évalués qualitativement et quantitativement dans les conditions définies d'un commun accord.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs, sur l'impact des actions au regard de leur utilité sociale et de leur intérêt général. Il sera pris en considération d'éventuels prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ou d'un avenant.

Article 3 : Aides attribuées

3.1 Subvention

Pour l'année en cours, une subvention globale de 32 000€ est attribuée à l'Association, décomposée comme suit :

- 20 000€ de subvention de fonctionnement pour l'ensemble des concerts et actions qui vont être organisés tout au long de l'année 2025 ;
- 2 000€ au titre de la labellisation 2025 ;
- 10 000€ pour l'organisation de la 37ème édition du Festival du Quatuor à Cordes qui aura lieu du 11 au 14 septembre 2025.

Modalités de versement

Le versement de la subvention s'effectue de la manière suivante :

- 22 000€ (20 000€ de subvention de fonctionnement pour l'ensemble des concerts et actions qui vont être organisés tout au long de l'année 2025 et 2 000€ au titre de la labellisation 2025) versés en une fois par mandat administratif à la signature, par les deux parties, de la présente convention ;
- 10 000€ pour l'organisation du 37ème Festival du Quatuor à Cordes qui aura lieu du 11 au 14 septembre 2025, versés par mandat administratif au plus tard le 1er septembre 2025 si le Festival est maintenu.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-30-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

3.2 Obligations comptables

L'Association s'engage :

- à remettre à la Communauté au plus tard le 30 juin de l'année en cours, une copie certifiée de son budget et de ses comptes au titre de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- à remettre à la Communauté le bilan comptable attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce document devra être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.
- à soumettre à la Communauté au plus tard le 5 février de l'année suivante son budget prévisionnel global et à formuler sa demande annuelle de subvention.

Le budget prévisionnel détaillera les autres financements attendus et les ressources propres. Un rapport de présentation faisant apparaître tous les nouveaux projets envisagés par l'Association y sera également joint.

3.3 Autres obligations

L'Association s'engage :

- à communiquer sans délai à la Communauté toute modification relative aux statuts et tout changement intervenu dans l'administration et la direction de l'Association.
- à informer la Communauté en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.
- *Insérer le logo de la Communauté de communes du Pays de Fayence et à respecter la charte graphique sur les outils de communication (logo et charte graphique disponibles sur demande : communication@cc-paysdefayence.fr) ;*
- *Citer la « Communauté de communes du Pays de Fayence » ou « CCPF » comme partenaire financier des évènements (ne pas utiliser les vocables « Com com » ou « canton ») dans les communications presse et autres médias ;*
- *Transmettre au minimum 15 jours avant un évènement, l'affiche et le programme de la manifestation afin qu'ils puissent être relayés sur le site internet de la CCPF.*

Article 4 : Contrôle

4.1 Contrôle général de la Communauté

L'Association facilitera le contrôle aussi bien quantitatif que qualitatif de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente.

Sur simple demande de la Communauté, l'Association devra lui communiquer tous documents utiles de nature juridique, administrative, sociale, comptable ou autre.

4.2 Contrôle des actions

L'Association s'engage à remettre à la Communauté au plus tard le 30 juin de l'année en cours un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année précédente.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-30-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la Communauté, des conditions d'exécution de la présente convention par l'Association, et en cas d'irrespect notable des principes définis aux articles 2 et 3, la Communauté pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 6 : Assurances

L'Association exerce sous sa responsabilité exclusive les activités prises en compte à l'article 2. Elle s'engage à souscrire pour un montant suffisant toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que celle de la Communauté ne puisse être ni recherchée, ni engagée.

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Prise d'effet – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2025. Elle prendra effet à sa date de signature. Elle pourra éventuellement être renouvelée expressément par le conseil communautaire.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association de ses engagements contractuels, ou en cas de faute grave considérée comme telle, la Communauté de Communes pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention sera par ailleurs résiliée de plein droit dès réception par la Communauté de l'acte portant dissolution de l'Association.

En cas de résiliation, aucune indemnité ne sera due par la Communauté qui obtiendra, en revanche, la restitution des subventions déjà versées.

Fait à Tourrettes, en double exemplaire, le

Pour l'Association

La Présidente,
Claudine IPPERTI

Pour la Communauté de Communes
du Pays de Fayence,

Le Président,
René UGO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-31-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/31

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION MUSIQUE CORDIALE POUR 2025

Dans le cadre de sa politique de soutien aux initiatives locales en matière d'animation culturelle, et plus particulièrement l'éducation musicale et les échange culturels dans un cadre européen et international pour promouvoir l'étude, la compréhension et la pratique de la musique et du chant, il est proposé au Conseil communautaire d'attribuer une subvention d'un montant de 25 000€ à l'association « Musique Cordiale » : 23 000€ de subvention de fonctionnement pour le programme annuel des activités 2025 et 2 000€ de labellisation 2025.

La loi n°2000---321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations organise dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au---delà du seuil défini par le décret n°2001---945 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels. Les liens tissés doivent donc être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.
En application de cette loi, le projet de convention d'objectifs à intervenir avec l'association définit la nature de l'aide financière attribuée et ses conditions de versement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** l'attribution, pour 2025, d'une subvention de 25 000€ à l'association « Musique Cordiale » (23 000€ de subvention de fonctionnement pour le programme annuel des activités 2025 et 2 000€ de labellisation 2025) ;
- **APPROUVE** le projet de convention d'objectifs ci---annexé ;
- **AUTORISE** le président à signer ladite convention avec l'association.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-31-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025

Entre les soussignées :

La Communauté de communes du Pays de Fayence,

Représentée par son président, Monsieur René UGO, habilité par délibération du Conseil Communautaire du 09 avril 2024, sise Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES,

Dénommée ci-après « la Communauté »
D'une part,

et

L'association « Musique Cordiale »,

Représentée par sa Présidente, Madame Philippa PAWLIK, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association (SIRET 493 460 745 00018) régie par la loi du 1er juillet 1901, sise 217 Chemin des Moulins, 83440 SEILLANS,

Dénommée ci-après « l'Association »
D'autre part,

Exposé préalable :

Dans le cadre de leurs compétences, les collectivités et établissements publics sont amenés à mettre en œuvre des politiques d'intérêt général.

Dans ce contexte, la Communauté de Communes soutient les initiatives locales en matière culturelle, et plus particulièrement l'éducation musicale et les échanges culturels dans un cadre européen et international pour promouvoir l'étude, la compréhension et la pratique de la musique et du chant.

Dans un but de transparence, et en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, laquelle loi réglemente dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au-delà d'un seuil défini par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels, les liens tissés avec les administrations doivent être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.

C'est dans ces conditions qu'il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-31-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les moyens accordés à l'Association, au regard de son activité, et l'attribution d'une subvention pour l'année en cours, objet de la présente.

Article 2 : Activités de l'Association prises en compte

La Communauté et l'Association agissent de concert depuis plusieurs années pour œuvrer principalement en faveur de l'éducation musicale et des échanges culturels.

A ce titre, l'Association organise chaque année le Festival International Musique-Cordiale, le 21ème pour cette année 2025, succession d'évènements musicaux qui se déroulent sur l'ensemble des communes du territoire.

Ces événements constituent une plus-value indiscutable pour l'image de notre territoire.

L 'Association s'engage à réaliser l'ensemble des activités qu'elle a déclarées pour l'année en cours dans les conditions suivantes :

2.1 Communication

L 'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités qui la concernent le concours apporté par la Communauté.

2.2 Evaluation

Les projets ou actions auxquels la Communauté a apporté son concours sont évalués qualitativement et quantitativement dans les conditions définies d'un commun accord.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs, sur l'impact des actions au regard de leur utilité sociale et de leur intérêt général. Il sera pris en considération d'éventuels prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ou d'un avenant.

Article 3 : Aides attribuées

3.1 Subvention

Pour l'année en cours, une subvention globale de 25 000€ est attribuée à l'Association, décomposée comme suit :

- 23 000€ de subvention de fonctionnement pour l'ensemble des concerts et actions qui vont être organisés tout au long de l'année 2025 ;
- 2 000€ au titre de la labellisation 2025.

Modalités de versement

Le versement de la subvention s'effectue en une seule fois après signature, par les deux parties, de la présente convention.

3.2 Obligations comptables

L'Association s'engage :

- à remettre à la Communauté au plus tard le 30 juin de l'année en cours, une copie certifiée de son budget et de ses comptes au titre de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
023-200041622-20250409-25040O-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- à remettre à la Communauté le bilan comptable attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce document devra être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.
- à soumettre à la Communauté au plus tard le 5 février de l'année suivante son budget prévisionnel global et à formuler sa demande annuelle de subvention.

Le budget prévisionnel détaillera les autres financements attendus et les ressources propres. Un rapport de présentation faisant apparaître tous les nouveaux projets envisagés par l'Association y sera également joint.

3.3 Autres obligations

L'Association s'engage :

- à communiquer sans délai à la Communauté toute modification relative aux statuts et tout changement intervenu dans l'administration et la direction de l'Association.
- à informer la Communauté en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.
- *Insérer le logo de la Communauté de communes du Pays de Fayence et à respecter la charte graphique sur les outils de communication (logo et charte graphique disponibles sur demande :* communication@cc-paysdefayence.fr*) ;*
- *Citer la « Communauté de communes du Pays de Fayence » ou « CCPF » comme partenaire financier des évènements (ne pas utiliser les vocables « Com com » ou « canton ») dans les communications presse et autres médias ;*
- *Transmettre au minimum 15 jours avant un évènement, l'affiche et le programme de la manifestation afin qu'ils puissent être relayés sur le site internet de la CCPF.*

Article 4 : Contrôle

4.1 Contrôle général de la Communauté

L'Association facilitera le contrôle aussi bien quantitatif que qualitatif de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente.

Sur simple demande de la Communauté, l'Association devra lui communiquer tous documents utiles de nature juridique, administrative, sociale, comptable ou autre.

4.2 Contrôle des actions

L'Association s'engage à remettre à la Communauté au plus tard le 30 juin de l'année en cours un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année précédente.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la Communauté, des conditions d'exécution de la présente convention par l'Association, et en cas d'irrespect notable des principes définis aux articles 2 et 3, la Communauté pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-31-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 6 : Assurances

L'Association exerce sous sa responsabilité exclusive les activités prises en compte à l'article 2. Elle s'engage à souscrire pour un montant suffisant toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que celle de la Communauté ne puisse être ni recherchée, ni engagée.

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Prise d'effet – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2025. Elle prendra effet à sa date de signature. Elle pourra éventuellement être renouvelée expressément par le conseil communautaire.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association de ses engagements contractuels, ou en cas de faute grave considérée comme telle, la Communauté de Communes pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention sera par ailleurs résiliée de plein droit dès réception par la Communauté de l'acte portant dissolution de l'Association.

En cas de résiliation, aucune indemnité ne sera due par la Communauté qui obtiendra, en revanche, la restitution des subventions déjà versées.

Fait à Tourrettes, en double exemplaire, le

Pour l'Association

La Présidente,
Philippa PAWLIK

Pour la Communauté de Communes
du Pays de Fayence,

Le Président,
René UGO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-32-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/32

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 AVEC L'ASSOCIATION MAISON POUR TOUS

Dans le cadre de sa politique de soutien aux initiatives locales en matière d'animation culturelle, et plus spécifiquement en faveur du cinéma itinérant, il est proposé au Conseil communautaire d'attribuer une subvention d'un montant de 30 000€ à l'association « Maison Pour Tous ».

La loi n°2000---321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations organise dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au---delà du seuil défini par le décret n°2001---945 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels. Les liens tissés doivent donc être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.

En application de cette loi, le projet de convention d'objectifs à intervenir avec l'association définit la nature de l'aide financière attribuée et ses conditions de versement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ:

- **ATTRIBUE** à l'association Maison Pour Tous, pour l'année 2025, une subvention d'un montant de 30 000€ ;
- **APPROUVE** le projet de convention d'objectifs ci---annexé ;
- **AUTORISE** le président à signer ladite convention avec l'association.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-32-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025

Entre les soussignées :

La Communauté de communes du Pays de Fayence,

Représentée par son président, Monsieur René UGO, habilité par délibération du Conseil Communautaire du 09 avril 2025, sise Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES,

Dénommée ci-après « la Communauté »
D'une part,

Et

L'association « MAISON POUR TOUS »,

Représentée par sa Présidente, Madame France BECH, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association (SIRET 379 495 526 00012) régie par la loi du 1er juillet 1901, sise Rond-Point du 8 mai 1945, 83440 MONTAUROUX,

Dénommée ci-après « l'Association »
D'autre part,

Exposé préalable :

L'association « Maison Pour Tous » a pour objet de promouvoir le cinéma en salle, le cinéma itinérant ainsi que des activités qui y sont liées.

Afin de permettre au plus grand nombre d'élèves et habitants du territoire l'accès à la Culture par le cinéma tout en évitant des frais de déplacement trop importants, la Maison Pour Tous, en collaboration avec la Communauté de Communes, a créé un circuit de cinéma itinérant.

Dans ce cadre, l'association met en place des séances scolaires, d'autres pour les centres de loisirs et gère des tournées sur les communes de Bagnols, Mons, Saint-Paul, Seillans et Tourrettes.

En sus, elle propose des séances plein air à toutes les communes du territoire.

A ce titre, l'association gère l'accueil du public, la projection et le choix des films en accord avec la commune, ainsi que le suivi administratif et financier.

Ces activités constituent une plus-value indiscutable pour le territoire.

C'est dans ces conditions qu'il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-32-DE
Accusé certifié exécutoire
Publication : 15/04/2025

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les modalités de partenariat financier entre la CCPF et l'association MPT pour l'offre de cinéma itinérant en Pays de Fayence.

Article 2 : Activités de l'Association prises en compte

La Communauté et l'Association agissent de concert depuis plusieurs années pour œuvrer principalement en faveur de la promotion du cinéma itinérant permettant l'accès, sur place, à la culture par le cinéma.

A ce titre, l'Association gère l'accueil du public, la projection et le choix des films en accord avec la commune, ainsi que le suivi administratif et financier.

Ces événements constituent une plus-value indiscutable pour le territoire.

L 'Association s'engage à poursuivre l'activité « Cinéma itinérant » dans les conditions suivantes :

2.1 Communication

L 'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités qui la concernent le concours apporté par la Communauté.

2.2 Evaluation

Les projets ou actions auxquels la Communauté a apporté son concours sont évalués qualitativement et quantitativement dans les conditions définies d'un commun accord.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs, sur l'impact des actions au regard de leur utilité sociale et de leur intérêt général. Il sera pris en considération d'éventuels prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ou d'un avenant.

Article 3 : Aides attribuées

3.1 Subvention

Pour l'année en cours, une subvention de 30 000€ est attribuée à l'Association.

Modalités de versement

La subvention sera versée en une seule fois par mandat administratif à la signature, par les deux parties, de la présente convention.

3.2 Obligations comptables

L'Association s'engage :

- à remettre à la Communauté au plus tard le 30 juin de l'année en cours, une copie certifiée de son budget et de ses comptes au titre de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- à remettre à la Communauté le bilan comptable attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce document devra être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.
- à soumettre à la Communauté au plus tard le 5 février de l'année suivante son budget prévisionnel global et à formuler sa demande annuelle de subvention.

Le budget prévisionnel détaillera les autres financements attendus et les ressources propres. Un rapport de présentation faisant apparaître tous les nouveaux projets envisagés par l'Association y sera également joint.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-32-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

3.3 Autres obligations

L'Association s'engage :

- à communiquer sans délai à la Communauté toute modification relative aux statuts et tout changement intervenu dans l'administration et la direction de l'Association.
- à informer la Communauté en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.
- *Insérer le logo de la Communauté de communes du Pays de Fayence et à respecter la charte graphique sur les outils de communication (logo et charte graphique disponibles sur demande : communication@cc-paysdefayence.fr) ;*
- *Citer la « Communauté de communes du Pays de Fayence » ou « CCPF » comme partenaire financier des évènements (ne pas utiliser les vocables « Com com » ou « canton ») dans les communications presse et autres médias ;*
- *Transmettre au minimum 15 jours avant un évènement, l'affiche et le programme de la manifestation afin qu'ils puissent être relayés sur le site internet de la CCPF.*

Article 4 : Contrôle

4.1 Contrôle général de la Communauté

L'Association facilitera le contrôle aussi bien quantitatif que qualitatif de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente.

Sur simple demande de la Communauté, l'Association devra lui communiquer tous documents utiles de nature juridique, administrative, sociale, comptable ou autre.

4.2 Contrôle des actions

L'Association s'engage à remettre à la Communauté au plus tard le 30 juin de l'année en cours un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année précédente.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la Communauté, des conditions d'exécution de la présente convention par l'Association, et en cas d'irrespect notable des principes définis aux articles 2 et 3, la Communauté pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 6 : Assurances

L'Association exerce sous sa responsabilité exclusive les activités prises en compte à l'article 2. Elle s'engage à souscrire pour un montant suffisant toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que celle de la Communauté ne puisse être ni recherchée, ni engagée.

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-32-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 8 : Prise d'effet – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2025. Elle prendra effet à sa date de signature. Elle pourra éventuellement être renouvelée expressément par le conseil communautaire.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association de ses engagements contractuels, ou en cas de faute grave considérée comme telle, la Communauté de Communes pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention sera par ailleurs résiliée de plein droit dès réception par la Communauté de l'acte portant dissolution de l'Association.

En cas de résiliation, aucune indemnité ne sera due par la Communauté qui obtiendra, en revanche, la restitution des subventions déjà versées.

Fait à Tourrettes, en double exemplaire, le

Pour l'Association

La Présidente,
France BECH

Pour la Communauté de Communes
du Pays de Fayence,

Le Président,
René UGO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-33-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/33

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

SUBVENTION AU GROUPEMENT DES ACTEURS ET PROFESSIONNELS DE SANTÉ (GAPS) ET CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION

Dans le cadre de la politique de la Communauté de communes du Pays de Fayence (CCPF) de soutien aux initiatives locales en matière de santé, d'accès aux soins et de lutte contre le risque de désertification médicale, il est proposé au conseil communautaire d'accorder à l'association « Groupement des Acteurs et Professionnels de Santé », pour l'année 2025, une subvention globale de 41 400€ qui se décompose comme suit :

- 9 000€ de subvention de fonctionnement pour les actions de soutien à l'accès aux soins pour la population du territoire ;
- 32 400€ affectés à la Permanence Des Soins Ambulatoires

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations organise dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au-delà du seuil défini par le décret n°2001-945 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels. Les liens tissés doivent donc être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.
Par conséquent, en application de cette loi, le projet de convention d'objectifs, présenté en annexe, définit la nature de l'aide financière qui serait attribuée et ses conditions de versement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** l'attribution, pour 2025, d'une subvention de 41 400€ à l'association « Groupement des Acteurs et Professionnels de Santé » ;
- **APPROUVE** le projet de convention d'objectifs ci-annexé ;
- **AUTORISE** le Président à signer ladite convention avec l'association ;

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-33-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025

Entre les soussignées :

La Communauté de communes du Pays de Fayence,

Représentée par son président, Monsieur René UGO, habilité par délibération du Conseil Communautaire du 09 avril 2025, sise Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES,

Dénommée ci-après « la Communauté »
D'une part,

et

L'association « Groupement des Acteurs et Professionnels de Santé » du Pays de Fayence,

Représentée par son président, Monsieur Patrick ROUVERAND, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association (SIRET 841 654 490 0011) régie par la loi du 1er juillet 1901, sise à France Services, Maison du Pays de Fayence, 50 Route de l'aérodrome, 83440 FAYENCE,

Dénommée ci-après « l'Association »
D'autre part,

Exposé préalable :

Dans le cadre de leurs compétences, les collectivités et établissements publics sont amenés à mettre en œuvre des politiques d'intérêt général.

Dans ce contexte, la Communauté de Communes soutient des projets et des actions d'utilité sociale réalisés par des associations en faveur de la population du territoire du Pays de Fayence.

Dans un but de transparence, et en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, laquelle loi réglemente dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au-delà d'un seuil défini par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels, les liens tissés avec les administrations doivent être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.

C'est dans ces conditions qu'il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-33-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les moyens accordés à l'Association, au regard de son activité prise en compte et l'attribution d'une subvention pour l'année en cours, objet de la présente.

Article 2 : Activités de l'Association prises en compte

La Communauté et l'Association agissent de concert depuis plusieurs années pour œuvrer principalement à l'accessibilité de l'offre de soins locale et à la lutte contre le risque de désertification médicale du territoire.

L'article 2 des statuts de l'Association précise les objectifs de celle-ci :

- Créer un réseau de soins primaires centré sur les patients
- Améliorer l'offre de soins locale par la coordination synergique des acteurs de soins et médicaux et sociaux
- Améliorer la qualité des soins par une amélioration partagée des savoirs professionnels
- Améliorer la promotion de la santé sur le secteur de population concernée par une communication adaptée et homogène
- Favoriser une formation des professionnels de santé et une formation interprofessionnelle

L 'Association s'engage à réaliser l'ensemble des activités qu'elle a déclarées pour l'année en cours dans les conditions suivantes :

2.1 Communication

L 'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités qui la concernent le concours apporté par la Communauté.

2.2 Evaluation

Les projets ou actions auxquels la Communauté a apporté son concours sont évalués qualitativement et quantitativement dans les conditions définies d'un commun accord.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs, sur l'impact des actions au regard de leur utilité sociale et de leur intérêt général. Il sera pris en considération d'éventuels prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ou d'un avenant.

Article 3 : Aides attribuées

3.1 Subvention

Pour l'année en cours, une subvention globale de 41 400€ est attribuée à l'Association, décomposée comme suit :

- 9 000€ de subvention de fonctionnement pour les actions de soutien à l'accès aux soins pour la population du territoire
- 32 400€ affectés à la Permanence Des Soins Ambulatoires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-33-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

3.1.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention s'effectue en une seule fois par mandat administratif après signature, par les deux parties, de la présente convention.

3.2 Obligations comptables

L'Association s'engage :

- à remettre à la Communauté au plus tard le 30 juin de l'année en cours, une copie certifiée de son budget et de ses comptes au titre de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- à remettre à la Communauté le bilan comptable attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce document devra être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.
- à soumettre à la Communauté au plus tard le 5 février de l'année suivante son budget prévisionnel global et à formuler sa demande annuelle de subvention.

Le budget prévisionnel détaillera les autres financements attendus et les ressources propres. Un rapport de présentation faisant apparaître tous les nouveaux projets envisagés par l'Association y sera également joint.

3.3 Autres obligations

L'Association s'engage :

- à communiquer sans délai à la Communauté toute modification relative aux statuts et tout changement intervenu dans l'administration et la direction de l'Association.
- à informer la Communauté en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.

Article 4 : Contrôle

4.1 Contrôle général de la Communauté

L'Association facilitera le contrôle aussi bien quantitatif que qualitatif de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente.

Sur simple demande de la Communauté, l'Association devra lui communiquer tous documents utiles de nature juridique, administrative, sociale, comptable ou autre.

4.2 Contrôle des actions

L'Association s'engage à remettre à la Communauté au plus tard le 30 juin de l'année en cours un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année précédente.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-33-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le Préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la Communauté, des conditions d'exécution de la présente convention par l'Association, et en cas d'irrespect notable des principes définis aux articles 2 et 3, la Communauté pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 6 : Assurances

L'Association exerce sous sa responsabilité exclusive les activités prises en compte à l'article 2. Elle s'engage à souscrire pour un montant suffisant toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que celle de la Communauté ne puisse être ni recherchée, ni engagée.

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Prise d'effet – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2025. Elle prendra effet à sa date de signature. Elle pourra éventuellement être renouvelée expressément par le conseil communautaire.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association de ses engagements contractuels, ou en cas de faute grave considérée comme telle, la Communauté de Communes pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention sera par ailleurs résiliée de plein droit dès réception par la Communauté de l'acte portant dissolution de l'Association.

En cas de résiliation, aucune indemnité ne sera due par la Communauté qui obtiendra, en revanche, la restitution des subventions déjà versées.

Fait à Tourrettes, en double exemplaire, le

Pour l'Association

Le Président,
Patrick ROUVERAND

Pour la Communauté de Communes
du Pays de Fayence,

Le Président,
René UGO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-34-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/34

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION FOYER RURAL FAYENCE-TOURRETTES POUR 2025

Dans le cadre de sa politique de soutien aux initiatives locales en matière d'éducation populaire auprès des plus jeunes du territoire, et plus particulièrement l'activité le Moulin à Parole destinée à la jeunesse via les établissements scolaires, au travers de spectacles, théâtre, contes et lectures avec une programmation annuelle d'un projet pédagogique établi de concert avec les enseignants, il est proposé au Conseil communautaire d'attribuer pour 2025 une subvention d'un montant de 23 000€ à l'association « FOYER RURAL FAYENCE-TOURRETTES ».

La loi n°2000---321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations organise dans son article 10 l'attribution des subventions aux organismes de droit privé au---delà du seuil défini par le décret n°2001---945 du 6 juin 2001, soit 23 000 euros annuels. Les liens tissés doivent donc être contractualisés, les objectifs communs précisés et l'aide publique définie.

En application de cette loi, le projet de convention d'objectifs à intervenir avec l'association définit la nature de l'aide financière attribuée et ses conditions de versement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **D'APPROUVER** l'attribution, pour 2025, d'une subvention de 23 000€ à l'association « FOYER RURAL FAYENCE-TOURRETTES » ;
- **D'APPROUVER** le projet de convention d'objectifs ci-annexé ;
- **D'AUTORISER** le président à signer ladite convention avec l'association.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-34-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025

Entre les soussignées :

La Communauté de communes du Pays de Fayence,

Représentée par son président, Monsieur René UGO, habilité par délibération du Conseil Communautaire du 09 avril 2024, sise Mas de Tassy, 1849 RD19, 83440 TOURRETTES,

Dénommée ci-après « la Communauté »
D'une part,

et

L'association « Foyer Rural de Fayence-Tourrettes »,

Représentée par sa Présidente, Madame Mireille CLAUDIN, agissant ès qualité en vertu des statuts de l'association (SIRET 415 063 437 00032) régie par la loi du 1er juillet 1901, sise Allée Monseigneur de Fleury, 83440 FAYENCE,

Dénommée ci-après « l'Association »
D'autre part,

Exposé préalable :

Dans le cadre de leurs compétences, les collectivités et établissements publics sont amenés à mettre en œuvre des politiques d'intérêt général.

Dans ce contexte, la Communauté de Communes soutient les initiatives locales en matière d'éducation populaire auprès des plus jeunes du territoire, et plus particulièrement l'activité le Moulin à Parole destinée à la jeunesse via les établissements scolaires, au travers de spectacles, théâtre, contes et lectures avec une programmation annuelle d'un projet pédagogique établi de concert avec les enseignants.

C'est dans ces conditions qu'il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les moyens accordés à l'Association, au regard de son activité, et l'attribution d'une subvention pour l'année en cours, objet de la présente.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-34-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 2 : Activités de l'Association prises en compte

La Communauté et l'Association agissent de concert depuis plusieurs années pour œuvrer principalement en faveur l'éducation populaire auprès des plus jeunes du territoire.

A ce titre, l'Association organise pour 2025, 6 semaines théâtrales et deux lectures théâtralisées par des auteurs professionnels sur le territoire des 9 communes.

Ces événements constituent une plus-value indiscutable pour l'image de notre territoire.

L 'Association s'engage à réaliser l'ensemble des activités qu'elle a déclarées pour l'année en cours dans les conditions suivantes :

2.1 Communication

L 'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités qui la concernent le concours apporté par la Communauté.

2.2 Evaluation

Les projets ou actions auxquels la Communauté a apporté son concours sont évalués qualitativement et quantitativement dans les conditions définies d'un commun accord.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs, sur l'impact des actions au regard de leur utilité sociale et de leur intérêt général. Il sera pris en considération d'éventuels prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ou d'un avenant.

Article 3 : Aides attribuées

3.1 Subvention

Pour l'année en cours, une subvention globale de 23 000€ est attribuée à l'Association.

Modalités de versement

Le versement de la subvention s'effectue en une seule fois après signature, par les deux parties, de la présente convention.

3.2 Obligations comptables

L'Association s'engage :

- à remettre à la Communauté au plus tard le 30 juin de l'année en cours, une copie certifiée de son budget et de ses comptes au titre de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

- à remettre à la Communauté le bilan comptable attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce document devra être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.
- à soumettre à la Communauté au plus tard le 5 février de l'année suivante son budget prévisionnel global et à formuler sa demande annuelle de subvention.

Le budget prévisionnel détaillera les autres financements attendus et les ressources propres. Un rapport de présentation faisant apparaître tous les nouveaux projets envisagés par l'Association y sera également joint.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-34-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

3.3 Autres obligations

L'Association s'engage :

- à communiquer sans délai à la Communauté toute modification relative aux statuts et tout changement intervenu dans l'administration et la direction de l'Association.
- à informer la Communauté en cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention.
- *Insérer le logo de la Communauté de communes du Pays de Fayence et à respecter la charte graphique sur les outils de communication (logo et charte graphique disponibles sur demande :* communication@cc-paysdefayence.fr*) ;*
- *Citer la « Communauté de communes du Pays de Fayence » ou « CCPF » comme partenaire financier des évènements (ne pas utiliser les vocables « Com com » ou « canton ») dans les communications presse et autres médias ;*

Article 4 : Contrôle

4.1 Contrôle général de la Communauté

L'Association facilitera le contrôle aussi bien quantitatif que qualitatif de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente.

Sur simple demande de la Communauté, l'Association devra lui communiquer tous documents utiles de nature juridique, administrative, sociale, comptable ou autre.

4.2 Contrôle des actions

L'Association s'engage à remettre à la Communauté au plus tard le 30 juin de l'année en cours un rapport d'activité portant sur la réalisation des actions prévues au titre de l'année précédente.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la Communauté, des conditions d'exécution de la présente convention par l'Association, et en cas d'irrespect notable des principes définis aux articles 2 et 3, la Communauté pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 6 : Assurances

L'Association exerce sous sa responsabilité exclusive les activités prises en compte à l'article 2. Elle s'engage à souscrire pour un montant suffisant toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que celle de la Communauté ne puisse être ni recherchée, ni engagée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-34-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Prise d'effet – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2025. Elle prendra effet à sa date de signature. Elle pourra éventuellement être renouvelée expressément par le conseil communautaire.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association de ses engagements contractuels, ou en cas de faute grave considérée comme telle, la Communauté de Communes pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention sera par ailleurs résiliée de plein droit dès réception par la Communauté de l'acte portant dissolution de l'Association.

En cas de résiliation, aucune indemnité ne sera due par la Communauté qui obtiendra, en revanche, la restitution des subventions déjà versées.

Fait à Tourrettes, en double exemplaire, le

Pour l'Association

La Présidente,
Mireille CLAUDIN

Pour la Communauté de Communes
du Pays de Fayence,

Le Président,
René UGO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-35-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/35

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

SALON DE LA RÉNOVATION DE L'HABITAT DU 26 AVRIL 2025
TARIFICATION DES STANDS

Dans un contexte d'adaptation nécessaire au changement climatique, la CCPF organise au printemps prochain un salon de la rénovation de l'habitat pour soutenir les entreprises locales et les mettre en contact avec les particuliers concernés par les économies d'eau et d'énergie.

Ce sera l'occasion pour les particuliers d'obtenir des solutions techniques, des conseils gratuits d'experts, des contacts professionnels en faveur de la rénovation énergétique des logements, au travers d'ateliers et démonstrations.

Le salon du 26 octobre 2024 ayant été très peu fréquenté en raison des conditions climatiques, un nouveau salon se déroulera le samedi 26 avril 2025 au Gymnase de MONTAUROUX et les entrées seront gratuites pour les particuliers.

Afin de structurer l'organisation du salon et de pouvoir accueillir les nouveaux exposants dans les meilleures conditions, il convient de définir une tarification pour l'attribution des stands.

Il est ainsi proposé de fixer le prix unitaire à 60€ le m² qui ne s'appliquera qu'aux nouveaux stands, qu'ils soient installés à l'intérieur des locaux ou en extérieur (ceux ayant participé au salon du 26 octobre 2024 bénéficient d'une entrée gratuite).

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU la proposition relative à l'organisation d'un « Salon de la Rénovation de l'Habitat » par la CCPF le 26 avril 2025 au gymnase de Montauroux,
CONSIDÉRANT qu'une participation financière doit être demandée aux nouveaux exposants,
CONSIDÉRANT le tarif forfaitaire ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** l'organisation, par la Communauté de communes du Pays de Fayence, du « Salon de la rénovation de l'habitat » le 26 avril 2025 au Gymnase de Montauroux ;
- **APPROUVE** la gratuité des stands pour les professionnels ayant participé au Salon du 26 octobre 2024 ;
- **VALIDE** la gratuité d'accès au salon pour les particuliers ;

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-35-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- **AUTORISE** la perception de droits d'inscription pour les nouveaux professionnels y participant selon un prix unitaire de 60€ le m² applicable à l'ensemble des stands, qu'ils soient installés à l'intérieur des locaux ou en extérieur ;
- **PRÉCISE** que les nouveaux professionnels devront se préinscrire auprès de la CCPF qui émettra alors un titre de recette qui, une fois réglé auprès de la DGFIP, validera définitivement l'inscription.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-36-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice	30
Présents	21
Pouvoirs	6
Absents	3
Suffrages exprimés	27

DCC n° 250409/36

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

AUTORISATION DE SIGNER L'ACCORD-CADRE N°2025GAZOLE FOURNITURE ET LIVRAISON DE CARBURANT GAZOLE EN VRAC POUR LES SERVICES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

Le présent accord-cadre concerne la fourniture et la livraison de carburant gazole nécessaire au fonctionnement et à la circulation des véhicules du service de collecte des déchets ménagers et assimilés de la Communauté de communes du Pays de Fayence et des véhicules du service de la Régie des Eaux du Pays de Fayence.
Il s'agit du remplissage de deux cuves de carburant gazole : la première d'une capacité de 10 000 litres qui se trouve au Quai de transfert - Chemin de Fondurane - 83440 MONTAUROUX et la seconde d'une capacité de 5000 litres qui se trouve à la Station d'épuration de Fayence - Boulevard des Claux – 83440 FAYENCE.

La Communauté de communes a publié un appel d'offres ouvert 13/02/2025 au BOAMP et au JOUE (avis n°25-16454).

L'annonce a également été diffusée 13/02/2025 sur la plate-forme dématérialisée : marche-securises.fr.
La date limite de réception des offres était fixée au 19 mars 2025 à 12h00. Le délai de validité des offres était de 60 jours.

Durée de l'accord-cadre : L'accord-cadre commence le 01/06/2025 pour une durée initiale de 12 mois.
Il pourra être renouvelé, par tacite reconduction, deux (2) fois par période de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder trois (3) ans, soit un terme définitif au 31 mai 2028.
La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.
La collectivité se réserve le droit de résilier le marché à chaque date anniversaire, sous condition d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant l'échéance.

Quantités de l'accord-cadre :
La quantité minimum de commandes pour la durée de la période initiale est de 100 000 litres.
La quantité maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 180 000 litres.
La quantité minimum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 100 000 litres.
La quantité maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 180 000 litres.
La quantité minimum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 100 000 litres.
La quantité maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 180 000 litres.

La quantité maximum de commandes sur la durée maximale de trois ans de l'accord-cadre est de 540 000 litres.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-36-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pour information, la quantité annuelle de commande (année 2024) a été de 149 000 litres avec une moyenne de livraison mensuelle de 12 000 litres, fluctuant selon la saison :

- *Pour la cuve du quai de transfert, 112 000 litres de gasoil.*
- *Pour la cuve de la Station d'épuration de Fayence, 37 000 litres de gasoil.*

Au terme de cette consultation quatre candidats ont déposés une offre dans les délais :

N° PLI	ENTREPRISE / GROUPEMENT
1	**BERGON SAS – pli déposé le lundi 17 mars 2025 à 08 :41 :58**
2	**PETROGARDE – pli déposé le mardi 18 mars 2025 à 09 :45 :02**
3	**TOTAL ENERGIE PROXI SUD EST – pli déposé le mardi 18 mars 2025 à 09 :47 :26**
4	**GIRARDIN – pli déposé le mardi 18 mars 2025 à 14 :51 :51**

La Commission d'appel d'offres s'est réunie 1er avril 2025 à 15h00 afin d'analyser les offres et attribuer l'accord-cadre.
Aux termes de l'examen des candidatures et des offres, la Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer l'accord-cadre au candidat classé premier :

CANDIDAT N°4
GIRARDIN
ROUTE DE LA MARIGARDE
06130 GRASSE
SIRET : 395 066 517 00016

PRIX AU LITRE : 1.406 € HT (prix moyen hebdomadaire constaté pour la période du 24/02/2025 au 02/03/2025
REMISE CONSENTIE FERME ET DEFINITIVE POUR TOUTE LA DUREE DE L ACCORD-CADRE : **0.0500 €/litre**
PRIX HT APRES REMISE CONSENTIE : 1.356 €HT/litre
PRIX TTC APRES REMISE CONSENTIE : 1.6272 €/litre
MONTANT DU DQE (quantité annuelle estimativé) : **242 452.80 € TTC**

Imputation budgétaire :
- Pour le budget Principal et le budget Déchets Ménagers et Assimilés : 60622
- Pour les budgets eau et assainissement : 6066

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ :
- **AUTORISE** le Président à signer les marchés désignés ci-dessus :
  - Avec l'entreprise

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/37

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

ACTUALISATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE DÉCHETTERIE

Les déchetteries de Bagnols-en-Forêt et Tourrettes disposent d'un règlement intérieur dont l'objectif principal est :

- De définir et de délimiter le service public de collecte en déchetterie,
- D'améliorer l'information apportée aux usagers

Pour tenir compte des évolutions dans le fonctionnement de ces équipements, il convient de réactualiser le règlement intérieur pour l'adapter aux réalités actuelles et projetées.
Les principales modifications portent sur la tarification des apports des professionnels.

Actuellement les apports des déchets sont payants pour les professionnels suivants les conditions suivantes

	Professionnels du Pays de Fayences	**Professionnels hors Pays de Fayence**
Tarif déchets verts	60€/t	80€/t
Tarif autres apports de déchets	45€/t	55€/t

Il est proposé d'actualiser les tarifs applicables aux particuliers et aux professionnels, notamment du fait de la hausse des prix appliqués pour le transport et le traitement des déchets par le prestataire de service.
Par ailleurs, Les tarifs appliqués par les collectivités voisines bien supérieurs à ceux de la CCPF engendrait des apports de déchets extérieurs à notre territoire.

	Professionnels du Pays de Fayences	**Professionnels hors Pays de Fayence**
Tarif déchets verts	100€/t	120€/t
Tarif autres apports de déchets	200€/t	210€/t

Le règlement intérieur de déchetterie modifié est annexé à la présente.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Le nouveau règlement intérieur de déchetterie sera applicable au 1er septembre 2025.

Imputation budgétaire :

- Pour le budget Principal et le budget Déchets Ménagers et Assimilés : 60622
- Pour les budgets eau et assainissement : 6066

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ (2 ABSTENTIONS : M. ORFEO – J. SAILLET) :

- **APPROUVE** le projet de règlement intérieur modifié de déchetterie joint en annexe à la présente délibération.
- **DÉCIDE** l'application des tarifs
- **APPROUVE** sa mise en application au 1er septembre 2025.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE DÉCHETTERIE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CHAPITRE 1 –DISPOSITIONS GÉNÈRALES 5
ARTICLE 1-1 Objet et champ d'application 5
ARTICLE 1-2 Régime juridique 5
1-2-1 Régime juridique de la déchetterie de Tourrettes 5
1-2-2 Régime juridique de la déchetterie de Bagnols-en-Forêt 5
ARTICLE 1-3 Définition et rôle d'une déchetterie 5
ARTICLE 1-4 Prévention des déchets 5
1-4-1 Les gestes de prévention .....Erreur ! Signet non défini.
1-4-2 La zone de réemploi sur la déchetterie de Tourrettes.....Erreur ! Signet non défini.
CHAPITRE 2 – ORGANISATION DE LA COLLECTE 6
ARTICLE 2–1 Localisation des déchetteries 6
ARTICLE 2–2 Jours et heures d'ouvertures 6
2-2-1 Jours et heures d'ouverture de la déchetterie de Tourrettes 6
2-2-2 Jours et heures d'ouverture de la déchetterie de Bagnols-en-Forêt 6
ARTICLE 2–3 Affichages 6
ARTICLE 2–4 Les conditions d'accès aux déchetteries 6
2-4-1 L'accès aux usagers 6
2-4-1-1 Pour les particuliers 7
2-4-1-2 Pour les professionnels 7
2-4-2 Démarche à suivre pour la délivrance d'un badge d'accès « PASS DÉCHETS » 7
2-4-2-1 Pour les particuliers 7
2-4-2-2 Pour les professionnels 8
2-4-3 Webusager 9
2-4-4 Identification et enregistrement informatique (RGPD) 9
2-4-5 L'accès des véhicules 9
2-4-6 Conditions de prise en charge des déchets 10
2-4-7 Limitation des apports 10
ARTICLE 2–5 Les déchets autorisés et non autorisés 10
2-5-1 Déchets autorisés 10
2-5-1-1 Les encombrants 10
2-5-1-2 Les végétaux 10
2-5-1-3 Le bois 10
2-5-1-4 Les cartons 11
2-5-1-5 Les papiers 11
2-5-1-6 Les métaux 11
2-5-1-7 Les gravats propres 11
2-5-1-8 Les gravats non inertes (ou gravats sales) 11
2-5-1-9 Les batteries 11

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2-5-1-10 Les cartouches d'encre usagées 11
2-5-1-11 Les huiles alimentaires usagées 11
2-5-1-12 Les emballages vides souillés 12
2-5-1-13 Actes d'imagerie 12
2-5-2 Apports autorisés soumis à une filière REP 12
2-5-2-1 Les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E) 12
2-5-2-2 Les Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA) 13
2-5-2-3 Les déchets diffus spécifiques (DDS) 13
2-5-2-4 Les Articles de Bricolage et Jardin (ABJ) 13
2-5-2-5 Les Articles de Sport et de Loisirs (ASL) 14
2-5-2-6 Les jouets 14
2-5-2-7 Les pneumatiques 15
2-5-2-8 Les piles et les accumulateurs portables 15
2-5-2-9 Les huiles minérales 15
2-5-2-10 Les textiles (TLC) 15
2-5-4 Les déchets non autorisés 15
ARTICLE 2–6 Récupération de broyat sur la plateforme de déchets verts 16
ARTICLE 2–7 Conditions tarifaires 16
2-7-1 Conditions tarifaires pour les particuliers 16
2-7-2 Conditions tarifaires pour les professionnels 16
2-7-3 Conditions tarifaires aux services communaux et intercommunaux 16
ARTICLE 2–8 Facturation et modalités de règlement 16
2-8-1 Facturation 16
2-8-2 Modalités de règlement 16
2-8-3 Délai de paiement 17
2-8-4 Non-paiement 17
CHAPITRE 3 – LES AGENTS DE DÉCHETTERIE 18
ARTICLE 3-1 Le rôle et comportement des agents 18
3-1-1 Le rôle des agents 18
3-1-2 Interdictions 18
ARTICLE 4 – LES USAGERS DE LA DÉCHETTERIE 19
ARTICLE 4-1 Rôle et comportement des usagers 19
4.1.1 Le rôle des usagers 19
4-1.2 Interdictions 19
ARTICLE 5 – SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DES RISQUES 20
ARTICLE 5-1 Consignes de sécurité pour la prévention des risques 20
5.1.1 Circulation et stationnement 20
5.1.2 Risques de chute 20

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409037-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

5.1.3 Risques d'incendie 20
5.1.4 Risques liés au broyage des déchets verts 20
5.1.5 Risques liés aux manœuvres des engins de compaction 20
ARTICLE 5.2 – Fermeture exceptionnelle des installations 21
ARTICLE 5.3 – Surveillance du site : la vidéoprotection 21
CHAPITRE 6 – RESPONSABILITÉ 21
ARTICLE 6-1 Responsabilité des usagers envers les biens et les personnes 21
ARTICLE 6.2. Mesures à prendre en cas d'accident corporel 21
CHAPITRE 7 – INFRACTIONS ET SANCTIONS 22
ARTICLE 7-1 Infractions et sanctions 22
CHAPITRE 8 – DISPOSITIONS FINALES 22
ARTICLE 8-1 Application 22
ARTICLE 8-2 Modification 22
ARTICLE 8-3 Exécution 22
ARTICLE 8-4 Litiges 22
ARTICLE 8-5 Diffusion 22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CHAPITRE 1 –DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1-1 Objet et champ d'application

Le présent règlement intérieur a pour objet de définir l'ensemble des règles d'utilisation des déchetteries de Tourrettes et de Bagnols-en-Forêt implantées sur le territoire de la Communauté du Pays de Fayence.

Les dispositions du présent règlement s'imposent à tous les utilisateurs du service.

ARTICLE 1-2 Régime juridique

Les déchetteries sont des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à la loi du 19 juillet 1976.

1-2-1 Régime juridique de la déchetterie de Tourrettes

La déchetterie de Tourrettes est une I.C.P.E. :

- Sous le régime de la déclaration avec contrôle (Arrêté du 27 mars 2012 à la rubrique n°2710-1 (installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial) de la nomenclature des ICPE),
- Sous le régime de l'enregistrement (Arrêté du 26 mars 2012 à la rubrique n°2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial) de la nomenclature des ICPE).

1-2-2 Régime juridique de la déchetterie de Bagnols-en-Forêt

La déchetterie de Bagnols-en-Forêt est une I.C.P.E soumise à déclaration avec contrôle sous la rubrique n° 2710-2 (Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial) de la nomenclature des ICPE.

ARTICLE 1-3 Définition et rôle d'une déchetterie

Une déchetterie est un espace clos, gardienné et aménagé, où les particuliers mais aussi les services publics, les artisans et les commerçants peuvent venir déposer certains déchets qui ne sont pas collectés par les circuits habituels de ramassage des déchets ménagers et assimilés du fait de leur encombrement, quantité ou dangerosité.

Ces déchets doivent être triés et répartis dans des contenants spécifiques afin de permettre une valorisation maximale des matériaux. Les panneaux de signalisation sur site et les indications de l'agent de déchetterie doivent être suivis.

ARTICLE 1-4 Prévention des déchets

La Communauté de communes du Pays de Fayence s'est engagée depuis 2020 dans un Programme local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour réduire la nocivité des déchets et diminuer la quantité des déchets ménagers et assimilés collectés.

Les gestes de prévention que vous pouvez adopter avant d'apporter un déchet en déchetterie sont :

- Essayer de réparer avant de jeter,
- Donner si cela peut encore servir,
- Traiter ses propres déchets organiques en réalisant du compost,
- Utiliser les tontes de pelouse comme paillage au pied des arbustes, par exemple, ...

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CHAPITRE 2 – ORGANISATION DE LA COLLECTE

ARTICLE 2–1 Localisation des déchetteries

Les déchetteries concernées par le présent règlement se situent :

Déchetterie de Tourrettes	**RD56 – Route de Bagnols-en-Forêt - 83440 TOURRETTES**
Déchetterie de Bagnols-en-Forêt	**Chemin des Meules - 83600 BAGNOLS-EN-FORÊT**

ARTICLE 2–2 Jours et heures d'ouvertures

2-2-1 Jours et heures d'ouverture de la déchetterie de Tourrettes

L'accès à la déchetterie de Tourrettes est autorisé aux horaires suivants :

Jours d'ouverture	Horaires
Du lundi au samedi	De 8H00 à 17H00
Dimanche et jours fériés	Fermée
Dernier accès autorisé : 10 minutes avant la fermeture.	

2-2-2 Jours et heures d'ouverture de la déchetterie de Bagnols-en-Forêt

L'accès à la déchetterie de Bagnols-en-Forêt est autorisé aux horaires suivants :

Jours d'ouverture	Horaires
Mardi – jeudi - vendredi	8H00 – 13H00
Mercredi et samedi	8H00 – 12H00 et de 13H00 à 16H30
Lundi – dimanche et jours fériés	Fermée
Dernier accès autorisé : 10 minutes avant la fermeture.	

En dehors des horaires ci-dessus, l'accès aux déchetteries est formellement interdit, la Communauté de communes se réserve le droit d'engager des poursuites envers les contrevenants pour violation de propriété privée.

ARTICLE 2–3 Affichages

Le présent Règlement Interne est affiché à l'extérieur du local d'accueil, de façon à être facilement accessible et lisible pour l'ensemble des usagers du service. Les heures et jours d'ouverture, ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés et les tarifs des apports sont affichés à l'entrée de la déchetterie.
Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les obligations de circulation, les consignes de sécurité et de dépôt des déchets.

ARTICLE 2–4 Les conditions d'accès aux déchetteries

2-4-1 L'accès aux usagers

L'accès à la déchetterie est autorisé aux particuliers, aux services publics et aux professionnels sur présentation d'un badge d'accès, intitulé PASS DÉCHETS.

Un badge PASS DÉCHETS, valable pour l'ensemble des déchetteries du Pays de Fayence, est délivré par le service déchets de Communauté de communes.

Les usagers sont tenus de présenter leur PASS DÉCHETS ainsi qu'une pièce d'identité aux agents d'accueil, si ces derniers en font la demande. Les personnes refusant de présenter les pièces demandées ne seront pas autorisées à déposer leurs déchets.

Durant les horaires d'ouverture de la déchetterie, l'usager doit présenter le PASS DÉCHETS devant le lecteur optique de la borne et sélectionner le type de déchets apportés pour déclencher l'ouverture

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200034403-20250409-25040937-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025

de la barrière et pouvoir accéder à la déchetterie. Si le nombre de véhicules autorisés sur le site atteint son maximum, l'usager devra attendre qu'une place se libère.

À chaque utilisation du PASS DÉCHETS les heures de passage, le nom de l'utilisateur ainsi que la nature et la quantité de déchets seront enregistrés.

L'utilisateur autorise l'exploitation de ces données par la collectivité pour établir des statistiques et la facturation du service, le cas échéant.

Aucune autorisation orale de dépôts ne sera acceptée.

Le PASS DÉCHETS est strictement personnel et ne doit pas être prêté, donné ou échangé.

2-4-1-1 Pour les particuliers

Un seul badge par foyer est délivré. Un même foyer fiscal ne peut pas posséder plusieurs badges.

Le prêt de badge de particulier à particulier est interdit, sauf cas exceptionnel à justifier auprès de la Communauté de communes. Un accès autorisé et limité sur une durée (maximum deux semaines) pourra être accordé.

Le prêt du PASS DÉCHETS de particulier à professionnel est strictement interdit. Le PASS DÉCHETS sera désactivé temporairement et récupérer par les agents de déchetterie. Le particulier devra le récupérer auprès de la Communauté de communes sans quoi, le PASS DÉCHETS sera considéré comme perdu et un nouveau PASS DÉCHETS sera délivré au tarif de 5€.

Les apports des particuliers avec des véhicules professionnels peuvent être tolérés en présence du particulier titulaire du badge et à l'appréciation de l'agent d'accueil

En cas de vol, de perte, de déménagement ou de changement de situation, le particulier doit avertir la Communauté de communes.

2-4-1-2 Pour les professionnels

Sont considérés comme des professionnels : les petites et moyennes entreprises, les petites et moyennes industries, les artisans, les commerçants, les auto-entrepreneurs. Les auto-entrepreneurs travaillant en « chèque emploi service » sont également considérés comme des professionnels.

Chaque entreprise est responsable de l'élimination de ses déchets (Article L.541-2 du code de l'environnement).

Un déchet produit par une entreprise, quel que soit ce déchet, n'est pas un déchet ménager et l'entreprise doit s'assurer que son élimination est conforme à la réglementation.
Cette responsabilité court même si le service public en effectue la collecte.

La Collectivité n'a d'obligation que pour les déchets produits par les ménages et, par définition, n'en a aucune pour les déchets des professionnels issus de leur activité, même s'ils sont identiques aux déchets ménagers.

Chaque professionnel doit utiliser le PASS DÉCHETS propre à son entreprise pour déposer les déchets.

Aucun professionnel n'est autorisé à badger avec celui d'un particulier. Dans le cas où, le professionnel utilise le PASS DÉCHETS d'un particulier, le PASS DÉCHETS sera désactivé.

2-4-2 Démarche à suivre pour la délivrance d'un badge d'accès « PASS DÉCHETS »

2-4-2-1 Pour les particuliers

Pour obtenir un PASS DÉCHETS, les particuliers doivent compléter un formulaire et fournir un justificatif de domicile. Le formulaire est téléchargeable sur le site internet de la Communauté de communes du Pays de Fayence aux rubriques déchets **=>** déchetteries.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200048022-20250409l250409D37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Le formulaire complété est à retourner avec une copie de justificatif de domicile au service déchets de la Communauté de communes du Pays de Fayence, soit :

- Par mail : environnement@cc-paysdefayence.fr
- Ou par courrier : Communauté de communes du Pays de Fayence
  MAS DE TASSY – 1849 - RD19 – CS80106 – 83440 TOURRETTES
- Ou directement au siège de la Communauté de communes, à l'adresse indiquée ci-avant.

Après la vérification et la saisie des données le PASS DÉCHETS est remis en main propre au siège de la Communauté de communes du Pays de Fayence ou par voie postale. Dans le cas où l'envoi postal échoue (retour du courrier avec le PASS DÉCHETS), le particulier est tenu de venir récupérer son PASS DÉCHETS au siège de la Communauté de communes.

Le PASS DÉCHETS est délivré gratuitement. Sur chaque PASS DÉCHETS est mentionné le nom du titulaire. En cas de perte, le badge sera facturé 5€. La délivrance d'un nouveau badge n'entraîne pas la mise à zéro des apports.

En cas de vol, de perte, de déménagement ou de changement de situation, le particulier doit avertir la Communauté de communes.

2-4-2-2 Pour les professionnels

L'accès est ouvert aux professionnels :

- Domiciliés et/ou contribuables du territoire de la Communauté de communes du Pays de Fayence
- Extérieurs à la Communauté de communes pouvant justifier de la réalisation de travaux sur le territoire.

Pour obtenir un badge PASS DÉCHETS, les professionnels doivent compléter un formulaire.
Il est téléchargeable sur le site internet de la Communauté de communes du Pays de Fayence aux rubriques déchets => déchetteries.

Le formulaire complété doit être accompagné des justificatifs listés ci-après :

- Extrait Kbis ou répertoire des métiers.
- Photocopie de la carte grise du ou des véhicules pouvant fréquenter la déchetterie.
- Justificatif de domicile et/ou d'imposition de l'entreprise

Et pour les entreprises extérieures au territoire

- Justificatif de réalisation de travaux sur le territoire communautaire pour les professionnels extérieurs à la Communauté de communes.

Un règlement de 10€ en CB, espèces ou par chèque (à l'ordre de "Régie déchets Pays de Fayence") est également demandé

L'ensemble des documents demandé est à retourner au service déchets de la Communauté de communes du Pays de Fayence, soit :

- Par mail : environnement@cc-paysdefayence.fr
- Ou par courrier : Communauté de communes du Pays de Fayence
  MAS DE TASSY – 1849 - RD19 – CS80106 – 83440 TOURRETTES
- Ou directement au siège de la Communauté de communes, à l'adresse indiquée ci-avant.

Dans le cas d'une demande par mail, le professionnel pourra s'acquitter du règlement de 10€ par CB à distance.

Après la vérification et la saisie des données le PASS DÉCHETS est remis en main propre au siège de la Communauté de communes du Pays de Fayence ou par voie postale. Dans le cas où l'envoi postal échoue (retour du courrier avec le PASS DÉCHETS), le professionnel est tenu de venir récupérer son PASS DÉCHETS au siège de la Communauté de communes

En cas de vol, de perte, le badge sera facturé 5€. La délivrance d'un nouveau badge n'entraîne pas la mise zéro des apports.

En cas de déménagement ou de cessation d'activité, le professionnel doit avertir la Communauté de communes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 14/04/2025

2-4-3 Webusager

La Communauté de communes du Pays de Fayence s'est dotée d'un webusager permettant ainsi à chaque usager de suivre ses tonnages déposés en déchetterie ; d'avoir accès et de pouvoir régler ses factures. Il permet également de signaler tout changement d'adresse ou coordonnées.

Lors de l'inscription un lien avec les références sont communiqués à l'usager.
Pour les usagers qui disposent d'un PASS DÉCHETS mais qui n'ont pas de webusager, ces derniers peuvent contacter le service déchets pour obtenir les éléments nécessaires à l'ouverture de leur compte.

2-4-4 Identification et enregistrement informatique (RGPD)

L'identification des particuliers et des professionnels est effectuée à l'aide d'un badge d'accès intitulé PASS DÉCHETS, remise par la Communauté de communes, après enregistrement sur une base de données.
Cette base de données donne lieu à l'exercice du droit d'accès prévu par la C.N.I.L.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel par le service Déchets dans le cadre de la mission d'intérêt public dont la collectivité publique est investie. Les données sont traitées aux fins de gérer l'inscription au service Déchets ménagers. Ces informations sont conservées pendant toute la durée de votre inscription au service Déchets. Au-delà de cette durée, certaines informations feront l'objet d'un archivage dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux archives publiques. Les destinataires de données sont le service Déchets et le Trésor Public. Les données à caractère personnel peuvent être transmises aux autorités compétentes afin de répondre à ses obligations légales et réglementaires.

Conformément au Règlement Général européen sur la Protection des Données (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés modifiée, vous disposez des droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition et de limitation au traitement des données.

Vous pouvez exercer ces droits auprès de Monsieur le Président par courrier à

Communauté de Communes du Pays de Fayence
Mas de Tassy
1849 RD 19
CS 80106
83440 TOURRETTES

Vous pouvez adresser toute réclamation auprès de la CNIL via la plateforme : http://www.cnil.fr/fr/

Le Délégué à la protection des données est disponible par mail à cette adresse : rgpd@cc-paysdefayence.fr

2-4-5 L'accès des véhicules

Seuls les véhicules suivants peuvent accéder à la déchetterie :

- Véhicules légers (voiture, utilitaire en location ou en prêt) avec ou sans remorque ;
- Véhicules à moteur à deux ou trois roues et les vélos avec ou sans remorque ;
- Tout véhicule de largeur carrossable inférieur ou égale à 2,25 m d'un Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) inférieur ou égal à 3,5 tonnes non attelés ;
- Tous les véhicules nécessaires à l'exploitation du site.

L'agent de déchetterie peut refuser l'accès à un usager dans les cas suivants :

- Si l'usager descend de son véhicule avec ses déchets et a refusé de patienter dans la file d'attente.
- L'usager déchargeant ses déchets à proximité et effectuant plusieurs passages à la déchetterie car son véhicule n'est pas accepté en déchetterie ... »

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2-4-6 Conditions de prise en charge des déchets

Les apports sont autorisés dans certaines limites et sous certaines conditions fixées par la réglementation et le présent règlement :

- Ne sont pas admis les objets qui, par leurs dimensions, leur poids ou leur volume ne pourraient pas être pris en charge par les installations ou les équipements,
- Les véhicules équipés de bennes basculantes ou de systèmes polybennes ne pourront être admis qu'à la condition d'effectuer le tri des déchets à la main, à l'exception des apports de déchets verts où les véhicules peuvent benner sur la plateforme dédiée.
- Cas d'un véhicule loué : un justificatif de location de véhicule doit être présenté pour tout apport en déchetterie.

2-4-7 Limitation des apports

Le présent règlement ne définit pas de seuil minimum sur les volumes déposés par les usagers.
Cependant, l'acceptation de gros volume (≥ à 7m3) ne pourra se faire sans l'accord préalable de la Communauté de communes. Celle-ci se réserve le droit de refuser le dépôt si elle juge être dans l'incapacité de recevoir le chargement.

ARTICLE 2–5 Les déchets autorisés et non autorisés

Les usagers sont tenus de connaître la nature des déchets qu'ils apportent. Les déchets doivent impérativement être triés par nature et déposés, sur les conseils du gardien, dans les bennes ou les conteneurs appropriés.

2-5-1 Déchets autorisés

La liste des déchets admis n'est pas définitive, de nouvelles filières peuvent être mises en place ultérieurement.

2-5-1-1 Les encombrants

Ce sont tous les déchets plus ou moins volumineux, exempts de substances dangereuses, qui ne peuvent être valorisés par aucune autre filière proposée dans la déchetterie.
Ils comprennent notamment :

- Le polystyrène,
- Les revêtements de sols intérieurs (moquettes, linoleum…),
- Les isolants,
- Les objets composés de différents matériaux indissociables (moitié bois/plastique…),
- Les verres plats (vitres, pare-brises, miroirs…),
- La vaisselle,
- Les matériaux en PVC.

2-5-1-2 Les végétaux

Les végétaux sont les matières végétales biodégradables issues de l'exploitation, de l'entretien ou de la création de jardins ou d'espaces verts (tonte de pelouse, feuilles, déchets floraux, résidus d'élagage, de taille de haies et arbustes, de débroussaillage).

Les usagers déposent leurs déchets verts à même le sol sur la plateforme dédiée sous le contrôle et la surveillance du gardien.

Sont exclus : les souches et les troncs dont le diamètre est supérieur à 20 cm, les palmes et les troncs de palmiers, les autres déchets verts infestés, les déchets alimentaires issus des repas, les pots de fleurs, les bois traités, déblais, terre...

2-5-1-3 Le bois

Sont collectés les bois de classe A et B, tels que les palettes, les planches en bois, les bois aggloméré, les cagettes, les bois de charpente et huisseries.

Sont exclus : les bois dangereux de classe C (bois traités à cœur, traverses de chemins de fer, poteaux télégraphiques…)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025

2-5-1-4 Les cartons

Sont collectés les déchets en carton tels que : les gros cartons d'emballages propres, secs et pliés.
Les cartons d'emballages doivent être débarrassés de tout autre matériau (plastique, polystyrène…).

Sont exclus : les cartons souillés par de la peinture, de l'huile, des sacs et films plastiques, des polystyrènes… les cartons volumineux et non pliés, les cartonnettes et les papiers.

2-5-1-5 Les papiers

Il s'agit des journaux, magazines, revues ; des prospectus publicitaires ; des catalogues et annuaires ; des enveloppes (y compris les enveloppes à fenêtre), lettres et courriers, des livres et cahiers (débarrassés de leur couverture rigide), des papiers d'emballage (dont sacs en papier) ; tout papier en général.

Sont exclus : les papiers souillés, mouillés ou brûlés, les papiers alimentaires et d'hygiène, les textiles sanitaires et autres papiers spéciaux (papiers glacés, carbones, calques, radiographies…), les papiers résistants à l'humidité (papiers peints, photos, etc.), les papiers plastifiés (affiche, plan etc.), les enveloppes contenant du papier bulles, les cartons de livraison (commande internet, meubles, électroménager…)

2-5-1-6 Les métaux

Sont collectés les déchets constitués de métal tels que les barres de fer, grillages,…

2-5-1-7 Les gravats propres

Uniquement pour les particuliers, les services communaux et intercommunaux
Les gravats sont les matériaux inertes provenant de démolition tels que le béton, le mortier, le ciment, les briques, le carrelage…

2-5-1-8 Les gravats non inertes (ou gravats sales)

Uniquement pour les particuliers, les services communaux et intercommunaux
Ce sont les matériaux non inertes provenant de démolition tels que le plâtre, le placoplâtre, le revêtement bitumeux, carrelage avec plâtre…

2-5-1-9 Les batteries

Uniquement pour les particuliers, les services communaux et intercommunaux
Les batteries automobiles regroupent toute pile ou accumulateur destinés à alimenter un système de démarrage, d'éclairage ou d'allumage. Elles contiennent certaines substances dangereuses pour l'environnement et la santé et doivent prioritairement être déposées gratuitement auprès des garagistes.

Consignes à respecter : les batteries en déchetterie : elles doivent être déposées auprès de l'agent de déchetterie qui se chargera de les stocker.

2-5-1-10 Les cartouches d'encre usagées

Cela concerne les cartouches jet d'encre ou laser usagées, vides, périmées ou en fin de vie.
Sont exclus : les toners (consommables utilisés pour les photocopieurs professionnels)

2-5-1-11 Les huiles alimentaires usagées

Uniquement pour les particuliers, les services communaux et intercommunaux
Les huiles alimentaires usagées sont les huiles végétales et corps gras de cuisine usagés : huiles de friture, huiles de cuisson (dites « huiles de fond de poêle »), …
Ces huiles sont composées de matières grasses, souvent figées à température ambiante et contaminées par de l'eau et des impuretés de toute nature.

Sont exclus : les eaux grasses, les huiles minérales de vidange…

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025

2-5-1-12 Les emballages vides souillés

Uniquement pour les particuliers, les services communaux et intercommunaux
Les emballages vides souillés sont des contenants, types bidons, fûts, jerricans ayant contenus des produits toxiques ou polluants.

2-5-1-13 Actes d'imagerie

Les actes d'imageries comprennent les examens radiologiques (radiographie, mammographie, échographie, scanner, IRM) et les examens de médecine nucléaire (scintigraphie, TEP) et peuvent être déposés à la déchetterie.
Dans tous les cas, il ne faut jamais mettre une vieille radiographie aux ordures ménagères ni au tri**.**

2-5-2 Apports autorisés soumis à une filière REP

La Responsabilité Elargie du Producteur est basée sur **le principe « pollueur-payeur »** : les entreprises, c'est-à-dire les personnes responsables de la mise sur le marché français de certains produits, sont responsables de l'ensemble du **cycle de vie** de ces produits, depuis leur conception jusqu'à leur fin de vie.

Pour participer au financement de certaines filières certains passent par un éco-organisme agréée par l'État.

Un éco-organisme est une société de droit privé investie par les pouvoirs publics de la mission d'intérêt général de prendre en charge, dans le cadre de la Responsabilité Elargie des Producteurs (REP), la fin de vie des équipements qu'ils mettent sur le marché.

La REP et les éco-organismes sont nés en réponse au besoin des entreprises de gérer leurs déchets, d'une part pour limiter leur pollution et d'autre part pour éviter le gaspillage des ressources naturelles.

Les déchets autorisés sur les déchetteries et concernés par une filière REP et un éco-organisme sont listés ci-après.

Seuls les particuliers et les services communaux et intercommunaux sont autorisés à déposer ces déchets.

2-5-2-1 Les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E)

ECOSYTEM est l'éco-organisme en charge de la collecte et du recyclage des déchets d'équipement électrique ou électronique (D3E). Un D3E est un produit électrique fonctionnant soit par le branchement d'une prise sur le secteur, soit par une source autonome (pile, batterie). Cette catégorie inclut tous leurs composants, sous-ensembles et consommables spécifiques.

Il existe 5 catégories de D3E collectées en déchetterie dans des contenants spécifiques :

- Le Gros Électroménager Froid (GEM F) : réfrigérateur, congélateur, climatiseur (...),
- Le Gros Électroménager Hors Froid (GEM HF) : cuisinière, four, hotte aspirante, chauffe-eau, lave-vaisselle, lave-linge, sèche-linge (...),
- Les Petits Appareils en Mélange (PAM) : appareils de cuisine, bureautique/informatique, entretien/ménage, vidéo, audio, jardinerie…
- Les écrans (ECR) : télévision, ordinateur, minitel (...),
- Les ampoules basses consommation, les tubes et les néons. Ne sont pas acceptés les lampes à filament

Les D3E peuvent également, et prioritairement, être repris gratuitement par le distributeur à l'occasion de l'achat d'un équipement identique dans le cadre de la reprise du « un pour un », soit lors de la livraison à domicile, soit par dépôt en magasin. Les distributeurs ont l'obligation de proposer à leurs clients une solution de reprise gratuite de l'ancien équipement, lors de l'achat d'un équipement neuf.

Concernant les lampes, le symbole « *poubelle barrée* » que vous pourrez trouver sur l'emballage (obligatoire depuis le 13 août 2015) vous indique si la lampe doit être collectée séparativement et non jetée à la poubelle.

Consignes à respecter : pour éviter les départs de feu, enlever les piles et batteries qui sont à déposer dans les contenants dédiés et collectés dans une filière spécifique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 14/04/2025

2-5-2-2 Les Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA)

Eco-Mobilier est l'éco-organisme en charge pour la collecte et le recyclage des déchets d'éléments d'ameublement (DEA). Les DEA sont des biens meubles dont la fonction principale est de contribuer à l'aménagement d'un lieu d'habitation en offrant une assise, un couchage, du rangement, un plan de pose ou de travail.

Consignes à respecter : Le mode de tri à effectuer en déchetterie par l'usager en vue de leur recyclage se fera en fonction du type de déchet de mobilier et non de la matière.

Les DEA sont constitués par les catégories suivantes :

- Meubles de salon, séjour, salle à manger,
- Meubles d'appoint,
- Meubles de chambres à coucher,
- Literie,
- Couettes et oreillers,
- Meubles de bureau,
- Meubles de cuisine,
- Meubles de salle de bain,
- Meubles de jardin,
- Sièges,
- Mobiliers techniques, commerciaux et de collectivité.

Sont exclus de cette catégorie : les éléments de décoration ou de récréation, ainsi que les éléments de mobiliers urbains destinés au domaine et aux espaces publics. Les DEA Professionnels relèvent de l'éco-organisme VALDELIA qui assure leur collecte.

2-5-2-3 Les déchets diffus spécifiques (DDS)

EcoDDS est l'éco-organisme en charge de la collecte et du recyclage des déchets diffus spécifiques (DDS). Les DDS acceptés sont les déchets ménagers issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement.

Ces déchets dangereux sont identifiables des autres déchets par les pictogrammes ci-contre :

Les produits concernés à ce jour sont :

- Les produits de bricolage et décoration ;
- Les produits du jardinage ;
- Les produits de chauffage, cheminée et barbecue ;
- Les produits d'entretien de piscine ;
- Les produits d'entretien maison ;
- Les produits d'entretien de véhicule ;

Consignes à respecter : les déchets doivent être remis directement aux agents des déchetteries. Les déchets doivent être identifiables, fermés et conditionnés dans leur emballage d'origine. Ne sont pas acceptés les produits dangereux (comme les bouteilles de gaz, l'amiante, etc.). Les DDS non ménagers ne sont pas acceptés.



2-5-2-4 Les Articles de Bricolage et Jardin (ABJ)

La filière REP Articles de Bricolage et de Jardin (ABJ) est composée de 4 catégories pour lesquelles trois éco-organismes ont éte agréés par les pouvoirs publics, à savoir :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REP Article de Bricolage et de Jardin (ABJ)	Déchets concernés
Eco-organisme agréé : EcoDDS Catégorie 1 Outillages du peintre	Cela concerne : les pinceaux, brosses à peindre, les rouleaux manchons à peindre, les couteaux, les bacs plats à peinture, les bacs et camions à peinture, les recharges et grilles. La liste ci-dessus est non-exhaustive. ***Sont exclus*** : les chiffons souillés, les pinceaux d'artistes, les sacs, les seaux, bassines à usages divers, les taloches, platoirs, truelles…
Eco-organisme agréé : Ecologic Catégorie 2 Machines et appareils motorisés thermiques	Cela concerne : Tondeuse tractée, tondeuse auto-portée, accessoires de tondeuses : pièces détachées et consommables (chaînes de tronçonneuse, panier de tondeuse…) souffleur, débroussailleuse, rotofil, coupe, bordure, motoculteur, motobineuse, taille-haie, tronçonneuse, broyeur, pompe, fendeuse… La liste ci-dessus est non-exhaustive. ***Sont exclus :*** les équipements et machines destinés exclusivement à une activité professionnelle et non susceptibles d'être possédés par les ménages
Eco-organisme agréé : Eco-Mobilier Catégorie 3 Matériels de bricolage dont l'outillage à main	Cela concerne les outillages à main dont : boites à outils, clés, scies, marteaux, truelles, niveaux, spatules, pinces, tournevis… La liste ci-dessus est non-exhaustive. *Sont exclus* **:** appareils exclusivement professionnels, quincaillerie, aménagements maçonnés, produits D3E.
Eco-organisme agréé : Eco-Mobilier **Catégorie 4** **Eléments destinés à l'entretien du jardin**	Cela concerne les brouettes, les pelles, les arrosoirs, les tuyaux, les pots de fleur, les bâches… La liste ci-dessus est non-exhaustive ***Sont exclus*** : ornements décoratifs, appareils exclusivement professionnels, les piscines, aménagements maçonnés, produits D3E

2-5-2-5 Les Articles de Sport et de Loisirs (ASL)

Ecologic est l'éco-organisme en charge de la collecte et du recyclage des articles de sport et de loisirs (ASL). Le ASL sont des équipements utilisés dans le cadre d'une pratique sportive ou d'un loisir de plein air ; incluant les accessoires et les consommables.

Cela concerne : vélos, trottinettes, skates, rollers, protection et accessoires, palmes, tubas, masques, lunettes de piscine, combinaison, cannes à pêche, fil, hameçon, planche de surf, bodyboard, paddle, kayac, ski nautique, planche à voile, ski, bâtons, chaussures de ski, patins à glace, luge, matériels de camping arc et flèche, trampoline, boules de pétanques, piolets d'escalade, bombe, selle, cravache, mors, raquette, balle, ballon, table de ping-pong, le matériel et les accessoires de ballon, EPI/Protections, sports, fitness, musculation, chasse et tir.

La liste ci-dessus est non-exhaustive.

2-5-2-6 Les jouets

Eco-Mobilier est l'éco-organisme en charge de la collecte et du recyclage des jouets.

Les jouets sont répartis en plusieurs catégories dont :

- Les jouets comprenant : figurines d'actions, jeux de constructions, poupées, peluches, jouets premier âge, véhicules miniatures, arts créatifs, jouets d'exploration…
- Les jeux de plein air : tricycle, byclette jouet, porteurs, jouets sportifs, jouets d'été, jouets de jardins…
- Les jeux de société : jeux de société, puzzles, maquettes,
- Les jouets cadeau : jouets dans les chocolats, surprises…

<u>En sont exclus</u> : les jouets électroniques, déjà rattachés à la filière D3E ; les cycles pour enfants (trottinettes, vélos, skateboards…) déjà rattachés à la filière ASL, les jouets contenant pâtes, encres et peintures)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025

2-5-2-7 Les pneumatiques

Aliapur est l'éco-organisme en charge de la collecte et du recyclage des pneus usagés.
Sont acceptés, **dans la limite de quatre par an,** les pneus de véhicules automobiles de particuliers, déjantés provenant de véhicules de tourisme, camionnettes, 4x4… et les pneus de véhicules deux roues de particuliers, déjantés provenant de motos, scooters…

En sont exclus : les roues, les pneus de véhicules légers de professionnels, les pneus de poids lourds, les pneus agraires, les pneus de génie civil, les pneus de cycle, d'aviation… ainsi que les pneus souillés.

2-5-2-8 Les piles et les accumulateurs portables

Corepiles est l'éco-organisme en charge de la collecte et du recyclage des piles et accumulateurs portables. Les piles et les accumulateurs portables sont des déchets contenant des substances chimiques présentant des risques pour l'environnement, qui ne doivent pas être mélangés dans les déchets courants. Un tri et un traitement adéquats permettent de les recycler et d'éviter toute pollution.

Ils doivent être rapportés dans des points de vente équipés de collecteurs spécifiques (magasins, grande surface alimentaire, de bricolage, spécialisée électronique ou électroménager) ou en déchetteries.

Sont acceptés les piles (piles bâtons, plates ou boutons alcalines ou salines) et les accumulateurs portables (batteries d'outillage, d'appareil photo, de téléphones, de PC, etc…).

En sont exclus : les piles et accumulateurs qui ne peuvent être portés à la main de type pile ou accumulateur industriel, ou pile ou un accumulateur automobile.

2-5-2-9 Les huiles minérales

CYCLEVIA est l'éco-organisme chargé de la récupération et de la valorisation des huiles et lubrifiants usagés.

Sont concernés les huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles, susceptibles de générer des huiles usagées qui relèvent des usages suivants : moteurs thermiques, engrenages, mouvements, compresseurs, multifonctionnelles, systèmes hydrauliques et amortisseurs, usages électriques, traitement thermique, non solubles pour le travail des métaux, utilisées comme fluides caloporteurs.

2-5-2-10 Les textiles (TLC)

REFASHION est l'éco-organisme en charge de la coordination de la collecte et le détournement des textiles d'habillement, Linges de maison et Chaussures (TLC) usagés du flux des ordures ménagères.

Tous les Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures usagés peuvent être déposés les bornes dédiées rapportés, quel que soit leur état, même abîmés. Ils doivent être placés propres et secs, les chaussures liées par paire, dans des sacs fermés.

En sont exclus : les textiles sanitaires, les textiles et les chaussures humides et souillés

2-5-4 Les déchets non autorisés

Les autres matières sont interdites, notamment :

- Les ordures ménagères,
- Les médicaments,
- La terre,
- Les matières explosives,
- Les bouteilles de gaz,
- Les déchets médicaux,
- Les cadavres d'animaux,
- Les boues,
- Les souches d'arbres supérieures à 20 cm de diamètre ,
- Les troncs dont le diamètre est supérieur à 20 cm,
- Les déchets industriels,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Les déchets amiantés,
- Les carcasses de voitures et de caravanes,
- Les cendres et mâchefers ...

Cette liste n'est pas limitative et l'agent de déchetterie est habilité à refuser des déchets qui peuvent présenter un risque ou un danger pour l'exploitation.

ARTICLE 2–6 Récupération de broyat sur la plateforme de déchets verts

La Communauté de communes propose aux usagers de récupérer gratuitement du broyat issu du broyage des déchets verts de la plateforme dédiée, dans la limite de 5m3 par mois.

ARTICLE 2–7 Conditions tarifaires

Les particuliers et les professionnels peuvent accéder à la déchetterie de Tourrettes et à celle de Bagnols-en-Forêt. Les apports effectués sur la déchetterie de Tourrettes et celle de Bagnols-en-Forêt s'additionnent, il n'y a pas de distinction par installation.

2-7-1 Conditions tarifaires pour les particuliers

Le dépôt des déchets est gratuit jusqu'à un certain seuil pour chacun des flux suivants :

FLUX	SEUIL
Déchets verts	Gratuit jusqu'à 2 tonnes par an
Gravats propres et sales	Gratuit jusqu'à 2 tonnes par an
Autres apports de déchets	Gratuit jusqu'à 1 tonne par an

Au-delà, les apports seront facturés :

TARIF	FLUX
60€/t	Déchets verts
50€/t	Gravats propres et sales
60€/t	Autres apports de déchets.

Au 1er janvier de chaque année le poids est remis à zéro.

2-7-2 Conditions tarifaires pour les professionnels

L'accès à la déchetterie pour les professionnels est payant. Les tarifs sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

	Professionnels du Pays de Fayences	Professionnels hors Pays de Fayence
Tarif déchets verts	100€/t	120€/t
Tarif autres apports de déchets	200€/t	210€/t

Au 1er janvier de chaque année le poids est remis à zéro.

2-7-3 Conditions tarifaires aux services communaux et intercommunaux

Chaque commune dispose d'un PASS DÉCHETS afin de contrôler les quantités apportées.
L'accès aux déchetteries pour ces services est gratuit.

ARTICLE 2–8 Facturation et modalités de règlement

2-8-1 Facturation

La facturation est établie mensuellement par le service déchets de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

Les factures sont adressées à chaque usager concerné par voie postale et via le webusager.

2-8-2 Modalités de règlement

Le règlement des factures s'effectue auprès du service déchets, soit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé de certification exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Par chèque à l'ordre de la Régie déchets pays de Fayence
- Par espèces, dans la limite de 300€, directement sur place au Mas de Tassy, siège de la Communauté de communes
- Par virement bancaire
- Par carte bancaire au Mas de Tassy
- Via l'espace Webusager

Qu'ils soient par chèque ou par espèces, les règlements doivent être accompagnés du talon se trouvant en bas de la facture.

2-8-3 Délai de paiement

Si le délai de paiement n'est pas respecté, la facture est transférée en impayé à la Trésorerie de l'Estérel à Fréjus. L'usager doit alors s'acquitter de sa facture auprès de la Trésorerie.

2-8-4 Non-paiement

Les usagers ont 30 jours pour s'acquitter de leur facture.

En cas de non-paiement, le PASS DÉCHETS est désactivé et l'accès aux déchetteries est refusé.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CHAPITRE 3 – LES AGENTS DE DÉCHETTERIE

ARTICLE 3-1 Le rôle et comportement des agents

3-1-1 Le rôle des agents

Les agents de déchetterie sont employés par la Communauté de communes. Ils ont l'autorisation et l'obligation de faire appliquer le présent règlement.

Les agents de déchetterie sont présents en permanence pendant les heures d'ouverture des installations. Leur rôle étant :

- D'assurer l'ouverture et la fermeture des installations,
- De contrôler l'accès des usagers à la déchetterie,
- D'orienter les usagers vers les bennes et les lieux de dépôts adaptés,
- D'aider les usagers à déposer leurs apports dans les meilleures conditions possibles en indiquant les caissons et les conteneurs appropriés pour chaque matériau,
- De refuser l'accès aux usagers non autorisés et aux usagers qui ne respectent pas les termes du présent règlement,
- De refuser si nécessaire les déchets non admis sur le site et d'informer le cas échéant des autres lieux de dépôts adéquats,
- De refuser les usagers si les bennes saturent et qu'il n'est pas prévu d'évacuation dans les heures qui suivent
- De réceptionner, différencier, trier et stocker les déchets dangereux des ménages,
- D'éviter toute pollution accidentelle,
- De faire respecter les règles de sûreté, d'hygiène et de sécurité par les usagers
- De faire le nécessaire pour assurer le bon fonctionnement du site,
- De veiller à la propreté et à l'entretien courant du site,
- D'assurer le recueil, le traitement et la transmission des données informatiques d'exploitation,
- D'enregistrer les plaintes et les réclamations des usagers.

3-1-2 Interdictions

Il est strictement interdit au personnel d'accueil de :

- Se livrer au chiffonnage ou à toute transaction financière ou commerciale,
- Fumer sur l'ensemble de la déchetterie,
- Consommer, distribuer ou être sous l'influence de produits stupéfiants et/ou d'alcool sur le site,
- Descendre dans les bennes,
- Laver sur le site les véhicules.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

ARTICLE 4 – LES USAGERS DE LA DÉCHETTERIE

ARTICLE 4-1 Rôle et comportement des usagers

4.1.1 Le rôle des usagers

Il est recommandé de porter une tenue appropriée et notamment de porter des chaussures adaptées sur le site pour effectuer le déchargement en toute sécurité.
Les usagers doivent être en possession de leur PASS DÉCHETS.
Le déversement des déchets dans les bennes se fait sous l'entière responsabilité des usagers.

Les usagers doivent :

- Se renseigner sur les conditions d'accès et de dépôt,
- Se présenter à l'agent et respecter les contrôles d'accès,
- Avoir un comportement correct envers les agents de déchetterie et respecter les règles élémentaires de courtoisie,
- Respecter le présent règlement d'accès et les indications des agents de déchetterie,
- Trier ses déchets avant de les déposer dans les contenants mis à disposition,
- Quitter le site après le déchargement des déchets pour éviter l'encombrement du site,
- Respecter le Code de la Route et la signalétique sur le site et manœuvrer avec prudence,
- Respecter le matériel et les infrastructures du site,
- Couper le moteur durant le déchargement,
- Laisser le site aussi propre qu'avant son arrivée et au besoin effectuer un balayage.

En cas de saturation des bennes ou contenants, s'adresser à l'agent de déchetterie afin de savoir la démarche à suivre. Tout usager qui refuse d'effectuer le tri de ses déchets peut se voir interdire l'accès aux déchetteries.

4-1.2 Interdictions

Il est formellement interdit :

- De descendre dans les caissons,
- De fumer sur le site,
- De récupérer les déchets qui ont été déposés, sauf si les agents les y autorisent,
- De déposer tout déchet en limite extérieure de clôture,
- De pénétrer dans le local de stockage des déchets dangereux,
- De pénétrer, sans y être autorisé, dans le local de l'agent de déchetterie, sauf en cas de nécessité absolue,
- De manipuler les appareils (broyeur, tractopelle…),
- De benner directement dans les caissons,
- De déverser des déchets en dehors des caissons,
- D'accéder au bas de quai qui est réservé au service.

Les enfants doivent rester sous la responsabilité et la surveillance des parents.
Les animaux ne sont pas admis sur la déchetterie, sauf s'ils restent sous la responsabilité et dans le véhicule de leur maître.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

ARTICLE 5 – SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 5-1 Consignes de sécurité pour la prévention des risques

5.1.1 Circulation et stationnement

La circulation dans l'enceinte des déchetteries doit se faire dans le strict respect du code de la route et de la signalisation mise en place. La vitesse est limitée à 10km/h. Les piétons sont prioritaires sur les véhicules en circulation.

Les usagers sont tenus de respecter les sens de circulation indiqués et **l'arrêt à l'entrée**.

Il est demandé aux usagers d'arrêter le moteur de leur véhicule pendant le déchargement.

Les manœuvres automobiles au sein de la déchetterie se font sous l'entière responsabilité des usagers.

Le stationnement des véhicules des usagers n'est autorisé que sur les quais surélevés et les plateformes végétaux pour le déversement des déchets.

Les usagers doivent stationner en faisant en sorte de gêner le moins possible la circulation du site.

Hormis sur les plateformes de vidage prévues à cet effet, le stationnement des véhicules : automobiles, remorques et autres, est interdit sur le site.

Une fois le déchargement effectué les usagers doivent libérer les plateformes afin d'éviter leur encombrement.

5.1.2 Risques de chute

Une attention toute particulière est portée au risque de chute depuis le haut de quai de déchargement sur le bas de quai.

Il est impératif de respecter les gardes corps mis en place le long des quais et de ne pas les escalader, et de prendre les dispositions nécessaires pour effectuer la vidange en toute sécurité.

L'usager doit décharger lui-même ses matériaux en faisant particulièrement attention à éviter les chutes de plain-pied et en suivant les instructions de l'agent de déchetterie, la signalisation et dans le respect des infrastructures de sécurité mises en place conformément aux normes en vigueur. Il est donc strictement interdit de benner directement dans les conteneurs ou de rentrer dans les bennes.

5.1.3 Risques d'incendie

Tout allumage de feu est interdit, il est donc interdit de fumer dans tout l'ensemble de la déchetterie. Le dépôt des déchets incandescents (cendre, charbon de bois…) est interdit.

En cas d'incendie, l'agent de déchetterie est chargé :

- De donner l'alerte en appelant les pompiers,
- D'organiser l'évacuation du site,
- D'utiliser les extincteurs, R.I.A. et bornes à incendie présents sur le site.

Dans le cas échéant d'une impossibilité d'agir de la part de l'agent de déchetterie, l'usager peut accéder au local de l'agent de déchetterie pour appeler les pompiers

5.1.4 Risques liés au broyage des déchets verts

Les usagers ne doivent pas s'approcher des dispositifs de broyage et de chargement si ceux-ci sont en fonctionnement.

5.1.5 Risques liés aux manœuvres des engins de compaction

Les usagers ne doivent pas déposer de déchets dans les caissons où les engins de compaction sont en fonctionnement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet 14/04/2025
Publication 15/04/2025

ARTICLE 5.2 – Fermeture exceptionnelle des installations

En cas d'intempéries graves, de désordres ou de situations l'exigeant, la Communauté de communes peut prendre la décision d'en interdire l'accès, y compris sans préavis. Cette information, formulée par écrit, sera apposée à l'entrée du site.

ARTICLE 5.3 – Surveillance du site : la vidéoprotection

Les déchetteries sont placées sous vidéoprotection de jour comme de nuit afin d'assurer la sécurité des agents, des usagers et des biens.

Les images sont conservées temporairement. Elles pourront être transmises aux services de gendarmerie et pourront être utilisées en cas d'infraction au présent règlement à des fins de poursuites.

Toute personne peut accéder aux enregistrements la concernant, la demande doit être adressée à la Communauté de communes.

Le système de vidéoprotection est soumis aux dispositions réglementaires de la loi du 1er janvier 1995, la loi du 6 janvier 1978 et le décret du 17 octobre 1996.

CHAPITRE 6 – RESPONSABILITÉ

ARTICLE 6-1 Responsabilité des usagers envers les biens et les personnes

L'usager est responsable des dommages et des dégradations qu'il peut provoquer aux biens et aux personnes sur les déchetteries.

La Communauté de communes du Pays de Fayence décline toute responsabilité quant aux casses, pertes et vols d'objets personnels survenant dans l'enceinte des déchetteries.

La Communauté de communes du Pays de Fayence n'est pas responsable en cas d'accidents de circulation, les règles du Code de la route s'appliquant.

Pour toute dégradation involontaire aux installations de la déchetterie par un usager, il sera établi un constat amiable, signé par les deux parties, dont un exemplaire sera remis à la Communauté de communes du Pays de Fayence.

Pour tout accident matériel, l'agent d'exploitation devra remplir le carnet d'accident

ARTICLE 6.2. Mesures à prendre en cas d'accident corporel

Les déchetteries sont équipées d'une trousse ou d'une armoire à pharmacie contenant les produits et matériels utiles aux premiers soins et située bien en évidence dans le local de l'agent de déchetterie.

La personne habilitée à prendre les mesures nécessaires en cas d'accident des usagers est l'agent de déchetterie.

En cas d'impossibilité d'intervention de cet agent ou en cas de blessure de l'agent de déchetterie nécessitant des soins médicaux urgents, contacter à partir du téléphone fixe de la déchetterie le 18 pour les pompiers et le 15 pour le SAMU (112 à partir d'un téléphone mobile). Pour tout accident corporel, l'agent d'exploitation devra remplir le carnet d'accident.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-37-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CHAPITRE 7 – INFRACTIONS ET SANCTIONS

ARTICLE 7-1 Infractions et sanctions

Toute action entravant le bon fonctionnement de la déchetterie ou contrevenant au présent règlement pourra faire l'objet de pousuite conformément aux lois et règlements en vigueur. Pourront notamment faire l'objet de poursuites :

- Tout apport de déchets interdits,
- Toute action de chiffonage dans les conteneurs situés à l'intérieur de la déchetterie,
- Toute action qui, d'une manière générale, vise à entraver le bon fonctionnement de la déchetterie,
- Toute intrusion dans la déchetterie en dehors des horaires d'ouverture,
- Tous dépôts sauvages de déchets,
- Tes menaces ou violences envers les agents de déchetterie.

CHAPITRE 8 – APPLICATION ET TRANSMISSION DU PRESENT REGLEMENT

ARTICLE 8-1 Application

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 1er septembre 2025, suite à l'approbation par délibération du Conseil communautaire et arrêté du Président de la CCPF. Le présent règlement sera transmis au représentant de l'Etat dans le Département.

Tout règlement de déchetterie antérieur est de ce fait abrogé à compter du 1er septembre 2025.

ARTICLE 8-2 Modification

Les modifications du présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

ARTICLE 8-3 Exécution

Le Président et les agents de la Communauté de communes du Pays de Fayence, les Maires des communes membres et l'ensemble des forces de l'ordre disposant d'un pouvoir de police sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent règlement.

ARTICLE 8-4 Litiges

Pour tout litige au sujet du service des déchetteries ou de la plateforme, les usagers sont invités à s'adresser par courrier à :

Communauté de Communes du Pays de Fayence
Mas de Tassy
1849 RD 19
CS 80106
83440 TOURRETTES

Tout litige pourra faire l'objet d'une tentative de conciliation entre les parties. Dans le cas où elle n'aboutirait pas, les litiges seront du ressort du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 8-5 Affichage

Le règlement sera affiché en déchetterie sur les panneaux prévus à cet effet. Il est également consultable au siège de la Communauté de communes du Pays de Fayence et sur le site internet de la Communauté de communes https://www.cc-paysdefayence.fr/.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-38-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/38

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

TARIFS DE LA RÉGIE DE RECETTES DU SERVICE DÉCHETS POUR L'ANNÉE 2025

Le Vice-Président en charge des déchets expose :

Pour l'année 2025, les tarifs de la régie de recette sont modifiés en ce qui concerne les apports des professionnels en déchetterie afin de générer des recettes supplémentaires dans l'intérêt des usagers particuliers du service.
Les tarifs proposés aux professionnels dans les deux déchetteries du Pays de Fayence sont en effet bien inférieurs à ceux proposés par les territoires alentours. Ces différences tarifaires ont pour effet d'attirer sur nos sites des tonnages plus importants issus de notre territoire et d'ailleurs.

Aussi afin de générer des recettes supplémentaires et de réduire les différences avec les territoires alentours il est proposé d'augmenter des tarifs des professionnels du territoire et hors territoire à compter du 1er septembre 2025.

Les autres tarifs de la déchetterie demeurent inchangés mais sont rappelés dans la présente délibération afin de garantir une meilleure lisibilité pour les usagers.

Déchetteries

- Ouverture d'un compte déchetterie pour les professionnels : 10€
- Perte d'un badge de déchetterie : 5€
- Conditions tarifaires d'apport en déchetterie pour les particuliers :
  - 60€/t de déchets verts au-delà de 2 tonnes d'apport par an
  - 50€/t de gravats au-delà de 2 tonnes d'apport par an
  - 60€/t d'autres apports au-delà de 1 tonne d'apport par an
- Conditions tarifaires d'apport en déchetterie pour les professionnels du Pays de Fayence :

Jusqu'au 31 août 2025 :
  - 60€/t de déchets verts
  - 45€/t d'autres apports

A compter du 1er septembre 2025 :
  - 100€/t de déchets verts
  - 200€/t d'autres apports

- Conditions tarifaires d'apport en déchetterie pour les professionnels hors Pays de Fayence:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-38-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Jusqu'au 31 août 2025 :

- 80€/t de déchets verts
- 55€/t d'autres apports

A compter du 1er septembre 2025 :

- 120€/t de déchets verts
- 210€/t d'autres apports

Broyage à domicile

Un forfait d'intervention est appliqué comprenant le déplacement, l'installation, le repli et le broyage

- Forfait 1h (environ 5m3) : 30€ si uniquement broyage
  60 € si broyage et évacuation du broyat
- Forfait 1h30 (environ 7,5m3) : 45€ si uniquement broyage
  90 € si broyage et évacuation du broyat
- Forfait 2h (environ 10m3) : 60€ si uniquement broyage
  120 € si broyage et évacuation du broyat

Composteur

- Composteur de 120L : 10€
- Composteur de 400L : 15€

Redevance spéciale

La formule de calcul applicable aux redevables est la suivante :
[[(Volume conteneurs x nb conteneurs x fréquence hebdo) - 3000] x nb semaines d'activité] x tarif/litre avec un coût au litre de 0,0429€

Famille 0 Déchets

Dans le cadre des Familles 0 Déchet, un peson connecté est mis à disposition des familles. En cas de non-restitution, il sera facturé 39€

Badge accès service déchets :

- Badge ou porte-clé perdu : 5€

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ (2 ABSTENTIONS : M. ORFEO – J. SAILLET) :

- **APPROUVE** les tarifs de la régie de recettes du service déchets pour l'année 2025 applicables dès la présente délibération exécutoire

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-39-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

DCC n° 250409/39

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

DEMANDE D'AIDE À LA RÉGION POUR L'ACCOMPAGNEMENT À LA MISE EN PLACE DE LA REDEVANCE INCITATIVE

Par délibération en date du 8 décembre 2020, le Conseil Communautaire a acté le passage de la TEOM vers la redevance incitative.
La Communauté de communes a conclu un contrat « Nos Territoire d'abord » avec la Région Sud afin d'être accompagné financièrement sur différents projets d'intérêt public.
Le contrat « Nos territoires d'abord » est structuré autour de six priorités. En ce qui concerne la priorité « gestion et valorisation des déchets », celle-ci bénéficie, en appui des Contrats d'Objectifs Déchets signés entre la Région et la collectivité, d'un montant de 300 000€ de subventions.
Elle se décompose en deux lignes :

- 249 050€ d'aide dans le cadre de l'acquisition et de l'installation de matériel de pré-collecte pour les ordures ménagères nécessaire à la mise en place de la redevance incitative.
- 50 950€ d'aide dans le cadre de l'optimisation des tournées et l'acquisition de matériel de pré-collecte pour favoriser le tri à la source des emballages.

Cette aide étant inscrite dans le contrat « Nos territoires d'abord », le président propose de déposer un dossier de subvention pour un montant de 249 050€ selon le plan de financement suivant pour l'acquisition et l'installation de matériel de pré-collecte pour les ordures ménagères nécessaire à la mise en place de la redevance incitative :

Subvention Région (50 %) ..... 249 050€
Autofinancement (50 %) ..... 249 050€
TOTAL.....498 100€

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ (2 VOIX CONTRE : M. ORFEO – J. SAILLET) :

- **SOLLICITE** auprès de la Région une participation financière de 249 050€ dans le cadre de l'acquisition et de l'installation de matériel de pré-collecte pour les ordures ménagères nécessaire à la mise en place de la redevance incitative.
- **AUTORISE** le Président à signer les documents afférents.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-40-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
DCC n° 250409/40
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

DEMANDE D'AIDE À LA RÉGION POUR DEVELOPPER LA COLLECTE SELECTIVE ET OPTIMISER LES TOURNEES

Par délibération en date du 8 décembre 2020, le Conseil Communautaire a acté le passage de la TEOM vers la redevance incitative.
La Communauté de communes a conclu un contrat « Nos Territoire d'abord » avec la Région Sud afin d'être accompagné financièrement sur différents projets d'intérêt public.
Le contrat « Nos territoires d'abord » est structuré autour de six priorités. En ce qui concerne la priorité « gestion et valorisation des déchets », celle-ci bénéficie, en appui des Contrats d'Objectifs Déchets signés entre la Région et la collectivité, d'un montant de 300 000€ de subventions.
Elle se décompose en deux lignes :

- 249 050€ d'aide dans le cadre de l'acquisition et de l'installation de matériel de pré-collecte pour les ordures ménagères nécessaire à la mise en place de la redevance incitative.
- 50 950€ d'aide dans le cadre de l'optimisation des tournées et l'acquisition de matériel de pré-collecte pour favoriser le tri à la source des emballages.

Cette aide étant inscrite dans le contrat « Nos territoires d'abord », pour un montant de 50 950€, le président propose de déposer un dossier de subvention pour ce montant selon le plan de financement suivant, dans le cadre de l'optimisation des tournées et l'acquisition de matériel de pré-collecte pour favoriser le tri à la source des emballages :

Subvention Région (50 %) ..... 50 950€
Autofinancement (50 %) ..... 50 950€
TOTAL.....101 900€

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ (2 VOIX CONTRE : M. ORFEO – J. SAILLET) :

- **SOLLICITE** auprès de la Région une participation financière de 50 950€ pour l'optimisation des tournées et l'acquisition de matériel de pré-collecte pour favoriser le tri à la source des emballages.
- **AUTORISE** le Président à signer les documents afférents.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/41

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

APPROBATION D'UNE CONVENTION AVEC CITEO RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LES DÉCHETS ABANDONNÉS DIFFUS

La loi du 10 février 2020, relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) a transformé le système d'organisation des filières « responsabilité élargie du producteur » (REP), avec entre autres la création de nouvelles filières en vue d'agrandir la responsabilité des industriels.

C'est dans ce cadre qu'a été étendue la REP de la filière des emballages ménagers, dont l'éco-organisme agréé CITEO est titulaire, à la lutte contre les déchets abandonnés diffus. Elle cible la réduction des déchets abandonnés d'emballages ménagers sur l'espace public, ce qui relève du nettoiement de la voie publique.

CITEO propose de signer une convention de « soutien » dédiée à la lutte contre les déchets abandonnés diffus ayant pour objet de régir ses relations juridiques, techniques et financières avec lui.

Par cette convention, l'éco-organisme :
- S'engage à contribuer aux coûts optimisés de nettoiement des déchets abandonnés d'emballages ménagers diffus sur l'espace public ainsi qu'aux actions curatives et préventives menées par la Communauté de communes par le versement de soutiens financiers forfaitaires selon le nombre d'habitants établis selon un barème national.

En contrepartie, la Communauté de communes s'engage à :
- Formaliser un plan de lutte contre les déchets abandonnés issus des emballages ménagers (PLDA)
- Recenser et situer les hotspots qui sont des lieux de concentration de déchets abandonnés diffus.
- Faire valider les supports et actions de communication par CITEO préalablement à leur diffusion ou réalisation
- Restituer un bilan annuel à la fois des résultats et enseignements des actions de prévention et curatives mises en œuvre sous forme d'indicateurs, mais aussi de l'organisation et des charges du service en vue de suivre les effets du dispositif dans le temps.

Les recettes sont estimées à 63 266€ par an pour une période 2025 - 2027

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ (2 VOIX CONTRE : M. ORFEO – J. SAILLET) :

- **APPROUVE** la convention, ci-annexé, concernant la gestion des déchets abandonnées d'emballages ménagers diffus
- **AUTORISE** le Président à signer cette convention et tout document y afférent.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Projet de

Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

« Communes et groupements communaux »

OCAPEM

SPECIMEN

Entre

[Dénomination de l'éco-organisme]

[Forme sociale] au capital de [montant] EUR, immatriculée sous le n°[…] au RCS de [ville] ayant son siège social au [adresse complète],

Représentée par [Civilité prénom et Nom], Directeur[rice] régional[e], dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « L'Eco-organisme »,

D'une part,

Et

[Nom de la Collectivité ou de la Collectivité mandataire du Groupement]

dont le siège social est situé […], enregistré au répertoire SIREN sous le n° [Numéro SIREN], représenté[e] par […], en sa qualité de […], dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « Collectivité »,

D'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties », et individuellement « la Partie »,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Sommaire

A - Cadre général 5
PREAMBULE 5
Article 1 – Définitions 5
Article 2 – Objet de la Convention 5
Article 3 – Prise d'effet et durée 6
Article 4 – Eligibilité 6
4.1 - Conditions générales d'éligibilité 6
4.2 - Conditions particulières d'éligibilité pour les Syndicats 7
Article 5 – Groupements et obligations de la Collectivité mandataire 7
Article 6 - Collaboration des Parties 8
6.1 – Obligation de bonne foi et de diligence 8
6.2 - Interlocuteurs respectifs 8
6.3 – Obligation d'information 9
Article 7 - Coexistence des éco-organismes 9
7.1 – Interdiction des doubles financements 9
7.2 - Délai de prévenance en cas de changement d 'Eco-organisme : 9
Article 8 - Dématérialisation des relations contractuelles 9
Article 9 – Mise en signature 9
B - Mise en œuvre de la lutte contre les Déchets Abandonnés Diffus d'EM par la Collectivité (ou le Groupement) 10
Article 10 – Informations de la Collectivité 10
Article 11 – Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus 10
Article 12 – Suivi et contrôle 11
12.1 - Suivi des Actions 11
12.2 - Contrôle de la bonne exécution de la Convention 11
Article 13 – Communication autour de la mise en œuvre des Actions 11
C – Accompagnement proposé par l'Eco-organisme 12
Article 14 – Accompagnement financier fourni par l'Eco-organisme 12
14.1 - Détermination du soutien 12
14.2 – Conditions de versement du soutien 12

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 15 – Accompagnement technique fourni par l'Eco-organisme 13
Article 16 – Gestion des non-conformités 13
D – Compléments juridiques 13
Article 17 – Précisions contractuelles 14
17.1 – Propriété intellectuelle 14
17.2 – Assurance et responsabilité 15
17.3 – Données à caractère personnel 16
17.4 – Confidentialité, transmission et utilisation des données 16
17.4.1 Principe 16
17.4.2 Exceptions 16
17.5 - Modification de la Convention 17
17.5.1 – Modification de la Convention type de lutte contre les déchets abandonnés diffus 17
17.5.2 – Modifications spécifiques à la Collectivité 18
17.5.2.1 – Modifications statutaires 18
17.5.2.2 – Autres modifications 19
17.6 – Résiliation de la Convention 19
17.6.1 – Stipulations communes aux décisions de suspension et de résiliation pour manquement. 19
17.6.2 – Résiliation sans faute 19
17.6.3 – Conséquences du terme contractuel 20
Article 18 – Dispositions diverses 20
18.1 – Invalidité partielle 20
18.2 – Non-renonciation 20
18.3 – Force majeure et autres circonstances exceptionnelles 21
18.4 – Règlement des différends 21
E – Annexes 22
Annexe 1. Glossaire 22
Annexes Différenciantes 22
Annexe 2. Modalités de paiement et de déclaration 22
Annexe 3. Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus 22
Annexe 4. Accompagnement spécifique de l'Eco-organisme 22
Annexe 5. Détails des pièces techniques et données de suivi 22

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A - Cadre général

PREAMBULE

L'Eco-organisme a été agréé pour permettre à ses adhérents de s'acquitter de leurs obligations légales et réglementaires en matière de déchets issus des emballages ménagers.

Le Cahier des charges d'agrément pour la Filière REP Emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique (« EMPG ») prévoit que l'Eco-organisme contribue aux coûts optimisés des opérations de Nettoiement des déchets abandonnés diffus des emballages ménagers (« EM ») et accompagne les collectivités et leurs Groupements dans la lutte contre les déchets abandonnés diffus d'EM.

La Collectivité est en charge des opérations de Nettoiement de déchets abandonnés diffus et de la propreté de l'espace public. Elle contracte en son nom propre ou en cas de Groupement, pour ses membres.

L'Eco-organisme et la Collectivité (ou le Groupement) entendent coopérer dans le cadre de la lutte contre les déchets abandonnés diffus d'EM.

Il a été exposé ce qui suit :

SPECIMEN

Article 1 – Définitions

Pour l'application de la Convention, les termes correspondant aux notions définies par la législation, en particulier celles visées aux articles L. 541-1-1 et R. 543-43 et suivants, et R. 543-207 du code de l'environnement (définition d'emballages, d'emballages ménagers, papiers graphiques), ont le sens que leur donnent ces dispositions.

Les dénominations spécifiquement utilisées dans la Convention sont définies dans le Glossaire en Annexe 1.

Article 2 – Objet de la Convention

La Convention a pour objet d'organiser la coopération de l'Eco-organisme et de la Collectivité ou de son Groupement au titre de la lutte contre les Déchets abandonnés diffus.

Elle organise d'abord les conditions dans lesquelles l'Eco-organisme contribue aux coûts des opérations de Nettoiement des Déchets abandonnés diffus issus d'EM, assurées par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Elle a également pour objet de prévoir :

- Les actions de diagnostic ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Les actions d'accompagnement pour permettre à la Collectivité (ou au Groupement) de déployer des Coûts optimisés des opérations de Nettoiement ;
- Les actions d'information, de communication et de sensibilisation pour prévenir les Déchets abandonnés diffus issus d'EM dans l'environnement que mène l'Eco-organisme en lien avec la Collectivité (ou le Groupement).

Article 3 – Prise d'effet et durée

1.La Convention prend effet au premier jour du semestre de la date de signature par toutes les Parties.

Son terme est fixé au 31 décembre 2027.

2. Elle est tacitement reconduite pour une nouvelle période allant jusqu'au 31 décembre 20[*XX = date de la fin de la prochaine période d'agrément*] maximum, sauf dénonciation notifiée par lettre recommandée avec accusé réception par l'une des Parties à l'autre Partie avant le 1er octobre 2027.

La date de la notification est celle de la signature de l'avis de réception. Toutefois, lorsque l'avis de réception n'a pas été signé par son destinataire ou une personne munie d'un pouvoir à cet effet, la date de la notification est celle de la présentation de la lettre recommandée.

Cette reconduction est possible dans la mesure où les dispositions du Cahier des charges applicables en matière de lutte contre les Déchets abandonnés diffus restent identiques.

Le cas échéant, la présente Convention se substitue à la convention ayant un objet similaire précédemment signée entre les Parties.

Article 4 – Eligibilité

4.1 - Conditions générales d'éligibilité

Sont éligibles à la présente Convention toute commune, tout établissement public de coopération intercommunal, ainsi que leur Groupement, qui respecte les conditions cumulatives suivantes :

1 Justifier d'une Population municipale égale ou supérieure à 1 500 habitants au sein du Périmètre sauf pour les communes touristiques ;
A titre dérogatoire, jusqu'au 31 décembre 2025, cette condition n'est pas applicable aux Collectivités de moins de 1 500 habitants qui bénéficiaient d'une convention ayant un objet similaire à la présente Convention avant sa prise d'effet.
A compter du 1er janvier 2026, la Convention sera résiliée de plein droit au titre de l'inéligibilité de la Collectivité conformément à l'article 17.6 (Résiliation de la Convention) si elle ne justifie pas d'une Population municipale égale ou supérieure à 1 500 habitants au sein du Périmètre, et elle devra avoir rejoint un Groupement pour bénéficier des dispositifs de soutiens et d'accompagnement prévus par la présente Convention.

2 Justifier être en charge de tout ou partie du Nettoiement sur les Espaces publics de son territoire ;

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

3 Ne pas bénéficier d'une autre convention avec un éco-organisme relevant de la Filière REP EMPG ayant pour objet la lutte contre les Déchets abandonnés diffus pour la période concernée pour tout ou partie du Périmètre ;

4 Avoir transmis une délibération du maire/président autorisant la signature de la présente Convention.

Pour les communes, la condition supplémentaire suivante s'applique :

5. Ne pas être membre d'un établissement public de coopération intercommunal ayant d'ores et déjà conclus une convention avec un éco-organisme relevant de la Filière REP EMPG ayant pour objet la lutte contre les Déchets abandonnés diffus.

L'éligibilité de la Collectivité (ou du Groupement) est vérifiée par l'Eco-organisme préalablement à la signature de la Convention et peut être contrôlée à tout moment.

4.2 - Conditions particulières d'éligibilité pour les Syndicats

En sus des critères susvisés, les Syndicats sont éligibles à la Convention s'ils respectent les conditions cumulatives suivantes :

1 Justifier de l'information, notamment dans la délibération des adhérents réalisant la salubrité publique des enjeux, des engagements et des soutiens liés à la Convention (par exemple une réunion publique, un webinar…) ;
2 Justifier de la redistribution de tout ou partie des soutiens à ses adhérents notamment dans la délibération de signature de la présente Convention ;
3 Justifier d'Actions à mener de lutte contre les déchets abandonnés diffus impliquant l'ensemble des compétences territoriales (syndicats et salubrité publique des communes) concernées et validées par l'Eco-Organisme. Ces Actions sont précisées dans l'article 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*) de la présente Convention.

L'éligibilité du Syndicat est vérifiée par l'Eco-organisme préalablement à la signature de la Convention, et peut être contrôlée à tout moment.

Article 5 – Groupements et obligations de la Collectivité mandataire

1. En cas de Groupement pour la réalisation du Plan de lutte déchets abandonnés, une Collectivité est désignée comme mandataire par et pour les membres de son Groupement.

Avant signature de la Convention, la Collectivité transmet à l'Eco-organisme la liste des collectivités membres de son Groupement pour constituer son Périmètre, qu'elle renseigne sur la plateforme mise à disposition par l'Eco-organisme.

La liste des membres est modifiable via la plateforme, en cas d'évolution des membres du Groupement en cours de Convention. L'Eco-organisme prend en compte le nouveau Périmètre et ajuste en cohérence les soutiens, avec prise d'effet au premier jour du semestre suivant la prise d'effet de l'évolution.

2. La Collectivité, en tant que mandataire, est la seule interlocutrice de l'Eco-organisme.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

A ce titre, la Collectivité mandataire est la seule à recevoir le soutien de l'Eco-organisme au titre de l'article 14 (*Accompagnement financier fourni par l'Eco-organisme*), et fait son affaire de reverser tout ou partie des sommes perçues aux membres de son Groupement.

3. La Collectivité mandataire s'assure que les membres du Groupement respectent les obligations relevant de la présente Convention, et en particulier celles issues des articles 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés* et 12 (*Suivi et contrôle)*.

4. Le non-respect des obligations du présent article est constitutif de manquement et entraine des sanctions au titre de l'article 16 (*Gestion des non-conformités*).

Article 6 - Collaboration des Parties

6.1 – Obligation de bonne foi et de diligence

Les Parties exécutent de bonne foi et avec diligence les obligations qui résultent respectivement pour elles de la Convention.

Elles collaborent de la même manière et en tant que de besoin, afin d'assurer la parfaite exécution de cette dernière.

La Collectivité autorise l'Eco-organisme à transmettre les contacts et les noms des signataires de la Convention à des sociétés agréées pour d'autres filières REP qui seraient fondés à financer des opérations de Nettoiement.

6.2 - Interlocuteurs respectifs

Les Parties désignent en leur sein un interlocuteur "lutte contre les déchets abandonnés" pour l'exécution de la Convention. Elles échangent les coordonnées de leurs interlocuteurs respectifs, en particulier leurs adresses électroniques.

Pour ce faire, les Parties désignent, à la signature de la présente Convention, une personne chargée d'être Responsable « *Lutte contre les Déchets Abandonné*s » ou « LDA » au nom de la Collectivité (ou du Groupement). En cas de Groupement ce responsable doit être rattaché à la Collectivité signataire.

Le rôle du Responsable LDA de la Collectivité (ou du Groupement) sera *a minima* :

- D'être l'interlocuteur privilégié de l'Eco-organisme dans l'application de la Convention ;
- De veiller à la bonne application des dispositions de la Convention au sein de la Collectivité (ou du Groupement) ;
- D'animer la thématique « *Lutte contre les déchets abandonnés* » au sein de la Collectivité (ou du Groupement) ;
- De veiller à la coordination des parties prenantes pour lutter efficacement contre les Déchets abandonnés diffus sur le Périmètre de la Collectivité (ou du Groupement).

Chaque Partie informe l'autre de tout changement d'interlocuteur, préalablement au changement effectif.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

6.3 – Obligation d'information

La Collectivité (ou le Groupement) a une obligation générale d'informer l'Eco-organisme de tout fait interne ou externe, affectant ou étant susceptible d'affecter la réalisation des Actions et/ou d'affecter son éligibilité au sens de l'article 4 (*Eligibilité*).

La Collectivité (ou le Groupement) s'engage en particulier à informer, sans délai, l'Eco-organisme :

(i) des difficultés éventuellement rencontrées dans la mise en œuvre des Actions,

(ii) en cas de modification de son Périmètre, son statut, sa composition et ses compétences en lien avec la Convention.

Article 7 - Coexistence des éco-organismes

7.1 – Interdiction des doubles financements

La Collectivité ne peut percevoir deux fois des soutiens de la Filière REP EMPG pour un même périmètre et une même période. En ce sens, la Collectivité ne peut bénéficier du soutien et de l'accompagnement d'un seul Eco-organisme de la Filière au titre la lutte contre les Déchets abandonnés diffus, pour un Périmètre et la durée de la Convention.

7.2 - Délai de prévenance en cas de changement d 'Eco-organisme :

Si la Collectivité (ou le Groupement) souhaite conventionner avec un autre éco-organisme pour la lutte contre les Déchets abandonnés diffus à l'issue du terme de la Convention, il lui appartient de notifier sa décision par lettre recommandée avec accusé réception avant le 30 septembre de l'année N pour un changement l'année N+1.

(La date de la notification est celle de la signature de l'avis de réception. Toutefois, lorsque l'avis de réception n'a pas été signé par son destinataire ou une personne munie d'un pouvoir à cet effet, la date de la notification est celle de la présentation de la lettre recommandée.

Article 8 - Dématérialisation des relations contractuelles

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, la signature, les déclarations, les facturations et la transmission de justificatifs sont dématérialisés entre la Collectivité (ou le Groupement) et l'Eco-organisme, sauf précision contraire prévue par la Convention.

Article 9 – Mise en signature

La Convention est signée au moyen d'un outil électronique approuvé par les Parties, par le représentant légal de la Collectivité (ou du Groupement) et de l'Eco-organisme, dûment habilité à signer la Convention.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Les Parties s'engagent à recourir à un procédé fiable d'identification présentant un niveau de sécurité satisfaisant.

Les Parties s'assurent de la véracité et de la conformité des informations inscrites à la Convention.

Chaque Partie est seule et pleinement responsable :

- De l'utilisation régulière et sécurisée des accès à l'outil électronique dont elle dispose ;
- De la vérification des informations avant la signature.

B - Mise en œuvre de la lutte contre les Déchets Abandonnés Diffus d'EM par la Collectivité (ou le Groupement)

Article 10 – Informations de la Collectivité

La Collectivité (ou le Groupement) transmet les pièces justificatives administratives nécessaires à la bonne exécution de la Convention et notamment au versement des soutiens, listées à l'Annexe 2 (*Modalités de paiement)*.

La transmission par voie dématérialisée de ces pièces est réalisée selon les modalités visées à cette Annexe.

Article 11 – Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus

La Collectivité (ou le Groupement) s'engage à suivre les Actions indiquées ci-après, visant à prévenir et traiter les Déchets abandonnés diffus et à réaliser des opérations de Nettoiement dans son Périmètre.

La Collectivité (ou le Groupement) s'engage à mener les Actions détaillées dans l'Annexe 3 (*Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus*) et comprenant notamment les Actions suivantes sur l'intégralité du Périmètre :

- **Pour les Collectivités ou Groupements de moins de 25 000 habitants** : un questionnaire relatif aux problèmes de déchets abandonnés ;
- **Pour les Collectivités ou groupements de 25 000 habitants** ou plus : un Plan de lutte contre les déchets abandonnés comprenant *a minima* des Actions de :
  - Pilotage
  - Prévention
  - Diagnostic
    Ce diagnostic devra intégrer *a minima* les éléments suivants :

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Cartographie des Hotspots
- Evaluation du sentiment de propreté
- Evaluation des coûts

Article 12 – Suivi et contrôle

12.1 - Suivi des Actions

La Collectivité (ou le Groupement) transmet à l'Eco-organisme les pièces techniques justificatives et les données de suivi relatives aux Actions menées.

Les Actions menées font en outre l'objet d'une déclaration annuelle des indicateurs de suivi (PLDA) conditionnant le versement des soutiens.

Ces éléments sont transmis selon les modalités prévues aux Annexes 3 (*Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus*) et 5 (*Détails des pièces techniques et données de suivi*).

12.2 - Contrôle de la bonne exécution de la Convention

L'Eco-organisme peut procéder ou faire procéder à des contrôles sur pièces/ou sur place, afin de vérifier la bonne exécution des obligations nées de la Convention et particulièrement de la mise en œuvre des Actions.

Dans ce cadre, la Collectivité (ou le Groupement) s'engage à fournir à l'Eco-organisme les éléments sollicités au plus tard sous un mois suivant sa demande.

En cas de non-conformités relevées, l'Eco-organisme se réserve le droit de sanctionner la Collectivité dans les conditions prévues à l'article 16 (*Gestion des non-conformités*).

Article 13 – Communication autour de la mise en œuvre des Actions

1. La Collectivité (ou le Groupement) et l'Eco-organisme coopèrent afin d'organiser une communication efficace sur la mise en œuvre des Actions.

2. A ce titre, la Collectivité (ou le Groupement) transmet tout projet de support de communication relatif à la mise en œuvre des Actions au minimum dix (10) jours ouvrés avant sa diffusion à l'Eco-organisme pour avis et acceptation. Le silence gardé par l'Eco-organisme à l'issue de ce délai vaut acceptation tacite de diffusion.

3. Pour toute action de communication liée aux Actions prévues par la Convention impliquant l'apposition du logo-type de l'Eco-organisme (exemple : support de sensibilisation), l'autorisation préalable et expresse de l'Eco-organisme est nécessaire.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

C – Accompagnement proposé par l'Eco-organisme

Article 14 – Accompagnement financier fourni par l'Eco-organisme

14.1 - Détermination du soutien

L'Eco-organisme verse un soutien financier selon le barème suivant :

Typologie de milieu de la collectivité	Montant (€/habitant/an)
Urbain : commune dont la population est égale ou supérieure à 5 000 habitants permanents	3,2
Rural : commune dont la population est inférieure à 5 000 habitants permanents	0,9
Urbain dense : communes dont la population est égale ou supérieure à 50 000 habitants permanents	4,3
Touristique (hors urbain dense) : communes qui remplissent au moins l'un des critères suivants : - plus de 1,5 lit touristique par habitant ; - un taux de résidence secondaire supérieur à 50 % ; - au moins 10 commerces pour 1 000 habitants	3,5

Pour les collectivités des territoires d'Outre-mer concernées par l'application du quatrième alinéa de l'article L. 541-10-2 du code de l'environnement relatif à la majoration du barème, les barèmes de soutiens mentionnés au tableau précédant sont majorés en leur appliquant un coefficient multiplicateur de 1,7.

Le nombre d'habitants est calculé au regard des données INSEE N-1. Il est mis à jour chaque année pour le calcul des soutiens financiers dont bénéficie la Collectivité (ou le Groupement).

Les critères pour la commune dite "touristique" se basent sur la dernière année connue de la donnée INSEE.

14.2 – Conditions de versement du soutien

Les soutiens financiers sont versés à la Collectivité (ou au Groupement) sous réserve de la mise en œuvre des Actions prévues à l'article 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Les modalités de versement des soutiens sont prévues à l'Annexe 2 (*Modalités de paiement et de déclaration*).

Article 15 – Accompagnement technique fourni par l'Eco-organisme

Additionnellement aux soutiens financiers, la Collectivité (ou le Groupement) bénéficie d'un soutien technique pour la lutte contre les Déchets abandonnés diffus, fourni par l'Eco-organisme et précisé en Annexe 4 (*Accompagnement spécifique de l'Eco-organisme*).

Article 16 – Gestion des non-conformités

En cas de manquement grave de l'une des Parties à ses engagements contractuels, la présente Convention peut être résiliée à l'initiative de l'autre Partie, à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet (la date de réception faisant foi).

Si dans le cadre du suivi ou d'un contrôle, l'Eco-organisme constate un manquement de la Collectivité (ou du Groupement) aux obligations prévues par l'article 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*), l'Eco-organisme adressera une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception à la Collectivité ou au Groupement.

La Collectivité (ou le Groupement) dispose alors d'un délai de quarante (40) jours calendaires pour fournir :

- Tout élément justificatif pour démontrer le caractère infondé du manquement invoqué ;
- Tout élément de nature à démontrer la régularisation du manquement invoqué.

A défaut de réponse sous ce délai, ou à défaut de transmission d'éléments probants tels que susvisés, l'Eco-organisme sera en droit, sans qu'aucune autre formalité ne soit nécessaire, de prendre tout ou partie des mesures suivantes :

- Suspendre le versement des soutiens financiers avec effet immédiat ;
- Émettre un titre de créance pour les soutiens indûment versés. Cette somme pourra donner lieu, à la discrétion de l'Eco-organisme, à remboursement ou à compensation avec un autre soutien dont bénéficie la Collectivité en contrat avec l'Eco-organisme ;
- Résilier la Convention pour manquement contractuel conformément à l'article 17.6 (*Résiliation de la Convention*).

D – Compléments juridiques

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Article 17 – Précisions contractuelles

17.1 – Propriété intellectuelle

L'Eco-Organisme peut exploiter et diffuser librement tous les Résultats issus de l'exécution de la Convention. La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) reconnait et accepte que la diffusion de bonnes pratiques par le biais d'outils de communication et de promotion utilisables autant par la Collectivité que par l'Eco-organisme et ses partenaires, notamment pour en faire bénéficier les autres Collectivités, constitue une condition essentielle et déterminante pour l'Eco-organisme. L'Eco-organisme peut notamment faire des reportages vidéo et/ou photo dans ce cadre.

La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) concède à l'Eco-organisme, à titre non-exclusif, au fur et à mesure de la réalisation des Résultats, tous les droits d'auteur qui y sont attachés, à savoir :

- le droit de reproduction, qui comprend le droit de les reproduire en nombre, en tout ou en partie, en tous formats et sur tous supports connus et inconnus à ce jour (notamment sur des brochures, documents de communication interne ou externe, presse, CD-Rom, DVD, Intranet, Internet, Extranet etc.) et par tous procédés de fixation matérielle connus ou inconnus à ce jour (notamment numériques, électroniques etc.) ;
- le droit de représentation, qui comprend le droit de les communiquer et de les diffuser ou de les faire communiquer et diffuser au public, directement ou indirectement, une ou plusieurs fois, en intégralité ou par extraits, par tous moyens connus ou inconnus à ce jour (notamment par projection publique lors de manifestations publiques ou événementielles, sur Internet, Intranet, Extranet, etc.) ;
- le droit d'adaptation, qui comprend, sous réserve du respect du droit moral des auteurs, le droit de procéder aux fins de reproduction et de représentation, en tout ou partie, à toute adaptation, adjonction, suppression ou changement d'un élément quelconque des Résultats et d'une manière générale, à toute modification, et le droit de reproduire ou représenter ces adaptations, ainsi que de les traduire en toutes langues.

La présente concession est consentie aux fins de l'exploitation par l'Eco-organisme à des fins d'étude, de diffusion, de communication et de promotion des appels à projets et des bonnes pratiques, pour toute la durée légale des droits d'auteur applicable à ce jour et dans l'avenir, en France et à l'étranger, et pour le monde entier.

L'Eco-organisme peut accorder aux autres sociétés de son groupe ou à ses partenaires éventuels (par exemple l'ADEME) toutes les autorisations nécessaires pour l'exploitation des Résultats, dans la limite des droits conférés par la Convention et dans les mêmes conditions que celles prévues au présent article.

Par application de l'alinéa 2 de l'article L. 131-4 du Code de la propriété intellectuelle, le montant des soutiens financiers définis à la Convention inclut la rémunération de la concession des droits prévue au présent article.

Si la Collectivité (ou le Groupement) devait utiliser des droits de propriété intellectuelle de tiers, il veille à obtenir auprès d'eux la concession desdits droits et/ou les autorisations nécessaires pour l'exploitation des Résultats par l'Eco-organisme.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

17.2 – Assurance et responsabilité

Responsabilité et Garantie

1. Chaque Partie déclare détenir tous les droits, compétences légales ou réglementaires et autorisations nécessaires lui permettant de conclure la Convention et de mettre en œuvre les Actions.

Le cas échéant, la Collectivité (ou le Groupement) reconnait bénéficier des transferts de compétences nécessaires, des conventionnements, de la délégation ou encore du mandat nécessaire à l'exécution de la Convention de la part de ses collectivités membres.

2. Chaque Partie est responsable de la bonne exécution des obligations qui résultent pour elle de la Convention, ainsi que des dommages qu'elle pourrait causer à cette occasion à l'autre Partie et aux tiers, y compris lorsqu'elle recourt à des sous-traitants pour l'exécution de la Convention.

Chaque Partie s'engage dans ses relations avec les tiers auxquels elle recourt pour l'exécution de la Convention à prendre toutes les dispositions pour leur répercuter en miroir ses propres obligations contractuelles vis-à-vis de l'autre Partie.

3. Aucune Partie ne saurait être tenue pour responsable en cas de préjudice résultant des activités de l'autre Partie, ainsi que de la mise en œuvre des Actions, retard ou de non-réalisation de tout ou partie des Actions aux tords de l'autre Partie.

La Collectivité ou les membres du Groupement ne peuvent tenir l'Eco-organisme pour responsable de l'organisation du Groupement, de la répartition financière entre les membres, ou de sanctions appliquées au mandataire qui pourraient se répercuter sur les membres du Groupement en cas de manquement.

4. Chaque Partie garantit en conséquence l'autre Partie contre toute action, réclamation, allégation, revendication ou opposition de la part de tout tiers et relative à ses activités.

5. Les Parties s'accordent, dès la conclusion de la Convention, pour interpréter les recommandations ou avis qui pourraient être dispensés par l'Eco-organisme pour la mise en œuvre des Actions, comme insusceptibles en tant que tels d'engager sa responsabilité vis-à-vis de la Collectivité (ou du Groupement), non-plus que le non-succès des opérations de mise en place des avis et recommandations.

6. La Collectivité (ou le Groupement) garantit à l'Eco-organisme l'originalité ainsi que la libre et paisible exploitation des Résultats et garantit l'Eco-organisme contre tout recours ou action d'un tiers en lien avec les Résultats.

7. La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq ans.

Assurance

La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) s'engage à disposer de toutes les assurances et garanties nécessaires pour la prémunir contre les risques découlant des actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus, et notamment d'une police d'assurance souscrite auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables couvrant les responsabilités et/ou les dommages de toute nature qui peuvent survenir à l'occasion des Actions. La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) renonce à recourir contre l'Eco-organisme et ses assureurs, et s'engage à obtenir la même renonciation de ses assureurs.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

17.3 – Données à caractère personnel

Chacune des Parties fait son affaire des obligations lui incombant au titre de la Réglementation Informatique et Libertés**.**

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, sans préjudice des obligations qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre et de leur responsabilité envers les personnes concernées.

En application de la Réglementation Informatique et Libertés, les personnes physiques dont les noms sont utilisés par chacune des Parties peuvent faire l'objet d'un droit de questionnement, d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition auprès de chaque Partie, à l'adresse de leur siège social respectif, à défaut de précisions particulières figurant sur les documents de collecte de données à caractère personnel.

17.4 – Confidentialité, transmission et utilisation des données

17.4.1 Principe

Les données et informations individuelles de la Collectivité, qui auront été transmises à l'Eco-organisme par la Collectivité (ou le Groupement) pour l'application de la présente Convention, et expressément identifiées comme confidentielles sont considérées comme des informations confidentielles au titre de la présente Convention (ci-après « Informations confidentielles »).

L'Eco-organisme s'engage à les traiter comme telles et à ne pas les utiliser à des fins autres que l'exécution de ses missions au titre du Cahier des charges.

La Collectivité (ou le Groupement) reste libre de les exploiter à sa convenance et de lever cette confidentialité pour permettre la publication de tout ou partie de ses données et informations individuelles.

Tant que la confidentialité n'est pas levée par la Collectivité (ou le Groupement), l'Eco-organisme s'engage à ne pas communiquer à des tiers des Informations confidentielles de la Collectivité autrement que sous une forme agrégée.

La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq ans.

17.4.2 Exceptions

1. L'Eco-organisme peut néanmoins librement utiliser, diffuser et/ou publier ces données sous une forme agrégée, notamment pour communiquer dans le cadre d'informations régionales ou nationales. On entend par données sous une forme agrégée des données portant sur des indicateurs nationaux, régionaux ou départementaux et ne permettant pas d'identifier les données individuelles de la Collectivité.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2. Par dérogation aux stipulations de l'article 17.4.1 (*Exceptions*), l'Eco-organisme peut transmettre à l'ADEME, dans le respect du secret industriel et commercial, les données et informations utiles à l'exercice des missions de cette dernière.

La transmission de ces données est subordonnée au respect, par l'ADEME, de la confidentialité des données et informations transmises.

3. Ne sont en tout état de cause pas considérées comme Informations Confidentielles toutes les informations échangées entre les Parties en vue de et pour l'exécution de la Convention pour lesquelles l'une ou l'autre des Parties peut apporter la preuve de l'un ou plusieurs des cas listés ci-après :

- elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- elles lui sont déjà connues avant leur obtention en provenance de la Partie Emettrice ;
- elles ont été reçues d'un tiers de manière licite et qu'elles ne sont pas couvertes par une obligation de confidentialité ;
- leur confidentialité a été levée par les Parties ;
- elles sont le résultat de travaux et/ou d'une élaboration et/ou d'un développement internes entrepris indépendamment de bonne foi par le personnel de la Partie Réceptrice n'ayant pas eu accès à ces informations confidentielles ;
- leur utilisation et leur divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie Émettrice ;
- la loi, la réglementation applicable, ou une autorité administrative ou judiciaire obligerait à divulguer, y compris sous forme de mise à disposition du public. Dans le cas où la divulgation ne serait pas imposée par un texte à portée générale (loi ou règlement), la Partie réceptrice s'engage à informer la Partie émettrice de la divulgation concernée.

17.5 - Modification de la Convention

17.5.1 – Modification de la Convention type de lutte contre les déchets abandonnés diffus

En cas de modification du Cahier des charges ayant un impact sur la présente Convention, celle-ci est modifiée en conséquence. Ces nouvelles modalités contractuelles s'appliquent à la date prévue par l'arrêté modificatif ou, à défaut, au 1er janvier de l'année suivant sa publication.

Ces modifications contractuelles font l'objet d'un avenant dématérialisé.

Si la Collectivité (ou le Groupement) refuse tout ou partie des modifications proposées, elle doit en informer l'Eco-organisme, via l'espace dédié en ligne, dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avenant dématérialisé. La Convention peut alors être résiliée par l'une ou l'autre des Parties, avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'avenant dématérialisé.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

17.5.2 – Modifications spécifiques à la Collectivité

17.5.2.1 – Modifications statutaires

Les modifications statutaires sont les modifications concernant :

- le nom de la Collectivité ;
- la structure juridique de la Collectivité ;
- le Périmètre de la Collectivité (ou du Groupement) ;
- la compétence de la Collectivité (ou du Groupement) en matière de collecte et/ou traitement des déchets ménagers.

a) Information de l'Eco-organisme

La Collectivité (ou du Groupement) informe l'Eco-organisme de toute modification statutaire via l'espace dématérialisé dédié, au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire. La Collectivité transmet, dans le même délai, la copie du ou des acte(s) modificatif(s) (arrêté(s) préfectoral(ux) et statuts) attestant de la modification.

b) Prise d'effet aux fins de la présente Convention

Changement de nom, de structure juridique

Si l'Eco-organisme est informé avant le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire, celle-ci est prise en compte, aux fins de la présente Convention :

- au 1er janvier de la même année si la modification prend effet un 1er janvier ;
- le premier jour du trimestre civil suivant la prise d'effet de la modification, dans les autres cas.

Si l'Eco-organisme est informé après le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire, celle-ci est prise en compte, aux fins de la présente Convention, au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la Collectivité en a informé l'Eco-organisme.

Changement de Périmètre et/ou de compétence

Si l'Eco-organisme est informé et reçoit la délibération avant le 31 mars (N+1) de l'année suivant la prise d'effet du changement de périmètre, celui-ci est pris en compte, aux fins de la présente Convention, au 1er janvier :

- de la même année (N) si le changement prend effet un 1er janvier N ;
- de l'année suivante (N+1), dans les autres cas.

Si l'Eco-organisme est informé et reçoit la délibération après le 31 mars (N+1) de l'année suivant la prise d'effet du changement de périmètre, celui-ci est pris en compte, aux fins de la présente Convention, au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la Collectivité en a informé l'Eco-organisme.

La modification du Périmètre ne donne pas lieu à un avenant.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

c) Réception et actualisation

L'Eco-organisme accuse réception des modifications statutaires déclarées conformément au présent article en actualisant les données de la Collectivité sur l'espace dématérialisé dédié et en précisant la date de prise en compte de la modification aux fins de la présente Convention.

17.5.2.2 – Autres modifications

Toute autre modification des données spécifiques à la Collectivité (ou au Groupement) doit être déclarée sur l'espace dématérialisé dédié au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet de cette modification.

La modification ainsi déclarée est prise en compte, aux fins de la présente Convention, à compter du premier jour du trimestre civil au cours duquel intervient la modification.

L'Eco-organisme en accuse réception en actualisant les données de la Collectivité (ou du Groupement) sur l'espace dématérialisé dédié et en précisant la date de prise en compte de cette modification aux fins de la présente Convention.

17.6 – Résiliation de la Convention

17.6.1 – Stipulations communes aux décisions de suspension et de résiliation pour manquement

En cas de manquement de la part de l'une des Parties dans l'exécution de la Convention, l'autre Partie pourra décider de résilier la Convention, sous réserve du respect d'un préavis de trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse, et ce sans préjudice des dommages et intérêts éventuels qu'elle serait susceptible de réclamer en réparation de son préjudice.

S'agissant particulièrement des manquements de la Collectivité (ou du Groupement) au titre des articles 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*), et 12.1 (*Suivi des Actions*), outre ou indépendamment de la résiliation, ils pourront entraîner, sur décision de l'Eco-organisme, une suspension des soutiens prévus par la Convention, une révision de la participation financière de l'Eco-organisme et/ou le remboursement des sommes déjà versées. La résiliation n'est pas un préalable à la prise de ces deux types de sanctions.

17.6.2 – Résiliation sans faute

Dans les cas suivants :

- tout ou partie de l'agrément dont bénéficie l'Eco-organisme ne serait pas renouvelé à son profit ou en cas de retrait dudit agrément ;
- la Collectivité (ou le Groupement) ne remplit plus les conditions d'éligibilité prévues à l'article 4 (*Eligibilité*) ;

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- la Collectivité (ou le Groupement) refuse la signature d'un avenant dématérialisé rendu nécessaire par une évolution du Cahier des charges ;

L'une ou l'autre des Parties peut résilier la Convention sans faute, ni préavis.

La décision de résiliation prise par l'une des Parties en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit de l'autre Partie.

La Partie résiliante notifie son intention à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date effective de résiliation. La date effective de résiliation ne peut être antérieure à l'événement motivant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation de la Convention prend effet en cours d'année, le montant des soutiens financiers sera calculé au *prorata temporis* au regard de la date de résiliation.

17.6.3 – Conséquences du terme contractuel

Quelle que soit la cause de la cessation des relations contractuelles :

- Les sommes dues par l'une des Parties à l'autre Partie en exécution de la Convention, sans préjudice des stipulations particulières relatives à la sanction des manquements contractuels, demeurent dues ;
- Les droits concédés à l'Eco-organisme tel que prévu à l'Article 17.1 (*Propriété intellectuelle*) ci-dessus, demeureront acquis à l'Eco-organisme ;
- La Collectivité (ou le Groupement) remettra à l'Eco-organisme tous les éléments relatifs aux Résultats, achevés ou non, et chacune des Parties s'engage à restituer tous les documents qui auront pu lui être remis par l'autre Partie dans le cadre de la mise en œuvre des Actions, et ce dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant la fin de la Convention ;
- Les données relatives aux Actions transmises par la Collectivité (ou le Groupement) en exécution de la Convention seront conservées par l'Eco-organisme. Les données personnelles le cas échéant échangées dans le cadre de la Convention relèvent du régime fixé à l'article 17.3 (*Données à caractère personnel*).

Les présentes stipulations sont également applicables en cas de fin normale de la Convention.

Article 18 – Dispositions diverses

18.1 – Invalidité partielle

Si l'une des conditions ou clauses de la Convention devient invalide, illégale ou non exécutoire, pour quelle que cause que ce soit, cette invalidité, illégalité ou impossibilité d'exécution n'affectera pas les autres conditions et clauses de la Convention, et la Convention sera interprétée comme si cette condition ou clause n'en avait jamais fait partie. Dans la limite des dispositions légales, un accord reflétant l'intention originelle des Parties sera autant que possible substitué aux conditions et clauses devenues invalides ou non exécutoires.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

18.2 – Non-renonciation

Toute renonciation à l'une des dispositions de la Convention doit être faite par un écrit signé par les Parties. A défaut d'écrit, le fait, par l'une des Parties, de ne pas exiger l'exécution parfaite par une autre Partie de l'une de ses obligations, n'affectera en aucune façon le droit de demander ladite exécution à une date ultérieure et ne pourra donc être considéré comme une renonciation aux droits découlant desdites obligations, pas plus qu'il ne sera constitutif d'un quelconque droit acquis.

18.3 – Force majeure et autres circonstances exceptionnelles

L'inexécution d'une Partie à tout ou partie de ses obligations contractuelles ne sera pas considérée comme un manquement à ses obligations si cette inexécution est due à des circonstances exceptionnelles.

Relèvent des circonstances exceptionnelles :

- La force majeure, au sens de l'article 1218 du Code civil,
- Ainsi que tout évènement, même prévisible et résistible, de nature à déséquilibrer de manière substantielle l'économie de la Convention, c'est-à-dire, à rendre l'exécution de son obligation par la Partie affectée par la circonstance exceptionnelle, soit difficile, en ce qu'elle requiert la mise en place de mesures manifestement déraisonnables, soit manifestement trop onéreuse par rapport à l'économie de la présente Convention, en ce compris, mais sans s'y limiter, les évènements relevant des conditions de mise en œuvre du Cahier des Charges de la REP EMPG telle que la coordination entre éco-organismes agréés de la filière REP EMPG, ou les évolutions brutales du marché dont dépend la Convention.

La Partie invoquant des circonstances exceptionnelles devra en aviser l'autre Partie par écrit et s'efforcer de réduire les incidences de ces circonstances exceptionnelles sur l'exécution de la Convention. L'inexécution contractuelle devra être limitée à la durée des effets des circonstances exceptionnelles sur la Convention.

L'autre Partie peut résilier sans faute, ni préavis, la Convention lorsque l'inexécution contractuelle excède une durée de deux mois. Elle notifie son intention par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date effective de résiliation. Cette date est postérieure à celle à laquelle expire le délai de deux mois précité.

18.4 – Règlement des différends

La Convention est soumise au droit français, et exécutée en langue française.

Les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles portant sur l'interprétation, la formation, l'exécution ou la cessation de la Convention et préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A défaut de règlement amiable dans un délai raisonnable, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente du ressort de Paris.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

E – Annexes

Annexe 1. Glossaire

Annexes Différenciantes

Annexe 2. Modalités de paiement et de déclaration

Annexe 3. Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

Annexe 4. Accompagnement spécifique de l'Eco-organisme

Annexe 5. Détails des pièces techniques et données de suivi

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Annexe 1 – GLOSSAIRE

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Aux termes spécifiques de la Convention, il convient d'entendre par :

" **Actions** "*:* la ou l'une des actions réalisées pour diminuer les déchets abandonnés sur l'espace public. Ces actions regroupent celles relatives au Nettoiement optimisé des Déchets abandonnés diffus à la charge de la Collectivité, définies dans le cadre de la présente Convention et/ou toute autre action visant à réduire la présence de ces déchets en prévenant le geste d'abandon au titre du paragraphe a) de l'article 5.3.2 du Cahier des Charges.

" **Agrément** ": agrément de l'Eco-organisme au titre de la filière des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique (EMPG). A la date de conclusion de la Convention, l'Agrément résulte de l'arrêté interministériel 27 décembre 2023.

" **Annexe(s) " :** une ou plusieurs des annexes constitutives de la Convention.

" **Article(s) " :** un ou plusieurs des articles de la Convention.

" Convention " : la présente convention type unique, ses annexes et ses éventuels avenants.

" **Cahier des charges** " : cahier des charges de la filière des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique en vigueur. A la date de conclusion de la Convention, le Cahier des Charges résulte de l'arrêté interministériel du 7 décembre 2023.

" **Collectivité** " : La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale en charge du Nettoiement des Espaces publics et/ou naturels, signataire de la présente Convention avec l'Eco-organisme.

"**Coûts optimisés des opérations de Nettoiement** ": les Opérations de Nettoiement dont les coûts présentent un optimum environnemental, économique et social :

- Prévenir le geste d'abandon (actions de diagnostic, de sensibilisation et de communication pédagogique sur le geste d'abandon) ;
- Apporter un service adapté au territoire (mode de nettoiement adapté, renforcement pendant les saisons touristiques, acceptation sociale pour la communication) ;
- Assurer des conditions de travail satisfaisantes pour les opérations de Nettoiement et favoriser l'emploi ;
- Maîtriser les coûts au travers de choix organisationnels de nettoiement ;
- Limiter les impacts environnementaux et sanitaires des déchets abandonnés diffus.

" **Dépôt illégal de déchets abandonnés** " : un amoncellement de déchets abandonnés dont la quantité totale estimée de déchets le composant excède le seuil fixé à l'article 2 du décret n° 2019-1176 du 14 novembre 2019 pris pour l'application du b du 1 octies et du 1 terdecies du II de l'article 266 sexies du code des douanes, pour les dépôts comprenant des déchets relevant de la responsabilité élargie du producteur ;

" **Déchets abandonnés diffus** " : Les déchets abandonnés, issus d'emballages ménagers (**EM**), ou déposés hors des espaces de collecte de manière éparse dans les Espaces publics et/ou les Espaces naturels, et qui de ce fait n'ont pu poursuivre leur acheminement dans le circuit conventionnel de gestion des déchets. Ils ne constituent pas un Dépôt illégal de déchets abandonnés ;

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

“ Eco-Organisme ” : Eco-organisme signataire de la Convention. Il est agréé par les pouvoirs publics en application de l’article R. 543-58 du code de l’environnement, en vue de la prise en charge, pour le compte de ses clients, de leurs déchets d'emballages ménagers conformément au Cahier des charges.

“ **Espaces publics** ” : Domaine public de la Collectivité affecté à l’usage direct du public n’accueillant aucune activité commerciale ou administrative. Les espaces publics comprennent :

- Les espaces urbains : sites et espaces géographiques urbanisés ainsi que les secteurs occupés par une urbanisation diffuse pour lesquels la Collectivité assure des opérations de Nettoiement ;
- Les espaces naturels : les sites naturels faiblement aménagés et non aménagés (plages, rivages, berges, forêts, espaces naturels terrestres) pour lesquels la Collectivité assure des opérations de Nettoiement.

“ **Groupement ” :** L’ensemble constitué des collectivités et établissements publics éligibles regroupés pour optimiser les Opérations de Nettoiement sur un territoire étendu, représenté par un mandataire qui est signataire de la présente Convention et seul interlocuteur de l’Eco-organisme. Le mandataire et les membres du Groupement choisissent l’acte constitutif de ce Groupement ainsi que leurs modalités d’organisation (reversement du soutien, remonté des indicateurs de suivi etc).

“ **Hotspots de déchets abandonnés** ” : zones de l’espace public considérées comme spécifiquement sujettes, de manière récurrente, à la présence de déchets abandonnés diffus et sur lesquelles les déchets abandonnés sont retrouvés :

- soit accumulés, dès lors que le « tas » est constitué de plus 60 items d’emballages ménagers ou l’équivalent de 1 sac de 30L rempli d’emballages ménagers,
- soit éparpillés, dès lors que plus de 60 items d’emballages ménagers sont retrouvés sur un tronçon de 100m linéaire.

Ces hotspots de déchets abandonnés peuvent être ciblés pour diverses Actions de prévention (diagnostic, analyse, communication, sensibilisation, contrôles) et de nettoiement.

“ **Nettoiement** ” : au sens de l’article R. 541-111 du code de l’environnement, le nettoiement correspond aux opérations de ramassage de déchets issus des déchets d’emballages ménagers, abandonnés ou déposés de manière diffuse dans les espaces publics, y compris naturels, en méconnaissance des prescriptions relatives à la gestion des déchets.
Le Nettoiement peut être désigné en pratique à différentes terminologies, telle que propreté ou salubrité publique. Il peut être assuré au titre de différentes compétences statutaires (ex. : pouvoir de police du maire, propreté sur les voiries d’intérêt communautaire, …).

“ **Périmètre** ” : Territoire relevant du périmètre de la Collectivité (ou du Groupement) sur lequel la présente Convention est exécutée.

“ **Plan de lutte contre les déchets abandonnés (PLDA)** ” : plan constitué d’Actions que la Collectivité souhaite mettre en place sur son territoire pour diminuer dans le temps les déchets abandonnés, dont les emballages ménagers, sur l’espace public. Il se traduit par la mise en œuvre concertée d’Actions complémentaires, pérennes, allant du préventif au curatif, en passant par la mesure. C’est un outil de pilotage local, qui devrait conduire la Collectivité à coopérer avec les autres acteurs du territoire. Les Actions réalisées dans le cadre d’un PLDA font l’objet de bilans synthétiques définis en Annexe 5 (*Détails des pièces techniques et données de suivi*).

“ **Population municipale (source INSEE) » :** Population municipale entrant dans le Périmètre de la présente Convention, telle qu’issue des données démographiques de la Collectivité, issues des

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-41-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

données INSEE. La population municipale prise en compte en année N est la Population municipale INSEE entrant en vigueur l'année N-1 lié au recensement de l'année N-4.

Année de soutien	2023	2024	2025
Données INSEE	2022	2023	2024
Recensement INSEE	2019	2020	2021

" **Résultats** " **:** résultats, livrables, enseignements, données de toutes natures, chiffres, statistiques, connaissances, rapports, supports de communication, photos, vidéos, plans, schémas, croquis, procédés, concepts, études et méthodes de tous types issus de l'exécution de la Convention et sur tous types de supports que ce soit.

" **Syndicat** " : syndicat intercommunal ou syndicat mixte au sens du code général des collectivités territoriales, s'étant vu transférer par ses membres les compétences de collecte et/ou de traitement des déchets ménagers.

SPECIMEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/42

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DU PAYS DE FAYENCE : RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

Conformément à l'article L. 133-8 du Code du Tourisme, le Président présente au conseil communautaire le rapport d'activité de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence (OTIPF) pour l'année 2024.
Ce rapport a été approuvé par les membres du Comité de direction le 18 mars 2025.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU l'article L.133-8 du Code du Tourisme,
CONSIDÉRANT que l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence (OTIPF) a transmis à la C.C.P.F. son rapport d'activité relatif à l'exercice 2024,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activité 2024 de l'OTIPF.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence

Établissement public industriel et commercial

Délibération : Vote du rapport d'activité 2024

Membres en exercice : 21 Présents : 17 (13 titulaires – 4 suppléants) Votants : 15 (13 titulaires – 2 suppléants – 0 pouvoirs)	**Délibération n°** **2025-03-18/01**

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-huit mars, à dix-sept heures, le Comité de direction de l'Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence s'est réuni dans la Chapelle des Pénitents Blancs à Mons.

Titulaires présents : Camille BOUGE, Mylène CHRISTINE, Jean-François GOMBAULT, Serge LEIBOVITZ, Marie-Josée MANKAÏ, Claudette MARIET, Bernard MONTAGNE, Alain MOURGUES, Myriam ROBBE, Patrick ROUVERAND, René UGO, Bernard VIAL, Rupert WATTS.

Titulaires excusés : Rose ALLONGUE, Eric BRUNEL, Sylvie FIORUCCI, Michel FLEURY, Michèle PERRET

Suppléants présents avec droit de vote : Régine GRONDIN, Jean-Michel MOUTARD.

Suppléants présents invités : Jacques LEFORESTIER, Elisabeth MENUT

Suppléants excusés : Cynthia AIME-SFILIO, , Nicolas MARTEL, Valérie BACCOFIN

Pouvoirs :

Directeur de l'Office de Tourisme Intercommunal avec voix consultative : Xavier BOUNIOL.

Invitées : Cécile ROIRON.

- Vu le code du tourisme, notamment les articles L133-4, L133-6, L133-7, R133-13 à 17,
- Vu la délibération de la Communauté de communes n°20150630/01 en date du 30 juin 2015 intégrant la compétence « promotion du tourisme » dans les statuts de la Communauté de communes en application de loi NOTRe ;
- Vu la délibération n°160628/3 portant création de l'Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence par la Communauté de communes du Pays de Fayence ;
- Vu la délibération n°2016-10-6/1 approuvant les statuts de l'office de tourisme intercommunal et la délibération n°2024-12-16/03 approuvant la modification des statuts de l'EPIC Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence
- Vu la délibération n°2021-01-25/1 approuvant la convention d'objectifs entre la Communauté des communes du Pays de Fayence et l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, la délibération n°2022-06-22/02 approuvant son avenant n°1, la délibération n°2024-02-22/05 approuvant son avenant n°2 et la délibération 2024-12-16/04 approuvant son avenant n°3 ;
- Vu la délibération n°2022-05-10/3 renouvelant Xavier BOUNIOL directeur de l'OTIPF ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Délibération n° 2025-03-18/01

Le Président et le directeur présentent le rapport d'activité de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence (OTIPF) de l'année 2024. Ce rapport liste l'ensemble des actions réalisées dans chacune des missions attribuées à l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence. Un dossier de 44 pages a été remis à chaque membre du comité de direction et l'équipe de l'OTIPF a fait une présentation des principales actions réalisées en 2024.

Ce rapport d'activité sera présenté au Conseil Communautaire de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

Considérant que Monsieur le Président a soumis aux membres du Comité de direction le rapport d'activité pour l'exercice 2024.

Le Comité de Direction,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,
Approuve le rapport d'activité 2024 de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence

OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL
DU PAYS DE FAYENCE
Siège social : Place Léon Roux - centre village -83440 FAYENCE
Téléphone : +33 (0)4 94 76 01 02
Administration : Tassy - 1849 RD 19 - 83440 TOURRETTES
Téléphone : +33 (0)4 94 85 73 79
SIRET : 823 778 634 00019 - RCS DRAGUIGNAN

Le Président de l'OTIPF,
René UGO



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200041022-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

bonnes ADRESSES

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

Votre activité et vos clients ont tant à gagner à être informés des actions, services et animations mis en place par votre Office de Tourisme.

Demande d'informations touristiques
- + 33 (0)4 94 76 01 02
- contact@paysdefayence.com

Siège social
Office de Tourisme Intercommunal
Mas de Tassy – 1849 RD 19
83440 TOURRETTES

Siège administratif
Bureaux administratifs
236, chemin de Camiole
83440 CALLIAN

Joindre l'équipe
Cf pages 42 + 43 «bons CONTACTS»

Maison du Lac de Saint-Cassien
CD 37
Sur les rives du Lac
À 5 min. de la sortie 39 de l'Autoroute A8
83440 TANNERON

Site web
- www.paysdefayence.com
- À mettre dans vos favoris

Webcam
- www.paysdefayence.com/trois-webcams-en-pays-de-Fayence/

(Lac, Mons et Vol à Voile)
- À mettre dans vos favoris

Newsletter grand public
- www.paysdefayence.com/newsletter
- À envoyer à vos amis

Newsletter pro
- www.paysdefayence.com/newsletter-pro
- Abonnez-vous

Pages Facebook
Pays de Fayence Tourisme
- www.facebook.com/paysdefayencetourisme

Sortir en Pays de Fayence - Office de Tourisme Intercommunal
- www.facebook.com/sortirenpaysdefayence

Lac de St Cassien - Pays de Fayence Tourisme
- www.facebook.com/LSCPaysdeFayence

Sur ces trois pages
- Aimez la page
- Invitez vos amis à aimer la page
- Likez et partagez les publications
- Commentez
- Donnez votre avis
- Utilisez #paysdefayence
- Messagerie en ligne

Instagram
Pays de Fayence Tourisme
- www.instagram.com/paysdefayence
- Publiez vos photos
- Utilisez #paysdefayence
- Messagerie en ligne

LinkedIn
Office de Tourisme Intercommunal Pays de Fayence
- www.linked.n.com/office-de-tourisme-intercommunal-pays-de-fayence
- Invitez vos amis à aimer la page
- Likez et partagez les publications

Maison du Lac
- Ouvert 7/7 : toutes les vacances scolaires zones A, B, C et la grande saison estivale
- Ouvert 5/7 : hors vacances (mercredi à dimanche)

Bureau d'Information de Fayence
- Ouvert 6/7 : toute l'année

Bureaux d'information dans un lieu d'exposition :
Tourrettes, Seillans, Montauroux, Tanneron, Mons, Callian, Bagnols-en-Forêt
- Ouvert 5/7 : vacances A, B, C
- Ouvert 1/7 : hors vacances
- Ouvert 7/7 : saison du mimosa à Tanneron

...AYEZ LES BONS RÉFLEXES
- Transmettez-nous vos informations, actus et nouveautés avec photos, vidéos et affiches ;
- Mettez à jour vos données touristiques via le formulaire Hubo ;
- Ayez toujours des brochures dans votre voiture ou votre valise et distribuez-les ;
- Achetez vos souvenirs dans nos boutiques ;
- Faites visiter nos villages à vos invité(es) ;
- Venez participer à nos animations ;
- Venez visiter nos expositions ;
- Parlez du Pays de Fayence sur votre site ;
- Sortez juste à côté de chez vous : événements, fêtes, concerts, randos, loisirs... et restaurants ;
- Consommez «Made in Pays de Fayence» ;
- Déclarez vos locations dans votre Mairie et au service Taxe de séjour ;
- Renseignez-vous sur les labels (Vignobles & Découverte, Accueil Vélo, Tourisme & Handicap, Qualification Chambre d'hôtes référence, etc.) ;
- Lisez ce rapport d'activité et faites-nous part de vos idées !

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Province d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

marque PAGES

édito du PRÉSIDENT – **4**
édito des VICE-PRÉSIDENTS – **5**
édito de XAVIER – **6**
esprit d'ÉQUIPE – **7**
territoire ACCESSIBLE – **8**
atouts TOURISTICITÉ – **9**
comité de DIRECTION – **10**
mission ACCUEIL – **12**
promotion SALONS et STANDS – **15**
shootings PHOTOS et VIDÉOS – **16**
réseaux SOCIAUX – **17**
site INTERNET – **18**
catalogue des ÉDITIONS – **20**
relations PRESSE – **21**
coopération COLLECTIVITÉS – **22**
rôles d'ACTEURS – **23**
projets ACCOMPAGNEMENT – **24**
vignobles & DÉCOUVERTES / débarquement de PROVENCE – **26**
terre de JEUX 2024 – **27**
gestion du gîte de RANDONNÉE DE MONS – **28**
étapes ITINÉRANCE – **29**
gestion de la MAISON DU LAC – **30**
éco-RESPONSABILITÉ – **31**
découverte ANIMATIONS – **32**
compte de RÉSULTAT 2024 – **36**
étude OBSERVATOIRE – **38**
bilan taxe de SÉJOUR – **39**
déjà RÉALISÉ EN 2025 – **40**
dans L'AGENDA 2025 – **41**
bons CONTACTS – **42**



Directeurs de la publication : René UGO et Xavier BOUNIOL – Rédaction Emma, Cassandra et toute l'équipe de l'OTIPF.
Conception et impression : Creamania Communication – Photo page de couverture ©OTIPF / Jean-Paul VILLEGAS
© Photos N.GOMEZ – JP.VILLEGAS – L.MIRALLES – PictoryFilms – L.POINAT – L.POTTEAU – L.MALAISANT – Parution : Mars 2025

Malgré l'attention portée à la réalisation de ce document des erreurs peuvent apparaître indépendamment de notre volonté.
La reproduction même partielle des articles et des illustrations est interdite.
Ce document est principalement à destination du Comité de Direction, des Élus du Pays de Fayence, des acteurs du tourisme du Pays de Fayence et de l'ensemble des prestataires de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence. Ce document ne peut être vendu.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

édito du PRÉSIDENT

Les saisons estivales se suivent et ne se ressemblent pas. Les modes de consommation changent et évoluent. Chaque année la courbe de fréquentation dessine d'autres périodes, durées et pics. Même lors des années difficiles, le Pays de Fayence bénéficie d'un niveau de fréquentation satisfaisant.

En 2024, la saison avait débuté timidement en mai-juin et même juillet pour se poursuivre beaucoup mieux en août et se prolonger longuement dans l'arrière-saison. Le produit de la taxe de séjour s'est même révélé être supérieur à celui des années précédentes.

Cette saison et cette année permettent d'envisager l'avenir avec optimisme. Ce Rapport d'activité témoigne de nos réussites. L'accueil est désormais assuré dans tous les villages dans de très bonnes conditions. Comme leurs voisines, les mairies de Mons, Bagnols-en-Forêt et Callian ont mis à la disposition de l'OTI des locaux parfaitement adaptés dans lesquels sont organisées des expositions de grande qualité. Ce maillage fédérateur des points d'accueil participe à l'incitation de visiter tout le territoire.

Concernant la promotion, l'Office publie quotidiennement sur son site internet et les réseaux-sociaux ; nous étions présents sur des salons réputés ; nos éditions papier restent un support pratique et demandé.

Côté animations, les loisirs autour du mimosa, les jeux à la Maison du Lac, les Rondes secrètes et les Visites de la Passion ont un succès confirmé.

Je tiens ici à reconnaître la disponibilité des élus et professionnels du Comité de Direction. Quant à l'équipe, dirigée par Xavier, elle fait preuve de professionnalisme, d'une forte implication et d'un sens de l'adaptation. Ensemble, nous pouvons atteindre des objectifs ambitieux.

Si les moyens humains sont nécessaires, il est tout aussi indispensable d'assurer des moyens financiers suffisants pour bien accomplir les missions. C'est une évidence que, dans une intercommunalité à caractère rural comme la nôtre, toute politique du tourisme ne peut se suffire à sa seule ressource provenant de la taxe de séjour et nécessite que la Communauté de communes apporte son soutien financier proportionné aux ambitions. Il nous appartient de mettre en œuvre les moyens permettant d'accroître notre attractivité et la satisfaction de nos visiteurs.

Pour l'exercice 2024 l'équilibre a été atteint.
Il est permis d'espérer qu'avec une volonté affirmée de tous les acteurs locaux (élus, professionnels et personnel) cette démarche se poursuive avec succès.



René UGO
Président de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence.

Président de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

Maire de Seillans, un des Plus beaux Villages de France.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

éditos des VICE-PRÉSIDENTS



Le Pays de Fayence est un territoire doublement attractif : nous sommes à l'est de la Provence entre Estérel et Préalpes, mais nous sommes aussi aux portes de la Côte d'Azur, à deux pas de Saint-Raphaël, Cannes, Grasse et de la French Riviera.

Le Tourisme d'été est bien sûr l'un de nos points forts, on rêve toujours de grandes vacances dans le Sud-Est.

On redécouvre aujourd'hui les ailes de saison et « l'hiver au soleil ».

Tourisme et sport se conjuguent parfaitement : l'aviron, le golf, le vol à voile et le cyclotourisme sont des éléments forts du Pays de Fayence.

Tourisme et culture se marient harmonieusement : nos neuf villages perchés, les ateliers d'artistes, les salles d'exposition, les musées, les festivals de guitare, jazz, violoncelle, le théâtre... vous offrent des séjours éclairés et harmonieux.

Nous serons toujours une destination touristique raffinée, sachons nous concentrer sur un tourisme de niche et de qualité.

En toute saison : bienvenue en Pays de Fayence !

Camille BOUGE

Vice-Président de l'Office du Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence, collège des élus.

Vice-Président de la Communauté de communes du Pays de Fayence, commission Culture et Tourisme.

Maire de Tourrettes, un des Villages de caractère du Var.

Tendances du Voyage en 2025 : Var et Pays de Fayence



La Var projette d'accueillir 13 millions de visiteurs internationaux en 2025, ça promet une année excitante pour nous en Pays de Fayence. Réputé pour sa beauté naturelle préservée, ses villages médiévaux et ses hébergements de qualité, le Pays de Fayence est parfaitement en phase avec les tendances touristiques actuelles axées sur la durabilité, l'immersion culturelle, les activités et l'authenticité.

Tourisme Durable en 2025 et au-delà

83 % des voyageurs déclarent préférer les options durables lorsqu'elles sont disponibles et les hôtels certifiés écoresponsables devraient voir augmenter leurs réservations de 10 à 15 % en 2025. Le Pays de Fayence joue sa part, avec sa collaboration avec la CCI du Var en 2024 et le programme Eco-Défis, qui va être maintenue en 2025.

Authenticité, Culture et Activités

Les touristes d'aujourd'hui veulent rentrer dans la peau des lieux qu'ils visitent en cherchant à s'engager et participer à la culture locale. Les Visites de la Passion organisées par l'OTI répondent parfaitement à ce désir et à cette tendance pour 2025. Ajouté à cela, les activités telles que la randonnée, le vol à voile, le nautisme - parmi les attractions phares pour nos visiteurs - et notre paysage intact font du Var et de notre destination un hotspot pour le tourisme de plein-air.

Les vignobles Varois résonnent profondément aussi auprès des amateurs de l'œnotourisme ; lors des visites de dégustation combinées à la découverte des délices provençaux, les visiteurs dépensent environ 25 % de plus en nourriture et vin dans les villages ruraux par rapport aux zones métropolitaines. C'est très prometteur pour notre région récemment labellisée Vignobles & Découvertes.

Faisons donc, de 2025, NOTRE année pour mettre en avant nos atouts !

Rupert WATTS

Vice-Président de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence, collège des professionnels.

Propriétaire du Mas des Romarins à Fayence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

exaltante ÉQUATION



laisirs de notre art de vivre, singularité de notre territoire et diversité de nos offres invitent à séjourner en Pays de Fayence.
J'ai, nous avons, bien conscience de la fragilité de cet atout.

Paradoxe. D'un côté - c'est notre métier - nous adorons conseiller paysages, terrasses, festivités, bons plans... De l'autre - c'est aussi notre métier ! - nous sommes soucieux de notre patrimoine, de nos forêts, de nos écosystèmes, de notre art de vivre, de l'eau...

Partager et préserver, exaltante équation !

Pour la résoudre, nous modelons un tourisme positif et sobre permettant de développer l'activité économique du territoire et de créer des emplois, tout en améliorant la qualité de vie locale et en protégeant notre environnement.

Notre formule est : "Accueillir en toute saison, c'est dans notre nature !". Tout en cherchant à maintenir la fréquentation estivale, l'équipe s'engage pour une Destination attractive toute l'année.
Les ailes de saison sont notre marge de progression.

2024 marque l'étape finale de notre schéma d'accueil Tourisme et Culture. Nous proposons désormais un maillage de 9 bureaux d'information au sein de musées ou d'expositions sur tout le territoire.

Ce dispositif répond à la volonté de garder, à l'année, un accueil au cœur des villages (bureau d'information, service public, offre culturelle et lieu de vie). Ce projet a été possible grâce à l'implication des Mairies et d'associations.

Au fil des pages de ce rapport d'activité, vous découvrirez aussi la diversité des animations pendant la saison mimosa, la multitude de rendez-vous à la Maison du Lac, le succès des Visites de la Passion...

Qui dit équation, dit inconnues. Les variables peuvent être la météo, le pouvoir d'achat, l'envie de voyager, la conjoncture nationale et internationale...
Et là, la solution ne dépend plus de nous.

Par contre, la qualité, l'accueil irréprochable, le sens du service et l'éco-responsabilité fidélisent la clientèle. Dans cet état d'esprit, nous accompagnons les professionnels en les invitant à se labéliser : Accueil vélo, Tourisme et handicap, Vignobles & découvertes...

Notre présence sur le terrain est également visible lors d'événements dont nous sommes partenaires et avec lesquels nous coopérons en leur apportant notre contribution en matière de communication.

La notoriété du Pays de Fayence a besoin d'une promotion imagée. Chaque année, nous enrichissons notre photothèque-vidéothèque, indispensable ressource pour nos éditions, notre site internet et nos accueils presse.

Aujourd'hui, l'Office de Tourisme s'expose !
Vous allez rencontrer la belle énergie de l'Équipe et la forte implication du Comité de direction.

En 2025, ensemble, je nous invite à continuer de façonner la durabilité de notre Destination.

Xavier BOUNIOL

Directeur de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence

Esprit d'ÉQUIPE

Staff permanent

15 agents pour 14.3 équivalents temps plein sur l'année
3 agents mis à disposition, 4 agents détachés,
9 agents de droit privé
Alba BELTRAMOLLI, conseillère en séjour ;
Emmanuelle CETRE, conseillère en séjour ;
Florence DREUSE, conseillère en séjour ;
Annette CELKA, conseillère en séjour ;
Vanessa RIEG, conseillère en séjour ;
Catherine GAMBLIN, conseillère en séjour ;
Edith BAUDET, conseillère en séjour ;
Carol TOULET, régisseuse générale et conseillère en séjour ;
Virginie PEREIRA, conseillère en séjour jusqu'au 30 octobre ;
Anne-Laure HARDOUIN, chargée de projets e-tourisme et conseillère en séjour ;
Stéphanie LABORDE, chargée de projets et conseillère en séjour ;
Calinda OUAZZAR-SERAFIM, conseillère en séjour et animatrice numérique ;
Cécile ROIRON, comptable et secrétaire ;
Sylvie MARTINI, responsable Pôle Accueil, coordinatrice RH et Régisseuse de la Taxe de séjour ;
Cassandra OUAZZAR-SERAFIM, responsable Pôle Promotion et assistante de direction ;
Xavier BOUNIOL, directeur ;
Pour en savoir plus, consultez la page bons contacts p. 42 et 43.

CDD de remplacement

Emma DUTHOIT, conseillère en séjour et animatrice numérique (pour remplacer Calinda OUAZZAR-SERAFIM en congés sans solde).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

esprit d'ÉQUIPE

Les saisonniers

Annette CELKA, Christine RIVIERE – conseillères en séjour durant la saison mimosa dans différents bureaux
Léa REZK – juillet à août – accueil téléphonique et numérique
Christine RIVIERE – juin et septembre – conseillère en séjour à l'Accueil Téléphonique et Numérique
Kim REZK, Emma DUTHOIT, Christine RIVIERE et Angeline GODIN – conseillères en séjour durant la saison d'été respectivement aux bureaux de Bagnols-en-Forêt, Fayence, Callian et Tanneron.
Johan MAILLOT et Frédéric RUINET – vacances de fin d'année – conseillers en séjour à Bagnols-en-Forêt et Callian.
À noter, 100% des saisonniers de l'été avaient déjà fait à minima une saison avec nous.

Les stagiaires

Muriel DARMON – 1 semaine
Candice GHINO – 2 semaines
Marina DAVID – 1 semaine

Réunion de Coordination et d'Equipe

L'équipe se réunit une fois par mois en moyenne, hors juillet/août. Vie d'office, avancée des dossiers et des futurs projets, sont à l'ordre du jour.
Elles sont parfois organisées chez des professionnels du territoire afin de perfectionner notre connaissance sur le terrain (Maison de la pêche, France Service, CHO Les Roches de Baudisset).

Les formations suivies

517h (moyenne de 32h/agent)
Formation intra-entreprise : 103h
Anglais, Bilan Qualité, Audit Ecoute client, Qualité boutique.
Formation extra-entreprise : 97h
Apidae, Journée qualité Boutique, Qualité audit mystère pour toute l'équipe, recyclage SST, Régisseur, Swellodays, Community Manager, Chat GPT, Redevance incitative/tri sélectif, Accueil pour les personnes en situation de handicap, RH.
Formation interne : 25h
Apidae, saisonniers, qualité, Avizi, Aloa.

Les sorties terrain

Eductour aux Adrets de l'Estérel, eductour en Dracénie, Visites de la Passion, journée solidarité (participation à la course Lachens-Mer, Randonnée découverte cascade de Clars), visites chez les professionnels du territoire (producteurs, artistes, hébergeurs…), visites de sites du territoire (France Service, Domaine de la Colle noire, chapelle St Barthélemy et Espace Manfredo Borsi, Maison de la pêche, Gîte de Mons, Gîte de l'Oppidum, Lachens Mer, Chambre d'hôtes Les Roches de Baudisset), accueil Tourisme & Handicap, Pastoralisme et Traditions.

Séminaire

2 jours à Roquebrune-sur-Argens – Les Issambres (Sentier du littoral, visite commentée du village de Roquebrune-sur-Argens/Maison du chocolat, Randonnée aux 3 croix du Rocher de Roquebrune et visite d'un domaine viticole V&D).

Les webinaires suivis

Régie taxe de séjour, mutuelle Apicil, Uska, Afdas, logiciel hébergement, logiciel RH, D.U œnotourisme, Qualité et Tourisme durable, Destination d'Excellence, Loi de finances, taxe de séjour.

Ressources humaines

Mise à jour des plannings, contrats et avenants, suivi des dossiers du personnel, recrutements, journée d'intégration et de formation pour les saisonniers, affichages règlementaires, ordres de mission, fiches de frais de déplacement, arrêts maladie.
1 décision unique (PPV), 13 recrutements (annonce, contrat, intégration) [4 pour la saison d'hiver, 6 pour la saison d'été et 3 CDD], 18 entretiens d'embauche, 13 contrats et 28 avenants (dont 2 pour prolongation de contrat et 1 pour congés sans solde), 7 arrêts maladie soit 119j d'absence, 26 ordres de mission spécifiques.

Dossiers principalement suivis par Sylvie



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Publication : 15/04/2025
Reçu par le préfet : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

territoire ACCESSIBLE

Toutes les voies de communication pour arriver en Pays de Fayence

Accessible par la route par les 4 points cardinaux
Traversé par la D562 et à 1/2 heure de la N7 et de la Route Napoléon
4 sorties d'autoroute A8 : 36, 38, 39 ou 40
4 aires de covoiturage – Fayence parking du multi-accueil crèche près de la piscine – Montauroux en face du collège Léonard de Vinci – Les Adrets parking situé à l'échangeur n°39 vers l'A8 – Tourrettes giratoire des Crouis
3 Gares TGV et TER à moins d'une heure
2 aérodromes Tourrettes-Fayence et Mandelieu
2 aéroports dont un à 45 minutes
Plusieurs ports de plaisance à 45 minutes
2 ports de croisières à moins de 90 minutes
12 compagnies de taxis
4 lignes de bus
• 3 lignes régulières (Cannes et Saint-Raphaël)
- Ligne 832 : 5 A/R par jour du lundi au samedi
- Ligne 836 : 2 A/R par jour du lundi au dimanche
- Ligne 837 : 4 A/R par jour du lundi au dimanche
• 1 ligne de Grenoble à Nice (arrêt à Séranon, à 20 minutes en voiture de Mons) 2 fois par jour du lundi au dimanche
• 1 ligne de transport à la demande du lundi au samedi
• Navette du marché de Fayence – toute l'année
• Navette gratuite du lac de Saint-Cassien – période estivale
À pied : GR 49 et GR 51
À vélo : La Méditerranée à Vélo EV8
Aire de parapente ou deltaplane au Lachens
Agilauto Partage : service d'autopartage implanté dans 7 communes du Pays de Fayence



Un territoire à proximité du monde

GR49 : 3 jours de marche, entre Saint-Raphaël et Rougon
2400 km de Cadix, le point de départ de l'EuroVélo 8
686 km de Perthus et 121km de Menton, points de départ et d'arrivée de La Méditerranée à vélo, partie française
1h45 de vol de Bruxelles
2h55 de vol de Stockholm
2h30 de vol de Dublin et Lisbonne
595 km à vol d'oiseau depuis Bordeaux
533 km à pied de Toulouse

Un territoire à moins d'une heure de :

• la Mer Méditerranée et la montagne
• la Côte d'Azur
• les Îles de Lérins
• le Mont Vinaigre et la Corniche d'Or (Estérel)
• le parc naturel régional des Préalpes d'Azur
• la première station de ski
• le parc naturel régional du Verdon
• 15 villages de Caractère du Var
• 7 villages classés parmi Les Plus Beaux Villages de France

Dossier principalement suivi par Emmanuelle





Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Province d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

atouts TOURISTICITÉ

Un art de vivre du Sud
9 villages perchés
Le soleil, le ciel bleu, une campagne verte
La Provence, le Mistral, la transhumance
Des platanes, des fontaines, des campaniles
Des ruelles, des ateliers d'artistes
Des fêtes de villages, les traditions, la pétanque
Des produits du terroir
La gastronomie

Un patrimoine de qualité
Des monuments historiques
Un village « Plus beaux villages de France »
Trois « Villages de Caractère du Var »
7 villages « villes et villages fleuris »
Deux villages « villes et villages étoilés »
Un village labellisé « Ville et Métiers d'Art »
Un label « Station verte et village de vacances et neige »
Un label « Patrimoine immatériel de l'Unesco »
Deux zones classées en « Espace Naturel Sensible »
15 labellisés « Vignobles & Découvertes » – Terre d'Estérel en Pays de Fayence

Un environnement exceptionnel
Entre 30 et 1.715 m. d'altitude
De l'Estérel aux Alpes d'Azur
4 lacs dont le lac de Saint-Cassien
Un fleuve, des rivières
Le mimosa, le chêne liège, les oliveraies, les plantes à parfum, les forêts
Des terres agricoles, de la vigne, de l'élevage
6 tables d'orientation
Un panorama du Mercantour à la Sainte Victoire, des Îles de Lérins à la Corse

Des événements culturels et sportifs
10 festivals labellisés : Quatuors, Jazz, Cinéma, Guitare, Bagiliba, Cello fan, Choralliance, les Arts au cœur du village, Musique Cordiale, Francis Poulenc.
Une programmation très variée

Des lieux culturels
Cinq salles de spectacle, 1 théâtre de verdure
8 musées dont 1 musée à ciel ouvert, un écomusée et 2 fours à pain visitables
9 médiathèques et 10 salles d'exposition
Le Carex, site découverte autour de la Préhistoire.

Des professionnels à votre service
7 Hôtels, 7 résidences de tourisme dont une auberge collective,
12 campings, 80 chambres d'hôtes, 95 meublés classés,
6 hébergements insolites, 608 meublés non classés
4 983 résidences secondaires (chiffre Insee 2021)
80 restaurants dont 4 restaurants primés par le Gault et Millau et 1 étoile guide Michelin
39 prestataires de loisirs
153 offres de loisirs
19 boutiques souvenirs
30 producteurs en vente directe, dont 7 domaines viticoles
86 ateliers d'artistes
6 marchés hebdomadaires – 2 halles couvertes
Des marchés thématiques

Des équipements sportifs et de loisirs
Un centre international de vol à voile
Une école d'ULM
Deux parcours de golf 18 trous
Le lac de Saint-Cassien
Une base d'aviron du lac de Saint-Cassien
Le site d'escalade des Gorges du Blavet
26 km de la Méditerranée à vélo (EV8) entre Seillans et Montauroux
Un GR de Pays en 3 étapes, 50 km
GR 49
191 km de sentiers balisés pour 14 PR labellisés
Canyoning sur La Siagnole et la Siagne à partir de Mons
Deux gymnases et 3 stades
Cinq terrains de tennis
Deux piscines municipales
Un fit park – 3 terrains multisports
1 site de ball-trap
1 espace de course d'orientation
1 ponton handi-pêche
2 mises à l'eau
Un espace plein-air de l'Ecomusée
Des jardins d'enfants



Les rendez-vous sportifs
Les Foulées du Lac à Saint-Cassien
Ladies Open 2024 au Golf Terre Blanche
Rallye des 9 villages
Randonnée équestre T.R.E.C de Montauroux
Mimosa Bike VTT XC Tanneron
Concours de boules régional de Fayence
Les Furieux de l'Oppidum à Bagnols-en-Forêt
Grand concours de pêche au leurre au lac de Saint-Cassien
Fishing tour Junior
Paddle Race Saint-Cassien
Stage d'été à l'aviron
Journée pêche au lac de Banégon
Randonnée cycliste La Lazaridès
Compétition Classic Amateurs au Golf Terre Blanche
Natura trail de Montauroux
Randuro VTT Lachens-Montauroux
Randonnée des sources
Concours équestre à Fondurane
La calade des fadas à Fayence
Les ruelles et les Drailles de Seillans
...

Dossier principalement suivi par Stéphanie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

comité de DIRECTION

Le Comité de Direction

Le Comité de Direction s'est réuni six fois en 2024 :

- 22 février
- 14 mars
- 10 juin
- 7 octobre
- 25 novembre
- 16 décembre

Le collège des Élus

Les élus titulaires

René UGO (CCPF) ; Camille BOUGE (CCPF) ; Michel FLEURY (Bagnols-en-Forêt) ; Jacques BERENGER (Callian) ; Michèle PERRET (Fayence) ; Claudette MARIET (Mons) ; Marie-José GUIDICELLI-MANKAÏ (Montauroux) ; Myriam ROBBE (Saint-Paul-en-Forêt) ; Serge LEIBOVITZ (Seillans) ; Bernard VIAL (Tanneron) ; Bernard MONTAGNE (Tourrettes).

Les élus suppléants

Nicolas MARTEL (CCPF) ; Patrick DE CLARENS (CCPF) ; Brigitte CAUVY (Bagnols-en-Forêt) Christiane TANZI (Callian) ; Alain BOURDERAU (Fayence) ; Sébastien LAMBERT (Mons) Joëlle FABRE (Montauroux) ; Brigitte BADET (Saint-Paul-en-Forêt) ; Jacques LEFORESTIER (Seillans) ; Coraline ALEXANDRE (Tanneron) ; Elisabeth MENUT (Tourrettes).

Les Membres du Comité de Direction

Le Comité de Direction a été mis en place le 28 septembre 2020, pour la durée du mandat des élections municipales.
Un changement de Vice-Président a eu lieu le 7 octobre 2024. Le bureau des Présidents est composé comme suit :
Président : René UGO
Vice-Président du collège des élus : Camille BOUGE
Vice-Président du collège des pros : Rupert WATTS



Le collège des Professionnels

Les professionnels titulaires

Sylvie FIORUCCI (hébergeuse) ; Alain MOURGUES (hébergeur) ; Éric BRUNEL (restaurateur) ; Jean-François GOMBAULT (loisirs) ; Rose ALLONGUE (événementiel) ; Mylène CHRISTINE (productrice) ; Galka (artisanat d'art) ; Patrick ROUVERAND (loisirs lac) ; Rupert WATTS (hébergeur) ; Patrick DAMOULAKIS (association).

Les professionnels suppléants

Valérie BACCOFIN (hébergeuse) ; David HENAFF (hébergeur) ; Régine GRONDIN (restauratrice) ; Guylaine MARCHAND (loisirs) ; Anthony VIGNADOCCHIO (événementiel) ; Florence VAJDA (productrice) ; Élise BERTRAND (artisanat d'art) ; Cynthia AIME (loisirs lac) ; Olivier FARON (hébergeur) ; Jean-Michel MOUTARD (association).

Groupe Qualité Destination

Le groupe Qualité Destination réunit des élus et professionnels du Pays de Fayence, afin d'améliorer les prestations offertes sur le territoire.
Le groupe est composé de 12 membres :
Ruppert WATTS (a succédé à Cyril BAÏZE en fin d'année) ; Samuel BERTRANDY ; Camille BOUGE ; Alain BOURDERAU ; Nicolas MARTEL ; Jean-Michel MOUTARD ; Christophe BORDA (a succédé à Bruno NOURRISSIER en fin d'année) ; Patrick ROUVERAND ; Marie-Hélène SIMON ; René UGO ; Sylvie MARTIN et Xavier BOUNIOL

Dossier principalement suivi par Cécile

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Province d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

comité de DIRECTION

Présentation du Rapport d'Activité 2023

Le Rapport d'Activité 2023, a été présenté le 14 mars à la salle polyvalente, à Tanneron, à l'occasion de l'ouverture de l'Oustaou dòu Païs.
L'équipe de l'OTIPF a présenté les principales actions menées au cours de l'année 2023 à travers une réunion d'équipe mise en scène, très appréciée par les invités.





La présentation a été rythmée par l'intervention de plusieurs élus et professionnels du territoire, mettant en avant leur travail et les actions menées avec l'OTIPF.

• Michel FELIX, a ouvert la séance et accueilli les invités, en tant que Maire de Tanneron ;

• René UGO, Président de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence, a ouvert la séance ;

• Bernard VIAL, mimosiste, est intervenu pour témoigner de l'ouverture et la mise en place de l'Oustaou dòu Païs ;

• Pippa PAWLIK et Jacques LEFORESTIER, ont partagé leur expérience de partenariat entre le festival Musique Cordiale et l'OTIPF ;





• Jean-Pierre LELEUX et Myriam DAUMAS, Président et Trésorière de l'association « Patrimoine Vivant du Pays de Grasse », ont présenté leur association et les actions menées en collaboration avec l'OTIPF pour promouvoir les « chemins parfumés » ;

• Myriam ROBBE, Première adjointe au maire de Saint-Paul-en-Forêt, a présenté les actions promotionnelles réalisées dans le cadre du bicentenaire du village de Saint-Paul-en-Forêt ;

• Guillaume DECARD et Martine FELIO, Président et Directrice de Var Tourisme, ont clôturé la séance en présentant les actions communes pour valoriser le département du Var et les statistiques de fréquentation du Pays de Fayence.

Dossier principalement suivi par Cassandra

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

mission ACCUEIL

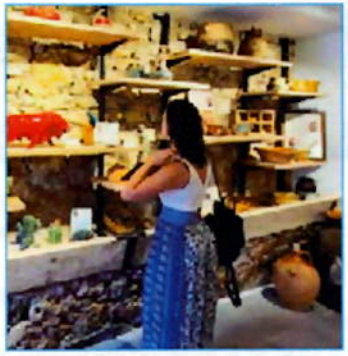
« Assurer l'ACCUEIL et l'information des visiteurs », article 2 "Missions " des statuts

Espace Le Rayol – Bagnols-en-Forêt

Ouverture du bureau le 10 juillet, exposition sur la céramique de l'antiquité à nos jours.
Ouverture 5j/7 du mardi au samedi en juillet et août + vacances scolaires toutes zones.
Ouverture le mardi à partir d'octobre hors vacances scolaires.
Création d'un espace accueil (bureau, ordinateur, présentoirs, tv affiche numérique, meuble et photocopieur), d'un espace boutique (meubles, cartels pour producteurs et librairie), d'un espace détente (table, fauteuils et écran vidéo).
Aménagement d'un coin back office (étagères pour rangement documentation, machine à café).
Inauguration le 7 août.

Référente : Anne-Laure





Travaux réalisés en partenariat avec les mairies. Expositions organisées par les association en charge du patrimoine.

Chapelle des Pénitents Blancs – Mons

Ouverture du bureau le 2 juillet, exposition « artistes monsois ».
Ouverture 5j/7 du mardi au samedi de juin à septembre + vacances scolaires toutes zones.
Ouverture le samedi à partir d'octobre hors vacances scolaires.
Création d'un espace accueil (bureau, ordinateur, présentoirs, tv affiche numérique), d'un espace boutique (meubles, cartels pour producteurs et librairie), d'un espace détente (table, fauteuils et écran vidéo).
Aménagement d'un back office (photocopieur, meuble, armoire de rangement) et d'un coin kitchenette (réfrigérateur, micro-onde, bouilloire, étagères de stockage).
Inauguration le 13 août.

Référente : Vanessa







Espace Edouard Goerg – Callian

Ouverture du bureau le 4 juillet pour la saison estivale.
Ouverture 5j/7 du mardi au samedi pendant les vacances scolaires toutes zones.
Ouvert le vendredi hors saison estivale et hors vacances scolaires.
Création d'un espace accueil (bureau, ordinateur, présentoirs, tv affiche numérique), d'un espace boutique (meubles, cartels pour producteurs et librairie), d'un espace détente (table, fauteuils et écran vidéo).



Réaménagement d'un back office (photocopieur, meuble pour documentation) et création d'un espace exposition consacré au peintre expressionniste français Edouard Goerg.
Inauguration le 19 décembre.

Référente : Alba



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

mission ACCUEIL

« Assurer l'ACCUEIL et l'information des visiteurs », article 2 "Missions" des statuts

Nos bureaux d'information

· Maison du lac
7j/7 d'avril à septembre et pendant toutes les vacances scolaires, toutes zones confondues
5j/7 de janvier à mars et d'octobre à décembre, du mercredi au dimanche (hors vacances scolaires)
315 jours d'ouverture
11 406 visiteurs (soit +8.44% par rapport à 2023)

· Fayence
6j/7 toute l'année
301 jours d'ouverture
7 765 visiteurs (soit +6.56% par rapport à 2023)

· Bureaux situés dans des espaces culturels ou musées (excepté Tanneron)
5j/7 d'avril à septembre et pendant toutes les vacances scolaires, toutes zones confondues
1j/7 de janvier à mars et d'octobre à décembre, hors vacances scolaires (mardi pour Tourrettes et Bagnols-en-Forêt, mercredi pour Montauroux, jeudi pour Seillans, vendredi pour Callian, samedi pour Mons)

Espace Manfredo Borsi à Montauroux : 167 jours d'ouverture **- 1 915 visiteurs** (soit +1.75% par rapport à 2023)
Maison Patrick Waldberg à Seillans : 172.5 jours d'ouverture **– 3 500 visiteurs** (soit +3.98% par rapport à 2023)
Musée d'Art et d'Essais à Tourrettes : 171.5 jours d'ouverture **– 2 046 visiteurs** (soit – 9.55% par rapport à 2023)
Espace Le Rayol à Bagnols-en-Forêt : 77 jours d'ouverture **– 551 visiteurs** (soit + 262.5% par rapport à 2023)

Chapelle des Pénitents Blancs à Mons : 85.5 jours d'ouverture **– 1 519 visiteurs** (soit +96.51% par rapport à 2023)

Espace Edouard Goerg à Callian : 48 jours d'ouverture – 699 visiteurs (soit + 94.17% par rapport à 2023

· Oustaou dòu Païs à Tanneron
7j/7 saison du mimosa de fin janvier à début mars
5j/7 pendant les vacances scolaires de janvier à août, zone B
1j/7 hors saison mimosa et hors vacances scolaires (vendredi)
137 jours d'ouverture - **8 399 visiteurs** (soit +25.75% par rapport à 2023)

· Accueil Téléphonique et Numérique
346 jours d'ouverture
14 474 appels téléphoniques (soit +30%)
940 mails répondus (soit + 123%)
136 messages tchat (soit -57%)
74 courriers (soit -80%)

Les ouvertures supplémentaires

Nuit des musées dans tous les sites ; Afterwork Destination Le Var à Seillans, Nuit romantique à Seillans ; Les Arts au cœur du village à Tourrettes ; Marché potier à Seillans ; Festival de Guitare à Montauroux ; Marché de Noël à Mons.

Les chiffres clés

• Nombres de jours d'ouverture
1 474,5 jours d'accueil cumulés (1 386 en 2023) soit plus de quatre ans d'ouverture 7j/7
10 321 heures d'accueil direct (+619h par rapport à 2023) et 2 422h d'accueil indirect
111 dimanches travaillés (soit 121 agents sollicités)
4 jours fériés ouverts (soit 16 agents présents)

· Nombre de visiteurs total
37 800 visiteurs accueillis dans l'ensemble des bureaux d'informations (soit +13.9% par rapport à 2023)

· Langues parlées au sein de l'OTI
6 langues parlées : français, anglais, allemand, italien, espagnol, portugais

Nos Points Relais d'Information

Un nouveau PRI : Gîte de l'Oppidum à Bagnols-en-Forêt.
Au total, ce sont 8 PRI installés sur le territoire.
Vol à voile à Fayence-Tourrettes ; Le Grand jardin à Fayence ; Médiathèque de Saint-Paul-en-Forêt ; Gîte de Randonnée de Mons ; Base d'aviron à Montauroux ; Camping de la Tuquette à Fayence et Hôtel le Relais Provençal à Bagnols-en-Forêt.

Référente : Annette

Labels

Accueil Vélo
Fayence, Montauroux

Tourisme & Handicap
Fayence, Tourrettes, Montauroux et la Maison du Lac

Dossiers principalement suivis par Sylvie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

mission ACCUEIL

« Assurer l'ACCUEIL et l'information des visiteurs », article 2 "Missions" des statuts

Nos boutiques

La boutique principale se situe à la Maison du Lac et chaque bureau d'accueil partagé dispose également de sa propre boutique. Chacune d'elle met en avant les producteurs de son village ou du village le plus proche pour proposer une gamme de produits du terroir variée. Chaque mois, un bilan mensuel des ventes est envoyé à l'équipe. Il comprend un tableau comparatif avec le mois précédent et l'année précédente.

- **En chiffres**

256 références de produit dont 16 nouveautés
37 producteurs vendus
13 artisans d'art
48 articles de librairie
Des facilités de paiement : Carte bancaire, espèces, chèques, chèques vacances et Happy Kdo
Panier moyen : 15,64 €
Chiffre d'affaires : 60 169,44€




Le Café du Musée

À Tourrettes, au Musée d'Art et d'Essais, le Café du Musée accueille les visiteurs en terrasse. Sont servis sur place : café, thé et des biscuits locaux.



Les expositions dans nos bureaux

Chaque bureau d'accueil se situe dans un lieu qui se visite. Tous les jours en Pays de Fayence, une exposition se découvre. Peintures, dessins, sculptures, photos, céramiques… des œuvres différentes, colorées, instructives, animent et égayent nos bureaux pour mettre à jour l'étendue de la vie artistique de notre territoire.

- **Fayence**

Reflet aquatique d'Armelle Depou
Sous le soleil de Galka
Terres de Provence de Ludivine José-Michel
Sublime nature de Patricia Schmitzer

- **Montauroux – Espace Manfredo Borsi**

Portraits de champions du Pays de Fayence dans le cadre du label Terre de Jeux et des Jeux Olympiques et Paraolympiques.
Dessins et peintures de Fabienne Widmer
De la nature à la toile de Claudia Wypych
Couleurs du Sud de Ludivine Blandin-Michel,
en partenariat avec l'association Montauroux, On l'aime

- **Mons – Chapelle des Pénitents Blancs**

Les artistes monsois, œuvres de divers artistes du village ;
Les pastres du toit du Var, en collaboration avec le service culture de Dracénie

- **Tanneron – Oustaou dou païs**

Le mimosa et l'eucalyptus pendant la saison du mimosa
Les 80 ans du Débarquement de Provence
Les 60 ans de l'arrivée de l'eau à Tanneron

- **Bagnols-en-Forêt – Espace Le Rayol**

Céramique ancienne et contemporaine

- **Callian – Espace Edouard Goerg**

Edouard Goerg, peintre expressionniste, réalisé par l'association Callian Au Fil du Temps

- **Seillans – Maison Patrick Waldberg**

Œuvres de Max Ernst, Dorothea Tanning et Stan Appenzeller
Couleurs de mes rêves d'Irène Hamilton, en partenariat avec l'association Seillans Culture Animation et Patrimoine

- **Tourrettes – Musée d'Art et d'Essais**

Œuvres des artistes tourrettans, de Paul-Maurice Perrier-Morillon et de Mireille Cristol

- **Maison du Lac**

Espace découverte sur la thématique de l'eau en Pays de Fayence






Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

promotion SALONS et STANDS

« Assurer la PROMOTION touristique du Pays de Fayence », article 2 'Missions' des statuts

Salons Grand Public

· Salon des vacances à Bruxelles

Du 1er au 4 février (4 jours)
70 520 Visiteurs – 264 contacts sur notre stand
Le stand du Var a obtenu le certificat du stand le plus durable du salon !



· Salon International de l'agriculture à Paris



Du 28 février au 3 mars (5 jours)
603 652 visiteurs – 150 contacts sur notre stand

· Salon ID Week-end à Nice

Du 5 au 7 avril (3 jours)
18 000 visiteurs – 110 contacts sur notre stand



· Salon Plaisirs d'hiver à Bruxelles

Du 13 au 19 décembre (7 jours)
3.5 millions de visiteurs – 211 contacts sur notre stand
Le plus grand marché d'Europe avec Le Var comme invité d'honneur !



Salons thématiques



· Salon de la randonnée « à pied, à cheval, à vélo » à Lyon

Du 22 au 24 mars (3 jours)
12 000 visiteurs – 243 contacts sur notre stand.

· Festival Envie d'Ailleurs
100% tourisme durable à Mouans-Sartoux

Du 13 au 14 avril (2 jours)
Stand 4L en extérieur et stand à l'intérieur dans le gymnase avec tous les autres exposants.
+ 5 000 visiteurs – 101 contacts sur notre stand

· Roc d'Azur à Fréjus

Du 10 au 13 octobre (4 jours)
100 000 visiteurs – 350 contacts sur notre stand

Vignobles & Découvertes

· Salon 1000 Zimzim à Roquebrune-sur-Argens

14 avril (1 jour)

· Fête des vignerons aux Issambres

21 juillet (1 jour)



Accueil hors les murs

Être présent sur le terrain, là où est le client

· En Pays de Fayence avec notre 4L

After work Réseau Destination Le Var ; Rando des sources ; Roots du lac à Montauroux ; marché de Bagnols-en-Forêt ; Cello fan à Callian ; Musique cordiale ; 4 demi-journées réalisées au camping Le parc à Saint-Paul-en-Forêt dans le cadre de l'offre de service du Pack « So friendly » ; Forum des associations ; Natura Trail à Montauroux ; Rallye des 9 villages ; Fête des possibles ; Quatuor à cordes. **Soit 17 jours.**

· Avec un stand en intérieur

Journées bourses d'échange touristique pour rencontrer les offices de tourisme des bassins alentours d'avant-saison, côté Var et côté Alpes-Maritimes ; 4 demi-journées réalisées au domaine de Camiole à Callian dans le cadre de l'offre de service du Pack « So friendly » ; Cinéfestival à Montauroux. **Soit 13 jours.**

Au total, 60 jours de promotion en contact direct avec le public et hors de nos bureaux.

Dossiers principalement suivis par Sylvie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

shootings PHOTOS et VIDÉOS

« Assurer la PROMOTION touristique du Pays de Fayence », article 2 "Missions" des statuts

Vidéothèque

Réalisation de plusieurs tournages vidéos

Vidéos des producteurs
Ces vidéos sont disponibles dans l'espace pédagogique de la Maison du Lac



Un week-end sans voiture en Pays de Fayence
En lien avec le slowtourisme et la promotion des mobilités douces



Le Gîte de Randonnée de Mons
Pour la promotion du gîte et du GR de Pays



Photothèque

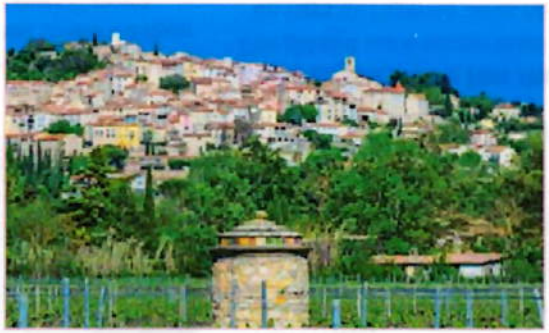
Organisation de plusieurs reportages photos

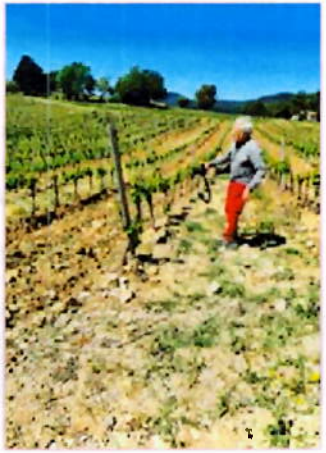
Mimosa et animations
Nico GOMEZ – Février 2024



Shooting photo avec Var Tourisme
Ludovic MALAISANT – Mars 2024

Pays de Fayence
Jean-Paul VILLEGAS – Avril 2024





Bureaux de Mons et de Bagnols-en-Forêt
Nico GOMEZ – Juillet 2024





Dossiers principalement suivis par Cassandra

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

réseaux SOCIAUX

« Assurer la PROMOTION touristique du Pays de Fayence », article 2 "Missions" des statuts.

Page Facebook « Pays de Fayence Tourisme »
Promotion de la destination
348 publications dans l'année
7 923 fans (soit 491 en plus)
252 455 vues dans l'année
Top one : Village perché du Pays de Fayence (vidéo de Tourrettes)
586 vues / 466 interactions
303 réactions – 112 clics



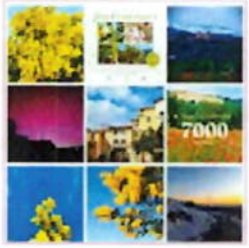
Page Facebook – « Lac de St Cassien – Pays de Fayence »
160 publications dans l'année
10 620 fans (soit 213 en plus)
188 788 vues dans l'année
Top one : Mimosa
1 1769 vues / 773 interactions
278 réactions – 376 clics



Page Facebook – « Sortir en Pays de Fayence Office de Tourisme Intercommunal »
801 publications dans l'année
5 161 fans (soit 107 en plus)
287 509 vues dans l'année
Top one : 36ème Rallye Automobile National du Pays de Fayence
2 797 vues / 481 interactions
93 réactions – 357 clics



Instagram @paysdefayence
Repost des photos de la destination
319 publications – dont 13 réels
500 stories – 46 814 likes dans l'année
7 496 followers (soit 930 en plus)
Top 9 : Mimosa ; Jeu concours – mimosa ; Vue sur Tourrettes et neige ; Aurores boréales ; Fayence village ; 7 000 abonnés ; Mimosa réel ; Mimosa début de saison ; Neige Mont Lachens



LinkedIn – « Office de Tourisme Intercommunal – Pays de Fayence »
Promotion des actions internes de l'OTIPF
343 abonnés
12 891 vues dans l'année - 47 publications
Top one : Le Réseau Destination Var en Pays de Fayence
1 155 impressions – 330 interactions
42 réactions – 282 clics



Avec le Club Ambassadeurs

Ce club réunit des passionnés de la destination, chargés de promouvoir le territoire sur leurs réseaux sociaux. L'OTIPF organise plusieurs sorties dans l'année, visant à faire découvrir de nouvelles activités/lieux aux ambassadeurs. Ils créent du contenu et des photos qui sont ensuite partagés de manière collaborative sur nos réseaux sociaux.

- **Journée Club Ambassadeurs au Pays du Mimosa**
24 février 2024
Visite immersive de l'Oustaou doù Pais, bureau d'information touristique de Tanneron. Atelier culinaire en collaboration avec les ateliers Hormé. Jeu d'évasion à travers les forêts de mimosa avec Rando dAzur. Visite de la boutique de Bernard VIAL, explications sur la culture du mimosa.



- **Journée Club Ambassadeurs**
5 octobre 2024
Visite de l'Espace Manfredo Borsi, bureau d'information touristique de Montauroux. Visite, démonstrations et ateliers chez « DMB Céramique ». Repas et atelier culinaire à la table d'hôte « L'Art Tisane ». Visite de la Chapelle des Pénitents Blancs, bureau d'information touristique de Mons.

- **Journée Club Ambassadeurs – Photos automnales**
16 novembre 2024
Promenade dans la Forêt Royale à Saint-Paul-en-Forêt. Repas à la Ferme Constantin à Fayence. Visite de l'Atelier « Remusat » à Seillans.

Dossiers principalement suivis par Anne-Laure, Calinda, Emma et Catherine avec Cassandra.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

site INTERNET

« Assurer la PROMOTION touristique du Pays de Fayence », article 2 "Missions" des statuts



Constats

On constate, une évolution au cours des premiers mois de l'année (pic lors de la saison mimosa) avec un pic en plein été.

• 3 pics d'audience notables en été sur la page « Lac de Saint-Cassien » :
- Pic le 6 juillet (6 073 vues)
- Pic le 28 juillet (7 934 vues)
- Pic le 4 août (8 497 vues)

Du 6 juillet au 22 août, nous dépassons la barre quotidienne des 6 000 vues par jour. Avec un pic le 13 août à **9 105 pages vues.**

• Pics d'audience sur l'année hors saison estivale sur des dates clés :
- Lundi 8 Mai – Pic sur la page « randonnée Pont des Tuves » (4 940 vues)
- Vendredi 19 Mai – Pont de l'ascension – Pic sur la même page (4 475 vues)
- 14-15 Août – Pic sur la page « Agenda » (8 666 vues)
- 31 Octobre – Pic sur la page « Agenda – Halloween » (3 773 vues)

En comparaison avec l'année 2023, on constate un nombre d'utilisateurs de + 22.92% et un nombre de pages vues qui a explosé avec **1 244 952 (+ 81.21%)**.

Analyse générale

• Nouveaux utilisateurs : **226 841 (+ 22.92%)** / 184 531 en 2023
• Taux de rebond général : **5,05%**

• **Provenance utilisateurs** : France **(88,7%)**, Belgique **(2,34%)**, Allemagne **(1,58%)**, États-Unis **(1,29%)**, Indonésie **(1,27%)**.

• **Provenance France** : Paris, Marseille, Lyon, Nice, Fayence, Fréjus
• Type d'appareil de connexion : téléphone portable **(72,9%)**, ordinateur **(24,3%)**, et tablette **(2,8%)**.
• Source de trafic : moteurs de recherche **(81,09%)**, accès directs **(19,39%)** et réseaux sociaux **(3,4%)**.
• **Mots-clés les plus importants** : lac de Saint-Cassien, pont des Tuves, Fayence, Pays de Fayence, cascade de gourbachin, spa Fayence, Callian, Bagnols-en-Forêt et Montauroux.

• **Pages les plus visitées** : page d'accueil, l'agenda, lac de Saint-Cassien, randonnée le pont des Tuves, randonnées à pied, webcams, spa Fayence et circuit des villages perchés.

Nouveautés 2024

• Webcam de l'aérodrome Fayence-Tourrettes



Découverte en temps réel de l'aérodrome Fayence-Tourrettes. Explorez les fonctionnalités de la webcam (photo, timelapse, partage). Webcam solaire.
À voir aussi : Webcam de Mons et Webcam du Lac de Saint-Cassien

• Ajout de la page « Destination Excellence »



- Nos engagements
- Les professionnels qualité tourisme
- Classement de l'office de tourisme
- Labels géographiques
- Enquête de satisfaction
- Label Tourisme & Handicap
- Nos engagements éco-responsables

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Province d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

site INTERNET

« Assurer la PROMOTION touristique du Pays de Fayence », article 2 "Missions" des statuts

- **Création de 17 actualités**



- **La page «Blog»**



11 articles de blog publiés
Chercheuse d'or dans le Massif du Tanneron, Marché d'Antan à Bagnols-en-Forêt, Journée de solidarité : le 20ème Lachens-Mer, Visite de la passion eucalyptus et mimosa, Label Vignobles & Découvertes : un gage de qualité pour le tourisme viticole, Le Ponton, Lac de Saint-Cassien, Auberge la Bécassière à Montauroux, Eco-Beach : de l'eau, du soleil du plaisir, et beaucoup d'éthique, Saint-Cassien aventures et sa carte locavore, Saint-Cassien aventures : aux pieds des villages perchés, Les moulins à huile en Pays de Fayence.

Et aussi, mises à jour régulières, nouveaux contenus, pop-ups actualisés…

Nos Newsletters

- **Newsletter Grand Public**

Nombre de newsletters envoyées : 12
Nombre de destinataires : 1721 (soit +253)
Taux d'interaction : 31,4%
La newsletter est composée d'un édito, de la mise en avant de deux événements phares du mois, d'un agenda mensuel mettant en avant un événement par commune, de la vidéo du mois et des événements phares du mois suivant.

- **Newsletter PRO**

Nombre de newsletters envoyées : 11
Nombre de destinataires : 455
Taux d'interaction : 16,9%
Cette newsletter est dédiée aux professionnels du tourisme de notre territoire. Elle donne des informations à l'attention des clients et des actualités liées aux métiers du tourisme.

Promotion des newsletters : dans nos bureaux, Guide Touristique, réseaux sociaux, Only for all users, infos au Comité de direction et Groupe Qualité Destination.

Dossiers principalement suivis par Anne-Laure, avec Cassandra

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

catalogue des ÉDITIONS

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

« Assurer la PROMOTION touristique du Pays de Fayence », article 2 'Missions' des statuts

Guide Touristique 2024



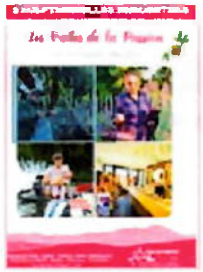
5ème édition de cette brochure de 64 pages
Mai : 15 000 exemplaires
Cette brochure présente la destination et toutes les offres touristiques. Disponible dans tous les bureaux d'information, chez les pros du tourisme, dans les PRI, les mairies et les offices de tourisme voisins. Outil de promotion lors des salons et accueil hors les murs. Envoi sur demande.
Nouveau : version en anglais en téléchargement

Loisirs Nautiques au lac de Saint-Cassien



3ème édition
Juin : 3 000 exemplaires
Langues : français et anglais
Présentation de tous les prestataires de loisirs et activités possibles autour du lac de Saint-Cassien. Distribué dans tous nos bureaux, OT Voisins et chez les prestataires du lac et les hébergeurs.

Les Visites de la Passion



Avril : 3 000 exemplaires
Juin : 3 000 exemplaires
Édition automne : version numérique
Langues : français et anglais
Cette brochure présente le programme et les infos pratiques des Visites de la Passion.
Distribuée dans les bureaux et les OT voisins et les hébergeurs.

Saison du Mimosa

Décembre : 1 500 exemplaires
Présentation de l'agenda des manifestations de la saison mimosa 2024.
Distribué dans nos bureaux.

Navettes du lac

Juillet : 2 000 exemplaires
Information sur les arrêts et les horaires.
Distribué dans nos bureaux, chez les prestataires participants et dans la navette.

Espace Le Rayol

Présentation de l'exposition de céramique moderne et contemporaine.
Juillet : 500 exemplaires

Espace Edouard Goerg

Présentation de l'exposition des œuvres de l'artiste-peintre.
Décembre : 300 exemplaires

Exposition « 60 ans de l'arrivée de l'eau »

Mai : 300 exemplaires

Exposition « Artistes monsois »

Juillet : 500 exemplaires

Exposition « Pastres du Var »

Octobre : 500 exemplaires



Le Var, La Semaine Nature !



Programme de 9 activités.
Septembre : 300 exemplaires

Journées Européennes du Patrimoine

Programme du week-end.
Edition numérique

Rapport d'activité 2023

Mars : 350 exemplaires

Carte de vœux 2025



Décembre : 300 exemplaires

Les réimpressions

- **Au fil des ruelles**
Juin : Réédition des 9 villages, 49 000 exemplaires
Janvier : Réédition Tanneron (saison mimosa), 2 000 exemplaires

- **Nouvelle carte touristique**
Juillet : 5 000 exemplaires

- **Guide du cycliste**
Octobre : 3 000 exemplaires

- **Maison Patrick Waldberg**
Juin : 2 000 exemplaires

Téléchargeables sur le site www.paysdefayence.com

Dossiers principalement suivis par Cassandra, Édith et les référentes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

relations PRESSE

"Assurer la PROMOTION touristique du Pays de Fayence", article 2 "Missions" des statuts

Accueils presse

- Michael SOLTYS avec Var Tourisme : thème mimosa – 19 janvier
- Géo Bernard VIAL avec Var Tourisme : thème mimosa – 22 février
- La Provenza avec Var Tourisme : découverte du Var secret – 18 mars
- Tour Opérator Art de Vivre avec Var Tourisme – 22 mars
- Journalistes scandinaves avec Var Tourisme – 23 avril
- Ralf avec Var Tourisme – 26 mai
- Marjolein LINTRA avec Var Tourisme – Du 27 au 29 mai
- L'échappée Belge avec Var Tourisme – Du 5 au 7 juin
- Le Routard avec Var Tourisme – 11 juin





Avec Var Matin

Nombreux articles et annonces couvrant l'actualité de l'OTIPF



Un nouveau pôle culturel et touristique à Bagnols

Insertions publicitaires

- Carnets d'Aventures – janvier à mars - thème : le gîte de randonnée de Mons (26 500 exemplaires)
- Le Mensuel – juillet et août - thème : le Pays de Fayence (840 000 exemplaires)
- Carnets d'Aventures – juillet à septembre - thème : itinérance en Pays de Fayence (26 500 exemplaires)
- 4L Trophy, équipage et réception des sponsors à la Maison du Lac le 2 février



Workshop du Club Presse

Le 6 février à Paris. Rencontre d'une trentaine de journalistes en une matinée.



Sponsorisation

8 posts sponsorisés sur Facebook
- Visites de la Passion,
- Jeu concours mimosa Tanneron,
- Ateliers du vendredi à Tanneron,
- Happy Jeudis,
- Semaine Terre de Jeux et semaine les chemins parfumés,
- Jeu concours activités nautiques,
- Ciné-spectacle « les Maquisards »,
- Le Var, La Semaine Nature !

Couverture : 46 472 vues
1 767 interactions

Dossiers principalement suivis par Cassandra

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

coopération COLLECTIVITÉS

Avec la Communauté de communes

· Financement
La CCPF attribue une subvention de fonctionnement à l'OTIPF
Conformément à la réglementation des EPIC, la CCPF reverse 50/72ème de la taxe de séjour à l'OTIPF

· Une intelligence collective
Partage de compétences
Présence à certains Bureaux ou Conseils communautaires
Suivi de l'agenda du Président par Karine et Nastasia
Partage du fonds photographique par Karine et Inès
Gestion des carrières des agents mis à disposition par Nathalie, Marjorie, Clémence et Caroline
Coordination de la régie de la Taxe de séjour par Sophie
Services techniques par Romain, Marc et leur équipe
Maintenance et accompagnement des réseaux informatiques par Olivier et Stéphane
Réception du courrier et des colis par Laëtitia
Participation aux réunions de chefs de service Com Cor
Envoi d'un mail ONLY for All Users tous les mois

· Quelques dossiers communs
Actions de promotion mutualisées
La Méditerranée à vélo
Le GR de Pays
Article « tourisme » dans la Revue et le rapport d'activité CCPF
Base d'Aviron du Lac de Saint-Cassien - centre de préparation aux Jeux Olympiques
Les navettes du lac et Ménage ton Lac

· Gestion des équipements de la CCPF
La Maison du Lac de Saint-Cassien
Le Gîte de Randonnée de Mons *(cf. page 28)*
Les bornes multimodales
Régie Intercommunale de la Taxe de Séjour et gestion de la plateforme de déclaration

· Divers
Prêts de véhicules
Moments de convivialité
Tenue d'un stand lors de la Journée des Sports et du Salon de l'habitat
Promotion des éco-défis auprès des hébergeurs et des restaurateurs et valorisation des résultats
Chèques Happy KDO acceptés dans toutes nos boutiques, offerts au personnel en fin d'année et promotion du dispositif auprès de nos pros
Installation de panneaux d'entrées du territoire
Sensibilisation aux économies d'eau
Participation à la présentation de la RI



Avec les mairies

Bagnols-en-Forêt
Rédaction d'un article dans la revue municipale
Accompagnement à la mise en place de l'Espace le Rayol
Inauguration de l'Espace le Rayol
Création d'un flyer pour l'exposition de l'Espace le Rayol

Callian
Accompagnement à la mise en place de l'Espace Edouard GOERG
Inauguration de l'Espace Edouard GOERG
Création d'un flyer pour l'exposition de l'Espace Edouard GOERG
Organisation d'une collation à l'occasion de Cello Fan

Fayence
Mise en place d'expositions dans le bureau d'information
Création d'affiches pour les différentes expositions

Mons
Accompagnement à la mise en place de la Chapelle des Pénitents Blancs
Inauguration de la Chapelle des Pénitents Blancs
Création d'un flyer pour l'exposition de la Chapelle des Pénitents Blancs
Organisation d'une collation à l'occasion du Festival de Quatuors à Cordes

Montauroux
Création d'affiches pour les différentes expositions de l'Espace Manfredo Borsi
Organisation de vernissages pour les expositions

Saint-Paul-en-Forêt
Rédaction d'un article dans la revue municipale

Seillans
Rédaction d'un article dans la revue municipale

Tanneron
Accompagnement à la mise en place d'expositions à l'Oustaou dòu Païs
Rédaction d'un article dans la revue municipale

Tourrettes
Présence à l'accueil des nouveaux arrivants

INFOS +
Les articles dans les revues municipales présentent les actions réalisées par l'OTIPF dans chaque commune.

Dossiers principalement suivis par Cassandra

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

rôles d'ACTEURS

« Contribuer à coordonner les interventions des ACTEURS locaux et divers partenaires », article 2 "Missions" des statuts

Avec le Département du Var

Le Département

Attribution d'une subvention de fonctionnement et d'investissement

Avec Var Tourisme

LE VAR

Accueil de journalistes
Participation aux réunions
Participation aux salons
Participation aux évènements communs
Afterwork Réseaux Destination le Var
Observatoire
Le Var, La Semaine Nature
Campagnes de notoriété été et automne





Avec la FROTSI

Participation à des formations
Participation à des webinaires

Avec le CRT Sud Paca

Région Sud

Participation aux réunions
Contrat Destination Provence

Avec le CRT Côte d'Azur

Côte d'Azur

Participation aux réunions

Avec les Offices de Tourisme voisins

Promotion de l'EuroVélo 8 avec le Pays de Grasse et itinéraire
Route de l'Olivier avec Dracénie Provence Verdon Tourisme
Éductour avec Dracénie Provence Verdon Tourisme
Rencontre avec l'Office de Tourisme des Adrets de l'Estérel.
Participation à l'association des directeurs des Offices de Tourisme du Var
Distribution de documentation

Avec ADN Tourisme

ADN Tourisme

Adhésion
Service juridique et social en ligne

Avec Terre d'Estérel

Terre d'Estérel

Montage du dossier de candidature Vignobles & Découvertes, avec les Offices de Tourisme de Saint-Raphaël, Puget-sur-Argens et Roquebrune-sur-Argens, coordination du projet

Avec le Contrat Destination Provence

PROVENCE

Participation aux réunions
Produits « Provence » dans toutes nos boutiques
Carte de territoire Provence
Actions de promotions communes



Avec Les Plus Beaux Villages de France

Insertion publicitaire dans le livre



Avec la Route du Mimosa

Présence sur le site internet
Informations dans la brochure
Diffusion de la brochure



Avec Villages de Caractère du Var

Callian, Mons et Tourrettes
Présence du logo dans nos supports
Diffusion de la brochure
Participation aux réunions de l'AG
Diffusion de la vidéo promotionnelle dans les BIT



Avec le Club Presse

Adhésion
Participation au Workshop Presse



Animation des filières

Mise à jour sur Apidae/Hubo
Informations par mail
Invitation au Rapport d'Activité
Retrouvez les référentes des filières *(cf. pages 42 et 43)*

Dossiers principalement suivis par Cassandra

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

projets ACCOMPAGNEMENT

« ACCOMPAGNER des porteurs de projet et apporter son concours à la réalisation d'évènements », article 2 « Missions » des statuts.

Convention de partenariat

Pour chaque partenariat, une convention est créée entre l'OTIPF et les organisateurs de l'événement. Cette convention inclut : rencontre avec les organisateurs de l'événement afin qu'ils nous présentent le programme et l'organisation de la manifestation. Saisie APIDAE, communication site internet, réseaux sociaux et communiqué de presse. Accueil hors les murs, avec stand ou/et 4L. Panière offerte au participant venant du plus loin.

Évènements culturels et sportifs

indicateurs de performance

- **Championnat de Trial et compétition Vintage, Moto Club de Tanneron – mars**

Remise de deux panières du terroir
Présence d'un agent pour la remise des prix
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters
Dossier principalement suivi par Stéphanie

- **20e édition des Foulées du Lac – avril**

Tenue d'un stand avec 4L
Organisation d'un jeu concours pour gagner 4 dossards
Remise d'une panière du terroir
Récupération des dossards à la Maison du Lac
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters
Dossier principalement suivi par Virginie

- **Terre Blanche Ladies Open – avril**

Remise d'une panière du terroir
110 sacs offerts avec documentation, savon des ateliers Maître Savonitto et goodies
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters
Dossier principalement suivi par Virginie

- **Saint-Cassien Paddle Race – juin**

10 dossards influenceurs offerts
5 dossards jeu concours offerts
Visite de l'espace découverte de la Maison du Lac
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters.
Dossier principalement suivi par Virginie

- **Roots du lac – juin**

Tenue d'un stand avec 4L
Remise d'une panière du terroir
Bons cadeaux et réduction sur des activités nautiques autour du Lac
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters.
Dossier principalement suivi par Florence

- **Cello-Fan – juillet**

Concert à la Chapelle Saint-Donat : accueil des festivaliers avec 4L et buffet offert.
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters.
Dossier principalement suivi par Cassandra et Alba

- **Festival de Jazz – juillet**

Concert du 5 juillet, sur la place du Château du Puy : accueil des festivaliers avec stand.
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters.
Dossier principalement suivi par Alba

- **Musique Cordiale – août**

Concert à la Maison du Lac avec collation offerte.
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters.
Dossier principalement suivi par Emmanuelle

- **Festival international de guitare – août**

Amménagement des horaires du BIT de Montauroux
Remise d'une panière du terroir
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters.
Dossier principalement suivi par Florence



- **Quatuors à cordes – septembre**

Tenue d'un stand accueil apéritif le 28 Septembre avant le concert dans l'église de Mons.
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters.
Dossier principalement suivi par Vanessa

- **Rallye des villages perchés, ANEVIP – septembre**

Tenue d'un stand avec 4L
Accompagnement dans les besoins matériels et de communication
Sacs logotés avec goodies et documentation offerts à chaque équipage
Dossier principalement suivi par Annette

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

- **5e édition du Natura Trail du Pays de Fayence – septembre**

Tenue d'un stand avec 4L
Organisation d'un jeu concours pour gagner 4 dossards : un pour chaque course.
Promotion sur notre site internet, nos réseaux sociaux et nos newsletters.
Dossier principalement suivi par Virginie



- **Octobre rose – octobre**

7ème édition de « On pose pour le Rose » à Tourrettes.
Promotion sur nos supports de communication.
Création d'une signature mail.
Dossier principalement suivis par Stéphanie

- **21e edition du Ciné-Festival – novembre**

Conférence de presse à la Maison du Lac.
Stand durant toute la durée du festival.
Création d'une signature mail.
Interprétariat d'un échange avec un réalisateur allemand et le public par les agentes germanophones de l'OTI.
Dossier principalement suivi par Vanessa



Rencontres avec des professionnels du territoire

- **Terre Blanche**

Collaboration avec Terre Blanche pour la promotion des 20 ans de Terre Blanche.

- **Mas des Romarins**

Dans le cadre d'un accompagnement filière - partenaire, organisation d'une réunion Maison d'hôtes de Provence, présidée par Rupert Watts à la Maison du Lac.

- **Mas des Romarins**

Soirée OFF « musique cordiale » . Nous avons accompagné dans l'organisation logistique de cette soirée, sur invitation.

- **ADEME**

Nous avons fait des démarches pour une subvention afin d'obtenir une aide à l'achat des racks à vélos destinés au BIT de Montauroux, dans le cadre de l'obtention du label Accueil vélo. Cette subvention nous a permis de diviser le coût de 50% pour cet achat.

Ateliers numériques gratuits

Ateliers pour accompagner les socio-professionnels du tourisme dans le numérique. Partager avec eux les meilleures pratiques du web et des réseaux sociaux.
En 2024, 7 ateliers programmés (1 annulé)
17 socioprofessionnels accueillis.
16 Janvier : Créer et gérer ma fiche Google Business Profile
9 Février : Facebook pour les débutants (annulé)
29 Février : Instagram, je me lance
29 Mars : Trucs & Astuces sur le Web
13 Septembre : Facebook pour les initiés
11 Octobre : Instagram, je me perfectionne
5 décembre : Créer du contenu performant pour les Réseaux Sociaux
Dossier principalement suivi par Anne-Laure





Qualification Chambres d'hôtes référence®

Les principes clés de Chambre d'hôtes référence®, sont :
- un référentiel national ;
- une visite de la chambre d'hôtes réalisée par l'Office de Tourisme ;
- une mise en place et une gestion territoriale (régionale, départementale ou locale) assurée par le réseau Offices de Tourisme de France®

L'objectif de **Chambre d'hôtes référence®** est d'apporter la possibilité aux chambres d'hôtes non labellisées, de garantir à leurs clients la qualité de leur prestation tout en contribuant à l'amélioration de la qualification de l'offre d'hébergement touristique de la destination.
Pas de qualification en 2024 ni de renouvellement.
Dossier principalement suivi par Stéphanie

Accueil vélo

cf page 29

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

vignobles & DÉCOUVERTES

Vignobles & Découvertes

Le 22 mai, la destination Terre d'Estérel obtient le label Vignobles & Découvertes. Elle comprend les communes de Fréjus, Puget-sur-Argens, Roquebrune-sur-Argens, Saint-Raphaël et les neuf communes du Pays de Fayence. 15 acteurs du territoire sont labellisés Vignobles & Découvertes en Pays de Fayence.

Actions visant la valorisation du label

• Inauguration du label le 3 juillet aux Gorges du Blavet avec remise des plaques V&D aux labellisés du Pays de Fayence
• Participation à l'ensemble de la communication (vidéo, shooting photos, plaquettes, nappes, goodies etc…)

• Valorisation du label au sein de l'Office : visite du Domaine Château Vaudois lors du séminaire à Roquebrune-sur-Argens, participation à la conférence de presse pour Fascinant Week-End, réunion d'équipe au Domaine Grande Bastide à Tourrettes, vidéo promotion pour un week-end sans voiture en Pays de Fayence avec un passage au Domaine Château des Selves à Seillans, Visites de la Passion au Domaine Ricardenque à Callian,...



Dossier principalement suivi par Emmanuelle



débarquement de PROVENCE

À l'occasion du 80ème anniversaire du Débarquement en Provence, l'Office de Tourisme Intercommunal s'est investi dans deux manifestations.

Les Rondes Secrètes à Fayence

Les Rondes Secrètes 2024 avaient pour thème le Débarquement de Provence et la Résistance. De places en ruelles étaient racontés l'engagement des Résistants locaux et les aventures de parachutistes américains. Actions de l'Office : création des textes, promotion via nos réseaux sociaux, affiches, newsletters et communiqués de presse, prise des inscriptions, encaissement, visites commentées en nocturne et participation aux saynètes. En partenariat avec les Amis du four du Mitan.



Dossier principalement suivi par Édith



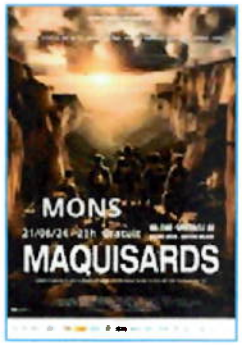
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

Les Maquisards

Montage du cofinancement avec la CCPF et la mairie de Mons. La représentation nocturne a eu lieu le 21 août sur la Place Saint-Sébastien de Mons et a réuni environ 150 spectateurs.
Actions de l'Office : promotion via nos réseaux sociaux, affiches, newsletters, communiqués de presse, accueil des acteurs et des techniciens, prise en charge des repas, prise en charge de l'hébergement au Gîte de randonnée de Mons.

Dossier principalement suivi par Catherine



Autres manifestations

L'Office de Tourisme Intercommunal a également participé à la promotion des événements organisés dans les villages en assurant la création des fiches APIDAE et la promotion sur les écrans dynamiques.
- **11 juin**, Rencontre littéraire avec Pascal Bresson à Saint-Paul-en-Forêt ;
- **14 au 24 août,** « Never forget – 80e anniversaire du Débarquement » à l'Oustaou dòu Païs, Tanneron ;
- **22 août,** Présentation de véhicules anciens, dépôt des gerbes à Fayence ;
- **22 août,** Memory Big Band à Fayence ;
- **22 août,** Commémoration de la Libération du Village de Tanneron ;
- **24 août au 7 septembre,** « Août 1944 / Août 2024, Fayence se souvient » à Fayence ;
- **5 au 8 septembre,** Conférence « Débarquement de Provence » à Tourrettes.

Dossiers principalement suivis par les référentes des villages.

terre de JEUX

20 TERRE DE JEUX 24

Exposition « Portraits de Champions »

à l'Espace Manfredo Borsi
Du 15 mai au 28 septembre.
Présentation illustrée des palmarès.
Plus de 1 130 visiteurs.
Dossier principalement suivi par Florence



Les Visites de la Passion

17 visites « Terre de Jeux » dont une semaine de rencontres avec les champions.

Aviron et Paris 2024

Cadeaux aux équipes olympiques de Serbie et d'Argentine.
Publications sur les réseaux sociaux.
Un vol d'initiation en planeur offert à nos médaillées.

Valorisation des activités de pleine nature

Randonnées, activités nautiques, vélo, golf, vol à voile... Invitation à découvrir le Pays de Fayence en pratiquant une activité sportive.
Partenariat et accompagnement des événements sportifs (cf page 24).

Le sport au travail

Randonnée au Rocher de Roquebrune pendant le séminaire
Visite du golf pour le Comité de direction à l'occasion des 20 ans de Terre Blanche.
Visite du vol à voile avec l'équipe de l'OTI de Dracénie
Incitation à marcher quotidiennement
Tour en pédalo pour la photo de la carte de vœux

Avec le GAPS

Entrée de Patrick ROUVERAND, kinésithérapeute et président du GAPS dans le Comité de direction et le Groupe Qualité Destination.
Participation à la journée mondiale de l'Olympisme : jeu sportif et ludique à la Maison du Lac le 23 juin.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

gestion du GÎTE DE RANDONNÉE DE MONS

Le gîte accueille toute l'année randonneurs, cyclistes, voyageurs et contemplatifs dans une maison entièrement rénovée et équipée, située au cœur du village.
Capacité totale de 12 lits (4 chambres de 2 à 4 lits)
L'Office gère les réservations, le ménage, l'entretien, l'accueil, le chauffage et la facturation.





Chiffre d'Affaires 2024

Tarifs applicables pour 2024

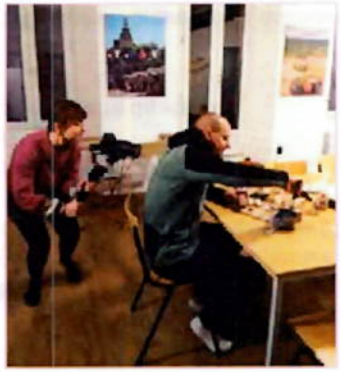
1 nuitée / 1 lit	16€
1 nuitée, chambre 2 lits	32€
1 nuitée, chambre 4 lits	60€
1 nuitée gîte complet (12 lits)	170€
Taxe de séjour(par nuitée/adulte)	1,15€

386 nuitées en 2024 (392 en 2023)
319 personnes ont séjourné au Gîte de Randonnée de Mons.
Chiffre d'Affaires : 4.962€

Chaque mois, un bilan mensuel est envoyé à l'équipe. Il comprend un tableau comparatif avec le mois précédent et les objectifs pour les deux prochains mois.

Promotion

Le Gîte de Randonnée de Mons est répertorié sur notre site internet www.paysdefayence.com. L'établissement est également présent sur les sites « Grandes gîtes », FFRP Paca « compagnons de route » TripAdvisor et Vélo en France. L'annonce sur le site « grands gîtes » a obtenu 640 vues.



Le tournage d'une vidéo a eu lieu en fin d'année pour faire sa promotion.
Un interview radio sur France Bleue a été réalisé dans le cadre du festival Envie d'Ailleurs.

Nous faisons également la promotion du gîte dans nos éditions, sur nos réseaux sociaux, newsletters et écrans dynamiques.





Partenariats jeux et concours

À l'occasion de jeux et concours, des nuitées au gîte de randonnée de Mons ont été offertes (Salon de vacances à Bruxelles ; Les Foulées du Lac ; Salon Roc d'Azur à Fréjus...).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

étapes ITINÉRANCE

« ACCOMPAGNER des porteurs de projet et apporter son concours à la réalisation d'évènements », article 2 "Missions" des statuts

Label Accueil Vélo

Ce label est une marque nationale, valable 3 ans, garantissant un accueil et une service de qualité le long des itinéraires cyclables : la Méditerranée à vélo et le circuit N°9 des villages perchés de l'Est varois.

• Renouvellement :
Le Mas des Romarins-Fayence- octobre 2024

• Trois nouveaux labélisés :
- Chambre d'hôtes les Roches de Baudisset à Saint-Paul-en-Forêt : juillet 2024
- L'atelier du savon-maître Savonitto à Brovès-en-Seillans : juillet 2024
- Loueurs de vélos Fun e Drive à Bagnols-en-Forêt : décembre 2024



Dossiers principalement suivis par Stéphanie

Itinérance pédestre

• Les promenades
14 propositions de balades – non balisées
Ces balades sont répertoriées sur l'application Cirkwi et notre site internet avec un descriptif précis et un tracé GPX à télécharger.
16 356 consultations sur l'application Cirkwi en 2024
• Les randonnées
14 randonnées labélisées FFRP (Fédération Française de la Randonnée Pédestre) et balisées en jaune.
Boucles de 9 à 19 km.
Poteaux directionnels installés sur chacun des circuits (respect du cahier des charges de la FFRP) par la Communauté de communes.
Le topo guide « Le Pays de Fayence à pied » financé par la Communauté de communes est vendu dans tous nos bureaux.



Actions de promotion de l'itinérance

- Tournage d'un film de promotion : un week-end sans voiture en Pays de Fayence (cf. page 16)
- Promotion de nos promenades sur nos réseaux sociaux
- Participation au salon des randonneurs à Lyon
- QR code dans chaque bureau d'information touristique



Dossiers principalement suivis par Edith

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

gestion de la MAISON DU LAC

La Maison du Lac de Saint-Cassien est ouverte toute l'année sur les rives du lac. Ce site abrite un bureau d'information touristique, une boutique de produits du terroir locaux et un espace découverte.

Les animations à la Maison du Lac

• **Happy Jeudi**
Tous les jeudis pendant les vacances scolaires, des ateliers gourmands ou créatifs sont proposés à la Maison du Lac.
En 2024 : 14 ateliers et 85 participants au total
Pour en savoir plus, voir p.33

• **Visites commentées**

• **La Nuit des Musées**, visite commentée à la lanterne de l'Espace Découverte, deux sessions de visites commentées (mai 2024).

• **Journée Mondiale de l'Olympisme** en partenariat avec le GAPS sous forme d'animation gratuite, basée sur un jeu de l'oie physique et sportif, à grande échelle (juin 2024).

• **Concert** dans le cadre du Festival Musique Cordiale (août 2024).

• **Conférence d'Henri Bresc** « Routes et chemins en Pays de Fayence au Moyen Age : itinéraires, réseaux et connexions » dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine (septembre 2024).





Accueil et rencontres

• Réunion des services déchets afin de présenter la redevance incitative aux assistantes maternelles (mars 2024).

• Journée Qualité : atelier sur la thématique des boutiques en office de tourisme, organisée par la FROTSI, avec 22 offices de tourisme de la région : accueil café, visite de la boutique, présentation de notre stratégie boutique et intervention d'une auditrice qualité (avril 2024).

• Réunions de travail des artisans du PDF.

• Réunion du Pôle Valorisation et Équilibre Territorial de la CCPF

• Accueil sponsors 4L Trophy Louis Régina.

Podcast

Le mardi 8 octobre, un podcast a été enregistré à la Maison du Lac. Il met en lumière ce lieu, son histoire et son environnement.

Travaux

• À l'intérieur :
- Réaménagement de l'entrée dans l'Espace découverte.
- Réalisation un book sur les travaux et les évolutions de la Maison du Lac, mis à disposition des visiteurs.
- Conception d'un livret avec des textes de l'espace découverte en gros caractère pour les malvoyants
- Refabrication du caisson d'écran à l'accueil
- Aménagement de l'espace buvette

• À l'extérieur :
- Déplacement du défibrillateur pour que celui-ci soit moins exposé à la chaleur
- Installation d'un oriflamme pour la saison du mimosa
- Installation de 3 panneaux de signalétique

Court-métrage

«Memento Mori», un court métrage signé Mickael Abbate et Chris Conti a été tourné les 15 et 16 octobre sur la commune de Tanneron, avec la majorité des scènes au Lac de St Cassien, sous la Maison du Lac.

Les visites pédagogiques gratuites

Visite commentée de la maison du lac et des villages du Pays de Fayence.
5 visites scolaires (du primaire au lycée) du territoire et hors territoire.
11 visites scolaires de la maison du lac
5 visites de village
562 jeunes et accompagnants accueillis dont 409 à la maison du lac et 153 dans les villages.
(560 jeunes en 2023 dont 427 à la maison du lac et 133 dans les villages)

Dossier principalement suivi par Carol et Virginie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

éco RESPONSABILITÉ

OTIPF responsable

L'OTIPF s'engage à maintenir une démarche éco-responsable au quotidien, en mettant en place des gestes et actions ayant pour but de limiter son empreinte écologique et son impact environnemental, tant dans son fonctionnement que les actions. Chaque jour, nous nous améliorons !

Guide Touristique 2024

Page dédiée à l'éco-responsabilité, rappelant aux visiteurs et aux locaux, les éco-gestes à appliquer lors de leur séjour en Pays de Fayence. Une page dédiée au respect des espaces protégés. Mise en avant : des navettes gratuites du lac de Saint-Cassien, la Fête des possibles, Ménage ton Lac, produits locaux, loisirs non motorisés...

INFOS+

Nous informons notre clientèle sur les risques d'incendies, les lâchers d'eau, la cueillette sauvage du mimosa, le tri des déchets, les chiens de troupeau, la préservation des milieux fragiles.

Sensibilisation à la crise de l'eau



Nous contribuons à la préservation de l'eau en informant et en sensibilisant les vacanciers / locaux face à cette situation.
Sensibilisation aux éco-gestes pour économiser l'eau.
Information sur les arrêtés préfectoraux et municipaux.
Distribution de kit hydro-économe pour tous les hébergeurs non professionnels du Pays de Fayence à la Maison du Lac et au Musée d'Art et d'Essais de Tourrettes.
Distribution du flyer « L'eau ne coule plus de source ».

Sensibilisation aux risques d'incendie



Nous invitons notre clientèle à consulter l'ouverture des massifs forestiers.
Distribution du flyer « Protégeons la forêt avant qu'il ne soit trop tard ».

Opération Ménage ton Lac



L'opération «Ménage ton Lac» est ouverte à tous ceux qui souhaitent prendre part à une action citoyenne et écologique dans le but de protéger l'environnement et préserver les ressources naturelles locales.

Ménage ton Lac – 28 septembre

En collaboration avec le service déchets de la CCPF, la CCPF et les bénévoles : ramassage des déchets autour du lac. Plus de 1 540 bénévoles se sont mobilisés et 1 920 kg de déchets (300 kg d'ordures ménagères, 220 kg d'emballages, 240 kg de verres et 1 160 kg d'encombrants) ont été récoltés.

La Fête des possibles - 22 septembre



La recyclerie La Source a organisé une journée dédiée aux échanges, rencontres, conférences, ateliers et activités familiales pour un avenir meilleur et plus durable. Nous avons contribué à la promotion de cet événement. Notre stand était installé à l'entrée du terrain Laroche. Cette fête a rassemblé près de 600 personnes.

Des animations éco-responsables

Au travers des visites de la Maison du Lac et de nos animations, mise en avant de la responsabilité environnementale, la préservation de la faune et la flore, la protection des espaces sensibles, etc... Toutes ces animations sont encadrées par des intervenants spécialisés (écogarde, Natura 2000, service déchets, EDF, Visites de la Passion, Semaine Varoise de la Nature, etc).

ASTUCE

Après avoir lu ce Rapport d'Activité, ne le jetez pas ! Nous vous invitons à le conserver car c'est une mine d'informations. À défaut, offrez-le à un autre professionnel du tourisme du territoire. Recyclez-le !

Dossiers suivis par Florence et toute l'équipe

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

découverte ANIMATIONS

« ANIMER des loisirs », article 2 « Missions » des statuts

Tanneron – Saison du Mimosa 2024

• Balades naturalistes guidées et jeux

- 8 balades nature commentées dont 6 complètes et 2 annulées pour causes météorologiques
- 1 balade immersion Sensorielle - bain de nature : complète
- 1 balade Ludo créative
- 2 escapes Games

• Ateliers autour du mimosa à l'Oustaou dòu Païs

4 ateliers du vendredi à l'Oustaou dòu païs
Des nouveautés :

- Suspension parfumée : réalisation de suspensions en cire végétale, décorées de mimosa
- Aquarelle sur éventails en bois : décoration d'éventails aux couleurs mimosa pour cet été

Les prestataires viennent généralement du Pays de Fayence dont deux de Tanneron : Virginie Fréga et Maelle Canci.

Total de 277 participants





• Ateliers autour du mimosa à la Maison du Lac

Mise en place de 4 animations Happy jeudi dont un atelier complet, un atelier complet mais annulé par la prestataire et le dernier atelier annulé par manque de participants.
Total de 13 participants

Total 290 participants pour 19 animations.

• Nouveauté : Jeu à l'Oustaou dòu païs

Jeu pour enfants de 6-12 ans afin de découvrir d'une manière ludique le mimosa à Tanneron.



Dossier principalement suivi par Stéphanie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Province d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

Happy Jeudis à la Maison du Lac



Pendant toutes les vacances scolaires, zones A, B et C, le jeudi, à la Maison du Lac, l'OTIPF organise une animation ou une conférence ou un atelier avec un professionnel du territoire.
Permettant de mettre en avant les producteurs exposés dans nos différentes boutiques et ainsi générer du passage à la Maison du Lac.
Sur inscription.
Gratuit pour les moins de 18 ans, 10€/adulte
14 ateliers en 2024
85 participants au total

Dossier principalement suivi par Carol et Virginie

Jeux famille dans nos bureaux



Tanni, Loplop, Sini, Pastou et Jazzy sont les nouveaux compagnons de jeux des enfants entre 6 à 12 ans. Ces livrets sont disponibles gratuitement, à la demande, dans les bureaux touristiques de l'Oustaou dou Païs, Maison Waldberg, Espace découverte de la Maison du Lac, la Chapelle des Pénitents Blancs et le Musée d'Art et d'Essais. Une invitation à la découverte et à la pédagogie pour le plus grand nombre en répondant aux 10 énigmes de chaque jeu.

Dossier principalement suivi par les référents des villages

Les Rondes Secrètes

Visites commentées de Fayence, en nocturne avec des saynètes tout le long du parcours. Edition spéciale cette année à l'occasion du 80ème anniversaire du débarquement en Provence.
4 dates : 16 et 23 juillet - 6 et 20 août
Deux à trois départs dans la soirée
Gratuit pour les moins de 18 ans, 10€/adulte
20 bénévoles et 4 associations (Les amis du four du Mitan, Le corps de bravade du Pays de Fayence, Les véhicules historiques du Tignet, Passion western) pour animer les scènes théâtralisées.
8 tableaux tout le long du parcours
208 participants





Dossier principalement suivi par Edith

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

découverte ANIMATIONS

Les animations nationales

La Nuit Européenne des Musées

Le 18 mai, organisation de différents ateliers :
- Création d'un photophore à l'Oustaou dòu Païs
- Création autour de l'œuvre de PMPM à Tourrettes
- « Artiste d'une nuit, artiste je suis » à la Maison Waldberg, Seillans
- Visite commentée de la Maison du Lac

32 participants.

La Fête de la Nature

Du 22 au 26 mai pour célébrer la nature. Lors de cet événement l'OTIPF a créé un flyer présentant sa programmation (3 animations) :
- Atelier découverte « Les gorges de la Siagne, un environnement riche et fragile » avec Laurent MILLARD, éco-garde.
- Balade nocturne à Seillans
- Balade naturaliste

16 participants.

Les Journées du Patrimoine de Pays et des Moulins

Du 21 au 23 juin, en collaboration avec les associations locales. Lors de cet événement l'OTIPF a créé un flyer récapitulatif avec l'ouverture des moulins du Pays de Fayence et a mis en place deux animations :
- Atelier de peinture sur galet à l'Oustaou dòu Païs à l'occasion des 60 ans de l'arrivée de l'eau dans la commune de Tanneron
- Balade découverte « Circuit des chapelles » à Seillans

10 participants.

Les Journées Européennes du Patrimoine

Les 21 et 22 septembre, en collaboration avec les associations locales du patrimoine et autres intervenants.
Création d'un flyer pour la programmation.
L'OTIPF a organisé :
- Conférence « Les routes et connexions dans le Pays de Fayence au Moyen âge » par Henri Bresc à la Maison du Lac
- Atelier origami à Tanneron en lien avec l'exposition anniversaire des 60 ans de l'arrivée de l'eau à Tanneron

20 participants.

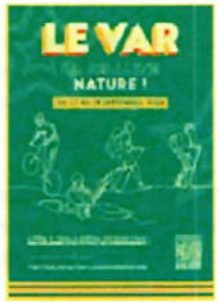






Le Var, la Semaine Nature !

Du 23 au 29 septembre, en collaboration avec les prestataires d'activités de pleine nature.
Découverte de la grotte des Combrières à Mons
- Balade naturaliste à Tourrettes
- Initiation pêche à Tanneron



- Bain de forêt à Saint-Paul-en-Forêt
- Découverte de la biodiversité de la Siagne à Montauroux

29 participants.

Dossiers principalement suivis par Annette

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

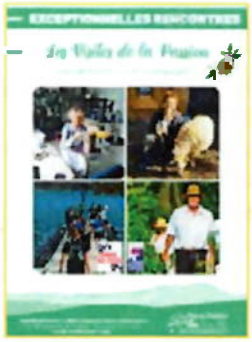
Pays de Fayence
Province d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

Les Visites de la Passion

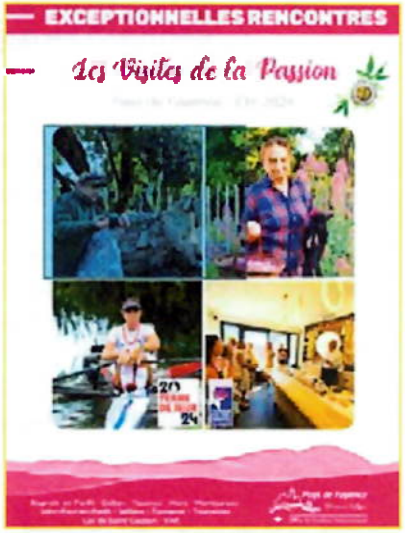
Edition printemps – du 6 avril au 5 mai

31 visites proposées par 27 partenaires
5 nouveautés
8 visites « Chemins parfumés »
8 visites « Terre de jeux »
160 participants

À l'occasion de la labellisation « Terre de jeux » attribuée au Pays de Fayence, nous avons proposé 8 rencontres consécutives avec des champions du territoire.







Edition été
du 7 juin au 28 septembre

103 visites proposées par 43 partenaires
11 nouveautés
8 visites « Chemins parfumés »
9 visites « Terre de jeux »
758 participants





Edition automne
du 19 octobre au 3 novembre

13 visites proposées par 10 partenaires
3 nouveautés
97 participants



Soit un total de **1015 participants** pour **147 visites proposées** pendant les 3 éditions 2024.

Visite ENTRE NOUS

Le 11 octobre, une rencontre ENTRE NOUS a permis aux partenaires des Visites de la Passion de se rencontrer et échanger au Vol à voile entourés de planeurs de collection puis de découvrir la salle de briefing.



Communication

Pour promouvoir chacune de ces animations, création de supports de communications (flyers, affiches, etc.). Affichage dans tous nos bureaux et écrans dynamiques. Saisie APIDAE pour remonter les dates sur l'agenda de notre site internet. Newsletters, plusieurs publications sur les réseaux sociaux, communiqués de presse et dossier de presse.

Dossier principalement suivi par Florence

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

chiffre d'AFFAIRES

Offres de services

En 2024, 21 packs (11 packs "So Nice" et 10 packs "So Friendly") vendus toutes filières confondues.
Les packs permettent aux professionnels (hébergeurs, restaurateurs, prestataires de loisirs et autres) une meilleure visibilité sur les éditions et le site internet de l'OTIPF et des services optimisés.
Chiffre d'affaires : 6453, 00€ (5325€ en 2023)

Offres groupes

Le service groupes propose des visites commentées de nos villages, chapelles, musées et de la Maison du Lac. Cette prestation s'adresse aux associations, autocaristes, agences de voyages, comités d'entreprise, hôteliers, Office de tourisme ou tout simplement aux groupes d'amis.
20 demandes dont 3 sans suite et 1 annulée
328 Personnes accueillies
Chiffre d'affaires : 1552€ (770€ en 2023)

Les visites commentées

Ce sont des visites pour les individuels regroupés ; permettant de découvrir un village ou un site (chapelle, musée etc)
5€ par adulte, gratuit pour les moins de 18 ans.
76 personnes accueillies
Chiffre d'affaires : 320€ (810€ en 2023)

Section de Fonctionnement

Recettes de fonctionnement	**1.198.900 €**
• Subvention de la CCPF	320.000 €
• Subvention du Conseil Départemental du Var	50.000 €
• Taxe de séjour	706.797 €
• Boutique	47.775 €
• Vente de produits et prestations	7.048 €
• Nuitées Gite de Mons	4.962€
• Autres recettes	62.318€
Dépenses de fonctionnement	**1.244.043 €**
• Charges fixes	222.517 €
• Achats pour vente	29.712 €
• Actions de promotion	143.734 €
• Masse salariale	790.382 €
• Amortissement	57.698 €
RESULTAT de Fonctionnement	**-45.143 €**
RESULTAT de Fonctionnement cumulé	**+ 71.487 €**

Dossiers principalement suivis par Cécile

Section d'investissement

• Recettes investissement	101.865 €
• Dépenses investissement	82.675 €
• **RESULTAT d'investissement**	**+19.190€**
• **RESULTAT d'Investissement cumulé**	**-11.179 €**
• Restes à réaliser	1.581 €
• **Besoin de financement**	**12.760 €**

En 2024, un total 1066 mandats et 167 titres ont été effectués.

Répartition géographique de nos dépenses

	En 2024	En 2023
Dans le Pays de Fayence	67%	67%
Dans le Var	18%	19%
En PACA	2%	2%
En France	12%	11%
À l'étranger	1%	1%

Quelques ratios pour illustrer le budget

- 147 413 € par villages (9)
- 86 714 € par Equivalent Temps Plein (15.30)
- 3 634 € par jour dans l'année (365)
- 900 € par jour d'ouverture de l'OTIPF (1.474)
- 123€ par lits touristiques actifs en Pays de Fayence (10.719)
- 46 € par habitants en Pays de Fayence (28.471)
- 35 € par nombre de visiteurs accueillis en Pays de Fayence (37.800)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence
Province d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

compte de RÉSULTAT 2024

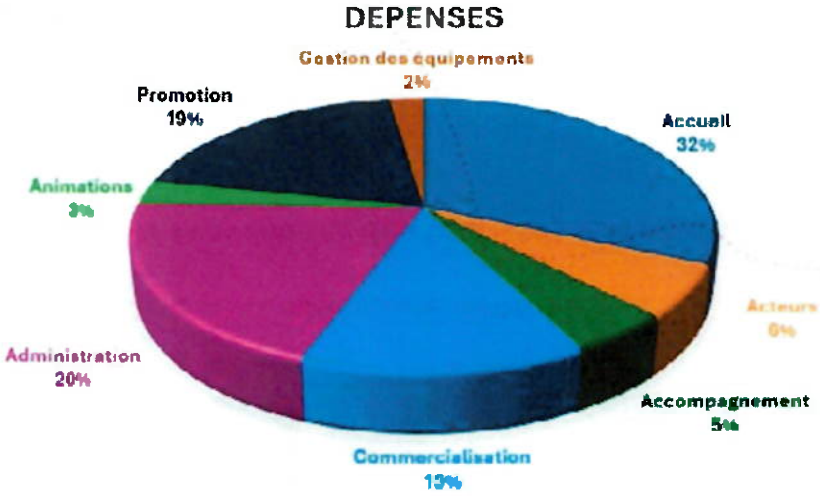
Quelques pourcentages

La subvention de la Communauté de communes du Pays de Fayence de 320.000 € est équivalente à :
- 24% de nos dépenses de fonctionnement et d'investissement
- 40% de la masse salariale

Analytique par mission

Les dépenses

Fonction	Montant
Accueil	418.983
Administration	264.977
Promotion	257.744
Commercialisation	175.684
Acteurs	80.039
Gestion équipements	29.793
Accompagnement	63.268
Animation	36.230



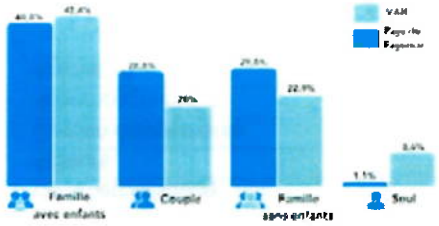
Dossiers principalement suivis par Cécile

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

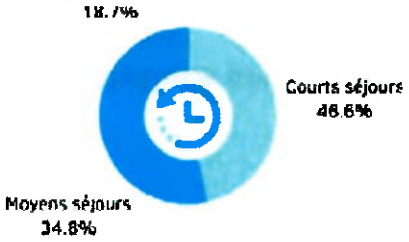
Pays de Fayence
Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

étude OBSERVATOIRE

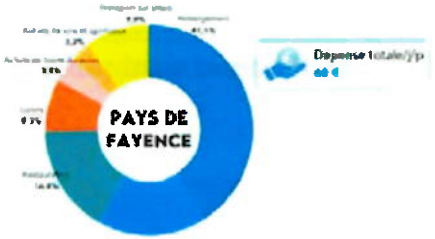
Composition de la clientéle



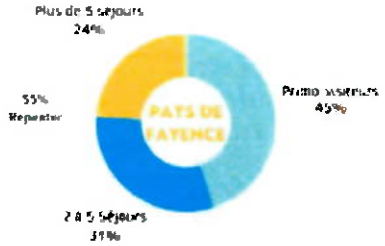
Composition des séjours



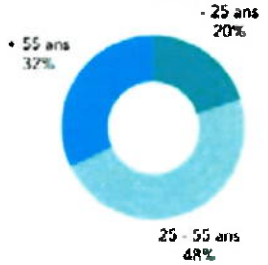
Dépenses par poste



Fidélité des visiteurs



Répartition de la tranche d'âge

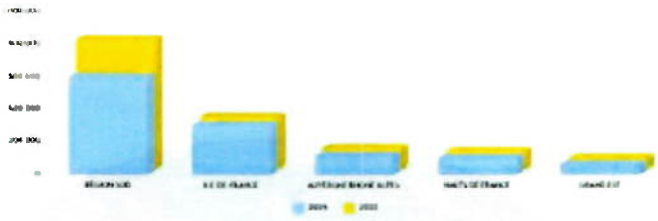


Durée moyenne 4,8 jours

Répartition français / étrangers
(en nombre de nuitées)

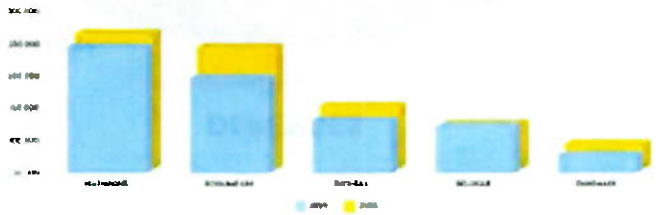


Provenance des touristes français



*Source : flux vision tourisme, Var Tourisme

Provenance des touristes étrangers



*Source : flux vision tourisme, Var Tourisme

Dossier principalement suivi par Cassandra

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

bilan taxe de SÉJOUR

« Réaliser des études statistiques », article 2 « Missions » des statuts

Tarifs applicables

Les tarifs sont fixés au réel et en euros, par nuit et par personne assujettie (+ 18 ans), selon la catégorie et le classement de l'hébergement.
En 2024, les tarifs restent identiques.

• Hôtels, meublés et résidence de tourisme

Classement en étoiles	Tarif*
Palaces	6,19 €
★★★★★	4,32 €
★★★★	3,31 €
★★★	2,16 €
★★	1,30 €
★	1,15 €

• Campings

Classement en étoiles	Tarif*
★★★★★	0,86 €
★★★★	
★★★	0,29 €
★★	
★	
Non classés	

• Auberges collectives, Chambres d'hôtes et Aires de Camping-cars

Nature	Tarif*
Auberges collectives	1,15 €
Chambres d'hôtes	1,15€
Aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristique par tranche de 24h	0,86 €
Ports de plaisance	0,29 €

• Hébergement sans classement ou en attente de classement
4% du coût HT de la nuitée, majoré de 10% (Taxe Additionnelle Départementale) et de 34% (Taxe Additionnelle Régionale).

Obligations hébergeurs

- Enregistrer son hébergement via un Cerfa dans la mairie concernée.
- Tenir un registre des séjours.
- Déclarer mensuellement les séjours [Article L2333-34] sur la plateforme dédiée.
- Collecter la taxe de séjour avant le départ des clients, selon les tarifs applicables.
- Reverser la taxe de séjour au trimestre échu (avant le 30/04 pour le 1er trimestre ; avant le 31/07 pour le 2ème trimestre ; avant le 31/10 pour le 3ème trimestre et avant le 31/01/N+1 pour le 4ème trimestre).

Informations

https://paysdefayence.taxesejour.fr
paysdefayence@taxesejour.fr
06 08 56 61 04

Chiffre plateforme

- 851 hébergements actifs (↗ +52 hébergements par rapport à 2023)
- 10 719 lits touristiques (↗ +355 lits par rapport à 2023)
- 506 891 nuitées dont 43 428 exonérées (↘ -3884 nuitées par rapport à 2023)

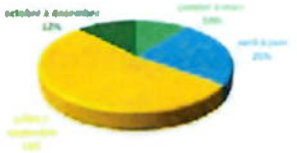
Activité de la plateforme

- 1 358 comptes en gestion
- 95 hébergements créés et 43 désactivés
- 529 réponses par mail (soit ↘ -200 par rapport à 2023)
- 3 actualités (rappel sur les classements, échéances de déclaration et de reversement, préparation de clôture d'exercice)
- 25 opérateurs numériques gérés

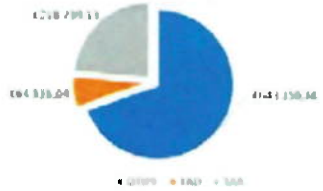
Activité régie

- 428 661,56€ déclarés en direct par les hébergeurs – Ce chiffre est la collecte totale, sur cette somme 5/72ème sont reversés au département (= 10% de TAD), 17/72ème sont reversés à la Région (=34% TAR) et 50/72ème sont reversés à l'OTIPF.
- 497 762,99€ collectés et déclarés par les opérateurs numériques – Ce chiffre est la collecte totale, sur cette somme 5/72ème sont reversés au département (= 10% de TAD), 17/72ème sont reversés à la Région (=34% TAR) et 50/72ème sont reversés à l'OTIPF .
- 926 424,55€ au total sur l'année.

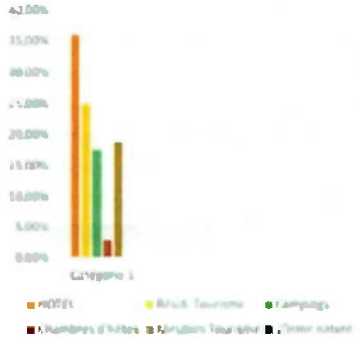
• Répartition des nuitées selon les saisons



• Répartition de la collecte de la taxe de séjour aux organismes



• Répartition selon les catégories d'hébergements



Dossiers principalement suivis par Sylvie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

déjà RÉALISÉ EN 2025

ADMINISTRATION
Rapport d'activité 2024
Débat d'Orientation Prévisionnel et préparation du Budget Prévisionnel
Inventaire des boutiques
3 comités de direction
1 réunion du Collège des Pros du Comité de Direction

ÉQUIPE
4 saisonniers pour les fêtes de fin d'année, les vacances d'hiver et la saison du mimosa
Stagiaire saison du mimosa
4 réunions d'équipe et de coordination
1 recrutement de co-responsable de la Maison du Lac

ACCUEIL
Ouverture de Tanneron
7j/7 pendant la saison du mimosa de la fin du mois de janvier au 15 mars
Dont le dimanche 26 janvier pendant la fête du mimosa
Ouverture de Fayence
6j/7 toute l'année
Standard +33 (0)4 94 76 01 02
7j/7 réponses aux demandes par téléphones, courrier, messagerie, e-mail...
Ouverture de la Maison du Lac
6j/7 pendant les vacances d'hiver, zone ABC
4j/7 les autres semaines
Ouverture de Montauroux, Tourrettes, Seillans, Mons, Bagnols-en-Forêt et Callian
5j/7 pendant les vacances d'hiver, zone ABC
1j/7 les autres semaines
Accueil Hors les murs/stands
20 février : Présence de la 4L sur la Classic Var

MATÉRIEL & LOCAUX
Location d'un box pour stocker la documentation
Travaux au BIT de Fayence
Entretien des Webcams
Achats de boucles audio
Achat d'étagères pour le box

PROMOTION / Éditions
Flyer Exposition « Point de vue », Chapelle des Pénitents Blancs
Flyer Musée municipal Denis Baston et Thomas Ostaya
Réactualisation des Offres de Service (édition numérique)

PROMOTION / Réseaux sociaux
97 publications sur les trois pages Facebook
20 publications sur Instagram
6 publications sur Linkedin

PROMOTION / Accueils Presse
Journaliste Télématin / Vol à voile
Magazine Maison Côté Sud / Mimosa

ACCOMPAGNEMENT
1 atelier numérique, Google Business Profile
1 atelier numérique, Facebook pour les débutants
1 atelier numérique, Instagram je me lance
Exposition « Point de vue » à la Chapelle des Pénitents Blancs
Exposition « Costumes Provençaux » à l'Espace le Rayol
Exposition « Création Passion » à l'Espace Manfredo Borsi
Partenariat avec le Trial de Tanneron

ACTEURS
Présence aux vœux de la CCPF le 17 janvier
Présence aux vœux dans tous les villages

COMMERCIALISATION
16 janvier : visite commentée de la chapelle Saint-Barthélemy

ANIMATIONS
Visite pédagogique gratuite à la Chapelle des Pénitents Blancs
2 visites pédagogiques gratuites à la Maison du Lac
12 balades guidées mimosa
7 ateliers créatifs à l'Oustaou dòu Païs
4 happy jeudis à la Maison du Lac

VERNISSAGES D'EXPOSITIONS
Points de vue, Jacques Parnel à Mons
Couleurs Passion, 6 artistes, à Montauroux
Costumes Varois, Couturières solidaires de Bagnols-en-Forêt

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

dans L'AGENDA 2025

Mars
18 – Présentation du Rapport d'Activité 2024 à Mons
15 au 23 – Journée Internationale des Forêts – Saint-Paul-en-Forêt et Bagnols-en-Forêt
21 – Atelier numérique – Trucs et Astuces sur le Web
21 au 23 – Salon du Randonneur – Lyon
26 – Rencontre partenaires labellisés Vignobles & Découvertes – Puget-sur-Argens
30 – Journée Internationale du zéro déchet
31 mars au 6 avril – Journées Européennes des Métiers d'Art

Avril
5 avril au 5 mai – Vacances de printemps
5 avril au 31 août – Visites de la passion
6 – Millé Zim Zim – Puget-sur-Argens
12 et 13 – 100% nature Fréjus
13 – Les Foulées du Lac
13 – Marché d'Antan – Bagnols-en-Forêt
19 au 21 – Festival Envie d'Ailleurs – Fréjus
21 au 27 – Le Var, la Semaine Nature
26 – Salon de l'habitat
27 – Stand V&D, Millé ZimZim – Puget-sur-Argens
27 – Rallye de voitures anciennes
28 avril au 4 mai – 90 ans du vol à voile
30 – Journée Mondiale des mobilités et de l'accessibilité

Mai
1er au 11 – Salon des Antiquaires – Fayence
4 – Salon Ecoflore
10 – Club Ambassadeurs
10 et 11 – Festival Choralliance
12 au 18 – Semaine «Chemins parfumés» de l'UNESCO
14 – 500ème Visite de la Passion au Mas Ricardenque
14 et 15 – CM on the Beach
17 – La Nuit Européenne des Musées
21 au 25 – Fête de la Nature
29 – Journée de Solidarité
29 mai au 1er juin – Jardin des Créateurs – Fayence
30 – Fête des voisins
31 – Stand, Marché des producteurs – Dracénie

Juin
5 – Journée Mondiale de l'environnement
6 au 15 – Festival Les Nuits des Forêts
14 – Festins de caractère
23 – Journée Mondiale de l'Olympisme et du Paralympisme
27 au 29 – Journées du Patrimoine de Pays et des Moulins

Juillet
4 et 5 – Festival de Jazz – Tourrettes
4 au 6 – Cello Fan – Callian
5 – Vacances d'été
6 – Fête du pain – Fayence
12 au 21 – Salon des antiquaires – Fayence
13 – Les Arts au cœur du village - Tourrettes
20 – Stand V&D, Fêtes des vignerons – Les Issambres
20 – Fête de Saint-Cassien des Bois
22 et 29 – Rondes Secrètes – Fayence
29 juillet au 9 août – Festival Musique Cordiale

Août
2 et 3 – Fête de la Saint-Pierre
5 et 19 – Rondes Secrètes – Fayence
7 au 10 – Festival de guitare – Montauroux
7 au 10 – Stand V&D, Fête du raisin – Fréjus
9 au 18 – Jardin des Antiquaires – Fayence
15 – Marché potier – Seillans
22 – Fête de la Libération – Tanneron

Septembre
1er – Rentée scolaire
5 au 7 – Accueil de l'escale des motoplaneurs Fournier
6 – Journée des sports
11 au 14 – Festival Quatuors à Cordes
12 au 14 – Accueil d'étudiants en Médecine, avec le GAPS
13 – Club Ambassadeurs
19 – Atelier numérique – Facebook pour les initiés
20 et 21 – Journées Européennes du Patrimoine
27 – Journée Mondiale du Tourisme
28 – Natura trail

Octobre
1er – Octobre Rose
3 au 10 – Fête de la science
10 – Atelier numérique – Instagram, je me perfectionne ?
9 au 12 – Salon du Roc d'Azur - Fréjus
16 au 19 – Vignobles en scène
18 octobre au 2 novembre – Vacances d'automne et Visites de la Passion

Novembre
8 au 10 – Festival Bagiliba – Fayence
17 au 22 – Cinéfestival – Pays de Fayence
23 – Marché de Noël – Mons
23 – Stand V&D, Foire aux Vins – Les Issambres

Décembre
5 – Atelier numérique – L'IA au service de la communication digitale
7 – Marché de Noël – Fayence
20 décembre au 5 janvier – Vacances des fêtes de fin d'année

INFOS+

Ce programme concerne l'agenda 2025 de l'Office et n'est pas exhaustif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pays de Fayence Provence d'Azur
Office de Tourisme Intercommunal

bons CONTACTS



Xavier BOUNIOL
Directeur
CDD 3 ans – Forfait cadre
- Liens avec les Présidents, Elus, Comité Direction
- Partenariats avec les institutions
- Stratégie et marque
- Charte graphique
- Management d'équipe
- Comité Social Economique
- Coordination générale des missions, des projets et des labels
- Groupes de travail
- Plan d'action
- Gestion des budgets
- Ordonnateur

xavier.bouniol@paysdefayence.com
07 87 53 81 92 / 04 83 110 440



Sylvie MARTINI
Responsable du Pôle Accueils
Régie intercommunale de la Taxe de Séjour
Coordinatrice RH
Forfait cadre – Détachée
- Coordination des conseillères en séjour
- Gestion générale des accueils : informations, boutiques, décoration, vidéos, aménagements…
- Marque Qualité Tourisme/Destination d'Excellence, Groupe Qualité Destination
- Coordinatrice RH, plannings et plan de formation
- Référente des salons
- Régie Intercommunale de la Taxe de Séjour

sylvie.martini@paysdefayence.com
04 83 110 439 / 06 08 56 61 04



Cécile ROIRON
Comptable, secrétaire
Temps plein – CDI
- Préparation Bureau des Présidents et Comité Direction
- Saisie comptable
- Préparation, suivi, clôture et analyse du budget
- Référente du back-office, bureau administratif
- Préparation des rendez-vous
- Rédaction de courriers
- Suivi de dossiers, des achats et des contrats des fournisseurs
- Réseau et serveur
- Intranet Comité de direction et équipe

cecile.roiron@paysdefayence.com
04 83 110 438



Edith BAUDET
Chargée des éditions et conseillère en séjour
Temps plein – Mise à disposition
- Responsable bureau information de Fayence
- Référente animations de Fayence
- Référente de la filière artistes et artisans d'art
- Editions: conception des brochures, flyers, cartes, topos
- Référente des partenariats avec Bagiliba, Grand Jardin et la Fête du pain
- Organisatrice des Rondes secrètes
- Référente label Toutourisme
- Itinérance et Randonnée
- Régisseuse suppléante du BIT de Fayence

edith.baudet@paysdefayence.com
04 83 110 445



Cassandra OUAZZAR-SERAFIM
Assistante de Direction
Responsable du Pôle Promotion
Forfait cadre – Détachée
- Gestion agenda et préparation des rendez-vous
- Préparation réunion de Coordination d'équipe
- Suivi des actions de promotion : éditions, web, presse
- Reportages photos et vidéo
- Suivi des itinéraires de randonnées
- Observatoire Tourisme
- Contrats généraux, assurances
- Relations CCPF
- Référente des véhicules

cassandra.ouazzar@paysdefayence.com
04 83 110 451



Anne-Laure HARDOUIN
Chargée de projets e.tourisme et conseillère en séjour - Temps plein – CDI
- Responsable Bureau Information de Bagnols-en-Forêt dans l'Espace le Rayol
- Référente des animations de Bagnols-en-Forêt et Saint-Paul-en-Forêt
- Lignes éditoriales web, comité éditorial web
- Développement site web + animation blog + réseaux sociaux + newsletters
- Référente de la filière bien-être
- Mise en place et suivi nouveaux outils
- Formation et ateliers
- E-veille + e-réputation
- Webcam, Si2R, Borne
- Animation Club ambassadeurs
- Référente partenariat avec le marché d'Antan et le Festival Francis Poulenc

alaure.hardouin@paysdefayence.com
04 83 110 443 / 06 83 52 35 36



Stéphanie LABORDE
Chargée de projets et conseillère en séjour-Détachée
- Responsable bureau information de Tanneron dans l'Oustaou dòu païs
- Référente des animations de Tanneron et de la filière mimosa
- Référente de la filière des hébergements professionnels et des chambres d'hôtes
- Référente de la filière vélo (EV8 et Label Accueil Vélo)
- Classement chambres d'hôtes référence
- Commercialisation de l'offre groupes et des offres de services
- Accompagnement de l'animation des filières.
- Dossiers AVIZI et Hubo
- Régie des Ventes de produits et services

stéphanie.laborde@paysdefayence.com
04 83 110 442 / 06 83 52 71 95



Carol TOULET
Régisseuse et conseillère en séjour
Temps plein – Mise à disposition
- Co-Responsable de la Maison du lac
- Référente de la filière des producteurs et produits du terroir
- Vie de la Maison du lac, co-référente animations
- Suivi et développement de la boutique de la Maison du lac
- Suivi boutiques dans les Bureaux d'information Touristique
- Référente événement en lien avec le terroir
- Stocks

carol.toulet@paysdefayence.com
04 83 110 447

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

bons CONTACTS



Alba BELTRAMOLLI
Conseillère en séjour
Temps plein - CDI
- Responsable Bureau Information de Tourrettes dans le Musée Art et Essais de Tourrettes
- Responsable Bureau Information de Callian dans l'Espace Edouard GOERG
- Référente animations de Tourrettes et de Callian
- Référente de la filière des restaurateurs (excepté autour du Lac)
- Référente des partenariats avec le Festival de Jazz, Choralliance, Arts au Cœur du Village et Cellofan
- Accueil Hors les Murs (4L)
- Villes jumelles

alba.beltramolli@paysdefayence.com
04 83 110 446



Emmanuelle CETRE
Conseillère en séjour
Temps plein – Détachée
- Responsable bureau information de Seillans dans la maison Waldberg, donation Max Ernst
- Référente animations de Seillans
- Référente de la filière transports
- Référente de la filière magasins de souvenirs
- Animation d'un réseau de résidents secondaires
- Organisation de l'accueil des nouveaux arrivants
- Référentes : Plus beaux villages de France, Villes et métiers d'art, Vignobles & découvertes
- Référente du partenariat avec Musique Cordiale
- Visite de la donation Max ERNST

emmanuelle.cetre@paysdefayence.com
04 83 110 449



Florence DREUSE
Conseillère en séjour
Temps plein – CDI
- Responsable bureau information de Montauroux dans l'Espace Manfredo Borsi
- Référente animations de Montauroux
- Référente de la filière Tourisme et Handicap
- Référente de la filière Visites d'entreprises et des Visites de la Passion
- Référente du dossier OTI éco-Responsable
- Suivi partenariats du Festival de Guitares et Roots du Lac
- Organisation des Visites de la Passion.
- Suivi du projet Chemins parfumés UNESCO
- Suivi du label Station Verte
- Référente Patrimoine Naturel

florence.dreuse@paysdefayence.com
04 83 110 441



Annette CELKA
Conseillère en séjour
Temps plein – CDI
- Conseillère en séjour – agent volant
- Référente journées à thèmes
- Référente filière des Offices de Tourisme voisins
- Référente distribution de la documentation
- Référente du box de stockage
- Référente de dossiers en accompagnement ponctuel
- Veille internet
- Référente des Points Relai Information

annette.celka@paysdefayence.com
04 83 11 04 52



Catherine GAMBLIN
Conseillère en séjour
Temps plein
Mise à disposition
- Responsable de l'accueil téléphonique et numérique
- Référente de la filière meublés classés et non classés
- Référente des sites patrimoine (pierre gris)
- Référente Apidae
- Newsletter Grand Public
- E-veille
- Référente du label Villages de caractère du Var
- Contenu historique des visites commentées

catherine.gamblin@paysdefayence.com
04 94 76 01 02



Vanessa RIEG
Conseillère en séjour
Temps plein – CDI
- Responsable du bureau d'information de Mons dans la Chapelle des Pénitents Blancs
- Référente des animations de Mons
- Référente du Gîte de Randonnée de Mons
- Référente des partenariats avec le Ciné-festival et le festival Quatuors à Cordes
- Suivi des randos en ligne
- Conception de jeux

vanessa.rieg@paysdefayence.com
04 83 11 04 44





Calinda OUAZZAR-SERAFIM et Emma DUTHOIT
Conseillères en séjour et Animatrices numérique
Temps plein – CDI et CDD de remplacement
- Conseillère en séjour – agent volant
- Gestion et animation des réseaux sociaux
- Co-gestion du site internet
- Création de contenu vidéos et photos
- Responsable de la photothèque
- Rapport d'activité annuel
- Dossiers administratifs

calinda.ouazzar@paysdefayence.com
emma.duthoit@paysdefayence.com
04 83 11 04 50

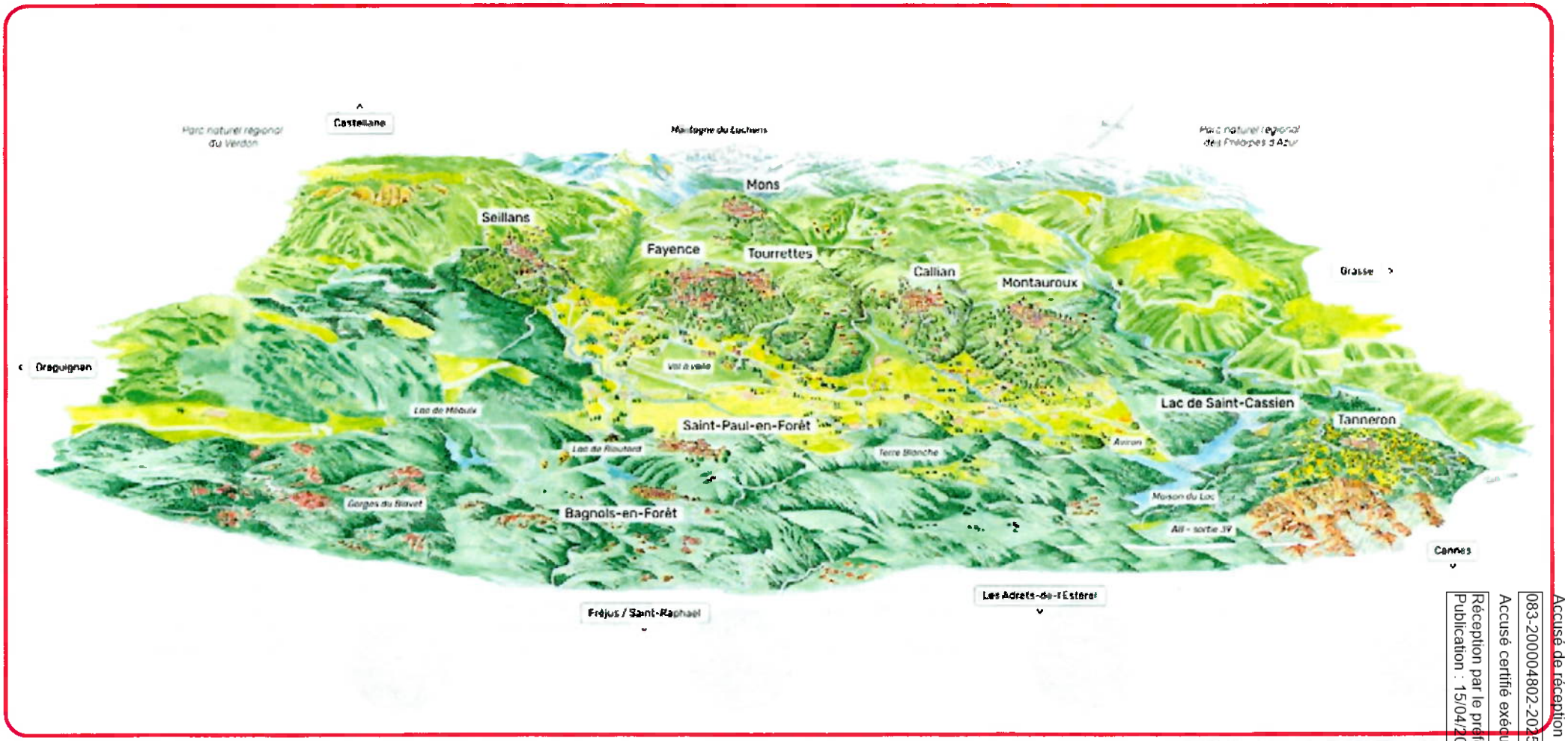


Célia PEREZ
Conseillère en séjour
Temps plein – CDI
- Co-responsable de la Maison du Lac
- Référente de la filière des prestataires de loisirs et activités de pleine nature
- Référente des acteurs du tourisme autour du Lac de Saint-Cassien
- Visites commentées dans l'espace découverte
- Organisation des Visites Pédagogiques gratuites de l'espace découverte
- Partenariat des événements autour du lac
- Partenariat sportifs de haut niveau
- Suivi des événements sportifs ou de pleine nature
- Animation et suivi de la page Facebook Lac de St Cassien

celia.perez@paysdefayence.com
04 83 11 04 48

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet le 15/04/2025
Publication le 15/04/2025

nouvelle carte de TERRITOIRE



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-42-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

DCC n° 250409/43

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DU PAYS DE FAYENCE : COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Le Président communique, pour information, le compte administratif de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence (OTIPF) pour l'année 2024 qui est conforme au compte de gestion.

Les comptes de gestion et administratif 2024 de l'OTIPF ont été approuvés par les membres du Comité de direction le 18 mars 2025.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU l'article L.133-8 du Code du Tourisme,
VU la délibération de la Communauté de communes n°2015-0630/01 en date du 30 juin 2015 intégrant la compétence « promotion du tourisme » dans les statuts de la Communauté de communes en application de loi NOTRe,
VU la délibération n°160628/3 portant création de l'Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence par la Communauté de communes du Pays de Fayence,
VU le compte administratif 2024 de l'OTIPF annexé,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :
- **PREND ACTE** de la présentation du compte administratif 2024 de l'OTIPF.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence

Établissement public industriel et commercial

Délibération : Approbation du compte administratif 2024

Membres en exercice : 21 Présents : 18 (14 titulaires - 4 suppléants) Votants : 17 (14 titulaires - 3 suppléants - pouvoirs)	**Délibération n°** **2025-02-24/02**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-quatre février à quatorze heures trente, le Comité de direction de l'Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence s'est réuni à la Maison du Lac de Saint Cassien à Tanneron

Titulaires présents : Jacques BERENGER, Camille BOUGE, Eric BRUNEL, Mylène CHRISTINE, Patrick DAMOULAKIS, Sylvie FIORUCCI, Michel FLEURY, Jean-François GOMBAULT, Serge LEIBOVITZ, Bernard MONTAGNE, Galina NAVODNITCHAIA, René UGO, Bernard VIAL, Rupert WATTS

Titulaires excusés : Claudette MARIET, Alain MOURGUES, Patrick ROUVERAND.

Suppléants présents avec droit de vote : Brigitte BADET, Joëlle FABRE, Anthony VIGNADOCCHIO

Suppléants présents invités : Jacques LEFORESTIER

Suppléants excusés : Cynthia AIME-SFILIO

Pouvoirs :

Directeur de l'Office de Tourisme Intercommunal avec voix consultative : Xavier BOUNIOL

Invitées : Cassandra OUAZZAR-SERAFIM, Sylvie MARTINI et Cécile ROIRON

- Vu le code du tourisme, notamment les articles L133-4, L133-6, L.133-7, R133-12, R.133-14 à 17,
- Vu la délibération de la Communauté de communes n°2015-0630/01 en date du 30 juin 2015 intégrant la compétence « promotion du tourisme » dans les statuts de la Communauté de communes en application de loi NOTRe ;
- Vu la délibération n°160628/3 portant création de l'Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence par la Communauté de communes du Pays de Fayence ;
- Vu la délibération n°2016-10-6/1 approuvant les statuts de l'office de tourisme intercommunal et la délibération n°2024-12-16/03 approuvant la modification des statuts de l'EPIC Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence
- Vu la délibération n°2021-01-25/1 approuvant la convention d'objectifs entre la Communauté des communes du Pays de Fayence et l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, la délibération n°2022-06-22/02 approuvant son avenant n°1, la délibération n°2024-02-22/05 approuvant son avenant n°2 et la délibération 2024-12-16/04 approuvant son avenant n°3 ;
- Vu la délibération n°2022-05-10/3 renouvelant Xavier BOUNIOL directeur de l'OTIPF ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Délibération n° 2025-02-24/02

Le Comité de Direction, réuni sous la Présidence de M. René UGO, délibérant sur le compte administratif du budget de l'exercice 2024 dressé par Monsieur Xavier BOUNIOL, directeur et ordonnateur, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, et après avoir approuvé le compte de gestion 2024 ;

1. **Lui donne acte** de la présentation faite du compte administratif, en annexe, lequel peut se résumer ainsi :

OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA - 2024

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	1 244 042,71	G	1 198 899,52	G-A	-45 143,19
	Section d'investissement	B	82 674,66	H	101 864,70	H-B	19 190,04
		+		+			
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	116 630,64 (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	D	30 369,39 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)		
		=		=			
		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	1 357 086,76	Q= G+H+I+J	1 417 394,86	=Q-P	60 308,10

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	21 581,09	L	20 000,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	21 581,09	= K+L	20 000,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	1 244 042,71	= G+I+K	1 315 530,16	71 487,45
	Section d'investissement	= B+D+F	134 625,14	= H+J+L	121 864,70	-12 760,44
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 378 667,85	= G+H+I+J+K+L	1 437 394,86	58 727,01

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Délibération n° 2025-02-24/02

2. **Constate**, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion voté le 24 février 2025 relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

3. **Reconnaît** la sincérité des restes à réaliser en dépenses et recettes d'investissement.

4. **Vote et arrête** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus (le directeur s'étant retiré au moment du vote).

Ce compte administratif sera présenté au Conseil Communautaire de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

Le Président de l'OTIPF,
René UGO

OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL
DU PAYS DE FAYENCE
Siège social : Place Léon Roux - centre village -83440 FAYENCE
Téléphone : +33 (0)4 94 76 01 02
Administration : Tassy - 1849 RD 19 - 83440 TOURRETTES
Téléphone : +33 (0)4 94 85 73 79
SIRET : 823 778 634 00019 - RCS DRAGUIGNAN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 82377863400019	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT OTI DU PAYS DE FAYENCE

POSTE COMPTABLE DE : SGC DE L'ESTEREL

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : OTI DU PAYS DE FAYENCE (2)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 19
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 20
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 21
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 22
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 23
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 24
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 28
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
C5 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 29

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA - 2024 083200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires (délibération n? du / /).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA 2024 083200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 1 244 042,71	G 1 198 899,52	G-A -45 143,19
	Section d'investissement	B 82 674,66	H 101 864,70	H-B 19 190,04
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 116 630,64 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 30 369,39 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 1 357 086,76	Q= G+H+I+J 1 417 394,86	=Q-P 60 308,10

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 21 581,09	L 20 000,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 21 581,09	= K+L 20 000,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 1 244 042,71	= G+I+K 1 315 530,16	71 487,45
	Section d'investissement	= B+D+F 134 625,14	= H+J+L 121 864,70	-12 760,44
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 1 378 667,85	= G+H+I+J+K+L 1 437 394,86	58 727,01

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 21 581,09	L 20 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	20 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	6 725,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	14 856,09	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	402 790,34	385 271,32	9 357,77	0,00	8 161,25
012	Charges de personnel, frais assimilés	810 400,00	731 302,71	59 079,25	0,00	20 018,04
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	700,00	462,26	0,00	0,00	237,74
Total des dépenses de gestion courante		**1 213 890,34**	**1 117 036,29**	**68 437,02**	**0,00**	**28 417,03**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 300,00	871,19	0,00	0,00	428,81
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 215 190,34**	**1 117 907,48**	**68 437,02**	**0,00**	**28 845,84**
023	*Virement à la section d'investissement*	*28 000,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*57 698,21*	*57 698,21*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***85 698,21***	***57 698,21***			***28 000,00***
TOTAL		**1 300 888,55**	**1 175 605,69**	**68 437,02**	**0,00**	**56 845,84**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	12 000,00	14 641,77	0,00	0,00	-2 641,77
70	Ventes produits fabriqués, prestations	65 900,00	56 420,73	3 364,42	0,00	6 114,85
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	415 600,00	370 000,00	0,00	0,00	45 600,00
75	Autres produits de gestion courante	650 020,00	431 318,15	280 105,46	0,00	-61 403,61
Total des recettes de gestion courante		**1 143 520,00**	**872 380,65**	**283 469,88**	**0,00**	**-12 330,53**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	2 311,08	0,00	0,00	-2 311,08
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 143 520,00**	**874 691,73**	**283 469,88**	**0,00**	**-14 641,61**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*40 737,91*	40 737,91			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***40 737,91***	***40 737,91***			***0,00***
TOTAL		**1 184 257,91**	**915 429,64**	**283 469,88**	**0,00**	**-14 641,61**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**116 630,64**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	26 757,40	14 480,00	6 725,00	5 552,40
21	Immobilisations corporelles	52 000,00	27 456,75	14 856,09	9 687,16
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**78 757,40**	**41 936,75**	**21 581,09**	**15 239,56**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**78 757,40**	**41 936,75**	**21 581,09**	**15 239,56**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*40 737,91*	*40 737,91*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***40 737,91***	***40 737,91***		***0,00***
TOTAL		**119 495,31**	**82 674,66**	21 581,09	**15 239,56**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**30 369,39**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	40 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**40 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	24 166,49	24 166,49	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**24 166,49**	**24 166,49**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**64 166,49**	**44 166,49**	**20 000,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*28 000,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*57 698,21*	*57 698,21*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***85 698,21***	***57 698,21***		***28 000,00***
TOTAL		**149 864,70**	**101 864,70**	**20 000,00**	**28 000,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 25/04/2025

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	0,00			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	394 629,09		394 629,09
012	Charges de personnel, frais assimilés	790 381,96		790 381,96
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	462,26		462,26
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	871,19	*0,00*	871,19
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*57 698,21*	57 698,21
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 186 344,50**	***57 698,21***	**1 244 042,71**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 244 042,71**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*40 737,91*	40 737,91
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	14 480,00	0,00	14 480,00
21	Immobilisations corporelles (6)	27 456,75	0,00	27 456,75
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**41 936,75**	***40 737,91***	**82 674,66**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**30 369,39**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**113 044,05**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	14 641,77		14 641,77
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	59 785,15		59 785,15
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	370 000,00		370 000,00
75	Autres produits de gestion courante	711 423,61		711 423,61
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	2 311,08	*40 737,91*	43 048,99
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**1 158 161,61**	***40 737,91***	**1 198 899,52**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**116 630,64**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 315 530,16**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	20 000,00	0,00	20 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*57 698,21*	*57 698,21*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**20 000,00**	***57 698,21***	**77 698,21**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**24 166,49**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**101 864,70**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**402 790,34**	**385 271,32**	**9 357,77**	**0,00**	**8 161,25**
6037	Var. stocks marchandises, terr.nus	13 507,29	13 507,29	0,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	15 000,00	15 766,01	252,19	0,00	-1 018,20
6063	Fournitures entretien et petit équipt	8 000,00	7 511,81	97,64	0,00	390,55
6064	Fournitures administratives	7 400,00	7 301,69	0,00	0,00	98,31
6066	Carburants	1 800,00	1 592,77	68,46	0,00	138,77
6068	Autres matières et fournitures	700,00	743,40	0,00	0,00	-43,40
607	Achats de marchandises	30 000,00	29 711,63	0,00	0,00	288,37
611	Sous-traitance générale	27 300,00	25 175,56	2 654,88	0,00	-530,44
6132	Locations immobilières	16 130,00	14 838,48	0,00	0,00	1 291,52
6135	Locations mobilières	6 500,00	6 338,38	0,00	0,00	161,62
614	Charges locatives et de copropriété	2 200,00	2 007,00	0,00	0,00	193,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	3 900,00	3 866,16	0,00	0,00	33,84
61551	Entretien matériel roulant	2 500,00	1 958,18	0,00	0,00	541,82
61558	Entretien autres biens mobiliers	26 368,00	24 765,66	0,00	0,00	1 602,34
6156	Maintenance	30 000,00	28 457,67	110,00	0,00	1 432,33
6161	Multirisques	8 100,00	9 172,18	0,00	0,00	-1 072,18
617	Etudes et recherches	5 000,00	5 119,40	0,00	0,00	-119,40
618	Divers	1 000,00	941,60	0,00	0,00	58,40
6222	Commissions et courtages sur ventes	15,00	29,00	0,00	0,00	-14,00
6226	Honoraires	22 110,05	20 802,67	517,95	0,00	789,43
6227	Frais d'actes et de contentieux	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6228	Divers	7 100,00	5 965,00	180,00	0,00	955,00
6231	Annonces et insertions	7 000,00	7 039,78	0,00	0,00	-39,78
6232	Echantillons	8 500,00	8 318,79	0,00	0,00	181,21
6233	Foires et expositions	6 000,00	6 421,60	0,00	0,00	-421,60
6236	Catalogues et imprimés	42 500,00	41 804,54	270,00	0,00	425,46
6238	Divers	2 400,00	2 301,46	0,00	0,00	98,54
6241	Transports sur achats	1 300,00	1 258,00	0,00	0,00	42,00
6251	Voyages et déplacements	4 000,00	4 608,99	0,00	0,00	-608,99
6256	Missions	5 000,00	4 000,39	940,44	0,00	59,17
6257	Réceptions	24 500,00	25 601,63	389,44	0,00	-1 491,07
6261	Frais d'affranchissement	1 600,00	923,10	0,00	0,00	676,90
6262	Frais de télécommunications	23 000,00	22 732,84	22,00	0,00	245,16
627	Services bancaires et assimilés	200,00	145,83	0,00	0,00	54,17
6281	Concours divers (cotisations)	17 060,00	11 964,32	1 410,92	0,00	3 684,76
6283	Frais de nettoyage des locaux	24 000,00	22 303,50	1 868,00	0,00	-171,50
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	80,66	370,00	0,00	-450,66
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	194,35	205,85	0,00	99,80
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**810 400,00**	**731 302,71**	**59 079,25**	**0,00**	**20 018,04**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	146 600,00	144 135,17	0,00	0,00	2 464,83
6311	Taxe sur les salaires	40 000,00	37 007,00	0,00	0,00	2 993,00
6312	Taxe d'apprentissage	350,00	367,00	0,00	0,00	-17,00
6313	Participat° employeurs format° continue	1 800,00	1 956,67	0,00	0,00	-156,67
6411	Salaires, appointements, commissions	414 334,00	413 087,85	0,00	0,00	1 246,15
6412	Congés payés	4 800,00	-18 889,81	23 658,37	0,00	31,44
6413	Primes et gratifications	38 000,00	29 693,68	0,00	0,00	8 306,32
6414	Indemnités et avantages divers	18 000,00	-18 695,30	35 420,88	0,00	1 274,42
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	66 000,00	64 344,75	0,00	0,00	1 655,25
6452	Cotisations aux mutuelles	15 000,00	12 308,20	0,00	0,00	2 691,80
6453	Cotisations aux caisses de retraites	42 000,00	43 141,30	0,00	0,00	-1 141,30
6454	Cotisations au Pôle emploi	18 000,00	18 080,60	0,00	0,00	-80,60
6472	Versements aux comités d'entreprise	3 816,00	3 472,00	0,00	0,00	344,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 700,00	1 293,60	0,00	0,00	406,40
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**700,00**	**462,26**	**0,00**	**0,00**	**237,74**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
060200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 14/04/2025

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
6518	Autres	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
6532	Frais de mission élus	200,00	44,55	0,00	0,00	155,45
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	100,00	417,71	0,00	0,00	-317,71
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**1 213 890,34**	**1 117 036,29**	**68 437,02**	**0,00**	**28 417,03**
66	**Charges financières (b) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**1 300,00**	**871,19**	**0,00**	**0,00**	**428,81**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	414,37	0,00	0,00	-414,37
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	1 300,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	456,82	0,00	0,00	-456,82
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6951	Impôts sur les bénéfices	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**1 215 190,34**	**1 117 907,48**	**68 437,02**	**0,00**	**28 845,84**
023	***Virement à la section d'investissement***	***28 000,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***57 698,21***	***57 698,21***			***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*57 698,21*	*57 698,21*			*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***85 698,21***	***57 698,21***			***28 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***85 698,21***	***57 698,21***			***28 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 300 888,55**	**1 175 605,69**	**68 437,02**	**0,00**	**56 845,84**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA 2024 083400004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

III A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**12 000,00**	**14 641,77**	**0,00**	**0,00**	**-2 641,77**
6037	Var. stocks marchandises, terr.nus	12 000,00	14 262,83	0,00	0,00	-2 262,83
64198	Autres remboursements	0,00	378,94	0,00	0,00	-378,94
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***65 900,00***	***56 420,73***	***3 364,42***	***0,00***	***6 114,85***
706	Prestations de services	*20 900,00*	*11 875,70*	*134,90*	*0,00*	*8 889,40*
707	Ventes de marchandises	*45 000,00*	*44 545,03*	*3 229,52*	*0,00*	*-2 774,55*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**415 600,00**	**370 000,00**	**0,00**	**0,00**	**45 600,00**
74	Subventions d'exploitation	415 600,00	370 000,00	0,00	0,00	45 600,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**650 020,00**	**431 318,15**	**280 105,46**	**0,00**	**-61 403,61**
753	Reversement taxe de séjour	650 000,00	426 691,51	280 105,46	0,00	-56 796,97
7588	Autres	20,00	4 626,64	0,00	0,00	-4 606,64
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**1 143 520,00**	**872 380,65**	**283 469,88**	**0,00**	**-12 330,53**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**2 311,08**	**0,00**	**0,00**	**-2 311,08**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	630,04	0,00	0,00	-630,04
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 505,78	0,00	0,00	-1 505,78
778	Autres produits exceptionnels	0,00	175,26	0,00	0,00	-175,26
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**1 143 520,00**	**874 691,73**	**283 469,88**	**0,00**	**-14 641,61**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***40 737,91***	***40 737,91***			***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*40 737,91*	*40 737,91*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***40 737,91***	***40 737,91***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 184 257,91**	**915 429,64**	**283 469,88**	**0,00**	**-14 641,61**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**116 630,64**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA 2024 00004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**26 757,40**	**14 480,00**	**6 725,00**	**5 552,40**
2051	Concessions et droits assimilés	26 757,40	14 480,00	6 725,00	5 552,40
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**52 000,00**	**27 456,75**	**14 856,09**	**9 687,16**
2182	Matériel de transport	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	13 000,00	11 498,40	0,00	1 501,60
2184	Mobilier	5 000,00	5 109,16	738,69	-847,85
2188	Autres immobilisations corporelles	27 000,00	10 849,19	14 117,40	2 033,41
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**78 757,40**	**41 936,75**	**21 581,09**	**15 239,56**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**78 757,40**	**41 936,75**	**21 581,09**	**15 239,56**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***40 737,91***	***40 737,91***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***40 737,91***	***40 737,91***		***0,00***
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*0,00*	*8 439,73*		*-8 439,73*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*40 737,91*	*32 298,18*		*8 439,73*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***40 737,91***	***40 737,91***		***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**119 495,31**	**82 674,66**	**21 581,09**	**15 239,56**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**30 369,39**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA 2024 00004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**40 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**0,00**
1313	Subv. équipt Départements	40 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations Incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	0,00	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**40 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**24 166,49**	**24 166,49**	0,00	0,00
1068	Autres réserves	24 166,49	24 166,49	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	24 166,49	24 166,49	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	64 166,49	44 166,49	20 000,00	0,00
021	***Virement de la section d'exploitation***	***28 000,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***57 698,21***	***57 698,21***		***0,00***
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*18 557,75*	*18 557,75*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*2 699,63*	*2 699,63*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*23 598,47*	*23 598,47*		*0,00*
28184	*Mobilier*	*3 894,75*	*3 894,75*		*0,00*
28188	*Autres*	*8 947,61*	*8 947,61*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***85 698,21***	***57 698,21***		***28 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***85 698,21***	***57 698,21***		***28 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**149 864,70**	**101 864,70**	**20 000,00**	**28 000,00**
	Pour Information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA 2024 [illegible]0004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500 €	03/03/2017

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	AGENCEMENT AMENAGEMENT BATIMENT TERRAIN	15	
L	BATIMENT LEGER ABRI	10	
L	VOITURE	5	
L	COFFRE FORT	20	
L	FRAIS D ETUDE NON SUIVI DE REALISATION	5	
L	INSTALLATION ET APPAREIL DE CHAUFFAGE	10	
L	LOGICIEL	2	
L	MATERIEL CLASSIQUE	10	
L	MATERIEL BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	5	
L	MATERIEL INFORMATIQUE	4	
L	MOBILIER	10	
L	PLANTATION	15	
L	SUBVENTION BIEN IMMO	15	
L	SUBVENTION BIEN MOBILIER	5	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-30 369,39**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-30 369,39**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**24 166,49**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-30 369,39**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-6 202,90**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**40 737,91**	**40 737,91**	**21 581,09**	**62 319,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**85 698,21**	**57 698,21**	**20 000,00**	**77 698,21**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**44 960,30**	**16 960,30**	**-1 581,09**	**15 379,21**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-30 369,39**			**-30 369,39**
Affectation au 106 (C)	**24 166,49**	**24 166,49**		**24 166,49**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-6 202,90**			**-6 202,90**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**9 176,31**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**40 737,91**	I	**40 737,91**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**40 737,91**		**40 737,91**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*40 737,91*		*40 737,91*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**85 698,21**	**III**	**57 698,21**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**85 698,21**		**57 698,21**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*18 557,75*		*18 557,75*
28182	*Matériel de transport*	*2 699,63*		*2 699,63*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*23 598,47*		*23 598,47*
28184	*Mobilier*	*3 894,75*		*3 894,75*
28188	*Autres*	*8 947,61*		*8 947,61*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*28 000,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
1313	SUBVENTION CD83		CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	Département	20 000,00
74	SUBVENTION CD83		CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	Département	50 000,00
74	SUBVENTION CCPF		COM. COMMUNES PAYS DE FAYENCE	Commune	320 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ASSISTANTE DE DIRECTION	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
CHARGEE DE MISSION	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - AB	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - AC	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - COS	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - CRIV	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - EC	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - FD	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - VP	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - VR	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DIRECTEUR	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RESPONSABLE ACCUEIL	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
RESPONSABLE WEB	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SECRETAIRE COMPTABLE	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA - 2024

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		4,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année.

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emplois existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**260 651,00**		
CONSEILLERE EN SEJOUR - AB	C	ADM		27 772,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - AC	C	ADM		17 990,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - COS	C	ADM		16 100,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - CRIV	C	ADM		3 813,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - FD	B	ADM		27 506,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - VP	C	ADM		21 426,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - VR	C	ADM		13 480,00	A	CDI
DIRECTEUR	A	ADM		67 912,00	A	CDD
RESPONSABLE WEB	B	ADM		33 283,00	A	CDI
SECRETAIRE COMPTABLE	B	ADM		29 369,00	A	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**44 014,00**		
CONSEILLERE EN SEJOUR	C	ADM		3 857,00	A	CDD
CONSEILLERE EN SEJOUR - SAISONNIERS	C	ADM		39 853,00	A	CDD
CONSEILLERE EN SEJOUR - STAGIAIRE	C	ADM		304,00	A	CDD
TOTAL GENERAL				**304 665,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif
CULT : Culturel
ANIM : Animation
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10
328_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L328 et L 352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA - 2024

333-12 Collaborateurs de groupes d'élus
A Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A l'autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupant un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP

(7) Occupant un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 24 octobre 1985

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
CONSEILLERE EN SEJOUR	C	0	103 178,00
TOTAL GENERAL	C	0	103 178,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA 2024 [illegible]0004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Nombre de membres en exercice : 21
Nombre de membres présents : 18
Nombre de suffrages exprimés : 17
VOTES :
Pour : 17
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 09/01/2025

Présenté par (1) RENE UGO PRESIDENT,
A TANNERON le 24/02/2025
(1) RENE UGO PRESIDENT,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ORDINAIRE
A TANNERON, le 24/02/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

MME ALLONGUE ROSE	
MME CHRISTINE MYLENE	
MME FIORUCCI SYLVIE	
MME MANKAI MARIE-JOSE	
MME MARIET CLAUDETTE	
MME NAVODNITCHAIA GALINA	
MME PERRET MICHELE	
MME ROBBE MYRIAM	
MR BERENGER JACQUES	
MR BOUGE CAMILLE	
MR BRUNEL ERIC	
MR DAMOULAKIS PATRICK	
MR FLEURY MICHEL	
MR GOMBAULT JEAN-FRANCOIS	
MR LEIBOVITZ SERGE	
MR MONTAGNE BERNARD	
MR MOURGUES ALAIN	
MR ROUVERAND PATRICK	
MR UGO RENE	
MR VIAL BERNARD	
MR WATTS RUPET	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - CA - 2024 083200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Certifié exécutoire par (1) RENE UGO PRESIDENT, compte tenu de la transmission en préfecture, le 24/02/2025, et de la publication le 24/02/2025

A TANNERON,le 24/02/2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : LES MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Compte administratif 2024

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

ARRETE - SIGNATURES

MR UGO RENE	MR BOUGE CAMILLE	MR FLEURY MICHEL
MR BERENGER JACQUES	MME PERRET MICHELE	MME MARIET CLAUDETTE
MME MANKAI MARIE-JOSE	MME ROBBE MYRIAM	MR LEIBOVITZ SERGE
MR VIAL BERNARD	MR MONTAGNE BERNARD	MME FIORUCCI SYLVIE
MR MOURGUES ALAIN	MR BRUNEL ERIC	MR GOMBAULT JEAN-FRANCOIS
MME ALLONGUE ROSE	MME CHRISTINE MYLENE	MME NAVODNITCHAIA GALINA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-43-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Carte administrative

ARRETE - SIGNATURES

MR ROUVERAND PATRICK	MR WATTS RUPET	MR DAMOULAKIS PATRICK

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/44

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DU PAYS DE FAYENCE : BUDGET PRIMITIF 2025

Le Président communique, pour information, le budget primitif de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence (OTIPF) pour l'année 2025 qui a été approuvé par les membres du Comité de direction le 18 mars 2025.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU l'article L.133-8 du Code du Tourisme,
VU la délibération de la Communauté de communes n°2015-0630/01 en date du 30 juin 2015 intégrant la compétence « promotion du tourisme » dans les statuts de la Communauté de communes en application de loi NOTRe,
VU la délibération n°160628/3 portant création de l'Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence par la Communauté de communes du Pays de Fayence,
VU le budget primitif 2025 de l'OTIPF annexé,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :
- **PREND ACTE** de la présentation du budget primitif 2025 de l'OTIPF.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence

Établissement public industriel et commercial

Délibération : Vote du budget primitif 2025

Membres en exercice : 21 Présents :14 (12 titulaires - 2 suppléants) Votants : 14 (12 titulaires - 2 suppléants - pouvoir)	**Délibération n°** **2025-03-10/08**

L'an deux mille vingt-cinq, le dix mars, à quatorze heures trente, le Comité de direction de l'Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence s'est réuni à la Maison du Lac de Saint Cassien à Tanneron

Titulaires présents : Camille BOUGE, Eric BRUNEL, Mylène CHRISTINE, Patrick DAMOULAKIS, Sylvie FIORUCCI, Michel FLEURY, Serge LEIBOVITZ, Alain MOURGUES, Galina NAVODNITCHAIA, Myriam ROBBE, René UGO, Rupert WATTS

Titulaires excusés : Bernard MONTAGNE, Marie-Josée MANKAÏ, Michèle PERRET

Suppléants présents avec droit de vote : Joëlle FABRE, Élisabeth MENUT

Suppléants présents invités :

Suppléants excusés : Cynthia AIME-SFILIO

Pouvoirs :

Directeur de l'Office de Tourisme Intercommunal avec voix consultative : Xavier BOUNIOL

Invitées : Cassandra OUAZZAR-SERAFIM, Sylvie MARTINI et Cécile ROIRON

- Vu le code du tourisme, notamment les articles L133-4, L133-6, L.133-7, R133-12, R.133-14 à 17,
- Vu la délibération de la Communauté de communes n°2015-0630/01 en date du 30 juin 2015 intégrant la compétence « promotion du tourisme » dans les statuts de la Communauté de communes en application de loi NOTRe ;
- Vu la délibération n°160628/3 portant création de l'Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence par la Communauté de communes du Pays de Fayence ;
- Vu la délibération n°2016-10-6/1 approuvant les statuts de l'office de tourisme intercommunal et la délibération n°2024-12-16/03 approuvant la modification des statuts de l'EPIC Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence
- Vu la délibération n°2021-01-25/1 approuvant la convention d'objectifs entre la Communauté des communes du Pays de Fayence et l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays de Fayence pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, la délibération n°2022-06-22/02 approuvant son avenant n°1, la délibération n°2024-02-22/05 approuvant son avenant n°2 et la délibération 2024-12-16/04 approuvant son avenant n°3 ;
- Vu la délibération n°2022-05-10/3 renouvelant Xavier BOUNIOL directeur de l'OTIPF ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Délibération n° 2025-03-10/08

Il est demandé au Comité de Direction de se prononcer sur le budget primitif 2025, présenté en annexe, arrêté comme suit, voté en chapitres :

- Dépenses et recettes de fonctionnement : 1.300.822,27 €
- Dépenses et recettes d'investissement : 108.316,09 €

Vu le débat d'orientation budgétaire du 24 février 2025 ;

Ce budget prévisionnel 2025 sera présenté au Conseil Communautaire de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

Le Comité de Direction,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,
Approuve le budget primitif pour l'exercice 2025.

OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL
DU PAYS DE FAYENCE
Siège social : Place Léon Roux - centre village -83440 FAYENCE
Téléphone : +33 (0)4 94 76 01 02
Administration : Tassy - 1849 RD 19 - 83440 TOURRETTES .
Téléphone : +33 (0)4 94 85 73 79
SIRET : 823 778 634 00019 - RCS DRAGUIGNAN

Le Président de l'OTIPF,
René UGO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 82377863400019	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT OTI DU PAYS DE FAYENCE

POSTE COMPTABLE DE : SGC DE L'ESTEREL

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif

BUDGET : OTI DU PAYS DE FAYENCE (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 18
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 19
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 20
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 21
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 22
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 26
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 27

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

VUE D'ENSEMBLE

A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 300 822,27	1 242 095,26
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 58 727,01
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 300 822,27	1 300 822,27

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	75 555,65	88 316,09
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	21 581,09	20 000,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 11 179,35	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	108 316,09	108 316,09

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 409 138,36	1 409 138,36

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

II
A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	402 790,34	0,00	383 466,62	383 466,62	383 466,62
012	Charges de personnel, frais assimilés	810 400,00	0,00	860 000,00	860 000,00	860 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	700,00	0,00	550,00	550,00	550,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 213 890,34**	**0,00**	**1 244 016,62**	**1 244 016,62**	**1 244 016,62**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 300,00	0,00	250,00	250,00	250,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 215 190,34**	**0,00**	**1 245 266,62**	**1 245 266,62**	**1 245 266,62**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*28 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*57 698,21*		*55 555,65*	*55 555,65*	*55 555,65*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***85 698,21***		***55 555,65***	***55 555,65***	***55 555,65***
TOTAL		**1 300 888,55**	**0,00**	**1 300 822,27**	**1 300 822,27**	**1 300 822,27**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 300 822,27**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	65 900,00	0,00	60 700,00	60 700,00	60 700,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	415 600,00	0,00	427 000,00	427 000,00	427 000,00
75	Autres produits de gestion courante	650 020,00	0,00	706 000,00	706 000,00	706 000,00
Total des recettes de gestion des services		**1 143 520,00**	**0,00**	**1 205 700,00**	**1 205 700,00**	**1 205 700,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	1 097,30	1 097,30	1 097,30
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 143 520,00**	**0,00**	**1 206 797,30**	**1 206 797,30**	**1 206 797,30**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*40 737,91*		*35 297,96*	*35 297,96*	*35 297,96*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***40 737,91***		***35 297,96***	***35 297,96***	***35 297,96***
TOTAL		**1 184 257,91**	**0,00**	**1 242 095,26**	**1 242 095,26**	**1 242 095,26**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**58 727,01**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 300 822,27**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**20 257,69**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II
A3

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	26 757,40	6 725,00	20 600,00	20 600,00	27 325,00
21	Immobilisations corporelles	52 000,00	14 856,09	19 657,69	19 657,69	34 513,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**78 757,40**	**21 581,09**	**40 257,69**	**40 257,69**	**61 838,78**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**78 757,40**	**21 581,09**	**40 257,69**	**40 257,69**	**61 838,78**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*40 737,91*		*35 297,96*	*35 297,96*	*35 297,96*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***40 737,91***		***35 297,96***	***35 297,96***	***35 297,96***
TOTAL		**119 495,31**	**21 581,09**	**75 555,65**	**75 555,65**	**97 136,74**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**11 179,35**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**108 316,09**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	40 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	40 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**40 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**40 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	24 166,49	0,00	12 760,44	12 760,44	12 760,44
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**24 166,49**	**0,00**	**12 760,44**	**12 760,44**	**12 760,44**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**64 166,49**	**20 000,00**	**32 760,44**	**32 760,44**	**52 760,44**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*28 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*57 698,21*		*55 555,65*	*55 555,65*	*55 555,65*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***85 698,21***		***55 555,65***	***55 555,65***	***55 555,65***
TOTAL		**149 864,70**	**20 000,00**	**88 316,09**	**88 316,09**	**108 316,09**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**108 316,09**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**20 257,69**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	383 466,62		383 466,62
012	Charges de personnel, frais assimilés	860 000,00		860 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	550,00		550,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	250,00	*0,00*	250,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*55 555,65*	55 555,65
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	1 000,00		1 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 245 266,62**	***55 555,65***	**1 300 822,27**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 300 822,27**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*35 297,96*	35 297,96
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	27 325,00	0,00	27 325,00
21	Immobilisations corporelles (6)	34 513,78	0,00	34 513,78
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**61 838,78**	***35 297,96***	**97 136,74**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**11 179,35**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**108 316,09**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	12 000,00		12 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	60 700,00		60 700,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	427 000,00		427 000,00
75	Autres produits de gestion courante	706 000,00		706 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	1 097,30	*35 297,96*	36 395,26
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**1 206 797,30**	***35 297,96***	**1 242 095,26**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**58 727,01**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 300 822,27**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	40 000,00	*0,00*	40 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*55 555,65*	55 555,65
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**40 000,00**	***55 555,65***	**95 555,65**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**12 760,44**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**108 316,09**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III
A1

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**402 790,34**	**383 466,62**	**383 466,62**
6037	Var. stocks marchandises, terr.nus	13 507,29	14 626,83	14 626,83
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	15 000,00	14 500,00	14 500,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	8 000,00	7 000,00	7 000,00
6064	Fournitures administratives	7 400,00	6 000,00	6 000,00
6066	Carburants	1 800,00	1 700,00	1 700,00
6068	Autres matières et fournitures	700,00	800,00	800,00
607	Achats de marchandises	30 000,00	27 000,00	27 000,00
611	Sous-traitance générale	27 300,00	32 000,00	32 000,00
6132	Locations immobilières	16 130,00	21 552,00	21 552,00
6135	Locations mobilières	6 500,00	5 000,00	5 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	2 200,00	2 060,00	2 060,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	3 900,00	4 151,60	4 151,60
61551	Entretien matériel roulant	2 500,00	2 000,00	2 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	26 368,00	25 000,00	25 000,00
6156	Maintenance	30 000,00	30 000,00	30 000,00
6161	Multirisques	8 100,00	9 143,05	9 143,05
617	Etudes et recherches	5 000,00	3 500,00	3 500,00
618	Divers	1 000,00	2 500,00	2 500,00
6222	Commissions et courtages sur ventes	15,00	50,00	50,00
6226	Honoraires	22 110,05	23 083,14	23 083,14
6227	Frais d'actes et de contentieux	200,00	0,00	0,00
6228	Divers	7 100,00	5 600,00	5 600,00
6231	Annonces et insertions	7 000,00	5 000,00	5 000,00
6232	Echantillons	8 500,00	5 000,00	5 000,00
6233	Foires et expositions	6 000,00	2 400,00	2 400,00
6236	Catalogues et imprimés	42 500,00	40 000,00	40 000,00
6238	Divers	2 400,00	1 500,00	1 500,00
6241	Transports sur achats	1 300,00	1 000,00	1 000,00
6251	Voyages et déplacements	4 000,00	4 700,00	4 700,00
6256	Missions	5 000,00	3 500,00	3 500,00
6257	Réceptions	24 500,00	23 000,00	23 000,00
6261	Frais d'affranchissement	1 600,00	1 000,00	1 000,00
6262	Frais de télécommunications	23 000,00	23 000,00	23 000,00
627	Services bancaires et assimilés	200,00	150,00	150,00
6281	Concours divers (cotisations)	17 060,00	11 500,00	11 500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	24 000,00	23 500,00	23 500,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	400,00	450,00	450,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	500,00	500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**810 400,00**	**860 000,00**	**860 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	146 600,00	151 800,00	151 800,00
6311	Taxe sur les salaires	40 000,00	40 000,00	40 000,00
6312	Taxe d'apprentissage	350,00	400,00	400,00
6313	Participat° employeurs format° continue	1 800,00	2 143,00	2 143,00
6411	Salaires, appointements, commissions	414 334,00	460 265,00	460 265,00
6412	Congés payés	4 800,00	5 200,00	5 200,00
6413	Primes et gratifications	38 000,00	38 000,00	38 000,00
6414	Indemnités et avantages divers	18 000,00	2 000,00	2 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	66 000,00	70 000,00	70 000,00
6452	Cotisations aux mutuelles	15 000,00	15 000,00	15 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	42 000,00	50 000,00	50 000,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	18 000,00	20 000,00	20 000,00
6472	Versements aux comités d'entreprise	3 816,00	3 392,00	3 392,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 700,00	1 800,00	1 800,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**700,00**	**550,00**	**550,00**
6518	Autres	400,00	300,00	300,00
6532	Frais de mission élus	200,00	150,00	150,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	100,00	100,00	100,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		1 213 890,34	~~1 244 016,62~~	~~1 244 016,62~~
66	Charges financières (b) (8)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	1 300,00	250,00	250,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	1 300,00	250,00	250,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	1 000,00	1 000,00
6951	Impôts sur les bénéfices	0,00	1 000,00	1 000,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		1 215 190,34	1 245 266,62	1 245 266,62
023	*Virement à la section d'investissement*	*28 000,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)*	*57 698,21*	*55 555,65*	*55 555,65*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*57 698,21*	*55 555,65*	*55 555,65*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*85 698,21*	*55 555,65*	*55 555,65*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*85 698,21*	*55 555,65*	*55 555,65*
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 300 888,55	1 300 822,27	1 300 822,27

	+
RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 300 822,27

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.
(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

III A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**12 000,00**	**12 000,00**	**12 000,00**
6037	Var. stocks marchandises, terr.nus	12 000,00	12 000,00	12 000,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**65 900,00**	**60 700,00**	**60 700,00**
706	Prestations de services	20 900,00	12 700,00	12 700,00
707	Ventes de marchandises	45 000,00	48 000,00	48 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**415 600,00**	**427 000,00**	**427 000,00**
74	Subventions d'exploitation	415 600,00	427 000,00	427 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**650 020,00**	**706 000,00**	**706 000,00**
753	Reversement taxe de séjour	650 000,00	706 000,00	706 000,00
7588	Autres	20,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**1 143 520,00**	**1 205 700,00**	**1 205 700,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**1 097,30**	**1 097,30**
778	Autres produits exceptionnels	0,00	1 097,30	1 097,30
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**1 143 520,00**	**1 206 797,30**	**1 206 797,30**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***40 737,91***	***35 297,96***	***35 297,96***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*40 737,91*	*35 297,96*	*35 297,96*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***40 737,91***	***35 297,96***	***35 297,96***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**1 184 257,91**	**1 242 095,26**	**1 242 095,26**

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**58 727,01**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 300 822,27**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**26 757,40**	**20 600,00**	**20 600,00**
2051	Concessions et droits assimilés	26 757,40	20 600,00	20 600,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**52 000,00**	**19 657,69**	**19 657,69**
2182	Matériel de transport	7 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	13 000,00	7 300,00	7 300,00
2184	Mobilier	5 000,00	4 500,00	4 500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	27 000,00	7 857,69	7 857,69
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**78 757,40**	**40 257,69**	**40 257,69**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**78 757,40**	**40 257,69**	**40 257,69**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***40 737,91***	***35 297,96***	***35 297,96***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***40 737,91***	***35 297,96***	***35 297,96***
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*40 737,91*	*35 297,96*	*35 297,96*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***40 737,91***	***35 297,96***	***35 297,96***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**119 495,31**	**75 555,65**	**75 555,65**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**21 581,09**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**11 179,35**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**108 316,09**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**40 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
1313	Subv. équipt Départements	40 000,00	20 000,00	20 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**40 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**24 166,49**	**12 760,44**	**12 760,44**
1068	Autres réserves	24 166,49	12 760,44	12 760,44
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**24 166,49**	**12 760,44**	**12 760,44**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**64 166,49**	**32 760,44**	**32 760,44**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***28 000,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***57 698,21***	***55 555,65***	***55 555,65***
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*18 557,75*	*16 775,90*	*16 775,90*
28182	*Matériel de transport*	*2 699,63*	*606,80*	*606,80*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*23 598,47*	*23 809,82*	*23 809,82*
28184	*Mobilier*	*3 894,75*	*4 138,79*	*4 138,79*
28188	*Autres*	*8 947,61*	*10 224,34*	*10 224,34*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***85 698,21***	***55 555,65***	***55 555,65***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***85 698,21***	***55 555,65***	***55 555,65***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**149 864,70**	**88 316,09**	**88 316,09**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**20 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**108 316,09**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DE 042.*
(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

B3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

IV
A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500 €	03/03/2017

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	AGENCEMENT AMENAGEMENT BATIMENT TERRAIN	15	
L	BATIMENT LEGER ABRI	10	
L	VOITURE	5	
L	COFFRE FORT	20	
L	FRAIS D ETUDE NON SUIVI DE REALISATION	5	
L	INSTALLATION ET APPAREIL DE CHAUFFAGE	10	
L	LOGICIEL	2	
L	MATERIEL CLASSIQUE	10	
L	MATERIEL BUREAU ELECTRIQUE ELECTRONIQUE	5	
L	MATERIEL INFORMATIQUE	4	
L	MOBILIER	10	
L	PLANTATION	15	
L	SUBVENTION BIEN IMMO	15	
L	SUBVENTION BIEN MOBILIER	5	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-11 179,35**	**-11 179,35**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-1 581,09**	**-1 581,09**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-12 760,44**	**-12 760,44**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**12 760,44**	**12 760,44**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-12 760,44**	**-12 760,44**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**35 297,96**	**35 297,96**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**55 555,65**	**55 555,65**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**20 257,69**	**20 257,69**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**35 297,96**	I	**35 297,96**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**35 297,96**		**35 297,96**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*35 297,96*		*35 297,96*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

IV
A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**55 555,65**	**III**	**55 555,65**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**55 555,65**		**55 555,65**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*16 775,90*		*16 775,90*
28182	*Matériel de transport*	*606,80*		*606,80*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*23 809,82*		*23 809,82*
28184	*Mobilier*	*4 138,79*		*4 138,79*
28188	*Autres*	*10 224,34*		*10 224,34*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
ANIMATRICE NUMERIQUE	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ASSISTANTE DE DIRECTION	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CHARGEE DE MISSION	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CHARGEE DE PROJET E-TOURISME	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - AB	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - AC	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - CP	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - FD	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - VR	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DIRECTEUR - XB	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RESPONSABLE ACCUEIL	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
SECRETAIRE-COMPTABLE	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - BP - 2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + I + j + k)		4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine

(2) Catégories : A, B ou C

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12)

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emplois existant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**295 380,00**		
ANIMATRICE NUMERIQUE	B	ADM		25 350,00	A	CDI
CHARGEE DE PROJET E-TOURISME	B	ADM		34 300,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - AB	C	ADM		28 880,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - AC	C	ADM		24 100,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - CP	C	ADM		24 100,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - FD	B	ADM		29 350,00	A	CDI
CONSEILLERE EN SEJOUR - VR	B	ADM		25 350,00	A	CDI
DIRECTEUR - XB	A	ADM		71 900,00	A	CDD
SECRETAIRE-COMPTABLE	B	ADM		32 050,00	A	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**60 780,00**		
CONSEILLERE EN SEJOUR - BAGNOLS	C	ADM		19 400,00	A	CDD
CONSEILLERE EN SEJOUR - CALLIAN	C	ADM		17 150,00	A	CDD
CONSEILLERE EN SEJOUR - FAYENCE	C	ADM		4 150,00	A	CDD
CONSEILLERE EN SEJOUR - REMPL.	C	ADM		9 700,00	A	CDD
CONSEILLERE EN SEJOUR - STAGIAIRE	C	ADM		2 030,00	A	CDD
CONSEILLERE EN SEJOUR - STAGIAIRE	C	ADM		4 200,00	A	CDD
CONSEILLERE EN SEJOUR - TANNERON	C	ADM		4 150,00	A	CDD
TOTAL GENERAL				**356 160,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C

(2) SECTEUR ADM : Administratif
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

OTI DU PAYS DE FAYENCE - OTI DU PAYS DE FAYENCE - BP - 2025

332-10 : Contrat **à durée** indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, **personnes** en situation de handicap (CGFP art. L326 **et** L 352)
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction)
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »)

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE

IV

C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
CONSEILLERE EN SEJOUR - EB	C	0	51 600,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - CG	C	0	49 800,00
CONSEILLERE EN SEJOUR - CT	C	0	50 400,00
TOTAL GENERAL	C	0	151 800,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

IV
D

Nombre de membres en exercice : 21
Nombre de membres présents : 14
Nombre de suffrages exprimés : 14
VOTES :
Pour : 14
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 05/03/2025

Présenté par (1) RENE UGO PRESIDENT,
A TANNERON le 10/03/2025
(1) RENE UGO PRESIDENT,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ORDINAIRE
A TANNERON, le 10/03/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

MME ALLONGUE ROSE	
MME CHRISTINE MYLENE	
MME FIORUCCI SYLVIE	
MME MANKAI MARIE-JOSE	
MME MARIET CLAUDETTE	
MME NAVODNITCHAIA GALINA	
MME PERRET MICHELE	
MME ROBBE MYRIAM	
MR BERENGER JACQUES	
MR BOUGE CAMILLE	
MR BRUNEL ERIC	
MR DAMOULAKIS PATRICK	
MR FLEURY MICHEL	
MR GOMBAULT JEAN-FRANCOIS	
MR LEIBOVITZ SERGE	
MR MONTAGNE BERNARD	
MR MOURGUES ALAIN	
MR ROUVERAND PATRICK	
MR UGO RENE	
MR VIAL BERNARD	
MR WATTS RUPET	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

IV
D

Certifié exécutoire par (1) RENE UGO PRESIDENT, compte tenu de la transmission en préfecture, le 10/03/2025, et de la publication le 10/03/2025

A TOURRETTES,le 10/03/2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général, ...

(2) L'assemblée délibérante étant : LES MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

ARRETE - SIGNATURES

MR UGO RENE	MR BOUGE CAMILLE	MR FLEURY MICHEL
MR BERENGER JACQUES	MME PERRET MICHELE	MME MARIET CLAUDETTE
MME MANKAI MARIE-JOSE	MME ROBBE MYRIAM	MR LEIBOVITZ SERGE
MR VIAL BERNARD	MR MONTAGNE BERNARD	MME FIORUCCI SYLVIE
MR MOURGUES ALAIN	MR BRUNEL ERIC	MR GOMBAULT JEAN-FRANCOIS
MME ALLONGUE ROSE	MME CHRISTINE MYLENE	MME NAVODNITCHAIA GALINA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-44-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2025
Publication : 15/04/2025

ARRETE - SIGNATURES

MR ROUVERAND PATRICK	MR WATTS RUPET	MR DAMOULAKIS PATRICK
		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-45-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/45

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL POUR 2025 ET MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 240409/15 DU 09 AVRIL 2024

Conformément à la loi NOTRe, et dans le cadre de sa politique de soutien et de développement de l'économie touristique, la Communauté de communes du Pays de Fayence a mis en place, au 1er janvier 2017, l'Office de Tourisme Intercommunal.

Par délibération du 08 décembre 2020, modifiée en séance le 31/05/2022, le Conseil communautaire approuvait la convention triennale d'objectifs et de moyens pour la période 2021-2023, convention prolongée d'un an par l'avenant n° 2 approuvé par le Conseil communautaire le 13 décembre 2023 puis d'une nouvelle année par l'avenant n° 3 approuvé par le Conseil communautaire le 11 décembre 2024.

La Communauté de Communes s'est engagée à soutenir financièrement l'OTI dans l'accomplissement de ses différentes missions :

- D'une part, par le reversement intégral des 50/72ème de la Taxe de séjour titrée sur l'exercice budgétaire ;
- D'autre part, par une subvention de fonctionnement lui garantissant l'accomplissement de ses missions.

Par délibération n° 240409/15 du 09 avril 2024, le Conseil communautaire garantissait à l'OTI un produit de 1 005 600€ pour équilibrer son budget 2024, dont 355 600€ de subvention et 650 000€ de taxe de séjour.
Le montant réel de la taxe de séjour reversée s'étant élevé à 706 797€ et les deux acomptes de subvention versés à 224 000€ et 96 000€, soit un versement global de 1 026 797€, l'OTI est redevable, à l'encontre de la CCPF, d'un trop-perçu de subvention de 21 197€.

Pour l'année 2025, le budget de l'OTI s'équilibre en fonctionnement à 1 300 822.27€.

Conformément à la convention d'objectifs en cours, et afin d'assurer le bon fonctionnement de l'OTI et lui permettre de mettre en œuvre son plan d'actions, il est proposé :

- D'annuler le reversement du trop-perçu de subvention de 2024 à hauteur de 21 197€ ;
- De fixer le montant de la subvention pour 2025 à 402 000€ (en augmentation de 82 000€ par rapport au réel versé en 2024) dans les conditions suivantes :
  - Cette subvention est ferme et définitive :
    - Quel que soit le montant de l'éventuelle subvention accordée ou pas par le Département et

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-45-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

        - Quel que soit le montant réel du produit de Taxe de Séjour encaissé par la CCPF et reversé à l'OTI ;
    - Le produit de Taxe de séjour est estimé pour 2025 à 706 000€. En cas de produit supplémentaire, la subvention ne sera pas diminuée et en cas de produit inférieur, la subvention ne sera pas augmentée.

Il est proposé au Conseil communautaire de valider les modalités de versement de la subvention de 402 000€ ci-après :

- Un 1er acompte de 230 000€ versé dans les 15 jours qui suivent le vote du BP 2025 ;
- Un solde de 172 000€ versé au plus tard le 15 juin 2025.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À LA MAJORITÉ (2 VOIX CONTRE : J-Y. HUET – L. BERNARD / 1 ABSTENTION : F. CAVALLIER) :

- **DE MODIFIER** la délibération n° 240409/15 du 09 avril 2025 et **ANNULER** ainsi le reversement du trop-perçu de subvention de 2024 à hauteur de 21 197€ ;
- **D'APPROUVER** le montant de 402 000€ de subvention de fonctionnement à verser à l'Office de Tourisme Intercommunal pour l'année 2025 ;
- **DE PRECISER** que ce montant ne variera pas, quel que soit le montant de subvention accordée ou pas par le Département et quel que soit le montant du produit réel de Taxe de Séjour encaissé en 2025 par la CCPF et reversé à l'OTI ;
- **D'APPROUVER** les modalités de versement ci-après :
    - Un 1er acompte de 230 000€ versé dans les 15 jours qui suivent le vote du BP 2025 ;
    - Un solde de 172 000€ versé au plus tard le 15 juin 2025.
- **D'AUTORISER** le président à exécuter la présente décision.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-46-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/46

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

INTÉGRATION DE LA BIBLIOTHÈQUE GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION « LOISIRS, FÊTES ET ANIMATION LOCALE AUX ESTÉRÊTS-DU-LAC » DE LA COMMUNE DE MONTAUROUX AU RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DU PAYS DE FAYENCE

Le Président rappelle qu'à la suite de la scission en 2022 du réseau MEDIATEM, qui réunissait les médiathèques de Saint-Raphaël et celles de 8 communes (Callian, Fayence, Mons, Montauroux, Saint-Paul-en-Forêt, Seillans, Tanneron et Tourrettes) de la Communauté de communes du Pays de Fayence, cette dernière assure depuis le 1er décembre 2022 la mise en réseau de ces médiathèques. La commune de Bagnols-en-Forêt a rejoint ce réseau le 1er novembre 2024.

La commune de Montauroux souhaite que la bibliothèque gérée par l'association « Loisirs, Fêtes et Animation locale aux Estérêts du lac », sise place Nord des Estérêts du lac, puisse être intégrée à ce réseau.

A cette fin, il est proposé la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs tripartite (commune de Montauroux / association « Loisirs, Fêtes et Animation locale aux Estérêts du lac »/ CCPF) afin de déterminer les modalités de mise en œuvre et les obligations de chacune des parties.

Concernant la CCPF, ses engagements sont les suivants :

- Intégrer la bibliothèque de « Loisirs, Fêtes et Animation locale aux Estérêts du lac » au sein du réseau des médiathèques de la Communauté de communes du Pays de Fayence et lui permettre de participer aux réflexions engagées sur le territoire dans le cadre de ce réseau ;
- Fournir un parc informatique muni des logiciels nécessaires à la gestion des prêts et des adhérents ;
- Prendre en charge la fourniture du SIGB (système informatique de gestion de bibliothèque) et du portail utilisateurs en ligne ;
- Prendre en charge la formation des bénévoles à l'utilisation de ces logiciels ;
- Assurer l'installation et la maintenance de ce parc informatique et de ces logiciels ;
- Prendre en charge les abonnements aux services en ligne proposés aux adhérents ;
- Fournir les éléments nécessaires à l'encodage des documents leur permettant d'être reconnus et identifiés par l'ensemble des médiathèques du réseau, et notamment leur retour en dehors des heures d'ouverture des médiathèques, et dans n'importe quelle médiathèque du réseau ;

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-46-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Fournir une borne wifi avec accès public et gérer la protection de ce système et l'enregistrement des données de connexion pour assurer la conformité avec la réglementation en vigueur ;
- Assurer le fonctionnement de la navette (agent + véhicule) permettant le partage et la circulation des documents au sein de l'ensemble du réseau.

Le Président soumet par conséquent à l'approbation de l'assemblée le projet de convention pluriannuelle d'objectifs pour la gestion de la bibliothèque de l'association « Loisirs, Fêtes et Animation locale aux Estérêts du lac » [qui peut être également désignée sous le terme de « médiathèque »] de la commune de Montauroux.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le projet de convention pluriannuelle d'objectifs pour la gestion de la bibliothèque de Loisirs et Fêtes de la commune de Montauroux, tel qu'annexé à la présente délibération ;
CONSIDÉRANT que l'intégration de cette dernière permettra d'apporter un service supplémentaire à la population montaurousienne, et plus particulièrement à celle des Estérêts du lac, grâce à l'action de la Communauté de communes du Pays de Fayence, contribuant ainsi à renforcer le sentiment d'appartenance communautaire au sein de cette commune ;

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :
- **APPROUVE** l'intégration de la bibliothèque gérée par l'association « Loisirs, Fêtes et Animation locale aux Estérêts du lac » de la commune de Montauroux au réseau des médiathèques du Pays de Fayence ;
- **APPROUVE** le projet de convention pluriannuelle d'objectifs tripartite pour la gestion de la bibliothèque gérée par l'association « Loisirs, Fêtes et Animation locale aux Estérêts du lac », tel qu'annexé à la présente délibération ;
- **AUTORISE** le Président à signer cette convention et ses éventuels avenants, à engager toute démarche et à signer tout document utile à sa mise en œuvre.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-46-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS POUR LA GESTION DE LA MÉDIATHÈQUE PAR L'ASSOCIATION LOISIRS ET FÊTES DE LA COMMUNE DE MONTAUROUX

Entre d'une part, la commune de MONTAUROUX, représentée par son Maire Jean-Yves HUET, Hôtel de Ville MONTAUROUX (ci-après dénommée Montauroux ou la commune, ou la ville, ou la Municipalité),

et d'autre part, la Communauté de communes du Pays de Fayence (CCPF), représentée par son président en exercice, René Ugo, sis Mas de Tassy, 1849 Route Départementale 19, CS 80106, 83440 Tourrettes, dument habilité aux fins des présentes par délibération du conseil communautaire n°240409/27, en date du 9 avril 2024 (ci-après dénommée la Communauté de communes du Pays de Fayence ou CCPF),

ainsi que, l'association « Loisirs, Fêtes et Animation locale aux Estérêts du lac » domiciliée à Montauroux, représentée par son Président Maxime DESCAMPS (ci-après dénommée L&F ou Loisirs et Fêtes, ou l'association),

ci-après désignés par Les Parties.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'association « Loisirs, Fêtes et Animation locale aux Estérêts du lac » est une association ayant pour but « l'animation de la vie sociale du quartier des Esterêts au travers de l'organisation de l'animation et de la gestion des fêtes et des loisirs culturels, éducatifs et sportifs ». Elle gère une bibliothèque depuis l'an 2000, actuellement située dans les locaux loués par l'association Loisirs et Fêtes sur la place Nord des Estérêts du Lac.

En parallèle, à la suite de la scission en 2022 du réseau MEDIATEM, qui réunissait les médiathèques de Saint-Raphaël et celles de 8 autres communes de la CCPF (Callian, Fayence, Mons, Montauroux, Saint-Paul-en Forêt, Seillans, Tanneron, et Tourrettes), la CCPF assure depuis le 1er décembre 2022 la mise en réseau des médiathèques de ces 8 communes, ainsi que celle de Bagnols-en-Forêt qui a rejoint le réseau le 1er novembre 2024.

Ce projet étant d'intérêt public local, il est donc nécessaire de formaliser les obligations de chacune des parties intervenantes dans le cadre de la présente convention d'objectif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-46-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'intégration de la Bibliothèque de L&F au réseau des médiathèques du Pays de Fayence et de définir les obligations de chacune des parties. Par souci d'uniformisation au sein du réseau des médiathèques du Pays de Fayence, la Bibliothèque de L&F peut également être désignée sous le terme de « Médiathèque ».

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES DIFFÉRENTES PARTIES

Par la présente convention, les Parties s'engagent sur les obligations suivantes :

1. Concernant l'association L&F :
    - L'association, qui est à même de prendre toute décision concernant son fonctionnement, s'occupe de la gestion courante de la Médiathèque.
    - La bibliothèque est située dans un local géré par l'association et situé sur la place des Estérêts-du-Lac.
    - L'entretien et nettoyage courant des locaux sont assurés par l'association.
    - Loisirs et Fêtes propose une inscription gratuite pour l'accès à la médiathèque.
    - L'association Loisirs et Fêtes met à disposition :
        - Le matériel et le mobilier nécessaires ;
        - Le fond documentaire existant lors de la signature de la présente ;
        - Les permanences de bénévoles permettant d'assurer l'accueil des adhérents.
    - Une fois par an, suite à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'association, celle-ci organise une réunion d'échange avec la Municipalité, au cours de laquelle seront présentés :
        - La politique documentaire prévisionnelle pour l'achat des livres et autres supports de prêt ;
        - Les statistiques sur les prêts, leur ventilation par âge et par genre ;
        - Des statistiques de fréquentation ;
        - Le compte de résultat de l'année précédente ainsi que les prévisions de dépenses.

2. Concernant le CCPF :
    - Le CCPF intègre la bibliothèque de L&F au sein du réseau des médiathèques de la Communauté du Pays de Fayence et permet que l'association participe aux réflexions engagées sur le territoire dans le cadre de ce réseau.
    - Le CCPF s'engage à :
        - Fournir un parc informatique muni des logiciels nécessaires à la gestion des prêts et des adhérents ;
        - Prendre en charge la fourniture du SIGB (système Informatique de Gestion de Bibliothèque) et du portail utilisateurs en ligne ;
        - Prendre en charge la formation des bénévoles à l'utilisation de ces logiciels ;
        - Assurer l'installation et la maintenance de ce parc informatique et de ces logiciels ;
        - Prendre en charge les abonnements aux services en ligne proposés aux adhérents ;
        - Fournir les éléments nécessaires à l'encodage des documents leur permettant d'être reconnus et identifiés par l'ensemble des médiathèques du réseau, et notamment leur retour en dehors des heures d'ouverture des médiathèques, et dans n'importe quelle médiathèque du réseau ;
        - Fournir une borne wifi avec accès public et gérer la protection de ce système et l'enregistrement des données de connexion pour assurer la conformité avec la règlementation en vigueur ;
        - Assurer le fonctionnement de la navette (agent + véhicule) permettant le partage et la circulation des documents au sein de l'ensemble du réseau.

3. Concernant commune de Montauroux :
    - La Ville s'engage à réaliser les travaux d'aménagements nécessaires pour la mise en place d'un service de retour des prêts en libre-service ;
    - La ville s'engage dans le cadre du versement de sa subvention annuelle à financer le renouvellement du fonds documentaire chaque année en fonction des besoins déterminés par l'association et des capacités budgétaires de la commune.

ARTICLE 3 - OUVERTURE DE LA MÉDIATHÈQUE

L'ouverture aux usagers sera établie suivant un planning défini en fonction de de la disponibilité des bénévoles et

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-46-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

pourra être typiquement de 9 heures par semaine.
Les périodes d'ouverture et de fermeture de la Médiathèque seront transmises en amont à la Ville afin que celle-ci puisse en informer les usagers.

ARTICLE 4 - COMMUNICATION

La communication est gérée via la médiathèque elle-même comme elle l'entend ; elle est appuyée en cela par le site internet (agenda des animations, évènements…) et par une infolettre qui peut être ponctuelle et/ou régulière. Ces deux moyens sont assurés par le/la coordonnateur(trice) du réseau à qui il convient d'envoyer les informations suffisamment à l'avance.
Les horaires sont décidés par la médiathèque et doivent être modifiés le moins fréquemment possible (sauf vacances et cas de force majeure)

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIÈRES

Pour mener à bien sa mission, l'association Loisirs et fêtes bénéficie d'une subvention annuelle communale votée par le Conseil Municipal

Les contributions financières de l'Administration ne sont applicables que sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées dans la présente convention.

Aux fins d'obtenir une subvention de la Ville, l'Association est tenue d'établir, chaque année, un compte de résultat, faisant apparaitre les prévisions de charges et de produits.

Dans ce même cadre, l'Association s'engage, dans le cadre de la réunion d'échange indiquée à l'Article 2-1-f, à produire à la Ville un rapport d'activités incluant un rapport financier.

ARTICLE 6 - ASSURANCES

L'association assure le local ainsi que pour son contenu et est tenue de contracter une police d'assurance en responsabilité civile.

ARTICLE 7 – ENTREE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an, renouvelable par tacite reconduction deux (2) fois sans pouvoir excéder trois (3) ans, à compter de sa signature par le Parties.
Elle pourra être résiliée de manière anticipée par l'une ou l'autre des parties, en respectant un préavis de six (6) mois avant l'échéance notifiée par lettre recommandée.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la Loi 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentes par l'Association et avoir entendu ses représentants.
Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 5 entraine la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.
Tout refus de communication des comptes entraine également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.
La Ville informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – CONTRÔLE DE LA VILLE

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Ville.
L'Association s'engage à faciliter l'accès aux pièces justificatives des dépenses en lien avec le fonctionnement de la bibliothèque et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au Décret-Loi du 2 mai 1938.
Conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la ville peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmenté d'un excédent raisonnable ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 10 - AVENANT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-46-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par toutes les Parties.
Les avenants feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.
La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.
Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.
L'avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans l'article 1er.

ARTICLE 11- RESOLUTION A L'AMIABLE ET RECOURS

Tout différent relatif à tout ou partie de la présente convention fera l'objet d'une résolution à l'amiable. En cas d'échec des discussions dans un délai de trois (3) mois, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 12- CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties s'interdit, pendant la durée de la présente Convention et une période de cinq (5) ans suivant le terme ou la résiliation de celle-ci, de divulguer à des tiers, directement ou indirectement, les informations de nature confidentielle qu'elle aura reçues d'une autre Partie dans le cadre de la présente Convention. Elle s'interdit également, pendant cette même période, d'utiliser lesdites informations à d'autres fins que l'exécution de la présente Convention.

Cependant, les obligations qui précèdent ne s'appliqueront pas aux informations :

- qui sont dans le domaine public, ou qui viennent à tomber dans le domaine public sans qu'il y ait eu violation de la présente clause ; ou
- qui sont reçues de tiers sans obligation de secret ; ou
- qui étaient déjà en la possession de la Partie réceptrice, avant la signature de la convention; ou
- qui seront développées en interne par la Partie réceptrice, sans que celle-ci ait fait usage des informations reçues de l'autre Partie.

ARTICLE 13- PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque Partie s'engage à respecter la Législation Applicable à la Protection des Données.

Dès qu'une Partie procède à un traitement de données à caractère personnel provenant d'une autre Partie, les Parties procèdent à ce traitement, chacune en tant que responsable du traitement, uniquement à des fins de gestion administrative et d'exécution de la convention.

ARTICLE 14- RESPONSABILITE

Article 14.1- Dommages aux tiers

Chacune des Parties reste responsable dans les conditions du droit commun des dommages que son personnel et/ou ses intervenants pourraient causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Article 14.2- Dommages au personnel

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel et/ou de ses intervenants conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent. La réparation des dommages subis par ces personnels et/ou intervenants du fait ou à l'occasion de l'exécution de la Convention s'effectue donc à la fois dans le cadre de la législation relative à la sécurité sociale et au régime des accidents du travail et des maladies professionnelles, et dans le cadre de leur statut propre.

Article 14.3- Dommages aux biens

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de la Convention aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre Partie ou d'un tiers.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200034022-20250409-260408-46-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Sauf en cas de faute lourde ou de manquement délibéré, aucune des Parties ne sera responsable envers les autres des conséquences des dommages immatériels ou indirects. Il est agréé entre les Parties que la responsabilité de l'Association est limitée au montant de la subvention reçue au cours de l'année au titre de la Convention.

ARTICLE 15- FORCE MAJEURE

Conformément au droit commun, les Parties ne seront pas tenues pour responsables et ne seront pas réputées avoir manqué à leurs obligations si elles sont empêchées d'exécuter tout ou partie de celles-ci à la suite d'un cas de force majeure tels que mais non limités à la guerre, inondations, raz de marées, tempêtes, tremblements de terre, incendies, conflits sociaux externes aux Parties, interruption ou retard dans les transports et plus généralement de circonstances imprévisibles, irrésistibles, indépendantes de leur volonté et non occasionnées par leur faute ou leur négligence, sous réserve toutefois que la Partie invoquant de telles circonstances en prévienne les autres Parties dès qu'elle en a connaissance, qu'elle fasse de son mieux pour en limiter les conséquences et enfin qu'elle reprenne l'exécution de la Convention immédiatement après que ces circonstances ont disparu.

En particulier, l'Association ne pourra être tenue responsable pour tout évènement de force majeure survenant dans les locaux qu'elle utilise et ayant un impact sur le fonctionnement de la Bibliothèque. L'Association reste seule décisionnaire quant à la suspension ou non de l'activité de la bibliothèque du fait de la survenance de cet évènement de force majeure.

Dans la mesure où de telles circonstances se poursuivraient pendant une durée supérieure à trois (3) mois, les Parties conviennent d'engager des discussions en vue de modifier ou résilier la Convention afin d'en tenir compte, sans indemnité de part et d'autre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/47

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

APPROBATION DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE DU BASSIN DE MOBILITE DU BASSIN L

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code des transports ;
VU le Code de l'environnement ;
VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;
VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
VU la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS) ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 portant approbation du Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;
CONSIDERANT que la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 désigne la Région comme chef de file en matière de mobilité et lui confie à ce titre la charge d'élaborer un contrat opérationnel de mobilité, traduction opérationnelle de sa mission d'organisation des modalités de l'action commune des acteurs de la mobilité à l'échelle des bassins de mobilité qu'elle doit définir ;
CONSIDERANT que les articles L1215-1 et L1215-2 du code des transports listent de manière non limitative les thématiques dont doit traiter le contrat opérationnel de mobilité comme suit :
1° Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, en matière de desserte, d'horaires, de tarification, d'information et d'accueil de tous les publics ainsi que de répartition territoriale des points de vente physiques ;
2° La création, l'aménagement et le fonctionnement des pôles d'échanges multimodaux et des aires de mobilité, notamment en milieu rural, ainsi que le système de transport vers et à partir de ces pôles ou aires ;
3° Les modalités de gestion des situations dégradées afin d'assurer la continuité du service rendu aux usagers au quotidien ;
4° Le recensement et la diffusion des pratiques de mobilité et des actions mises en œuvre en particulier pour améliorer la cohésion sociale et territoriale ;
5° L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité par les autorités organisatrices de la mobilité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CONSIDERANT que, conformément à son plan climat, la Région Provence Alpes Côte d'Azur a fait le choix d'ajouter la décarbonisation des mobilités comme 6ème thématique de ce contrat ;
CONSIDERANT que la Région Provence Alpes Côte d'Azur a proposé de co-construire dans chaque bassin le contrat opérationnel de mobilité avec les acteurs suivants :

- les autorités organisatrices de la mobilité locale,
- les communautés de communes qui n'ont pas souhaité prendre la compétence mobilité,
- les gestionnaires de pôles d'échanges multimodaux et de gares voyageurs,
- les Départements concernés
- les Régions limitrophes le cas échéant,
- les acteurs locaux présentant une expertise en mobilité et dont la participation a été approuvée par le comité de bassin ;

CONSIDERANT que notre collectivité a participé à cette démarche de co-construction des contrats opérationnels de mobilité,
CONSIDERANT que la porosité entre les bassins de mobilité a été prise en compte à travers l'invitation à la démarche de co-construction des territoires associés (établissements publics de coopération intercommunale et collectivités limitrophes du bassin) ;
CONSIDERANT que toutes les thématiques prévues par le code des transports ont été abordées durant le processus de co-construction ;
CONSIDERANT que les signataires des contrats opérationnels de mobilité sont ceux prévus par le code des transports (autorités organisatrices de la mobilité, gestionnaires de pôles d'échanges multimodaux et de gares voyageurs, Départements et Régions concernés), auxquelles sont ajoutées les communautés de communes n'ayant pas fait le choix de prendre la compétence mobilité,
CONSIDERANT que le Contrat Opérationnel de Mobilité n'est pas un contrat de financement mais un outil permettant une meilleure coordination, mise en cohérence et optimisation des actions territorialisées par les acteurs de la mobilité, sur différents périmètres et durant la durée prévue du contrat ;
CONSIDERANT que la durée du Contrat Opérationnel de Mobilité est fixée à quatre ans 2025-2028 pour cette première génération de contrat ;
CONSIDERANT que le contrat est construit en 4 parties : un tronc commun identique pour les 12 contrats, un socle territorialisé, des objectifs généraux et territorialisés ainsi que des annexes propres à chaque bassin ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **APPROUVE** le contrat opérationnel de mobilité du bassin de mobilité du bassin L qui concerne notre collectivité, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération ;
- **AUTORISE** le Président à signer le contrat opérationnel de mobilité ainsi que les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

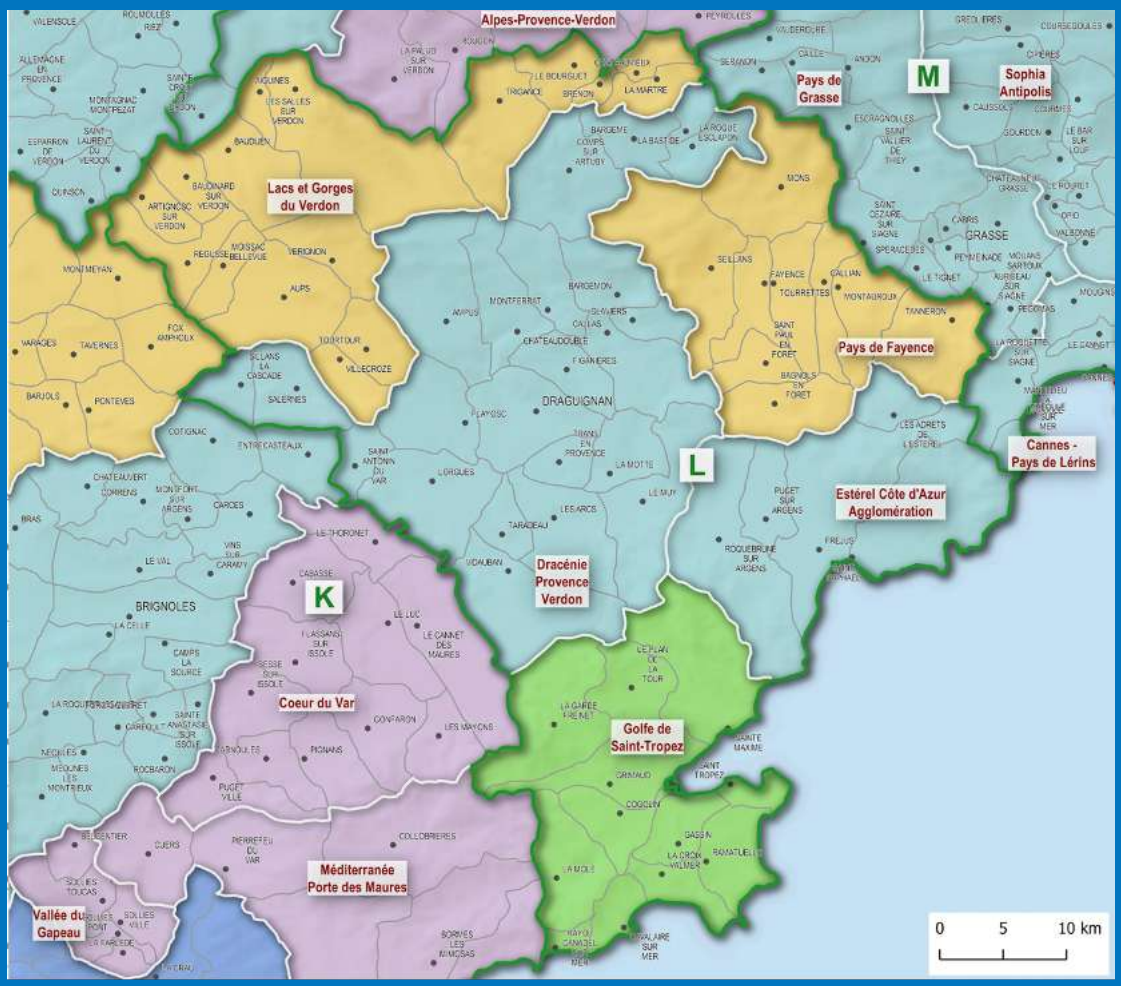
Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité



BASSIN L

DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Signataires du Contrat Opérationnel de Mobilité			
1	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur		
2	Département du Var		
3	Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez		
4	Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon		
5	Communauté de Communes du Pays de Fayence		
6	Dracénie Provence Verdon Agglomération		
7	Estérel Côte d'Azur Agglomération		
8	SNCF Gares et Connexions		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4221-1 et suivants ;

Vu le code des transports et notamment l'article L1215-1 et suivants ;

Vu la délibération n°22-0605 du 21 octobre 2022 du Conseil régional approuvant la cartographie des bassins de mobilité ;

Vu la délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional adoptant le projet de Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 20219 portant approbation du Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

Vu la délibération n°23-0219 du 23 juin 2023 du Conseil régional approuvant la modification du SRADDET Provence Alpes Côte d'Azur ;

Entre les soussignés :

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par Renaud MUSELIER, Président ;

Le Département de Var, représenté par Jean-Louis MASSON, Président ;

La communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération, représentée par Richard STRAMBIO, Président ;

La communauté d'agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération, représentée par Frédéric MASQUELIER, Président ;

La communauté de communes Golfe de Saint Tropez, représentée par Vincent MORISSE, Président ;

La communauté de communes Lacs et Gorges du Verdon, représentée par Rolland BALBIS, Président ;

La communauté de communes Pays de Fayence, représentée par René UGO, Président ;

ci-après dénommées « les EPCI » ;

L'entreprise, SNCF Gares et Connexion, représentée par Jérôme BINI, Directeur Régional ;

il a été convenu ce qui suit :

Les différentes parties s'engagent à :

- mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité sur la période 2025-2028 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités ;
- prendre part à la mise en œuvre des actions, dans les rôles définis par le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents ;
- collaborer dans une logique d'amélioration continue et éventuellement d'expérimentation, au service des usagers ;
- contribuer à l'évaluation des actions inscrites au contrat opérationnel de mobilité et au partage des données ;
- communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1 Lexique de base

Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) : Une AOM est une personne publique compétente pour l'organisation des mobilités sur son ressort territorial.

Cette compétence d'AOM est exercée dans le champ local par les EPCI à fiscalité propre : métropole, communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes.

Depuis le 1er juillet 2021 et la mise en œuvre de la Loi d'Orientations des Mobilités, la Région est AOM par substitution à la place d'une communauté de communes lorsque la communauté de communes n'a pas souhaité prendre la compétence d'AOM par délégation de ses communes membres. Elle est alors AOM locale.

Par ailleurs, la Région est AOM régionale (AOMR), compétente pour les services d'intérêt régional (ex : tout service de transport qui dépassent le ressort territorial d'une AOM) c'est à dire les transports routiers de voyageurs d'intérêt régional, les transports scolaires et les TER.

La compétence d'AOM peut être exercée au travers de syndicats mixtes lorsque la compétence leur a été transférée par ses membres.

Bassin de Mobilité (BM) : Il s'agit de l'échelle locale sur laquelle les mobilités quotidiennes s'organisent sous la responsabilité et le financement des différentes AOM ; c'est donc l'échelle de référence pour l'élaboration des contrats opérationnels de mobilité (COM). Les bassins de mobilités correspondent au territoire géographique d'un ou plusieurs EPCI (métropole, communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes). Le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est structuré en 12 bassins de mobilité (délibération 22-0605 du 21 octobre2022). La Communauté de Communes de l'Enclave des Papes qui appartient à la Région Provence Cote d'Azur fera partie quant à elle d'un bassin piloté par la région Auvergne Rhône Alpes.

Comité de Bassin (COBASS) : C'est l'instance où la Région chef de file organise l'action commune pour l'amélioration des mobilités du bassin considéré. C'est l'organe de pilotage dans l'élaboration et le suivi du COM du bassin considéré. Il se compose des signataires du contrat opérationnel de mobilité du bassin considéré et pourra se décliner en comité technique.

Comité de partenaires régional (COPART Régional) : Pour mener à bien le rôle d'AOM régionale, la Région met en place et anime un comité de partenaires régional conformément au code des transports. Il associe employeurs, professionnels du transport, usagers, habitants et élus régionaux, pour avis sur les décisions mobilité de la Région AOM régionale et chef de file. Il s'agit d'un organe consultatif à l'échelle régionale.

Comités de partenaires locaux (COPART locaux) : En tant qu'AOM locale par substitution, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a l'obligation, comme chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité, de créer et d'animer un comité des partenaires local, mobilisé a minima une fois par semestre, sur chacune des 15 communautés de communes n'ayant pas pris la compétence mobilité. Celui-ci, consultatif, est composé de représentants d'associations d'usagers, d'employeurs et d'habitants tirés au sort ainsi que d'élus régionaux et locaux.[1]

[1] *Conférence plénière du 13 Juin 2023*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Mobility as a Service (MaaS) : Sorte de couteau suisse de la mobilité, le Maas a pour objectif d'offrir aux usagers un service intégré, complet et simple en matière de mobilité, tant en termes d'information que de billettique. Ce concept suppose notamment une gouvernance coordonnée des différents intervenants publics et privés.[2]

Pôle d'échange multimodal (PEM) : Par définition, les pôles d'échanges multimodaux facilitent l'intermodalité en assurant la connexion entre différents modes de transport. En reliant les modes de déplacements alternatifs à la voiture notamment, ils offrent une alternative à l'usage du véhicule individuel.

Dans le contexte de la décarbonation des mobilités, les Pôles d'Échange multimodaux (PEM) sont un outil du report modal, un maillon de la chaine de déplacement.[3]

[2] *Définition CEREMA*

[3] *Définition CEREMA*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.1 Liste des abréviations

ADT	Agence de Développement du Tourisme
AMP	Aix Marseille Provence Métropole
AOM	Autorités Organisatrices de la Mobilité (cf. lexique)
BHNS	Bus à Haut Niveau de Service
BM	Bassin de Mobilité (cf. lexique)
CA	Communauté d'Agglomération
CC	Communauté de communes
CCGST	Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez
CCLGV	Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon
CCPF	Communauté de Communes du Pays de Fayence
CFP	Chemins de Fer de Provence
COBASS	Comité de Bassin (cf. lexique)
COM	Contrat Opérationnel de Mobilité
COP	Conférence des Parties
COPARTR	Comité des Partenaires régional (cf. lexique)
COPARTL	Comités de Partenaires locaux (cf. lexique)
COTECHBASS	Comité Technique de Bassin
CPER	Contrat de Plan État Région
CRET	Contrats Régionaux d'Équilibre Territorial
DPVa	Dracénie Provence Verdon Agglomération
ECAA	Estérel Côte d'Azur Agglomération
EPCI	Établissements Publics de Coopération Intercommunale
ERTMS	European Rail Traffic Management System
EV	EuroVelo
GNV	Gaz Naturel pour Véhicules
IRVE	Infrastructures de Recharge de Véhicule Électrique
JOB	Jour Ouvré de Base
LER	Lignes Express Régionales
LHNS	Lignes à Haut Niveau de Service
LNPCA	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

LOM	Loi d'Orientation des Mobilités
LOTI	Loi d'orientation des transports intérieurs
MaaS	Mobility as a Service (cf. lexique)
MtCO2eq	Millions de tonnes en équivalent CO2
NOTRe	Nouvelle Organisation Territoriale de la République
OAP	Orientation d'aménagement et de programmation
PCAET	Plan Climat-Air-Énergie Territorial
PDM	Plan de mobilité
PDU	Plan de Déplacements Urbains
PEM	Pôle d'échange multimodal (cf. lexique)
PCL	Piste cyclable du littoral
PLU	Plan Local d'Urbanisme
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SNBC	Stratégie Nationale Bas Carbone
SNCF	Société Nationale des Chemins de fer Français
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires
TAD	Transport A la Demande
TC	Transport Collectif
TCU	Transport Collectif Urbain
TER	Trains Express Régionaux
TGV	Train à Grande Vitesse
TPM	Toulon Provence Méditerranée
TPMR	Transports de Personne à Mobilité Réduite
VAE	Vélo à Assistance Électrique
VTM	Véhicules Terrestres à Moteur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2 La démarche de co-construction

Les Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) constituent des cadres d'actions communs qui portent sur une vision globale et partagée de la mobilité au sein de chaque bassin de mobilité (BM). C'est donc dans l'esprit de la LOM et dans une volonté d'intégration des acteurs locaux à cette démarche d'amélioration des mobilités que la Région a souhaité que les COM soient co-construits à l'échelle locale.

Une méthodologie de co-construction pragmatique a été mise en place autour d'une alternance de trois types de réunions depuis octobre 2023 :

- Les Comités de Bassin (COBASS), réunions de validation et d'arbitrage, réunissant des élus du BM ainsi que des référents techniques ;
- Les Comités technique de Bassin (COTECHBASS), ayant pour objectifs de préparer les travaux à valider en COBASS. Ils réunissaient les référents techniques des différents EPCI composant le BM ;
- Les ateliers, qui ont été les lieux du travail de la co-construction et qui ont permis de faire émerger des propositions d'engagements répondant aux objectifs du bassin.

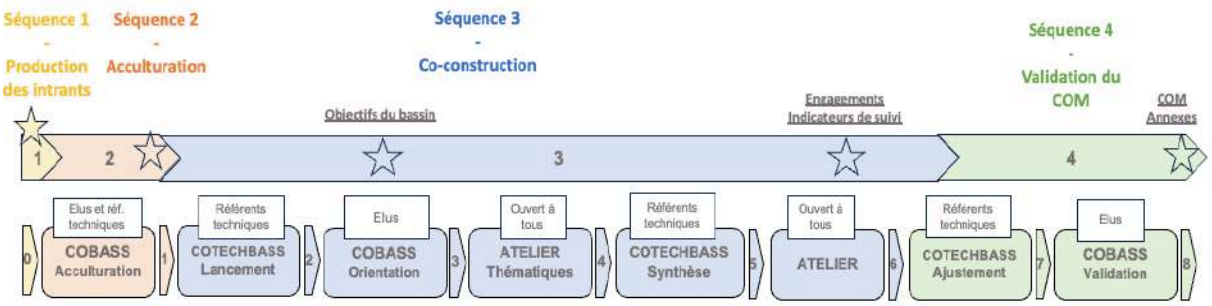


Figure 1 : Chronologie de la méthodologie de co-construction du COM

3 Contenu du Contrat Opérationnel de Mobilité

Le COM est un document avec des parties co-produites par la Région et les acteurs du bassin.

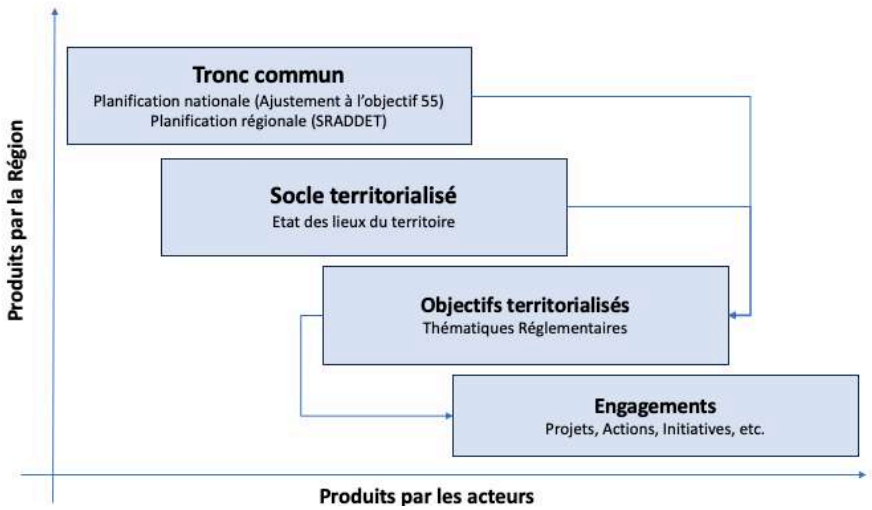


Figure 2 : Structure synthétique du COM

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

3.1 Le tronc commun

Le tronc commun a pour objectif de formaliser la stratégie régionale en matière de mobilité, dans le sillage de la LOM et des enjeux nationaux en matière de décarbonation.

L'appellation « tronc commun » se justifie par le fait que ce chapitre est commun à tous les COM quel que soit le BM, et qu'il a été défini comme le cadre de la démarche par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur chef de file des mobilités. Il indique notamment la durée du contrat et les modalités de gouvernance.

Son contenu et sa mise en forme ont été préparés par la Région et soumis aux acteurs dès le lancement de la démarche.

3.2 Le socle territorialisé

Le socle territorialisé permet de faire un état des lieux du bassin concerné sur les différentes thématiques prévues par le COM.

Il a constitué un intrant à la co-construction et a fait l'objet de remarques, d'amendements, d'ajouts par les acteurs locaux au long de la démarche de co-construction.

3.3 Les objectifs généraux et territorialisés

Les objectifs du bassin de mobilité ont été co-construits par les acteurs lors du COTECHBASS n°1. Il s'agissait ici de fixer des objectifs communs à l'ensemble des acteurs à l'échelle du BM, objectifs à moyen terme dont l'échéance peut dépasser la période de mise en œuvre du COM. Autrement dit, le COM formalise sur une période de quatre ans les engagements qui doivent contribuer à l'atteinte des objectifs.

Les objectifs territorialisés ont été validés lors du COBASS n°2.

3.4 Les annexes

Les engagements sont insérés dans le COM en tant qu'annexes. Ces annexes engagement ont été co-produites par les acteurs du bassin et formalisent l'ensemble des actions concourant à l'atteinte des objectifs et pour lesquelles un ou plusieurs acteurs s'engage à participer. Une synthèse de l'ensemble des engagements est également insérée dans le COM.

L'annexe de suivi et d'évaluation du COM présente la démarche de suivi et d'évaluation qui accompagnera la mise en œuvre du COM.

L'annexe de traçabilité de la démarche du COM retrace le déroulement de la démarche de co-construction.

L'ensemble du COM et de ses annexes est arrêté lors du COBASS n°3 et proposé à la délibération des différentes assemblées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

SOMMAIRE GENERAL

LE TRONC COMMUN 10

LE SOCLE TERRITORIALISE 36

LES OBJECTIF GÉNÉRAL ET TERRITORIALISES 97

ANNEXES 101

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409AR1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Octobre 2023

Contrat Opérationnel de Mobilité

TRONC COMMUN



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

SOMMAIRE – TRONC COMMUN

1 ÉLEMENTS DE CONTEXTE 14

1.1 DES EVOLUTIONS LEGISLATIVES QUI RENFORCENT LE ROLE DE LA REGION DANS LE DOMAINE DES MOBILITES 14
1.2 LA NEUTRALITE CARBONE EN 2050, UN DEFI POUR LES MOBILITES 18

2 LES ENJEUX LIES A LA MOBILITE EN PROVENCE ALPES COTE D'AZUR 18

2.1 DES CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES ET DES DYNAMIQUES TERRITORIALES QUI STRUCTURENT LES DEPLACEMENTS. 18
2.2 DES ENJEUX FORTS D'ATTENUATION DES GES ET D'ADAPTATION FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. 19

3 LA POLITIQUE REGIONALE EN MATIERE DE MOBILITES 20

3.1 LA CONSTRUCTION D'UNE STRATEGIE GLOBALE FACE AUX ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 20
3.2 UNE POLITIQUE REGIONALE AMBITIEUSE DECOULANT DE SON DOUBLE ROLE D'AUTORITE ORGANISATRICE DES MOBILITES ET DE CHEFFE DE FILE DE L'AMENAGEMENT ET DES MOBILITES 21
3.3 LA REGION ET LES PROJETS DE MOBILITE DES TERRITOIRES. 23
3.3.1 LES DISPOSITIFS DE SOUTIENS REGIONAUX AUX PROJETS DE MOBILITES DES TERRITOIRES 23
3.3.2 LES AUTRES LEVIERS DE LA REGION EN FAVEUR DES MOBILITES DURABLES DES TERRITOIRES 24

4 LE CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 26

4.1 DEFINITION DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 26
4.2 DEFINITION DU BASSIN DE MOBILITE 27
4.3 NATURE DU COM 29
4.4 DUREE DU COM 29
4.5 STRUCTURES DE GOUVERNANCE 29
4.5.1 LE COMITE DE BASSIN 29
4.5.2 LE COMITE TECHNIQUE DE BASSIN 30
4.5.3 LES COMITES DES PARTENAIRES 30
4.6 CADRE DE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DE GOUVERNANCE 30
4.6.1 LES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU COM 30
4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS) 30
4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS) 30
4.6.1.3 Les ateliers de travail 31
4.6.1.4 La tenue du COBASS 31
4.6.1.4.1 La convocation du COBASS 31
4.6.1.4.1.1 La séance du COBASS 31
4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS 31
4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS 31
4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS 31
4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS 32
4.6.1.6 La tenue des ateliers de travail 32
4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail 32
4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail 32
4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail 32
4.6.1.6.4 L'égalité des participants 32

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

4.6.1.6.5 Le principe de subsidiarité 33
4.6.1.6.6 Le principe d'efficacité 33
4.7 ÉVALUATION DU COM 33
4.8 MODALITES DE REVISION 33
4.9 MODALITES DE RESILIATION ET DE REGLEMENT DES DIFFERENDS 34

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES 34

5.1 OBJECTIFS SRADDET CONSACRES DIRECTEMENT AUX MOBILITES ET APPLICABLES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE REGIONAL 34

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1 Éléments de contexte

1.1 Des évolutions législatives qui renforcent le rôle de la Région dans le domaine des mobilités

Ces dix dernières années ont été marquées par plusieurs évolutions législatives qui ont précisées et renforcées le rôle de la Région dans l'organisation et la coordination des mobilités.

- **La Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe).**

La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) a redéfini les compétences de chaque collectivité territoriale. Ainsi, la Région est devenue l'autorité organisatrice de l'intégralité de la mobilité interurbaine.

La loi NOTRe a également créé le **Schéma Régional d'aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires** (SRADDET), dont l'élaboration, l'animation, le suivi et l'évaluation ont été confiés à la Région. Le SRADDET est le document de planification qui définit la stratégie d'aménagement durable du territoire régional, détermine les objectifs à atteindre et fixe les règles pour y parvenir.

Le SRADDET a une valeur prescriptive. Il doit être décliné dans les documents locaux de planification et d'urbanisme : Schéma de cohérence territoriale (SCOT), Plan local d'urbanisme communal ou intercommunal (PLU, PLUi), Plan de mobilité simplifié ou non (PDU/PDM/PDMS), Plan climat air énergie territorial (PCAET). Le SRADDET de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, approuvé le 15 octobre 2019, par M. le Préfet de Région, comprend 68 objectifs et 53 règles. 17 objectifs et 15 règles concernent directement les transports et la mobilité [cf. & 5 Informations complémentaires].

Un des axes majeurs du SRADDET est la **sobriété foncière** avec des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et la lutte contre l'artificialisation nette des sols.

Dans le domaine de la mobilité, le SRADDET fixe pour objectif une réduction de -75 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports en 2050. La principale priorité est **l'amélioration des transports du quotidien**. Le SRADDET affirme la volonté de développer de nouvelles pratiques de mobilité, de simplifier la vie des voyageurs et de rechercher les complémentarités optimales entre les différents modes et réseaux de transport. Le schéma définit aussi la stratégie régionale en matière aéroportuaire applicable aux aérodromes régionaux et locaux.

Une procédure de révision du SRADDET a été engagée en 2024 afin de prendre en compte, notamment, la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) adoptée en décembre 2019 et la Loi dite Climat et Résilience, votée en août 2021.

- **La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM)**

Près de 30 ans après la Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI), la Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités, plus connue sous son acronyme LOM, définit un nouveau cadre législatif, plus complet et actualisé. Elle acte le passage des transports aux mobilités.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Elle s'inscrit dans le sillage des différentes stratégies définies par l'État en termes de transition écologique et énergétique, aux premiers rangs desquelles :

- les Accords de Paris sur la transition énergétique (2015),
- les Assises de la mobilité (2017),
- le Plan vélo et mobilités actives (2018).

La LOM affirme le couple Région/Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) pour organiser, au plus près des bassins de vie, la mobilité des personnes et le transport de marchandises.

L'objectif affiché est de couvrir l'intégralité du territoire national par des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) locales, afin que chacun puisse bénéficier de services publics de mobilité alternatifs à l'usage individuel de l'automobile. Elle réaffirme le droit à la mobilité pour tous, à partir d'une approche durable, multimodale et territorialisée, en prenant en considération l'ensemble des maillons de la chaîne de mobilité.

Les 4 grands objectifs visés sont :

- Sortir de la dépendance à l'automobile en offrant des solutions alternatives sur tous les territoires,
- Réussir la transition écologique et tendre vers une mobilité décarbonée,
- Accélérer la croissance des nouvelles mobilités,
- Construire une nouvelle programmation financière des infrastructures au service de la mobilité du quotidien.

La LOM vise également à :

- Offrir des solutions de mobilités diversifiées pour répondre aux besoins des habitants,
- Doter tous les territoires d'une autorité publique en charge de construire ces solutions,
- Coconstruire ces solutions localement, en les adaptant au contexte territorial,
- Renforcer la coopération des acteurs publics de la mobilité pour assurer une réponse à l'échelle du bassin de mobilité quotidien des habitants,
- Répondre aux enjeux des déplacements Domicile-Travail,
- Apporter une réponse aux besoins de mobilité des publics les plus fragiles.

La LOM renforce les compétences de la Région en termes de mobilité, en la dotant de :

- **Un rôle de « chef de file de la mobilité »** qui correspond à l'impulsion et à la coordination de la compétence mobilité des AOM à l'échelle de bassins de mobilité que la Région définit et délimite. La Région est chargée d'organiser les modalités de l'action commune des AOM,
- **Un rôle d'AOM régionale** qui concerne des enjeux et des services qui dépassent l'échelle locale des AOM. La Région est compétente pour tous les services qui sortent du ressort territorial d'une AOM (à l'exception des services ferroviaires pour lesquels elle reste compétente à l'intérieur du périmètre de l'AOM),
- **Un rôle d'AOM locale par substitution** (AOML) sur les territoires où les communautés de communes n'ont pas pris la compétence mobilité (15 EPCI concernés en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Les AOML (y compris la Région en tant qu'AOML) sont libres de mettre en place les services et la tarification qui sont les plus adaptés aux territoires sur lesquels elles interviennent.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se compose de 52 EPCI dont 37 sont Autorités Organisatrices de la Mobilité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

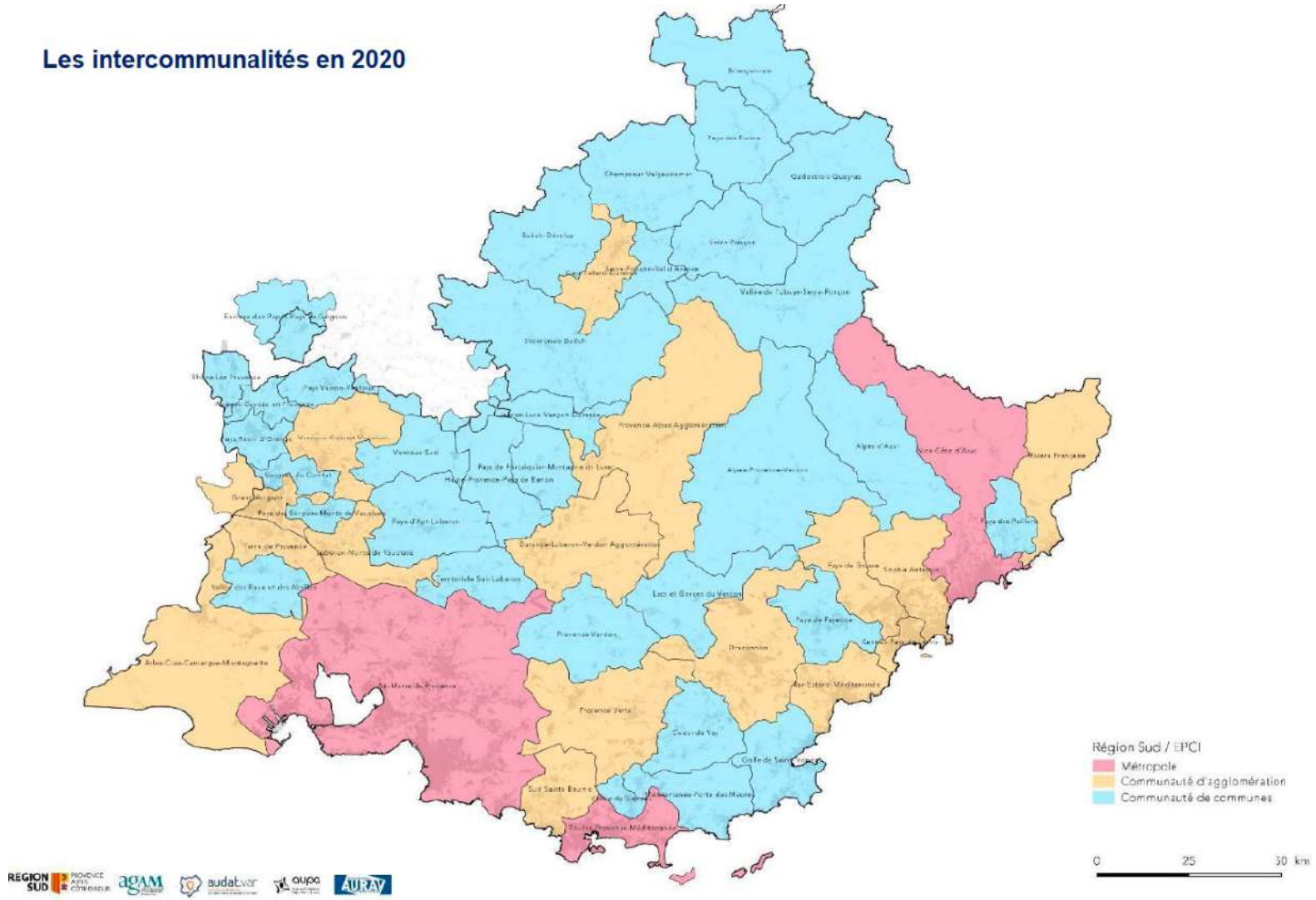


Figure 3 : Intercommunalités de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : Atlas Mobilité Volet C : compréhension de la modalité régionale)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2 La neutralité carbone en 2050, un défi pour les mobilités

L'objectif de neutralité carbone en 2050 a été adopté par la France et inscrit dans la loi. La stratégie nationale bas carbone (SNBC) décrit le chemin pour l'atteindre. Il s'agit de réduire d'un facteur 6, en 30 ans, l'empreinte carbone moyenne d'un Français, pour la faire passer de 11 tonnes de CO2eq par an en 2019 à moins de 2t CO2eq en 2050.

Le secteur des transports pèse lourdement dans le volume global des émissions des gaz à effet de serre (GES). Il **représente encore 30% des émissions des GES**. Or, si l'on observe une stabilisation récente, les émissions provenant du secteur des transports ont, entre 1990 et 2022, continué à augmenter. En outre, 50% des émissions de ce secteur proviennent des véhicules particuliers.

Pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050, une rupture s'impose**. Pour être à la hauteur des enjeux de la transition écologique des mobilités, il est nécessaire d'intervenir sur le système global de transports**. Agir uniquement sur le levier de la transition énergétique des véhicules (électrification) ne suffira pas. En outre, ce levier ne règle pas les autres externalités négatives des transports (congestion, certaines pollutions).

Il s'agit donc d'intervenir sur la mobilité des voyageurs et des marchandises avec un panel large qui va au-delà des seules infrastructures de transport : les services, avec une offre de transports collectifs et partagés, le matériel roulant, l'énergie, le comportement, la réglementation, le partage de l'espace public et la réaffectation de la capacité des infrastructures routières aux modes alternatifs à l'autosolisme, le financement, la résilience.

2 Les enjeux liés à la mobilité en Provence Alpes Côte d'Azur

2.1 Des caractéristiques géographiques et des dynamiques territoriales qui structurent les déplacements.

Avec 5 millions d'habitants répartis sur 6 départements, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se distingue par des densités de population hétérogènes, avec un littoral urbanisé où se concentrent, au sein des trois métropoles régionales (Aix Marseille Provence ; Toulon Provence Méditerranée et Nice Côte d'Azur) près de 80% des habitants de la région et un arrière-pays et un bassin alpin moins peuplés et plus ruraux.

Le territoire régional se caractérise par une forte diversité géographique, avec plusieurs espaces et paysages distincts : massif alpin, littoral azuréen, territoire provençal et couloir rhodanien.

L'ouverture sur la Méditerranée et sur le nord du bassin européen via le couloir rhodanien et l'axe alpin renforce son rôle d'interface stratégique. Véritable carrefour de circulations des hommes comme des marchandises depuis l'antiquité, la région bénéficie d'un réseau de transports dense et diversifié, moteur de son dynamisme et de son attractivité économique.

La région Provence Alpes Côte d'Azur est incontestablement une région « riche », mais où le creusement des inégalités est accentué par les dynamiques territoriales. Le foncier disponible, le long du littoral, est rare et cher. Cela accentue les phénomènes de ségrégation et de fracture territoriales : les territoires à faibles ressources fiscales accueillent les populations les plus fragiles et voient partir les populations plus favorisées (couples avec enfants, bi-actifs, cadres ou professions intermédiaires).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Les territoires les plus riches voient partir les populations les plus modestes (familles monoparentales et les ménages disposant d'un niveau de formation et de qualification moins élevé), et arriver des populations plus aisées.

L'accessibilité aux équipements et aux services est ainsi déterminante pour garantir l'égalité des territoires et la capacité des politiques publiques à apporter un niveau de services adapté aux habitants. La région est globalement bien pourvue en équipements : 95% de la population accède en moins de 7 minutes en voiture aux principaux services de la vie courante (écoles, collèges, supermarchés, médecins, salons de coiffure, bureaux de poste…).

Cependant, certaines communes restent enclavées, en particulier au sein du massif alpin ou dans certaines zones rurales de l'arrière-pays et sont donc éloignées des services.

Ces caractéristiques géographiques favorisent une hyperurbanisation autour des métropoles et des aires urbaines, avec un phénomène de périurbanisation prononcé depuis une quarantaine d'année. Une des particularités de la région réside dans cette structure polycentrique et cet habitat dispersé, avec un réseau viaire très développé.

La gestion des mobilités y est complexe. En effet, l'organisation polycentrique et la périurbanisation génèrent de plus en plus de déplacements, à l'origine de la congestion des réseaux routiers et ferroviaires. Les déplacements quotidiens sont marqués par la prépondérance de l'usage de la voiture individuelle, notamment dans les secteurs ruraux.

L'interconnexion entre équipements routiers majeurs, portuaires et aéroportuaires, la coordination des réseaux de transport en commun, l'accessibilité et la qualité des pôles d'échanges multimodaux ainsi que la mise à niveau des réseaux de proximité sont autant d'enjeux à prendre en compte pour tendre vers une mobilité plus fluide et plus durable. L'enjeu majeur pour le territoire régional est de garantir une qualité de service pour les différents pôles de connexion. Une offre multimodale bien articulée permet également d'organiser les réseaux en bonne intelligence et synergie.

Le territoire est maillé (2022) par 196 gares ferroviaires, 15 gares routières, plus de 150 aires de covoiturage et 28 parking-relais identifiés

2.2 Des enjeux forts d'atténuation des GES et d'adaptation face au changement climatique.

Les mobilités structurent le quotidien. Tous (ou presque) se déplacent tous les jours pour travailler, accompagner les enfants à l'école, étudier, voir sa famille, ses amis, faire ses courses ou se divertir**.** Or, malgré l'amélioration de l'offre et l'augmentation continue de la fréquentation des réseaux de transports en commun en région, seuls 11% des trajets domicile/travail se font en transports collectifs, 60% des déplacements domicile/travail de moins de 5 km se font en voiture, seuls 2% sont effectués à vélo. En outre, 1 trajet en voiture sur 4 fait moins de 3 km, cette proportion atteint 4 trajets sur 10 en agglomération.

De fait, **en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), la tendance régionale suit celle observée au niveau national : le secteur des transports** est le seul qui a vu, depuis 1990, le volume de ses émissions de GES ne pas baisser significativement. Il **représente, dans la région, 31% des émissions totales de GES, soit 51,1 MteqCO2.**

Par ailleurs, dans un contexte de changement climatique, dont les effets sont déjà visibles et vont continuer à s'aggraver tant en fréquence qu'en intensité (inondations, vagues de chaleur, incendies, glissements de terrain, etc.), et de tensions grandissantes sur les ressources

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

(matières premières critiques, énergie, eau, foresterie et agriculture), la résilience des territoires passera, notamment, par la capacité des systèmes de transport à faire face aux crises.

Cela est particulièrement marqué en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Appartenant à l'espace méditerranéen, cette région est **très vulnérable vis-à-vis des impacts du réchauffement climatique, sur la frange littorale comme dans les espaces alpins**, avec de lourds impacts sur les infrastructures et services de transports de la région, dont la gouvernance est multiple.

Les catastrophes récentes - inondations dans le Var et les Alpes-Maritimes (tempête ALEX dans la vallée de la Roya, inondations de la ville de Cannes), coups de mer qui emportent les routes, mouvements de terrain qui coupent les itinéraires Alpins (Chambon, Pas de l'Ours), canicule de 2022 qui a imposé un abaissement des vitesses d'exploitation du réseau ferroviaire… - **ont eu de fortes incidences sur les infrastructures et les services de transport** et **rappellent l'importance de la résilience du système régional de transport** pour préserver la vitalité du tissu économique régional et la qualité de vie des habitants de Provence Alpes Côte d'Azur.

Il est dès lors crucial d'engager des actions pour préparer les infrastructures et services de transport aux conséquences du changement climatique. Cela implique de mettre en place des systèmes de surveillance, de modifier certaines infrastructures, pour anticiper et répondre aux perturbations et de modifier les politiques d'aménagement, d'investissement et d'entretien

3 La Politique régionale en matière de mobilités

3.1 La construction d'une stratégie globale face aux enjeux du changement climatique

Les effets du changement climatique et de la crise énergétique ont conduit la Région à construire une réponse globale aux défis qu'ils posent, en faisant évoluer les infrastructures et leur exploitation, les usages et services de mobilité vers des modes plus collectifs, partagés et plus sobres en énergie, tout en répondant aux besoins des populations et de l'économie, autour de quatre orientations stratégiques pour la transition écologique de la mobilité en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, formant l'acronyme **ACoRS** (Adaptation / Conversion / Report modal / Sobriété), qui constituent la grille d'analyse de la Région tant pour ses actions que celles qu'elle peut soutenir.

Ainsi, apparaissent stratégiques :

▪ **Les projets/actions visant l'adaptation (A) aux défis écologiques et sociaux mondiaux** liés au dépassement des limites planétaires (changement climatique, tension sur la ressource en eau …), dans l'objectif de gérer l'inévitable et d'éviter l'ingérable, en construisant la résilience aux bouleversements en cours et à venir ;

▪ **Les projets/actions conduisant à la conversion (Co) des infrastructures,** au bénéfice des modes de déplacement décarbonés et alternatifs à l'autosolisme**, et des flottes**, pour une meilleure efficacité énergétique des véhicules afin de sortir en 20 ans des énergies fossiles en utilisant l'énergie adaptée à l'usage ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

▪ **Les projets/actions incitant au report (R) modal et la multimodalité**, pour réduire les consommations énergétiques par unité (voyageur ou marchandises) en favorisant le transport collectif actif et partagé ;

▪ **Les projets promouvant la sobriété (S) des déplacements motorisés**, pour réduire les besoins énergétiques en requestionnant les modes de vie, l'organisation des territoires et les circuits de production et de consommation, tout en améliorant la qualité de vie.

3.2 Une politique régionale ambitieuse découlant de son double rôle d'autorité organisatrice des mobilités et de cheffe de file de l'aménagement et des mobilités

Autorité Organisatrice la Mobilité Régionale et Cheffe de file de l'aménagement du territoire régional et des mobilités, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur met en œuvre une politique de mobilité ambitieuse, visant à répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain. Cette politique s'articule autour des axes suivants :

1. Garantir des solutions de mobilité « minimales » à tous les usagers, afin de garantir, pour chaque habitant, une « mobilité essentielle » (études, travail, santé, loisirs de proximité, etc.) à un coût raisonnable, accessible pour les plus modestes et pour ceux qui n'ont pas accès à la voiture individuelle (jeunes, séniors, etc.)

2. Réduire le trafic routier et ses nuisances (CO2, bruit, pollution, accidentologie, etc.)

Les objectifs qui en découlent se traduisent de manière différente selon la typologie de territoire :

- Au sein et autour des zones les plus urbanisées et les plus denses : assurer une offre de transport collectif courte distance (< 80 km) avec un très haut niveau de service (cadencement, régularité, amplitude, etc.) dans des conditions de complémentarité et d'intermodalité avec les autres modes de transports : transports collectifs urbains, covoiturage, vélo, marche à pied… afin de réduire massivement le trafic routier pour les déplacements du quotidien.

- Au sein et autour des zones moins peuplées et peu denses : garantir des solutions de mobilité «de base » pour les trajets courts, en particulier en termes de rabattement vers les pôles urbains locaux pourvoyeurs d'emplois, les établissements scolaires, les services de santé... Il s'agit d'encourager et accompagner des formes nouvelles de déplacements : covoiturage, autopartage, mise en service de petits bus locaux, mobilité des services à la population (bus services itinérants) …

La volonté de la Région est de :

- Encourager, chaque fois que cela est possible, le report modal de la voiture vers les transports collectifs,

- Proposer une offre ferroviaire qualitative et attractive, complémentaire avec les autres modes de déplacements,

- Offrir à tous un transport collectif routier complémentaire à l'offre ferroviaire, adapté aux spécificités des territoires et aux besoins des usagers,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Optimiser le réseau ZOU! de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de consolider et renforcer l'offre de transports collectifs
- Accompagner les territoires vers une meilleure mobilité des usagers,
- Promouvoir et financer des solutions de mobilité et d'intermodalité, de transport et de logistique en travaillant sur l'ensemble des leviers :
  - Expérimenter de nouvelles solutions, jusqu'à leur évaluation et conditions de réplication pour les confier en exploitation pérenne à des tiers,
  - Actionner les leviers permettant d'agir sur l'accélération des changements de comportements dans la mobilité du quotidien,
  - Garantir à tous la facilité d'achat de titres régionaux (sans obligation digitale), et développer la vente croisée (par/pour des tiers) pour certains titres.

Cette volonté de la Région suppose de :

- Développer une offre de desserte TER et Chemins de Fer de Provence adaptée aux territoires et aux besoins des usagers, en priorisant les efforts sur les axes où le trafic routier qui pourrait être reporté est important, et dans le cadre d'une gouvernance renouvelée avec les territoires, les partenaires et les usagers.
- Contribuer à l'intermodalité et la complémentarité avec le service de transport collectif routier régional (LER, lignes de proximité), l'offre ferroviaire ainsi qu'avec les autres modes de transport collectifs (Transports Collectifs Urbains/Transports à la demande/Vélo…).
- Préparer l'ouverture totale du marché régional ferroviaire à la concurrence afin de développer et améliorer la qualité l'offre, tout en réduisant les coûts.
- Développer la complémentarité car-train et car-car en supprimant les doublages d'O/D et d'horaires,
- Centrer le réseau express routier sur la vitesse commerciale et la desserte des grands pôles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Innerver les territoires par le réseau de proximité sans se substituer aux AOM et encourager le rabattement sur des pôles d'échanges secondaires,
- Favoriser les nœuds multimodaux par territoire.
- Territorialiser les politiques de mobilité régionale.
- Harmoniser les modalités de circulation entre les AOM.
- Positionner la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur en prestaire de services pour les territoires, non dotés d'AOM, afin de répondre aux attentes locales.
- Élaborer des scénarios prospectifs.
- Instruire une diversité de mécanismes : projets de réglementation, de tarification, de financements alternatifs…

Cette politique se déploie en synergie avec les contractualisations d'accompagnement des territoires portées par la Région.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

3.3 La Région et les projets de mobilité des territoires.

3.3.1 Les dispositifs de soutiens régionaux aux projets de mobilités des territoires

La Région Sud accompagne les territoires via un cadre contractuel : les contrats « Nos territoires d'abord » qui déterminent, en fonction d'objectifs partagés, les projets soutenus et un plan d'actions prioritaires. Ce cadre contractuel est désormais, dans le domaine des mobilités, renforcé par les Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) [cf. chapitre 4. Le contrat opérationnel de mobilité].

Via ces contractualisations, la Région Sud promeut :

- L'intermodalité entre les services de transports régionaux et les services de transports locaux

Il s'agit de veiller à la bonne coordination/complémentarité des offres « Région » et des offres des Autorités Organisatrices de Mobilité (ex : tarification et d'interopérabilité des systèmes de billettique). Cette harmonisation des offres est souvent le point faible des projets de mobilités. Seront donc examinés tous les types de projets s'inscrivant dans la perspective d'améliorer l'intermodalité et la fréquentation du réseau régional ZOU ! (ex : aménagements de gares/PEM/parcs relais en connexion avec le réseau régional ZOU ! ; aménagements cyclables de rabattement, etc…)

- La mobilité collective et partagée

Il s'agit de soutenir les projets favorisant une régulation des usages de la voirie au bénéfice des modes de déplacement collectifs (ex : covoiturage (aires et services) et/ou voies réservées aux transports collectifs (TCSP).

- Les mobilités actives

La mise en œuvre du Schéma régional des Véloroutes est un objectif prioritaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'accompagnement des projets portés par les territoires avec cet objectif est un des axes privilégiés des contrats NTDA (ex : aménagements cyclables sécurisés en milieu urbain comme en milieu rural, favorisant, au quotidien, la pratique du vélo). La sécurisation des circulations piétonnes et la promotion de la marche à pied (cf. accessibilité des établissements scolaires) sont également des enjeux à prendre en compte.

- De nouvelles pratiques pour le transport de marchandises et la logistique

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite promouvoir, dans le domaine du transport de marchandises et de la logistique, des pratiques plus durables, chez les donneurs d'ordre comme chez les consommateurs. La Région souhaite, également encourager, chaque fois que cela est possible, le report modal (fer et fleuve), la transition des flottes (y compris les modes d'avitaillement), les changements de pratiques des différents acteurs (mutualisation des ressources, optimisation des livraisons et des espaces logistiques), les réglementations des livraisons (simplification, harmonisation, diffusion), la logistique du dernier km (circuits courts, cyclo-logistique, reverse-logistique). La sécurisation de l'approvisionnement des différents territoires est également un enjeu pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les mesures préventives pour garantir la robustesse des chaines logistiques en cas d'aléas, ainsi que les mesures pour assurer l'approvisionnement quotidien de territoires excentrés seront appréciées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pour atteindre ces objectifs, différents accompagnements et/ou cadres d'intervention régionaux pourront être mobilisés, tels que :

• La Création d'un **réseau de référents mobilité**,

• L'**Accompagnement des EPCI qui n'ont pas pris la compétence mobilité** en co-pilotant des études de faisabilité fléchées sur des territoires voulant mener des actions à leur compte, avec de possibles financements à 100%,

• Le **Cadre Zéro Emission en Route** : Le cadre d'intervention régional sur les carburants alternatifs se focalise sur les technologies Electrique-batterie, Hydrogène et Gaz Naturel Véhicule (GNV) en agissant sur l'offre de stations de recharge et d'avitaillement et la demande,

• Le dispositif **Gardons une COP D'avance - Sud Logistique 2030 :** Lancement d'un appel à projets conjoint ADEME/Région, en vue de soutenir des projets de logistique agiles, résilients, sobres et respectueux de l'environnement et du climat, au service de l'économie et de l'attractivité du territoire régional,

• Le nouveau cadre d'intervention en faveur des **aménagements cyclables du quotidien**, adopté en mars 2024

• **Le dispositif « Mobilab »** d'accompagnement des projets d'innovation dans le domaine de la mobilité (y compris low-tech)

• Le **Soutien aux aires de covoiturage** dans leur dimension multimodale : financement des projets d'aires de covoiturage sous réserve d'être connectées à une ligne ou un arrêt de transport en commun du réseau régional ZOU ! et d'intégrer des équipements conférant à ces aires une dimension multimodale (stationnements vélo, bornes de recharge, Panneau à Messages Variables…),

• Le **FEDER Volet Massif -** mobilité durable : améliorer les mobilités touristiques et résidentielles en zone Massif,

• La **CIMA Services et mobilités** : améliorer la qualité de vie en montagne, les solidarités, les services et les mobilités entre villes, vallées, villages, stations en zone Massif

3.3.2 Les autres leviers de la Région en faveur des mobilités durables des territoires

- **Le volet Mobilités du Contrat de Plan Etat/Région : des moyens pour investir.**

Le volet Mobilités 2023-2027 du Contrat de Plan Etat-Région a été voté par l'assemblée plénière du 13 décembre 2024.

Doté d'une enveloppe globale de plus de 1,4 milliards d'euros dont 770 millions apportés par la Région et l'Etat à parité (385 millions chacun), il comprend une **enveloppe de 541 millions, dont 224 millions apportés par la Région, dédiée aux projets ferroviaires, aux pôles d'échanges et aux études et premiers travaux des Services Express Régionaux Métropolitains** des aires avignonnaise, toulonnaise, azuréenne et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il comprend également une enveloppe de **338 millions dédiée aux projets routiers, dont 55 millions apportés par la Région, avec des orientations nouvelles par rapport aux CPER précédents**. Il s'agit d'atteindre les objectifs de préservation environnementale et de sobriété foncière, fixés par le SRADDET, la Loi Climat et Résilience (cf. Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2050) et la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte et de respecter les

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

préconisations du Conseil d'Orientation sur les Infrastructures de transport (COI), favorables à une réorientation des investissements routiers au bénéfice des déplacements collectifs, partagés, et des modes actifs (vélo, marche à pied). **Ces nouvelles orientations** sont traduites dans l'intitulé de la priorité relative aux projets routiers **« *Transformer les infrastructures routières dans le but de favoriser les transports collectifs performants, la mobilité partagée, la pratique du vélo, de la marche et une intermodalité performante* »**.

Ce volet Mobilités du CPER comprend également une priorité relative à la **résilience des infrastructures de transport, dotée d'une enveloppe régionale de 15 millions d'euros**, ainsi qu'une **priorité en faveur des aménagements cyclables** dotée d'une **enveloppe de 90 millions d'euros dont 30 millions apportés par la Région**.

A noter : A ce volet mobilités du CPER 2021-2027 s'ajoutent les investissements qui seront réalisés dans le cadre de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, dont les montants sont estimés à 3,6 milliards d'euros.

- **La territorialisation de la planification écologique : engager un maximum d'acteurs en faveur d'une mobilité sobre et décarbonée**

Les enjeux du réchauffement climatique pour nos territoires, particulièrement en matière de déplacements des personnes et des marchandises et d'infrastructures de transports (cf chapitre 2) ont conduit l'Etat et la Région à signer, le 23 aout 2023, un protocole de mise en œuvre de la planification de la transition écologique pour une mobilité sobre et décarbonée, qui faisait de Provence-Alpes Côte d'Azur une région pilote de la territorialisation de la planification écologique et énergétique.

En pleine cohérence avec les politiques que la Région déploie dans le domaine des mobilités, l'Etat et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur ont défini, dans le cadre de la planification écologique présentée à la Conférence des Parties (COP) le 11 décembre 2024, et de l'élaboration du plan régional de transformation écologique et énergétique, deux feuilles de route dédiées à la mobilité : « Mieux se déplacer » et « Mieux transporter les biens ».

La première « Mieux se déplacer » fixe 8 actions structurantes :

- Action 1 Adapter les infrastructures et réseaux de transport au changement climatique
- Action 2 Engager les 4 Services Express Régionaux Métropolitains et mettre en œuvre les Contrats Opérationnels de Mobilité.
- Action 3 Développer une offre de transports collectifs adaptée aux territoires
- Action 4 Mettre en place des infrastructures et des services, visant développer les pratiques vélo et marche à pied
- Action 5 Convertir la voirie existante en voies réservées pour transports en commun (VRTC) et pour covoiturage (VR+2) et adapter les conditions de circulation
- Action 6 Mettre en place et développer des services et infrastructures de covoiturage
- Action 7 Engager les employeurs sur des paquets d'actions minimales pour la mobilité des salariés
- Action 8 Aider à l'acquisition de voitures électriques et/ou à l'installation de recharges pour les véhicules électriques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

La seconde « Mieux transporter les biens » détermine 5 actions structurantes :

- *Action 1* Adapter les infrastructures et réseaux de transport au changement climatique
- *Action 2* Préparer et mettre en œuvre un pacte d'engagement des services de fret ferroviaire
- *Action 3* Développer les infrastructures de recharge et d'avitaillement pour les motorisations alternatives (électrique, GNV…)
- *Action 4* Sensibiliser les donneurs d'ordre afin de les inciter au changement de pratiques (logistique, modes de transports, modalités de livraison…)
- *Action 5* Valoriser les modes de vie et de consommation plus sobres en activités logistiques

A travers ces actions structurantes, il s'agit d'intervenir sur la mobilité voyageurs et marchandises avec un panel large, qui va au-delà de la seule infrastructure de transport : la réduction de la part modale de la voiture individuelle (objectif – 15%), les services avec un renforcement de l'offre de transports collectifs, le matériel roulant, l'énergie, la sobriété et les changements de comportements qu'elle suppose, la réglementation, le partage de l'espace public et la réaffectation de la capacité des infrastructures routières aux modes alternatifs à l'autosolisme, le financement, la résilience…

Cependant, les objectifs fixés ne pourront être atteints sans la mobilisation et la participation actives de tous les acteurs publics et privés concernés, à l'échelle de chaque bassin de mobilités : Autorités Organisatrices des Mobilités, Établissements Publics de Coopération Intercommunale, Collectivités Locales, Gestionnaires de réseaux, Chambres consulaires, Fédérations et Groupements Professionnels, Employeurs, Syndicats, Associations d'usagers, Citoyens…

La planification écologique sera, dans le domaine des transports, une contribution déterminante pour une (r)évolution du système global de mobilité, indispensable pour espérer atteindre les résultats attendus, en matière de d'adaptation face au changement climatique, de réduction des GES et de décarbonation des transports.

4 Le Contrat Opérationnel de Mobilité

4.1 Définition du Contrat Opérationnel de Mobilité

Instauré par la LOM, et notamment par les articles L1215-1 et L1215-2, le COM est un contrat qui formalise les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle du territoire de chaque Bassin de Mobilité.

La LOM a consacré pour la région la fonction de collectivité chef de file pour l'organisation des modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité (article L1215-1 du code des transports).

« La région conclut, à l'échelle de chaque bassin de mobilité (…) un contrat opérationnel de mobilité avec les autorités organisatrices de la mobilité, les syndicats mixtes de transport mentionnés à l'article L. 1231-10, les départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Peuvent être partie au contrat les autres

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

établissements publics de coopération intercommunale ou tout autre partenaire, dont, le cas échéant, une région limitrophe du bassin de mobilité concerné »[4].

4.2 Définition du Bassin de Mobilité

L'échelle de Bassin de mobilité est représentative de la mobilité du quotidien, relevant notamment de déplacements domicile-travail, et dépassant les frontières administratives des AOM.

[4] *Article L. 1215-2 du code des transports.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

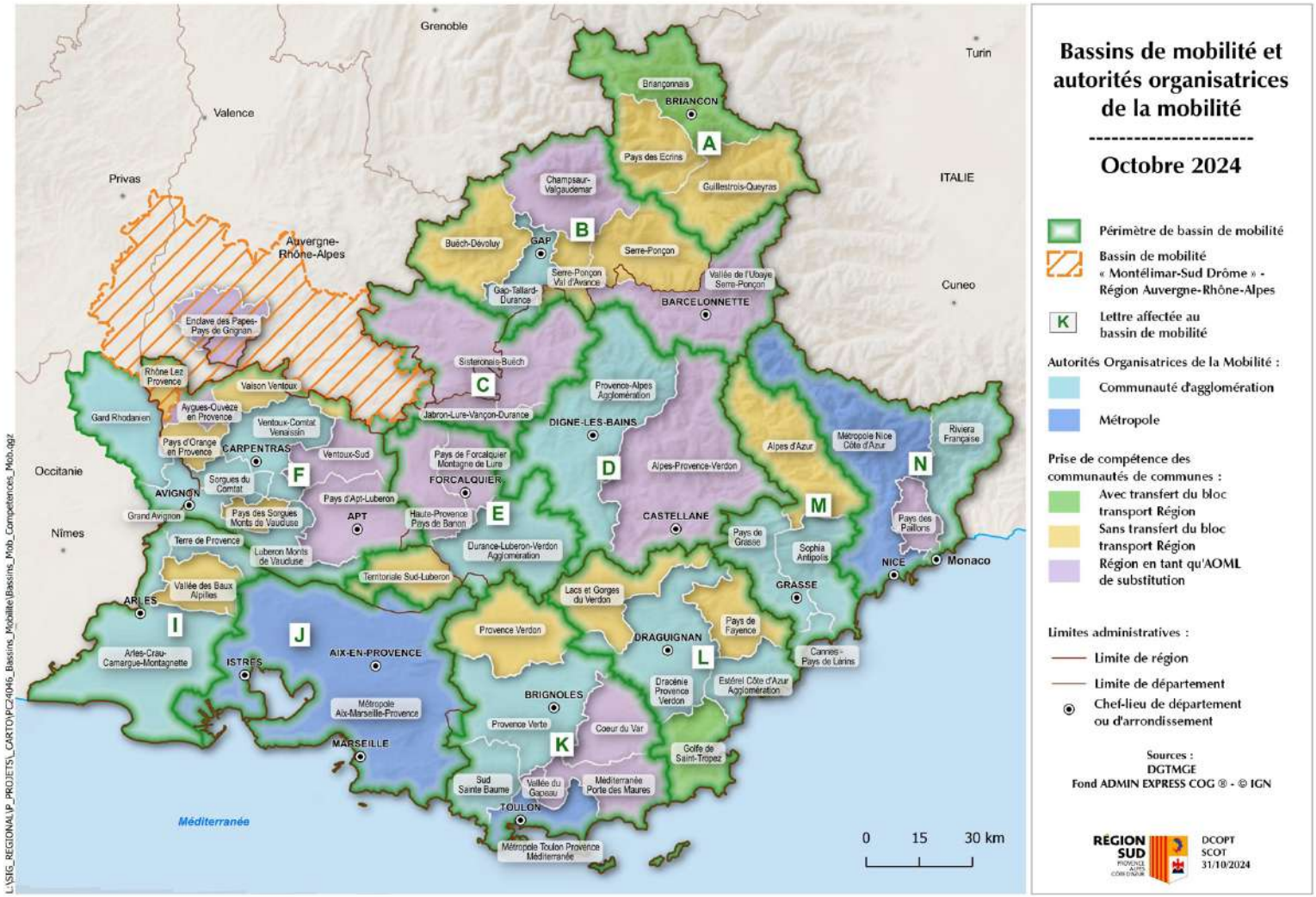


Figure 4 : Bassin de mobilité de la Région (source : Délibération N°22-0605 - Approbation de la cartographie des bassins de mobilité, Annexe2)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

La coordination des acteurs de la mobilité du bassin doit permettre d'assurer un meilleur service rendu aux usagers en coordonnant et structurant l'action des acteurs publics de la mobilité.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se donne la mission de faciliter la coordination à l'échelle d'un bassin tout en contribuant à l'amélioration des mobilités entre les bassins. Les contrats opérationnels de mobilité (COM), sur chacun des bassins de mobilité, ont vocation à établir un cadre de coopération avec l'ensemble des EPCI, Régions et Départements concernés, les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges et tout autre partenaire jugé comme pertinent. Ils fixent les principes des collaborations à renforcer, afin notamment de faciliter le passage d'un réseau de transport à l'autre ou d'un mode à l'autre par exemple. Les opérations à dimension intermodale trouveront donc leur place dans ces COM.[5]

4.3 Nature du COM

Le contrat définit notamment les modalités de la coordination avec les gestionnaires de voirie et d'infrastructures pour créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités. C'est un cadre d'actions commun qui porte sur une vision globale et partagée.

Les acteurs de la mobilité dont la Région est chef de file créent ce cadre d'actions commun autour d'enjeux et d'objectifs collectivement définis, cohérents avec les documents de planification d'aménagement de l'espace et de développement durable en vigueur.

La mobilisation conjointe de l'ensemble des acteurs du bassin de mobilité permet de concilier les ambitions, les usages et les besoins, et d'assurer la cohérence de l'ensemble des actions à l'échelle du bassin. Les enjeux interbassins quant à eux font l'objet de modalités d'association des acteurs des bassins limitrophes dits « territoires associés ».

Les contractualisations partenariales mises en place dans le cadre de l'outil « contrat opérationnel de mobilité » décrivent également une grande implication des acteurs intriqués en matière de portage des projets.

Le contrat opérationnel de mobilité est structuré en quatre parties : Le présent tronc commun identique pour chaque contrat opérationnel de mobilité, un état des lieux du bassin en termes de mobilité (socle territorialisé), une déclinaison des objectifs du bassin en termes de mobilité et des annexes incluant notamment les engagements pris dans le cadre du COM.

4.4 Durée du COM

Le contrat est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa signature par l'ensemble des membres du comité de bassin. Le contrat entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des parties pour une durée de 4 ans. Le présent COM peut être renouvelé une fois pour permettre la finalisation des travaux d'un nouveau COM à l'issue de la première période.

4.5 Structures de Gouvernance

4.5.1 Le comité de bassin

Cf 4.6

5 Support A4 -VF -Conférence plénière 13 Juin 2023

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

4.5.2 Le comité technique de bassin

Cf 4.6

4.5.3 Les comités des partenaires

Le comité de partenaires régional (COPART Régional) : pour mener à bien le rôle d'AOM régionale, la Région met en place et anime un comité de partenaires régional conformément au code des transports. Il associe employeurs, professionnels du transport, usagers, habitants et élus régionaux, pour avis sur les décisions mobilité de la Région AOM régionale et chef de file. Il s'agit d'un organe consultatif à l'échelle régionale.

Les comités de partenaires locaux (COPART locaux) : chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité, y compris la région en tant qu'AOM locale par substitution a l'obligation de créer et d'animer un comité des partenaires local, mobilisé a minima une fois par an, sur chacune des 15 communautés de communes n'ayant pas pris la compétence mobilité. Celui-ci, consultatif, est composé de représentants d'association d'usagers, d'employeurs et d'habitants tirés au sort ainsi que d'élus régionaux et locaux.

4.6 Cadre de fonctionnement des instances de gouvernance

4.6.1 Les instances de gouvernance du COM

4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS)

Le comité de bassin (COBASS) est l'instance de prise de décision qui assure notamment la validation politique des propositions du comité technique de bassin (COTECHBASS). Le COBASS devra favoriser le débat entre ses membres dont l'objet premier est d'aboutir dans un délai raisonnable à l'établissement d'une première génération de contrat qui sera soumis aux instances délibératives de chacune des institutions. Le COBASS sera ensuite chargé de suivre, amender, évaluer et réviser la contractualisation. Chaque signataire du COM est membre du COBASS et est représentée par son exécutif, ou la personne qu'il nomme à cet effet.
La présidence du COBASS est assurée par la Région. Chaque membre du COBASS désigne le technicien appelé à le représenter au sein du comité technique de bassin (COTECHBASS).

Au cours de l'exécution du COM, le COBASS est l'organe chargé, d'une part, de prévoir les éventuelles évolutions à apporter au COM, en tenant notamment compte des propositions élaborées par le COTECHBASS, et, d'autre part, d'établir le COM révisé qui sera soumis au vote des assemblées délibérantes.

4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS)

Le comité technique de bassin (COTECHBASS) est l'instance qui a pour fonction d'assurer la pertinence technique des propositions soumises au COBASS. Ainsi, il est notamment chargé de valider les propositions émanant des ateliers et de préparer les travaux du COBASS en formulant un avis sur la faisabilité de ces propositions.

Le pilotage du COTECHBASS est assurée par un technicien de la Région. Le COTECHBASS pourra se réunir dans la Maison de la région la plus proche du bassin de mobilité concerné. Le pilote du COTECHBASS peut décider de réunir l'organe dans un autre lieu et il en informe les membres du COTECHBASS.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

4.6.1.3 Les ateliers de travail

L'atelier de travail est l'organe de réflexion et de co-construction chargé de faire émerger des propositions, des engagements individuels et collectifs devant nourrir l'élaboration du COM.

La composition des ateliers de travail est définie par les membres du COTECHBASS.

La tenue des instances de gouvernance du COM

4.6.1.4 La tenue du COBASS

4.6.1.4.1 La convocation du COBASS

Le COBASS est mobilisé par son président qui envoie les invitations et établit l'ordre du jour. Les invitations sont adressées par voie électronique dans un délai minimum de deux semaines précédant l'instance.

4.6.1.4.1.1 La séance du COBASS

Le président ouvre la séance, dirige les échanges, fait observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les réunions se tiennent principalement en présentiel. Les réunions ne sont pas publiques. Le COBASS peut valablement se réunir et fonctionner en présence de personnes qui n'en sont pas membres à la condition que leur présence ait été autorisée par le président.

Le président peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, le président donne connaissance au COBASS des travaux récents qui le concernent.

Avant de lever la séance, le président fait part au COBASS des étapes à venir.

Il est établi, pour chaque réunion, un compte-rendu synthétique des débats.

4.6.2.1.3 La prise de décision du COBASS

Une décision prise par le COBASS est adoptée par la voie de l'unanimité.

Au terme de la co-construction, le COBASS valide le COM à soumettre à la signature de ses membres. En effet, le COBASS proposera le COM validé aux assemblées délibérantes lesquelles en autoriseront la signature après avis consultatif du comité des partenaires régional.

4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS

4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS

Le COTECHBASS est mobilisé par son pilote qui envoie les invitations et établit l'ordre du jour. Les invitations sont adressées par voie électronique.

4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS

Le pilote du COTECHBASS ou son représentant est chargé d'ouvrir la séance, de diriger les échanges, de faire observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les réunions ne sont pas publiques. Les réunions se tiennent principalement en présentiel. Le COTECHBASS peut valablement se réunir et fonctionner en

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

présence de personnes qui n'en sont pas membres à la condition que leur présence ait été autorisée par le pilote.

Le pilote du COTECHBASS ou son représentant peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, le pilote ou son représentant donne connaissance au COTECHBASS des travaux récents qui le concernent.

Avant de lever la séance, le pilote ou son représentant fait part au COTECHBASS des étapes à venir.

Il est établi, pour chaque réunion, un compte-rendu synthétique des débats.

4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS

Les propositions formulées par le COTECHBASS sont adoptées par la voie de l'unanimité.

4.6.1.6 *La tenue des ateliers de travail*

4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail

L'atelier est mobilisé par le pilote du COTECHBASS qui envoie les invitations et communique sur les thématiques abordées.

Les invitations sont adressées par voie électronique.

4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail

Le pilote du COTECHBASS ou son représentant est chargé d'ouvrir la séance, d'animer l'atelier, de faire observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les ateliers ne sont pas publics. Les ateliers se tiennent principalement en présentiel.

Avant de débuter l'atelier, le pilote ou son représentant donne connaissance aux participants du déroulé de l'atelier et des objectifs de celui-ci.

Avant de clôturer l'atelier, le pilote ou son représentant présente aux participants un compte rendu des travaux effectués. Enfin, il est établi, pour chaque atelier, un compte-rendu synthétique des travaux.

4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail

Les propositions qui sont formulées dans le cadre des ateliers sont présentées en COTECHBASS pour validation.

4.6.2 4.6.3. Les principes de co-construction du COM

De manière générale, lors de l'élaboration des COM, l'ensemble des acteurs se soucieront de l'équité entre les territoires.

4.6.2.1 *L'égalité des participants*

La co-construction du COM repose sur le principe d'égalité de ses participants.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

4.6.2.2 *Le principe de subsidiarité*

Les acteurs et décideurs qui interviennent dans la co-construction des COM rappellent que ce travail ne se substitue pas aux réflexions ou actions d'autres acteurs administrativement compétents sur d'autres échelles géographiques ou techniques.

Les parties s'engagent à respecter le principe de subsidiarité en affirmant que, dans le cadre des compétences dont chaque partie dispose, l'action revient à l'autorité administrative compétente la plus proche de l'action considérée.

Les parties s'engagent à assurer l'interface avec les communes qu'elles représentent au regard de leurs compétences et pouvoirs de police en matière de gestion de voirie. De la même manière, les EPCI s'engagent à assurer l'interface avec les organes de planification qui interviennent sur leurs territoires.

4.6.2.3 *Le principe d'efficacité*

La volonté de pragmatisme, c'est-à-dire d'efficacité, est au cœur de la présente méthodologie de co-construction.

À cet effet, les différentes parties s'engagent à :

- Mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité sur la période 2025-2029 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement durable des mobilités,
- Prendre part à la mise en œuvre des actions définies dans le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents,
- Collaborer dans une logique d'amélioration continue et d'expérimentation, au service des usagers et de la cohésion sociale,
- Communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.

Enfin, les acteurs s'engagent à saisir concomitamment leur organe délibérant afin d'approuver le COM et d'autoriser leur exécutif à le signer.

4.7 Évaluation du COM

Le contrat fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours présentée au Comité des Partenaires régional (COPART). Chaque autorité organisatrice rend compte annuellement de la mise en œuvre du contrat au comité des partenaires (la Région au COPART régional et chaque AOM locale au COPART local correspondant).

L'annexe 4 « Évaluation de l'atteinte des objectifs généraux du bassin de mobilité » et l'annexe 5 « Suivi de la mise en œuvre des engagements du contrat opérationnel de mobilité » détaillent le périmètre et la méthodologie, la périodicité et le protocole d'évaluation du COM.

4.8 Modalités de révision

Au cours de l'exécution du COM, le COBASS est l'organe chargé, d'une part, de prévoir les éventuelles évolutions à apporter au COM, en tenant notamment compte des propositions élaborées par le COTECHBASS, et, d'autre part, d'établir le COM révisé qui est soumis au vote des assemblées délibérantes ou à la validation des acteurs non publics.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

4.9 Modalités de résiliation et de règlement des différends

En cas de non-respect par l'une des parties des termes du présent contrat, celui-ci peut être résilié par chacune des parties, dans un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre exposant ses griefs, adressée en recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure si lesdits griefs n'ont pas été éteints dans ce délai.

Tout litige né de l'application du COM fera l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable, en cas d'échec de celle-ci, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Objectifs SRADDET consacrés directement aux mobilités et applicables sur l'ensemble du territoire régional

Les objectifs sont :

- Améliorer le réseau régional de transports collectifs. Cela passe par le report de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs en :
  - Déployant une offre régionale de transports en commun adaptée aux territoires selon leur densité urbaine
  - Favorisant les complémentarités et l'optimisation de la coordination entre les dessertes urbaines, interurbaines et ferroviaires
  - Accompagnant les offres de transport locales adaptées aux évolutions sociodémographiques

Ces objectifs nécessitent de coordonner les prescriptions des PDM/PDMS (règle LD2-Ob42)

- Faciliter et améliorer l'intermodalité. Elle sera possible en :
  - Optimisant les pôles d'échanges multimodaux (PEM), par l'élaboration d'une charte de services communs et d'exploitations de ces PEM (Règle LD2-Obj39)
  - Renforçant la cohérence entre réseaux et services par le biais d'objectifs de rabattement en transports en communes et modes actifs vers les gares ou PEM, identifiés comme stratégiques par la Région et dans les SCOT /PDM -PDMS (Règle LD2-Obj40)
  - En déployant et coordonnant un réseau d'infrastructures en site propres, couplée à des équipements d'accès et de stationnent, type parcs relais (Règle LD2-Obj46)
  - Développer avec l'ensemble des AOMD une information facilement accessible, une billettique simplifiée, une tarification harmonisée et multimodale
- Favoriser les modes actifs et les nouvelles pratiques de mobilité. Cela sera rendu possible en :
  - Contribuant au report de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs, tout en développement des mobilités actives et des modes de transport plus propres.

Ces objectifs passent également par la mise en œuvre du schéma régional des véloroutes et voies vertes en connectant les itinéraires à un maillage local (Règle LD-Obj22A)

- Améliorer la cohérence urbanisme-mobilités. Elle se concrétisera en :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Privilégier l'intensification urbaine autour des dessertes et transports collectifs (gare, pôles d'échanges), en fixant des objectifs de de qualité urbaine pour les programmes d'aménagement des quartiers de gare ou de PEM (Règle LD2-Obj35)

Ces objectifs organisent et optimisent l'accessibilité des zones d'activités économiques en transport en commun et /ou par tout mode de déplacements alternatifs à l'autosolisme (Règle LD1-Obj5 C)

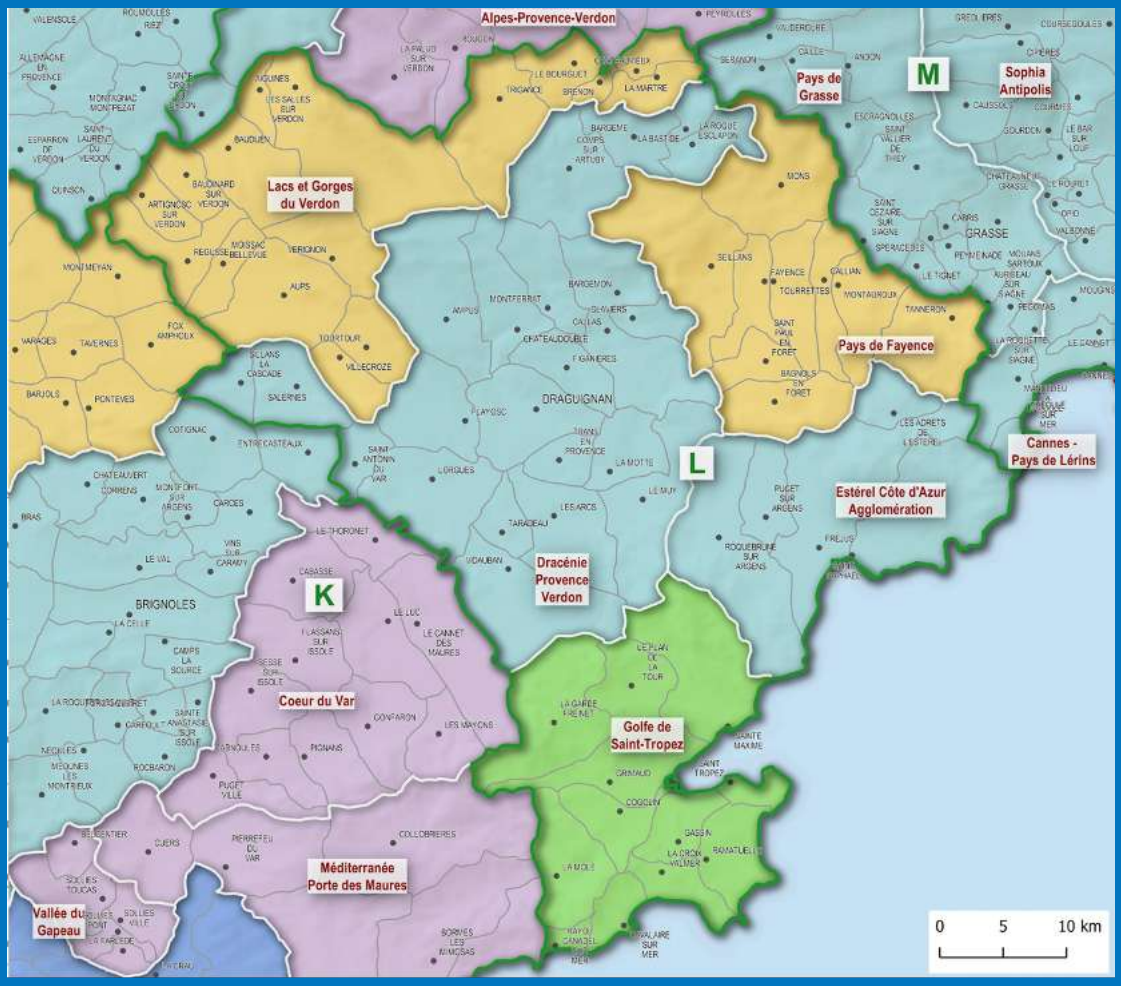
- Améliorer la grande accessibilité régionale et le maillage routier régional. Il s'agit de :
  - Prendre en compte le schéma des itinéraires d'Intérêt Régional pour conforter les liaisons avec les territoires limitrophes et l'arc méditerranéen et accélérer la réalisation de la ligne nouvelle Provence Alpes Côte d'Azur(LNPCA), essentielle au renforcement des transports du quotidien (Règle LD2-OBJ45)
  - Améliorer la chaîne logistique en favorisant le report modal notamment vers le fer ou le fluvial, tout en préservant les capacités multimodales de la logistique régionale . Cela se concrétisera en :
  - Améliorer la performance de la chaîne logistique jusqu'au dernier kilomètre, en favorisant le report modal, par le développement de la logistique et la structuration des implantations (Règles LD1-OBJ3 B et LD1-OBJ3 C)

- Articuler les politiques de mobilité et coordonner les AOM, dans la conformité de la stratégie régionale de chef de file de l'intermodalité. Il va s'agir de :
  - S'accorder sur une stratégie cohérente des mobilités avec les AOM et définir les modalités de l'action par un dialogue permanent **(Règle LD3-Obj66)**
  - Rechercher des financements innovants pour pérenniser le développement des transports collectifs, en établissant de nouveaux équilibres économiques des infrastructures et des services de transport (**Règle LD3-Obj68)**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

SOCLE TERRITORIALISE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

SOMMAIRE

1 LE BASSIN DE MOBILITE L 38

1.1 PORTRAIT DU TERRITOIRE 38
1.2 MOBILITE : EXTRAITS DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION 41
1.3 ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE 75
1.4 VOLUMETRIE DES DEPLACEMENTS ET REPARTITION MODALE 77
1.5 INFRASTRUCTURES DE MOBILITES EXISTANTES 81
1.6 SERVICES DE MOBILITES 85

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1 Le bassin de mobilité L

Le présent Contrat Opérationnel de Mobilité porte sur le bassin de mobilité L.

Le socle territorialisé permet de créer une base commune de connaissance de la mobilité à l'échelle du bassin de mobilité.

Il donne une vue d'ensemble du bassin de mobilité, en proposant un état des lieux notamment cartographique des réflexions, actions et services existants en lien avec la thématique mobilité. La première partie offre un résumé des principaux éléments stratégiques déjà inscrits par les acteurs du bassin dans leurs documents de planification. La seconde partie décrit les principales données de la mobilité via l'organisation socio-économiques du territoire, les flux et les modalités de déplacement. Enfin le socle territorialisé recense les principales infrastructures et services de mobilité existant sur le bassin au moment de la rédaction du Contrat Opérationnel de Mobilité.

1.1 Portrait du territoire[6]

Le bassin de mobilité L se déploie sur cinq EPCI, 65 communes et 321 319 habitants[7]. Le bassin est localisé dans le département du Var (83).

EPCI du bassin de mobilité L :

- Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez.
- Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon.
- Communauté de Communes du Pays de Fayence.
- Dracénie Provence Verdon Agglomération.
- Estérel Côte d'Azur Agglomération.

Dans le cadre de la démarche de co-construction des COM, les départements et EPCI suivants sont territoires associés du bassin L et conviés à participer :

- Alpes-de-Haute-Provence.
- Alpes-Maritimes.
- CA Provence-Alpes-Agglomération.
- CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération.
- CA du Pays de Grasse.
- CA Cannes Pays de Lérins.
- CC Provence Verdon.
- CA de la Provence Verte.
- CC Alpes-Provence-Verdon Sources de lumière.
- CC Cœur du Var.
- CC Méditerranée Porte des Maures.

6 Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin E

7 Données Insee Statistiques locales

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

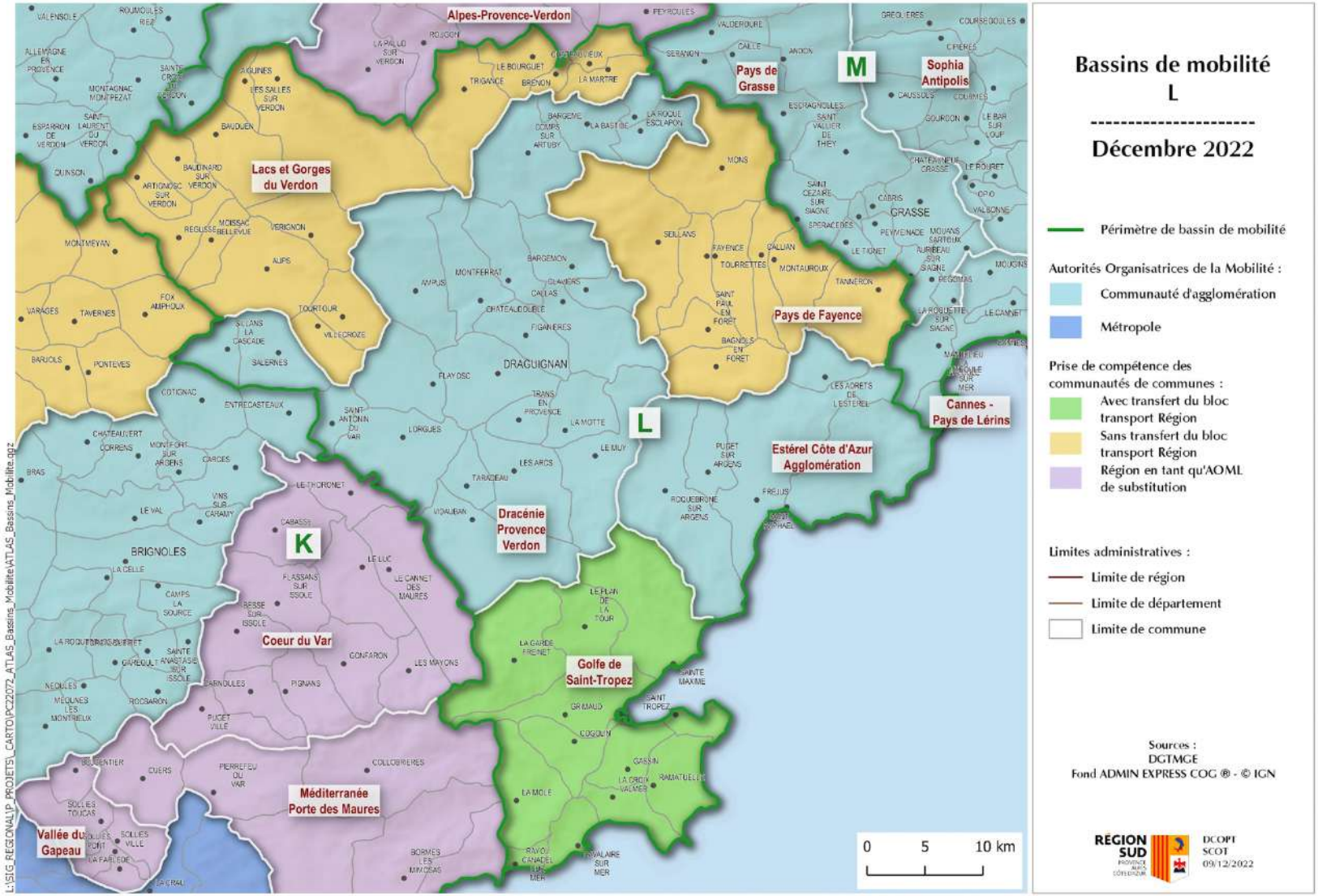


Figure 5 : Bassin de mobilité L (source : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, DGTME, 2023)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Le bassin est traversé d'ouest en est par l'autoroute A8 qui relie Aix-Marseille et Toulon aux Alpes-Maritimes.

En raison des reliefs et de l'histoire, plusieurs territoires subissent un isolement plus ou moins marqué : le golfe de Saint-Tropez, le Pays de Fayence, les Préalpes de l'Artuby.

Le bassin est aussi traversé d'ouest en est par la ligne ferroviaire reliant Marseille à Nice. Toutefois, cette ligne ne dessert pas la sous-préfecture Draguignan.

Le bassin comprend un aérodrome à la Môle qui génère des flux de mobilité touristique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2 Mobilité : extraits des documents de planification[8]

La mobilité est un élément clé du développement territorial et fait l'objet d'orientations stratégiques dans différents documents de planification, tels que les plans de mobilité mais aussi les plans climat-air-énergie territoriaux ou encore les schémas de cohérence territoriale.

Afin de consolider une compréhension d'ensemble de la mobilité à l'échelle du bassin, les orientations inscrites par chaque acteur dans ses documents de planification ont été synthétisées et rassemblées ci-après par thématiques, prescrites par le code des transports, et qui sont:

1. Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité ;
2. Les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité ;
3. Les modalités de gestion des situations dégradées ;
4. Le recensement et la diffusion des pratiques et des actions de mobilité ;
5. L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité ;
6. La décarbonation des mobilités (thématique non prescrite par le code des transports, ajoutée par la Région Provence-Alpes-Côte-D'Azur).

Pour décrire les orientations mobilité des territoires du bassin de mobilité ne disposant pas de documents de planification, une liste de leurs principales études et actions planifiées ou réalisées est dressée.

Les quatre territoires suivants sont couverts par une politique de mobilité définie dans quatre SCoT.

- SCoT Golfe de Saint-Tropez - EPCI concerné :
    - CC du Golfe de Saint-Tropez
- SCoT du Pays de Fayence - EPCI concerné :
    - CC du Pays de Fayence
- SCoT de la Dracénie – EPCI concerné :
    - Dracénie Provence Verdon Agglomération
- SCoT Estérel Côte d'Azur (en cours de révision) - EPCI concerné :
    - Estérel Côte d'Azur Agglomération

Les SCoT de la Dracénie et du Golfe de Saint-Tropez ont été rendus non exécutoires par décision préfectorale, en raison de sujets relatifs à la consommation d'espace ou au volet maritime. Ils ont toutefois été analysés afin de retranscrire les volontés politiques en matière de mobilité.

Le SCoT de la CC Lacs et Gorges du Verdon est en cours d'élaboration.

8

Bassin de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin F

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

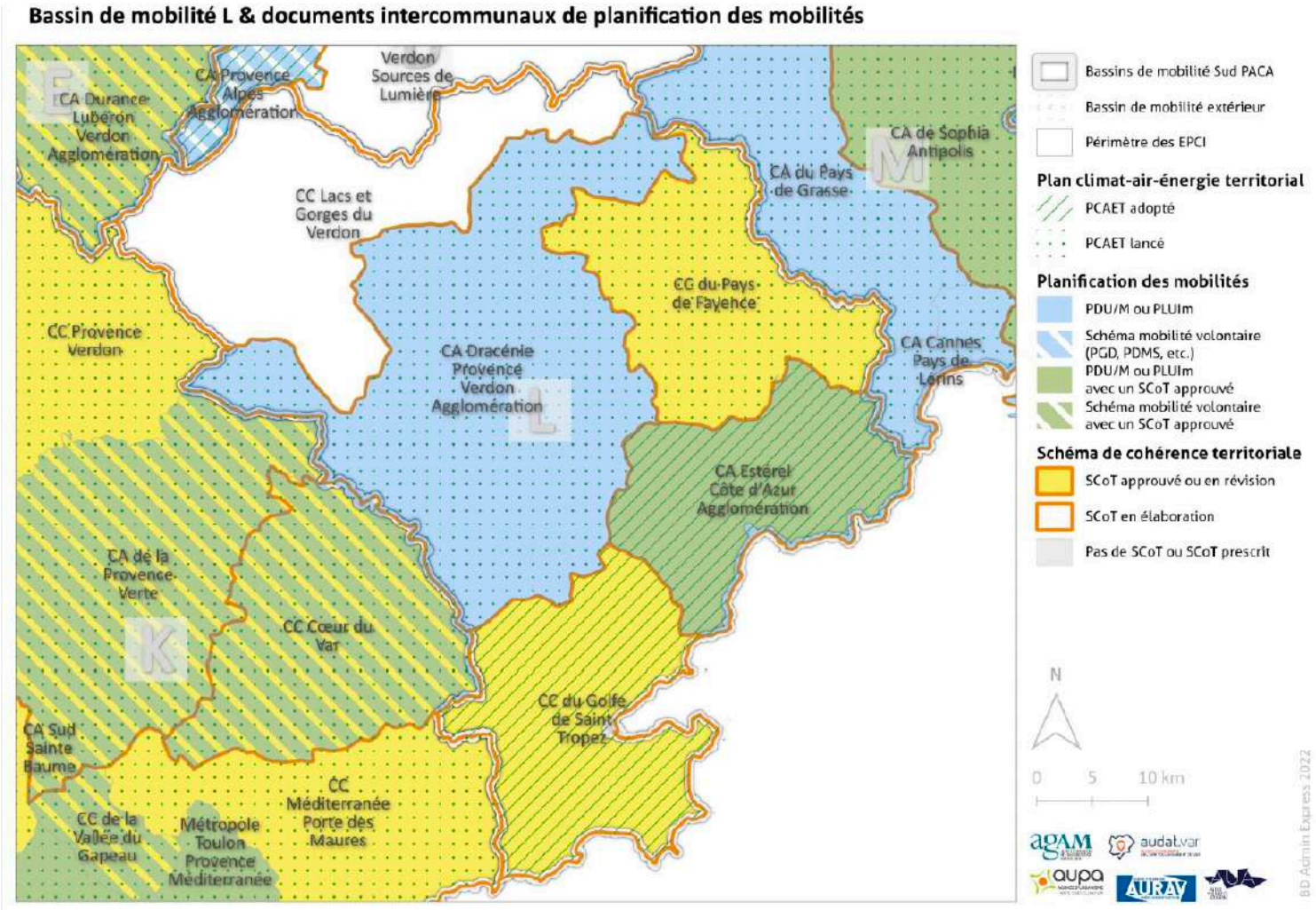


Figure 6 : Bassin de mobilité L (Source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin L, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Les CA Estérel Côte d'Azur Agglomération et Dracénie Provence Verdon Agglomération ont élaboré des Plans de mobilité. Le Plan de Mobilité Simplifié de Dracénie Provence Verdon Agglomération est en cours de révision.

La CA Estérel Côte d'Azur Agglomération présente également un Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) tout comme la CC du Golfe de Saint-Tropez. Les PCAET de la CC du Pays de Fayence et de Dracénie Provence Verdon Agglomération sont en cours d'élaboration.

À ce jour, seule la CC Lacs et Gorges du Verdon n'est concernée par aucun document opposable.[9]

Tableau 1 : Documents intercommunaux de planification des mobilités Bassin L (source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin L)

EPCI	PDU/Plan de mobilité	PCAET	SCOT
CC du Golfe de Saint-Tropez	En cours	2020	2019
CC Lacs et Gorges du Verdon	En cours	-	En cours
CC du Pays de Fayence	-	En cours	2019 (en cours de révision)
Dracénie Provence Verdon Agglomération	2008 En révision	En cours	2020
Estérel Côte d'Azur Agglomération	2016	2019	2017 (en cours de révision)

Nota : pour Dracénie Provence Verdon, aucun document n'a été adopté par délibération en 2008, mais il existe une feuille de route administrative (non dument validée) et nommé « Plan Global de Déplacement »(PGD)

Estérel Côte d'Azur Agglomération s'est également dotée en décembre 2021 d'un Schéma Directeur Vélo pour la période 2021-2036.

Les périodes des différents documents de planification analysés sont :

- SCoT de Golfe de Saint-Tropez : 2019 – 2030
- SCoT du Pays de Fayence : 2016 – 2025
- SCoT de la Dracénie : 2019 – 2030
- SCoT Estérel Côte d'Azur : 2015 – 2035
- PCAET Golfe de Saint-Tropez : 2018 – 2024
- PDU Estérel Côte d'Azur : 2016 – 2025

9 Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin L

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.1 Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité

Il s'agit ici de lister les orientations et les actions présentes dans les documents de planification qui contribuent au développement ou sont en lien avec les différentes formes de mobilité et l'intermodalité. Cette thématique large comprend par exemple les transports en commun, les mobilités actives et partagées ainsi que les services permettant une chaine de déplacement fluide et aisée.

1.2.1.1 SCoT de Golfe de Saint-Tropez [10]

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Objectif d'accès aux gares (les Arcs, Saint-Raphaël) et aux aéroports.
  - Quatre liaisons principales, fréquence 30 à 60 minutes, 30 minutes toute la journée en saison, bénéficieront du site propre urbain :
    - Toulon/Hyères/Saint-Tropez par la Mole.
    - Toulon/Hyères/Saint-Tropez par le Rayol-Canadel.
    - Saint-Tropez/Sainte-Maxime/Fréjus/Saint-Raphaël.
    - Saint-Tropez/Sainte-Maxime/Les Arcs TGV.
  - Aéroport du Golfe de Saint-Tropez circonscrit au volume actuel.

- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Développer une offre de TC attractive et adaptée aux résidents et à la saisonnalité.
  - Prise de compétence mobilité / étude d'opportunité pour faire un plan de mobilité.
  - Deux liaisons structurantes à terme nord-sud et est-ouest, site propre entre Ste-Maxime nord et St-Tropez.
  - Liaisons structurantes maritimes.

10 Analyse SCoT de Golfe de Saint-Tropez

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025



Figure 7 : Schéma de principe TC (source : SCoT de Golfe de Saint-Tropez)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Actions en faveur du vélo :
  - Réalisation d'un schéma cyclable puis des aménagements décidés, aménagement de l'étoile cyclable du Golfe.
  - Deux axes majeurs :
    - Cogolin / la Foux.
    - Cogolon / Grimaud / Port-Grimaux.
  - Groupe de travail mobilité douce touristique.

- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
  - Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) modes actifs dans les PLUi dans les périmètres de centralité.

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - Améliorer l'organisation des mobilités sur le territoire, notamment pour améliorer l'accès à Saint-Tropez, aux plages et au secteur du fond du Golfe qui concentre les principaux pôles d'hébergements touristiques du territoire (campings, marinas, etc.).
  - Organiser l'accueil des touristes et déployer de nouvelles mobilités depuis, et vers les services de lignes à grande vitesse actuels en gare des Arcs-Draguignan, Saint-Raphaël ou projetées depuis une gare sur l'est-Var, les aéroports internationaux, etc.
  - Augmenter la fréquence des transports en commun urbain en haute saison (liaisons structurantes, complémentaires et navettes communales de Saint-Tropez).
  - En haute-saison, les liaisons maritimes seront développées à destination des plages de Sainte-Maxime et Ramatuelle, ainsi que Port-Cogolin.

- Actions sur la circulation automobile :
  - Boulevards multimodaux : support d'urbanisation et partage modal, aménagement de site propre, limiter le transit local.
  - Rues apaisées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.1.2 SCoT du Pays de Fayence [11]

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Assurer la coordination des systèmes de transport en commun des territoires frontaliers pour une meilleure desserte du Pays de Fayence.
- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Établir, à terme, la création d'un Périmètre de Transport Urbain sur le territoire intercommunal.
- Actions en faveur du vélo :
  - Faire de l'EuroVelo 8 la nouvelle colonne vertébrale du Pays de Fayence en matière de développement des itinéraires modes doux.
  - Inciter à l'utilisation des modes doux par une sécurisation et un agrément des axes permettant un usage apaisé et agréable.
  - Le réseau de mode doux converge vers « la ligne de force de la mobilité ». Les points d'interconnexion entre les deux réseaux sont aménagés pour l'intermodalité.
  - Les documents d'urbanisme recensent et hiérarchisent les points d'échange et vérifient leur capacité d'aménagement (sas vélos et micromobilités, instauration d'un lieu d'attente…) et assurent leur parfaite prise en compte dans chaque projet urbain.
  - La création du réseau d'écomobilités du Pays de Fayence à achever à l'échéance 2035, avec comme axes prioritaires :
    - 1/ l' EuroVelo 8.
    - 2/ la boucle autour du lac de Saint Cassien (V65).
  - Le stationnement des modes actifs sur voirie et dans les ouvrages, et les inventaires de stationnement contenus dans les documents d'urbanisme sont tenus à jour à chaque procédure d'évolution (notamment sur les points d'interconnexion entre les réseaux structurants et aux abords des grands générateurs de déplacement).
  - Chaque document d'urbanisme comporte une Orientation d'Aménagement et de Programmation Eco-Mobilités qui étudie les tracés potentiels, les points d'interconnexion avec la future EuroVelo 8, et les tronçons à réaliser pour desservir les parties de modes doux existantes ou raccordées aux centralités.
  - La réalisation des pistes cyclables des contres allées le long de la RD 562.
- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
  - La pacification des axes routiers est recherchée dans l'ensemble des environnements résidentiels (zone 30, zones de rencontre, aires piétonnes permanentes ou saisonnières). Les documents d'urbanisme identifient les secteurs de partage de voirie renforcée et le SCoT en évalue régulièrement l'avancement.

11 Analyse SCoT du Pays de Fayence

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Actions sur la circulation automobile :
    - Limiter les phénomènes de congestion sur le réseau routier par la diversification des modes de déplacements et la réduction du besoin en déplacement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

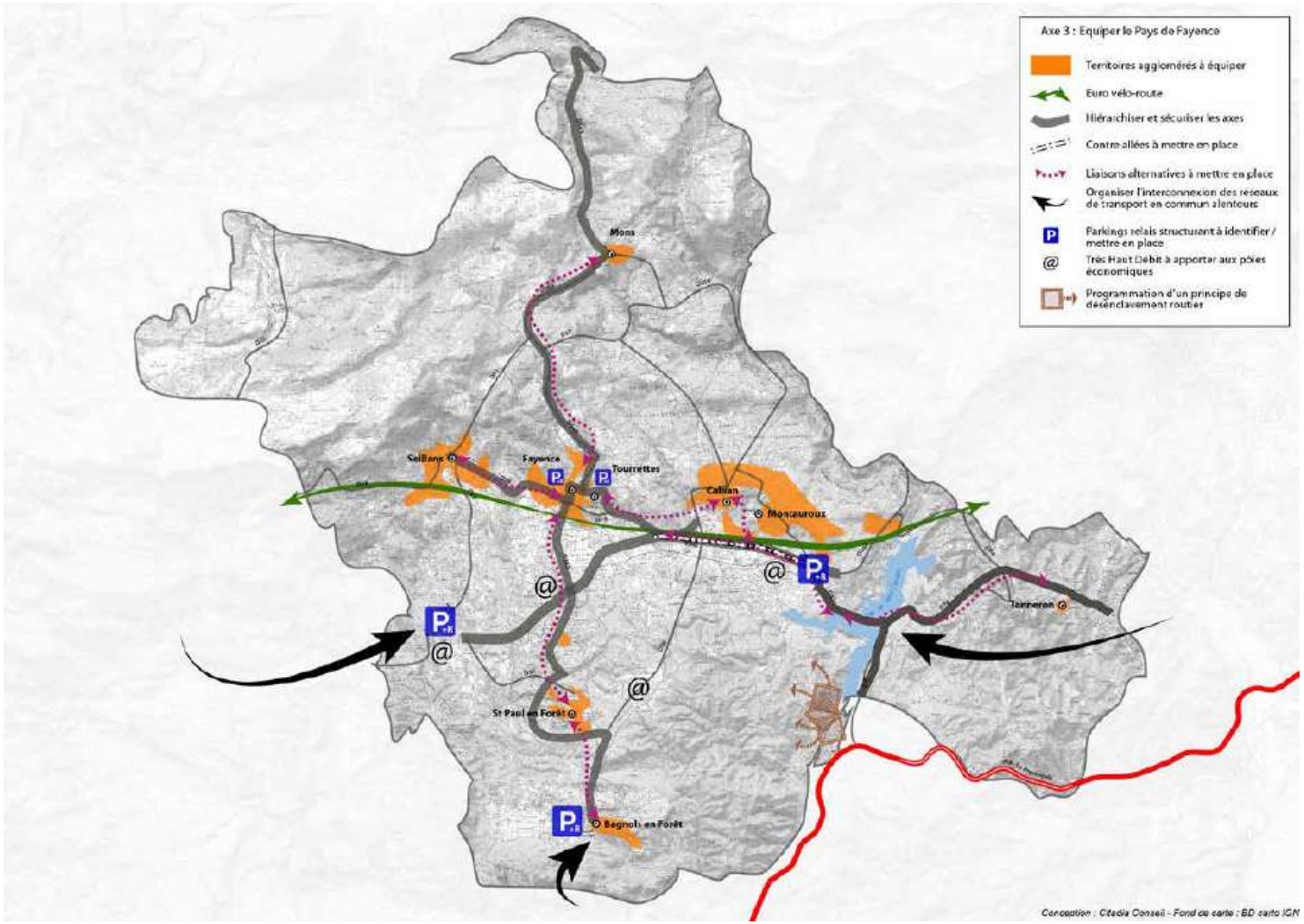


Figure 8 : Plan Global enjeux de mobilité (source : SCoT du Pays de Fayence)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.1.3 SCoT de la Dracénie [12]

- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Établir un réseau de transports collectifs hiérarchisé, organisé à partir de l'axe Draguignan centre - Arc Sud où est préservée la possibilité de la mise en place d'une desserte en transports collectifs aux performances de bon niveau en termes de fréquence, rapidité, amplitude de service et confort : BHNS, tramway, train, etc.

- Actions en faveur du vélo :
  - Deux axes en particulier : l'Eurovéloroute traversant la Dracénie, d'ouest en est, et le segment « Vigne à Vélo » orienté nord-sud.
  - Promouvoir les itinéraires directs vers les centres des communes, les équipements collectifs, les centres d'échange entre modes de transports et les arrêts des réseaux de transports publics.
  - Tout aménagement ou requalification de voirie s'accompagne, pour autant que les capacités de la voie et les fonctions qu'elle assure le permettent, de la réalisation concomitante d'un équipement de piste cyclable.

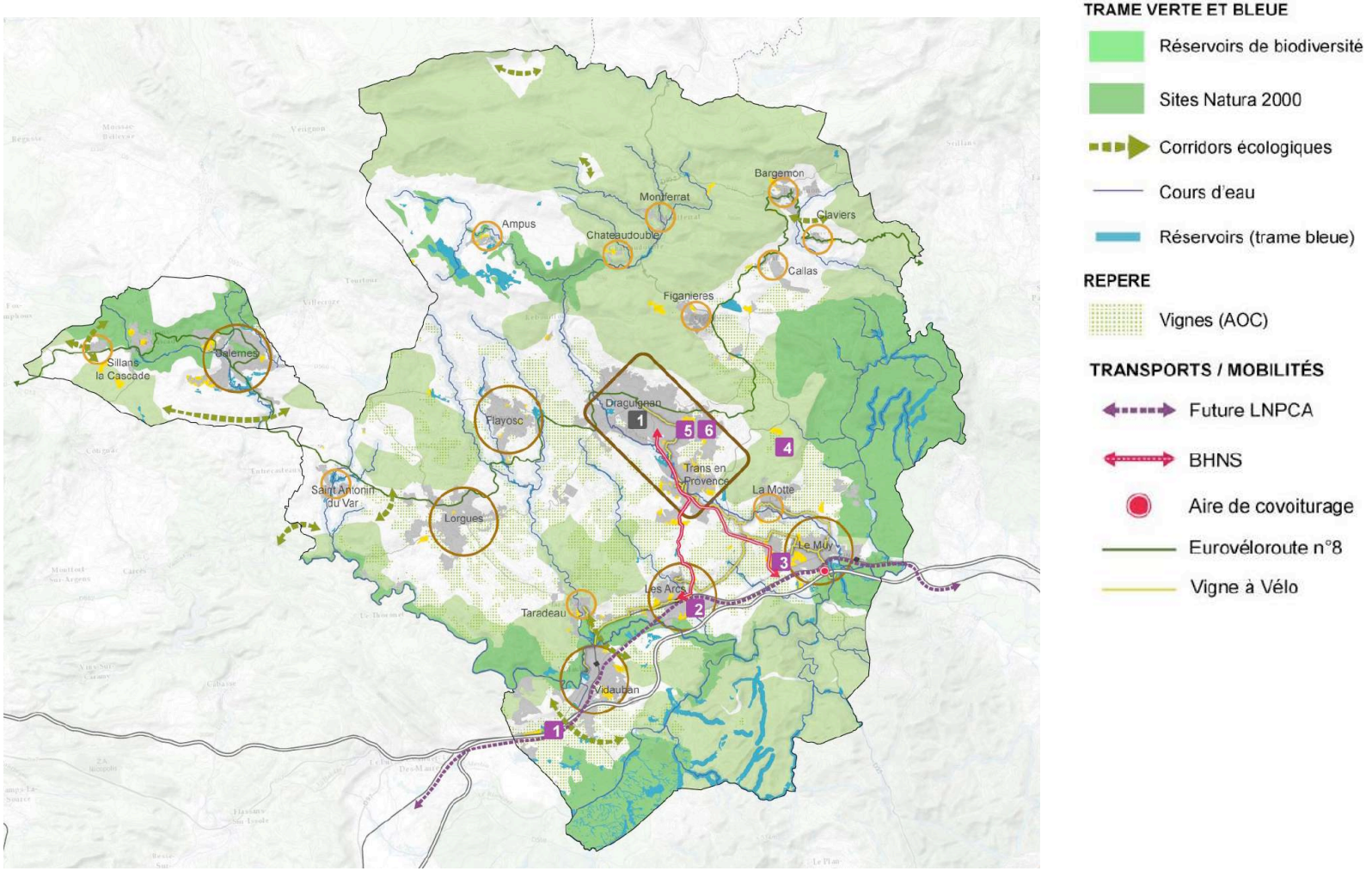
Nota :

Le Plan de Mobilité Simplifié (PDMS) de la Dracénie est en cours d'élaboration (projet d'adoption du PDMS en février 2025). Celui-ci identifie les actions à mener pour promouvoir les autres mobilités.

En ce sens, il est découpé en 5 axes et 11 orientations avec des actions associées. De plus, le territoire est doté d'un schéma cyclable depuis décembre 2021 décliné en 3 axes : développer les aménagements cyclables, créer des services aux cyclistes, communiquer/promouvoir le vélo.

12 Analyse SCoT de la Dracénie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025



TRAME VERTE ET BLEUE

- Réservoirs de biodiversité
- Sites Natura 2000
- Corridors écologiques
- Cours d'eau
- Réservoirs (trame bleue)

REPERE

- Vignes (AOC)

TRANSPORTS / MOBILITÉS

- Future LNPCA
- BHNS
- Aire de covoiturage
- Eurovéloroute n°8
- Vigne à Vélo

Figure 9 : Plan Global enjeux de mobilité (source : SCoT de la Dracénie)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.1.4 SCoT Estérel Côte d'Azur [13]

Extrait du SCOT validé en 2017 dont la révision est en cours :

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Réouverture des gares de Puget et Roquebrune.

- Actions en faveur du vélo :
  - Création d'un réseau d'écomobilité.

- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
  - Questionnement de la place prise par le stationnement aux dépends des modes actifs.
  - Pacification des axes routiers dans les environnements résidentiels.

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - Développer les transports en commun et des modes doux pour inciter la clientèle à découvrir le territoire autrement qu'en voiture (fréquentation des pistes cyclables, découverte des sites prestigieux, etc..).
  - Accueillir des navires de croisière dans la baie.
  - Maintenir une très bonne accessibilité ferroviaire, routière, de liaison entre les aéroports pour le développement du tourisme d'affaire.

13 Analyse SCoT Estérel Côte d'Azur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.1.5 PCAET Golfe de Saint-Tropez [14]

- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Développer une offre de TC attractive et adaptée aux résidents et à la saisonnalité.
  - Prise de compétence mobilité / étude d'opportunité pour faire un plan de mobilité.
  - Deux liaisons structurantes à terme, site propre entre Ste-Maxime nord et St-Tropez.
  - Adaptation / amélioration des liaisons maritimes.

- Actions en faveur du vélo :
  - Réalisation d'un schéma cyclable puis des aménagements décidés.
  - Groupe de travail mobilité douce touristique.

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - Construire une offre de transports en commun attractive pour les déplacements internes au Golf et adaptée à la saisonnalité :
    - Pour les deux lignes structurantes à terre : augmenter la fréquence en haute-saison, aménagement en site propre (TCSP) entre Ste-Maxime nord et Saint-Tropez sur le pourtour du Golfe, réflexion pour le développement de navettes maritimes électriques.
    - Pour les liaisons structurantes en mer : Adaptation / amélioration des liaisons maritimes à destination des plages de Ste-Maxime, Ramatuelle et Port-Cogolin.

14 Analyse PCAET Golfe de Saint-Tropez

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.1.6 PDU Estérel Côte d'Azur [15]

Extrait du PDU validé en 2016 :

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Réouverture des gares de Puget et Roquebrune, étudier autres implantations que les gares historiques.
  - Conforter les lignes Varlib (ZOU) :
    - Maintien de bonnes conditions d'accès en gare routière de Fréjus et St Raphaël.
    - Mutualisation d'arrêts intermédiaires avec le réseau Agglobus.
    - Possibilité de bénéficier des aménagements de voirie en faveur des bus.
    - Actions de communication et des supports d'information partagés avec Agglobus.
  - Accords tarifaires :
    - Création d'abonnements combinés.
    - Libre accès des abonnés urbains à certaines lignes Varlib (ZOU) et aux TER dans l'Agglomération.

- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Limitation du nombre de lignes sur un corridor principal, doublement de l'offre à 27 A/R j.
  - Réalisation d'aménagements des points durs en faveur des bus sur les troncs communs : av. de Lattre (Fréjus), RD559, RDN7 après requalification.
  - Aménagement de parcs relais.

15 Analyse SCoT Estérel Côte d'Azur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

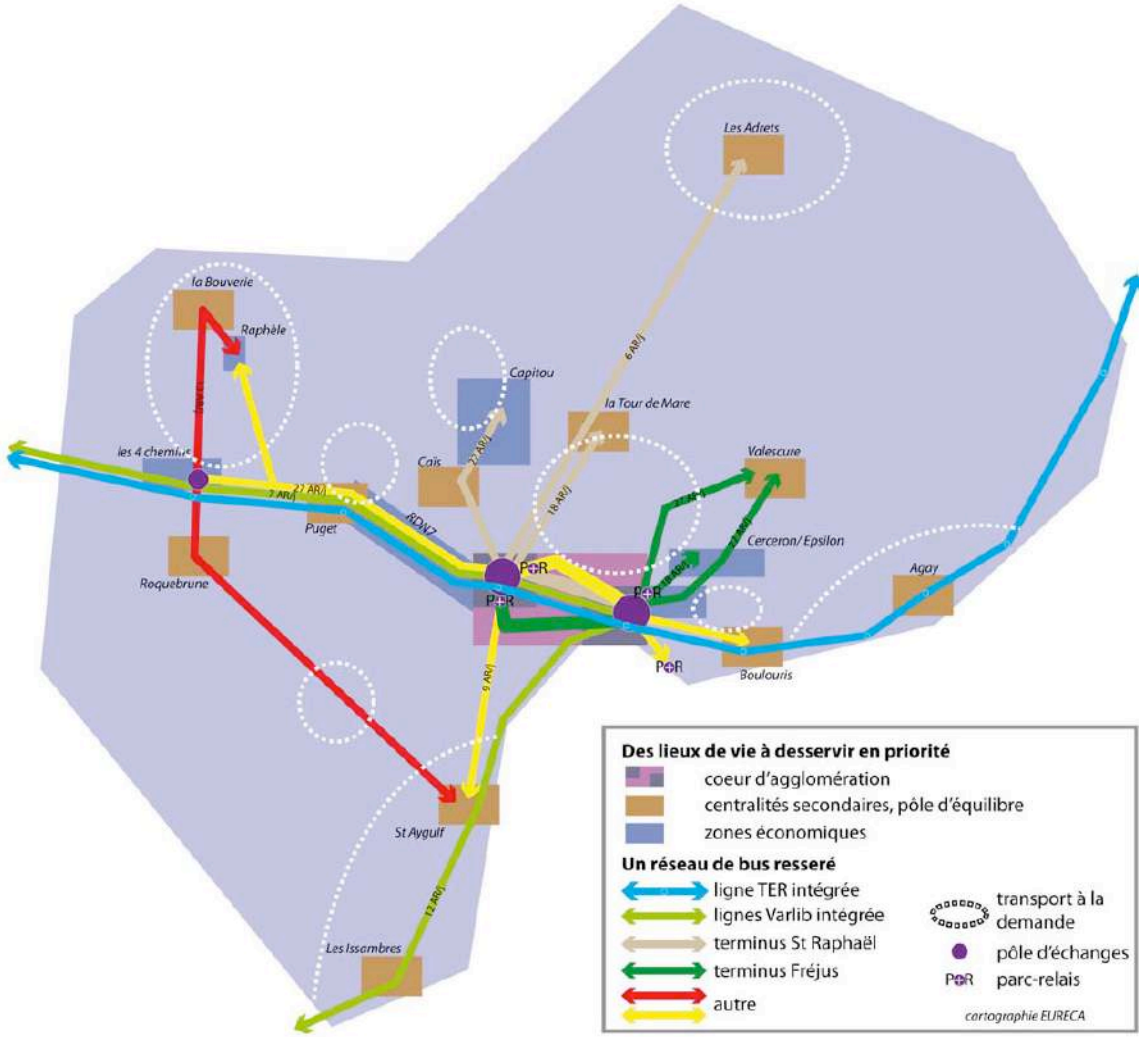


Figure 10 : Schéma d'intention de redéploiement des TCU (source : PDU Estérel Côte d'Azur)

- Actions en faveur du vélo :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Description des orientations pour un schéma cyclable et une carte illustrative, environ 40 km + 5 km pour la desserte de générateurs

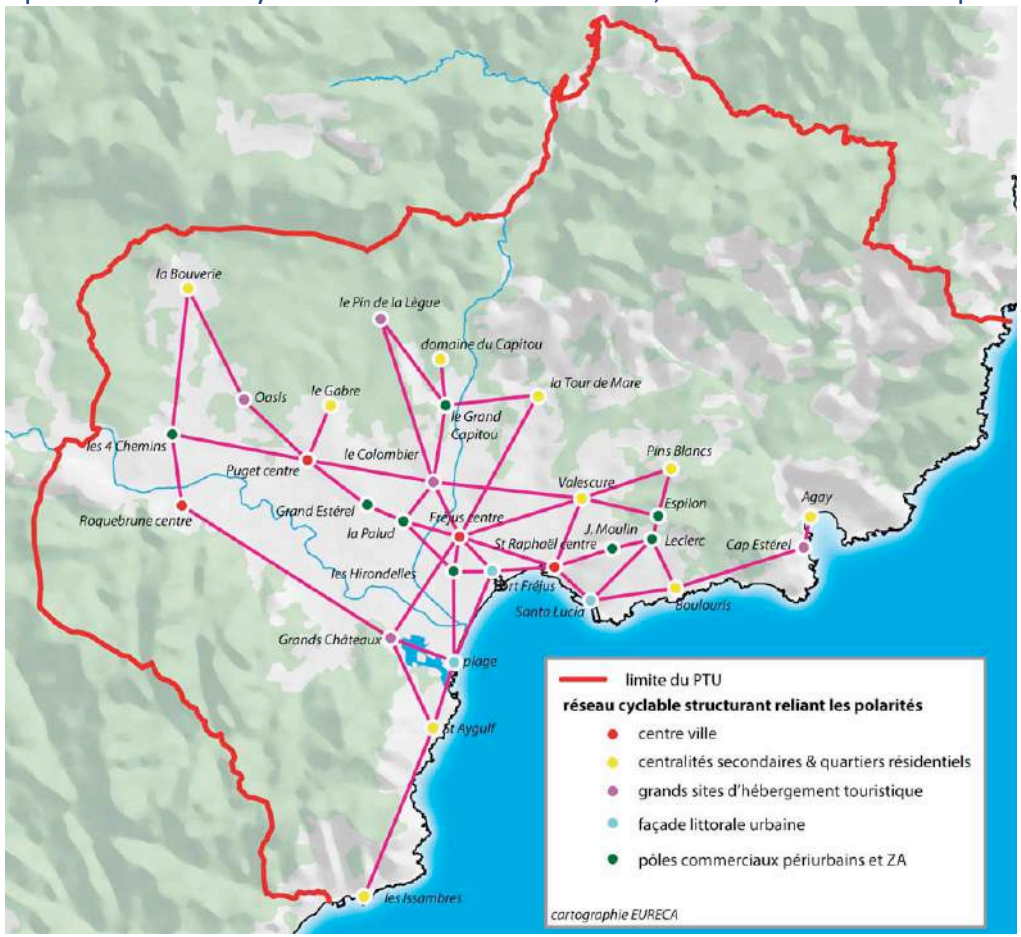


Figure 11 : Réseau cyclable structurant reliant les polarités (source : PDU Estérel Côte d'Azur)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
  - Identification de secteurs propices aux zones 30 (ou autre) ; à préciser et réaliser par les communes (nombre et détail précisé par commune).
  - Réduire le stationnement sur voirie, restitution dans des parkings non recommandée ; suppression d'offre sur voirie si création de parkings.
  - Extension du stationnement réglementé.

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - +37% de fréquentation l'été.
  - Une offre TC spécifique à la période estivale : renforcer la desserte des lieux d'hébergement et touristiques.
  - Intermodalité TC-vélo.
  - Expérimenter minibus électrique de bord de mer.
  - Expérimenter zones piétonnes estivales.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

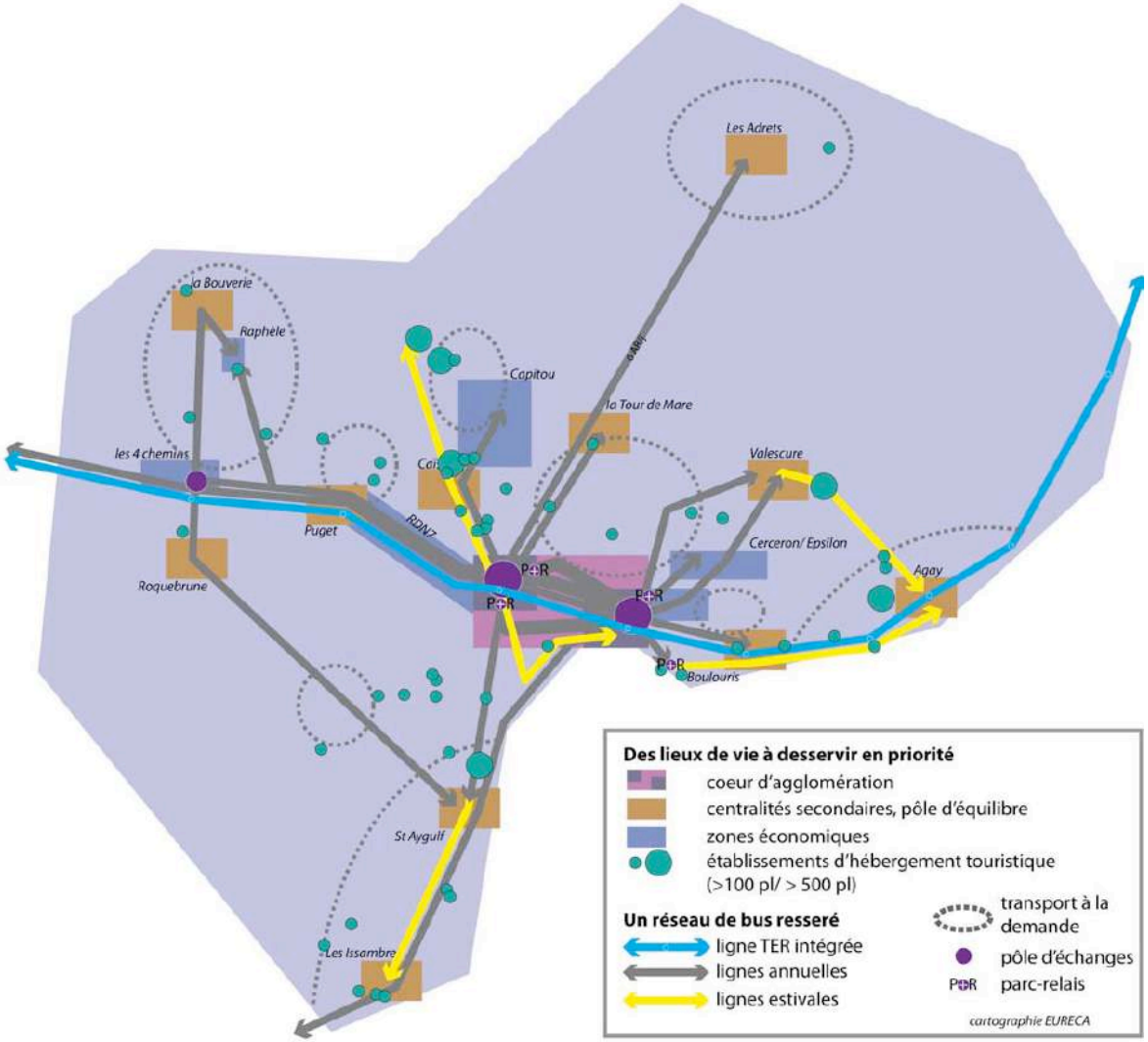


Figure 12 : Schéma d'intention de renfort estival des TC (source : PDU Estérel Côte d'Azur)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

- Actions sur la circulation automobile :
  - Voie de délestage de la RDn7.
  - Transformation RDn7 en boulevard urbain, possibilité de site propre bus.
  - Étude gratuité autoroute A8.

1.2.1.7 Département du Var

· Plan vélo Var

Le Département du Var a adopté en 2023 un plan vélo de 46 actions couvrant :

- Le développement des infrastructures
- Le développement du tourisme cyclable, facteur de décarbonation du secteur touristique,
- Le développement de la mobilité cyclable des collégiens,
- L'exploitation des données au service de la mobilité cyclable,
- La mobilité cyclable solidaire.

Ce plan a vocation à être déployé progressivement au cours de la mandature jusqu'en 2027.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.2 Pôle d'échanges Multimodaux et accès à ses pôles

Il s'agit ici de lister les orientations et les actions inscrites dans les documents de planification qui concourent à la création, l'aménagement et au fonctionnement des pôles d'échanges multimodaux et des aires de mobilité, notamment en milieu rural, ainsi qu'aux périphériques et système de transport vers et à partir de ces pôles ou aires.

1.2.2.1 SCoT de Golfe de Saint-Tropez [16]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - PEM structurants : Entrée Nord de Sainte-Maxime, Saint-Pons, La Foux.
  - PEM terre/mer de centre-ville : Embarcadères de Sainte-Maxime et Saint-Tropez.
  - PEM complémentaire : Cogolin, Grimaud, Cavalaire-sur-mer.

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
  - Normes minimales de stationnement vélo.
  - Perméabilité piétonne dans les opérations nouvelles, en particulier près des axes TC ; diagnostic perméabilité dans les PLU.

16 Analyse SCoT de Golfe de Saint-Tropez

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.2.2 SCoT du Pays de Fayence [17]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Sont désignés comme point d'intermobilité (dont le covoiturage) avec l'axe central de la mobilité du Pays de Fayence :
    - La Colle Noire à Montauroux avec la constitution d'un parc multimodal.
    - Quartier de la gare à Fayence.
    - Les 4 chemins à Fayence.
    - Les Terrassonnes à Tourrettes (dont le parking relais doit s'implanter au plus près de la voie de desserte sans impact sur l'espace agricole adjacent).

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
  - Corréler l'intensification urbaine aux capacités des réseaux existants ou programmés.
  - Prévoir les réseaux nécessaires à toute ouverture à l'urbanisation quelle qu'elle soit.
  - Promouvoir une mutualisation des réseaux et une optimisation de l'usage par des formes urbaines plus compactes.
  - S'assurer de la suffisance des équipements viaires, modes doux y compris, avant tout projet d'urbanisation (ouverture ou intensification).

17 Analyse SCoT du Pays de Fayence

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.2.3 SCoT de la Dracénie [18]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Le principe d'une gare dite de Var-est concomitamment à la réalisation de la ligne nouvelle Provence-Côte d'Azur (la LNPCA).

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
  - Priorité de développement urbain aux localisations préalablement ou concomitamment desservies par un service de TC. En particulier la desserte de la future ZAE de l'Arc Sud.

18 Analyse S SCoT de la Dracénie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025



Figure 13 : Ambition urbaine et sociale (source : SCoT Dracénie Provence Verdon agglomération) -

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.2.4 SCoT Estérel Côte d'Azur [19]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Nouvelles Gares : cf. actions en faveur des TC interurbains
  - Hiérarchisation des PEM :
    - Niveau 1 « parcs portes d'agglomération.
    - Niveau 2 « parcs relais de proximité ».

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
  - Le SCOT permet la limitation volontaire du nombre maximum de places de stationnement dans les PLU. La création d'ouvrages ne doit pas conduire à une augmentation globale du stationnement (appel d'air).

19 Analyse SCoT Estérel Côte d'Azur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

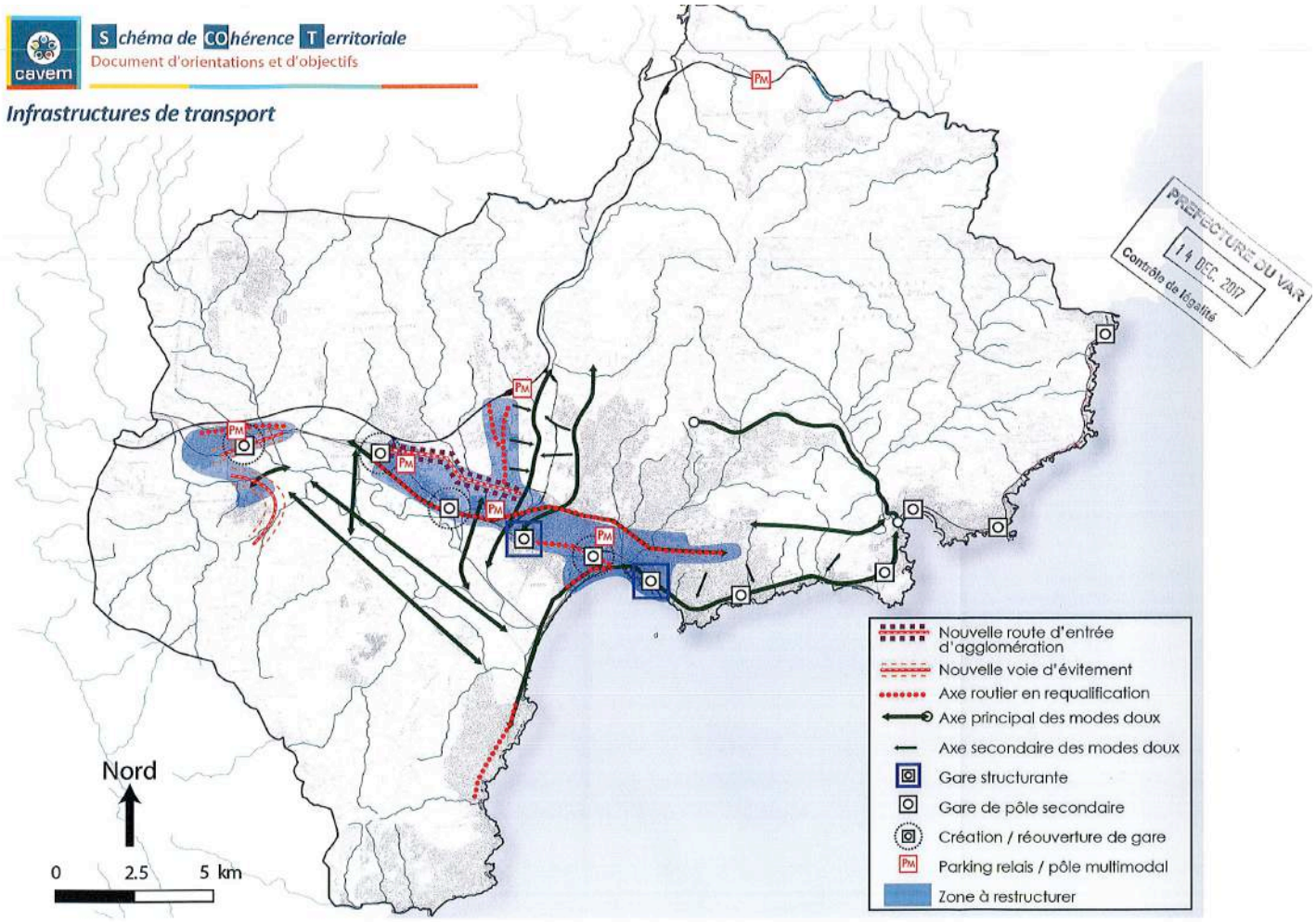


Figure 14 : Ambition urbaine et sociale (source : SCoT Estérel Côte d'Azur)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.2.5 PCAET Golfe de Saint-Tropez [20]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Aménager des pôles d'échanges et aires de covoiturage (pas de localisation).

20 Analyse S SCoT de la Dracénie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.2.6 PDU Estérel Côte d'Azur [21]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Hiérarchisation des gares en quatre niveaux, description de l'intermodalité :
    - Gare d'agglomération (St Raphael) : accès maximal en bus/car, modes actifs et voiture.
    - Gare urbaine (Fréjus, Puget, Boulouris) : accès maximal en modes actifs, optimal en TC.
    - Gare Relais (Agay, Roquebrune) : bassin chalandise élargi, bonne condition d'accès en voiture et bus.
    - Gare d'appoint (Le Dramont, Anthéor, le Trayas), accès principalement en voiture.
  - Création de parcs-relais ouest Fréjus 200places, nord Fréjus, Nord St-Raphaël 100 places + Santa-Lucia l'été.

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
  - Le PDU prescrit la prise en compte des transports collectifs dans tout projet d'urbanisation nouvelle ou de renouvellement urbain à travers les caractéristiques de la trame viaire et la possibilité d'implanter des arrêts.

21 Analyse SCoT Estérel Côte d'Azur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.3 Modalités de gestion des situations dégradées

Le territoire est soumis à différents risques allant des accidents aux catastrophes naturelles ou humaines (incendies, inondations, …) en passant par des situations pouvant avoir des incidences fortes sur la circulation routière (accidents, blocage(s) routier(s)...) ou des transports publics (grève, pénuries de carburant...). Ainsi, au vu de l'importance revêtue par les déplacements tous modes et à la responsabilité particulière des autorités organisatrices de la mobilité, il est nécessaire de coordonner les décisions et de partager les informations pour éviter les risques et faciliter l'information des habitants et visiteurs.

Cette thématique est peu ou non traitée par les documents intercommunaux de planification locale, la gestion des situations les plus impactantes revient aux Préfectures de département.

Conformément au Code de la sécurité intérieure, articles L731-3 à L731-5, les intercommunalités et les communes exposées à au moins un risque majeur doivent élaborer un plan communal ou intercommunal de sauvegarde. De plus, une commune exposée à au moins un risque majeur, doit (article L. 125-2 du code de l'environnement) en informer ses administrés en élaborant et mettant à leur disposition un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). Cet outil d'information préventive vise à préparer la population à bien réagir en cas de crise.

La prise en compte dans ces documents de la dimension transport public serait un atout.

- Sur le territoire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, la gestion de crises est traitée depuis 2023 dans le cadre du Plan Intercommunal de Sauvegarde. En complément du Plan de Transports Adapté prévu dans la convention de Délégation de Service Public, ce dispositif peut permettre de réduire le service public de transport en faveur de situations d'urgences telle que l'évacuation de personnes.
- La CC Pays de Fayence est en cours de rédaction de son PICS.
- Sur DPVA, les communes concernées par l'obligation d'élaborer un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) disposent de ce Plan . A cela s'ajoute le Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) de la Dracénie, actuellement en cours de modification afin de répondre aux exigences de la loi Matras.
- Exploitation des routes départementales
  Le Département du Var est gestionnaire de plus de 3 000 km de routes départementales et voies dédiées aux déplacements doux.
  Il dispose d'une organisation de veille permanente 24h/24 et 7j/7 pour intervenir sur des événements imprévus qui pourraient nuire à la sécurité et à l'écoulement normal du trafic (accident de la route, chaussée encombrée, fluide sur chaussée, éboulement, feu de forêt, inondation, neige, etc). Cette organisation collecte les informations du terrain et assure une diffusion aux médias et partenaires extérieurs sur les conditions de circulation sur le réseau routier départemental.
  En cas d'événement d'une ampleur importante, une liaison directe est assurée avec la cellule de crise de la préfecture.
  Lorsque les événements sont prévisibles, notamment grâce à une veille météorologique, les moyens d'intervention mobilisables sont renforcés en fonction de l'intensité du phénomène annoncé, afin d'agir en préventif et en curatif

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.4 Recensement et diffusion des pratiques de mobilités

Les seules infrastructures et services de mobilités ne permettant pas le report modal, ce chapitre liste les orientations et les actions qui contribuent au recensement, aux diagnostics et à la diffusion, communication des pratiques de mobilité ainsi que les dispositifs mis en œuvre en particulier pour améliorer la cohésion sociale et territoriale.

- Points de comptage sur l'eurovélo 8 et le parcours cyclable du littoral

- Dans le cadre du plan vélo Var, le Département du Var met en œuvre des actions de communication en faveur de la mobilité cyclable, pour les trajets du quotidien comme pour le tourisme.

- Plan de déplacement mobilité employeur du conseil départemental du Var

Mise en œuvre de 25 actions sur la période 2023 - 2025.

- Transport scolaire des collégiens du Var inscrits dans le public

A la rentrée scolaire 2022, 3 404 élèves (sur 13 511 élèves scolarisés) utilisaient un service de transport scolaire dans le bassin L.

Estérel Côte d'Azur Agglomération a mis en place en 2023 l'opération « J'active ma mobilité » qui permet aux administrés de coconstruire la politique mobilité du territoire. Un sondage permanent en ligne offre la possibilité d'exprimer ses habitudes de déplacements, ses contraintes et ses attentes. Cet outil permet également aux employeurs du territoire de bénéficier d'un accompagnement gratuit dans l'élaboration de leur Plan de mobilité employeur. A ce titre, Estérel Côte d'Azur Agglomération réalise actuellement son Plan de mobilité employeur.

Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa) a réalisé en partenariat avec le Département des Alpes-Maritimes et Pays de Fayence une Enquête Ménage Certifiée CEREMA en 2022-23 dont les résultats ont été communiqués à l'été 2024. En complément de ce volet connaissance, DPVa mène des actions de promotion et de communication : du vélo via la semaine de la mobilité et Mai à vélo (balade à vélo) et des transports en commun avec des périodes de gratuité (rentrée des transports publics).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.5 Aide à la mise en place d'infrastructures et de services de mobilités

Les documents de planification n'intègrent pas les données concernant la mise en place des projets. Mais de nombreuses aides existent permettant un accompagnement technique ou financier des porteurs de projets, on peut notamment citer le CEREMA, l'État, les Départements et la Région. L'ensemble des aides est répertorié sur le site aides et territoires : https://aides-territoires.beta.gouv.fr.

Le Département du Var soutient les projets des communes qui contribuent à l'aménagement des itinéraires cyclables EV8 et V65.

Par ailleurs, dans le cadre du plan vélo Var, le Département du Var participe au développement d'un jumeau numérique des aménagements cyclables.

Dracénie Provence Verdon agglomération a une réflexion sur la mise en place d'une nouvelle prime vélo pour ses habitants.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.6 Décarbonation

Axe fort de la politique régionale, la décarbonation des modes de déplacement et des flottes de véhicules professionnels et privés est nécessaire et complémentaire aux orientations ci-dessus visant au report modal notamment. Les documents de planification ont pris en compte cette transition et intègrent également des actions qui contribuent à la décarbonation des mobilités à travers le verdissement des sources d'énergies mais aussi la mobilité partagée ou encore la démobilité.

1.2.6.1 SCoT de Golfe de Saint-Tropez [22]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Élaboration d'un schéma communautaire de la mobilité électrique, objectifs :
    - Déploiement de bornes sur les pôles urbaines, les pôles d'échanges et les sites touristiques majeurs.
    - Incitation des hébergeurs touristiques.
    - Coordination et interopérabilité public/privé.

22 Analyse SCoT de Golfe de Saint-Tropez

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.6.2 SCoT du Pays de Fayence [23]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Anticiper et apporter les mobilités de demain comme l'auto-partage, le covoiturage, les véhicules électriques et, à plus long terme, autonomes en offrant l'écosystème nécessaire à leur éclosion (stations de recharges, structures sécurisées de stationnement, aides financières…).

23 Analyse SCoT du Pays de Fayence

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.6.3 SCoT de la Dracénie [24]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Renforcement de la plateforme de l'échangeur du Muy.

En Dracénie, la compétence IRVE n'est pas intercommunale, elle est partagée entre les communes et TE83 (Territoire d'énergie 83 - Ex Symielec Var). Certaines communes ont conservé cette compétence, d'autres l'ont délégué à TE83. A ce titre, TE 83 a élaboré un Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (SDIRVE).

1.2.6.4 PCAET Golfe de Saint-Tropez [25]

- Actions en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
  - Élaboration d'un schéma communautaire de la mobilité électrique, objectifs :
    - Déploiement de bornes sur les pôles urbaines, les pôles d'échanges et les sites touristiques majeurs.
    - Incitation des hébergeurs touristiques.
    - Coordination et interopérabilité public/privé.

24 Analyse S SCoT de la Dracénie

25 Analyse S SCoT de la Dracénie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2.6.5 PDU Estérel Côte d'Azur [26]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Covoiturage : actions de communication, aménagement d'aires de covoiturage.

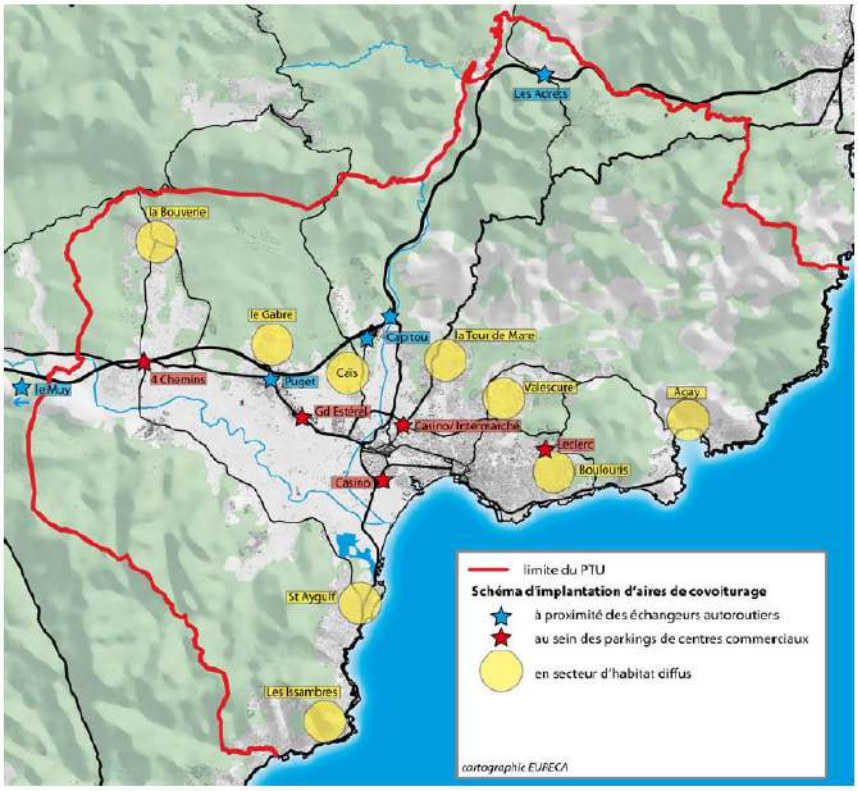


Figure 15 : Schéma d'implantation d'aires de covoiturage (source : PDU Estérel Côte d'Azur)

- Actions en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
  - 100 à 150 bornes Infrastructures de Recharge de Véhicule Électrique (IRVE) en cœur d'agglomération.

1.2.6.6. Conseil départemental du Var

Plan vélo Var : 46 actions à déployer sur la période 2023-2027, visant à augmenter l'usage du vélo dans les mobilités du quotidien et les mobilités touristiques.

Plan de déplacement et de mobilité employeur du conseil départemental :

Une enquête de mobilité a été réalisée en avril 2024 auprès des 5000 agents de la collectivité, afin de connaître leurs pratiques de déplacements domicile-travail. Le taux de réponse s'élève à 20%. Les résultats sont en cours d'analyse, et aideront à définir les actions de la collectivité.

26 Analyse SCoT Estérel Côte d'Azur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.3 Analyse socio-économique

Un panorama démographique et notamment de la répartition de la population au regard de l'existence de pôles économiques générateurs de flux permet de mieux comprendre les composantes des déplacements de la population et le trafic de transit à l'échelle du bassin de mobilité.

Le bassin de mobilité L compte une population de 321 319 habitants. La densité de population est de 122 hab./Km^2 sur le bassin de mobilité.

Tableau 2 : Population du Bassin l par EPCI en 2020 (source : INSEE)

EPCI	Population 2020	Nombre d'emplois 2020	Actifs ayant un emploi résidant dans la zone 2020
CC du Golfe de Saint-Tropez	57 844	25 456	22 889
CC Lacs et Gorges du Verdon	9 144	2 290	3 035
CC du Pays de Fayence	28 550	6 598	11 473
Dracénie Provence Verdon Agglomération	108 951	36 388	40 713
Estérel Côte d'Azur Agglomération	116 830	40 516	41 290 [27]
TOTAL BASSIN L	**254 331**	**83 502**	**93 476**

La répartition de la population sur le bassin de mobilité L est présentée figure suivante.

27 Insee EMP T5 – Emploi et activité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

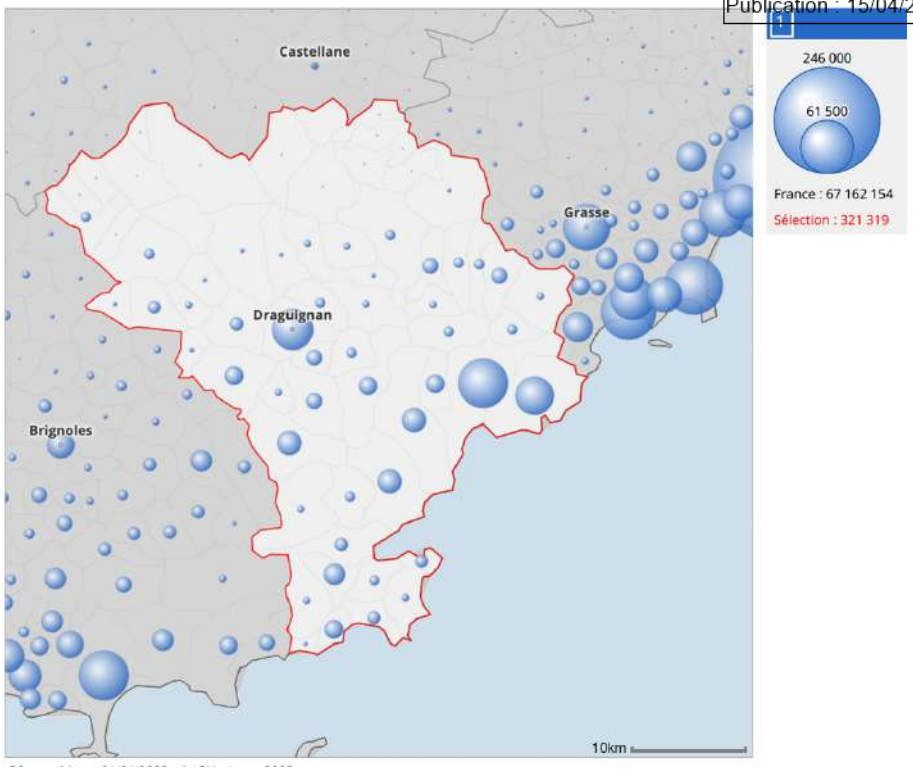


Figure 16 : Population municipale 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

Le bassin de mobilité L comprend plus de 83 502 emplois.

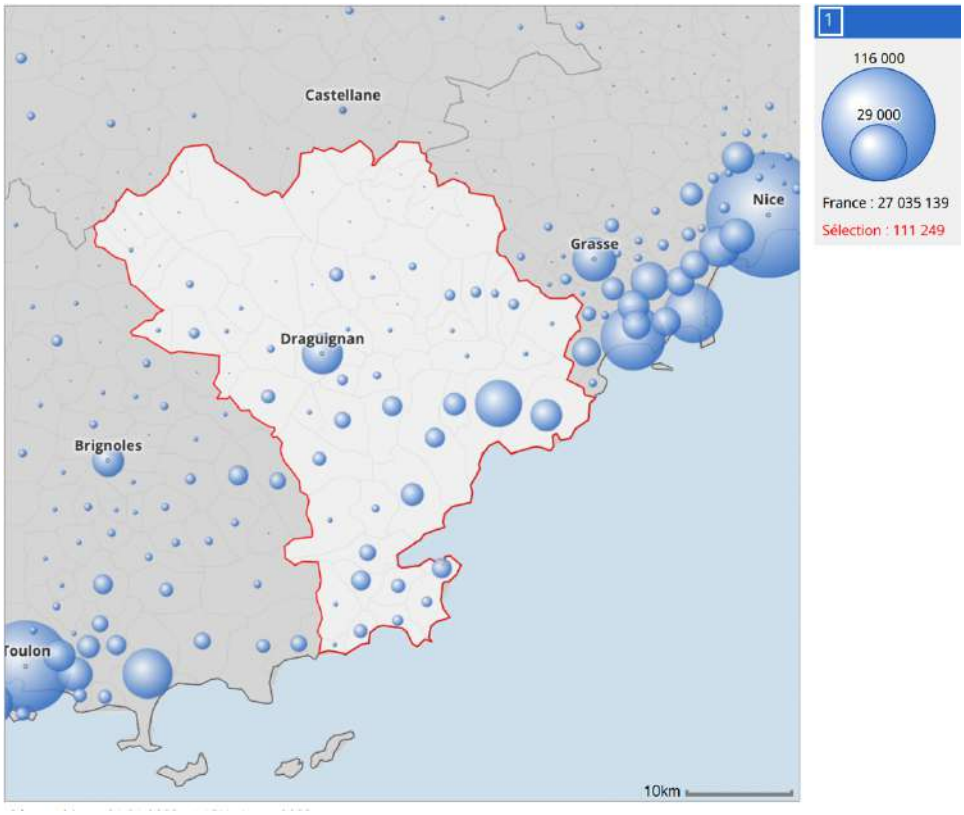


Figure 17 : Nombre d'emplois au lieu de travail 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.4 Volumétrie des déplacements et répartition modale

Les principaux flux de déplacements observés à l'échelle du bassin de mobilité, qu'ils soient internes, traversants, pénétrants ou sortant au bassin de mobilité sont décrits ci-dessous Ces flux prennent en compte les déplacements tous motifs en jour ouvrés de base (JOB). Les données présentées ci-dessous permettent de consolider un état des lieux des déplacements. Ces déplacements sont décrits quantitativement mais également en fonction des modalités de transport.

1.4.1 Volumétrie des déplacements

1.4.1.1 Flux du bassin L

Les flux internes du secteur représentent près des 2/3 des déplacement.

Tableau 3 : Synthèse flux jour Ouvré de Base - 2017 (JOB) bassin L (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Type de flux	Part du flux	Valeur
Interne au bassin au bassin L	63 %	634 300
Avec les EPCI extérieurs au secteur	37 %	374 00
TOTAL	**100%**	**1 008 300**

1.4.1.2 Déplacements internes au bassin L

Le détail des flux internes est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 4 : Détail Déplacements Internes - 2017 (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Type de flux		Valeur	Part de flux	Total flux Intra EPCI
Intra-EPCI	CC du Golfe de Saint-Tropez	89 500	21%	100%
	CC Lacs et Gorges du Verdon	8 300	2%	
	CC du Pays de Fayence	28 200	7%	
	CA Dracénie Provence Verdon Agglomération	150 400	35%	
	CA Estérel Côte d'Azur Agglomération	147 500	35%	
	TOTAL Intra-EPCI	**423 900**	67%	
Inter-EPCI	**TOTAL Inter-EPCI**	**210 400**	33%	
TOTAL déplacements internes		**634 300**	100%	

67% des flux internes au bassin L sont des flux intra-EPCI.

Nota : Pour Dracénie Provence Verdon agglomération suite à l'EMC2 de 2024 :

- 88% des déplacements en Dracénie sont internes à la Dracénie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

– Parts modales : 52% conducteurs, 10% passagers, 2% transports en commun, 2% cars interurbains, 0.5% train, 1% deux roues motorisées, 1.8% vélo, 30% marche, 1% autres modes.

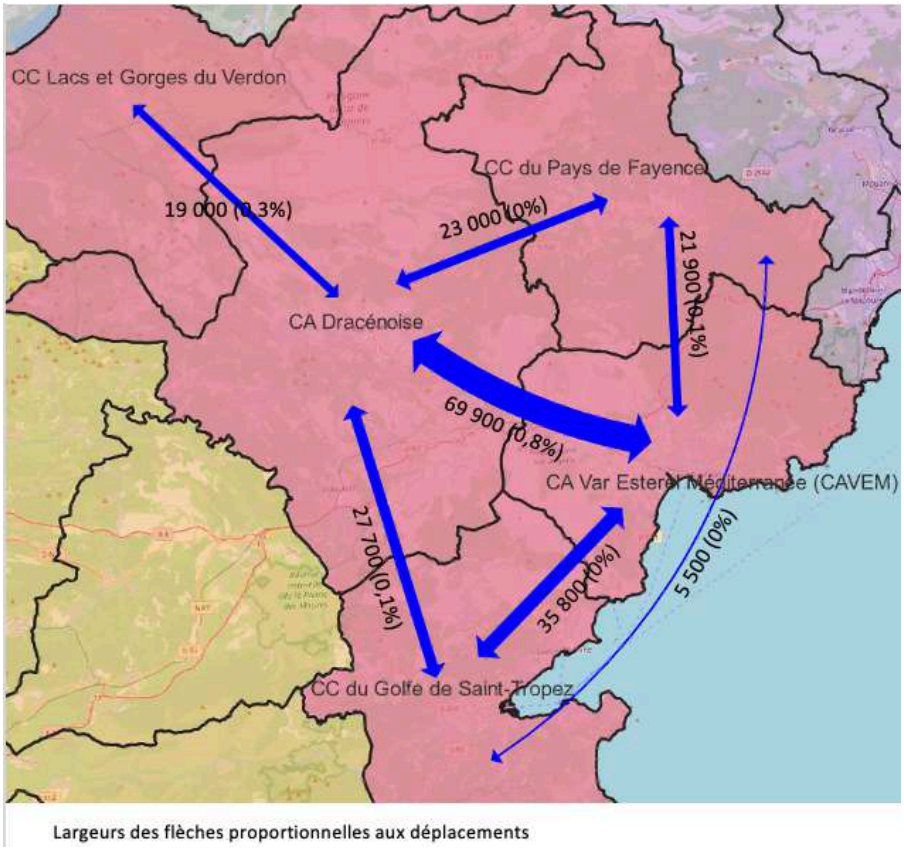


Figure 18 : Déplacements Internes tous motifs Jour Ouvré de Base bassin L (Part modale TC) (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.4.1.3 Déplacements avec EPCI extérieurs au bassin L

Plus de la moitié des déplacements avec les EPCI extérieurs au bassin L sont répartis entre quatre EPCI, la CA de la Provence Verte, la Métropole d'AMP, CA Cannes Pays de Lérins et CC Cœur du Var.

Tableau 5 : Déplacements d'échanges avec des EPCI extérieurs au bassin L - 2017 (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

EPCI	Valeur	Part de flux
CA Alpes-Provence-Verdon « Sources de lumière »	7 200	2%
CA Provence-Alpes-Agglomération	8 000	2%
CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	7 900	2%
Métropole d'AMP	14 600	4%
CC Provence Verdon	21 100	6%
CA de la Provence Verte	53 000	14%
Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	53 200	14%
CA Sud Sainte Baume	5 000	1%
CC Cœur du Var	44 200	12%
Métropole Nice Côte d'Azur	30 600	8%
CC Méditerranée Porte des Maures	26 700	7%
CA de Sophia Antipolis	15 400	4%
CA Cannes Pays de Lérins	47 600	13%
CA du Pays de Grasse	22 600	6%
Autres EPCI (flux < 5 000)	16 900	5%
TOTAL	**374 000**	**100%**

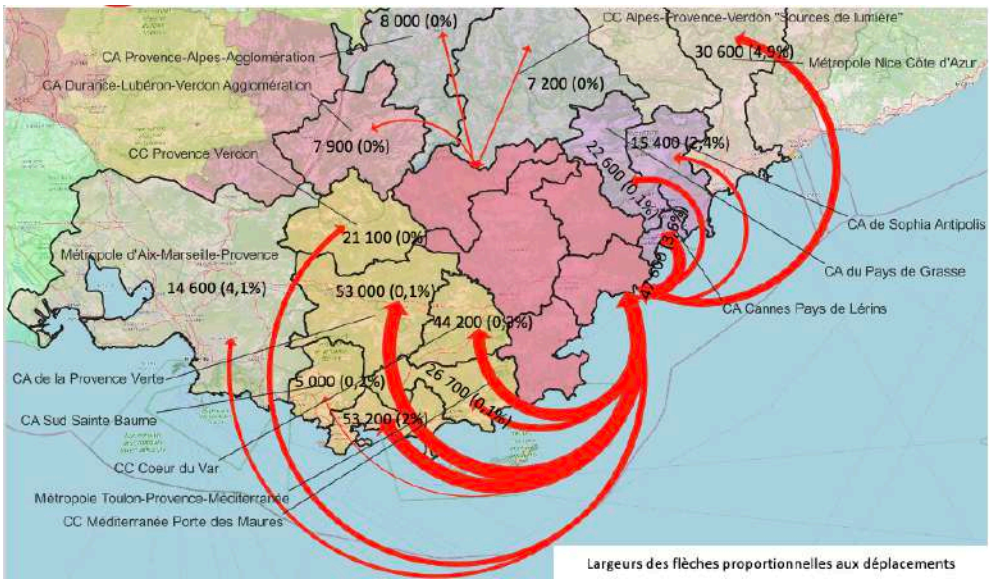


Figure 19 : Déplacements d'échanges avec des EPCI extérieurs au bassin L tous motifs Jour Ouvré de Base (Part modale TC) (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.4.2 Parts modales chez les actifs résidents

Le tableau suivant présente la part modale chez les actifs occupés de 15 ans ou plus.

L'usage de la voiture pour aller travailler reste le mode principal de déplacement sur le bassin L. L'usage des transports en communs représente environ 2% de la part modale.

L'usage du vélo présente la part modale la plus faible avec 1,2% en moyenne sur le bassin de mobilité L.

Tableau 6 : Parts des actifs occupés de 15 ans ou plus utilisant pour travailler en 2020 (source : Insee - Statistiques locales)

EPCI	Voiture	Transports en commun	Vélo	Autre
CC du Golfe de Saint-Tropez	75,2	1,5	1,6	21,7
CC Lacs et Gorges du Verdon	76,8	1,4	0,9	20,9
CC du Pays de Fayence	88,3	1,3	0,5	9,9
Dracénie Provence Verdon Agglomération	81,8	2,8	1,7	13,7
Estérel Côte d'Azur Agglomération	82,8	2,8	1,3	13,1

À noter : les chiffres indiqués dans le tableau ne présentent que les déplacements Domicile-Travail.

Les figures suivantes présentent la part modale par EPCI pour l'ensemble du bassin de mobilité L.

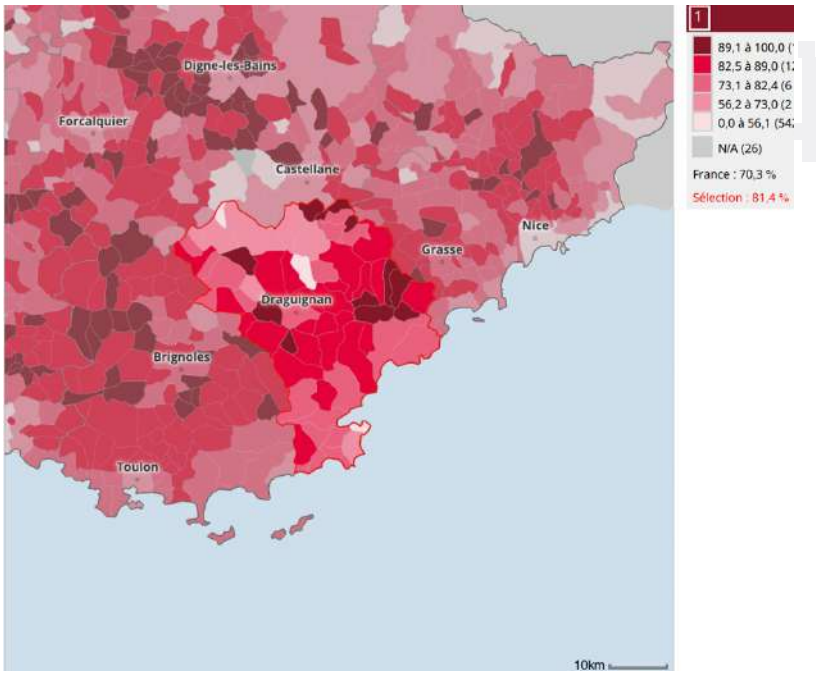


Figure 20 : Part des actifs occupés de 15 ou plus qui utilisent principalement une voiture pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

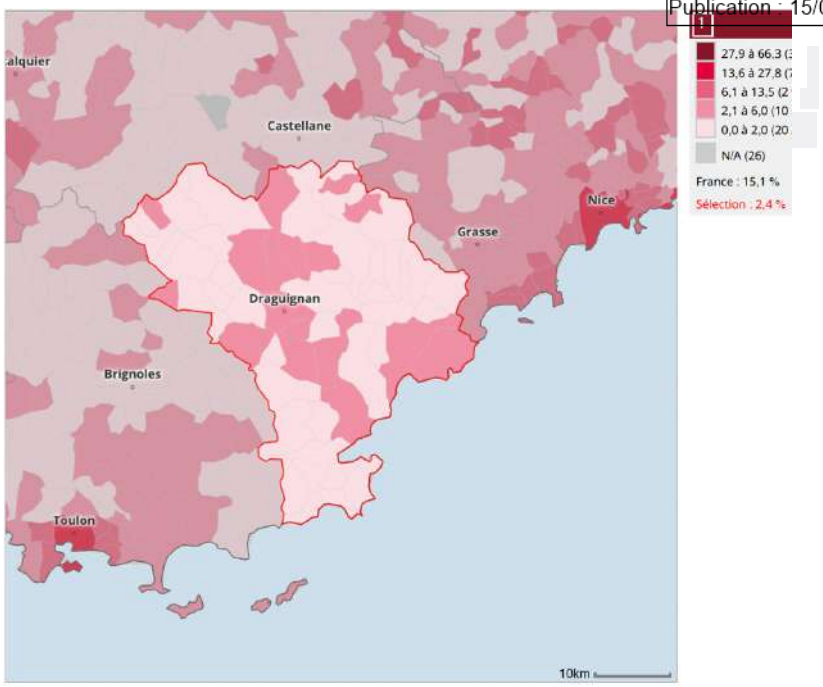


Figure 21 : Part des actifs occupés de 15 ou plus qui utilisent principalement les transports en commun pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))[28]

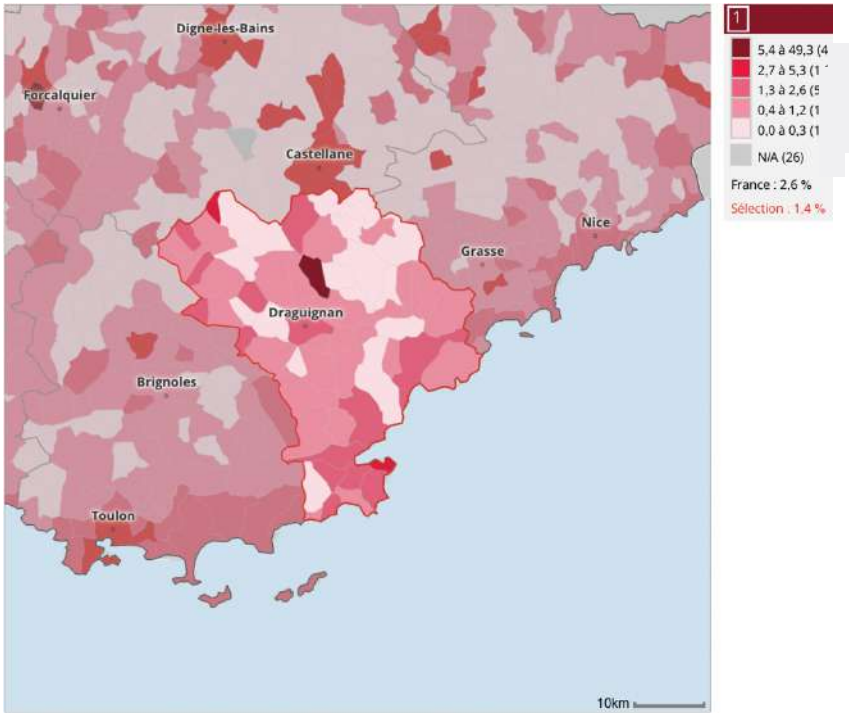


Figure 22 : Part des actifs occupés de 15 ou plus qui utilisent principalement un vélo (y compris à assistance électrique) pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

1.5 Infrastructures de mobilités existantes

28 https://statistiques-locales.insee.fr/#c=indicator&i=rp_milles_seul.pt_actocc15p_velo&s=2020&t=A01&view=map1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Afin d'avoir une vision globale, la cartographie ci-dessous présente les principales infrastructures et les principaux services de mobilité à l'échelle du bassin de mobilité. Sont également présentés dans un tableau les abris vélos sécurisés en gare avec mention de leurs capacités.

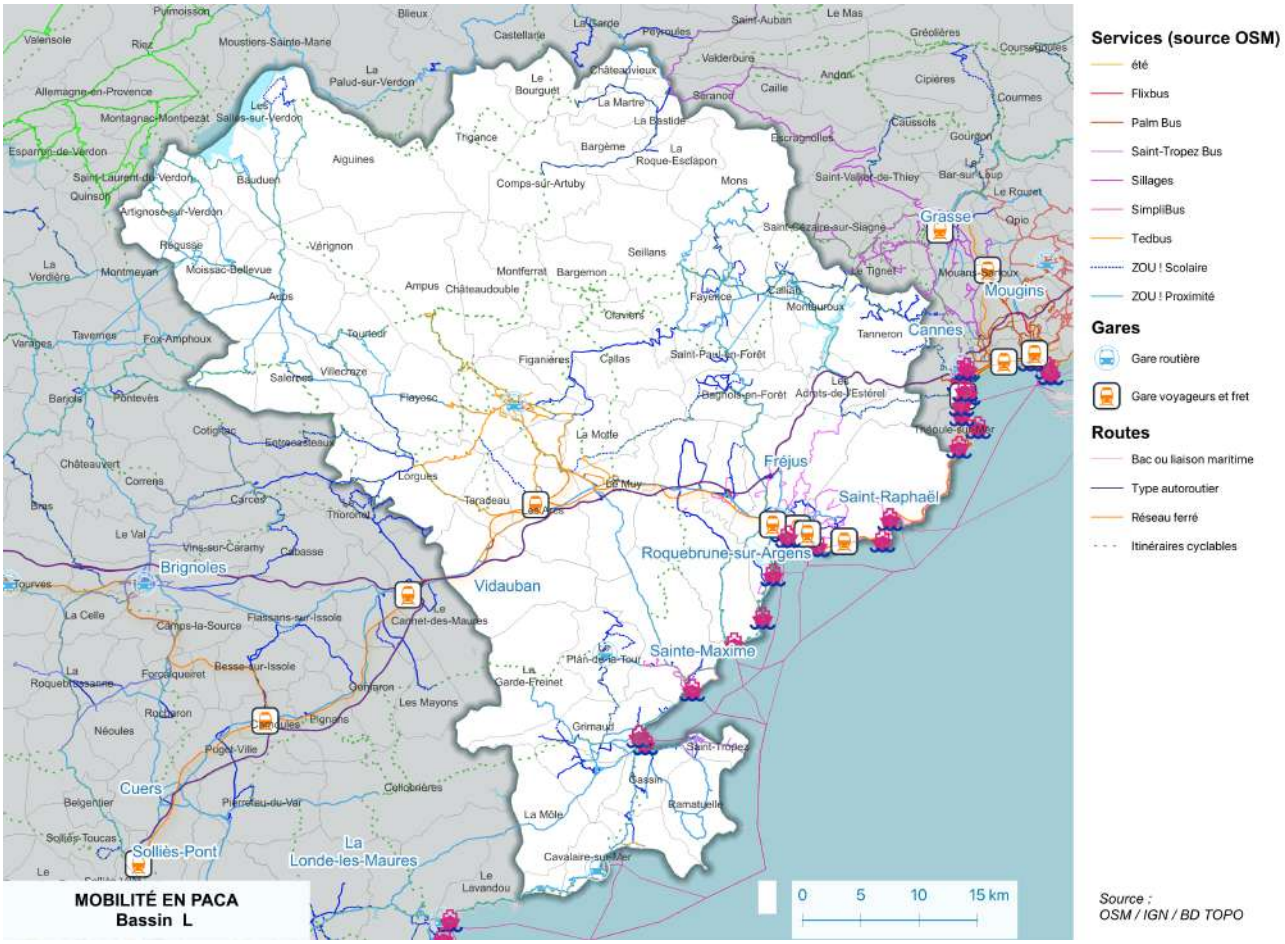


Figure 23 : Infrastructures et services de mobilité existants sur le bassin L
(sources : Open Street Map, IHO World Seas, IGN (BD Alti, BD Topo; BD Topage et Admin Express))

Cette carte pourra être mise à jour durant la vie du COM (ex partage des données SIG).

Les itinéraires cyclables proviennent d'OSM et sont incomplets ou de source inconnue. La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a lancé un travail de « nettoyage » les données OSM en association avec les acteurs de la mobilité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

5.1.1 Mobilité active

5.1.1.1 *Vélo*



Abris vélos en gare :

La Région a souhaité accompagner l'augmentation continue des déplacements à vélo, et permettre les changements de pratiques permettant aux usagers du quotidien des déplacements vélo/train, vélo/car. Cette volonté s'est traduite par le vote du Plan vélo régional en octobre 2020, fixant ainsi comme objectifs : 1 million de trajets quotidiens à vélo et le déploiement massif de sites en stationnements vélo sécurisés dans les gares, pôles d'échanges. Pour permettre la réalisation de ce plan vélo, la Région a engagé un contrat de performance avec SNCF Gares & Connexions en décembre 2020, propriétaire et exploitant des gares régionales, engageant les parties à lever les freins à l'intermodalité vélo et TER, favoriser les rabattements et la fluidité au sein des gares pour les usagers à vélo. L'ensemble des gares TER de la Région seront donc équipées d'abris vélos sécurisés d'ici le 1er janvier 2025.

L**eur mise en ligne pour réservation sur le portail Zou! pourra s'effectuer très prochainement** via le lien Se déplacer à vélo - Votre réseau ZOU (maregionsud.fr) : zou.maregionsud.fr.

Ces abris sont accessibles à tout titulaire d'une carte de transport via une inscription sur le portail ZOU ! et ce gratuitement sur simple intégration du numéro de carte de transport. Il n'est pas nécessaire d'être abonné, la carte billettique suffit à l'inscription gratuite. Un règlement d'usage est affiché sur l'équipement, ainsi que les coordonnées d'une hotline en cas de problème.

Sont également déployés des équipements permettant aux titulaires de QR code (billets digitaux) d'accéder également gratuitement aux abris. Ce système permet l'accès des équipements aux voyageurs occasionnels par présentation de leur billet digital. Installation progressive en cours.

Certains abris ont été financés et sont gérés par l'AOM locale.

Abris vélo sécurisés en gare TER installés (Var)

Gestionnaire	Abris vélos	Nombre de places
PACA_BANDOL	**Bandol**	**12**
PACA_BOULOURIS	**Boulouris**	**6**
PACA_CARNOULES	**Carnoules**	**6**
PACA_CUERS	**Cuers**	**6**
PACA_FREJUS	**Fréjus**	**12**
PACA_GOLFE_JUAN_VALLAURIS	**Golfe-Juan-Vallauris**	**12**
PACA_GONFARON	**Gonfaron**	**6**
PACA_HYERES	**Hyères**	**20**
PACA_LA_CRAU	**La Crau**	**6**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

PACA_GARDE	**La Garde**	**16**
PACA_PAULINE	**La Pauline**	**16**
PACA_LA_SEYNE_SUR_MER	**La Seyne-sur-Mer**	**12**
PACA_LE_LUC	**Le Luc**	**6**
PACA_LES_ARCS_DRAGUIGNAN	**Les Arcs Draguignan**	**20**
PACA_OLLIOULES	**Ollioules**	**12**
PACA_PIGNANS	**Pignans**	**6**
PACA_PUGET_VILLE	**Puget-Ville**	**6**
PACA_ROQUEBRUNE	**Roquebrune-Cap-Martin**	**6**
PACA_SAINT_CYR_LES_LECQUES	**Saint-Cyr**	**12**
PACA_SOLLIES	**Solliès-Pont**	**6**
PACA_TOULON	**Toulon**	**130**
PACA_TOULON_SAINTE_MUSSE	**Toulon Halte Sainte Musse**	**36**
PACA_VIDAUBAN	**Vidauban**	**6**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.6 Services de mobilités[29]

1.6.1 Service Régulier Transport

1.6.1.1 Transport Intra Urbain et Extra Urbain

Bus

Le réseau régional ZOU! s'étend à l'ensemble des cars et trains du réseau de transport de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.



Figure 24 : Plan des lignes car ZOU ! VAR (source : ZOU!)

La **CC du Golfe de Saint-Tropez** propose deux lignes de navettes. La ligne Cavalaire-sur-Mer est gratuite et fonctionne de 1er septembre au 15 juin. La ligne, la ligne Saint-Tropez est au

29 Bassin de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin F

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

tarif de 0,50 € et circule du 1er octobre au 31 mai. Des lignes estivales remplacent ces lignes en été.

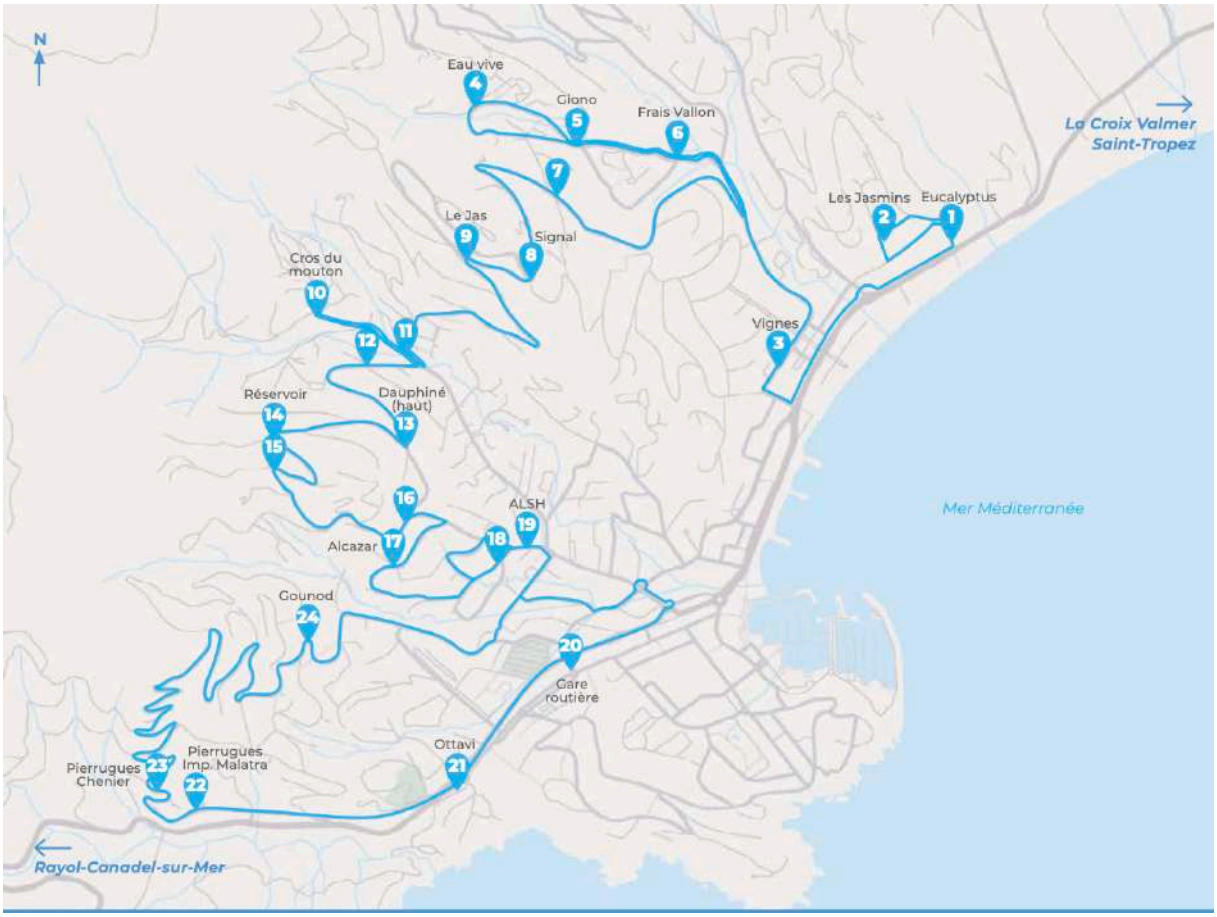


Figure 25 : Plan des lignes Cavalaire-sur-Mer (source : CC du Golfe de Saint-Tropez)

Le réseau de transport public de Sainte-Maxime, SimpliBus, de la **CC du Golfe de Saint-Tropez** est constitué de deux lignes régulières qui fonctionnent toute l'année.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

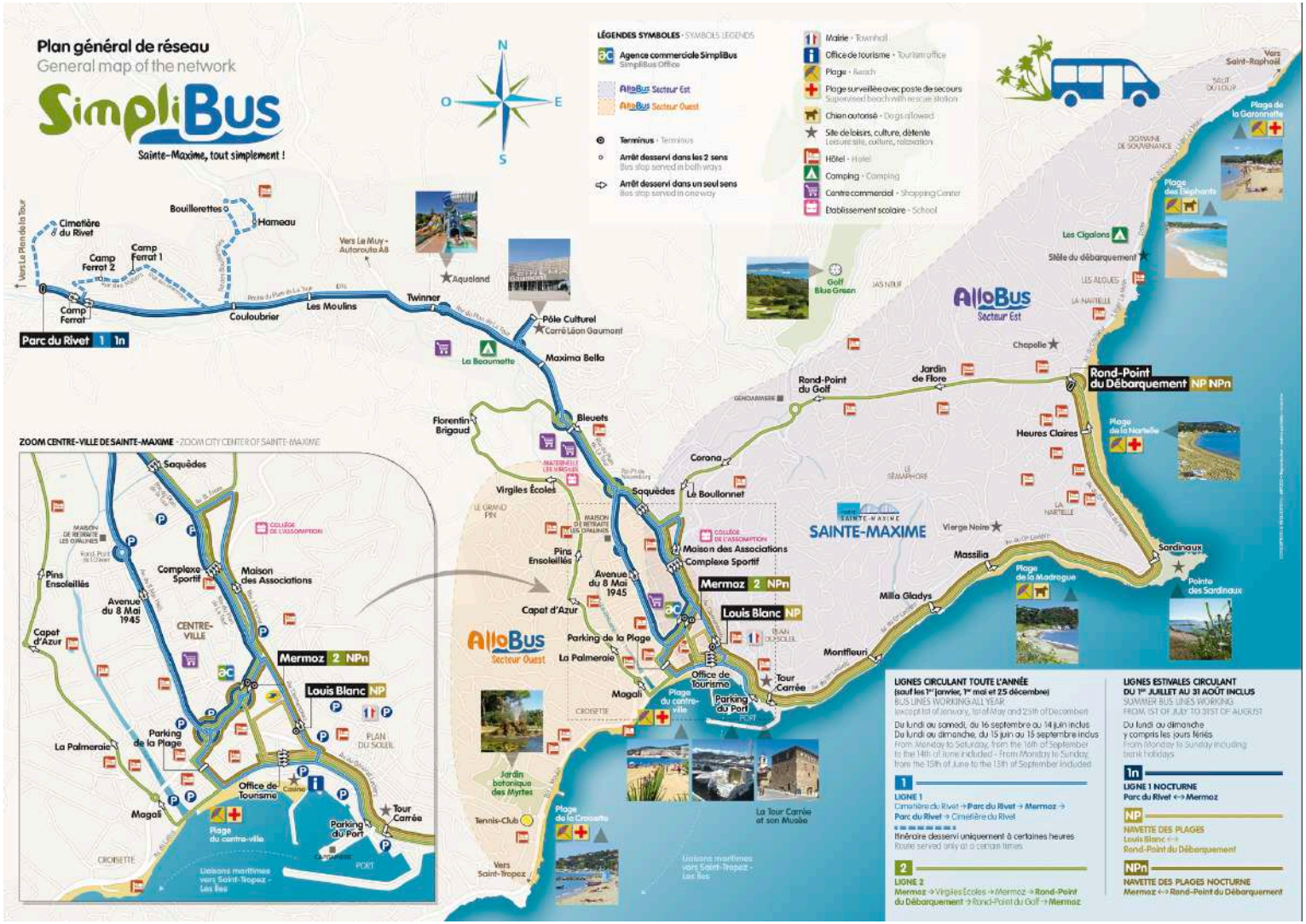


Figure 26 : Réseau TC Sainte-Maxime (source : SimpliBus)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Le Réseau des Transports Ted Bus, de la **Dracénie Provence Verdon Agglomération** dessert l'ensemble des communes grâce à son service de dix lignes régulières et de Transport à la Demande.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

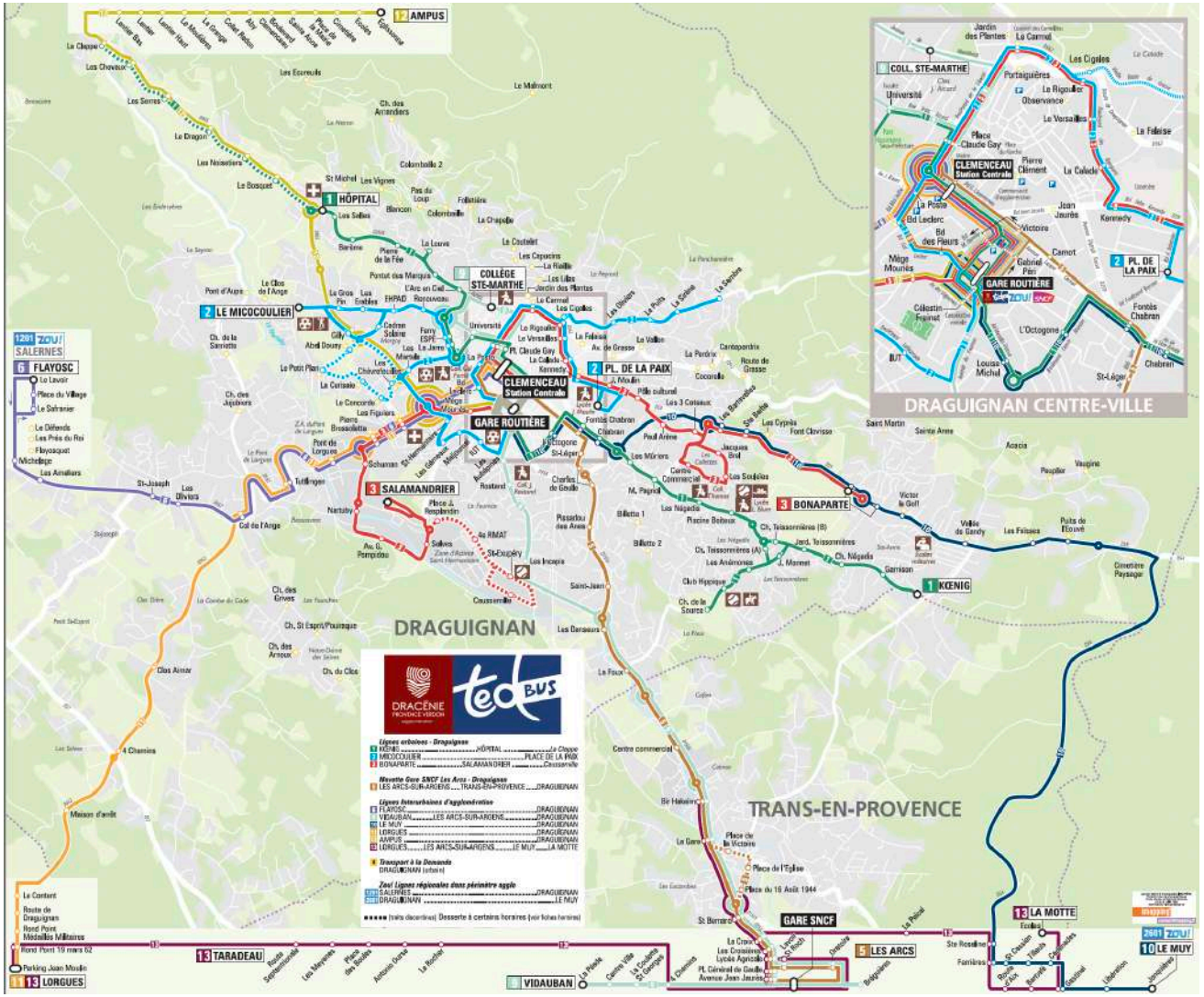


Figure 27 : Plan réseau Dracénie Provence Verdon Agglomération (source : tedbus dracenie)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Le réseau de transport Le Bus **d'Estérel Côte d'Azur Agglomération** permet de se déplacer entre les 5 communes de l'EPCI. Le réseau est constitué de :

- De lignes régulières qui couvrent tout le territoire.
- De lignes spécifiques pour les centres-villes.
- De lignes estivales.
- D'un service de transport à la demande « Allo Bus » (réservation de trajet en minibus, circulant sur une zone définie).
- De services scolaires
- D'un service de TPMR (Handibus)



Figure 28 : Plan réseau Estérel Côte d'Azur Agglomération (source : Le Bus)

Ferroviaire

Les communes de Vidauban, les Arcs, Fréjus et Saint-Raphaël sont desservies par la ligne ferroviaire Marseille - Vintimille.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

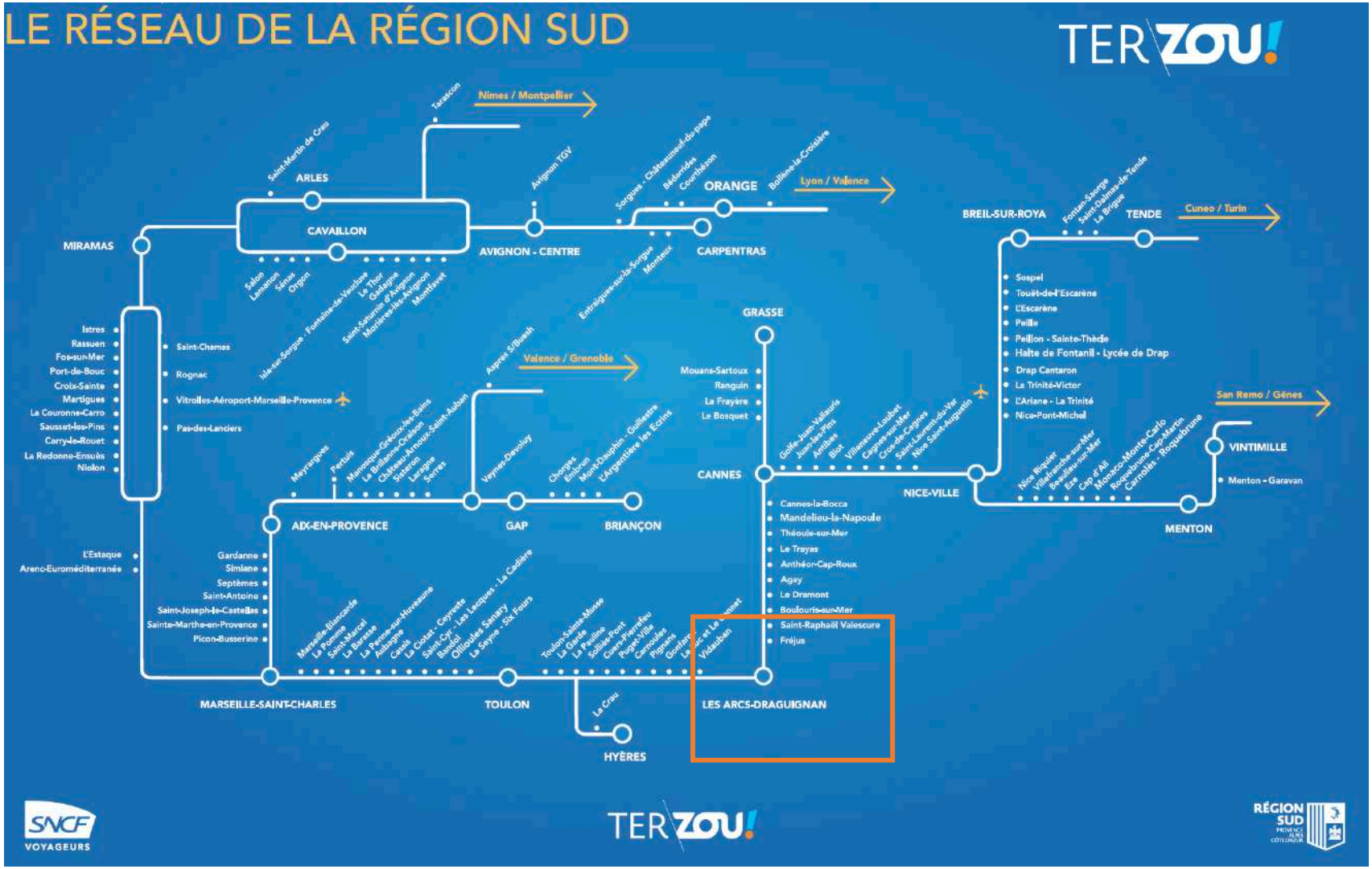


Figure 29 : Réseau de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : TER/ZOU !)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.6.1.2 *Transport saisonnier*

- La **CC du Golfe de Saint-Tropez** propose des navettes estivales



Figure 30 : Réseau navettes estivales CC du Golfe de Saint-Tropez (source : CC du Golfe de Saint-Tropez)

Le réseau SimpliBus de Sainte-Maxime propose également une navette plage et 2 lignes nocturnes qui fonctionnent en période estivale du 1er juillet au 31 août.

La population triple sur le territoire **Estérel Côte d'Azur Agglomération** en période estivale. Les services de transport s'adaptent de la manière suivante :

- Mise en place d'une navette gratuite sur la future Promenade des Bains et une à Fréjus.
- Mise en place du Bus nocturne à Saint-Raphaël.
- Mise en place de la ligne 20 au départ du Pin de la Lègue jusqu'au terminus de la Poste de Saint-Aygulf.

Certaines lignes régulières sont également renforcées avec l'ajout d'arrêts en fin de journée.

La **CC du Pays de Fayence** propose une navette estivale gratuite, tous les jours du 1er juillet au 31 août, pour desservir le Lac de Saint-Cassien depuis le pôle de mobilité de la Colle Noire, à Montauroux. Une extension de cette navette est proposée plusieurs fois par jour pour desservir le lac depuis les communes de Seillans, Fayence, Tourrettes et Callian, en empruntant partiellement l'itinéraire de la ligne ZOU n°832.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.6.1.3 Portail d'information aux usagers

La SNCF met à disposition une application appelé «Ma Gare SNCF » qui permet de donner aux usagers des informations relatives aux gares et aux services associés, ainsi que l'application SNCF Connect pour la recherche et l'achat en lignes de billets.

https://www.garesetconnexions.sncf/fr/gares-services

https://www.sncf-connect.com

La **CC du Golfe de Saint-Tropez** informe ces usagers via l'application Pysea avec la géolocalisation des navettes (hors réseau SIMPLIBUS), le temps d'attente aux arrêts et des messages d'information trafic.

Le service de transport urbain de la commune de Sainte-Maxime de la **CC du Golfe de Saint-Tropez** met à disposition l'appli SimpliBus qui permet de géolocaliser les bus en temps réel.

Il est possible d'acheter des titres de transport sur le site de tedbus de **Dracénie Provence Verdon Agglomération :** https://tedbus.dracenie.com/boutique/

Un autre outil d'achat de titre est également possible via l'application Tixi pass.

L'application Pysae permet d'avoir la géolocalisation des bus en temps réel.

L'application Le Bus d'**Estérel Côte d'Azur Agglomération** donne l'information en temps réel de la localisation des bus. Le service en ligne permet l'achat de titres de transport.

https://abonnement.esterelcotedazur-lebus.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.6.2 TAD

La commune de Sainte-Maxime de la **CC du Golfe de Saint-Tropez** met à disposition un service de TAD, **AlloBus** en complément et en correspondance avec les lignes régulières sur simple réservation.

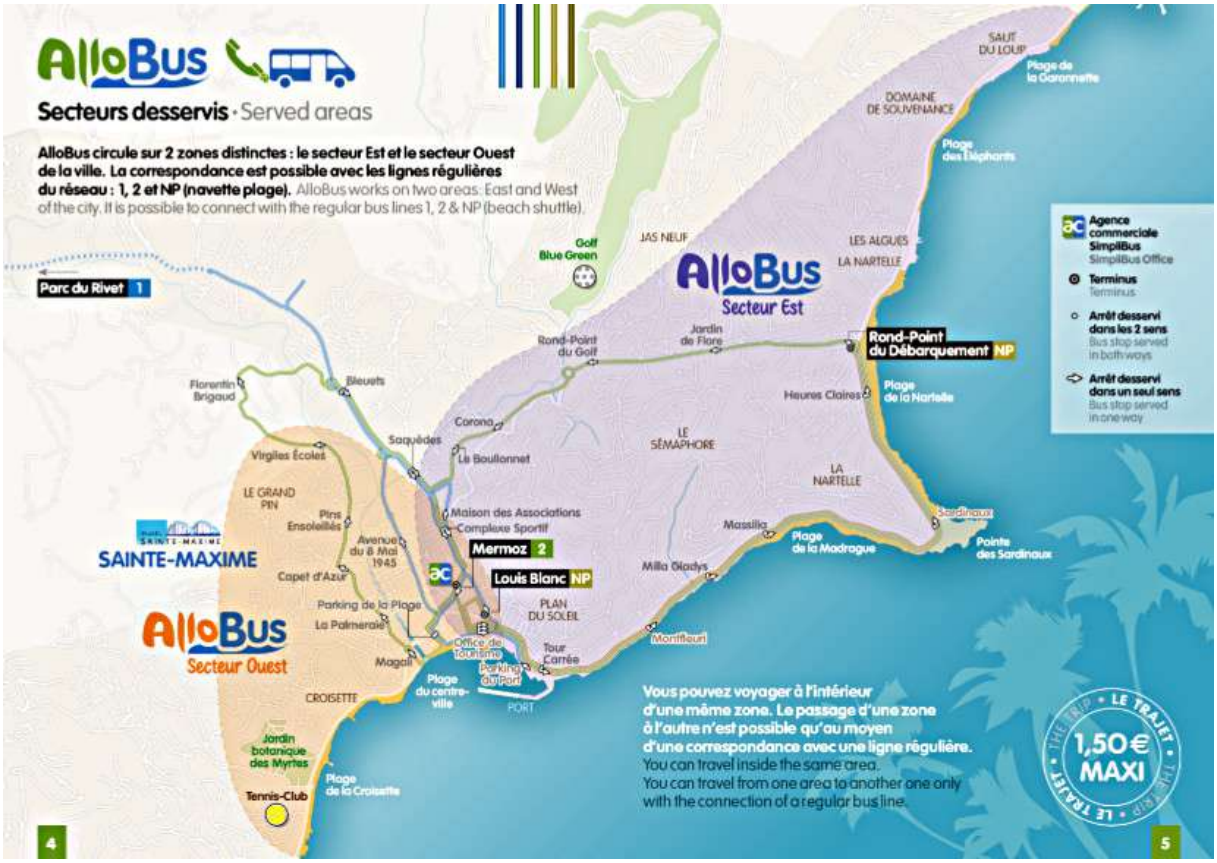


Figure 31 : Réseau Allobus Sainte- Maxime (source : SimpliBus)

Le service TAD ZOU! de la Région dessert le territoire de la **CC du Pays de Fayence**. Le service est accessible à toute personnes ayant réservée au plus tard la veille 17h. Le voyage coûte 2,10€.

Dracénie Provence Verdon Agglomération a mis en service Ted Petit Bus pour proposer un service de transport dans chaque commune même lorsqu'elles ont des lignes régulières afin de faciliter le rabattement vers des pôles d'intérêt. Ainsi, le service est divisé en 2 zones : Nord qui permet de rabattre vers la gare routière de Draguignan et Sud qui permet de rabattre vers la gare SNCF des Arcs. s. Le service est disponible pour toute personne ayant réservé et s'acquittant d'un titre de transport individuel. Les 23 communes de l'EPCI sont desservies.

Estérel Côte d'Azur Agglomération a mis en place un Transport à la Demande depuis le nouveau réseau de 2017. Au mois de septembre 2024, seule une zone est concernée par du TAD, à savoir à savoir le secteur des Adrets de l'Estérel / Saint-Jean de Cannes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.6.3 Mobilité active

1.6.3.1 Vélo



L'office de tourisme de la **CC du Golfe de Saint-Tropez** propose sur son site plusieurs circuits vélo et VTT.

Le site de la **CC Lacs et Gorges du Verdon** présente plusieurs circuits ainsi que les coordonnées de différentes compagnies de location de vélo.

Le site internet de l'office de tourisme de la **CC du Pays de Fayence** présente les 26km de la Méditerranée à Vélo, partie française de l'EuroVelo 8 qui sont sur son territoire.

En Dracénie, le site internet de l'office de tourisme permet de télécharger les fascicules d'information sur le territoire à vélo. Celui-ci inclus : la vigne à vélo, la Méditerranée à vélo et la boucle Terres, truffes et cascades. Le site internet recense et présente également tous ces itinéraires cyclables ainsi que les boucles départementales.

1.6.4 Maritime

Les navettes maritimes, « Les bateaux verts », relient Sainte-Maxime à Saint-Tropez de la **CC du Golfe de Saint-Tropez.**

1.6.5 Usage partagé des Véhicules Terrestre à Moteur (VTM)



Estérel Côte d'Azur Agglomération a mis en place depuis février 2024 une action en faveur du covoiturage du quotidien par la mise à disposition d'une application smartphone ainsi que d'une incitation financière. Les conducteurs et passagers peuvent désormais trouver plus facilement de correspondances. Le coût du trajet pour le passager est gratuit et le conducteur conserve sa rémunération.

La communauté de communes Pays de Fayence a expérimenté et lance une délégation de service public pour un service d'autopartage rural 100% électrique.

1.6.6 Mobilité solidaire

La Mobilité Solidaire sera traitée dans le Plan d'Action en faveur de la Mobilité Solidaire à l'échelle du bassin.

Estérel Côte d'Azur Agglomération a créé en septembre 2022 un Pass Solidaire sur son réseau de transports en communs afin de faciliter les déplacements des administrés en difficulté financière et engagés dans une recherche d'emploi ou de formation professionnalisante (tarif préférentiel). Ce titre est distribué par une association locale, par convention, sous conditions.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409AD-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

OBJECTIF GÉNÉRAL ET TERRITORIALISES



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

SOMMAIRE – OBJECTIF GÉNÉRAL ET TERRITORIALISES

1 DEFINITION 99

2 LES OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES DU BASSIN 100

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1 Définition

Les objectifs du bassin de mobilité ont été co-construits par les acteurs lors du COTECHBASS n°1 et validés lors du COBASS n°2. Ils sont au nombre de 16 et répondent aux six thématiques couvertes par le COM :

1. Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité
2. Les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité
3. Les modalités de gestion des situations dégradées
4. Le recensement et la diffusion des pratiques et des actions de mobilité
5. L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité
6. La décarbonation des mobilités

Les cinq premières thématiques sont issues du code des transports, la sixième, a été proposée par la Région en lien avec les objectifs régionaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre le changement climatique.

Il s'agit ici de fixer des objectifs communs à l'ensemble des acteurs à l'échelle du bassin de mobilité. Ils se déclinent en engagements pour lesquels un ou plusieurs acteurs s'engagent à contribuer. Une synthèse de l'ensemble des engagements est présentée dans l'annexe 1 du COM.

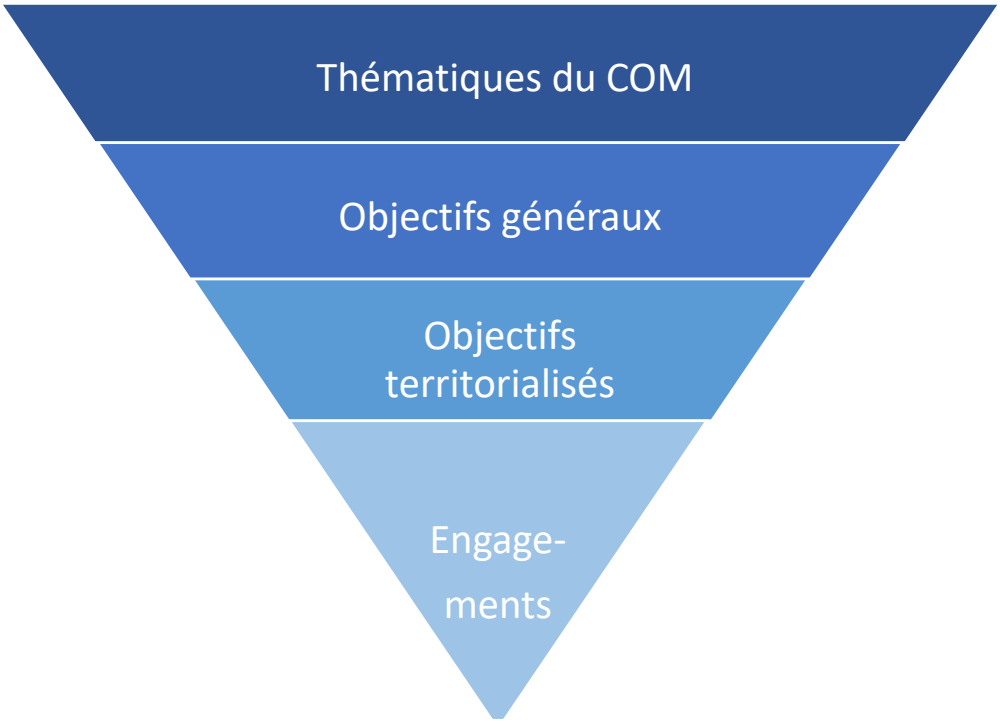


Figure 32 : Articulation des objectifs territorialisés avec les thématiques et les engagements

Les objectifs territorialisés du bassin ont été validés par les élus lors du Comité de Bassin n°2.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2 Les objectifs généraux et territorialisés du bassin

OBJECTIFS GENERAUX	OBJECTIFS TERRITORIALISÉS
Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)
	Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable
Développer l'offre de services solidaires	Initier une réflexion sur la mutualisation des coûts de services solidaires
Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs	Développer les transports collectifs sur l'axe nord-sud
	Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité
	Créer de la « connexion » entre services au niveau des points de rupture de charge
	Développer les connexions entre intercommunalités par la prolongation de certaines lignes (notamment vers les bassins d'emploi et de services)
Faciliter la lecture et l'usage de l'offre de services	Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinées
	Renforcer la communication, les fonctionnalités et l'usager du calculateur d'itinéraire de la Région

OBJECTIFS GENERAUX	OBJECTIFS TERRITORIALISÉS
Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées	Initier une réflexion sur le partage efficace et rapide d'information en situation de crise (situation dégradée)
Recensement et diffusion des pratiques et actions	Renforcer la communication/concertation auprès des usagers sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin
Améliorer les conditions de l'intermodalité	Mettre en place une information multimodale dans les PEM
	Renforcer l'attractivité des PEM
	Améliorer l'accessibilité des PEM
	Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409AD2025-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXES

DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

SOMMAIRE - ANNEXES

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS DU BASSIN L 103

ANNEXE 2 : ENGAGEMENTS 114

ANNEXE 3 : TRACABILITE DE LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION 241

ANNEXE 4 : EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIF GÉNÉRAL DU BASSIN DE MOBILITE 260

ANNEXE 5 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 266

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409AD-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS DU BASSIN L



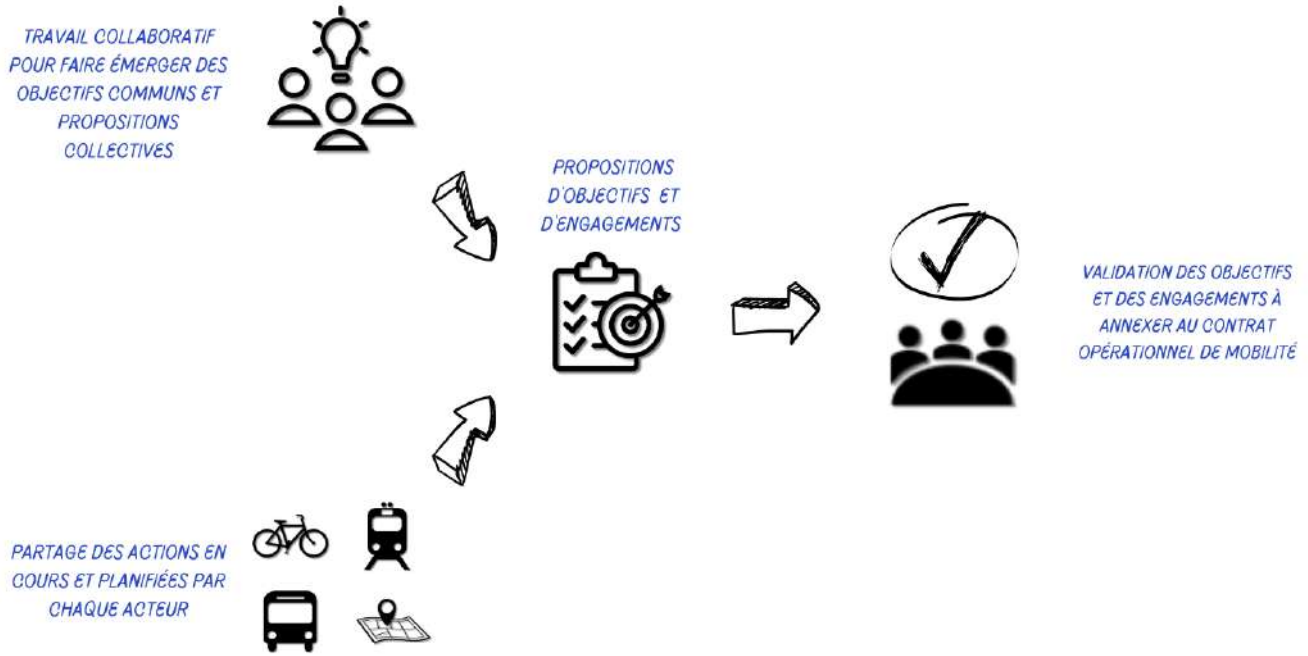
DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1 Rappel du processus d'élaboration des objectifs et des engagements

Les objectifs généraux, objectifs territorialisés ainsi que les engagements du présent Contrat Opérationnel de Mobilité sont issus d'un **processus de co-construction**. Ce processus a permis, dans un premier temps, de **fixer des objectifs correspondant aux enjeux et priorités des acteurs du bassin** de mobilité. Dans un second temps, la co-construction a permis à l'ensemble des acteurs de **partager les initiatives** en cours ou planifiées répondant aux objectifs mais aussi d'**élaborer de manière collaborative** des propositions d'actions/engagements complémentaires. Les propositions d'actions/engagements collectives issues du processus de co-construction sont appelées ci-dessous « **engagements du bassin** ».



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

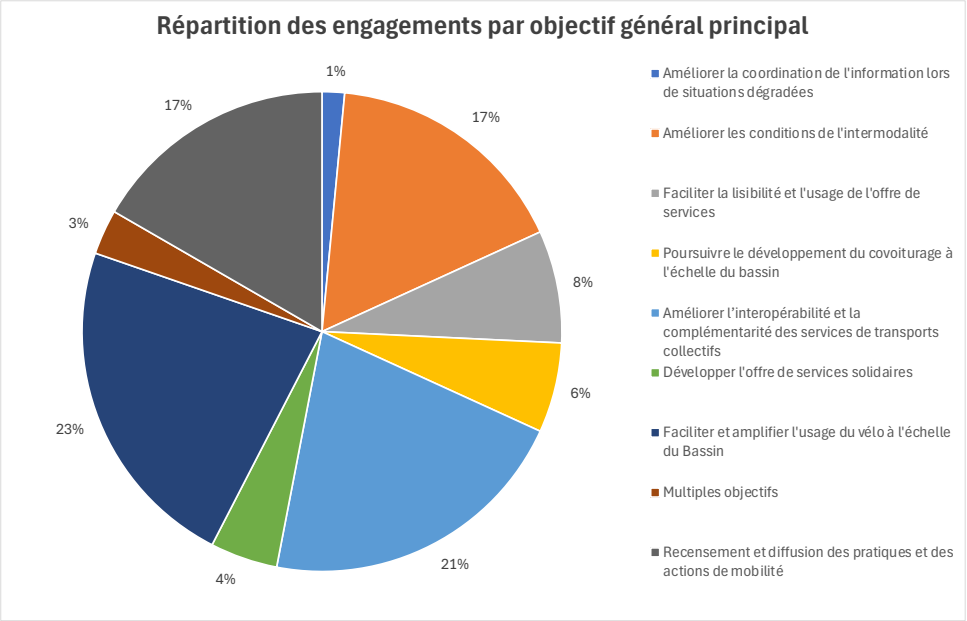
2 Engagements du bassin de mobilité L

Le Contrat Opérationnel du bassin de mobilité L présente **66 engagements**.

Les engagements sont rattachés à un objectif général "principal" afin d'éviter les doubles comptes (à noter pour autant qu'un même engagement peut contribuer à plusieurs objectifs à la fois).

Les trois objectifs généraux présentant le plus grand nombre d'engagement y étant rattaché sont :

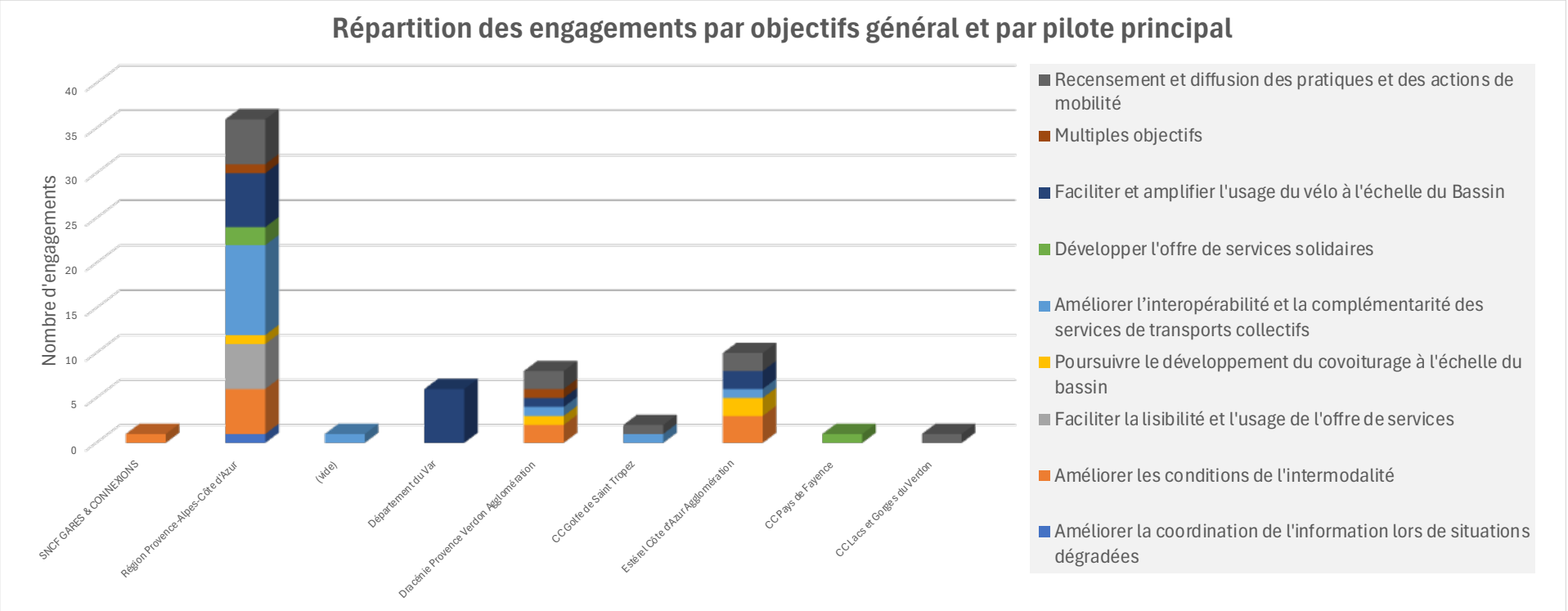
- **Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin**
- **Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs**
- **Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Le **pilotage** de chaque engagement est assuré par un des acteurs du bassin qui est alors considéré comme le « pilote » de l'engagement, c'est-à-dire qu'il s'engage à veiller à la mise en œuvre de l'engagement et prendra en charge les éventuelles actions de coordination nécessaire avec les autres acteurs (réunion, ateliers, échanges d'information).

Le graphique ci-dessous présente la répartition des engagements par pilote principal (certains engagements ont un copilotage de plusieurs acteurs). Les acteurs ayant en charge le pilotage du plus grand nombre d'engagements sont pour le bassin L : la **Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département du Var et Estérel Côte d'Azur Agglomération**.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

DIRECTION GÉNÉRALE TRANSPORTS, MOBILITÉ ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

CONTRAT OPÉRATIONNEL DE MOBILITÉ
BASSIN DE MOBILITÉ L

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

LISTE DES ENGAGEMENTS DE BASSIN

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Coordination des horaires entre les différents réseaux	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Créer de la « connexion » entre services au niveau des points de rupture de charge	L01
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Réaliser une étude d'opportunité sur la création de lignes inter-intercommunalités et leur mise en œuvre	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Développer les connexions entre intercommunalités par la prolongation de certaines lignes (notamment vers les bassins d'emploi et de services)	L02
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Coordination de la réflexion et de la gestion des flux logistiques	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité	L03
CC Golfe de Saint Tropez	Réalisation d'une étude d'opportunité concernant le transport maritime et la création de navettes	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité	L04
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Créer une communication sur les PEM		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Mettre en place une information multimodale dans les PEM	L14
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Améliorer l'information digitale pour les usagers dans les PEM		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Mettre en place une information multimodale dans les PEM	L15
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Fiabiliser la data dans le but de l'exploiter pour l'information multimodale sur les PEM		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Mettre en place une information multimodale dans les PEM	L16
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	PEM : Échanges sur les pratiques et connaissances des acteurs		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM	L23
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Recensement de toutes les aides / moyens de financement possible	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L39

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Création d'un groupe d'échange sur les modes de gouvernance et les projets vélo	X					X	Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L40
Département du Var	Favoriser le développement d'activités liées au cyclable (location de vélo, réparation)	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L41
Département du Var	Mise en place d'un groupe de travail sur la mise en œuvre du JALRIC	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L42
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Mutualisation des coûts liés à la plateforme de covoiturage et au dispositif d'incitation financière	X				X	X	Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin	L54
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Coordination des actions de promotion de la mobilité	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.	L68

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

DIRECTION GÉNÉRALE TRANSPORTS, MOBILITÉ ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

CONTRAT OPÉRATIONNEL DE MOBILITÉ
BASSIN DE MOBILITÉ L

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

LISTE DES AUTRES ENGAGEMENTS

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Requalification de la RDN7 entre Puget sur Argens et Fréjus	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L05
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Appel à projets Mobil'Lab Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L06
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en place et gestion d'un centre de relation clients (CRC)	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L07
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Développement de la desserte ferroviaire TER Zou! du secteur Provence Est : Ligne Marseille-Toulon-Hyères/Les Arcs.	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L08
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! des lignes du littoral azuréen.	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L09
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Étude d'amélioration de la complémentarité des offres cars-trains	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L10
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Optimisation des lignes de transports routiers	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L11
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en place d'une action pédagogique sur la création de l'offre ferroviaire	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L70
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Participer à la coordination globale de l'offre de transport par bassin de mobilité en diffusant l'offre ferroviaire régionale et nationale locale	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L71

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Dispositions d'information et de coordination entre AOM en cas d'épisode de pollution			X				Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées	Initier une réflexion sur le partage efficace et rapide d'information en situation de crise (situation dégradée)	L12
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Étude d'aménagement d'un pôle multimodal à Trans-en-Provence		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer l'accessibilité des PEM	L13
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) phases 1&2		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	L17
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Étude d'aménagement d'un Pôle d'Échange Multimodal en gare des Arcs-Draguignan							Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer l'attractivité des PEM	L18
SNCF GARES & CONNEXIONS	Place de la gare		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer l'attractivité des PEM	L19
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Renforcement et amélioration du Pôle d'Échange Multimodal de Saint-Raphaël		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer l'attractivité des PEM	L20
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Réalisation d'une aire multimodale le long de la RDN7 à Roquebrune-sur-Argens		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM	L21
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Réalisation d'une aire multimodale le long de la RDN7 à Puget sur Argens		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM	L22
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en accessibilité des gares ferroviaires aux PSH et aux PMR	X			X			Développer l'offre de services solidaires	Initier une réflexion sur la mutualisation des coûts de services solidaires	L24
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Élaboration d'un PAMS en copilotage avec le ou les Départements concernés	X			X			Développer l'offre de services solidaires	Initier une réflexion sur la mutualisation des coûts de services solidaires	L25
CC Pays de Fayence	Agilauto Partage en Pays de Fayence : autopartage rural et 100 % électrique							Développer l'offre de services solidaires	Multiples objectifs	L26
Département du Var	Aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo" et du Parcours Cyclable du Littoral	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)	L29

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Département du Var	Implanter du stationnement cyclable sur les sites recevant du public et les sites culturels départementaux	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)	L30
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Déploiement de stationnements vélo sécurisés en gare	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)	L31
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Financement des projets aménagements cyclables servant la mobilité du quotidien	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)	L32
Département du Var	Créer de nouveaux circuits cyclables diversifiés	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L34
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Création d'un itinéraire cyclable partagé avec des navettes électriques sur la Promenade des Bains entre Fréjus et Saint-Raphaël	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L35
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Création d'un itinéraire cyclable « Collège André Léotard Fréjus – Espace Oméga Saint-Raphaël »	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L36
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Base de données vélo OSM en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : complétude et qualification des données pour utilisation par les collectivités, usagers, amélioration des calculateurs d'itinéraires utilisant OSM	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L37
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour les itinéraires véloroutes	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L38
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Mise en œuvre du schéma vélo	X					X	Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable	L43
Département du Var	Animation et valorisation de la pratique du vélo auprès des collégiens	X					X	Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable	L45
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Tarification régionale des transports	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinées	L46
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en œuvre d'un système d'information et de billettique régional	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinées	L47

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Animer la Charte d'accessibilité des réseaux de transports ZOU!	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Multiples objectifs	L48
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mutualisation de la donnée mobilité région/territoires pour diffuser de l'information voyageur multimodale/multiréseaux	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Multiples objectifs	L49
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Porter une réflexion à l'échelle de l'ensemble des AO pour mutualiser les points de distribution/ en faire des points multi-opérateur Favoriser l'accès à l'achat dématérialisé via les Maisons France Services	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Multiples objectifs	L50
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Transition de la motorisation de la flotte des véhicules du réseau Ted Bus (en régie)						X	Multiples objectifs	Multiples objectifs	L51
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Déploiement d'installations photovoltaïques dans les gares						X	Multiples objectifs	Multiples objectifs	L52
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Déploiement d'une application pour le covoiturage du quotidien et mise en place d'une campagne d'incitation financière							Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin	L53
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Aménagement d'une aire de covoiturage à l'échangeur du Muy	X				X	X	Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Multiples objectifs	L55
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Soutien aux aires de covoiturage dans leur dimension multimodale	X				X	X	Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Multiples objectifs	L57
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Enquête ménage certifiée CEREMA (EMC2)	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L58
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Élaboration du Plan de Mobilité	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L59
CC Golfe de Saint Tropez	Plan de mobilité simplifié Accessibilité du territoire (vers les territoires voisins dotés des infrastructures de transport lourds (aéroports / gares) Amélioration et harmonisation de l'offre interne de TC Règlementation des stationnements / information dynamique Développement de l'offre cyclable (SDAC en cours d'élaboration)							Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L60

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
	Amélioration générale des systèmes de mobilité / intermodalité Amélioration de l'offre TC maritime									
CC Lacs et Gorges du Verdon	Plan de Mobilité Simplifié : 1 / Désenclaver les territoires ruraux en améliorant l'accès aux polarités de services 2/ Faciliter les déplacements vers l'extérieur du territoire 3/ Améliorer la qualité de vie au sein des communes de la CCLGV 4/ Répondre aux besoins de déplacements des visiteurs pour accéder et se déplacer sur le territoire, tout en limitant le recours à l'autosolisme 5/ Proposer des solutions de déplacements adaptées aux personnes vulnérables							Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L61
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Élaboration du Plan de mobilité simplifié	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L62
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Accompagnement/participation à l'élaboration des PDM/PDMS par les EPCI AOM avant rédaction des avis de la Région sur les Plans de Mobilité / Plans de Mobilité Simplifiés arrêtés par les Autorités organisatrices de mobilité	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L63
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Création d'un réseau des référents mobilité par secteurs géographiques	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L64
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Diagnostic de la vulnérabilité des infrastructures de transport d'intérêt national et régional aux effets du changement climatique	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.	L65
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Développement d'une plateforme de consultation citoyenne							Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.	L67
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Planification stratégique d'actions de communication	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.	L69

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409AD-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 2 : ENGAGEMENTS



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°1	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Créer de la « connexion » entre services au niveau des points de rupture de charge
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Coordination des horaires entre les différents réseaux
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** - Coordonner les horaires entre les différents réseaux **Étapes :** 1. Identifier/lister/catégoriser les points de correspondance 2. S'adapter (réseau ou pas) pour faciliter les correspondances 3. Identifier tous les points de correspondance et les acteurs liés sur ce point, et proposer une nouvelle grille horaire 4. Organiser des réunions de partage d'information périodiques sur les horaires pour pouvoir se coordonner
Besoins de pilotage / coordination	1 réunion par an a minima

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CCI	Partenaire		
Département	Partenaire	Information	
SNCF Voyageurs	Partenaire	Information, délivrance de l'information voyageurs	
Aéroports	Partenaire		
Ports	Partenaire		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°2	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Développer les connexions entre intercommunalités par la prolongation de certaines lignes (notamment vers les bassins d'emploi et de services)
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réaliser une étude d'opportunité sur la création de lignes inter-intercommunalités et leur mise en œuvre
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de réaliser une étude d'opportunité sur la création de lignes inter-intercommunalités et leur mise en œuvre, en y intégrant une réflexion sur les PEM à desservir (identifier ceux qui ont un intérêt à l'échelle du bassin). **Étapes :** 1. Déterminer la forme de l'étude (enquête interne ou via un AMO) (2025) 2. Déterminer le périmètre géographique de l'enquête (usagers réseaux TC, habitants des communes limitrophes interco, centres villes…) (2025) 3. Déterminer les publics à cibler pour l'enquête (2025) 4. Pré-flécher/hiérarchiser les lignes (2025) 5. Prendre les actes administratifs afférents : conventions éventuelles, délibérations, marchés…) (2025) 6. Expérimentation (2026) 7. Retour d'expérience (2027) 8. Déploiement sur tous les autres bassins régionaux (2027-2028) NB : Pour la billettique, étudier au cas par cas les interactions inter-EPCI en attendant le SIBR
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 2 à 3 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Moyens RH (Animation du groupe, coordination et rédaction des documents)	ETP Préparer l'étude et la mise en œuvre des lignes et le co-financement du service
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°3	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité
Référent de la fiche : Radia BENDJAMA	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Coordination de la réflexion et de la gestion des flux logistiques
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de coordonner la gestion des arrêtés de voirie des EPCI / communes / départements, ainsi que de coordonner la création et la mutualisation d'un HUB/Espaces Logistiques Urbains. **Étapes :** 1. Réalisation d'un diagnostic par EPCI concernant l'existence des HUB et des arrêtés pris (2025) 2. Partage du diagnostic (2026) 3. Réflexion autour des actions à mettre en œuvre (2026) 4. Mise en œuvre des actions (2026 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	1 Référent par EPCI + 1 Référent département

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	Animation / ETP
Département	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°4	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité
Référent de la fiche : Radia BENDJAMA	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réalisation d'une étude d'opportunité concernant le transport maritime et la création de navettes
Périmètre	Bassin de mobilité L et éventuellement bassins limitrophes
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est la réalisation d'une étude d'opportunité sur le transport maritime et la création de navettes inter-EPCI (notamment en basse saison), ainsi que la réalisation d'une étude sur les différents carburants propres (hydrogène). **Étapes :** 1. Réalisation des études (2025) 2. Mise en œuvre en interne (2026) 3. Développement (2027 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	A définir

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Golfe de Saint Tropez

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Pilote	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CCI	Partenaire		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°5	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Requalification de la RDN7 entre Puget sur Argens et Fréjus
Périmètre	Puget sur Argens, Roquebrune-sur-Argens, Fréjus
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La RDN7 est un axe structurant majeur pour le territoire avec une 2x2 voies pour véhicules. Il s'agit de développer un service de bus prioritaire et plus performant que la voiture. **Description :** La Communauté d'Agglomération porte actuellement le projet de la voie de contournement de la RDN7 sur le secteur de Puget sur Argens et Fréjus par la voie Nord. La création de cette voie permet de réduire le flux de véhicules sur la RDN7 et de proposer ainsi une requalification de cet axe, offrant davantage de services de mobilité. Ce projet s'inscrit dans le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'Agglomération.
Besoins de pilotage / coordination	Coût des infrastructures élevées, pas d'aides financière dans la réalisation de voie bus / BHNS

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Équipe projet	
Commune de St Raphaël	Partenaire	Équipe projet	
Commune de Fréjus	Partenaire	Équipe projet	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Département du Var	Partenaire	Permission de travaux / financement	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°6	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Jean Baptiste DAVID (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), jbdavid@maregionsud.fr , *mobi-lab-regionsud@maregionsud.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Appel à projets Mobi'Lab - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Soutien à des projets expérimentaux ou des innovations, y compris celles qualifiées de "low tech", d'ordre technologique, serviciel, organisationnel ou social, appliqués à tout type de transport et répondant aux orientations stratégiques (ACoRS) de la politique régionale en matière de transition écologique et énergétique des transports - Appel à projets (AAP) pour subvention régionale pour un montant jusqu'à 130 000 € par projet **Public cible :** Entreprises (fournisseurs de matériels ou de solutions), opérateurs logistiques ou de transport de voyageurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, collectivités territoriales (non prise en charge des salaires des agents de la fonction publique) **Étapes :** - AAP ouverte sur 2024 - 2025 le dispositif est en suspend pour l'instant, le temps de faire un retour d'expérience des premiers dossiers financés
Besoins de pilotage / coordination	Cf. le cadre d'intervention et les critères d'évaluation Appel à projets Mobi'Lab Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Provence-Alpes-Côte-d'Azur (maregionsud.fr)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financeur : Subvention d'investissement ou pour des actions spécifiques de fonctionnement	
Collectivités territoriales ou Opérateurs logistiques ou de transport de voyageurs ou Acteurs de l'économie sociale et solidaires (entreprises, coopératives, associations...) ou Entreprises (fournisseurs de matériel ou de solution)	Partenaire	Expérimentation	Porteur d'un projet innovant (produits ou services) ou des innovations déployées en région Provence Alpes Côte d'Azur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°7	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Corinne MERAND LEPRETRE, cmerand_lepretre@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Gestion d'un centre de relation clients (CRC)
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** Amélioration de la diffusion et de la lisibilité de l'information du réseau ZOU! **Description :** Mise en œuvre d'un centre d'appels du réseau ZOU chargé : - D'informer sur les horaires et les tarifs - D'informer sur les conditions de circulation - De gérer les réclamations - De gérer le back-office du portail ZOU ! - Calculateur d'itinéraire comprenant les AOM de la région : un renvoi sur les sites des AOM du calculateur pourrait être envisagé sous forme de lien **Public cible :** Tous les usagers du réseau ZOU ! Express et de proximité
Besoins de pilotage / coordination	Passation d'un marché public auprès d'un prestataire spécialisé.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	Un marché public et un chargé de suivi du marché
EPCI volontaire	Partenaire	Partage d'information et de données	Fourniture des données de leur réseau afin qu'il soit mis en ligne sur la plateforme ZOU !

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°8	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Sylvie PEUZIN, Denis GALINDO et Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), speuzin@maregionsud.fr, dgalindo@maregionsud.fr, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement de la desserte ferroviaire TER Zou! du secteur Provence Est : Ligne Marseille-Toulon-Hyères/Les Arcs.
Périmètre	Échelle géographique régionale découpée en 4 grands secteurs (Azur, Provence Est, Alpes et Provence Ouest). Les EPCI compris dans le périmètre du secteur Provence-Est concernés par cette fiche sont : - la métropole Aix-Marseille-Provence - la métropole Toulon-Provence-Méditerranée - la communauté d'agglomération Sud Sainte Baume - la communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon - la communauté de communes Vallée du Gapeau - la communauté de communes Méditerranée Porte des Maures - la communauté de communes Cœur du Var
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Apporter une réponse la plus proche possible du besoin de mobilité des territoires, pour tous les profils d'usagers, à toute heure de la journée. **Description du projet :** Projet de dessertes TER 2025 : - Marseille-Nice (rapide) - Marseille-Toulon - Marseille-Aubagne - Toulon-La Pauline - La Pauline-Hyères - La Pauline-Carnoules - Carnoules-Les Arcs Prévision de dessertes à partir de 2026 : - Marseille-Toulon-Les Arcs (directs) - Marseille-Toulon - Marseille-Aubagne - Toulon-La Pauline - La Pauline-Hyères - La Pauline-Carnoules - Carnoules-Les Arcs Mise en place de la navette toulonnaise à partir du SA 2030 avec un train supplémentaire toutes les 1/2 d'heures entre St Cyr et Carnoules,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

	soit un train tous les 1/4 d'heures ~~omnibus sur le segment St~~ Cyr - La Pauline. **Public cible :** Usagers du TER de l'ensemble du territoire régional
Besoins de pilotage / coordination	1 - Contraintes externes liées au respect des calendriers : → des différentes phases de travaux des grands projets d'amélioration des infrastructures ferroviaires régionales : - LNPCA - Signalisation ERTMS (projet HPMV) → de l'ouverture du lot 3 du réseau TER (Provence-Est et Alpes) à la concurrence (SA 2030) → de réalisation des SERM de Marseille et Toulon 2 - Nécessité de concerter chaque année avec les territoires pour entendre le besoin des usagers et adapter l'offre en réponse. Cette concertation s'appuie sur - des dispositifs encadrés par la loi tels que le comité de suivi des dessertes ferroviaires et le comité des partenaires régional - des comités techniques "usagers", composés d'associations, réunis à l'échelle du secteur ferroviaire d'Est-Provence. - des consultations directes d'usagers via mailings et réseaux sociaux

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTRI/STER : Unité plan de transport (7 personnes) en lien avec la DIGE/SIFPE pour l'infrastructure et DTSI pour complémentarité et correspondances Cars/trains

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

SNCF Voyageurs et autres transporteurs ferroviaires sous contrat de DSP	Partenaire	Exploitant/délégataire Exploitation du service TER	Définition de l'offre de service en réponse à l'Expression des Besoins (EdB) commandée par la Région
SNCF Réseau	Partenaire	Réalisation des sillons ferroviaires	SNCF Réseau gère l'occupation de l'ensemble du réseau ferroviaire français. À ce titre, il octroie et régule les horaires de passage de tous les trains circulant sur les voies ferrées, dont les TER Zou!. Il est un acteur incontournable de la définition des horaires.
Associations d'usagers	Partenaire	Consultation	Par leur représentation des usagers du TER et leur pratique des mobilités en général, les associations sont consultées sur le prochain projet de service, en amont (mai/juin) de sa mise en place (traditionnellement le 2ème dimanche de décembre).
Collectivités AOM	Partenaire	Consultation	Consultation des collectivités AOM des différents bassins, pour partager au plus tôt l'offre TER afin que d'éventuels ajustements de l'offre (dont offre locale) puissent être faits.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°9	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Sylvie PEUZIN, Denis GALINDO et Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), speuzin@maregionsud.fr, dgalindo@maregionsud.fr, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! des lignes du littoral azuréen.
Périmètre	Échelle géographique régionale découpée en 4 grands secteurs (Azur, Provence Est, Alpes et Provence Ouest). Les lignes du littoral azuréen traversent les périmètres : - Des communautés d'agglomérations Dracénie Provence Verdon, Estérel Côte d'Azur Agglomération, Pays de Grasse, Cannes Pays de Lérins, Sophia Antipolis, Riviera Française ; - De la métropole Nice Côte d'Azur
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Apporter une réponse la plus proche possible du besoin de mobilité des territoires, pour tous les profils d'usagers, à toute heure de la journée. **Description du projet :** Desserte Secteur Azur à partir de 2025 : - 1 train tous les 1/4 d'heure entre Cannes et Menton, toute la journée. - Marseille-Nice (rapide) A partir du 29 juin 2025 : - 1 train par heure toute la journée dans les 2 sens avec nouveau matériel roulant - Les Arcs – Cannes - Grasse – Cannes - Cannes – Nice - Nice – Menton - Menton - Vintimille **Public cible :** Usagers du TER de l'ensemble du territoire régional et plus particulièrement des habitants du littoral azuréen.
Besoins de pilotage / coordination	1 - Contraintes externes liées au respect des calendriers : → des différentes phases de travaux des grands projets d'amélioration des infrastructures ferroviaires régionales : - LNPCA - Signalisation ERTMS (projet HPMV) → des phases d'ouverture des différents lots du réseau TER à la concurrence

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

	→ de réalisation du SERM de Nice 2 - Nécessité de concerter chaque année avec les territoires pour entendre le besoin des usagers et adapter l'offre en réponse. Cette concertation s'appuie sur - des dispositifs encadrés par la loi tels que le comité de suivi des dessertes ferroviaires et le comité des partenaires régional - des comités techniques "usagers", composés d'associations, réunis à l'échelle du secteur ferroviaire Azur - des consultations directes d'usagers via mailings et réseaux sociaux.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTRI/STER : Unité plan de transport (7 personnes) en lien avec la DIGE/SIFPE pour l'infrastructure et DTSI pour complémentarité et correspondances Cars/trains
SNCF Sud Azur et Transdev Rail Sud Intermétropoles	Partenaire	Exploitant/délégataire Exploitation du service TER	Définition de l'offre de service en réponse à l'Expression des Besoins (EdB) commandée par la Région
SNCF Réseau	Partenaire	Réalisation des sillons ferroviaires	SNCF Réseau gère l'occupation de l'ensemble du réseau ferroviaire français. À ce titre, il octroie et régule les horaires de passage de tous les trains circulant sur les voies ferrées, dont les TER Zou!. Il est un acteur incontournable de la définition des horaires.
Associations d'usagers	Partenaire	Consultation	Par leur représentation des usagers du TER et leur pratique des mobilités en général, les associations sont consultées sur le prochain projet de

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

			service, en amont (mai/juin) de sa mise en place (traditionnellement le 2ème dimanche de décembre).
Collectivités AOM	Partenaire	Consultation	Consultation des collectivités AOM des différents bassins, pour partager au plus tôt l'offre TER afin que d'éventuels ajustements de l'offre (dont offre locale) puissent être faits.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°10	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Olivier MIARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), omiard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude d'amélioration de la complémentarité des offres cars-trains
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : - L'axe Aix-Briançon traverse les bassins : A, B, C, D, E, J - L'axe Est Toulon traverse les bassins : K, L - L'axe Nice-Tende traverse le bassin : N - L'axe Nord Avignon traverse les bassins : F, I - L'axe Nice-Digne traverse les bassins : D, M, N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Le scénario étudié retenu par axe : - L'axe Aix-Briançon : Réorganisation forte des cars.km par optimisation de la complémentarité cars-trains. - L'axe Est Toulon : Optimisation de l'offre car existante. - L'axe Nice-Tende : Réorganisation partielle des cars.km par optimisation de la complémentarité cars-trains-tramway. - L'axe Nord Avignon : Renforcement de l'offre car avec ou sans réouverture de gare. - L'axe Nice-Digne : Amélioration du cadencement des chemins de fer de Provence et de l'offre de car de proximité en rabattement. **Étapes :** - L'axe Aix-Briançon : Redéfinition de l'offre de service autocar dans les contrats d'exploitation à renouveler à l'horizon **2024-2025.** - L'axe Est Toulon : Optimisation de l'offre car existante dans les contrats d'exploitation à l'horizon **2025.** - L'axe Nice-Tende : Rabattement des lignes de cars Zou sur le futur PEM la trinité lorsque arrivera la ligne T5 de tramway **en ~ 2030**. - L'axe Nord Avignon : Renforcement de l'offre car avec ou pas réouverture de gare(s) à l'horizon **2025.** - L'axe Nice-Digne : Amélioration du cadencement des CP et de l'offre de car de proximité et LER en rabattement à l'horizon **2023 et 2027**.
Besoins de pilotage / coordination	**Pilote du projet marché d'étude car-train :** Olivier MIARD, DTRI/STER, omiard@maregionsud.fr **Référents :** - Aix Briançon : (DTSI-SRR) : sbridault@maregionsud.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

	(DIGE-SIFPE) : icornebert@maregionsud.fr - L'axe Est Toulon : (DTSI-SRT83) : flozach@maregionsud.fr, npeinado@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : elorrain@maregionsud.fr - L'axe Nice-Tende : (DTSI-SRT06) : vfranceschetti@maregionsud.fr gmoroni@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : jmbremond@maregionsud.fr - L'axe Nord Avignon : (DTSI-SRT84-13) : fchiab@maregionsud.fr, vvoisin@maregionsud.fr, epaing@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : pharinck@maregionsud.fr - L'axe Nice-Digne : (DTSI-SRT06) : vfranceschetti@maregionsud.fr (DTSI-SRR) : sbridault@maregionsud.fr (DTRI-SCFP) : pvillevieille@maregionsud.fr Pour l'ensemble des axes selon les demandes **appui du STER sur l'offre TER :** vmouren@maregionsud.fr, dgalindo@maregionsud.fr

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Maître d'ouvrage : DGTMGE-DTSI-SRR -SRT04-05-SRT83-SRT06- SRT84-13-DTRI-STER-STER-SCFP : offre de service TC DGTMGE-DIGE-SIFPE : études complémentaires	Redéfinition de l'offre de : service autocar. service CP via le plan de cadencement. Études complémentaires en cours Exemple : optimisation des temps de parcours ferroviaire – études et travaux sur l'Etoile de Veynes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Sociétés des transports	Partenaire	Prestataire : Capacité à répondre à l'appel d'offre et à exécuter le marché	Exploitation des services TC.
Bureaux d'études	Partenaire	Prestataire : Capacité à répondre à l'appel d'offre et à exécuter le marché	Études complémentaires, exemples marché car-train DTRI : Étude simplifiée d'ouverture des gares (Pontet, Barbentane et Piolenc) de l'axe Nord Avignon. Et approfondissement de l'étude Aix-Briançon sur la section Veynes-Briançon. (En cours) Marché DTSI : AMO aux procédures de renouvellement des contrats du réseau Régional de transport public interurbain sur le territoire des Alpes de Haute-Provence et à la réorganisation des lignes express Régionales sur des territoires ciblés. AMO à l'évolution de l'offre de transport sur la Vallée de la Durance – Phase 2 (En cours)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°11	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL :** Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Guillaume LALANGE, glalange@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Optimisation des lignes de transports routiers
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** La région est dotée de la compétence TR sur les territoires non AOM et interurbain. Elle met en œuvre des lignes entrantes sur les territoires des AOM pour desservir ces dernières. Dans la limite des places disponibles elle peut faire de l'affrétement pour des usagers des AOM sous réserve de prise en charge des frais par l'AOM. Réciproquement les AOM peuvent également faire du transport pour la région. L'objectif est l'optimisation des dépenses publiques et du matériel roulant lorsqu'il y a superposition des réseaux dans une optique de complémentarité d'offre et non de concurrence. **Étapes :** - Etat des lieux entre la région et chaque AOM pour identifier dans les plans de transports routiers le doublement des lignes régulières et scolaires ainsi que l'état de remplissage de ces lignes - Conventions d'affrétement s'il y a lieu contre rémunération au cout réel
Besoins de pilotage / coordination	**Coordination nécessaire entre la Région et les AOMs via la mise en place de** temps de travail réguliers entre les services exploitations. 1 à 2 réunions par an + 1 à 3 réunion spécifique si besoin (Groupe de travail secondaire à créer si besoin sur un secteur particulier)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'action collective	Organisation de la Réunion et préparation Ordre du jour + Compte-rendu Fourniture de données Rédaction des conventions
AOM	Partenaire	Co-pilote sur chaque réseau	Participation aux réunions Fourniture de données Relecture et amendement des documents

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°12	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Multiples objectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Fabien LOZACH (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), flozach@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Dispositions d'information et de coordination entre AOM en cas d'épisode de pollution
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** En cas d'épisode de pollution les préfectures appliquent des mesures d'urgence limitant les émissions de polluants et des circulation différenciées en ZFE. - Dans ce cadre, les AOM mettent en œuvre des dispositions facilitant le report modal en appliquant notamment des politiques tarifaires attractives. - Dans la cadre de sa compétence interurbaine, la Région exploite des lignes entrantes, sortantes et traversantes des AOM. A cet égard, une information réciproque de déclenchement s'avère nécessaire pour une cohérence d'ensemble vis-à-vis des usagers. **Activités à mener :** - Identification de référents techniques des AOM - Identification des référents préfectoraux - Identification de circuits de communication - Partage des dispositifs mis en œuvre par les AOM - Procédure d'information et de communication entre AOM lors de mise en œuvre des dispositions tarifaires - Procédure de transmission fiable des informations de déclenchements préfectoraux pour dépassement de seuil - Revue et mise à jour régulière des listes de référents **Étape 1 : 2025** - Réunion d'un groupe de travail par bassin à l'initiative de chaque service réseau de la Région ou d'une AOM du bassin - Recensement des dispositifs par AOM du bassin **Étape 2 : 2026** - Élaboration d'une fiche procédure d'information-coordination **Étape 3 : 2026 et suivantes** - REX au plus tard 15 jours après chaque épisode

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Besoins de pilotage / coordination	Les organigrammes sont vivants. Les circuits de communications ne sont efficaces que si les "contacts" sont régulièrement mis à jour (à minima 1 fois par an avant les épisodes de chaleurs).

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Centralisation / redistribution de l'information préfectorale	
EPCI	Partenaire	Mobilisation de moyens RH et information	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°13	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer l'accessibilité des PEM
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude d'aménagement d'un pôle multimodal à Trans-en-Provence
Périmètre	Commune de Trans-en-Provence
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** Dans le cadre du plan de transformation des zones commerciales porté par l'ANCT et donc DPVa et le site du Boulevard Commercial de la Nartuby, le PEM de Trans, identifié dans le cadre du PDMS doit trouver sa place au cœur d'un projet ambitieux de reconfiguration d'une entrée de ville (Fiche Action d'ACV 2 sur la commune centre de Draguignan) **Objectif :** Le PEM de Trans doit permettre de faciliter les mobilités actives entre une zone commerciale à rayonnement intercommunal et le centre village de TRANS. **Description :** Aménager un parking multimodal en entrée de ville pour délester le centre des voitures des résidents et actifs. **Étapes :** 1- attribution du marché et signature de la convention avec ANCT – décembre 2024 2- rendu de l'étude de programmation et de mobilité – fin 2025 3- lancement d'une DUP – fin 2026
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : AMI PTZC de l'ANCT dont DPVa est lauréat Freins : Importante dureté foncière

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Maitre d'ouvrage Portage du projet et financement	
Commune de Trans en Provence	Partenaire		
ANCT	Partenaire	Financement	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°14	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en place une information multimodale dans les PEM
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Créer une communication sur les PEM
Périmètre	Bassin de mobilité L + tous les autres bassins de la région
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de créer une communication sur les PEM (vocable, promotion et communication…). **Étapes :** 1. Recenser les différents vocables utilisés dans les territoires pour désigner les PEM, les modes de promotion. Recenser les PEM et les projets existants, établir une liste de services et d'aménagements attractifs sur les PEM (2025) 2. Définir le terme à utiliser dans les outils de communication (ex. : pôle de mobilité) (2025) 3. Conceptualisation d'outils de promotion et de communication (2026) 4. Organiser des dates/évènements/animations une fois par an sur la thématique des PEM, éditer des outils de communication (ex. : flyers) détaillant ce qu'est un PEM (2026 à 2028) 5. Cartographier et partager les cartes des PEM avec les différents services proposés (2026 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	2 à 3 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Moyens RH	ETP Contribuer aux travaux, animer des réunions
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP Conception de la communication et des animations
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP Conception de la communication et des animations
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP Conception de la communication et des animations
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP Conception de la communication et des animations
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Moyens RH	ETP Conception de la communication et des animations

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°15	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en place une information multimodale dans les PEM
Référent de la fiche : Samuel BERTRANDY, s.bertrandy@cc-paysdefayence.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Améliorer l'information digitale pour les usagers dans les PEM
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est d'installer des écrans d'information (totems) alimentés par les systèmes d'information Zou, SNCF, réseaux de transport locaux (voire par l'application de covoiturage). **Étapes :** 1. Rendre les systèmes d'information inter-utilisables (2025) 2. Décider collectivement d'une architecture de présentation de ces données sur les écrans (2026) 3. Installer des écrans ou adapter ceux déjà existants (2027-2028)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 2 à 3 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (autorité organisatrice Zou et TER)

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH Fournisseur de données (Zou)	ETP Données
SNCF G&C	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (TER et Grandes lignes)	ETP Données

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (réseaux locaux et covoiturage)	ETP Données
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (réseaux locaux et covoiturage)	ETP Données
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (réseaux locaux et covoiturage)	ETP Données
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (réseaux locaux et covoiturage)	ETP Données
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (réseaux locaux et covoiturage)	ETP Données
Communes (le cas échéant)	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°16	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en place une information multimodale dans les PEM
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Fiabiliser la data dans le but de l'exploiter pour l'information multimodale sur les PEM
Périmètre	Région
Étapes / Public cible / Budget	Objectif principal : L'objectif est de fiabiliser la data afin de l'exploiter pour l'information dans les PEM. **Étapes :** 1. Réaliser un webinaire (2025) 2. Animer un groupe de technicien en charge de la mise en Open Data (2025 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Émission de data Moyens RH	
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Émission de data Moyens RH	
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Émission de data Moyens RH	
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Émission de data	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

		Moyens RH	
CC Pays de Fayence	Partenaire	Émission de data Moyens RH	
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Émission de data Moyens RH	
Data.gouv	Partenaire	Partenaire pour la qualité de la donnée	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°17	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Éric LORRAIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), elorrain@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) phases 1&2
Périmètre	Le périmètre du projet s'étend sur les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes maritimes et concerne également les collectivités et EPCI traversées par la ligne Marseille-Vintimille.
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur souffre d'une congestion de ses infrastructures ferroviaires sur l'axe Marseille Vintimille. Le projet de Ligne Nouvelle a pour objectif de résorber ces problèmes structurels, de répondre aux besoins d'amélioration des déplacements du quotidien et de répondre à l'augmentation des flux attendue sur cette ligne dans les prochaines décennies. **Description du projet :** La LNPCA se compose de 25 opérations concernant essentiellement le réseau existant, réparties sur les trois départements des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes Maritimes, qui consistent à améliorer l'infrastructure existante. Le projet prévoit la dénivellation de bifurcations, la création d'alternats en gare, le doublement de voie unique, la création de corridors dédiés, la relocalisation des sites de remisage et de maintenance, la création de voies centrales origine-terminus. Le projet comprend également la création de nouvelles gares et haltes, le développement de PEM existants ainsi que la réalisation d'une gare souterraine à Marseille-Saint-Charles permettant la diamétralisation des circulations entre l'Est et l'Ouest de la région. Ces aménagements permettront la mise en service des navettes toulonnaise et azuréenne ainsi qu'un fort développement de l'offre autour de l'étoile marseillaise. **Public cible :** Le projet a pour objectif d'augmenter le report modal en faveur des transports en commun pour les déplacements du quotidien. Le projet permet également des gains pour les usagers des trains grandes lignes. Il permet enfin de dégager des sillons supplémentaires pour le FRET.
Besoins de pilotage / coordination	Financement contractualisé à hauteur de 80%. Les 20% restants seront sollicités auprès de l'Union Européenne via le mécanisme pour l'interconnexion en Europe. L'obtention de ces subventions est décisive pour respecter le calendrier de mise en service des phases 1 et 2 du projet, respectivement en 2030 et 2035.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	SNCF Réseau SNCF G&C

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
État	Partenaire	Financeur Subventions AFIT	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	MOA, Financeur Subventions d'investissement	
Départements des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes-Maritimes	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Métropole Aix Marseille Provence	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Toulon Provence Méditerranée	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Métropole Nice Côte d'Azur	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CC Pays de Grasse	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CA Cannes Pays de Lérins	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CA Sophia Antipolis	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
SNCF Réseau SNCF G&C	Pilote	Pilotage technique du projet	
Société Ligne Nouvelle Provence Côte d'azur	Partenaire	Financeur Porte le financement des collectivités	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°18	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer l'attractivité des PEM
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Études d'aménagement d'un PEM en gare des Arcs-Draguignan
Périmètre	Quartier de la gare des Arcs-Draguignan
Étapes / Public cible / Budget	Les aménagements et la desserte de la gare des Arcs-Draguignan sont marqués par l'omniprésence et l'occupation de la voiture. Les parkings sont saturés, l'espace public immédiat et l'offre de mobilité actuelle ne permette pas d'accéder à la gare de façon satisfaisante aujourd'hui. Une hausse de la fréquentation est à prévoir et les dysfonctionnements observés aujourd'hui vont se renforcer à l'avenir. L'étude permettra d'imaginer la gare de demain pour rendre la gare accessible à ses usagers. L'étude comportera plusieurs volets : • Un diagnostic comportant notamment une étude de stationnement et la préfiguration d'orientations • Une proposition de scénarios d'organisation de l'espace • Un approfondissement du scénario retenu --> programmation. Les étapes du projet sont les suivantes : 4- Publication du marché de prestation intellectuelle (2024) 5- Réalisation de la phase de diagnostic (2024) 6- Choix d'un scénario (2024) 7- Approfondissement d'un des scénarios (2025)
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : une commune engagée dans Petites Villes de Demain, une hausse de la desserte en train Freins : Calendrier électoral (2026)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS

Validation d'un scénario ou non
Fléchage de crédits sur les budgets suivants pour réaliser les aménagements préconisés par l'étude
État d'avancement de l'engagement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Moyens humains et financements	0.25 ETP interne + 60 k€ TTC de bureau d'étude
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Moyens humains et financements	Moyen humain + attente de retour sur subvention
SNCF G&C	Partenaire	Moyens humains	Pour suivre l'étude de DPVa
Commune des Arcs	Partenaire	Moyens humains	Pour suivre l'étude de DPVa
État	Partenaire	Financeur	Dossier de subvention FNADT à monter

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°19	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer l'attractivité des PEM
Référent de la fiche : Céline Simonin, celine.simonin@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Place de la Gare
Périmètre	Gare des Arcs Draguignan, et + si nouvelles opportunités dans d'autres gares du bassin.
Étapes / Public cible / Budget	L'objectif est d'apporter dans les gares de nouveaux services aux voyageurs et aux riverains, de les humaniser, d'améliorer l'expérience en gare et d'amener toujours plus de monde vers le train. Cela se fait par la mise à disposition d'espaces en gare pour des projets porteurs de nouveaux services, et par un travail partenarial avec les collectivités dans ce but. **Étapes :** 1- Chiffrage des travaux nécessaires à la mise à disposition des espaces 2- Recherche de porteurs de projets 3- Définition du
Besoins de pilotage / coordination	Trouver des porteurs de projets (collectivité, acteur économique, association, etc.)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	SNCF G&C

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
SNCF G&C	Pilote	Équipe projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Soutien financier	Financement	
Communes concernées	Partenaire	Relais + groupe de travail	
Porteurs de projets	Partenaire		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°20	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer l'attractivité des PEM
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Renforcement et amélioration du Pôle d'Échange Multimodal de Saint-Raphaël
Périmètre	Commune de Saint-Raphaël
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** Saint-Raphaël possède un véritable pôle d'échanges multimodaux grâce à la liaison immédiate entre sa gare TGV et la gare routière, pour laquelle transite des véhicules du réseau intercommunal et régional. Une gare maritime à proximité, du stationnement vélo ou encore le service de taxis font de ce lieu un espace de transit majeur. **Description :** Près d'1,3M voyages ont été comptabilisés en 2022 pour la gare de Saint-Raphaël Valescure, ce qui en fait une gare extrêmement importante à l'échelle de la Région mais surtout sur la Côte d'Azur. Une part importante de ces voyageurs transite vers la gare routière pour utiliser les transports en commun du réseau Le Bus ou du réseau régional ZOU. **Objectif :** L'objectif est d'améliorer l'accessibilité du site, développer de nouveaux services, faciliter les déplacements grâce à une meilleur signalétique
Besoins de pilotage / coordination	Nombreux acteurs concernés, besoin de faire coïncider les besoins de chacun

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Équipe projet	
Commune St Raphaël	Partenaire	Équipe projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Équipe projet	
SNCF G&C	Partenaire	Propriétaire Équipe projet	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°21	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réalisation d'une aire multimodale le long de la RDN7 à Roquebrune-sur-Argens
Périmètre	Commune de Roquebrune-sur-Argens
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La RDN7 est la porte d'entrée principale du territoire pour les flux en provenance de la Dracénie. Il s'agit d'inciter les automobilistes à déposer leur véhicule en entrée d'agglomération pour utiliser des modes de transport alternatifs. **Objectif :** L'objectif est la création de deux aires multimodales composées d'un parking relais, d'un espace pour covoiturage, de bornes de recharge pour véhicules électriques et de stationnement vélo.
Besoins de pilotage / coordination	Coût des infrastructures, pas d'aides financière dans la réalisation des aires multimodales, difficultés à identifier précisément le dimensionnement des ouvrages

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Maître d'ouvrage	Équipe projet	
Commune de Roquebrune	Partenaire	Mise à disposition du foncier	
Département du Var	Partenaire	Gestionnaire de voirie Permission de travaux / financement	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°22	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réalisation d'une aire multimodale le long de la RDN7 à Puget sur Argens
Périmètre	Commune de Puget sur Argens
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La RDN7 est la porte d'entrée principale du territoire pour les flux en provenance de la Dracénie. Il s'agit d'inciter les automobilistes à déposer leur véhicule en entrée d'agglomération pour utiliser des modes de transport alternatifs. L'emplacement permet de capter également les flux sortant de l'A8. **Description :** Création de d'une aire multimodale composée d'un parking relais, d'un espace pour covoiturage, de bornes de recharge pour véhicules électriques et de stationnement vélo. Aussi, une connexion avec l'échangeur autoroutier et avec les lignes de transports nationales.
Besoins de pilotage / coordination	Coût des infrastructures, pas d'aides financière dans la réalisation des aires multimodales, difficultés à identifier précisément le dimensionnement des ouvrages

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Maître d'ouvrage Équipe projet	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Commune de Puget	Partenaire	Mise à disposition du foncier	
Département du Var	Partenaire	Gestionnaire de voirie Permission de travaux / financement	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°23	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	PEM : Échanges sur les pratiques et connaissances des acteurs
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de créer un groupe afin d'échanger sur les pratiques et connaissances des acteurs en matière de Pôle d'Échange Multimodal. **Étapes :** L'idée est d'organiser 1 à 2 réunions par an à minima.
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an à minima

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH Organisateur	ETP
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
SNCF G&C	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Communes (le cas échéant)	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°24	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Développer l'offre de services solidaires **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Initier une réflexion sur la mutualisation des coûts de services solidaires
Référent(s) de la fiche : Patricia HARINCK, pharinck@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en accessibilité des gares ferroviaires aux PSH et aux PMR
Périmètre	**Bassin : A, B, C, D, E, I, J, K, L, M et N**
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs de l'Ad'AP :** garantir la mise en accessibilité progressive des réseaux de transports publics. La Région a identifié 42 points d'arrêts ferroviaires prioritaires à rendre accessible avant décembre 2024. Le schéma a également un volet routier avec un nombre d'arrêts prioritaires à rendre accessibles d'ici 2027 et qui est suivi par la DTSI **Objectifs du SDAQ :** mettre en cohérence des infrastructures ferroviaires avec le matériel roulant utilisé pour le transport des usagers du train. 35 gares en région nécessitent des travaux d'allongement de quais d'ici 2028. Ces travaux d'allongements s'accompagnent de travaux de rehaussement des quais aux normes PMR et d'une mise en accessibilité partielle de la gare (maintien de la TVP) ou totale de la gare (passerelle avec ascenseurs ou passage souterrain aves rampes) selon les gares (fréquentation, dangerosité…) **Description :** Études et travaux réalisés sous Maîtrise d'ouvrage SNCF Gares & Connexions. • **État d'avancement du SDRA/Ad'AP** - 2023 : 34 gares accessibles sur 42 - 2024 : Briançon et Tende - 2025 : Arles, Cagnes et Villefranche s/Mer - 2026 et + : Miramas, St Laurent du Var, La Trinité Date de fin de l'ADAP fixé au 4 décembre 2024 puis demande de dérogation au préfet pour finalisation • **État d'avancement du SDAQ** - Études en cours : Bedarrides, Courthézon, Cuers, Lamanon, Le Thor, Mandelieu, Meyrargues, Montfavet, Morières-Lès-Avignon, Puget, Saint-Chamas, Saint-Saturnin, Sénas, Solliès-Pont - Travaux en cours : La Garde, Cassis Date de fin du SDAQ fixé à 2028 et qui sera décalé à 2035
Besoins de pilotage / coordination	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financeur principal	
État	Co-pilote		
SNCF Gares & connexions	Partenaire	Maîtrise d'ouvrage et co-financeur	
Collectivités	Partenaire	Partenaire financier et co-financeur si possible	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°L25	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : KL Nathalie PEINADO npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaborer un plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire (PAMS)
Périmètre	Bassins K et L
Étapes / Public cible / Budget	**Type :** Plan d'action pour faciliter la mobilité du quotidien des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale ainsi que des personnes en situation de handicap comprenant notamment les aides financières individuelles liées à la mobilité **Description :** - mobilisation et coordination des acteurs locaux - diagnostic - définition des stratégies et enjeux - élaboration du plan d'action pour l'accompagnement des publics cible (gouvernance par action) **Étapes :** 1 - 2025/2026 - Mobilisation des acteurs, recensement des besoins, des actions existantes et nécessaires, co construction d'un plan si possible avec un soutien en ingénierie avec recherche de financement2 - 2027 Adoption du plan par les pilotes et les AOM 2 - 2027 - Mise en œuvre des plans d'actions notamment mise en ligne sur les sites des AOM et de la Région Sud des aides individuelles à la mobilité
Besoins de pilotage / coordination	**Co pilotage :** Région Sud et Départements concernés **Co construction** avec les AOM du bassin et les EPCI non AOM, les acteurs institutionnel de l'insertion et de l'emploi, les acteurs associatifs

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteurs en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Départements

INDICATEURS
Avancement du PAMS État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet, co animateur des groupes de travail avec les contributeurs, mise en ligne sur site zou.maregionsud.fr des aides individuelles liées à la mobilité	Temps RH, Animation réseau des contributeurs,
Départements volontaires	Pilote	Équipe projet, co animateur des groupes de travail Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH. animation réseau des contributeurs
Départements	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH
Métropole / Communauté d'agglomération du bassin	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information	Temps RH + mise à disposition des informations sur les aides individuelles sur le site mobilité de l'AOM
Communauté de communes exerçant sa compétence AOM	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information	Temps RH + mise à disposition des informations sur les aides individuelles sur le site mobilité de l'AOM
Communauté de communes non AOM ou n'exerçant pas cette compétence	Partenaire	Partage d'information	Informations sur les dispositifs intercommunaux existants ou en projet, relais d'information après approbation du PAMS
Communes (cas échéant)	Partenaire	Partage d'information	Informations sur les dispositifs intercommunaux existants ou en projet, relais d'information après approbation du PAMS
France Travail	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants
CAF / MSA / CPAM / CARSAT	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

État (DDETS, ANCT,…)	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants
Associations de la mobilité solidaire, d'insertion, d'inclusion	Partenaire	Communication/prestations	Temps RH

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°26	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Développer l'offre de services solidaires **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Autre objectif
Référent de la fiche : Samuel BERTRANDY, s.bertrandy@cc-paysdefayence.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Autopartage rural et 100 % électrique
Périmètre	EPCI Pays de Fayence
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** Saturation de l'axe routier principal, en particulier aux heures des mouvements pendulaires. - Enjeu de réduction du nombre de véhicules sur le territoire et de réduction des rejets de GES. - Volonté des élus, à la suite de la prise de compétence AOM (juin 2021) d'offrir à la population un bouquet de services de mobilité alternatifs à la voiture individuelle et à l'autosolisme. **Description :** Le service est le suivant : • Service d'autopartage en boucle. • 15 véhicules 100 % électriques, de marque française et assemblés en France. • Répartis sur 7 communes : 9 VL, 5 utilitaires et un van 9 places. • Entretien, assurance et supervision des véhicules assurés par l'opérateur (Agilauto Partage), grâce à une salariée recrutée sur le territoire, qui assure également l'accompagnement des clients et la promotion du service. • Tarifs : 8h = 49€, 4h = 35€, 1h = 12,60 €, rechargement électrique compris. • Service ouvert de 5h à 23h, 7/7 • Support client 24/7. La solution est opérationnelle depuis le dernier trimestre 2023, en phase expérimentale. La prochaine étape est la mise en œuvre d'une délégation de service public pour pérenniser la solution. **Étapes :** 8- Jalon 1 (dernier trimestre 2024) : publication de la DSP 9- Jalon 2 (1er semestre 2025) : attribution de la DSP. 10- Jalon 3 (2025-2031) : exploitation de la DSP
Besoins de pilotage / coordination	Mise en œuvre qui concerne 3 compétences différentes, assumées par 2, voire 3 collectivités ou établissements publics : AOM(EPCI), IRVE (communes, voire syndicat) et stationnement sur le domaine public. Principales difficultés : attribution d'emplacements de stationnement dédiés et installation des bornes de recharge électrique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Pays de Fayence

INDICATEURS

Nombre total d'utilisateurs (par jour, par mois et par an).
Nombre moyen d'utilisateurs par véhicule (par jour, par mois et par an).
Nombre total de kilomètres parcourus + Nombre de kilomètres parcourus par véhicule.
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Pays de Fayence	Pilote	Pilotage et financement	600 € HT/mois/véhicule
7 communes sur les 9 de l'EPCI équipées de véhicules	Partenaire	IRVE + stationnement Attribution des emplacements de stationnement + travaux préparatoires à l'installation des bornes de recharge électrique.	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°29	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)
Référent de la fiche : Rémi BARLET, rbarlet@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo" et du Parcours Cyclable du Littoral
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Cette action porte sur les deux itinéraires cyclables et leurs extensions : • poursuivre l'aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo", • finaliser l'aménagement du parcours cyclable du littoral, • définir des itinéraires préférentiels de jonction entre les deux itinéraires, avec les autres départements, avec les autres itinéraires locaux. Les aménagements peuvent être réalisés par les communes ou les EPCI, avec un soutien financier du Département. Dans cette action figure une douzaine d'opérations (part exclusivement cycles à déterminer supérieure à 20 M€) Études déjà réalisées pour les tronçons dont les travaux viennent de démarrer. Études en cours (au stade faisabilité ou AVP ou PRO) pour les tronçons dont la réalisation se fera à court terme Études à venir pour certaines dernières sections
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS

Longueur d'aménagements cyclables réalisés sur les 2 itinéraires
État d'avancement de l'engagement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Équipe projet	
Communes ou ECPI ou Métropole	Partenaires		Sur certaines sections urbaines des parcours, par convention

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°30	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)
Référent de la fiche : Véronique FRANKE, vfranke@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Implanter du stationnement cyclable sur les sites recevant du public et les sites culturels départementaux
Périmètre	Département
Étapes / Public cible / Budget	L'objectif est de développer la pratique de la mobilité douce notamment en proposant du stationnement cyclable près des sites recevant du public : implantation d'un mobilier de stationnement sécuritaire (arceau permettant d'attacher un point du cadre) pour un usage de courte durée (1h-2h), réalisé sur les sites départementaux accueillant du public et les sites culturels départementaux (musées...), si cela est jugé opportun. **Étapes :** 1- Recenser les sites (2024) 2- Établir liste de critères pour sélection des sites (2025) 3- Cahier des charges pour le matériel à implanter (2025)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
Nombre de sites implantés en stationnement cyclables, Nombre de stationnements État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Financement	
Communes	Partenaires	Co-financement / Coordination	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°31	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)
Référent(s) de la fiche : Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement de stationnements vélo sécurisés en gare
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Pose d'abris sécurisés, avec de services associés (équipements de plus de 12 places) : bornes VAE, casiers, station de gonflage/réparation - Accès gratuit **Public cible :** Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude, motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme …
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** lors des échanges avec les EPCI/Communes, les amener à réaliser la voirie ou le jalonnement en interface avec les équipements.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Initiateur Pilote Co maîtrise d'ouvrage	Financement investissement Financement fonctionnement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

SNCF G&C	Partenaire	Maître d'ouvrage : et/ou propriétaire foncier Gestionnaire de la gare Exploitant des équipements	
État	Partenaire	Financement	Via le plan de relance : participation à l'investissement des gares imposées par la LOM
Métropole	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier	
Communauté d'agglomération / communes	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier	
Communes	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier Autorisations de travaux	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°32	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)
Référent(s) de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), schignard@maregionsud.fr; Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr; Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), rdorne@maregionsud.fr; Isabelle DECORY (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), idecory@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Financement des projets aménagements cyclables servant la mobilité du quotidien
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** Développer les pratiques de vélo pour la mobilité du quotidien par le maillage cyclable autour d'équipements sous gestion régionale (gares, lycées) mais également des équipements et pôles structurants. **Description :** Financement des études, travaux et équipements de ces projets d'aménagements cyclables https://www.maregionsud.fr/vos-aides/detail/amenagements-cyclables-le-sud-a-velo **Public cible :** - Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude - Usagers pour les motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme…
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunité :** financement régional inscrit au CPER 15 M€ jusqu'en 2027

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement	
État	Partenaire	Financement	Via AAP Continuités cyclables si critères identiques
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo Et/ou propriétaire foncier	
Métropole	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM Et/ou propriétaire foncier	
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/Ou établit SD vélo ou PDM Et/ou propriétaire foncier	
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou propriétaire foncier	
Syndicat d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou propriétaire foncier	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

	Commune	Points d'intérêts identifiés	Argumentaire
1	Salernes	Les ZAE - Ecole - La Muie - Musée Terra Rossa	
2	Flayosc	PEM identifié dans PDMS - Stade - Ecole	
3	Lorgues	Collège-lycée + zones commerciales entrée/sortie de ville + piscine + les 2 stades + écoles	
4	Draguignan	Centre Hospitalier de la Dracénie + écoles + lycées + collèges + Ecoles militaires de Draguignan + 4e RMAT + ZA St-Hermentaire et Pont de Lorgues + campus connecté + fac de droit + Médiathèque communautaire + gare routière + stades et gymnases + piscines + Les ZAE	
5	Figanières	Ecole + Collège + nœud routier/EV8	
6	Trans-en-Provence	Ecole + stade + Boulevard commercial de la Dracénie	
7	Les Arcs	Parc logistique des Bréguières + gare SNCF + Collège + CFA + ZA du Pont Rout + ZA des 4 chemins + base de loisirs	
8	Vidauban	ZAE boulevard commercial +école + collège + halte ferroviaire + piscine	
9	La Bouverie	Relier le village de la Bouverie à ???	
10	Le Muy	Les ZAE + école + collège + lycée + base nautique + campings + Stade-gymnase	
11	Puget sur Argens	Relier les 2 communes ?	Relier Puget à Fréjus par l'itinéraire alternatif à la RDN7 + RDN7 ; de l'autre côté assurer la continuité cyclable jusqu'à Roquebrune-sur-Argens. Financement communal sauf tracé alternatif RDN7
12	Saint Raphaël	RD100 + 2 collèges + 1 groupe privé hôpital	OK pour RD100. Permet de résoudre une discontinuité importante qui dessert le collège Léotard de Fréjus, le collège A. KARR de Saint-Raphaël, le Palais des Sports, des zones d'activité et plus largement Agay. Fiche projet déposée dans le cadre du CRET, en attente de décision.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

13	Saint Raphaël	Promenade des Bains	Relie Fréjus à Saint-Raphaël par le bord de mer. Financement Agglo car voie vélos + TCSP
14	Saint Raphaël	Relier Saint Raphaël à Agay	A ce jour, aucune action sur ce sujet mais pertinent.
15	Sainte Maxime	Collège	
16	Cogolin	3 ZAE	
17	Grimaud	Carrefour de la Foux	
18	Saint Tropez	Gare routière + Collège	
19		Hôpital + Collège + Lycée	
20			
21	+ Liste des collèges du Plan Vélo Var à fournir		
22			
23	Fréjus	RD37	Permet de relier Frjus centre à l'échangeur autoroutier du Capitou + ZAE. Itinéraire de la V65, attente arbitrage Département pour prise en charge voie verte
24	Fréjus	RD4	Permet de relier le uartier de Caïs au centre-ville. Projet de groupe scolaire dans le secteur et ZAE existantes. Financmenent Ville
25	Fréjus / Roquebrune-sur-Argens	RD8	Dessert de nombreux camping, voie dangereuse car étroite et fréquentée par des poids louds (carrières etc.). Aucun projet actuellement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°34	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : David HACHE, dhache@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Créer de nouveaux circuits cyclables diversifiés
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Pour toucher d'autres publics, et en particulier un public familial, la diversification des circuits avec des itinéraires courts, à faible dénivelé et sécurisés (soit par les aménagements soit par la faiblesse du trafic routier) pourra être développée.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS

Nombre de circuits créés
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Validation des circuits proposés	
Fédération du cyclotourisme	Partenaire		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°35	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Autre objectif
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un itinéraire cyclable partagé avec des navettes électriques sur la Promenade des Bains entre Fréjus et Saint-Raphaël
Périmètre	Communes de Fréjus et Saint-Raphaël
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** Il est envisagé la création d'un Transport en Commun sur Site Propre (TCSP) partagé avec vélos sur le front de mer entre les villes de Saint-Raphaël et Fréjus **Objectif :** Réduire la part d'autosolistes, réduire la congestion routière, réduire les émissions de GES, améliorer la qualité de l'air, développer l'intermodalité, améliorer la fluidité du trafic, apaiser les centres-villes de Fréjus et Saint-Raphaël notamment, sécuriser les déplacements à vélo **Description :** Le tracé total de la ligne représente 3 610 m en site propre et 1 200 m en voie partagée en raison de contraintes foncières et urbaines, soit 4 810 m au total. La mise en œuvre d'une voie dédiée de 5,5 m de large, bidirectionnelle limitée à 25 km/h regroupant cycles et navettes de moyenne capacité (20/25 personnes) va permettre de développer un concept de TSCP écologique et inédit.
Besoins de pilotage / coordination	Coût des infrastructures, pas d'aides financière dans la réalisation des aires multimodales, difficultés à identifier précisément le dimensionnement des ouvrages

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Maître d'ouvrage Équipe projet	
Commune St Raphaël	Partenaire	Équipe projet	
Commune de Fréjus	Partenaire	Équipe projet	
Département du Var	Partenaire	Gestionnaire de voirie Permission de travaux / financement	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°36	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un itinéraire cyclable « Collège André Léotard Fréjus – Espace Oméga Saint-Raphaël »
Périmètre	Communes de Fréjus et Saint-Raphaël
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La RD100 est un axe structurant traversant Fréjus et Saint-Raphaël d'Est en Ouest et desservant de nombreux pôles générateurs de déplacements (établissements scolaires, commerces, zones d'activités, quartiers résidentiels). **Description :** Il est envisagé la création d'un itinéraire cyclable (voie verte) connectant le collège Léotard de Fréjus jusqu'à l'Espace Oméga de Saint-Raphaël, afin de traiter une discontinuité d'aménagement le long de la RD100. Cet itinéraire portant sur un linéaire de 3 km environ présente l'avantage de desservir le collège André Léotard de Fréjus, des zones d'activités, des zones d'habitation denses, le siège social d'Estérel Côte d'Azur Agglomération et des équipements sportifs importants. Ce projet s'inscrit dans le Schéma Directeur Vélo de l'Agglomération.
Besoins de pilotage / coordination	Coût des infrastructures élevés, voie utilisée pour du transport exceptionnel (largeur à maintenir)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Équipe projet	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Commune St Raphaël	Partenaire	Équipe projet	
Commune de Fréjus	Partenaire	Équipe projet	
Département du Var	Partenaire	Permission de travaux / financement	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°37	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Ségolène CHIGNARD, schignard@maregionsud.fr, DGTMGE-DIGE-SGE	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Constituer une base de données vélo régionale publiée dans OSM et la plateforme régionale « Connaissance du territoire » et pérenniser la mise à jour des données
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N (Pour les données du périmètre Occitanie et AURA, sous réserve qu'elles soient publiées sur OSM par un ou des contributeurs des régions Occitanie et AURA)

Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :**
	- Mise en place par DCOPT-SCOT et DIGE-SGE d'une Base de Données vélo sur OSM complète et qualifiée à l'échelle régionale :
	  ○ Appel à un prestataire pour analyse de la qualité,
	  ○ Association des collectivités,
	  ○ Formation à OSM et animation des "cartoparties" pour obtenir une BD OSM complète et maintenue par des référents identifiés dans les Collectivités, DDT(M), associations …
	
	Description :
	- Choix du prestataire
	- Estimation de la qualité de la cartographie OSM en région
	- Identification des collectivités et autres contributeurs pour les mobiliser et les former
	- Collecte de la donnée, traitement de la donnée, intégration des données et compléments des attributs dans OSM
	- Pour les continuités de l'EV8 et rabattement vers les pôles d'échange
	
	Étapes :
	- Juillet 2024 : démarrage de la mission
	- Septembre 2024 : lancement de la démarche via une réunion en visio avec les contributeurs majeurs
	- Été 2025 (1 an) : complétude et qualification de la BD + formations (12) + cartoparties (6) pour contributions et création d'événements pour communication de la démarche
	- Jusqu'à mi 2026 (1 an) : maintenance
	- A partir de septembre 2026 : autonomie de la Région et des partenaires pour actualisation d'OSM

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Besoins de pilotage / coordination	Financement DIGE Animation SCOT (expertise métier et expérience sur autres thèmes) et SGE (expression du besoin et des finalités)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement Et animateur des groupes de travail avec les contributeurs	Animation réseau des contributeurs, extractions d'indicateurs, transfert sur la plateforme "connaissance du territoire …
Immergis	Partenaire	Prestataire Maître d'œuvre de la mission	Collecte, animation, complétude, qualification, estimation de la qualité de la donnée vélo, publication sur OSM, maintenance 1 an
Départements sur le périmètre de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Contributeur Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Départements hors périmètre de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ayant des communes dans le bassin	Partenaire	Contributeur Fournit de la donnée SIG	Collecte et qualification de la donnée vélo sur les communes hors Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Temps RH pour constituer et alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Métropoles	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Communautés d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communautés de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Fournit de la donnée SIG	Fourniture à niveau supra
Syndicats d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Fournit de la donnée SIG	Fourniture à niveau supra
DDT	Partenaire	Partage de données et contributeur éventuel	
IGN	Partenaire	Partage de données et MAJ BDD Topo	
ASSOCIATIONS	Partenaire	Organisateur ou animateur ou contributeur	Pour les cartoparties et ensuite éventuellement en phase MAJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°38	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), schignard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour les itinéraires véloroutes
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional grâce aux : - Financement des itinéraires inscrits au Schéma régional des véloroutes + des rabattements (rayon 5 km entre Itinéraire et PEM) - Animations pour certains itinéraires **Description :** - Financement études, acquisitions foncières, travaux et équipements des sections d'itinéraires du SRV - *https://www.maregionsud.fr/vos-aides/detail/cadre-dintervention-pour-la-realisation-du-schema-regional-des-veloroutes-de-provence-alpes-cote-dazur*
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** financements régional et national inscrits au CPER **Pilotage** *:* Ségolène Chignard schignard@maregionsud.fr : départements 06,83 et itinéraires suivis en totalité EV8 et V65, V. des Pignes en 06 Marine Dolle mdolle@maregionsud.fr : départements 04,05 et itinéraires suivis en totalité V64 et Durance à vélo, V. des Pignes en 04 Rémi Dorne rdorne@maregionsud.fr : département 84 et itinéraires : EV17 et Autour du Luberon, via Venaissia Isabelle Decory idecory@maregionsud.fr : département 13

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement Ou animateur itinéraire Vote SRV	
État	Partenaire	Financement	
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Métropole	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Syndicat d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°39	**BASSIN :** K et L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs
Référent de la fiche :	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Recensement de toutes les aides et moyens de financement possibles
Périmètre	Bassins K et L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de connaitre toutes les aides, tous les moyens de financement possibles existants sur la thématique du vélo. Ce travail a déjà été en partie réalisé par le Région. **Étapes :** 1. Récupérer les informations sur les aides Européennes, nationales et régionales (en attente des résultats du travail réalisé par la Région) 2. Récupérer la liste des aides départementales, intercommunales et communales 3. Organiser une réunion de présentation 2025
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP Partage d'information
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

			Partage d'information (dispositifs Département)
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°40	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Groupe d'échange sur les modalités de gouvernance des projets vélo
Périmètre	Tous bassins
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - L'objectif est de créer un groupe d'échange sur les modalités de gouvernance des projets vélo. Les prérequis sont la confidentialité, l'assiduité, la possibilité d'échanger en distanciel - Aide à la création d'un schéma vélo par le retour d'expérience des EPCI l'ayant déjà mis en place sur : la consultation d'un bureau d'étude, les plans de l'étude, les livrables, les points de difficulté et les partenaires possibles. **Étapes :** 1. Recensement 2. Organisation d'une réunion 1 à 2 fois par an pour échanger
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an à minima

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (pour le lancement) puis EPCI/Département

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP Lancement de l'action
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP Démarche mutualisée

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP
Communes (le cas échéant)	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°41	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Développer l'offre de services associés au vélo (location, entretien)
Référent de la fiche : Florent FERRUCCI	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Favoriser le développement d'activités liées au cyclable (location, réparation)
Périmètre	Bassins de mobilité K et L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de favoriser le développement d'activités liées au cyclable en prenant l'exemple de San Remo. Un benchmark permettra de déterminer quelles sont les conditions de l'émergence ou de l'installation de ces activités, quels sont les schémas économiques simples pour les collectivités… Ces activités sont en bordure grands axes EV/PCL et boucles locales/points touristiques, avec une notion de saisonnalité. **Étapes :** 1. Réaliser un benchmark : méthode, diffusion (2025) 2. Mobiliser Economie/tourisme 3. Guide procédure/méthode
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var Comité Régional du Tourisme (Service Tourisme de la région en convention avec)

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP
Comité Régional du Tourisme	Pilote	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°42	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables
Référent de la fiche : Rémi BARLET, rbarlet@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place d'un groupe de travail sur la mise en œuvre du JALRIC
Périmètre	Région ou Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est la mise en place d'un groupe de travail concernant la mise en œuvre du JALRIC (JALonnement des Réseaux et Itinéraires Cyclables) **Étapes :** 1. Ateliers de présentation du JALRIC (visio, présentiel) 2. Mise en œuvre d'un document commun (forme à définir : charte, doctrine, CCTP) et définition des conditions de financement 3. Travail sur la SIL (signalétique d'intérêt local), notamment sur les haltes vélo
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP
État (DDTM ?)	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°43	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du schéma vélo de DPVa
Périmètre	Dracénie Provence Verdon agglomération
Étapes / Public cible / Budget	Le territoire s'est doté d'un plan vélo en décembre 2021 afin de promouvoir ce mode de déplacement. Parmi les 13 actions du schéma 6 sont en cours de mise en œuvre : • Créer des aménagements cyclables notamment via la Vigne à vélo • Créer du stationnement vélo • Remettre en place la prime vélo • Proposer un service de location de vélo • Promouvoir le Savoir Rouler A Vélo (SRAV) • Organiser des évènements et communiquer Les étapes du projet sont les suivantes : 11- Installation d'une consigne à vélo en gare routière de Draguignan / Implantation d'arceaux vélos dans les communes / Mise en place d'une prime vélo / Organisation d'événements sur le vélo / Promotion du SRAV / Installation d'un service de location de vélo en libre-service par un opérateur privé (free-floating) 12- Continuer la prime vélo / Organisation d'événements sur le vélo / Promotion du SRAV 13- Continuer la prime vélo / Organisation d'événements sur le vélo / Promotion du SRAV
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : - Une ville-centre moteur (Draguignan) - Des projets communaux Freins : Manque de budget et de moyens humains pour développer les autres actions du schéma vélo.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

INDICATEURS
Nombre de places de stationnement créées
Nombre de primes distribuées
Nombre de personnes sensibilisées durant les événements et le SRAV
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	MO pour les actions décrites Moyens humains et financements	0.15 ETP / 50 400€ TTC d'investissement et 27 960€ TTC de fonctionnement en 2024
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement	40 k€ HT sur le stationnement vélo pour DPVa
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Moyens humains et financements	Mise en œuvre du SRAV dans leurs écoles ou centre d'accueil de mineurs. Coût et RH inconnu Création d'aménagements cyclables autres que la Vigne à vélo Coût et RH inconnu

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°45	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable
Référent de la fiche : Michel RADISSON, mradisson@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Animation et valorisation de la pratique du vélo auprès des collégiens
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Des actions sont déjà réalisées auprès des collégiens pour les sensibiliser à la pratique du vélo et à la sécurité routière. Le Département participe (en lien avec la Maison de la sécurité routière du Var) au financement, à l'organisation et à l'animation du challenge inter collèges qui a lieu chaque année.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS

Nombre de collèges participant au challenge inter collèges
Mise en place du Savoir Rouler à vélo
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Éducation Nationale	Partenaire	Collèges participants au challenge.	Challenge sur la culture de la sécurité routière globale et entre autre sur l'utilisation du vélo
Maison de la Sécurité routière du Var - Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Animation Moyens matériels et co-animateurs	Co-animation d'ateliers de sécurité routière notamment 1 sur le vélo

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°46	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinées
Référent(s) de la fiche : Miren AGUER – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - DTRI/SMI, maguer@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Tarification régionale des transports, mise en œuvre et communication partenariale
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Mise en œuvre stratégie régionale, actions complémentaires à des évolution d'offre, expérimentations ou partenariats avec pour objectifs : - Mise en œuvre d'une gamme tarifaire régionale simplifiée et unique - Développement de la tarification multimodale intégrée interAOM pour faciliter l'intermodalité et la mobilité par les transports publics sur un bassin de déplacements - Incitation au report modal vers les transports publics, en accompagnement d'une offre de transport attractive pour les trajets du quotidien comme pour les trajets occasionnels - Accompagnement à la mobilité des foyers à revenu modeste, développement d'une mobilité solidaire - Préservation des recettes régionales - Coordination avec les autres acteurs de la mobilité, y compris en termes d'information des évolutions tarifaires **Étapes :** • Réalisé : - Nouvelle gamme tarifaire régionale : 2023 (PZE en 2019) avec tarifs solidaires et minigroupes - Pass Intégral :2018 - Pass Sud Azur : 2020 - TER + urbain • Expérimentations : - Tarif Pic de pollution - Pass Journée TER - Tarifs zone peu dense • Projets : - Pass Var et Vaucluse - Déclinaisons des pass multimodaux existants Composante communication partenariale : envois systématiques de présentations informatives sur les modifications/adaptations tarifaires aux AOM du bassin sur chacun des bassins de mobilité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** la Région anime un groupe de travail interAOM pour réunir les bonnes conditions de mise en œuvre de l'interopérabilité

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	Chargé de mission tarifaire, chargé de mission billettique, AMO, équipe AMT
AOMD	Partenaire	Cofinancement ; Partage d'information et de données ; Co-analyse et proposition	Mise à disposition de données, avis, mise à niveau des systèmes de distribution, financement, délibération
Région de France	Partenaire	Partage d'information et d'analyse	
Exploitants, billeticiens (SIBR et autres)	Partenaire	Mise à disposition données ; Réalisation des développements et des recettes	Transmission bases de données vente/validation ; Réalisation des développements techniques sur les systèmes ; Recettes interopérables
Entreprises	Partenaire	Réalisation des études d'impacts ; Répartition des recettes entre bénéficiaires	Rapports d'études ; Mise à disposition de modèles ; États des reversements de recettes
Associations, organismes publics	Partenaire	Information	Consultation COPART avant mise en œuvre ; Promotion tarification régionale auprès de leur public.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°47	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinées
Référent(s) de la fiche : Miren AGUER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), maguer@maregionsud.fr ; Karen POGGI, kpoggi@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre d'un système d'information et de billettique régional (SIBR)
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Mettre en place un système d'information et de billettique Régional unique contribuant à un parcours usagers fluide de la recherche d'itinéraire à la réclamation via l'acte d'achat et de validation. - Système évolutif et moderne, adapté à tous. - Système permettant à la Région de maitriser ses dépenses, mettre en œuvre sa stratégie de distribution, disposer de la donnée, s'interfacer avec les systèmes partenaires. Il comprendra : - Fourniture des équipements de distribution, validation et de contrôle pour tous les opérateurs de transport régionaux - Calculateurs d'itinéraires multimodaux - Information théorique et temps réel - Système de réservation, vente, validation, contrôle - Référentiels tarifaires, topologie, usagers - Système gestion de recettes - Système de vente par/pour des tiers - Relation usagers : instruction, délivrance, incidents, etc **Étapes :** - **Jalon 0 :** Construction du système en évolution - **Jalon 1 :** 2ème semestre 2025 - mise en service des canaux digitaux (application ZOU et site ZOU! pour la distribution et ventes des titres régionaux) - **Jalon 2 :** 1er semestre 2026 - mise en service des points de vente ZOU! et distributeurs automatiques de billets pour la distribution et ventes des titres régionaux et diffusion de l'information voyageurs sur les canaux digitaux (application ZOU et site ZOU!) - **Jalon 3** : à partir du 2ème trimestre 2026 jusqu'en 2028 - évolution du système (ex : open paiement sur le réseau régional et interface avec les plateformes de covoiturage)
Besoins de pilotage / coordination	Continuité de service à assurer.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

	Obligations premières : assurer la bascule pour les transports régionaux pour garantir la distribution (information, vente, validation, contrôle, gestion des recettes)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Mise en œuvre et suivi	
Entreprise SMT (Sud Mobilités Technologies)	Partenaire	Délégataire - Exploitant	
Tiers vendeurs	Partenaire	Agence de voyage - Utilisateur	
AOM	Partenaire	Interfaçage	La mise en œuvre d'interfaces compatibles par les AOM sera nécessaire pour que le SIBR puisse réaliser l'information voyageur et distribuer les titres réseaux de transport des AOM locales
Exploitants transports régionaux	Partenaire	Utilisateurs	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°48	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Cécile FERRER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), cferrer@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Animer la Charte d'accessibilité des réseaux de transports ZOU!
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Créer un cadre d'échange et de travail innovant et dynamique entre les associations et la Région. **Animation de cette Charte :** - Organisation de cotecs et copil (en présence d'élus régionaux), - Prioriser les points à travailler relevant des 9 engagements de la Charte, - Coordonner les services régionaux (DGTMGE) participant aux travaux du Cotec, - Garantir l'écoute due aux associations, et la prise en compte de leurs besoins. **Public cible :** - Toutes les personnes qui ne peuvent voyager dans les trains et cars régionaux en toute autonomie et sans adaptations particulières. - PMR - PSH - Personnes en perte d'autonomie.
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** élargissement du nombre des associations qui pourraient rejoindre le Collectif de manière à couvrir le plus de handicaps / publics cibles possibles.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

INDICATEURS
Nombre d'engagements pris par la Région et le Collectif menés à bien État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTSI DIGE DTRI : une dizaine de personnes mobilisées épisodiquement
Collectif d'associations	Pilote	Initiateur Co-pilote	7 associations au démarrage sur tout le territoire : APF France Handicap, Unapei Paca Corse, AFM Telethon, Parcours handicap 13, T21somie Alpes Maritimes, Surdi 13 et Alpes Regards 05.
SNCF Voyageurs, autres transporteurs ferroviaires et transporteurs routier	Partenaire	Expertise	L'expertise transporteur peut être sollicitée pour confirmer la faisabilité des thèmes travaillés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°49	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Éric AUGIER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), eaugier@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mutualisation de la donnée mobilité région/territoires pour diffuser de l'information voyageur multimodale/multiréseaux
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1. Désignation d'un référent par EPCI (AOM et non AOM) 2. Mise en place de rencontres à minima semestrielles 3. Recenser les besoins (noms d'arrêts communs, accords de diffusion données réciproques, format données, etc.) et moyens (outils et RH) par EPCI 4. Identifier les solidarités territoriales et les contributions de mutualisation (bassin ou interbassin) 5. Conventionnement (rédaction, délibération) entre territoires 6. Conventionnement région / territoires données
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Département	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Métropole	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Communauté de communes	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°50	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Nathalie PEINADO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), npeinado@maregionsud.fr ; Fabrice BARRELLI, fbarrelli@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Porter une réflexion à l'échelle de l'ensemble des AO pour mutualiser les points de distribution/en faire des points multi-opérateur. Favoriser l'accès à l'information et aux services de mobilité par un accompagnement via les Maisons France Services ou autres structures
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** La Région et la plupart des autorités organisatrices ont mis en place des ventes dématérialisées des titres de transport. Le nombre des points de vente physique a décru. Outre le sentiment croissant d'éloignement/disparition des services publics, ce manque de contact direct avec les usagers fait disparaître l'accompagnement à l'achat (distinct du conseil en mobilité). L'achat dématérialisé peut paraître compliqué pour certains publics et rend parfois les tarifs adaptés inaccessibles (pas de vente à bord des abonnements ZOU par ex). Le but d'un éventuel partenariat entre AO/ et/ou avec les maisons France Services est de favoriser l'interaction humaine dans la distribution des titres et de mutualiser les efforts à y consentir (en utilisant les interfaces billettiques distinctes des AO existant à date, avec la également la perspective du SIBR qui pourrait permettre la vente multiopérateur). Partenariats à monter avec les AO/les EPCI-Communes en liens avec les Maisons France Services Positionner des référents SRT en formateurs/conseils Formations croisées pour la vente multi opérateurs **Étapes :** **Jalon 0 :** Construction du système en évolution **Jalon 1 :** 2ème semestre 2025 - mise en service des canaux digitaux (application ZOU et site ZOU! pour la distribution et ventes des titres régionaux) **Jalon 2 :** 1er semestre 2026 - mise en service des points de vente ZOU! et distributeurs automatiques de billets pour la distribution et ventes des titres régionaux et diffusion de l'information voyageurs sur les canaux digitaux (application ZOU et site ZOU!)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

	Jalon 3 : à partir du 2ème trimestre 2026 jusqu'en 2028 - évolution du système (ex : open paiement sur le réseau régional et interface avec les plateformes de covoiturage)
Besoins de pilotage / coordination	Validations régionales Accords réciproques

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Mise en œuvre et suivi	
Maisons France Services	Partenaire		
EPCI/communes coordonnateurs	Partenaire		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°51	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Multiples objectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Bruno BAUDOIN, bruno.baudoin@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Transition de la motorisation de la flotte des véhicules du réseau Ted Bus (en régie)
Périmètre	Réseau INTERNE ville de Draguignan
Étapes / Public cible / Budget	Objectifs de verdissement de la flotte en lien avec le PCAET. Acquisition de véhicules des groupes 1, 1bis et 2 en remplacement de véhicules diesel anciens. Les étapes du projet sont les suivantes : 1- choix motorisation 2- procédure d'achat
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Maître d'ouvrage Moyens humains et financement	
État	Partenaire	Financement	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°52	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Multiples objectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Jean-Christophe VIEU, jean-christophe.vieu@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement d'installations photovoltaïques dans les gares
Périmètre	Parkings ou bâtiments voyageurs dans les gares
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Identifier du foncier ou du bâti Gares & Connexion qui pourrait être disponibilisé pour des installations de panneaux photovoltaïques. **Étapes :** 1- Identification des gares 2- Montage de l'opération 3- Réalisation de l'opération
Besoins de pilotage / coordination	1ers freins identifiés : - la disponibilité foncière Gares& Connexions - la végétalisation du foncier concerné - l'acceptabilité selon critères des architectes des bâtiments de France (ABF)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

Dates de mise en service des installations
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (projet régional)	Pilote	Financement/Choix des gares	
SNCF G&C (projet régional)	Partenaire	Maître d'ouvrage / Mise en œuvre	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°53	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement d'une application pour le covoiturage du quotidien et mise en place d'une campagne d'incitation financière
Périmètre	Estérel Côte d'Azur Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** D'après le Plan de Déplacements Urbains, 81% des conducteurs sont seuls dans leur voiture. Ce comportement engendre une congestion routière de plus en plus importante, d'autant plus que le territoire est marqué par un flux touristique pouvant tripler la population en période estivale. **Description :** Le covoiturage du quotidien est une solution immédiate pour réduire le nombre de voitures sur les routes. Afin de faciliter la rencontre entre l'offre et la demande, Estérel Côte d'Azur Agglomération s'appuie sur l'expertise de Klaxit (BlablaCar Daily) pour déployer une application smartphone. La Communauté d'Agglomération incite également les administrés en prenant en charge le coût des trajets pour les passagers tout en maintenant le défraiement des conducteurs.
Besoins de pilotage / coordination	Accompagnement au changement de comportement, besoin de créer des aires de stationnement aux portes d'entrée du territoire

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
Nombre d'inscrits sur l'application
Nombre d'inscrits ayant réalisé au moins un voyage
Montant de l'incitation financière dépensée
État d'avancement de l'engagement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Financeur Équipe projet	40 k€ (application) + 20 k€ (incitation financière)
Klaxit	Partenaire	Prestataire Déploiement application, versement de l'incitation financière	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°54	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin
Référent de la fiche : Samuel BERTRANDY, s.bertrandy@cc-paysdefayence.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mutualisation des coûts liés à la plateforme de covoiturage et au dispositif d'incitation financière
Périmètre	Bassin de mobilité L et bassin de mobilité M&N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de mutualiser les coûts liés à la plateforme de covoiturage et au dispositif d'incitation financière. **Étapes :** 1. Partager les informations tarifaires (ainsi que dispositifs incitatifs) entre intercommunalités utilisatrices du service et se mettre d'accord sur les règles d'incitatifs financiers (départ et/ou destination du covoiturage) (2025-2026) 2. Négocier avec le fournisseur de solution pour faire baisser les coûts. En parallèle, identifier et mettre en avant dans le logiciel les PEM (visibilité sur espace public) (2025-2026)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 2 à 3 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération Département Alpes-Maritimes en appui

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	Partage des informations tarifaires et des utilisateurs (départ et arrivées)
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP Partage des informations tarifaires et des utilisateurs (départ et arrivées)
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP Partage des informations tarifaires et des utilisateurs (départ et arrivées)
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP Partage des informations tarifaires et des utilisateurs (départ et arrivées)
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Moyens RH	ETP Partage des informations tarifaires et des utilisateurs (départ et arrivées)
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Moyens RH	ETP

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°55	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Autre objectif
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Aménagement d'une aire de covoiturage à l'échangeur du Muy
Périmètre	Commune du Muy - échangeur de l'autoroute
Étapes / Public cible / Budget	L'entrée d'autoroute du Muy est marquée par du covoiturage sauvage longeant les voies de circulation. Cela n'est sécurisant ni pour les piétons ni pour les équipages de covoiturage. L'objectif est de créer une aire pour sécuriser les déplacements covoiturés à partir de l'entrée d'autoroute. Les étapes du projet sont les suivantes : 1- Arrêt de l'emplacement de l'aire et son aménagement 2- Signature convention de partenariat DPVa- Vinci 3- Réalisation des travaux 4- Livraison du parking
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	ESCOTA

INDICATEURS

Réalisation du parking avant la fin de mandature
Nombre d'usagers de l'aire de covoiturage
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Co-portage du projet + financement	
ESCOTA	Pilote	Maître d'ouvrage Financement	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°57	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), rdorne@maregionsud.fr ; Diego CLEMENTE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), dclemente@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Soutien aux aires de covoiturage dans leur dimension multimodale
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour la création d'aires de covoiturage visant à : - Encourager ce mode de déplacement partagé - Créer toutes les conditions pour un changement de pratique de mobilité rapide, durable et massif - Développer l'intermodalité (Zou et réseaux urbains) - Diminuer la part d'autosoliste / émission CO2 - Accompagner MOA/Gestionnaire et orienter les aménagements Deux critères afin de développer l'intermodalité : 1. La localisation de l'aire sur ou à proximité d'une ligne ou d'un arrêt TC du réseau ZOU ! 2. L'intégration des équipements conférant aux aires une dimension multimodale (Stationnements sécurisés vélos, PMV, IRVE…) **Public cible :** Collectivités et concessionnaires autoroutiers **Étape 1 (2020) :** vote du cadre d 'intervention **Étape 2 (2025) :** Consultation pour la réalisation d'un schéma de développement des aires de covoiturage (obligation de la LOM). Schéma est inscrit au Plan régional de covoiturage délibéré le 23 juin 2024 autour de 4 phases : 1. Etude de faisabilité et de potentiel de ligne de covoiturage (en cours de finalisation) ; 2. Expérimentation d'une ligne de covoiturage d'intérêt régional ; 3. Déploiement d'une solution de covoiturage régional de type zonal dans les secteurs ruraux et peu denses ; 4. Élaboration d'un schéma régional des aires et points d'arrêt de covoiturage Consultation prévue en 2025 pour les phases 2, 3 et en 2026 pour la phase 4.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

	Ce schéma sera l'occasion de réviser le cadre d'intervention actuel et le périmètre des interventions de la Région en lien avec les contrats opérationnels de mobilité.
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** financements régional et national (fond vert)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Co-financeur	Financement
État	Partenaire	Co-financeur	Financement notamment via fonds vert covoiturage
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Métropole	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Concessionnaires (ESCOTA, ASF)	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°58	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :**
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Enquête ménage certifiée CEREMA (EMC2)
Périmètre	Dracénie Provence Verdon agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** L'objectif est d'avoir des données actualisées sur les habitudes de déplacement comprenant notamment les EDPM, le télétravail et l'essor du vélo. **Description :** L'EMC2 est menée en partenariat avec le Département des Alpes-Maritimes et la Principauté de Monaco. Deux intercommunalités ont rejoint l'EMC2 : Pays de Fayence et la Dracénie. **Les étapes du projet sont les suivantes :** 1- Réalisation des enquêtes terrain 2- Redressement et analyse des résultats 3- Livraison des résultats
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : Une démarche pilotée par une entité tierce Un groupement de commande pour réduire les coûts

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS

Nombre de répondants à l'enquête
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Financements	92 720 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Département Alpes-Maritimes	Partenaire	Maître d'ouvrage Moyens humains et financements	818 900 €
CC Pays de Fayence	Partenaire	Financements	
Intercommunalités des Alpes-Maritimes	Partenaire	Financements	988 380 €
Principauté Monaco	Partenaire	Financements	
CEREMA	Partenaire	AMO Moyens humains	
État	Partenaire	Financements	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°59	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration du Plan de Mobilité
Périmètre	Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Adapter la stratégie de mobilité aux objectifs régionaux et locaux en matière d'émissions de gaz à effets de serre, développer des services innovantes et adaptés aux besoins des usagers **Description :** Élaboration de la stratégie mobilité 2026-2036 **Étapes :** 1- Bilan du PDU (2024) 2- Choix d'un AMO pour nouveau PDM (2025) 3- Élaboration (2025) 4- Approbation (2025-2026)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
Nombre d'inscrits sur la plateforme
Nombre de demandes reçus
Délais de traitement des demandes
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Équipe projet	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°60	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Autre objectif
Référent de la fiche : Aurélie VASSEUR, avasseur@golfe-sainttropez.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Plan de mobilité simplifié
Périmètre	Communauté de Communes du Golfe de Saint Tropez
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Accessibilité du territoire (vers les territoires voisins dotés des infrastructures de transport lourds (aéroports / gares) - Amélioration et harmonisation de l'offre interne de TC - Règlementation des stationnements / information dynamique - Développement de l'offre cyclable (SDAC en cours d'élaboration) - Amélioration générale des systèmes de mobilité / intermodalité - Amélioration de l'offre TC maritime **Objectifs :** • Renforcement des navettes maritimes • Création d'un PEM secteur La Foux / Saint Pons • Mise en place d'un réseau de parkings relais • Études pour création d'un TCSP Ste Maxime / St Tropez • Optimisation de l'offre de stationnement • Dispositifs de covoiturage • Contournement des centralités • Création et jalonnements d'aménagements cyclables • Mise en place d'Établissements Logistiques Urbains sur plusieurs périmètres **Étapes :** 14- Phases 1 et 2 finalisées (diagnostic et scenarios) (2023) 15- Phase 3 plan d'action en cours (2024) 16- Phase 4 : Arrêt>consultation des PPA+sollicitation publique>Approbation (2024) 17- Phase études complémentaires / travaux (2025 à 2033)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Golfe de Saint Tropez

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Golfe de Saint Tropez	Pilote	MO + porteur de projet Équipe projet (finalisation PDMS) Études / travaux (mise en œuvre du PDMS)	3 agents, 0,75 ETP
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Partenaire MO + financeur	
Département du Var	Partenaire	Partenaire MO + financeur	
Communes	Partenaire	Partenaire MO + financeur	
Autres (opérateurs locaux)	Partenaire		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°61	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Autre objectif
Référent de la fiche : Marie-Neige LOCATELLI, mnlocatelli@cclgv.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Plan de Mobilité Simplifié :
Périmètre	Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon
Étapes / Public cible / Budget	**Descriptions :** 1 / Désenclaver les territoires ruraux en améliorant l'accès aux polarités de services 2/ Faciliter les déplacements vers l'extérieur du territoire 3/ Améliorer la qualité de vie au sein des communes de la CCLGV 4/ Répondre aux besoins de déplacements des visiteurs pour accéder et se déplacer sur le territoire, tout en limitant le recours à l'autosolisme 5/ Proposer des solutions de déplacements adaptées aux personnes vulnérables **Objectifs :** Les objectifs sont les suivants : • Améliorer le service de TAD. • Faciliter l'usage des circuits scolaires par les habitants. • Assurer des liaisons cyclables sur les axes à forte intensité. • Déployer du stationnement vélo pour le quotidien. • Accompagner la pratique du covoiturage. • Développer la pratique du VAE+Maîtriser l'afflux touristique autour de lac de Sainte-Croix. • Encourager les déplacements à vélo pour les liaisons de courte distance. • Sécuriser et conforter la place du piéton en centre-bourg. • Former les plus jeunes aux mobilités actives. **Étapes :** 1. Diagnostic (2023) 2. Scénarios (2023) 3. Programme d'actions (2024) 4. Comité partenaires et arrêt du PDMS + Actualisation Schéma d'itinérance (2024) 5. Études complémentaires et travaux (2025 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Lacs et Gorges du Verdon

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Lacs et Gorges du Verdon	Pilote		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°62	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration du Plan de mobilité simplifié
Périmètre	Dracénie Provence Verdon agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Inciter au report modal de la voiture vers les modes alternatifs Faciliter l'accès aux pôles d'emploi et de services du territoire et des territoires voisins Diminuer les émissions de GES Favoriser l'insertion sociale **Description :** Le Plan de mobilité est en cours d'élaboration. Les phases de diagnostic et d'arrêt de la stratégie ont été réalisées en 2023. Les phases de programmation du plan d'action et l'approbation du Plan sont prévues pour 2024. **Étapes :** 18- Réalisation du diagnostic + validation de la stratégie (2024) 19- Adoption du plan d'action + procédure d'approbation (2025) 20- Mise en œuvre du schéma vélo (2026 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : - Les coûts afférents à l'usage de la voiture qui augmentent - Une prise de conscience des conséquences sur l'environnement de l'usage de la voiture - Des politiques publiques complémentaires à la mobilité mise en œuvre par les communes (Petites villes de demain, Action cœur de ville) Freins : Manque de moyens humains et de budget pour mettre en œuvre toutes les actions.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

INDICATEURS
Nombre de partenaires mobilisés Nombre d'actions portées par des partenaires + Indicateurs des actions dans le futur plan d'action du Plan de mobilité État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Maître d'ouvrage Moyens humains et financements	0.3 ETP en interne + 60 936€ TTC de bureau d'étude

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°63	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Christèle ANGENEAU (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), cangeneau@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Accompagnement/participation à l'élaboration des PDM/PDMS par les EPCI AOM avant rédaction des avis de la Région sur les Plans de Mobilité / Plans de Mobilité Simplifiés arrêtés par les Autorités organisatrices de mobilité
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Organisation de la mobilité sur le territoire via l'élaboration de PDM/PDMS par toutes les AOM de la région - Des PDM/PDMS qui contribuent aux objectifs du SRADDET et s'inscrivent dans la stratégie régionale pour une mobilité durable **Public cible :** EPCI avec PDM obligatoire et EPCI ayant pris la compétence mobilité encouragés à élaborer un PDMS
Besoins de pilotage / coordination	*SRADDET : https://connaissance-territoire.maregionsud.fr/sraddet-avenir-de-nos-territoires/le-schema-regional-en-vigueur* Guide PDM : ***https://connaissance-territoire.maregionsud.fr/sraddet-avenir-de-nos-territoires/les-outils-de-mise-en-oeuvre-du-schema/les-guides-de-mise-en-oeuvre-du-sraddet***

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Partage d'information sur ses compétences et ses attendus précisés dans le SRADDET	Notamment sur le volet relatif à la continuité et à la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons et l'offre régionale ZOU !
AOM	Partenaire	Maître d'ouvrage : Réalisation du PDM ou PDMS	
Département	Partenaire	Partage d'information sur ses compétences	Notamment sur le volet relatif à la continuité et à la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons.
Collectivités limitrophes	Partenaire	Partage d'information et coordination	
Agence d'urbanisme	Éventuel partenaire associé ou maitre d'œuvre du PDM/PDMS	Partage de données ou réalisation du plan dans le cadre d'un conventionnement avec l'AOM	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°64	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Nathalie PEINADO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un réseau des référents mobilité par secteurs géographiques
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs :** Permettre l'échange d'expérience entre collectivité et booster les projets par un gain de temps lors de la conception en travail en intelligence collective **Description :** Animé par la Région, ce groupe représentant tous les EPCI d'un secteur géographique complété des Départements et de l'Etat s'ils disposent de chargés de mission traitant des questions de mobilité, se réunit en visio ou en présentiel 1 à 2 fois/an **Étape 1 :** 2025 mise en place des réseaux des référents mobilité par bassin **Étape 2 :** à partir de 2026 pérennisation des groupes **Public cible :** Les chargés de mission ou chefs de projet mobilité des collectivités et de l'État
Besoins de pilotage / coordination	Pilotage Région Besoin de la disponibilité des membres du réseau

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Animation	Organisation des réunions Diffusion des informations disponibles Mise à disposition de salle pour réunion en présentiel
Département(s)	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel
EPCI	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel
État	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°65	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Référent(s) de la fiche : David GRZYB dgrzyb@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Diagnostic de la vulnérabilité des infrastructures de transport d'intérêt national et régional aux effets du changement climatique
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** Face à l'accélération des effets du changement climatique, de nombreuses infrastructures de transport sont vulnérables en région. Il est nécessaire de les identifier et de déployer dès à présent un plan d'action d'adaptation pour les adapter au climat de demain afin : - D'identifier les infrastructures de transport vulnérables aux effets du changement climatique - Déployer un plan d'action d'adaptation des transports, multi gestionnaires **Description :** Il est nécessaire d'utiliser les cartes pour identifier les infrastructures étudiées dans chaque bassin. 22 principaux gestionnaires d'infrastructures de transport de la région sont associés (départements, DIR, Vinci, SNCF R et G&C, GPMM, …) **Étapes :** - Signature du contrat - Collecte des données - Réalisation des projections climatiques - Analyse de la vulnérabilité et du risque physique - Analyse de la vulnérabilité et du risque fonctionnel - Analyse de la vulnérabilité et du risque climatique - Synthèse du risque régional vis-à-vis des perturbations dans le système de transport face au changement climatique - Écriture du plan d'action - Mise en œuvre du plan d'adaptation **Public cible :** - Gestionnaires d'infrastructures de la région - EPCI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Besoins de pilotage / coordination	Participations des EPCI lors de la construction du plan d'adaptation

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et DREAL

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement	
DREAL	Co-pilote	Financement	
Départements	Partenaires	Participe aux travaux	
Vinci Autoroutes	Partenaires	Participe aux travaux	
Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée	Partenaires	Participe aux travaux	
Métropole Nice Côte d'Azur	Partenaires	Participe aux travaux	
GPMM, Port de Toulon	Partenaires	Participe aux travaux	
SNCF Réseaux, SNCF G&C, RTM	Partenaires	Participe aux travaux	
Aéroports de Nice, Toulon, Marseille, Avignon	Partenaires	Participe aux travaux	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°67	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement d'une plateforme de consultation citoyenne
Périmètre	Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Renforcer le rôle des administrés, faciliter la communication auprès de l'acteur public, améliorer la qualité de service et la réactivité des services intercommunaux **Description :** Mise en place d'une plateforme en ligne avec possibilité de s'exprimer sur l'ensemble des compétences et des missions de la Communauté d'Agglomération. Des sondages ponctuels pourraient être diffusés.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS

Nombre d'inscrits sur la plateforme
Nombre de demandes reçus
Délais de traitement des demandes
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Équipe projet	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°68	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Coordination des actions de promotion de la mobilité
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de générer un groupe de travail entre techniciens et de lister les acteurs à mobiliser. Les actions de promotion de la mobilité pourraient se faire dans le cadre d'évènements tels que des forums, la Semaine de la mobilité…. **Étapes :** 1. Réunion de travail pour élaborer un plan de communication commun / faire éventuellement remonter les temps forts communaux (2025) 2. Mise en œuvre d'une action commune (2026) 3. Évaluation et poursuite des travaux (2027-2028)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 fois par semestre

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	1er pilotage par la Région, puis pilotage tournant entre EPCI

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote (tournant)	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires
CC Golfe de Saint Tropez	Pilote (tournant)	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires
CC Lacs et Gorges du Verdon	Pilote (tournant)	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires
CC Pays de Fayence	Pilote (tournant)	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote (tournant)	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°69	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Référent(s) de la fiche : Emmanuelle JOSNIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), ejosnin@maregionsud.fr ; Lise CAUSSE, lcausse@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Planification stratégique d'actions de communication
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - sensibiliser et promouvoir une mobilité décarbonée ; - accompagner au changement d'usage habitants, visiteurs et décideurs - susciter du report modal **Description :** 1 - Définition d'une stratégie nourrie par les productions des instituts de recherche et validée par l'exécutif visant à : - éveiller à un nouvel imaginaire pour une mobilité plus sobre et moins carbonée, - favoriser une mobilité désirable (préférer la marche, le vélo, le covoiturage et les transports en commun) - accompagner les citoyens et les acteurs du territoire, - valoriser de nouveaux modes et usages, - accompagner pour passer à l'action - pérenniser les nouvelles pratiques de mobilité plus vertueuses dans la durée - faciliter l'accès à l'offre existante. 2 - Choix des médias et supports les plus adaptés 3 - Lancement de campagnes **Public cible :** - grand public, résidents, visiteurs, salariés, jeunes…avec priorité sur auto-solistes, hyper-mobiles - décideurs : élus locaux et entreprises notamment DRH, responsables RSE
Besoins de pilotage / coordination	Travail en articulation avec les autres AOM Partage des thèmes et campagnes programmés

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote Partenaire	Équipe projet pluridisciplinaire Relais des actions des AOM ou communes sur ses canaux d'information	Définition d'une stratégie cohérente avec les enjeux de la planification écologique et l'offre régionale
AOM ou communes assurant la gestion d'une offre de mobilité	Pilote Partenaire	Mise en œuvre d'actions pour inciter à la mobilité décarbonée et au changement d'usage Relais des actions des AOM ou communes sur ses canaux d'information	Pédibus, apprentissage du vélo à l'école, fête du vélo, prime à l'achat d'un VAE, aire de co-voiturage, etc… Travail en partenariat avec la Région et les autres AOM pour proposer un agenda et une cohérence des messages
Exploitants de services de transport routiers et ferroviaires	Partenaire	Financement	Dans cadre des budgets promotion/marketing dédiés dans les contrats
Représentants des employeurs et employeurs	Partenaire	Partage d'information sur les attentes et besoins des entreprises Participation aux actions dédiées proposées	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Instituts de recherche	Partenaire	Partage d'information notamment sur la dimension changement d'usage	Conduite d'actions de sensibilisation, de programmes d'action-recherche, de productions audio-visuelles, mise en place d'incitatifs… pour mettre en place les conditions d'un passage à l'acte pour l'usage des transports collectifs, des modes actifs et doux, de la mobilité partagée ou collaborative, de la démobilité
Agences d'urbanisme	Partenaire	Partage d'information notamment sur l'observation des mobilités	
ORT	Partenaire	Partage d'information notamment sur l'observation des mobilités	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°70	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Vincent MOUREN – DTRI, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place d'une action pédagogique sur la création de l'offre ferroviaire
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Mettre en place une action pédagogique pour les acteurs des bassins sur le principe de la construction horaire d'une offre ferroviaire - Mettre en place une à deux sessions en distanciel sur la durée du COM.
Besoins de pilotage / coordination	Proposer un à trois webinaires pour permettre à tous les acteurs d'y participer et envisager deux sessions au cours du COM pour prendre en compte le renouvellement des chargés de mission mobilité.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteurs en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur SNCF Voyageurs

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Animation	Présentation et organisation des webinaires à l'échelle de la région Provence Alpes Côte d'Azur
SNCF Voyageurs	Pilote	Mise à disposition d'information et apport d'expertise	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Région Occitanie	Partenaire	Mise à disposition d'information	Apporter des compléments d'information
Région AURA	Partenaire	Mise à disposition d'information	Apporter des compléments d'information
Opérateur ferroviaire (Transdev ou autre)	Partenaire	Mise à disposition d'information	
SNCF Réseau	Partenaire	Mise à disposition d'information et apport d'expertise	
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Participer au webinaire	
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Participer au webinaire	
CC Pays de Fayence	Partenaire	Participer au webinaire	
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Participer au webinaire	
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Participer au webinaire	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°71	**BASSIN : L** **OBJECTIF GENERAL :** Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Vincent MOUREN, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Participer à la coordination globale de l'offre de transport par bassin de mobilité en diffusant l'offre ferroviaire régionale et nationale locale
Périmètre	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** L'action a pour but d'améliorer la coordination des offres cars-trains, bus-trains ou modes alternatifs-trains, tout en mettant en adéquation l'offre TC et la demande de mobilité. > permettre aux AO de comprendre le processus de construction de l'offre ferroviaire > mettre en place un système de réseaux coordonnés à l'échelle du bassin car structuré autour d'une colonne vertébrale ferroviaire (modèle des SERM) lorsque présente. > Amélioration/sécurisation des correspondances **Description :** L'action régionale consiste en une communication systématique et généralisée de ses grilles horaires d'offres TER par bassin de mobilité et par axe ferroviaire, en amont de la mise en œuvre de l'offre (si possible dès après sa construction) accompagnée d'une présentation (type webinaire ouvert en une fois à l'ensemble des acteurs du bassins) visant à expliquer comment sont construites ces offres. Dans le même temps, et dans la mesure où elle la détient, la Région pourrait également diffuser les grilles horaires des offres du réseau SNCF En parallèle, la Région pourra communiquer l'état des fréquentations de ses gares afin de permettre aux AO d'optimiser leurs services (offre TC, TAD et/ou vélo et/ou autopartage/covoiturage) en fonction des besoins de mobilité en sortie ou en entrée de gares. **Étapes :** L'action se déroule en 2 phases, une première phase ponctuelle et une deuxième phase pérenne (récurrente chaque année). La 1ère phase a une vocation pédagogique, il s'agit d'explique le principe de la construction horaire. Ce qui permet, pour les interlocuteurs intéressés ou devant travailler une offre complémentaire au ferroviaire de comprendre comment la Région travaille avec ses exploitants et SNCF Réseau. Cette première phase sera déclinée sous la forme d'un webinaire ou un séminaire avec des

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

	intervenant de SNCF Réseau et éventuellement de représentants des exploitants. La 2ème phase est pérenne et a vocation à être récurrente annuellement. Il s'agit de la communication et la présentation des horaires des prochains Services Annuels (SA), dont le changement s'effectue généralement mi-décembre (contrairement aux horaires des AOM locales qui évoluent généralement en septembre). Les horaires ferroviaires quasiment finalisés sont livrés en septembre octobre de l'année N-1 pour une mise en service en décembre. Il est donc proposé que soit réalisé chaque année, en parallèle de la "commande lot 1" (commande des horaires effectuée par les exploitants à SNCF Réseau) : - Un envoi des fiches horaires dans leur version projet, en juin de l'année N-1 ; - éventuellement complété d'un webinaire de présentation par axe des horaires de la commande du lot 1, les grands axes étant : • Côte d'Azur + Nice - Breil • Est Provence • Alpes • Ouest Provence Un tel calendrier pourrait notamment permettre de recueillir les doléances éventuelles et prévenir des demandes de modifications horaires, tout en permettant aux AOM locales d'adapter leurs horaires à l'offre ferroviaire.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur DGTMGE-	Pilote	Coordination Partage de données et d'information sur les offres	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

DTSI-SRR-SRT04-05-SRT83-SRT06-SRT84-13 DTRI-STER-SCFP			
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur DGTMGE-DIGE-SIFPE DGTMGE-DTSI-AMT AO	Partenaire	Données de fréquentation des gares Partage de données et d'information sur les offres	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409AD-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 3 : TRACABILITE DE LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1 Organisation de la participation des acteurs à la démarche de co-construction

1.1 Recensement des acteurs

Le recensement des acteurs de la mobilité dans le bassin a été conduit en deux étapes :

1. Un premier recensement a été conduit en préalable au lancement de la démarche de co-construction, marqué par une recherche d'exhaustivité afin d'intégrer tous les acteurs signalés par la loi.
2. Un recensement au fil de l'eau permet de compléter la liste des acteurs et les contacts des personnes référentes pour chaque entité en lien avec la mobilité dans le bassin.

Le bassin L se déploie 5 EPCI dont 3 communautés de communes et 3 communautés d'agglomération. La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur intervient en tant que Chef de file de la mobilité et en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) régionale. Toutes les EPCI ont pris la compétence. Le bassin est situé dans le Département du Var. Concernant les pôles d'échanges multimodaux, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur est gestionnaire de la Gare routière de Toulon et l'entreprise SNCF Gares et connexions est gestionnaire de plusieurs gares dans le bassin.

Parmi les partenaires potentiels à éventuellement associer à la démarche ont été répertoriés des entreprises, syndicats, parcs naturels et nationaux et une banque. Deux départements et 9 EPCIs limitrophes sont invités à participer à la démarche en tant que territoires associés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Figure 33 : Vision d'ensemble des acteurs du bassin de mobilité



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1.2 Invitation des acteurs à participer

Les invitations à participer au Comité de Bassin de lancement de la démarche de co-construction ont été adressées :

- aux présidents des EPCI du bassin de mobilité (élus),
- aux présidents des départements (élus),
- et aux présidents ou directeurs des organisations gestionnaires de pôles d'échanges multimodaux ou gares de voyageurs présentes dans le bassin de mobilité,
- aux référents techniques des précédentes organisations.

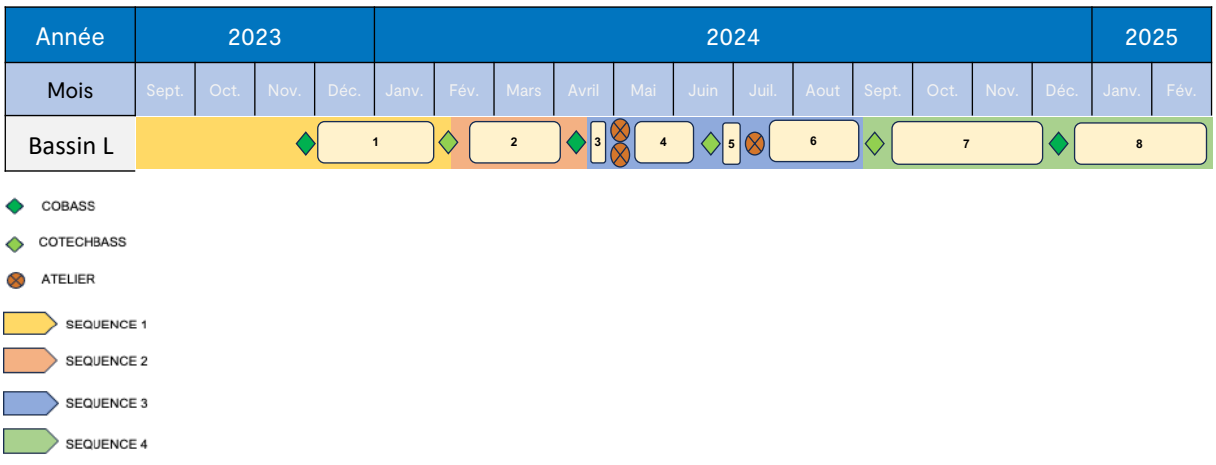
L'invitation a précisé qu'il était souhaité qu'un référent technique soit désigné au sein de chaque organisation et qu'il soit chargé de réaliser ou d'organiser le suivi technique, c'est-à-dire la participation aux Comités Techniques de Bassin et la réalisation/poursuite des travaux intermédiaires. Ces référents deviennent alors le point de contact entre l'équipe chargée de piloter la démarche de co-construction et leurs organisations.

Les territoires associés sont conviés à l'ensemble des réunions et ont accès à l'ensemble des documents. Ils ne sont cependant pas concernés par les complétions d'informations.

Les organisations considérées comme partenaires de la démarche sont invitées à participer aux ateliers afin de partager leur point de vue, leur expertise et expérience sur certaines thématiques précises.

1.3 Calendrier de la co-construction

La démarche d'élaboration du COM est construite pour se dérouler sur environ 12 mois avec une alternance d'instances et de travail intermédiaire. Le calendrier tient compte des périodes de vacances scolaires afin de favoriser la participation des acteurs.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2 Synthèse de la contribution des acteurs à la démarche de co-construction

Cette section synthétise la participation des acteurs et leurs contributions aux différentes instances qui jalonnent de la démarche de co-construction afin de rendre compte de l'ampleur des apports des acteurs du bassin de mobilité dans l'élaboration du COM.

2.1 Les Comités de Bassin (COBASS)

La participation aux 3 réunions du Comité de Bassin qui jalonnent la démarche a été caractérisée par une mobilisation continue des acteurs.

Les EPCI, Département, Région, gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs ont ainsi participé de façon constante aux prises de décision importantes qui ont permis d'orienter l'élaboration COM et de s'assurer de son adéquation au territoire du bassin de mobilité.

Le tableau suivant décrit les 2 COBASS et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales décisions prises au cours de chaque instance et les acteurs signataires ou territoires associés ayant participé.

Pour le COBASS n°1, l'invitation ayant été étendue exceptionnellement aux référents techniques, le détail des participants élus/direction et référents techniques est précisé.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (Région, Département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents}\ (\textit{entités}\ \text{pour lesquelles au moins}\ \textit{un représentant}\ \text{a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Tableau 7 : Synthèse de la participation aux COBASS

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 1	29/11/23 Lycée polyvalent du Val d'Argens (Le Muy)	▪ Présentation du COM ▪ Temps d'échanges (thématiques prioritaires et actions principales) ▪ Présentation de la gouvernance projet et de la méthodologie de co-construction ▪ Présentation du COTECHBASS 1 et du travail intermédiaire 1	• **Pas d'objections** sur le cadre proposé pour la démarche d'élaboration du COM • **Projets/besoins exprimés** par les participants : - Ont déjà mis en place des actions communes, notamment sur le covoiturage - Besoin de travailler à l'échelle du département limitrophe (flux d'usagers domicile/travail) • **Lieu** de la prochaine réunion	1/1 Région (1 élu, 13 réf. techniques) 1/1 Département (0 élu, 1 réf. technique) 4/5 EPCI (0 élu, 6 réf. techniques) 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs (0 élu, 1 réf. technique)	0/2 Départements 2/9 EPCI (2 élus, 1 réf. technique)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Bassin L

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 2	10/04/24 Lycée polyvalent du Val d'Argens (Le Muy)	▪ Propos introductif ▪ Revue du socle territorialisé mis à jour ▪ Présentation des résultats du questionnaire ▪ Présentation des premiers retours sur les fiches recensements ▪ Validation des objectifs territorialisés ▪ Validation des thématiques d'atelier ▪ Validation de la liste des participants aux ateliers ▪ Prochaines étapes	▪ **Validation des 16 objectifs territorialisés s**ur les 17 présentés initialement en séance, fusion de 2 objectifs territorialisés ▪ **Validation des thématiques** à traiter pour les ateliers : ○ Atelier n°1 : Transports en commun / Interopérabilité ○ Atelier n°2 : Intermodalité / Covoiturage ○ Atelier n°3 : Vélo **Atelier à organiser sur des demi-journées**	1/1 Région (1 élu, 4 réf. techniques) 1/1 Département (0 élu, 1 réf. technique) 4/5 EPCI (2 élus, 4 réf. techniques) 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs (0 élu, 1 réf. technique)	1/2 Départements 0/9 EPCI (0 élu, 0 réf. technique)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Bassin L

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 3	03/12/23 Maison régionale du Var (Toulon)	▪ Propos introductifs ▪ Résumé de la démarche de co-construction du COM ▪ Bilan des engagements du COM ▪ Synthèse des demandes de modifications ▪ Finalisation du COM et délibérations ▪ Conclusion	▪ Aucune objection en salle et à distance sur la validation des dernières composantes du COM, à savoir : ▪ Le socle territorialisé ▪ L'annexe 1 : synthèse des engagements ▪ L'annexe 2 : Les engagements du COM ▪ Le COM est donc approuvé par l'ensemble des acteurs présents au COBASS n°3 et va être soumis dans une nouvelle version (V1) intégrant les demandes de modifications dans le mois suivant l'instance.	1/1 Région 1/1 Département 7/5 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/9 EPCI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2.2 Les Comités Techniques de Bassin (COTECHBASS)

La participation aux 3 réunions du Comité Technique de Bassin qui jalonnent la démarche a été caractérisée par une mobilisation continue des acteurs.

Les EPCI, Département, Région, gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs ont ainsi participé de façon constante à l'orientation technique de l'élaboration COM, permettant que celui-ci réponde aux priorités des acteurs tout en prenant en compte les limites des moyens et ressources disponibles.

Le tableau décrit les 3 COTECHBASS qui jalonnent le processus de co-construction et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales décisions prises au cours de chaque instance et les acteurs signataires ou territoires associés ayant participé.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Bassin L

Tableau 8 : Synthèse de la participation aux COTECHBASS

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COTECHBASS 1	06/02/24 Lycée polyvalent du Val d'Argens (Le Muy)	▪ Propos introductif ▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Synthèse du travail intermédiaire n°1 ▪ Identification des thématiques prioritaires du bassin ▪ Identification des objectifs territorialisés ▪ Choix des thèmes retenus pour les ateliers ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation 1 :*** *définition collective des thématiques prioritaires du bassin :* 1/ Transports en commun routiers 2/Interopérabilité 3/ PEM ***Animation 2*** *:* définition des objectifs territorialisés à présenter en COBASS n°2 ***Animation 3*** *: choix des thématiques pour les ateliers* 1/ Interopérabilité 2/ PEM 3/ Vélo & Covoiturage	1/1 Région 1/1 Département 4/5 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	1/2 Départements 1/9 EPCI
COTECHBASS 2	11/06/24 Maison régionale du Var (Toulon)	▪ Propos introductif ▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Synthèse des ateliers ▪ Présentation de la matrice recensement à date ▪ Animation autour des fiches recensement émanant des ateliers ▪ Organisation de l'atelier n°3 ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation :*** ▪ Les fiches collectives sont issues des ateliers 1 & 2 ; ▪ Production de 10 fiches collectives ▪ État des lieux de l'avancement de la fiche : ○ Fiche verte : 7 ○ Fiche orange : 2 ○ Fiche rouge : 1	1/1 Région 1/1 Département 5/5 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/9 EPCI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

COTECHBASS 3	16/09/24 Lycée polyvalent du Val d'Argens (Le Muy)	▪ Propos introductif ▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Présentation du socle territorialisé à date ▪ Présentation de la matrice recensement à date ▪ Finalisation des engagements collectifs du COM ▪ Synthèse de la matrice recensement ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation :*** • Les fiches collectives sont issues des ateliers 1 à 3 • Sur les 14 fiches collectives proposées, toutes les fiches restent en vert (à annexer au COM)	1/1 Région 1/1 Départements 4/5 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	1/2 Départements 0/6 EPCI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2.3 Les ateliers participatifs

Les 3 ateliers organisés dans le bassin de mobilité reflètent les priorités des acteurs sur les thématiques suivantes :

- **interopérabilité / offre de service**
- **intermodalité / covoiturage**
- **vélo**

La participation aux ateliers s'est caractérisée par une mobilisation modérée des EPCI déjà engagées dans la démarche de co-construction des COM.

Ces ateliers ont permis de faire émerger des propositions d'actions à inscrire en tant qu'engagement du COM avec notamment des actions de collaborations pour renforcer et élargir le champ d'initiatives existantes et pour mettre en place de nouveaux partenariats.

Le tableau suivant décrit les 3 ATELIERS du processus de co-construction et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales propositions émises au cours de chaque atelier et le nombre d'acteurs présents.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs, associations, centres de recherche, etc.) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Tableau 9 : Synthèse de la participation aux ateliers

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Thématiques	Propositions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
Atelier 1	15/04/24 Mairie de Flayosc	**Interopérabilité / offre de service :** ▪ Obj 1 : Développer les transports collectifs sur l'axe Nord/Sud ▪ Obj 2 : Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité ▪ Obj 3 : Créer de la connexion entre services au niveau des points de rupture de charge ▪ Obj 4 : Développer les connexions entre intercommunalités par la prolongation de certaines lignes (notamment vers les bassins d'emploi et de services) ▪ Obj 5 : Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinée ▪ Obj 6 : Renforcer la communication, les fonctionnalités et l'usage du calculateur d'itinéraire de la Région	• Activité de placement sur une frise temporelle de tous les engagements individuels proposés sur le bassin • 5 propositions de fiche recensement collective : - 2 pour l'objectif n°2 - 1 pour l'objectif n°3 - 1 pour l'objectif n°4 - 1 tous objectifs	1/1 Région 0/1 Département 2/5 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Département 0/9 EPCI
Atelier 2	15/04/24 Mairie de Flayosc	**Intermodalité / Covoiturage :** ▪ Obj 1 : Mettre en place une information multimodale dans les PEM ▪ Obj 2 : Renforcer l'attractivité des PEM ▪ Obj 3 : Améliorer l'accessibilité des PEM ▪ Obj 4 : Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM ▪ Obj 5 : Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin	• Activité de placement sur une frise temporelle de tous les engagements individuels proposés sur le bassin • 7 propositions de fiche recensement collective : - 3 pour l'objectif n°1 - 1 pour l'objectif n°2 - 1 pour l'objectif n°3 - 1 pour l'objectif n°4 - 1 pour l'objectif n°5	1/1 Région 1/1 Département 2/5 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/9 EPCI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Atelier 3	24/06/24 Maison régionale du Var (Toulon)	**Vélo (atelier commun avec le bassin K) :** ▪ Obj 1 : Structurer un mailalge et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment sur les itinéraires longs ▪ Obj 2 : Développer les stationnements sécurisés pour les vélos ▪ Obj 3 : Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables ▪ Obj 4 : Développer les liaisons cyclables vers les établissements scolaires ▪ Obj 5 : Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles ▪ Obj 6 : Assurer un maillage pistes cyclables/gares routières (+ stationnement) ▪ Obj 7 : Développer l'offre de services associée au vélo ▪ Obj 8 : Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable	• 4 propositions de fiche recensement collective : - 1 pour l'objectif n°1 - 1 pour l'objectif n°3 - 1 pour l'objectif n°7 - 1 pour l'objectif n°8 Activité de placement d'infrastructures sur les cartes des bassins en lien avec le Cadre d'Intervention Région pour le traitement des objectifs n°1 à 6.	1/1 Région 1/1 Département 3/5 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 4/9 EPCI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2.4 Réunion suivi & évaluation

La participation à la réunion de suivi et évaluation, menée conjointement avec les Agences d'Urbanisme, a été caractérisée par une faible mobilisation des acteurs.

L'EPCI présent a ainsi participé à la démarche permettant de présenter les indicateurs envisagés pour le suivi des objectifs et des actions du COM, ainsi que pour le suivi des contrats.

Le tableau suivant décrit la réunion de suivi et d'évaluation et la participation obtenue pour cette dernière.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs, associations, centres de recherche, etc.) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents}\ (\textit{entités}\ \text{pour lesquelles au moins}\ \textit{un représentant}\ \text{a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Thématiques	Propositions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
Réunion suivi et évaluation	13/09/24 Visioconférence	▪ Présentation des indicateurs envisagés dans le suivi des objectifs et des actions du COM ▪ Échanges autour des facilités, difficultés et mesures à envisager pour le suivi	• Difficultés et facilités sur les thématiques du COM (vélo, intermodalité, covoiturage…) • Proposition d'indicateurs à ajouter	1/1 Région 0/1 Département 1/5 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/5 EPCI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2.5 Travail intermédiaire

La participation aux 8 séquences de travail intermédiaire a été marquée par une mobilisation variable des acteurs au cours de la démarche.

Les EPCI, Département, Région, gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs se sont approprié les modalités d'échanges via la plateforme Expertises Territoires qui a permis de faciliter les échanges d'information.

L'ensemble des échanges en dehors des instances a été réalisé dans l'espace de travail « Contrats Opérationnels de Mobilité – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur » sur la plateforme Expertises territoires du CEREMA. Cet espace de travail a permis de concentrer l'ensemble des informations concernant la démarche de co-construction des COM et de centraliser les échanges avec les territoires.

Tableau 10 : Synthèse des inscriptions sur l'espace de travail « Contrats Opérationnels de Mobilité – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur »

INSCRITS À L'ESPACE DE TRAVAIL		
Acteurs Signataires	Territoires associés	Observations
1/1 région 1/1 département 5/5 EPCI 1/1 gestionnaire de gares et PEM	2/2 départements 9/9 EPCI	La mobilisation pendant les travaux intermédiaires a été très variable tout au long de la démarche de co-construction.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

3 Synthèse de la participation des acteurs à la démarche de co-construction

La participation à la démarche de co-construction du COM a été relativement forte, avec une implication continue de la Région, du Département, des EPCI et gestionnaires de PEM et gares.

Les territoires associés ont peu participé à la démarche, hormis lors du premier COBASS et de l'atelier n°3 commun avec le bassin voisin (bassin K).

Les autres acteurs partenaires de la démarche n'ont pas participé aux ateliers.

Le tableau suivant retrace la participation aux instances de chaque acteur. Un acteur invité à participer à une instance est considéré présent lorsqu'au moins un représentant de l'organisation concernée est présent lors de l'instance. Dans le cas d'une impossibilité à assister à la réunion signalée aux organisateurs, l'acteur est excusé.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Tableau 11 : Synthèse de la participation des acteurs aux instances

ACTEUR		PARTICIPATION (P : Présent, E : Excusé, A : Absent)									
Rôle	Entité	COBAS S 1	COBAS S 2	COBAS S 3	COTECH BASS 1	COTECH BASS 2	COTECH BASS 3	ATELIER 1	ATELIER 2	ATELIER 3	RÉUNION SUIVI & ÉVALUATION
ACTEURS SIGNATAIRES	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P
	Dép. du Var	P	P	P	P	P	P	A	P	P	A
	Estérel Côte d'Azur Agglomération	P	P	P	P	P	P	E	E	P	A
	Dracénie Provence Verdon Agglomération	P	P	P	P	P	P	P	P	P	A
	CC Lacs et Gorges du Verdon	A	A	A	E	P	P	A	A	A	P
	CC du Pays de Fayence	P	P	P	P	P	E	A	P	A	A
	CC du Golfe de Saint-Tropez	P	P	P	P	P	P	P	A	P	A
	SNCF GARES & CONNEXIONS	P	P	P	A	A	P	A	P	A	A
TERRITOIRES ASSOCIÉS	Dép. des Alpes-de-Haute-Provence	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	Dép. des Alpes-Maritimes	A	P	A	P	A	P	A	A	A	A
	CA Provence-Alpes-Agglomération	P	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CA du Pays de Grasse	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CA Cannes Pays de Lérins (CAPL)	P	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CC Provence Verdon	A	A	A	A	A	A	A	A	P	A
	CA de la Provence Verte	A	A	A	A	A	A	A	A	P	A
	CC Alpes-Provence-Verdon Sources de lumière	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CC Cœur du Var	A	A	A	P	A	A	A	A	P	A
	CC Méditerranée Porte des Maures	A	A	A	A	A	A	A	A	P	A
	SNCF GARES & CONNEXIONS	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409AD-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 4 : EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU BASSIN DE MOBILITE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1 Contexte et objectif

Instauré par la loi LOM, et notamment par les articles L1215-1 et L1215-2, le Contrat Opérationnel de Mobilité (COM) est un contrat qui formalise les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle du territoire de chaque Bassin de Mobilité.

A l'échelle de chaque bassin de mobilité, la Région conclut un « contrat opérationnel de mobilité » avec les AOM, les syndicats mixtes " loi SRU " (lorsqu'ils existent), les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Ce contrat peut associer les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou tout autre partenaire.

Le contrat opérationnel de mobilité inclut des objectifs coconstruits avec les acteurs de la mobilité du territoire, objectifs qui dans cette première génération de contrats se rapporte à cinq thématiques principales : les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité, les situations dégradées, le recensement et la diffusion des pratiques et actions de mobilité, ainsi que l'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures et servies de mobilité. Aux cinq thématiques du code des transports, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ajoute une thématique de décarbonation en lien avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique. Ces objectifs à l'échelle du bassin se déclinent de manière opérationnelle par des engagements pris par les acteurs sous forme d'actions, projets, plans, etc.

Le contrat de mobilité a une durée de quatre ans mais les objectifs fixés pour le bassin de mobilité peuvent avoir un horizon différent en s'appliquant par exemple à plusieurs générations de COMs. Évaluer la progression du bassin vers les objectifs est une étape nécessaire dans l'évaluation de la politique de mobilité et permet d'orienter les COMs vers un niveau d'exigence correspondant aux progrès souhaités.

2 Méthodologie d'évaluation

2.1 Indicateurs

Les indicateurs retenus permettent d'observer l'évolution de la situation sur le bassin, évolution dont il est fait l'hypothèse qu'elle correspond en partie à une réponse aux changements induits par la mise en œuvre des COMs. Les indicateurs doivent donc permettre de caractériser certains aspects de la mobilité dans le bassin sur lesquels se concentrent les efforts de la politique publique.

Les indicateurs respectent dans la mesure du possible les règles des indicateurs SMART (Spécifique, Mesurable, Acceptable, Réaliste, Temporellement défini).

Matrice des indicateurs de mobilité
Les indicateurs d'évaluation du contrat du bassin de mobilité considéré doivent reposer sur des données collectées régulièrement et avec une maille territoriale suffisamment fine pour pouvoir agréger les données à l'échelle du bassin. En outre de la disponibilité de tels jeux de données, ces données doivent pouvoir apporter des éléments pertinents au vu des objectifs de mobilité du bassin.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Le travail de recensement des jeux de données et de proposition d'indicateurs pertinents est réalisé par la Région afin d'élaborer une matrice d'indicateurs potentiellement utilisable pour l'évaluation des objectifs des COMs.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Tableau 12 : Les indicateurs d'évolution de la mobilité

Thèmes	Indicateurs	Valeurs	Source	Retour territoires
Mobilité générale	Parts modales	Parts modales des différents modes en interne ou en échange	RP INSEE	Non
Intermodalité / transports en commun	Fréquentation du Système d'Information Billettique Régional (SIBR)	Fréquence d'utilisation du site	Données région	Non
	Correspondance en gare routière et ferroviaire	Nombre de lignes et nombre de dessertes	GTFS	Non
	Évolution des PEM	Nombre de PEM existant, en évolution ou en projet	Territoires	Oui
	Fréquentation des gares régionales	Nombre de gares et de voyages	Données région + SNCF	Non
	Fréquentation des lignes de cars régionales	Nombre de lignes et de voyages	Données région	Non
	Fréquentation des réseaux locaux	Nombre de voyage	Données territoires	Oui
	Nombre d'abris vélos existants et construits	Nombre de commune disposant d'un abri et nombre d'abris	Données région + territoires	Oui
	Nombre de places par abris sécurisés	Nombre de places	Données région + territoires	Oui
	Fréquentation des abris vélos	Nombre d'utilisations		
Modes actifs	Linéaire d'aménagements cyclables existants	Km existants	Open data OSM	Oui
	Fréquentation aux points de comptage	Nombre d'usagers chaque mois et/ou à l'année	Compteurs	Oui
Covoiturage	Nombre de trajets covoiturés	Nombre de trajets covoiturés internes ou en échange	Registre national	Non
	Distance des trajets covoiturés	Distance moyenne (Km) des trajets internes ou en échange	Registre national	Non
	Nombre d'aires de covoiturage	Nombre d'aires officielles	Open data + territoires	Oui
Décarbonation	Motorisation des ménages	Ménages équipés de 0 à 3 voitures ou +	RP INSEE	Non
	Motorisation Crit'Air	Véhicules Crit'Air E, 1 à 5 et non classé	SDES	Non
	Qualité de l'air	CO2, polluants (Nox, PM10, PM2,5, COVNM, consommations finales d'énergies	Atmosud	Non
	Borne IRVE	Nombre de bornes et usage	BNLC + territoires	Oui

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2.2 Périodicité d'évaluation

Évaluation à mi-parcours
L'évaluation a lieu une première fois à mi-parcours afin de pouvoir présenter aux acteurs les avancées et les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du contrat. La première évaluation permet de proposer des actions rectificatrices, d'identifier les opportunités.

Évaluation de fin de contrat
Une seconde évaluation pourra avoir lieu au terme du contrat afin de faire un bilan final de la mise en œuvre. Elle permettrait en outre d'orienter et proposer les bases d'un nouveau COM.

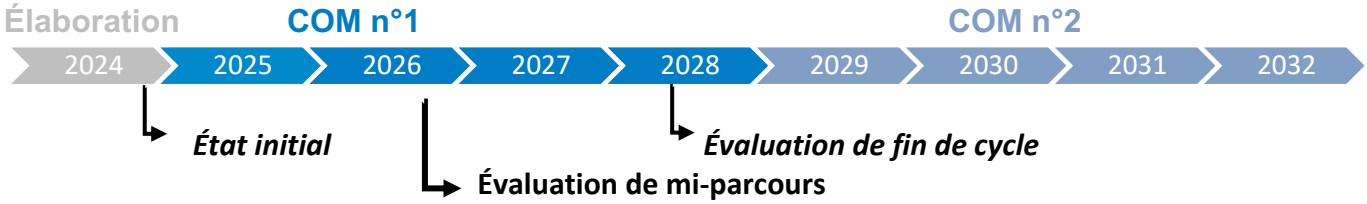
2.3 Protocole d'évaluation

L'évaluation est pilotée par la Région. Celle-ci implique un premier temps de collecte et analyse des données nécessaires afin de procéder à la mise à jour des indicateurs à partir des données.

La Région sollicite périodiquement les acteurs du bassin de mobilité afin de collecter les données. L'acteur doit à son tour mobiliser les ressources de son organisation et celles de ses partenaires afin de fournir les informations nécessaires A partir des indicateurs mis à jour, est attribué de façon qualitative un degré de progression vers l'objectif. Enfin, les résultats sont partagés et débattu avec les acteurs du bassin de mobilité afin d'apporter des nuances et de statuer.

3 Canevas de tableau de bord

3.1 Calendrier d'évaluation



3.2 Évaluation de l'atteinte des objectifs

3.2.1 Évaluation qualitative

État des lieux initial du bassin de mobilité (bassin X)

- Exemple : Une mobilité caractérisée par l'usage de la voiture individuelle
- Exemple : Un réseau morcelé avec peu de points de connexion entre les différents modes de transport
- …

Objectifs généraux du bassin de mobilité (bassin X)

- Exemple : Diminuer l'autosolisme dans les déplacements domicile-travail
- Exemple : Développement les mobilités actives
- …

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Principales avancées

- Exemple : Un changement de comportement favorisant les mobilités partagées et les mobilités actives dans les déplacements domicile-travail
- ..

Points d'amélioration

- Exemple : Peu de changement de comportement favorisant l'usage des transports en commun par rapport aux transports individuels
- Exemple : Des crises liées au changement climatique à mieux anticiper
- …

3.2.2 Évaluation quantitative

INDICATEUR	UNITE	VALEUR INITIALE	OBJECTIF FINAL	RESULTAT A DATE	PROGRESSION
Objectif 1					
Exemple : Part du covoiturage dans les déplacements domicile-travail	*% de part modal*	*2%*	***15%***	*7%*	*+ 33%*
Objectif 2					
Exemple : Avis positifs sur l'usage du vélo pour aller au travail	*% d'avis positifs*	*10%*	*75%*	*50%*	*+53%*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409AD-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 5 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

1 Contexte et objectif

A l'échelle de chaque bassin de mobilité, la Région conclut un « contrat opérationnel de mobilité » avec les AOM, les syndicats mixtes " loi SRU " lorsqu'ils existent, les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Ce contrat peut associer les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou tout autre partenaire.

Le contrat opérationnel de mobilité inclut des objectifs coconstruits avec les acteurs de la mobilité du territoire, objectifs qui dans cette première génération de contrats se rapportent à cinq thématiques principales : les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité, les modalités de gestion des situations dégradées, le recensement et la diffusion des pratiques et actions de mobilité, ainsi que l'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures et servies de mobilité. Aux cinq thématiques du code des transports, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ajoute une thématique de décarbonation en lien avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique.

Ces thématiques, à l'échelle du bassin de mobilité, se déclinent de manière opérationnelle par des engagements pris par les acteurs sous forme d'actions, projets, plans, etc. Le contrat de mobilité a une durée de quatre ans au cours desquels doivent se déployer les moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ces actions.

Afin de pouvoir connaître à tout moment l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements, il est nécessaire de réaliser un suivi lié à ces engagements. L'évaluation est une étape complémentaire (voir annexe ad hoc décrivant l'évaluation) au suivi et vient, de façon ponctuelle à un moment précis du cycle de vie du COM, mettre en regard le degré d'avancement de la mise en œuvre des actions avec les objectifs de mise en œuvre fixés dans le contrat. L'agrégation des résultats obtenus pour tous les engagements permet d'obtenir une vision globale de l'état d'avancement de la mise en œuvre opérationnelle du COM.

2 Méthodologie de suivi

2.1 Périodicité de suivi

Le suivi consiste à réaliser le recueil des informations nécessaires. Ce suivi peut être réalisé ponctuellement en préalable à l'évaluation ou bien périodiquement à une fréquence déterminée afin de retracer l'évolution dans le temps des indicateurs.

Le suivi doit être organisé collectivement avec les acteurs du bassin et ses modalités doivent prendre en compte les ressources et moyens disponibles à cet effet

2.2 Protocole de suivi

La Région sollicite périodiquement les acteurs du bassin de mobilité afin de collecter les données. Pour chaque engagement, la Région se rapproche de l'entité pilote dont la personne référente est indiquée sur l'annexe engagement. La personne référente doit à son tour mobiliser les ressources de son organisation et celles de ses partenaires afin de fournir les informations nécessaires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

La Région se charge alors d'évaluer l'avancement de la mise en œuvre de chaque engagement. Elle attribue alors à chaque engagement un statut de mise en œuvre comme suit :

Statut de l'engagement	Code couleur
Engagement abandonné	
Non démarré	
Étapes préalables en cours	
En cours de réalisation	
Engagement tenu	
Engagement poursuivi	

Dans le cadre de l'évaluation, la Région réalise une synthèse en agrégeant les résultats obtenus pour tous les engagements du COM. Le code couleur permet une lecture facilitée des résultats.

Les résultats et la synthèse sont présentés à l'ensemble des acteurs afin de leur permettre d'exprimer leur accord ou de proposer des modifications du statut de chaque engagement.

3 Canevas de tableau de bord

3.1 Bilan du bassin de mobilité

Bassin engagé

Bassin volontaire

Bassin en démarrage

Statut	Nombre d'engagements	Pourcentage
Engagement abandonné	2	20%
Non démarré	5	50%
Étapes préalables en cours	1	10%
Engagement en cours de réalisation	2	20%
Engagement tenu	0	0%
Engagement poursuivi	0	0%
Total	10	100%

Principales réalisations de la mise en œuvre du COM

- … à compléter

3.2 Mise en œuvre des engagements

Libelle engagement	Type	Thematiques du COM						Pilote	Echeancier previsionnel				Avance-ment	Observations
		Différentes formes e	PEM	Situations dégradées	Diffusion des	Aides conception et	Décarbonation		2025	2026	2027	2028		
Libellé engagement 1	Plan	x	x		x			Porteur	L	F M				Exemple : Convention signée le 20/10/25
Libellé engagement 2	Étude		x					Porteur	L					
Libellé engagement 4	Projet							Porteur						
Libellé engagement 1	Projet													

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-47-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Libellé engagement 2	Projet							L F	M				
Libellé engagement 3	Projet												

Codification de l'avancement technique

Engagement abandonné		Phasage prévisionnel des actions	
Non démarré		Lancement des démarches préalables	L
Étapes préalables en cours		Financement obtenu	F
Engagement en cours de réalisation		Début de la mise en œuvre	M
Engagement tenu			
Engagement poursuivi			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-48-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents..... 21
Pouvoirs..... 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/48

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON
Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

APPROBATION DE L'ORGANIGRAMME DES SERVICES

Le Président propose à l'Assemblée d'adopter l'organigramme des services de la Communauté de Communes du Pays de Fayence

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1111-1 du CGCT,
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la FPT,
VU les modifications apportées dans les services suite à la structuration et au développement des services depuis quatre ans,
VU l'avis favorable du Comité Technique en date du 27 mars 2025

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **ABROGE** la délibération précédente ayant le même objet n° 210413/28 du 3 avril 2021
- **APPROUVE** l'organigramme général des services de la Communauté de Communes du Pays de Fayence ainsi que les organigrammes détaillés du SPIC de la régie des eaux et du SPA des déchets qui évoluera en SPIC au 1er janvier 2026 et annexés à la présente.

Tourrettes, le 14 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-48-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

ORGANIGRAMME GENERAL CCPF - 2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur

OTIPF (EPIC)

PRESIDENCE CCPF

DIRECTION GENERALE

REGIE DES EAUX (SPIC)

DECHETS MENAGERS & ASSIMILES (SPA)

Vie Institutionnelle & assemblées

Affaires Juridiques & DPO

Communication

Secrétariat DGS & Présidence, Protocole, Evénementiel
(accueil)

VALORISATION & EQUILIBRE TERRITORIAL
- Economie
- Agriculture et alimentation durable
- Forêt
- Mobilité

COHESION SOCIALE
- France Services
  Conseillers numériques
- Réseau des Médiathèques
- Convention Territoriale Globale

SPORTS & EQUIPEMENTS
- entretien
- ESPACES NATURELS

FAMILLE & PETITE ENFANCE
- Point Info Famille
  LAEP
  Relais Petite Enfance (RPE)

RESSOURCES HUMAINES
- Paye - carrière formation
  Conditions de travail, HSE
  recrutement

FINANCES
- Comptabilité
  Marchés publics

SERVICES TECHNIQUES
(travaux)
- Maintenance équipements :
  Cellule technique :

SYSTEMES D'INFORMATION
- informatique
- Géomatique

URBANISME & AMENAGEMENT

Liens hiérarchiques — Liens fonctionnels

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-48-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Organigramme hiérarchique et fonctionnel au 10 mars 2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur
RÉGIE DES EAUX

Liens hiérarchiques ---------- Liens fonctionnels

Services Supports CCPF

Direction Financière, Direction Ressources Humaines, Communication

CCPF
Président
Vice-Président
DGS

DIRECTEUR EXECUTIF

DIRECTEUR TECHNIQUE

Service Juridique
Marchés publics

Ambassadeur de l'eau
-

Secrétariat Direction

Magasin

Services supports CCPF dont les fonctions sont présentes sur site REPF

Informatique

Ressources Humaines

Comptabilité

Hygiène Sécurité Environnement

Géomatique

POLE CLIENTELE / RELEVE
Chef de pôle

Responsable clientèle

Régie de recettes

Secrétariat technique

Responsable relève dépannage

Facturation

Accueil Clientèle

Chef d'équipe Dépannage

Equipe Relève Dépannage

POLE MAINTENANCE/ PRODUCTION/ASSAINISSEMENT
Chef de pôle

Responsable Production/ Assainissement

Responsable Maintenance

Chef d'équipe STEP

Chef d'équipe Production

Chef d'équipe Maintenance

Equipe Assainissement

Equipe Production

Equipe Maintenance

POLE RESEAUX/CONTROLE
Chef de pôle

Responsable Réseaux

Responsable Contrôle

Chefs d'équipe réseaux

Equipe Contrôle

Equipe Réseaux

ETUDES/AMENAGEMENT

Bureau d'études

D.E.C.I

Foncier

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250409-250409-48-DE
Accusé de réception exécutoire
Réception par le préfet : 14/04/2025
Publication : 15/04/2025

Organigramme hiérarchique et fonctionnel SERVICE DECHETS (CCPF) au 25 février 2025

Pays de Fayence
Provence d'Azur

Président CCPF
Vice-Président Service « Déchets Ménagers & Assimilés »
Directeur Général des Services

Services Supports CCPF

Direction Financière, DRH & HSE,
Communication, Informatique,

DIRECTION

Liens hiérarchiques — Liens fonctionnels

ADJOINTE DE DIRECTION, RRH

(Accueil physique et téléphonique des usagers, régie comptable des recettes, facturation et gestion des abonnés)

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

DECHETTERIES

Tourrettes

Bagnols-en-Forêt

MAINTENANCE

(dépôts sauvages, encombrants, bacs, redevance professionnels)

COLLECTE

Chefs d' équipe,
(AMO, référent sécurité)
(référent tournées)

Equipiers chauffeurs-ripeurs :

PREVENTION (sensibilisation, broyage à domicile, composteurs)

ATELIER MECANIQUE

QUAI DE TRANSFERT

PROJETS & ETUDES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250523-250409-49-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/05/2025
Publication : 23/05/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents 21
Pouvoirs 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/49-1

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON

Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

MISE A JOUR DU RIFSEEP :
Régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertise (IFSE)
Et Engagement Professionnel (CIA)

Préambule

Considérant qu'il appartient au conseil communautaire de définir les conditions d'attribution dans les limites réglementaires en conférant au texte l'esprit du législateur qui a ainsi voulu donner à la Fonction Publique la possibilité d'en faire un outil managérial fondé sur le rééquilibrage entre la fonction et la valeur professionnelle,

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 qui a instauré une Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du RIFSEEP ; cette indemnité repose non seulement sur la formalisation précise de critères professionnels mais aussi sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Ce même décret a également instauré un Complément Indemnitaire Annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Ainsi, depuis 2014, le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités de même nature (IEM, IAT, IFTS, ISS) à l'exception de celles énumérées par arrêté ministériel (art. 5 décret n°2014-513 du 20 mai 2014).

Mise en œuvre au sein de la Communauté de communes

La Communauté de communes a régulièrement mené depuis 2014 une réflexion dans le cadre du dialogue social avec les organisations syndicales sur l'instauration de ce nouveau dispositif en tenant compte de la place de l'agent dans l'organigramme, la spécificité des postes, afin de susciter l'adhésion des agents dans la démarche de valorisation de l'engagement professionnel dont l'impact se mesure directement à la qualité du service public rendu.

Ainsi, le RIFSEEP, dont la colonne vertébrale reste la définition du groupe de fonctions c'est-à-dire l'espace professionnel au sein duquel évolue l'agent, demeure la pièce maitresse au service d'une politique RH attractive, capable de s'adapter aux exigences actuelles du monde du travail.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250523-250409-49-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/05/2025
Publication : 23/05/2025

L'évolution des groupes de fonctions permet de prendre compte de nouveaux métiers et de nouvelles missions dont il est devenu nécessaire aujourd'hui de calquer les montants des catégories A et B dans la limite du plafond des primes fixé à l'Etat.

Enfin, le RIFSEEP doit s'appréhender comme le moyen combiné avec l'entretien professionnel de créer les circonstances favorables à la mise en place d'une dynamique managériale de motivation des agents aussi objective et transparente que possible.

1/ Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)

Cette indemnité tient compte **DU NIVEAU DE RESPONSABILITE ET D'EXPERTISE** requis dans l'exercice des fonctions occupées. Les critères de modulation applicables sont ceux prévus à l'Etat, c'est-à-dire :

- *Encadrement, coordination, pilotage, conception*
- *Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions (compétences acquises et/ou requises)*
- *Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de l'environnement professionnel*

S'y ajoute **LA RECONNAISSANCE DE LA VALEUR PROFESSIONNELLE,** à savoir l'expérience obtenue par la pratique et le degré de connaissance acquis dans un domaine d'intervention précis.

En effet, la valeur professionnelle est une notion évolutive reposant essentiellement sur l'approfondissement et la consolidation graduelle des savoirs pouvant mener jusqu'à l'expertise puis… à l'élargissement des compétences.

Cette notion permet de différencier l'expérience -pouvant être assimilée sur un poste- de l'ancienneté qui se matérialise par l'avancement d'échelon. Il est par conséquent apparu approprié, et logique de valoriser dans la part IFSE les indicateurs suivants selon les cas :

- le parcours professionnel de l'agent avant l'arrivée sur son poste,
- la capacité à exploiter l'expérience acquise quelle que soit l'ancienneté (diffusion du savoir, force de proposition et capacité à interagir dans un nouveau cadre…)
- la capacité à assumer des fonctions et responsabilités d'un niveau supérieur sans en détenir le grade
- les formations transversales suivies pour enrichir ses compétences dans un autre domaine et élargir ainsi son champ d'actions,
- les formations de préparation aux concours et examens, distinction faite des formations obligatoires ou de mise à jour directement liées au poste
- la capacité à s'adapter aux exigences du poste et à évoluer dans son environnement de travail, à connaître le fonctionnement de la collectivité, à coopérer avec des partenaires internes ou externes…
- la notion d'expertise issue de l'approfondissement des savoirs techniques (renforcement des points forts/amélioration des points faibles)
- etc.

Maintien de l'IFSE pendant les absences :

Conformément au décret 2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de la FPE, en cas de congé de maladie ordinaire, l'IFSE suit le sort du traitement, c'est-à-dire qu'elle est versée intégralement pendant toute la durée de la période ouvrant droit au plein traitement. Dès passage à demi-traitement, l'IFSE est réduite de moitié.

Elle est donc maintenue pendant les congés annuels, congés pour accident de service, maternité, paternité et adoption.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250523-250409-49-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/05/2025
Publication : 23/05/2025

Elle est suspendue, en fin de droit :

- ✓ après un an, en cas de congé «*longue maladie*»
- ✓ après trois ans en cas de congé «*longue durée*» ou de «*grave maladie*» (spécifique pour les agents relevant du régime général).

Versement :

L'IFSE versée mensuellement fait l'objet d'un arrêté individuel d'attribution. Elle est proratisée différemment selon que l'on travaille à temps partiel ou à temps non complet.

Réexamen du montant :

1/ en cas de changement de fonctions, de grade ou à la suite d'une promotion,

2/ en cas de participation à un projet sensible et/ou stratégique induisant une exposition renforcée et prolongée à des sujétions nouvelles,

3/ en l'absence de tout changement pour l'agent, au bout de quatre ans maximum, au vu :

- ✓ *de l'efficacité et l'expérience acquise sur son poste grâce à l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation,*
- ✓ *de l'évolution technique de son environnement de travail,*
- ✓ *du processus de sécurisation des procédures grâce à une meilleure connaissance de la gestion du risque, de la maitrise des circuits de décision...*
- ✓ ...

2/ Complément indemnitaire Annuel (CIA)

Le CIA, dont le caractère est totalement optionnel, tient compte de **L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL ET DE LA MANIERE DE SERVIR** appréciés au moment de l'évaluation annuelle par l'autorité hiérarchique.

Il permet de tirer parti de toutes les composantes de la manière de servir de l'agent laquelle ne doit pas être restreinte aux seules compétences professionnelles mais élargie à la qualité des rapports humains que l'agent entretient avec autrui, sa manière d'être et de se comporter en général.

L'organisation managériale de la Communauté de communes encourage les responsables hiérarchiques à se montrer attentifs à cette dimension dans l'appréciation des mérites qu'ils reconnaissent aux agents lors des entretiens individuels d'évaluation.

Versement :

Versé en une ou plusieurs fractions il fait l'objet d'un arrêté d'attribution individuelle.

Non reconductible d'une année sur l'autre, il est attribué entre 0 et 100 % du montant maximal annuel correspondant au groupe de fonction de l'agent évalué.

Le montant annuel qu'il est possible d'allouer à l'agent doit cependant répondre à deux objectifs :

➔ Le 1er objectif vise à récompenser L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL en allouant une part comprise entre 0 et 60 % du montant global après avoir apprécié :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250523-250409-49-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/05/2025
Publication : 23/05/2025

- *le sens du devoir et du service public,*
- *l'aptitude à travailler en équipe et la contribution personnelle au travail collectif par la capacité à s'impliquer dans des projets de service ou à participer activement à la réalisation de missions rattachées à l'environnement professionnel propre,*
- *après la réalisation d'un travail exceptionnel effectué en dehors du cadre habituel…*
- *l'investissement personnel par le degré de réalisation des objectifs fixés selon qu'ils sont non atteints, partiellement ou totalement atteints, voire dépassés*
- *…*

➔ Le second objectif doit refléter LA MANIERE DE SERVIR en allouant une part comprise entre 0 et 40 % du montant global après avoir apprécié :

- *l'absentéisme pour «maladie ordinaire» et après examen systématique de chaque cas selon la nature de l'arrêt de travail et/ou des répercussions dans le service.*
- *les qualités relationnelles avec les collègues et partenaires de travail, la hiérarchie, les usagers, les élus…*
- *la ponctualité, le respect du matériel mis à disposition, le respect des obligations des fonctionnaires,*
- *l'assiduité,*
- *…*

3/ Dispositions communes à l'IFSE et au CIA :

Bénéficiaires :

Le présent régime indemnitaire est attribué aux fonctionnaires et contractuels de droit public exerçant les fonctions du cadre d'emploi concerné et appartenant à l'ensemble des filières représentées dans la collectivité.

En sont donc exclus : les vacataires, collaborateurs occasionnels et agents de droit privé bénéficiant de contrats aidés par l'Etat (CUI, CAE, apprentis, SPIC).

Les salariés de droit privé exerçant leur activité au sein d'un service public industriel et commercial perçoivent les primes contractuelles et conventionnelles relevant du secteur d'activité concerné.

Cadres d'emplois concernés :

- attachés, ingénieurs, éducateurs de jeunes enfants
- rédacteurs, techniciens, auxiliaires de puériculture
- adjoints de toutes filières
- Agents de maîtrise

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250523-250409-49-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/05/2025
Publication : 23/05/2025

Détermination des montants indemnitaires fixés à l'Etat applicables à la CCPF

Catégorie	Groupes	**Fonctions** (Cf.organigramme) toutes filières confondues	**Critères de modulation** - Encadrement - Technicité et Expertise - Sujétions particulières	**RIFSEEP (montants maximaux annuels)**	
				IFSE	**CIA**
A	**A1**	*Direction générale (PF), direction exécutive de SPIC*	*Management de l'organisation stratégie et direction des services*	*36 210 [3017 mensuels]*	*6 390*
	A2	*Direction générale adjointe (PF), Responsable de Pôle ou de plusieurs services, direction de service stratégique*	*Encadrement, expertise, ingénierie, stratégie financière, organisationnelle*	*32 130 [2677 mensuels]*	6 300
	A3	*Responsable service opérationnel Responsable service support, adjoint de direction*	*Encadrement d'équipe, ingénierie, sujétions particulières*	*25 500 [2125 mensuels]*	5 670
	A4	*Responsable service adjoint, Chargé de mission*	*coordination, pilotage, ingénierie, conception, expertise...*	*20 400 [1700 mensuels]*	3 600
B	**B1**	*Responsable d'un ou plusieurs services, responsable structure, et/ou équipement(s)*	*Encadrement d'équipe, référent,*	*17 480 [1456 mensuels]*	2 380
	B2	*Assistant de direction, Expert, référent ou gestionnaire spécialisé*	*coordination, suivi de travaux, fonctions de contrôle, d'application,*	*16 015 [1334 mensuels]*	*1 995*
	B3	*Gestionnaire, Chargé de mission*	*expérience, technicité, niveau de responsabilité*	*14650 [1220 mensuels]*	
C	**C1**	*Responsable de service, chef d'équipe(s), Responsable structure et/ou équipement(s)*	*Encadrement de proximité, Contrôle, Sécurité, qualifications, expertise...*	*11 340 [945 mensuels]*	1 260
	C2	*Assistant, gestionnaire, secrétaire, contrôleur, technicien, agent d'exécution*	*Technicité opérationnelle, qualifications, fonctions de contrôles, sécurité, poste requérant des connaissances spécifiques, polyvalence...*	*10 800 [900 mensuels]*	1 200

Clause de revalorisation :

Les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants, taux ou corps de référence de l'Etat seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250523-250409-49-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/05/2025
Publication : 23/05/2025

Clause de sauvegarde :

Le régime indemnitaire relatif aux primes et indemnités sans rapport avec l'exercice des fonctions (IHTS, prime de travail du dimanche et jours fériés, prime de responsabilité des DGS) est maintenu.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales
VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L 714-4 concernant la parité avec la Fonction Publique d'Etat ;
VU le décret 2014-513 du 20/05/2014 portant création du RIFSEEP ;
VU les arrêtés interministériels fixant les montants de référence pour les corps et services de l'Etat et successifs du 20 mai 2014 jusqu'au 5 juillet 2024
VU la circulaire du 05/12/2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP
VU les délibérations successives d'instauration et de mise à jour du RIFSEEP, et notamment la délibération n°221206/29 du 6 décembre 2022,
VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 27 mars 2025 portant accord de modification du RIFSEEP,
CONSIDERANT la nécessité d'adapter le RIFSEEP, inchangé depuis 2022, aux dispositions propres de l'EPCI au fur et à mesure de l'évolution de son organisation et de ses services et notamment en matière d'attractivité lors des recrutements, il est proposé d'aligner sur les montants fixés à l'Etat, les IFSE et CIA des groupes A2, A3 et A4 et de supprimer le groupe 3 en catégorie C

ENTENDU cet exposé,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **ABROGE** la délibération n°221206/29 du 06/12/2022 relative au RIFSEEP ;
- **APPROUVE** la mise à jour des groupes de fonction ci-dessus conformément à l'évolution de l'organisation des services de la CCPF ;
- **FIXE** les montants annuels du RIFSEEP dans les conditions fixées ci-dessus ;
- **CHARGE** l'AIPN de moduler les montants individuels selon les critères définis dans la limite du crédit global et la limite du plafond de l'Etat attribué par filière et catégorie d'appartenance pour :
  - l'IFSE : en fonction du niveau de responsabilité, d'expertise et de sujétions liées à la nature du poste occupé,
  - le CIA : en fonction de l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent ;
- **INSCRIT** les crédits nécessaires au chapitre 012 du budget principal et des budgets annexes.

Tourrettes, le 29 avril 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250523-250409-50-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/05/2025
Publication : 23/05/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice 30
Présents 21
Pouvoirs 6
Absents..... 3
Suffrages exprimés 27

DCC n° 250409/50-1

SÉANCE DU MERCREDI 09 AVRIL 2025 À 18h00
Secrétaire de séance : Elisabeth MENUT
Date de convocation : 02-04-2025

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : René UGO, Camille BOUGE, Marco ORFÉO, Michel RAYNAUD, Maryvonne BLANC, Elisabeth MENUT, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, Brigitte CAUVY, Myriam ROBBE, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Ophélie LEFEBVRE, Christian THEODOSE, Patrick de CLARENS, Julien AUGIER, René BOUCHARD, Daniel MARIN, Michel REZK, François CAVALLIER, Christian COULON

Absents excusés : Bernard HENRY (pouvoir à O. LEFEBVRE), Claudette MARIET (pouvoir P. de CLARENS), Jérôme SAILLET (pouvoir à M. ORFEO), Michèle PERRET (pouvoir à P. DUMESNY), Laurence BERNARD (pourvoir à J-Y. HUET), Aurélie COURANT (pouvoir à F. CAVALLIER), Loïs FAUR, Coraline ALEXANDRE, Philippe DURAND-TERRASSON

MISE A JOUR REGLEMENTAIRE DES ASA (AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE)

Le Président indique que les ASA instaurées par délibération du 13 avril 2021 doivent faire l'objet d'une actualisation en raison d'une évolution réglementaire du Code Général de la Fonction Publique.
Les collectivités voulant faire bénéficier leurs agents des autorisations spéciales d'absence doivent transposer la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'Etat en application du principe de parité.
Outre les absences prévues par la réglementation, des autorisations à caractère local peuvent être accordées après avis du comité social territorial, conformément à l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984 relatif aux conditions générales de fonctionnement des services.

CONDITIONS :

L'autorisation d'absence se définit comme un congé exceptionnel octroyé pour motifs familial, syndical, religieux, politique, citoyen, médical...
Les articles L. 622-1 et suivants du CGFP prévoient que des fonctionnaires en position d'activité peuvent être autorisés à s'absenter de leur service dans un certain nombre de cas.
Les jours d'absence n'entrainent pas de réduction de la rémunération et sont assimilés à des jours effectifs pour la détermination des droits à congé annuel.
Ces autorisations, distinctes de par leur objet, ne peuvent être décomptées des congés annuels ou de tout autre type de congé.
Elles n'ont lieu d'être accordées que dans la mesure où l'agent aurait dû exercer ses fonctions durant la circonstance justifiant l'octroi de l'autorisation d'absence. Ainsi, un congé annuel ou une maladie ne peut être interrompu et remplacé par une autorisation d'absence.
Elles ne sont ni récupérables, ni fractionnables ni reportables.
Hormis lorsqu'il en est fait mention dans le tableau ci-dessous, ces autorisations d'absence ne constituent pas un droit et il revient au supérieur hiérarchique de juger de leur opportunité, en tenant compte des nécessités de service.
Les jours accordés sont décomptés au prorata du temps de travail, considérés comme des jours ouvrés et généralement consécutifs.
Ils ne seront validés qu'après production par l'agent de la preuve de l'évènement (actes, certificats...)

BENEFICIAIRES :

Fonctionnaires et agents contractuels de droit public en activité.
Les fonctionnaires détachés et les salariés de droit privé exerçant leur activité dans un SPIC ne sont pas concernés et relèvent des dispositions des conventions collectives du secteur d'activité concerné.

Le Président propose donc, après avis favorable du Comité Social Territorial du 27 mars 2025 de voter les autorisations spéciales d'absence suivantes :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250523-250409-50-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/05/2025
Publication : 23/05/2025

I - AUTORISATIONS D'ABSENCE LIEES A DES EVENEMENTS FAMILIAUX

REFERENCES JURIDIQUES	EVENEMENTS FAMILIAUX	Jours ouvrables accordés
L.622-1 du CGFP	**Mariage- PACS** • de l'agent • d'un enfant • d'un ascendant, et alliés directs (frère, sœur) oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	 5 3 1
	Décès/Obsèques • du conjoint (ou pacsé ou concubin) • d'un enfant, • des parents, sœur, frère, beaux-parents • d'autres ascendants, et alliés directs (grands-parents, oncle, tante (grand-oncle, grand tante) et cousin 1er degré, beau-frère, belle-sœur direct (conjoint d'un frère ou d'une sœur)	 5 12 *(1)* 3 1 *(*)*
	Maladie très grave • du conjoint (ou pacsé ou concubin) • d'un enfant, • des parents, sœur, frère, beaux-parents • d'autres ascendants, et alliés directs	 5 5 3 1
L. 631-6 du CGFP L.3142-4 Du Code du Travail	**Naissance ou adoption** (cumulables avec le congé paternité) A prendre dans les 15 jours qui suivent l'évènement	3
L 1225-16 Du Code Travail	**Grossesse** • à partir du 3è mois de grossesse un aménagement de l'horaire de travail équivalent à 1 h/jour • examens médicaux obligatoires (7 prénataux et 1 postnatal) Si Père accompagnant : 3 examens prénataux obligatoires	de droit
Circulaire n° 1475 du 20 juillet 1982 absence pouvant être accordées pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde	**Garde d'enfant** (jusqu'à 16 ans et sans restriction d'âge pour un enfant handicapé) Autorisation accordée sous réserve de nécessité de service, par année civile et quel que soit le nombre d'enfants du ménage Doublement possible si l'agent assume seul la charge de l'enfant ou si le conjoint est à la recherche d'un emploi ou ne bénéficie de par son emploi d'aucune autorisation d'absence	durée des obligations hebdomadaires de service + 1 jour (maxi 6 j) *(2)*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250523-250409-50-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/05/2025
Publication : 23/05/2025

REFERENCES JURIDIQUES	EVENEMENTS LIES A LA VIE COURANTE	Jours ouvrables accordés
L 622-4	administrateur de mutuelle	de droit
Art L 214-3	Mandat syndical (cf. dispositions réglementaires et législatives)	10 maxi
L 421-1 à L 424-1	Formation syndicale	12 maxi
Art 33 loi 26/01/84	Concours et examens professionnels en rapport avec la collectivité	1
Art 33 loi 26/01/84	Déménagement	1

REFERENCES JURIDIQUES	AUTORISATIONS D'ABSENCES LIEES A DES MOTIFS CIVIQUES
L .2123-1 à 6 L .41-35-1 à 4 L.5215-16 L 5216-4 R.2123-3 à 8 R.5211-3 du CGCT	Autorisations d'absence accordées pour se rendre : o aux séances plénières du conseil municipal o aux réunions des commissions dont il est membre o aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune Durée : non définie par avance. L'agent doit bénéficier du temps nécessaire pour se rendre et participer aux réunions et séances auxquelles il est convié. Démarches : L'agent doit informer par écrit son employeur dès qu'il a connaissance de la date et de la durée de l'absence envisagée pour se rendre et participer aux séances et réunions auxquelles il est convié. Les pertes de revenus subies, du fait de l'assistance à ces séances et réunion par les élus ne bénéficiant pas d'indemnités de fonction peuvent être compensées par la commune ou l'organisme auprès duquel ils la représentent. Cette compensation est limitée à 72 h/an. L'heure rémunérée ne doit pas excéder 1.5 fois la valeur du SMIC. Crédit d'heures accordé pour : o la gestion administrative de la commune ou de l'organisme auprès duquel il la représente o la préparation des réunions des instances où il siège

(1)Les agents publics bénéficient, de droit, d'une autorisation spéciale d'absence de douze jours ouvrables pour le décès d'un enfant. Cette durée est portée à quatorze jours ouvrables lorsque l'enfant est âgé de moins de vingt-cinq ans, et quel que soit son âge si l'enfant décédé était lui-même parent, ou en cas de décès d'une personne âgée de moins de vingt-cinq ans dont l'agent public a la charge effective et permanente. Dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent article, les agents publics bénéficient d'une autorisation spéciale d'absence complémentaire de huit jours
(*) Un délai de route qui ne peut excéder 24 heures aller et retour est laissé à l'appréciation du chef de service
(2)Pour les agents travaillant à temps partiel, le nombre de jours d'autorisations d'absence susceptible d'être accordé est égal au produit des obligations hebdomadaires de service d'un agent travaillant à temps plein, plus un jour, par la quotité de travail à temps partiel de l'agent intéressé ; soit pour un agent travaillant 3 jours sur 5 : 5 + 1 x 3/5 = 3,6 jours (possibilité d'arrondir à 4 jours).

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
VU le Code Général de la Fonction Publique
VU les décrets 2021-846 du 29-06-2021, 2006-1022 du 21-08-2006, 2013-67 du 18-01-2013
VU l'avis favorable du Comité Social Territorial du 27 mars 2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-200004802-20250523-250409-50-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/05/2025
Publication : 23/05/2025

ENTENDU cet exposé,

APRES EN AVOIR DELIBERE, À L'UNANIMITÉ :

- **ABROGE** la délibération n° 210413/31 relative à l'instauration des autorisations spéciales d'absence du 13 avril 2021
- **APPROUVE** les nouvelles autorisations conformément à l'évolution des textes précédemment énoncés.

Tourrettes, le 13 mai 2025

Elisabeth MENUT
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr